

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXL**1933-1934****NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 3224. — Autriche et Brésil :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Rio-de-Janeiro, le 2 janvier 1932 ...	11
N° 3225. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie :	
Accord concernant les réclamations de certains protégés et sujets coloriaux britanniques et italiens résultant de raids et d'incidents survenus à la frontière anglo-italienne du Somaliland, signé à Bihen, le 2 septembre 1930, avec échange de notes de la même date	19
N° 3226. — France et Inde :	
Accord relatif à la vente de l'opium à Chandernagor. Signé à Chinsurah, le 28 décembre 1932	37
N° 3227. — Inde et Irak :	
Arrangement concernant l'échange des mandats-poste. Signé à Bagdad, le 17 janvier 1933, et à New Delhi, le 13 mars 1933	43
N° 3228. — Inde et Irak :	
Accord concernant l'échange des envois contre remboursement. Signé à Bagdad, le 17 janvier 1933, et à New Delhi, le 13 mars 1933	63
N° 3229. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes relatif à la délimitation de la frontière entre la Rhodésie du Nord et le Congo belge, Londres, les 4 avril et 3 mai 1927, avec annexes ; et Echange de notes relatif à la frontière ci-dessus mentionnée, Bruxelles, le 7 avril 1933, avec annexes	71
N° 3230. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Grèce :	
Echange de notes concernant les passeports des marins. Londres, les 13 et 21 avril 1933	133

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXL

1933-1934

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3224. — Austria and Brazil :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Rio de Janeiro, January 2, 1932	11
No. 3225. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :	
Agreement concerning Claims of Certain British and Italian Protected Persons and Colonial Subjects arising out of Raids and Incidents on the Anglo-Italian Frontier in Somaliland, signed at Bihen, September 2, 1930, with an Exchange of Notes of the same Date	19
No. 3226. — France and India :	
Agreement respecting the Sale of Opium in Chandernagore. Signed at Chinsurah, December 28, 1932	37
No. 3227. — India and Iraq :	
Arrangement for an Exchange of Money Orders. Signed at Baghdad, January 17, 1933, and at New Delhi, March 13, 1933	43
No. 3228. — India and Iraq :	
Agreement for an Exchange of Value-Payable Articles. Signed at Baghdad, January 17, 1933, and at New Delhi, March 13, 1933	63
No. 3229. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes respecting the Delimitation of the Boundary between Northern Rhodesia and the Belgian Congo, London, April 4 and May 3, 1927, with Annexes ; and Exchange of Notes regarding the above-mentioned Boundary, Brussels, April 7, 1933, with Annexes	71
No. 3230. — Great Britain and Northern Ireland and Greece :	
Exchange of Notes in regard to Passports for Seamen. London, April 13 and 21, 1933	133

	Page
N° 3231. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echanges de notes concernant les relations commerciales entre les deux pays. Londres, les 13 avril et 3 mai 1933.	139
N° 3232. — Danemark et Norvège :	
Arrangement relatif à l'établissement et à l'entretien d'une ligne de navigation régulière entre Hirtshals et la Norvège du Sud, signé à Copenhague, le 8 juillet 1933, et échange de notes y relatif, de la même date	149
N° 3233. — Chili et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Praha, le 18 septembre 1930	161
N° 3234. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Hongrie :	
Convention concernant les règlements commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Signée à Budapest, le 24 mai 1933	169
N° 3235. — France et Hongrie :	
Avenant à l'Arrangement commercial du 25 septembre 1931 entre les deux pays, avec annexe. Signé à Paris, le 3 mars 1933	177
N° 3236. — Etats-Unis d'Amérique et Chine :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 27 juin 1930	183
N° 3237. — Commission internationale du Danube, Roumanie et Yougoslavie :	
Accord relatif à la constitution des services spéciaux aux Portes-de-Fer, avec annexes et protocole final. Signés au Semmering, le 28 juin 1932	191
N° 3238. — Roumanie et Yougoslavie :	
Arrangement pour la détermination de la compétence des deux Etats dans l'exercice de la police de la navigation sur la ligne frontière dans le Secteur du Danube, dit des Portes-de-Fer et des Cataractes, ou dans le voisinage immédiat de cette ligne. Signé à Vienne, le 19 juin 1930	229
N° 3239. — Roumanie et Yougoslavie :	
Accord entre les délégations de Roumanie et de Yougoslavie à la Commission internationale du Danube, au sujet de la constitution des services des Portes-de-Fer. Signé au Semmering, le 24 juin 1930	235
N° 3240. — Italie et Panama :	
Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signé à Panama, le 7 août 1930	241

	Page
No. 3231. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchanges of Notes regarding Commercial Relations between the two Countries. London, April 13 and May 3, 1933	139
No. 3232. — Denmark and Norway :	
Agreement relating to the Establishment and Upkeep of a Regular Shipping Line between Hirtshals and Southern Norway, signed at Copenhagen, July 8, 1933, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	149
No. 3233. — Chile and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Prague, September 18, 1930	161
No. 3234. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Hungary :	
Convention regarding the Settlement of Commercial Debts between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Hungary. Signed at Budapest, May 24, 1933	169
No. 3235. — France and Hungary :	
Additional Agreement to the Commercial Agreement of September 25, 1931, between the two Countries, with Annex. Signed at Paris, March 3, 1933	177
No. 3236. — United States of America and China :	
Arbitration Treaty. Signed at Washington, June 27, 1930	183
No. 3237. — International Commission of the Danube, Roumania and Yugoslavia :	
Agreement relating to the Setting-up of Special Services at the Iron Gates, with Annexes and Final Protocol. Signed at Semmering, June 28, 1932	191
No. 3238. — Roumania and Yugoslavia :	
Agreement for the purpose of defining their respective Competences in the Policing of Navigation on the Frontier Line, in the Section of the Danube known as the Iron Gates and Cataracts Section, or in the Immediate Vicinity of that Line. Signed at Vienna, June 19, 1930	229
No. 3239. — Roumania and Yugoslavia :	
Agreement between the Delegations of Roumania and Yugoslavia on the International Commission of the Danube, regarding the Setting-up of the Services at the Iron Gates. Signed at Semmering, June 24, 1930	235
No. 3240. — Italy and Panama :	
Treaty of Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Panama, August 7, 1930	241

	Page
N° 3241. — Brésil et Suisse :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Rio-de-Janeiro, le 29 octobre 1931	265
N° 3242. — Etats-Unis d'Amérique et Italie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord. Rome, les 8 septembre 1931 et 1 ^{er} juin 1932	273
N° 3243. — Finlande et Pays-Bas (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao) :	
Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires néerlandais et finlandais. Signé à Stockholm, le 22 mai 1933	279
N° 3244. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 31 mai 1932, avec échanges de notes relatifs à l'application de ladite convention à l'Irlande du Nord, La Haye, les 25 août et 4 septembre 1933, à l'Ecosse, La Haye, les 12 août et 28 octobre 1933, et à la Rhodésie du Sud, La Haye, les 12 et 28 octobre 1933, et échange de notes concernant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à ladite convention, La Haye, les 27 octobre et 10 novembre 1933	287
N° 3245. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suède :	
Accord commercial, avec annexes et protocole, signés à Londres, le 15 mai 1933, et échange de notes y relatif de la même date	317
N° 3246. — Danemark et Inde :	
Echange de notes relatif à la reconnaissance réciproque, au Danemark et aux Indes, des certificats de navigation pour les navires à passagers. Copenhague, les 11 février et 8 août 1932	369
N° 3247. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Bulgarie :	
Convention pour le règlement par voie de compensation des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Bulgarie. Signée à Sofia, le 21 juin 1933	375
N° 3248. — Pologne et Suède :	
Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Stockholm, les 20 et 25 janvier 1928... ..	385
N° 3249. — Pologne et Suisse :	
Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Berne, les 7 février, 15 mars, 18 août et 22 septembre 1928	391
N° 3250. — Finlande et Pologne et Ville Libre de Dantzig :	
Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Helsinki, les 26 juin 1929 et 20 mars 1931	405

	Page
No. 3241. — Brazil and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Rio de Janeiro, October 29, 1931	265
No. 3242. — United States of America and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. Rome, September 8, 1931, and June 1, 1932	273
No. 3243. — Finland and the Netherlands (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao) :	
Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates of Dutch and Finnish Vessels. Signed at Stockholm, May 22, 1933	279
No. 3244. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, May 31, 1932, with Exchanges of Notes respecting the Extension of the said Convention to Northern Ireland, The Hague, August 25 and September 4, 1933, to Scotland, The Hague, August 12 and October 28, 1933, and to Southern Rhodesia, The Hague, October 12 and 28, 1933, and Exchange of Notes concerning the Accession of New Zealand to this Convention, The Hague, October 27 and November 10, 1933 ...	287
No. 3245. — Great Britain and Northern Ireland and Sweden :	
Commercial Agreement with Annexes and Protocol, signed at London, May 15, 1933, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date... ..	317
No. 3246. — Denmark and India :	
Exchange of Notes, regarding the Reciprocal Recognition in Denmark and India of Passenger Ship Certificates. Copenhagen, February 11, and August 8, 1932	369
No. 3247. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Bulgaria :	
Convention for the Settlement by means of Compensation of Commercial Claims between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Kingdom of Bulgaria. Signed at Sofia, June 21, 1933	375
No. 3248. — Poland and Sweden :	
Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Stockholm, January 20 and 25, 1928	385
No. 3249. — Poland and Switzerland :	
Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Berne, February 7, March 15, August 18 and September 22, 1928	391
No. 3250. — Finland and Poland and Free City of Danzig :	
Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Helsinki, June 26, 1929, and March 20, 1931	405

N° 3251. — Luxembourg et Pologne :

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Bruxelles, le 7 décembre 1928, Luxembourg, le 10 juillet 1930, Bruxelles, les 17 juillet 1930 et 31 mars 1931, et Luxembourg, le 10 avril 1931 411

N° 3252. — Italie et Pologne :

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Rome, le 12 décembre 1931 421

N° 3253. — Hongrie et Pologne :

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Budapest, les 2 août et 9 décembre 1931, 5 mai, 1^{er} et 9 juillet 1932 429

N° 3254. — Lettonie et Pologne :

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Riga, les 28 avril, 20 mai, 13 et 18 août 1932 443

N° 3255. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :

Accord concernant l'échange des colis postaux. Signé à Copenhague, le 9 décembre 1932, et à Washington, le 28 décembre 1932 453

ERRATA 481

No. 3251. — Luxemburg and Poland :

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Brussels, December 7, 1928, Luxemburg, July 10, 1930, Brussels, July 17, 1930, and March 31, 1931, and Luxemburg, April 10, 1931 411

No. 3252. — Italy and Poland :

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Rome, December 12, 1931 421

No. 3253. — Hungary and Poland :

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Budapest, August 2 and December 9, 1931, May 5, July 1 and 9, 1932 429

No. 3254. — Latvia and Poland :

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Riga, April 28, May 20, August 13 and 18, 1932 443

No. 3255. — United States of America and Denmark :

Agreement concerning the Exchange of Parcel Post. Signed at Copenhagen, December 9, 1932, and at Washington, December 28, 1932 453

ERRATA 481

N° 3224.

AUTRICHE ET BRESIL

Echange de notes comportant un
accord commercial. Rio-de-Janeiro,
le 2 janvier 1932.

AUSTRIA AND BRAZIL

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Rio de
Janeiro, January 2, 1932.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3224. — TROCA DE NOTAS ENTRE OS GOVERNOS DA AUSTRIA E DO BRASIL, CONSTITUINDO UM ACCORDO COMMERCIAL. RIO DE JANEIRO, 2 DE JANEIRO DE 1932.

Texte officiel portugais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 juillet 1933.

Portuguese official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place July 19, 1933.

I.

NOTA DA LEGAÇÃO DA AUSTRIA NO RIO DE JANEIRO AO GOVERNO BRASILEIRO

N. 3.000.

RIO DE JANEIRO em 2 de Janeiro de 1932.

SR. MINISTRO,

Tenho a subida honra de levar ao conhecimento de Vossa Excellencia que, tendo os Governos da Austria e do Brasil convindo em regular as suas relações commerciaes reciprocas, o Governo Federal da Austria me autorizou a concluir com o Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil um accôrdo, nas seguintes bases :

a) As altas partes contractantes concordam em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

b) Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes, não serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

c) Da mesma fórmula, os productos naturaes ou fabricados exportados do territorio de cada uma das partes contractantes, com destino ao territorio da outra parte, não serão, em caso algum, sujeitos nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem regras ou formalidades mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

d) Todas as vantagens, favores, privilegios e immunidades já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das duas partes contractantes, na supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados e originarios de qualquer outro paiz, ou

destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

e) Exceptuam-se, contudo, dos compromissos acima formulados, os favores actualmente concedidos, ou que possam ser ulteriormente concedidos, a paizes limitrophes, com o fim de se facilitar o trafico de fronteiras, assim como os favores que resultem de uma união aduaneira já concluída, ou que possa ser concluída, de futuro, por uma das partes contractantes.

f) O presente accôrdo entrará em vigor 10 dias depois da data desta comunicação. Transcorridos seis mezes após a entrada em vigor, cada uma das partes contractantes poderá denunciá-lo mediante notificação prévia de três mezes.

Aproveito o ensejo para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta estima e distinctissima consideração.

(a.) RETSCHEK.

A Sua Excellencia

o Senhor Dr. Afranio de Mello Franco,
D. D. Ministro das Relações Exteriores,
Palacio Itamaraty,
Rio de Janeiro.

II.

NOTA DO GOVERNO BRASILEIRO Á LEGAÇÃO DA AUSTRIA NO RIO DE JANEIRO.

EC/I/8 (42). (82) 8.

Em 2 de janeiro de 1932.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Excellencia dá a conhecer que, tendo os Governos do Brasil e da Austria convindo em regular as relações commerciaes reciprocas, o Governo Federal da Austria o autorizou a concluir com o Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil um accôrdo, nas seguintes bases :

a) As altas partes contractantes concordam em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação às regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

b) Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes, não serão, em caso algum, sujeitos nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras e formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

c) Da mesma fórmula, os productos naturaes ou fabricados, exportados do territorio de cada uma das partes contractantes, com destino ao territorio da outra parte, não serão, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados, nem a regras ou formalidades mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

d) Todas as vantagens, favores, privilegios e immunities já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das duas partes contractantes, na supracitada

materia, aos productos naturaes ou fabricados originarios de qualquer outro paiz, ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

e) Exceptuam-se, contudo, dos compromissos acima formulados, os favores actualmente concedidos, ou que possam ser ulteriormente concedidos, a paizes limitrophes, com o fim de se facilitar o trafico de fronteiras, assim como os favores que resultem de uma união aduaneira já concluida, ou que possa ser concluida, de futuro, por uma das partes contractantes.

f) O presente accôrdo entrará em vigor 10 dias depois da data desta communicação. Transcorridos seis mezes da entrada em vigor, cada uma das partes contractantes poderá denunciar o accôrdo, mediante notificação prévia de três mezes.

2. Em resposta, aprez-me communicar-lhe que o Governo brasileiro acceita a proposta transmittida por Vossa Excellencia e assume os compromissos della decorrentes, constantes da nota a que tenho a honra de responder.

Aproveito a opportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(a.) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia o Senhor Anton Retschek,
Enviado Extraordinario
e Ministro Plenipotenciario
da Austria.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D.F., em 19 de Junho de 1933.

C. de Freitas Valle,
*Chefe do Serviço dos Limites e Actos
Internacionais, p. i.*

¹ TRADUCTION.

N^o 3224. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET BRÉSILIEN, COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. RIO-DE-JANEIRO, LE 2 JANVIER 1932.

I.

NOTE DE LA LÉGATION D'AUTRICHE A RIO-DE-JANEIRO AU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN.

N^o 3000.

RIO-DE-JANEIRO, *le 2 janvier* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les gouvernements d'Autriche et du Brésil ayant convenu de régler leurs relations commerciales réciproques, le Gouvernement fédéral autrichien m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil un accord sur les bases suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait aux droits de douane et à tous les droits accessoires, au mode de perception des droits, ainsi qu'en ce qui concerne les règles, formalités et taxes auxquelles pourraient être assujetties les opérations de dédouanement.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, dans les relations susmentionnées, à des droits, taxes ou impôts différents ou plus élevés, ni à des règles ou

¹ TRANSLATION.

No. 3224. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND BRAZILIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, JANUARY 2, 1932.

I.

NOTE FROM THE AUSTRIAN LEGATION AT RIO DE JANEIRO TO THE BRAZILIAN GOVERNMENT.

No. 3000.

RIO DE JANEIRO, *January 2, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that, the Governments of Austria and Brazil having agreed to regulate their mutual commercial relations, the Austrian Federal Government has authorised me to conclude with the Government of the Republic of the United States of Brazil an agreement on the following bases :

(a) The High Contracting Parties undertake to grant one another unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment, as regards everything connected with Customs duties and all accessory dues, and the method of collecting duties and also as regards any regulations, formalities, and fees to which Customs clearing operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of each of the Contracting Parties shall in no case, as regards the above-mentioned relations, be subject to other or higher duties, taxes, or imposts, or to other or

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

formalités différentes ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourront être assujettis les produits de même nature originaires de tout autre pays.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, dans lesdites relations, à des droits, taxes ou impôts différents ou plus élevés, ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourront être assujettis les mêmes produits expédiés à destination du territoire de tout autre pays.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités déjà consentis ou qui pourraient être consentis à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, en la matière mentionnée ci-dessus, aux produits naturels ou fabriqués originaires de tout autre pays ou expédiés à destination du territoire de tout autre pays, seront appliqués, immédiatement et sans compensation, aux produits de même nature, originaires du territoire de l'autre Partie contractante ou expédiés à destination dudit territoire.

e) Sont exceptés toutefois les stipulations énoncées ci-dessus, les avantages actuellement consentis ou qui pourraient être consentis ultérieurement aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

f) Le présent accord entrera en vigueur dix jours après la date de la présente communication. A l'expiration d'une période de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, chacune des Parties contractantes aura la faculté de le dénoncer moyennant un préavis de trois mois.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) RETSCHEK.

A Son Excellence

M. Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
Rio-de-Janeiro.

more burdensome regulations or formalities, than those to which products of the same nature originating in any other country are or may hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case, as regards the aforesaid relations, be subject to other or higher duties, taxes, or imposts, or to more burdensome regulations or formalities, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

(d) All benefits, favours, privileges, and immunities, which are already or may hereafter be accorded by one of the two Contracting Parties, in the matter mentioned above, to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country, shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to that territory.

(e) The foregoing provisions shall not, however, apply to favours which are or may hereafter be accorded to adjacent countries with a view to facilitating frontier traffic, or to favours arising out of a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties.

(f) The present Agreement shall come into force ten days after the date of this communication. After the expiration of a period of six months from its entry into force, either of the Contracting Parties may denounce it at three months' notice.

I have the honour, etc.

(Signed) RETSCHEK.

His Excellency

M. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
Rio de Janeiro.

II.

NOTE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN
A LA LÉGATION D'AUTRICHE A RIO-DE-JANEIRO.

EC/I/8 (42) (82) 8.

RIO-DE-JANEIRO, *le 2 janvier 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence m'a fait savoir que les gouvernements du Brésil et de l'Autriche ayant convenu de régler leurs relations commerciales réciproques, le Gouvernement fédéral autrichien l'a autorisée à conclure avec le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil un accord sur les bases suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui a trait aux droits de douane et à tous les droits accessoires, au mode de perception des droits, ainsi qu'en ce qui concerne les règles, formalités et taxes auxquelles pourraient être assujetties les opérations d'expédition en douane.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, dans les relations susmentionnées, à des droits, taxes ou impôts différents ou plus élevés, ni à des règles ou formalités différentes ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourront être assujettis les produits de même nature originaires de tout autre pays.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, dans lesdites relations, à des droits, taxes ou impôts différents ou plus élevés ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourront être assujettis les mêmes produits expédiés à destination du territoire de tout autre pays.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités déjà consentis ou qui pour-

II.

NOTE FROM THE BRAZILIAN GOVERNMENT
TO THE AUSTRIAN LEGATION AT RIO DE
JANEIRO.

EC/I/8 (42) (82) 8.

RIO DE JANEIRO, *January 2, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's Note informing me that, the Governments of Brazil and Austria having agreed to regulate their mutual commercial relations, the Austrian Federal Government has authorised you to conclude with the Government of the United States of Brazil an agreement on the following bases :

(a) The High Contracting Parties undertake to grant one another unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment as regards everything connected with Customs duties and all accessory dues, and the method of collecting duties, and also as regards any regulations, formalities, and fees to which Customs clearing operations may be subject.

(b) Consequently, natural or manufactured products originating in the territory of each of the Contracting Parties shall in no case, as regards the above-mentioned relations, be subject to other or higher duties, taxes, or imposts, or to other or more burdensome regulations or formalities, than those to which products of the same nature originating in any other country are or may hereafter be subject.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall in no case, as regards the aforesaid relations, be subject to other or higher duties, taxes, or imposts, or to more burdensome regulations or formalities, than those to which the same products consigned to the territory of any other country are or may hereafter be subject.

(d) All benefits, favours, privileges, and immunities, which are already or

raient être consentis à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, en la matière mentionnée ci-dessus, aux produits naturels ou fabriqués originaires de tout autre pays ou expédié à destination du territoire de tout autre pays, seront appliqués immédiatement et sans compensation, aux produits de même nature, originaires du territoire de l'autre Partie contractante ou expédiés à destination dudit territoire.

e) Sont exceptés toutefois des stipulations énoncées ci-dessus, les avantages actuellement consentis ou qui pourraient être consentis ultérieurement aux pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

f) Le présent accord entrera en vigueur dix jours après la date de la présente communication. A l'expiration d'une période de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, chacune des Parties contractantes aura la faculté de le dénoncer moyennant un préavis de trois mois.

2. Je m'empresse, en réponse, d'informer Votre Excellence que le Gouvernement brésilien donne son assentiment à la proposition transmise par elle et assume les obligations qui en découlent et qui sont énoncées dans la note à laquelle j'ai l'honneur de répondre.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

A Son Excellence
M. Anton Retschek,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire d'Autriche.

may hereafter be accorded by one of the two Contracting Parties, in the matter mentioned above, to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country, shall be applied immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to that territory.

(e) The foregoing provisions shall not, however, apply to favours which are or may hereafter be accorded to adjacent countries with a view to facilitating frontier traffic, or to favours arising out of a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded by one of the Contracting Parties.

(f) The present Agreement shall come into force ten days after the date of this communication. After the expiration of a period of six months from its entry into force, either of the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the Agreement at three months' notice.

2. In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Brazilian Government agrees to the proposal transmitted by you and assumes the obligations arising therefrom as set out in the note to which I have the honour to reply.

I have the honour, etc.

(Signed) A. de MELLO FRANCO.

To His Excellency
M. Anton Retschek,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Austria.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ITALIE**

Accord concernant les réclamations de certains protégés et sujets coloniaux britanniques et italiens résultant de raids et d'incidents survenus à la frontière anglo-italienne du Somaliland, signé à Bihen, le 2 septembre 1930, avec échange de notes de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ITALY**

Agreement concerning Claims of Certain British and Italian Protected Persons and Colonial Subjects arising out of Raids and Incidents on the Anglo-Italian Frontier in Somaliland, signed at Bihen, September 2, 1930, with Exchange of Notes of the same Date.

No. 3225. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY CONCERNING CLAIMS OF CERTAIN BRITISH AND ITALIAN PROTECTED PERSONS AND COLONIAL SUBJECTS ARISING OUT OF RAIDS AND INCIDENTS ON THE ANGLO-ITALIAN FRONTIER IN SOMALILAND. SIGNED AT BIHEN, SEPTEMBER 2, 1930.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juillet 1933.

The Undersigned, duly empowered by their Governments, have agreed as follows :

I.

All the raids and incidents which took place on the Anglo-Italian frontier in Somaliland from the 20th October, 1925, to the 14th May, 1930, have been considered and settled in this agreement. No claim for raids and incidents of the frontier in respect of the aforesaid period of time shall be accepted by the British or Italian Government.

2.

The Government of Italian Somaliland will pay—though the Government of British Somaliland—to the British protected persons damaged in the raids and incidents alluded to in the first paragraph the following sums :

To Derie Ali, Dulbahanta Nur Ahmed : Rp. 1,980.
To various Warsangeli and Dulbahanta : Rp. 4,800.
To Mahmud Ali, Dulbahanta Hamud Ugas : Rp. 2,700.
To Hassan Mohammed, Warsangeli Dubeis : Rp. 750.
To Sheikh Hamud, Dulbahanta Caiad : Rp. 60.
To Farah Giama, Warsangeli, Dubeis : Rp. 30.
To Mohammed Jama, Habr Yunis : Rp. 1,070.
To Ali Isa, Habr Yunis : Rp. 390.
To Jama Ali, Warsangeli Garad Abdullah : Rp. 60.
To Mohammed Ali, Warsangeli Dubeis : Rp. 4,500.
To Daar Omar, Warsangeli Dubeis : Rp. 3,625.
To Aden Ghessod, Warsangeli Dubeis : Rp. 290.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 26 avril 1933.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3225. — ACCORDO ¹ FRA LA GRAN BETAGNA E IRLANDA SETTENTRIONALE E L'ITALIA, CIRCA I RECLAMI DEI SUDDITI COLONIALI E PROTETTI ITALIANI E BRITANNICI PER RAZZIE ED INCIDENTI SULLA FRONTIERA ANGLO-ITALIANA IN SOMALIA. FIRMATO A BIHIN, IL 2 SETTEMBRE 1930.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 19, 1933.

I Sottoscritti, avendone i necessari poteri dai rispettivi Governi, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Tutte le razzie ed incidenti avvenuti sulla frontiera italo-inglese in Somalia dal 20 ottobre 1925 al 14 maggio 1930 sono stati considerati e risolti nel presente accordo. Nessun reclamo per razzie ed incidenti riferentisi al predetto periodo di tempo sarà accettato dai Governi Italiano e Britannico.

Articolo 2.

Il Governo della Somalia italiana pagherà — per il tramite del Governo della Somalia britannica — ai protetti britannici danneggiati nelle razzie ed incidenti di cui all'articolo 1° le seguenti somme :

A Dirie Ali, Dulbahanta Nur Ahmed : Rupie millenovecentottanta.
A vari Uorsangheli e Dulbahanta : Rupie quattromilaottocento.
A Mahmud Ali, Dulbahanta Hamud Ugas : Rupe duemilasettecento.
Ad Hassan Mohammed, Uorsangheli Dubeis : Rupie settecentocinquanta.
A Sceh Hamud, Dulbahanta Caiad : Rupie sessanta.
A Farah Giam, Uorsangheli Dubeis : Rupie trenta.
A Mohammed Giam, Habar Iunis : Rupie millesettanta.
Ad Ali Isa, Habar Iunis : Rupie trecentonovanta.
A Giam Ali, Uorsangheli Garad Abdullah : Rupie sessanta.
A Mohammed Ali, Uorsangheli Dubeis : Rupie quattromilacinquecento.
A Daar Omar, Uorsangheli Dubeis : Rupie tremilaseicentoventicinque.
Ad Aden Ghesod, Uorsangheli Dubeis : Rupie duecentonovanta.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, April 26, 1933.

- To Ibrahim Guled, Midgan : Rp. 45.
 To Mohammed Aden, Dulbahanta Naleya Ahmed : Rp. 30.
 To Ahmed Dunkal, Warsangeli Dubeis : Rp. 30.
 To Shire Elmi, Midgan : Rp. 80.
 To Jama Shaur, Midgan : Rp. 60.
 To Mahmud Mohammed, Dubeis : Rp. 210.
 To Kaileh Botan, Dulbahanta Mahmud Ugarihan : Rp. 1,550.
 To Warsama Guhad, Warsangeli Dubeis : Rp. 300.
 To Sala Wadeh, Dulbahanta Rer Elmi : Rp. 30.
 To Garad Mahmud Ali, Dulbahanta Mahmud Ugarihan : Rp. 1,890.
 To Garad Mahmud Ali, Dulbahanta Mahmud Ugarihan : Rp. 330.
 To Hersi Abdi, Habr Yunis : Rp. 330.
 To various Dulbahanta and Habr Jalo sections : Rp. 16,764.

 To Jama Yusuf, Dulbahanta Alighieri : Rp. 510.
 To Abdullah Derie, Dulbahanta Jama Siad : Rp. 27.
 To Abyan Ahmed, Dulbahanta Jama Siad : Rp. 30.
 To Jama Ali, D. Jama Siad : Rp. 30.
 To Bos Arshan, D. Jama Siad : Rp. 1,910.
 To Abyan Ahmed, D. Jama Siad : Rp. 21.
 To the D. Bah Idris and Barcad : Rp. 9,000.
 To the D. Caiad : Rp. 9,900.
 To Mirre Awaleh, D. Samacab Ahmed : Rp. 1,550.
 To Hassan Isac, D. Khalid : Rp. 6,240.
 To Elmi Duhul, D. Barcad : Rp. 270.
 To Derie Abdi, D. Khalid, and Ismail Abdi, D. Rer Egal Naleya : Rp. 9,000.

 To Hamdullah Jama, D. Rer Agar : Rp. 990.
 To the D. Bah Ararsama : Rp. 16,500.
 To the D. Bah Ararsama : Rp. 9,900.
 To Derie Abdullah, D. Ahmed Garad : Rp. 30.
 To the tribe Habar Yunis : Rp. 57,600 ;
 and Rp. 33,420 as full payment of the Las Anod Agreement.

3.

The Government of British Somaliland will pay—through the Government of Italian Somaliland — to the Italian colonial subjects damaged in the raids and incidents alluded to in the first paragraph the following sums :

- To Arshi Ali Agarre, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 180.
 To Arshi Ali Agarre, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 50.
 To Jama Farah, Dishihe : Rp. 1,980.
 To Firin Yusuf, Osman Mahmud Bah Dir : Rp. 1,893.
 To Mohammed Egag, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 150.
 To Ahmed Kheirre, Osman Mahmud Bah Dir Roble : Rp. 300.
 To Ainab Mohammed, Cabtanleh : Rp. 60.
 To Farah Shirwa, Dubeis : Rp. 1,050.
 To Jama Isa, Dubeis : Rp. 300.
 To Ali Farah, Wabeneia : Rp. 300.
 To Nur Osman, Wabeneia : Rp. 90.
 To Ainab Mohammed, Cabtanleh : Rp. 1,500.
 To Ismail Bogor, Osman Mahmud Bah Dir : Rp. 100.
 To Hassan Samacab, Abderrahim : Rp. 930.

Ad Ibrahim Guled, Midgan : Rupie quarantacinque.
 A Mohammed Aden, Dulbahanta Naleia Ahmed : Rupie trenta.
 Ad Ahmed Duncal, Uorsangheli Dubeis : Rupie trenta.
 A Scire Elmi, Midgan : Rupie ottanta.
 A Giama Sciaur, Midgan : Rupie sessanta.
 A Mahmud Mohammed, Dubeis : Rupie duecentodieci.
 A Caile Botan, Dulbahanta Mahmud Ugarian : Rupie millecinquacentocinquanta.
 A Uorsama Guhad, Uorsangheli Dubeis : Rupie trecento.
 A Sala Uadeh, Dulbahanta Rer Elmi : Rupie trenta.
 Al Garad Mahmud Ali, Dulbahanta Mahmud Ugarian : Rupie milleottocentonovanta.
 Al Garad Mahmud Ali, Dulbahanta Mahmud Ugarian : Rupie trecentotrenta.
 Ad Hersi Abdi, Habar Iunis : Rupie trecentotrenta.
 A varie frazioni Dulbahanta e Habar Giabo : Rupie sedicimilasettecentosessanta-quattro.
 A Giama Iusuf, Dulbahanta Alighieri : Rupie cinquecentodieci.
 Ad Abdullah Dirie, Dulbahanta Giama Siad : Rupie ventisette.
 Ad Abian Ahmed, Dulbahanta Giama Siad : Rupie trenta.
 A Giama Ali, Dulbahanta Giama Siad : Rupie trenta.
 A Bos Arsician, Dulbahanta Giama Siad : Rupie millenovecentodieci.
 Ad Abian Ahmed, Dulbahanta Giama Siad : Rupie ventuna.
 Ai Dulbahanta Bah Idris e Barcad : Rupie novemila.
 Ai Dulbahanta Caiad : Rupie novemilanovecento.
 A Mirre Auale, Dulbahanta Samacab Ahmed : Rupie millecinquacentocinquanta.
 A Hassan Isac, Dulbahanta Calid : Rupie seimiladuecentoquaranta.
 A Elmi Duhul, Dulbahanta Barcad : Rupie duecentosettanta.
 A Dirie Abdi, Dulbahanta Calid e Ismail Abdi, Dulbahanta Rer Egal Naleia : Rupie novemila.
 A Hamdullah Giama, Dulbahanta Rer Agar : Rupie novecentonovanta.
 Ai Dulbahanta Bah Ararsama : Rupie sedicimilacinquecento.
 Ai Dulbahanta Bah Ararsama : Rupie novemilanovecento.
 A Dirie Abdullah, Dulbahanta Ahmed Garad : Rupie trenta.
 Alla tribù Habar Iunis : Rupie cinquantasettemilaseicento; ed inoltre Rupie trentamilaquattrocentoventi in completo pagamento dell'accordo di Las Anod.

Articolo 3.

Il Governo della Somalia britannica pagherà — per il tramite del Governo della Somalia italiana — ai sudditi coloniali italiani danneggiati nelle razzie ed incidenti di cui all'articolo 1^o le seguenti somme :

Ad Arsici Ali Agarre, Osman Mahmud Garabsare : Rupie centottanta.
 Ad Arsici Ali Agarre, Osman Mahmud Garabsare : Rupie cinquanta.
 A Giama Farah, Discisce : Rupie millenovecentottanta.
 A Firin Iusuf, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie milleottocentonovantatre.
 A Mohammed Egag, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie centocinquanta.
 Ad Ainab Mohammed, Cabtanle : Rupie sessanta.
 A Farah Scirua, Dubeis : Rupie millécinquanta.
 A Giama Isa, Dubeis : Rupie trecento.
 Ad Ali Farah, Uabeneia : Rupie trecento.
 A Nur Osman, Uabeneia, Rupie novanta.
 Ad Ainab Mohammed, Cabtanle : Rupie millecinquacento.
 Ad Ismail Bogor, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie cento.
 Ad Hassan Samacab, Abderrahim : Rupie novecentotrenta.
 Ad Ali Ahmed, Osman Mahmud Bah Lelcasse : Rupie sessanta.

- To Ali Ahmed, Osman Mahmud Bah Lelcase : Rp. 60.
- To Ali Abdullah, Wabeneia : Rp. 45.
- To Ali Said, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 15.
- To Aden Mohammed, Dishishe : Rp. 60.
- To Au Musa Mahmud, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 45.
- To Abderrahman Catib, Hangasi : Rp. 105.
- To Mahmud Ali Robleh, Mehri : Rp. 30.
- To Elmi Matan Arrale, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 75.
- To Ali Hassan, Osman Mahmud Bah Garen : Rp. 50.
- To Yusuf Fahie, Dishishe : Rp. 3,000.
- To Abdi Hajji Yusuf, Osman Mahmud Bah Dir. : Rp. 657.
- To Omar Mahmud Ahmed, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 70.
- To Yusuf Mohammed Hajji, Osman Mahmud Bah Dir. : Rp. 100.
- To Yusuf Mohammed Hajji, Osman Mahmud Bah Dir : Rp. 60.
- To Ahmed Hersi Bogor, Osman Mahmud Bah Dir : Rp. 100.
- To Awod Ali, Cabtanleh : Rp. 180.
- To Ismail Musa, Dishishe : Rp. 105.
- To Hassan Weghed, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 90.
- To Ali Said, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 150.
- To Jama Aden, Omar Mahmud Ber Aden Egalle : Rp. 480.
- To Mohammed Yusuf, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 30.
- To Hersi Nuh, Abderrahim : Rp. 60.
- To Omar Farah Deila, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 170.
- To Arshi Ali Agarre, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 210.
- To Hassan Weghed, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 800.
- To Warsama Abdi, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 750.
- To Abdi Sed, Osman Mahmud Garabsare : Rp. 330.
- To Abdullah Togoh, Wabeneia : Rp. 3,000.
- To Mahmud Yusuf Musa, Ogar Soliman : Rp. 3,000.
- To Bulhan Farah Gunde, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 360.
- To Mahmud Hajji Samatar, Mehri : Rp. 210.
- To Mohammed Yusuf, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 210.
- To Osman Mahmud and Musa Hersi Bogor and Musa Yusuf Bogor, Osman Mahmud Bah Dir : Rp. 12,000.
- To the tribe Abderrahim : Rp. 6,000.
- To Mohammed Omar, Isa Mahmud Abbucur Isa Ahmed Khairre : Rp. 60.
- To Mahmud Ali Robleh, Mehri : Rp. 330.
- To Hassan Mahmud and some other, Omar Mahmud Rer Aden and Rer Calaf and Rer Mahad : Rp. 1,440.
- To Warsama Ahmed, Omar Mahmud Rer Calaf : Rp. 300.
- To Bile Hussen, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 30.
- To Mohammed Omar, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 30.
- To Ali Isa Waes, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 105.
- To Ali Isa Waes, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 660.
- To Bulhan Farah Gunde, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rp. 300.
- To Warsama Ali, Ogarda : Rp. 480.
- To Warsama Hassan, Omar Mahmud Bih Ina Ali : Rp. 6,000.
- To Elmi Mohammed, Isa Mahmud Musa Isa : Rp. 400.
- To Hussen Mohammed, Omar Mahmud Rer Calaf : Rp. 200.
- To Bulshale Osman, Isa Mahmud Musa Isa : Rp. 90.
- To Aden Goio, Tumul living with the Musa Isa : Rp. 96.
- To Mohammed Warsama, Omar Mahmud Rer Mahad : Rp. 30.
- To Dalmar Ali, Omar Mahmud Rer Aden Egalle : Rp. 30.
- To Mohammed Ahmed, Midgan living with the Osman Mahmud : Rp. 6,000.
- To Musa Aris, Omar Mahmud Rer Mahad : Rp. 240.

- Ad Ali Abdullah, Uabeneia : Rupie quarantacinque.
 Ad Ali Said, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie quindici.
 Ad Aden Mohammed, Discisce : Rupie sessanta.
 Ad Au Musa Mahmud, Osman Mahmud Garabsare : Rupie quarantacinque.
 Ad Abderrahman Catib, Hangasi : Rupie centocinque.
 A Mahmud Ali Roble, Mehri : Rupie trenta.
 Ad Elmi Matan Arrale, Osman Mahmud Garabsare : Rupie settantacinque.
 Ad Ali Hassan, Osman Mahmud Bah Garen : Rupie cinquanta.
 A Iusuf Fahie, Discisce : Rupie tremila.
 Ad Abdi Haggi Iusuf, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie seicentocinquantasette.
 Ad Omar Mahmud Ahmed, Osman Mahmud Garabsare : Rupie settanta.
 A Iusuf Mohammed Haggi, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie cento.
 A Iusuf Mohammed Haggi, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie sessanta.
 Ad Ahmed Hersi Bogor, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie cento.
 Ad Auod Ali, Cabtanle : Rupie centottanta.
 Ad Ismail Musa, Discisce : Rupie centocinque.
 Ad Hassan Ueghed, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie novanta.
 Ad Ali Said, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie centocinquanta.
 A Giama Aden, Omar Mahmud Rer Aden Egalle : Rupie quattrocentottanta.
 A Mohammed Iusuf, Osman Mahmud Garabsare : Rupie trenta.
 Ad Hersi Nuh, Abderrahim : Rupie sessanta.
 Ad Omar Farah Deila, Osman Mahmud Garabsare : Rupie centosettanta.
 Ad Arsci Ali Agarre, Osman Mahmud Garabsare : Rupie duecentodieci.
 Ad Hassan Ueghed, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie ottocento.
 A Uorsama Abdi, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie settecentocinquanta.
 Ad Ahmed Cheirre, Osman Mahmud Bah Dir Roble : Rupie trecento.
 Ad Abdi Sed, Osman Mahmud Garabsare : Rupie trecentotrenta.
 Ad Abdullah Togoh, Uabeneia : Rupie tremila.
 A Mahmud Iusuf Musa, Ogar Soliman : Rupie tremila.
 A Bulhan Farah Gunde, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie trecentosessanta.
 A Mahmud Haggi Samatar, Mehri : Rupie duecentodieci.
 A Mohammed Iusuf, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie duecentodieci.
 Ad Osman Mahmud ed ai suoi nipoti Musa Hersi Bogor e Musa Iusuf Bogor, Osman Mahmud Bah Dir : Rupie dodicimila.
 Agli Abderrahim : Rupie seimila.
 A Mohammed Omar, Isa Mahmud Abbucur Isa Ahmed Cairre : Rupie sessanta.
 A Mahmud Ali Roble, Mehri : Rupie trecentotrenta.
 A Hassan Mahmud ed altri Omar Mahmud Rer Aden, Rer Calaf e Rer Mahad : Rupie millequattrocentoquaranta.
 A Uorsama Ahmed, Omar Mahmud Rer Calaf : Rupie trecento.
 A Bile Hussen, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie trenta.
 A Mohammed Omar, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie trenta.
 Ad Ali Isa Uaes, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie centocinque.
 Ad Ali Isa Uaes, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie seicentosessanta.
 A Bulhan Farah Gunde, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie trecento.
 A Uorsama Ali, Ogardà : Rupie quattrocentottanta.
 A Uorsama Hassan, Omar Mahmud Bih Ina Ali : Rupie seimila.
 Ad Elmi Mohammed, Isa Mahmud Musa Isa : Rupie quattrocento.
 A Hussen Mohammed, Omar Mahmud Rer Mahad : Rupie duecento.
 A Bulsciale Osman, Isa Mahmud Musa Isa : Rupie novanta.
 Ad Aden Goio, Tumul degli Isa Mahmud Musa Isa : Rupie novantasei.
 A Mohammed Uorsama, Omar Mahmud Rer Mahad : Rupie trenta.
 A Dalmar Ali, Omar Mahmud Rer Aden Egalle : Rupie trenta.
 A Mohammed Ahmed, Midgan degli Osman Mahumud : Rupie seimila.
 A Musa Aris, Omar Mahmud Rer Mahad : Rupie duecentoquaranta.

To Warsama Mohammed, Isa Mahmud Abbuur Isa : Rp. 90.
To Jama Osman, Isa Mahmud Musa Isa : Rp. 183.
To the tribe Ogarda : Rp. 8,000.
To the Marrehan (sections living in Mudug) : Rp. 18,000.
To the tribe Beidian : Rp. 10,000.
To the tribe Rer Mahmud : Rp. 630.
To the Omar Mahmud (sections living in Mudug) : Rp. 1,320.
To the Beidian : Rp. 1,320.
To the tribe Lelcasse : Rp. 3,000.
To the tribe Beidian : Rp. 3,000.
To the tribe Averghidir Saad : Rp. 4,050.
To the tribe Averghidir Soliman : Rp. 4,050.
To the tribe Lelcasse : Rp. 2,700.

4.

The payment from the two Governments will take place within one month from the ratification of this Agreement.

5.

Each Government is free to reallocate the sums to be paid under paragraphs 2 and 3 to any person or tribe within its territory.

6.

The claims on private matters included in the list A attached to this Agreement will be decided by the British and Italian local authorities within four months from the ratification of this Agreement. The competent authority is that ruling the usual residence of the defendant.

Done in Bihen (British Somaliland) in English in duplicate and in Italian in duplicate this 2nd day of September, 1930.

(L. S.) B. H. HORSLEY.

(L. S.) CERULLI.

LIST

OF CLAIMS OF A PRIVATE OR CIVIL NATURE ATTACHED TO THE AGREEMENT CONCLUDED
ON SEPTEMBER 2, 1930, AT BIHEN.

Italian Claims.

(List P.) Nos. 1 and 2 to be tried at Erigavo.

Claim 3 to be tried at Burao.

The claims from No. 4 to No. 20 to be tried at Erigavo.

(General list). Claims to be tried in Erigavo, 20, 45, 48, 50, 68, 69, 72, 65, 112, 113, 191.

To be tried in Burao, claims 12 and 111.

A Uorsama Mohammed, Isa Mahmud Abbucur Isa : Rupie novanta.
A Giamma Osman, Isa Mahmud Musa Isa : Rupie centottantatre.
Alla cabila Ogordà : Rupie ottomila.
Alla cabila Marrehan (frazioni del Mudug) : Rupie diciottomila.
Alla cabila Beidian : Rupie diecimila.
Alla cabila Rer Mahmud : Rupie seicentotrenta.
Alla cabila Omar Mahmud (frazioni del Mudug) : Rupie milletrecentoventi.
Alla cabila Beidia : Rupie milletrecentoventi.
Alla cabila Lelcasse : Rupie tremila.
Alla cabila Beidian : Rupie tremila.
Alla cabila Averghidir Saad : Rupie quattromilacinquanta.
Alla cabila Averghidir Soliman : Rupie quattromilacinquanta.
Alla cabila Lelcasse : Rupie duemilasettecento.

Articolo 4.

Il pagamento da parte dei due Governi avrà luogo entro un mese dalla ratifica del presente accordo.

Articolo 5.

Ognuno dei due Governi è libero di rendere a sua volta responsabile per le somme da pagare secondo i paragrafi 2° e 3° del presente accordo qualsiasi persona o tribù del proprio territorio.

Articolo 6.

I reclami per questioni private inclusi nella lista A allegata al presente accordo saranno decisi dalle autorità locali italiane e britanniche entro quattro mesi dalla ratifica del presente accordo. L'autorità competente sarà quella del domicilio del convenuto.

Fatto a Bihin (Somalia britannica) in italiano in duplice esemplare ed in inglese in duplice esemplare il 2 settembre 1930.

CERULLI.
HORSLEY.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

LISTA A

DI RECLAMI PER QUESTIONI PRIVATE ALLEGATA ALL'ACCORDO FIRMATO IL 2 SETTEMBRE IN BIHIN.

I. Reclami italiani.

(Lista P). Reclami 1, 2 rinviati al Tribunale Distrettuale di Erigabo.
Reclamo 3 rinviato al Tribunale Distrettuale di Burao.
Reclami dal n. 4 al n. 20 rinviati al Tribunale Distrettuale di Erigabo.
(Lista generale). Reclamo 3 rinviato al Tribunale Distrettuale di Erigabo.
Reclami 12, 111 rinviati al Tribunale Distrettuale di Burao.

British Claims.

(General list.) M. 4, M. 16, M. 20, M. 32, M. 36, M. 45, M. 47, M. 48, M. 54, M. 55, M. 75, M. 77, M. 78, M. 83, M. 102, M. 110, M. 111, M. 113, M. 116, D. 39, and D. 6 A, to be tried at Bander Kassim.

Claim No. 3 of the Coronaro-Lawrance list also to be tried at Bander Kassim.

Claim M. 103, M. 89, M. 82 and M. 107 to be tried at Eil.

Claim M. 115 to be tried at Allula.

Claim M. 103 (*a*) to be tried at Mogadishu.

Claim M. 42 to be tried at Erigavo.

BIHEN, *September 2, 1930.*

(L. S.) CERULLI.

(L. S.) B. H. HORSLEY.

With reference to the Agreement concluded this day I inform you that the total sum to be paid by the Government of Italian Somaliland to the Government of British Somaliland under paragraph 2 is Rupees Indian 1,98,832, and that the total sum to be paid by the Government of British Somaliland to the Government of Italian Somaliland under paragraph 3 is Rupees Indian 1,14,654.

I beg, etc.

BIHEN, *September 2, 1930.*

B. H. HORSLEY.

Commandatore Cerulli,
Italian Section,
Caroe.

II. Reclami inglesi.

(Lista generale). M. 4. M. 16. M. 32. M. 36. M. 45. M. 47. M. 48. M. 54. M. 55. M. 75. M. 77. M. 78. M. 83. M. 102. M. 110. M. 111. M. 113. M. 116. D. 39 rinviati al R. Residente di Bender Casim.

Il reclamo n. 3 della lista Coronaro-Lawrance è rinviato al R. Residente di Bender Casim.

Il reclamo D. 6 A è rinviato al R. Residente di Bender Casim.

I reclami M. 103. M. 89. M. 82. ed M. 107 sono rinviati al R. Residente di Eil.

Il reclamo M. 115. è rinviato al Commissario Regionale di Alula.

Il reclamo M. 103 A è rinviato al Commissario Regionale di Mogadiscio.

Il reclamo M. 42 è rinviato al Tribunale Distrettuale di Erigabo.

BIHIN, 2 settembre 1930 — VIII.

CERULLI.

HORSLEY.

Per copia conforme :

p. *Il Ministro degli Affari Esteri*,
Suvich.

COMMISSIONE ITALO-BRITANNICA
PER LA DELIMITAZIONE DEI CONFINI.

DELEGAZIONE INGLESE.

Con riferimento all'accordo da noi firmato stamane, La informo che la somma totale che il Governo della Somalia Italiana dovrà pagare al Governo della Somalia Britannica secondo l'articolo 2 dell'accordo è di rupie indiane 198832/-/- e che la somma totale che il Governodel la Somalia Britannica dovrà pagare al Governo della Somalia Italiana é di Rupie indiane 114654/-/-.

Gradisca gli atti della mia ben distinta considerazione.

BIHIN, 2 settembre 1930.

B. H. HORSLEY.

Al Comm, E. Cerulli,
Delegazione Italiana,
Garoe.

Per copia conforme :

p. *Il Ministro degli Affari Esteri*,
Suvich.

With reference to the Agreement concluded this day, I inform you that the total sum to be paid by the Government of Italian Somaliland to the Government of British Somaliland under paragraph 2 is Rupees Indian 1,98,832, and that the total sum to be paid by the Government of British Somaliland to the Government of Italian Somaliland under paragraph 3 is Rupees Indian 1,14,654.

I beg, etc.

BIHEN, *September 2*, 1930.

CERULLI.

Major B. H. Horsley.

COMMISSIONE ITALO-BRITANNICA
PER LA DELIMITAZIONE DEI CONFINI.

DELEGAZIONE ITALIANA

Con riferimento all'accordo da noi firmato stamane, Le do atto che la somma totale che il Governo della Somalia Italiana dovrà pagare al Governo della Somalia britannica secondo l'articolo 2 del nostro accordo è di Rupie indiane 198832/-/- e che la somma totale che il Governo della Somalia britannica dovrà pagare al Governo della Somalia italiana è di Rupie indiane 114654/-/-.

Gradisca gli atti della mia ben distinta considerazione.

BIHIN, 2 settembre 1930 — VIII.

CERULLI.

Al Mag. B. H. Horsley,
Delegazione Britannica,
Bihin.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3225. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ITALIE CONCERNANT LES RÉCLAMATIONS DE CERTAINS PROTÉGÉS ET SUJETS COLONIAUX BRITANNIQUES ET ITALIENS RÉSULTANT DE RAIDS ET D'INCIDENTS SURVENUS A LA FRONTIÈRE ANGLO-ITALIENNE DU SOMALILAND. SIGNÉ A BIHEN, LE 2 SEPTEMBRE 1930.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Toutes les razzias et tous les incidents qui sont survenus à la frontière anglo-italienne de la Somalie, entre le 20 octobre 1925 et le 14 mai 1930, ont été examinés et réglés dans le présent accord. Aucune réclamation relative à des razzias ou incidents de frontière pendant la période en question ne sera acceptée par les Gouvernements britannique et italien.

Article 2.

Le Gouvernement de la Somalie italienne paiera, par l'entremise du Gouvernement de la Somalie britannique, aux protégés britanniques victimes des razzias ou incidents visés à l'article premier les sommes ci-après mentionnées :

A Dirie Ali, Dulbahanta Nur Ahmed : 1.980 roupies.
A divers Ouorsanghelis et Dulbahantas : 4.800 roupies.
A Mahmoud Ali, Dulbahanta Hamoud Ugas : 2.700 roupies.
A Hassan Mohammed, Ouorsangheli Dubeis : 750 roupies.
Au cheik Hamoud, Dulbahanta Caiad : 60 roupies.
A Farah Djama, Ouorsangueli Dubeis : 30 roupies.
A Mohammed Djama, Habar Yunis : 1.070 roupies.
A Ali Isa, Habar Yunis : 390 roupies.
A Giama Ali, Ouorsangueli Garad Abdullah : 60 roupies.
A Mohammed Ali, Ouorsangueli Dubeis : 4.500 roupies.
A Daar Omar, Ouorsangueli Dubeis : 3.625 roupies.
A Aden Ghesod, Ouorsangueli Dubeis : 290 roupies.
A Ibrahim Guled, Midgan : 45 roupies.
A Mohammed Aden, Dulbahanta Naleia Ahmed : 30 roupies.
A Ahmed Duncal, Ouorsangueli Dubeis : 30 roupies.
A Chire Elmi, Midgan : 80 roupies.
A Djama Chaur, Midgan : 60 roupies.
A Mahmoud Mohammed, Dubeis : 210 roupies.
A Kaileh Botan, Dulbahanta Mahmoud Ugarian : 1.550 roupies.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

- A Ouorsama Guhad, Ouorsangheli Dubeis : 300 roupies.
- A Sala Ouadeh, Dulbahanta Rer Elmi : 30 roupies.
- A Garad Mahmoud Ali, Dulbahanta Mahmoud Ugarian : 1.890 roupies.
- A Garad Mahmoud Ali, Dulbahanta Mahmoud Ugarian : 330 roupies.
- A Hersi Abdi, Habar Yunis : 330 roupies.
- A diverses fractions de Dulbahantas et d'Habar Gialo : 16.764 roupies.
- A Djama Yusuf, Dulbahanta Alighieri : 510 roupies.
- A Abdullah Dirie, Dulbahanta Djama Said : 27 roupies.
- A Abian Ahmed, Dulbahanta Djama Said : 30 roupies.
- A Djama Ali, Dulbahanta Djama Said : 30 roupies.
- A Bos Archan, Dulbahanta Djama Said : 1.910 roupies.
- A Abian Ahmed, Dulbahanta Djama Said : 21 roupies.
- Aux Dulbahantas Bah Idris et Barcad : 9.000 roupies.
- Aux Dulbahantas Caiad : 9.900 roupies.
- A Mirre Aoualeh Dulbahanta Samacab Ahmed : 1.550 roupies.
- A Hassan Isac, Dulbahanta Kalid : 6.240 roupies.
- A Elmi Duhul, Dulbahanta Barcad : 270 roupies.
- A Dirie Abdi, Dulbahanta Kalid et Ismail Abdi, Dulbahanta Rer Egal Naleia : 9.000 roupies.
- A Hamdullah Djama, Dulbahanta Rer Agar : 990 roupies.
- Aux Dulbahantas Bah Ararsama : 16.500 roupies.
- Aux Dulbahantas Bah Ararsama : 9.900 roupies.
- A Dirie Abdullah, Dulbahanta Ahmed Garad : 30 roupies.
- A la tribu Habar Yunis : 57.600 roupies ; ainsi que 33.420 roupies à titre de paiement intégral de l'accord de Las Anod.

Article 3.

Le Gouvernement de la Somalie britannique paiera, par l'entremise du Gouvernement de la Somalie italienne, aux sujets coloniaux italiens victimes des razzias ou incidents visés à l'article premier les sommes ci-après mentionnées :

- A Archi Ali Agarre, Osman Mahmoud Garabsare : 180 roupies.
- A Archi Ali Agarre, Osman Mahmoud Garabsare : 50 roupies.
- A Djama Farah, Dichiche : 1.980 roupies.
- A Firin Yusuf, Osman Mahmoud Bah Dir : 1.893 roupies.
- A Mohammed Egag, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 150 roupies.
- A Ahmed Kheirre, Osman Mahmoud Bah Dir Roble : 300 roupies.
- A Ainab Mohammed, Cabtanleh : 60 roupies.
- A Farah Chirua, Dubeis : 1.050 roupies.
- A Djama Isa, Dubeis : 300 roupies.
- A Ali Farah, Ouabeneia : 300 roupies.
- A Nur Osman, Ouabeneia, 90 roupies.
- A Ainab Mohammed, Cabtanleh : 1.500 roupies.
- A Ismail Bogor, Osman Mahmoud Bah Dir : 100 roupies.
- A Hassan Samacab, Abderrahim : 930 roupies.
- A Ali Ahmed, Osman Mahmoud Bah Lelcassé : 60 roupies.
- A Ali Abdullah, Ouabeneia : 45 roupies.
- A Ali Said, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 15 roupies.
- A Aden Mohammed, Dichiche : 60 roupies.
- A Aou Musa Mahmoud, Osman Mahmoud Garabsare : 45 roupies.
- A Abderrahman Catib, Hangasi : 105 roupies.
- A Mahmoud Ali Roble, Mehri : 30 roupies.
- A Elmi Matan Arrale Osman Mahmoud Garabsare : 75 roupies.
- A Ali Hassan, Osman Mahmoud Bah Garen : 50 roupies.

- A Yusuf Fahie, Dichiche : 3.000 roupies.
- A Abdi Haggi Yusuf, Osman Mahmoud Bah Dir : 657 roupies.
- A Omar Mahmoud Ahmed, Osman Mahmoud Garabsare : 70 roupies.
- A Yusuf Mohammed Haggi, Osman Mahmoud Bah Dir : 100 roupies.
- A Yusuf Mohammed Haggi, Osman Mahmoud Bah Dir : 60 roupies.
- A Ahmed Hersi Bogor, Osman Mahmoud Bah Dir : 100 roupies.
- A Aouod Ali, Cabtanleh : 180 roupies.
- A Ismail Musa, Dichiche : 105 roupies.
- A Hassan Oueghed, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 90 roupies.
- A Ali Said, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 150 roupies.
- A Djama Aden, Omar Mahmoud Rer Aden Egalle : 480 roupies.
- A Mohammed Yusuf, Osman Mahmoud Garabsare : 30 roupies.
- A Hersi Nuh, Abderrahim : 60 roupies.
- A Omar Farah Deila, Osman Mahmoud Garabsare : 170 roupies.
- A Archi Ali Agarre, Osman Mahmoud Garabsare : 210 roupies.
- A Hassan Oueghed, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 800 roupies.
- A Ouorsama Abdi, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 750 roupies.
- A Abdi Sed, Osman Mahmoud Garabsare : 330 roupies.
- A Abdullah Togoh, Ouabeneia : 3.000 roupies.
- A Mahmoud Yusuf Musa, Ogar Soliman : 3.000 roupies.
- A Bulhan Farah Gundè, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 360 roupies.
- A Mahmoud Haggi Samatar, Mehri : 210 roupies.
- A Mohammed Yusuf, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 210 roupies.
- A Osman Mahmoud et à ses neveux Musa Hersi Bogor et Musa Yusuf Bogor, Osman Mahmoud Bah Dir : 12.000 roupies.
- Aux Abderrahim : 6.000 roupies.
- A Mohammed Omar, Isa Mahmoud Abbucur Isa Ahmed Khairre : 60 roupies.
- A Mahmoud Ali Robleh Mehri : 330 roupies.
- A Hassan Mahmoud et à d'autres Omar Mahmoud Rer Aden, Rer Calaf e Rer Mahad : 1.440 roupies.
- A Uorsama Ahmed, Omar Mahmoud Rer Calaf : 300 roupies.
- A Bile Hussen, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 30 roupies.
- A Mohammed Omar, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 30 roupies.
- A Ali Isa Uaes, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 105 roupies.
- A Ali Isa Uaes, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 660 roupies.
- A Bulhan Farah Gunde, Isa Mahmoud Abbuur Isa : 300 roupies.
- A Ouorsama Ali, Ogardà : 480 roupies.
- A Ouorsama Hassan, Omar Mahmoud Bih Ina Ali : 6.000 roupies.
- A Elmi Mohammed, Isa Mahmoud Musa Isa : 400 roupies.
- A Hussen Mohammed, Omar Mahmoud Rer Mahad : 200 roupies.
- A Bulsciale Osman, Isa Mahmoud Musa Isa : 90 roupies.
- A Aden Goio, Tumal chez les Isa Mahmoud Musa Isa : 96 roupies.
- A Mohammed Ouorsama, Omar Mahmoud Rer Mahad : 30 roupies.
- A Dalmar Ali, Omar Mahmoud Rer Aden Egalle : 30 roupies.
- A Mohammed Ahmed, Midgan chez les Osman Mahmoud : 6.000 roupies.
- A Musa Aris, Omar Mahmoud Rer Mahad : 240 roupies.
- A Ouorsama Mohammed, Isa Mahmoud Abbucur Isa : 90 roupies.
- A Giam Osman, Isa Mahmoud Musa Isa : 183 roupies.
- A la tribu Ogarda : 8.000 roupies.
- A la tribu Marrehan (fraction du Mudug) : 18.000 roupies.
- A la tribu Beidian : 10.000 roupies.
- A la tribu Rer Mahmoud : 630 roupies.
- A la tribu Omar Mahmoud (fractions du Mudug) : 1.320 roupies.
- A la tribu Beidia : 1.320 roupies.
- A la tribu Lelcasse : 3.000 roupies.

A la tribu Beidian : 3.000 roupies.
A la tribu Averghidir Saad : 4.050 roupies.
A la tribu Averghidir Soliman : 4.050 roupies.
A la tribu Lelcasse : 2.700 roupies.

Article 4.

Les deux gouvernements effectueront le paiement dans le mois qui suivra la ratification du présent accord.

Article 5.

Chaque Gouvernement aura la faculté de se faire rembourser les sommes qu'il aura versées en vertu des articles 2 et 3 du présent accord, en exerçant un recours contre toute personne ou tribu habitant son territoire.

Article 6.

Les juridictions locales britanniques et italiennes statueront, dans les quatre mois qui suivront la ratification du présent accord, sur les réclamations d'ordre privé comprises dans la liste A y annexée. La juridiction compétente sera celle du domicile du défendeur.

Fait à Bihen (Somalie britannique) en deux expéditions anglaises et en deux expéditions italiennes, le 2 septembre 1930.

(L. S.) B. H. HORSLEY.

(L. S.) CERULLI.

LISTE

DES RÉCLAMATIONS D'ORDRE PRIVÉ OU CIVIL ANNEXÉE A L'ACCORD CONCLU LE 2 SEPTEMBRE 1930
A BIHEN.

Réclamations italiennes.

(Liste P.). — Les réclamations Nos 1 et 2 sont renvoyées au tribunal d'Erigavo.

La réclamation No 3 est renvoyée au tribunal de Burao.

Les réclamations Nos 4 à 20 sont renvoyées au tribunal d'Erigavo.

(Liste générale). — Les réclamations suivantes sont renvoyées au tribunal d'Erigavo : Nos 20, 45, 48, 50, 68, 69, 72, 65, 112, 113, 191.

Les réclamations Nos 12 et 111 sont renvoyées au tribunal de Burao.

Réclamations britanniques.

(Liste générale). — Les réclamations M. 4, M. 16, M. 20, M. 32, M. 36, M. 45, M. 47, M. 48, M. 54, M. 55, M. 75, M. 77, M. 78, M. 83, M. 102, M. 110, M. 111, M. 113, M. 116, D. 39, et D. 6A sont renvoyées au Résident de Bender Kassim.

La réclamation No 3 de la liste Coronaro-Lawrance est également renvoyée au Résident de Bender Kassim.

Les réclamations M. 103, M. 89, M. 82 et M. 107 sont renvoyées au Résident d'Eil.
La réclamation M. 115 est renvoyée au Commissaire royal près le tribunal d'Allulà.
La réclamation M. 103 A est renvoyée au Commissaire royal près le tribunal de Mogadiscio.
La réclamation M. 42 est renvoyée au tribunal d'Erigavo.

BIHEN, le 2 septembre 1930.

(L. S.) CERULLI.

(L. S.) B. H. HORSLEY.

Comme suite à l'accord conclu ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la somme totale que le Gouvernement de la Somalie italienne devra payer au Gouvernement de la Somalie britannique en vertu de l'article 2 dudit accord, s'élève à Roupies indiennes 1.98.832 et que la somme totale que le Gouvernement de la Somalie britannique devra payer au Gouvernement de la Somalie italienne, en vertu de l'article 3, s'élève à Roupies indiennes 1.14.654.

BIHEN, le 2 septembre 1930.

B. H. HORSLEY.

Commendatore Cerulli,
Délégation italienne,
Garoe.

Comme suite à l'accord conclu ce jour, je prends acte que la somme totale que le Gouvernement de la Somalie italienne devra payer au Gouvernement de la Somalie britannique en vertu de l'article 2 dudit accord, s'élève à Roupies indiennes 1.98.832 et que la somme totale que le Gouvernement de la Somalie britannique devra payer au Gouvernement de la Somalie italienne, en vertu de l'article 3, s'élève à Roupies indiennes 1.14.654.

BIHEN, le 2 septembre 1930. An VIII.

CERULLI.

Major B. H. Horsley,
Délégation britannique,
Bihen.

N° 3226.

FRANCE ET INDE

Accord relatif à la vente de l'opium
à Chandernagor. Signé à Chinsu-
rah, le 28 décembre 1932.

FRANCE AND INDIA

Agreement respecting the Sale of
Opium in Chandernagore. Signed
at Chinsurah, December 28, 1932.

N° 3226. — ACCORD¹ ENTRE LA FRANCE ET L'INDE RELATIF A LA VENTE DE L'OPIUM A CHANDERNAGOR. SIGNÉ A CHINSURAH, LE 28 DÉCEMBRE 1932.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juillet 1933.

Convention conclue à la date du 28 décembre 1929, pour trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1930, concernant la conversion en un paiement annuel de trois mille roupies des droits relatifs au commerce de l'opium et départis au Gouvernement français par l'article 6 de la Convention² du 7 mars 1815, et dans le but d'empêcher l'introduction de l'opium de contrebande à Chandernagor;

Entre M. L. B. BURROWS, Commissioner de Burdwan, pour le compte du Gouvernement de l'Inde, ledit L. B. Burrows ayant reçu, à cet effet, un pouvoir spécial de Son Excellence le vice-roi et gouverneur-général de l'Inde, d'une part,

Et M. R. BERTHEUX, administrateur à Chandernagor, agissant par ordre spécial du gouverneur des Etablissements français dans l'Inde et agissant au nom du Gouvernement français, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement français renonce au privilège à lui réservé par l'article 6 de la Conven-

No. 3226. — AGREEMENT¹ BETWEEN FRANCE AND INDIA RESPECTING THE SALE OF OPIUM IN CHANDERNAGORE. SIGNED AT CHINSURAH, DECEMBER 28, 1932.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 19, 1933.

Convention of the 28th December 1932 concluded for three years beginning on the 1st January 1933 regarding the conversion into an annual payment of three thousand rupees of the rights in connection with the opium trade reserved to the French Government by Article 6 of the Convention² of the 7th March 1815, and for the purpose of preventing the introduction of contraband opium in Chandernagore;

Between Monsieur R. BERTHEUX, Administrator at Chandernagore, proceeding by special order of the Government of the French Settlements in India, and acting in the name of the French Government, on the one part,

And Mr. L. B. BURROWS, Commissioner of Burdwan, on the part of the Government of India, the said Mr. L. B. Burrows having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor-General of India, on the other part, the following agreement has been concluded :

Article I.

The French Government renounce their privilege reserved by Article 6 of the

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1933.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, vol. II, page 104.

¹ Came into force January 1st, 1933.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 2, page 219.

tion du 7 mars 1815, lui donnant droit à acheter annuellement à Calcutta trois cents caisses d'opium au prix moyen des ventes périodiques de cet article.

Convention of the 7th March 1815, entitling them to purchase annually at Calcutta three hundred chests of opium at the average price obtained at the periodical sales of this article.

Article 2.

Le Gouvernement de l'Inde, en échange de cette renonciation, s'engage à payer à l'Administration française de Chandernagor une somme de trois mille roupies par an.

Article II.

The Government of India, in exchange for this renunciation, agree to pay to the French Administration at Chandernagore a sum of three thousand rupees per annum.

Article 3.

L'Administration française consent à imposer au fermier chargé de la vente de l'opium à Chandernagor l'obligation de n'introduire dans cet établissement, pour consommation ou pour tout autre but, ou de n'avoir ou exporter ou vendre dans sa boutique, d'autre opium que celui manufacturé pour le compte du Gouvernement anglais et fourni par le Collectorat d'Hooghly au même prix que l'opium délivré par ledit gouvernement à son fermier ou à ses agents autorisés à vendre ce produit sur le territoire anglais avoisinant Chandernagor, ou d'exporter aucun opium ou d'en vendre plus de trois tolas à la fois et par acheteur, excepté à un détenteur d'un permis spécial pour la possession d'une quantité supérieure à trois tolas.

L'Administration française s'engage à s'assurer que la quantité de l'opium possédée individuellement est limitée à trois tolas. Elle s'engage, d'autre part, à fixer les heures de vente de 10 heures avant midi au coucher du soleil.

Les autorités françaises useront de leurs pouvoirs pour empêcher toute contravention à cette obligation de la part du fermier ou de n'importe quelle autre personne, soit au moyen de l'importation par voie de mer de l'opium étranger soit par tous autres moyens.

Les autorités françaises s'engagent d'autre part, en général à user de leurs pouvoirs afin d'empêcher tout trafic d'opium, dans l'importation ou l'exportation, entre Chandernagor et le territoire anglais autre que celui permis ou désigné à cet effet par la présente convention.

Le Gouvernement français consent également à ce que la quantité d'opium à livrer annuellement au fermier de Chandernagor par

Article III.

The French Administration agrees to impose on the farmer licensed to sell opium at Chandernagore the obligation not to introduce into that Settlement, for consumption or for any other purpose, or to possess or to sell at his shop, any opium other than that manufactured on account of the English Government and supplied from the Hooghly Collectorate at the same price as the opium allowed by the said Government to their farmer or agents authorised to sell this product on English territory adjoining Chandernagore, or to export any opium or to sell more than three tolas weight of opium to any person at one time except to a holder of a special permit for the possession of a larger quantity than three tolas.

The French Administration undertakes to see that the quantity of individual possession is limited to three tolas. They further agree to limit the hours of sale from 10 a.m. to sunset.

The French authorities will use their power to prevent any contravention of this obligation by the farmer or any other person, whether through importation of foreign opium by sea or through any other means.

The French authorities further engage generally to use their power in the prevention of any traffic in opium, whether import or export, between Chandernagore and British territory other than that permissible or engaged for under this Convention.

The French Government also agrees that the quantity of opium to be obtained by the Chandernagore farmer from the Hooghly

le Collectorat d'Hooghly ne devra pas dépasser douze maunds dans une année telle que fixée par le calendrier, cette quantité étant exigée pour la consommation locale du territoire français.

Article 4.

Tout opium de contrebande saisi sur le territoire français sera livré au Collectorat d'Hooghly contre paiement de sa valeur, laquelle sera calculée sur le même taux que celui accordé dans l'Inde britannique en paiement de la valeur de l'opium confisqué à celui qui a contribué à la saisie de cette denrée narcotique.

Article 5.

En compensation du préjudice que l'obligation imposée au fermier français peut occasionner au budget local des Etablissements français dans l'Inde, le Gouvernement anglais s'engage à payer annuellement et en deux termes à l'Administration de Chandernagor, une indemnité fixée à un chiffre rond de six mille roupies.

Article 6.

Les deux paiements mentionnés aux articles 2 et 5 auront lieu par moitiés de semestre en semestre à partir du 1^{er} janvier 1933.

Article 7.

La présente convention aura une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1933.

Article 8.

La présente convention, sans qu'il soit besoin de toute autre ratification, sera considérée comme définitivement conclue pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1933 dès qu'elle aura été revêtue des signatures

Collectorate shall not exceed twelve maunds in any calendar year, this quantity being required for the local needs of the French Settlement.

Article IV.

All contraband opium seized in French territory shall be handed over to the Collector of Hooghly on payment of its value which shall be calculated at the same rate as is allowed in British India in making payments of the value of confiscated opium to any one who has contributed to the seizure of the drug.

Article V.

As compensation for the loss which the obligation imposed on the French farmer may cause to the local budget of the French Settlements in India the English Government engage to pay to the Administration of Chandernagore annually, and in two instalments, an indemnity fixed at a round sum of six thousand rupees.

Article VI.

The payments mentioned above in Articles II and V will both be made in moieties at the end of each six months counting from the 1st January 1933.

Article VII.

The present Convention shall have a duration of three years to be calculated from the 1st January 1933.

Article VIII.

The present Convention shall, without requiring any other ratification, be considered to be definitely concluded for a period of three years to be calculated from the 1st January 1933, as soon as it shall have been signed by

de M. L. B. Burrows, Commissioner de Burdwan, et M. R. Bertheux, administrateur de Chandernagor, spécialement délégués à cet effet par leur gouvernement respectif.

M. R. Bertheux, Administrator of Chandernagore, and Mr. L. B. Burrows, Commissioner of Burdwan, specially delegated for this purpose by their respective Governments.

Fait à Chinsurah, en double expédition, à la date du vingt-huit décembre mil neuf cent trente-deux.

Done at Chinsurah in duplicate on the 28th December 1932.

R. BERTHEUX,
Administrator of Chandernagore.

R. BERTHEUX,
Administrator of Chandernagore.

L. B. BURROWS,
Offg. Commissioner of Burdwan Division

L. B. BURROWS,
Offg. Commissioner of Burdwan Division.

(True copy.)

J. C. Sen,
*Asstt. Secy. to the Govt. of Bengal,
Agriculture and Industries Department.*

21. 3. 33.

N° 3227.

INDE ET IRAK

Arrangement concernant l'échange
des mandats-poste. Signé à Bag-
dad, le 17 janvier 1933, et à
New Delhi, le 13 mars 1933.

INDIA AND IRAQ

Arrangement for an Exchange of
Money Orders. Signed at Baghdad,
January 17, 1933, and at New Delhi,
March 13, 1933.

No. 3227.—ARRANGEMENT¹ FOR AN EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF INDIA AND THE POST OFFICE OF IRAQ. SIGNED AT BAGHDAD, JANUARY 17, 1933, AND AT NEW DELHI, MARCH 13, 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 19 juillet 1933.

In supersession of the previous Arrangement of 1921 for an exchange of money orders between India and Iraq, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be a regular exchange of money orders between India and Iraq by means of the mail services usually employed for the exchange of correspondence.

Article 2.

The money order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists, as is explained more particularly below, the money orders being made out and forwarded to the payees by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of India, Bombay and Aden, and on the side of Iraq, Basra and Baghdad.

Article 3.

The amount of the orders exchanged in both directions shall be expressed in English sterling money.

Article 4.

The maximum amount for which a money order may be drawn in either country upon the other shall not exceed £40 (forty pound sterling) or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of issue.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3227. — ARRANGEMENT² CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'INDE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'IRAK. SIGNÉ A BAGDAD, LE 17 JANVIER 1933, ET A NEW DELHI, LE 13 MARS 1933.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place July 19, 1933.

Les soussignés dûment autorisés à cet effet sont convenus des dispositions suivantes qui remplaceront l'Arrangement de 1921 concernant l'échange des mandats-poste entre l'Inde et l'Irak.

Article premier.

Il sera institué un service régulier d'échange de mandats-poste entre l'Inde et l'Irak au moyen des courriers postaux habituellement employés pour l'échange des correspondances.

Article 2.

Le service des mandats-poste entre les deux pays s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échanges communiquant entre eux au moyen de listes, ainsi qu'il est expliqué plus en détail ci-après; les mandats-poste seront établis et transmis au destinataire par le bureau d'échange du pays dans lequel ils sont payables. Les bureaux d'échange seront pour l'Inde, ceux de Bombay et Aden, et pour l'Irak, ceux de Bassorah et Bagdad.

Article 3.

Le montant des mandats-poste échangés dans les deux directions sera exprimé en monnaie sterling anglaise.

Article 4.

Le montant maximum des mandats-poste qui pourront être émis dans l'un des deux pays et payables dans l'autre, ne dépassera pas £40 (quarante livres sterling) ou l'équivalent le plus proche qui, dans la pratique, correspond à cette somme en monnaie du pays d'émission.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 1st, 1933.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

No money order shall contain a fractional part of a penny.

Article 6.

The manner and conditions of issuing money orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 7.

The cost of the money orders, *i.e.*, the amounts to be paid for them by the remitters in the currency of the country of issue, shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Each country shall communicate to the other the regulations relating to the charges for money orders issued, in force for the time being.

Article 8.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations for the country of issue, and forwarded to the country of payment for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the regulations of the country of issue.

Article 9.

The conversion of money orders drawn by one country upon the other into the currency of the country of payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Each country shall communicate to the other the regulations in force from time to time relating to the conversion of money orders, expressed in sterling money, into its own currency, for the purposes of payment.

Article 10.

The manner and conditions of paying orders, including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders, and other services affecting payment shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Article 11.

The amount of money orders not ultimately paid, *i.e.*, of money orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article 5.

Aucun mandat ne devra comprendre de fractions d'un penny.

Article 6.

Le mode et les conditions d'émission des mandats-poste dans l'un et l'autre pays seront déterminés par les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Article 7.

Le coût des mandats-poste, c'est-à-dire le montant que les expéditeurs devront verser pour ces mandats dans la monnaie du pays d'émission, sera déterminé d'après les règlements en vigueur dans le pays d'émission.

Chaque pays communiquera à l'autre les règlements en vigueur sur son territoire concernant les taxes perçues pour l'émission des mandats-poste.

Article 8.

Toute demande de l'expéditeur tendant à la modification ou à la rectification du nom du destinataire, sera accueillie conformément aux règlements du pays d'émission, et transmise, avec tous les renseignements qui pourraient être nécessaires pour identifier les mandats dont il s'agit, au pays de paiement qui y donnera suite conformément à ses règlements.

Toute demande de remboursement d'un mandat adressée par l'expéditeur, sera accueillie et transmise de la même manière ; le remboursement ne pourra avoir lieu que sur l'autorisation du pays de paiement et sera effectué conformément aux règlements du pays d'émission.

Article 9.

La conversion dans la monnaie du pays de paiement du montant des mandats-poste émis par l'un des pays sur l'autre, s'effectuera conformément aux règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Chacun des deux pays communiquera à l'autre les règlements en vigueur, sur son territoire concernant la conversion, dans sa propre monnaie, aux fins de paiement, des mandats-poste établis en monnaie sterling.

Article 10.

Le mode et les conditions de paiement des mandats-poste, y compris la suspension du paiement le renouvellement des mandats, l'émission de duplicatas de mandats, et toutes autres opérations concernant le paiement, seront régis par les règlements en vigueur dans le pays de paiement.

Article 11.

Le montant des mandats-poste qui n'auront pu être payés, c'est-à-dire des mandats-poste qui seront périmés en vertu des règlements du pays de paiement, sera acquis au pays d'émission.

Article 12.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of payment for the total amount of the orders issued, together with one-half per cent additional on the total by way of commission.

Article 13.

The offices of exchange shall communicate to each other by each mail the particulars of money orders issued, by means of lists in the annexed forms marked A and AA giving all particulars for which provision is made in the forms.

The particulars as to names shall include the surname and at least the initial of one Christian name, both of the remitter and of the payee (or, in the case of natives of India, the name, tribe or caste, and father's name), or the name of the firm or company who are the remitters or payees. The address of the payee must be given fully and precisely, as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the office where the order shall be made payable.

Article 14.

Besides the particulars of money orders issued, the lists mentioned in Article 13 shall contain particulars of orders authorised to be repaid to the remitters.

Article 15.

Blank lists shall be forwarded in case there shall be no money orders to communicate.

Article 16.

Should any list not be received in due course, the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit, without delay, a duplicate thereof.

Article 17.

The lists despatched from each office of exchange shall be numbered consecutively, commencing with No. 1 for the first list of each calendar year, and these numbers shall be termed the "List Numbers".

Article 18.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers, commencing each calendar month with No. 1, and these numbers shall be termed the "Entry Numbers".

Article 19.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange, and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Article 20.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from

Article 12.

Le pays d'émission qui encaisse les sommes versées par les expéditeurs, portera au crédit du pays de paiement, le montant total des mandats émis et en outre une commission égale à $\frac{1}{2}\%$ de ce total.

Article 13.

Les bureaux d'échange se communiqueront mutuellement, par chaque courrier, le détail des mandats-poste émis ; ils utiliseront à cet effet des listes conformes aux formulaires ci-annexés et marqués A et AA, et donneront toutes les indications prévues dans ces formulaires.

Les indications relatives aux noms devront comprendre les noms de famille et au moins l'initiale d'un prénom, tant de l'expéditeur que du destinataire ; (ou dans le cas d'indigènes de l'Inde, le nom, la tribu ou caste et le nom du père) ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire. L'adresse du destinataire devra être indiquée en entier et d'une manière précise, car c'est d'après cette indication que le bureau d'échange récepteur déterminera quel est le bureau où le mandat sera payable.

Article 14.

Outre les détails concernant les mandats-poste émis, les listes mentionnées à l'article 13 devront indiquer le détail des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs a été autorisé.

Article 15.

En l'absence de mandats-poste à transmettre, les listes devront être expédiées en blanc.]

Article 16.

Au cas où une liste ne parviendrait pas à destination en temps voulu, le bureau expéditeur devra, lorsqu'il en sera avisé, transmettre sans délai un duplicata de cette liste.

Article 17.

Les listes expédiées par chacun des bureaux d'échange porteront un numéro d'ordre dont la série commencera, pour la première liste de chaque année civile, par le N^o 1, et ces numéros seront appelés « numéros de liste ».

Article 18.

Les inscriptions des listes relatives aux mandats émis porteront également un numéro d'ordre dont la série commencera, pour chaque mois de l'année civile, par le N^o 1, et ces numéros seront appelés « numéros d'inscription ».

Article 19.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange récepteur et sera rectifiée lorsqu'elle contiendra de simples erreurs ; ces rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Article 20.

Lorsqu'une liste contiendra des erreurs ou des irrégularités que le bureau récepteur ne sera pas en mesure de rectifier sans consulter au préalable le bureau expéditeur, il demandera des

the despatching office. This explanation shall be given with as little delay as possible, and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 21.

The remitter of a money order may obtain an advice of payment of the order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a charge to be fixed by the country of origin of the money order.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix C).

The advice of payment shall be prepared by the paying office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the exchange office of the country of payment.

The advice of payment of a "Through" money order (see Article 30) shall be sent through the offices of exchange of the two countries.

An application for an advice of payment made subsequent to the issue of the order shall be sent through the office of exchange of the two countries, but the advice of payment shall be sent direct to the office of issue.

Article 22.

As soon as the Bombay office of exchange shall have received from Iraq all lists bearing dates in any month, these lists, as well as the Indian lists bearing dates in the same month, shall be made the subject of a monthly account in the annexed form B.

Article 23.

The account mentioned in Article 22 shall be based on the lists as corrected by the receiving office, any entry at the time under suspension pending explanation being excluded.

Article 24.

The account shall also include under the head of "Special Items" any necessary adjustment of previous accounts (such as adjustments on account of suspended entries), as well as any other items of account not otherwise provided for, a detailed statement of such special items being annexed to the account, and the correspondence or other documents forming the authority for each special item being quoted opposite to it in the statement.

Article 25.

A copy of the account mentioned in Article 22 shall be forwarded to the Director-General of Posts and Telegraphs, Iraq, with payment by bill of exchange or draft on Baghdad if the balance be in favour of Iraq, and for payment by bill of exchange on London, payable on demand, if the balance be in favour of India. In the latter case, the bill of exchange shall be transmitted to the Presidency Postmaster, Foreign Money Order Branch, Bombay. Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent per annum. The interest shall be carried to the debit of the Administration in arrear in the following account.

Article 26.

If, in the interval between two monthly adjustments, either of the two Postal Administrations shall find on balancing the lists actually received against those actually despatched, that it owes

éclaircissements à ce dernier, qui devra les lui fournir dans le plus bref délai possible. Dans l'intervalle, le paiement des mandats-poste correspondant à des inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 21.

L'expéditeur d'un mandat-poste pourra obtenir un avis de paiement du mandat en acquittant par avance une taxe qui sera fixée par le pays d'émission du mandat et dont le montant sera acquis en totalité à l'administration postale de ce pays.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au modèle ci-annexé (annexe C).

L'avis de paiement sera rempli par le bureau de paiement et transmis directement à l'expéditeur soit par ce bureau soit par le bureau d'échange du pays de paiement.

L'avis de paiement d'un mandat-poste « en transit » (voir article 30) sera transmis par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays.

Toute demande d'avis de paiement présentée postérieurement à l'émission du mandat sera transmise par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays ; mais l'avis de paiement sera envoyé directement au bureau d'émission.

Article 22.

Dès que le bureau d'échange de Bombay aura reçu de l'Irak toutes les listes datées d'un même mois, il établira, à l'aide de ces listes et de celles de l'Inde qui se rapportent au même mois, un décompte mensuel conforme au modèle B ci-annexé.

Article 23.

Le décompte mentionné à l'article 22 sera établi d'après les listes rectifiées par le bureau d'échange récepteur, à l'exclusion des inscriptions relatives aux mandats-poste dont le paiement serait suspendu en attendant des éclaircissements.

Article 24.

Le décompte comprendra également, sous la rubrique « articles spéciaux », toutes les rectifications nécessaires relatives aux comptes précédents (telles que les rectifications concernant des mandats dont le paiement a été suspendu) ainsi que tous les autres éléments de comptes non autrement prévus ; il sera annexé au décompte un relevé détaillé de ces articles spéciaux, dans lequel seront indiqués, en regard de chaque article, les pièces justificatives — correspondance ou autres documents.

Article 25.

Un exemplaire du décompte mentionné à l'article 22 sera adressé au directeur général des Postes et Télégraphes de l'Irak, et le règlement du solde s'effectuera par voie de lettre de change ou de traite sur Bagdad si le solde est en faveur de l'Irak et par lettre de change sur Londres, payable à vue, si le solde est en faveur de l'Inde. Dans ce dernier cas, la lettre de change sera transmise au « Presidency Postmaster, Foreign Money Order Branch, Bombay ». Toute somme restant due par l'une des administrations à l'autre à l'expiration des six mois qui suivront la période à laquelle se rapporte le décompte portera intérêt, à partir de ce moment, au taux annuel de 7%. Les intérêts seront inscrits dans le décompte suivant au débit de l'administration redevable de cette somme.

Article 26.

Si, dans l'intervalle de deux règlements mensuels, l'une des deux administrations postales constate, en comparant les listes effectivement reçues et celles qui ont été effectivement expédiées,

the other Administration a sum exceeding £1,000, the indebted Administration shall at once or as soon as may be practicable remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next monthly account.

Article 27.

Each office shall have authority to suspend temporarily the exchange of money orders in case the course of exchange or any other circumstances shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 28.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission or correction of lists, accounts, etc., the offices of exchange shall be the media of communication, but in matters involving questions other than those of detail, the offices of correspondence shall be the office of the Director-General of Posts and Telegraphs, India, on the one hand, and that of the Director-General of Posts and Telegraphs, Iraq, on the other.

Article 29.

The department charged with the control of money orders in either country shall have authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one Department to the other.

Article 30.

The Postal Administrations of India and Iraq shall also each be entitled to transmit money orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two Postal Administrations.

Article 31.

The present Arrangement shall take effect on the 1st May 1933. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties, or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to determine it.

Article 32.

The provisions of the present Arrangement shall not apply to the Iraq Postal Administration operating in Koweit.

Executed in duplicate and signed

At New Delhi, the 13th March 1933.

(Signed) T. RYAN,
Offg. Director-General of Posts and
Telegraphs, India.

At Baghdad, the 17th January 1933.

(Signed) Dr. F. SHAKER,
Director-General of Posts and Telegraphs,
Iraq.

qu'elle doit à l'autre administration une somme supérieure à 1000 livres sterling, l'administration débitrice versera immédiatement ou aussitôt que possible le montant de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du compte mensuel suivant.

Article 27.

Chaque administration aura le droit de suspendre temporairement l'échange des mandats-poste au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus ou entraînerait une perte de recettes.

Article 28.

Pour la correspondance ordinaire concernant l'établissement, la transmission ou la rectification des listes, des comptes, etc., les bureaux d'échange correspondront entre eux, mais, pour ce qui a trait à des questions autres que des questions de détail, la correspondance sera échangée entre le bureau du directeur général des Postes et Télégraphes de l'Inde, d'une part, et celui du directeur général des Postes et Télégraphes de l'Irak, d'autre part.

Article 29.

L'administration chargée de contrôler le service des mandats-poste dans chaque pays aura le droit d'adopter des règles supplémentaires (qui ne devront pas être incompatibles avec les dispositions ci-dessus), en vue de se protéger plus efficacement contre la fraude ou d'améliorer le fonctionnement général du système. Toutes ces règles supplémentaires devront toutefois être communiquées à l'autre administration.

Article 30.

Les administrations postales de l'Inde et de l'Irak auront également chacune le droit de transmettre des mandats-poste par l'intermédiaire de l'autre administration à destination de tout pays avec lequel cette dernière échange des mandats-poste ; les conditions de cette transmission seront fixées à l'avance et d'un commun accord par les deux administrations postales.

Article 31.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier mai 1933. Il restera valable jusqu'à ce qu'il ait été amendé ou dénoncé d'un commun accord par les Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer.

Article 32.

Les dispositions du présent arrangement ne s'appliqueront pas à l'administration postale irakienne opérant à Koweït.

Fait en double exemplaire et signé

A New-Delhi, le 13 mars 1933.

(Signé) T. RYAN,
faisant fonction de Directeur général
des Postes et Télégraphes de l'Inde.

A Bagdad, le 17 janvier 1933.

(Signé) Dr F. SHAKER,
Directeur général des Postes et Télégraphes
de l'Irak.

A.

De Bombay à Bassorah
De Aden à Bagdad

Liste N°..... Le

Liste des mandats-poste tirés dans l'Inde sur l'Irak.

A remplir par le Bureau de l'Inde							A l'usage du Bureau de l'Irak		
Numéro d'ins- cription	Date du reçu remis à l'expéditeur	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat £ s. d.	Equivalent en monnaie de l'Irak	Numéro du mandat-poste de l'Irak	Observations
						Total			

Liste des mandats-poste périmés, ainsi que des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Irak est autorisé par la présente.

Liste (AA) dans laquelle figuraient à l'origine les mandats-poste					A l'usage du Bureau de l'Irak.		
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat £ s. d.	Equivalent en monnaie de l'Irak	Numéro du mandat-poste de l'Irak	Observations
				Total			

N. B. — On distinguera les mandats périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro dans la colonne 1.

AA.
De Bassorah à Bombay
Bagdad à Aden

Liste N° Le

Liste des mandats-poste tirés en Irak sur l'Inde.

A remplir par l'Irak							A l'usage du Bureau de l'Inde				
Numéro d'inscription	Numéro d'origine du mandat-poste	Bureau où le versement a été effectué	Nom et adresse de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant du mandat £ s. d.	Equivalent en monnaie indienne	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat-poste indien	Date du mandat-poste indien	Observations
					Total						

Liste des mandats-poste périmés, ainsi que des mandats-poste dont le remboursement aux expéditeurs dans l'Inde est autorisé par la présente.

Liste indienne (A) dans laquelle figuraient à l'origine les mandats-poste					A l'usage du Bureau de l'Inde				
Numéro de liste	Date	Numéro d'inscription	Nom et adresse de l'expéditeur, tels qu'ils figurent dans la liste	Montant du mandat £ s. d.	Equivalent en monnaie indienne	Bureau où le mandat est payable	Numéro du mandat-poste indien	Date du mandat-poste indien	Observations
				Total					

N. B. — On distinguera les mandats-poste périmés inscrits dans cette liste en ajoutant le mot « périmé » en regard du numéro dans la colonne N° 1.

Account of Money Order Exchanges between Iraq and India, prepared by the Bombay Office for the Month of

Nº 3227

Décompte mensuel des échanges de mandats-poste entre l'Irak et l'Inde, établi par le Bureau d'échange de Bombay pour le mois de

No. 3227

FORM C (Front).

Stamp of Office of origin.

Post Office of British India Advice of Payment.

Money Order No.

Amount of Order

Issued by the Post Office of $\frac{A}{To}$

On the 19.....

(Place of destination)
.....

Payable to

Country of destination :
.....

On Postal Service.

(Back.)

The undersigned certifies that the Money Order described on the other side was duly paid on
the 19.....

Stamp of paying office.

Signature of the payee or of paying officer :
.....

This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow
it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.

FORMULAIRE C (Recto).

Timbre du Bureau d'origine.

Avis de paiement de l'Administration postale de l'Inde britannique.

Mandat N^o

Montant du mandat

Emis par le bureau de poste $\frac{\text{de}}{\text{à}}$

Le 19.....

(Lieu de destination)

Payable à

Pays de destination :

Service des Postes.

(Verso.)

Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto a été dûment payé le

..... 19.....

Timbre du bureau payeur.

Signature du destinataire ou de l'agent du bureau payeur :

.....

Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si le règlement du pays de destination le comporte, par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur.

N° 3228.

INDE ET IRAK

Accord concernant l'échange des envois contre remboursement. Signé à Bagdad, le 17 janvier 1933, et à New Delhi, le 13 mars 1933.

INDIA AND IRAQ

Agreement for an Exchange of Value-Payable Articles. Signed at Baghdad, January 17, 1933, and at New Delhi, March 13, 1933.

No. 3228. — AGREEMENT ¹ FOR AN EXCHANGE OF VALUE-PAYABLE ARTICLES BETWEEN BRITISH INDIA AND IRAQ. SIGNED AT BAGHDAD, JANUARY 17, 1933, AND AT NEW DELHI, MARCH 31, 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 juillet 1933.

In supersession of the previous Agreement ² of 1923 for an exchange of value-payable articles between Iraq and British India, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Parcels — both insured and uninsured — may be exchanged under the value-payable system between British India and Iraq. Such parcels shall be subject to the same general regulations and rates as other parcels of the same classes. The offices of exchange for value-payable articles shall be, on the side of Iraq, Baghdad and Basrah, and on the side of British India, Bombay and Karachi.

Article 2.

The maximum charge which may be collected on any one article shall not exceed £40 (forty pounds sterling) or the nearest practical equivalent of that sum in the money of the country of origin of the article.

Article 3.

Each value-payable article shall be stamped or labelled with the words " Value-payable ".

Article 4.

Value-payable parcels shall be entered in the parcel bill in the same way as other parcels, but with the addition, in the column for " Remarks ", of the words " Value-payable ", followed by an entry, both in words and figures, without erasure or alteration, of the amount in sterling currency to be remitted to the sender, and also of the sender's name and full address in clear characters.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1933.

² Vol. LXXXV, page 37, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3228. — ACCORD ² CONCERNANT L'ÉCHANGE DES ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT ENTRE L'INDE BRITANNIQUE ET L'IRAK. SIGNÉ A BAGDAD, LE 17 JANVIER 1933, ET A NEW DELHI, LE 13 MARS 1933.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 19, 1933.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes qui remplaceront l'Accord ³ de 1923 concernant l'échange des envois contre remboursement conclu entre l'Irak et l'Inde britannique.

Article premier.

Des colis — avec ou sans valeur déclarée — pourront être échangés, sous le régime des envois contre remboursement, entre l'Inde britannique et l'Irak. Ces colis seront soumis aux mêmes règles et taxes générales que les autres colis des mêmes catégories. Les bureaux d'échange des envois contre remboursement seront pour l'Irak : Bagdad et Bassorah, et, pour l'Inde britannique : Bombay et Karachi.

Article 2.

Le maximum de la somme qui pourra être recouvrée pour chaque envoi ne devra pas dépasser £40 (quarante livres sterling) ou l'équivalent le plus proche qui, dans la pratique, correspond à cette somme en monnaie du pays d'émission.

Article 3.

Tout envoi contre remboursement sera muni d'un timbre ou d'une étiquette portant l'inscription « Value-payable ».

Article 4.

Les colis expédiés contre remboursement seront inscrits sur la feuille d'avis de la même manière que les autres colis, mais avec l'addition, dans la colonne « Observations », des mots « Value-payable » suivis de l'indication, en toutes lettres et en chiffres, sans ratures ni surcharges, de la somme en sterling *qui doit être versée à l'expéditeur*, ainsi que du nom et de l'adresse complète de l'expéditeur en caractères lisibles.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 1st, 1933.

³ Vol. LXXXV, page 37, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

The amounts of the value-payable money orders shall be converted into the currency of the contracting countries at the same rates as are used for the conversion of ordinary money orders.

Article 6.

The amount to be remitted to the sender, together with the commission thereon (at the rate in force for ordinary money orders drawn on the country of origin of the value-payable article), shall be collected from the addressee. The amount to be remitted to the sender shall be transmitted to the latter by postal money order, and the commission shall be retained by the Administration which issues the money order.

Article 7.

Value-payable money orders shall be advised to the country of payment in the same way as ordinary money orders but in separate lists. In the column for remarks of the list shall be entered opposite each value-payable money order, the letters " V. P. " followed by the words " Remitted on account of V. P. article entered at No. of Parcel Bill dated the ". The amount of an undeliverable money order of this kind shall remain at the disposal of the Administration of the country of origin of the value-payable article.

Article 8.

Value-payable money order transactions shall be embodied in the monthly account relating to the exchange of ordinary money orders between Iraq and British India, the credits to be given or taken being the same as in the case of ordinary money orders. The share of the postage belonging to each Administration in respect of parcels sent under the value-payable system shall be accounted for as usual in the parcel accounts between Iraq and British India.

Article 9.

If the addressee of a value-payable article does not pay the amount of the charge within the limit of time prescribed by the internal regulations of the country of delivery, the article shall be sent back to the office of origin. Each country shall communicate to the other its internal regulations in this respect.

Article 10.

When a value-payable parcel has been lost or damaged or its contents abstracted, the responsibility shall be fixed and compensation paid under the same conditions as in the case of other parcels. When, however, such a parcel has once been delivered, the Administration of the country of destination shall be responsible for the sum collected and must, if necessary, prove that it has remitted it, less the prescribed commission, to the sender.

Article 11.

In addition to the commission fixed by Article 6, the Post Office of the country in which a value-payable article is posted may collect a posting fee from the sender, and the Post Office

Article 5.

Les montants des mandats de remboursement seront convertis dans la monnaie des Parties contractantes aux mêmes taux que ceux qui sont employés pour la conversion des mandats-poste ordinaires.

Article 6.

Le montant à verser à l'expéditeur, ainsi que la commission à percevoir sur ce montant (suivant le taux appliqué aux mandats-poste ordinaires émis sur le pays d'origine de l'envoi contre remboursement) sera perçu auprès du destinataire. La somme à verser à l'expéditeur lui sera transmise par mandat-poste et la commission sera retenue par l'administration qui émet le mandat.

Article 7.

Les mandats de remboursement seront signalés au pays dans lequel doit avoir lieu le paiement de la même manière que les mandats ordinaires, mais sur des listes distinctes. Dans la colonne réservée aux observations seront inscrites, en face de chaque mandat de remboursement, les lettres « V. P. » suivies de la mention « versé pour l'envoi V. P. inscrit sous le N° de la feuille d'avis en date du ». Le montant des mandats de cette catégorie qui n'auront pu être délivrés aux bénéficiaires restera à la disposition de l'administration du pays d'origine de l'envoi contre remboursement.

Article 8.

Les transactions relatives aux mandats de remboursement seront comprises dans le décompte mensuel relatif à l'échange des mandats ordinaires entre l'Irak et l'Inde britannique, les soldes à débiter ou à créditer étant les mêmes que dans le cas des mandats ordinaires. La fraction des taxes postales revenant à chaque administration pour les colis envoyés contre remboursement sera portée en compte comme d'habitude dans les décomptes relatifs aux colis postaux échangés entre l'Irak et l'Inde britannique.

Article 9.

Si le destinataire d'un envoi contre remboursement ne verse pas le montant du remboursement dans le délai prescrit par les règlements intérieurs du pays de destination, l'envoi sera retourné au bureau d'origine. Chaque pays communiquera à l'autre ses règlements intérieurs à ce sujet.

Article 10.

Lorsqu'un colis grevé de remboursement aura été perdu ou avarié ou que son contenu aura été soustrait, les responsabilités seront établies et l'indemnité sera payée dans les mêmes conditions que pour les autres colis. Toutefois, à partir du moment où un colis de ce genre aura été délivré, l'administration du pays destinataire sera responsable de la somme perçue et devra, en cas de nécessité, prouver qu'elle l'a remise à l'expéditeur en en déduisant la commission fixée.

Article 11.

Outre la commission fixée à l'article 6, l'administration postale du pays dans lequel un envoi contre remboursement est mis à la poste peut percevoir de l'expéditeur un droit d'expédition et

of the country of destination of a value-payable article may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee must not exceed :
 - (a) In the case of an article posted in British India 2 annas per article.
 - (b) In the case of an article posted in Iraq 20 fils per article.
3. The delivery fee must not exceed :
 - (a) In the case of an article delivered in British India 4 annas per article.
 - (b) In the case of an article delivered in Iraq 20 fils per article.
4. Each Administration shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article, as well as any alterations subsequently made in them.
5. These fees shall be retained by the office which collects them.

Article 12.

The provisions of the present Agreement shall apply to value-payable articles exchanged between Iraq and British India but will not apply to value-payable articles exchanged between British India and the post offices operated by the Iraq Postal Administration in Koweit.

Article 13.

The present Agreement shall take effect on the 1st May 1933. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to determine it.

Executed in duplicate and signed

At Baghdad, the 17th January 1933.

At New Delhi, the 13th March 1933.

(Signed) T. RYAN,
*Offg. Director-General of Posts
and Telegraphs, India.*

(Signed) Dr. F. SHAKER,
*Director-General
of Posts and Telegraphs, Iraq.*

l'administration postale du pays de destination d'un envoi grevé de remboursement peut percevoir du destinataire un droit de factage.

2. Le droit d'expédition ne doit pas dépasser :

- a) S'il s'agit d'envois mis à la poste dans l'Inde britannique, 2 annas par envoi,
- b) S'il s'agit d'envois mis à la poste dans l'Irak, 20 fils par envoi.

3. Le droit de facture ne doit pas dépasser :

- a) S'il s'agit d'envois délivrés dans l'Inde britannique, 4 annas par envoi,
- b) S'il s'agit d'envois délivrés dans l'Irak, 20 fils par envoi.

4. Chaque administration fera connaître à l'autre les droits spéciaux fixés dans son service en vertu du présent article, ainsi que toutes modifications qui pourraient être apportées ultérieurement à ces droits.

5. Ces droits seront acquis à l'administration postale qui les perçoit.

Article 12.

Les dispositions du présent accord s'appliqueront aux envois contre remboursement échangés entre l'Irak et l'Inde britannique, mais elles ne s'appliqueront pas aux envois contre remboursement échangés entre l'Inde britannique et les bureaux de poste exploités par l'Administration postale irakienne à Koweït.

Article 13.

Le présent accord prendra effet le premier mai 1933. Il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou qu'il ait pris fin avec le consentement mutuel des Parties contractantes, ou encore jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à partir de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé

A Bagdad, le 17 janvier 1933,

A New Delhi, le 13 mars 1933.

(Signé) T. RYAN,
*faisant fonction de directeur général
des Postes et Télégraphes de l'Inde.*

(Signé) Dr F. SHAKER,
*Directeur général des
Postes et Télégraphes de l'Irak.*

**BELGIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Echange de notes relatif à la délimitation de la frontière entre la Rhodésie du Nord et le Congo belge, Londres, les 4 avril et 3 mai 1927, avec annexes; et
Echange de notes relatif à la frontière ci-dessus mentionnée, Bruxelles, le 7 avril 1933, avec annexes.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchange of Notes respecting the Delimitation of the Boundary between Northern Rhodesia and the Belgian Congo, London, April 4, and May 3, 1927, with Annexes; and
Exchange of Notes regarding the above-mentioned Boundary, Brussels, April 7, 1933, with Annexes.

N° 3229. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI RELATIF A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA RHODÉSIE DU NORD ET LE CONGO BELGE. LONDRES, LES 4 AVRIL ET 3 MAI 1927.

*Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 septembre 1933.*²

N° 1.

BARON MONCHEUR A SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

AMBASSADE DE BELGIQUE.

LONDRES, le 4 avril 1927.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

La conférence envisagée par le Gouvernement du Roi, mon auguste Souverain, et par le Gouvernement de Sa Majesté britannique en vue de préparer les instructions à remettre à une commission de délimitation de la frontière entre le Congo et la Rhodésie du Nord, s'est réunie, comme le sait Votre Excellence, du 16 au 19 mars 1927, à Bruxelles.

Les délégués belges et britanniques ayant été chargés de s'entendre, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement belge accepte les conclusions de la Conférence ³.

Je saisis, etc.

Bn. MONCHEUR.

No. 2.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN TO BARON MONCHEUR.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, May 3, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In your note of the 4th ultimo your Excellency was so good as to inform me that the Belgian Government had accepted the conclusions of the Conference ³ which met in Brussels from the

¹ Entré en vigueur le 7 avril 1933.

² Le Secrétariat publie dans ce recueil l'échange de notes des 4 avril et 3 mai 1927, présenté à l'enregistrement le 20 septembre 1933, en même temps que l'échange de notes du 7 avril 1933, présenté le 19 juillet 1933, ayant enregistré les deux échanges de notes sous le même numéro.

³ Voir N° 3.

No. 3229. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM RESPECTING THE DELIMITATION OF THE BOUNDARY BETWEEN NORTHERN RHODESIA AND THE BELGIAN CONGO. LONDON, APRIL 4 AND MAY 3, 1927.

*French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place September 20, 1933.*²

No. 1.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BARON MONCHEUR TO SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

BELGIAN EMBASSY.

LONDON, April 4, 1927.

SIR,

The Conference arranged by the Government of the King, my august Sovereign, and the Government of His Britannic Majesty to prepare instructions for the commission to delimit the frontier between the Congo and Northern Rhodesia met in Brussels, as your Excellency is aware, from the 16th to the 19th March, 1927.

The agreement of the Belgian and British delegates having been made subject to the approval of their respective Governments, I have the honour, on instructions from my Government, to inform your Excellency that the Belgian Government accepts the conclusions of the Conference⁴.

I avail, etc.

Bn. MONCHEUR.

No 2.

⁵ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN AU BARON MONCHEUR.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 3 mai 1927.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans votre note du 4 du mois dernier, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement belge avait accepté les conclusions de la Conférence⁴ qui s'est réunie à Bruxelles du 16 au 19 mars

¹ Came into force April 7, 1933.

² The Secretariat publishes, in the Series, the Exchange of Notes of April 4 and May 3, 1927, presented for registration on September 20, 1933, at the same time as the Exchange of Notes of April 7, 1933, presented for registration on July 19, 1933, the two Exchanges of Notes being registered under the same number.

³ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

³ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

⁴ See No. 3.

⁵ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

⁵ Translated by the Secrétariat of the League of Nations, for information.

16th to the 19th March with a view to prepare instructions for the commission which is to delimit the frontier between the Belgian Congo and Northern Rhodesia.

2. I have the honour on behalf of His Majesty's Government in Great Britain to inform you that they also accept the conclusions of the above-mentioned Conference.

I have, etc.

(For the Secretary of State :)

R. H. CAMPBELL.

No. 3.

AGREEMENT SIGNED AT BRUSSELS ON MARCH 19, 1927, RESPECTING APPOINTMENT OF A COMMISSION FOR DEMARCATION OF KATANGA-NORTHERN RHODESIA BOUNDARY.

The British and Belgian delegates appointed to agree, subject to the approval of their respective Governments, upon the scope and composition of a Mixed Commission to carry out the demarcation of the boundary between Katanga, a part of the Belgian Congo, and Northern Rhodesia, and upon the text of the instructions to be given to that Commission, met at the Ministry for Foreign Affairs, Brussels, from the 16th to the 19th March, 1927, inclusive.

The British delegate was Colonel H. St. J. L. WINTERBOTHAM of the War Office.

The Belgian delegates were M. LOUWERS, of the Ministry for Foreign Affairs, MM. HALEWYCK DE HEUSCH and MAURY of the Ministry of Colonies.

The decisions arrived at are given below in English and French, and shall be included in the instructions to be given to the respective Commissioners.

Of the two appendices attached to this document, Appendix I¹ gives a short and signed résumé of the agreement already reached on the subject of the whole Anglo-Belgian boundary from Lake Tanganyika to Pillar 46. Appendix II² shows the type of boundary pillars agreed to.

I.

A mixed Anglo-Belgian Commission will be appointed to demarcate precisely that portion of the boundary between the Congo and Northern Rhodesia lying between Boundary Pillars 1 and 46, erected by the Anglo-Belgian (Rhodesia-Congo) Boundary Commission of 1911-1914.

Throughout this portion the boundary is defined as the ideal watershed dividing the basins of the rivers Congo and Zambesi.

II. — *Powers of the Commission.*

1. The Commissioners shall have authority, generally, to make such minor rectifications, and adjustments, to the ideal watershed as are necessary to avoid the troubles which might arise from a literal interpretation of the Treaty.

2. The present position of the boundary pillars shall be accepted where they lie not farther than 200 metres from the ideal watershed. In exceptional circumstances, and in areas of no

¹ See page 82, of this Volume.

² Not reproduced.

1927, en vue de préparer les instructions à remettre à la Commission de délimitation de la frontière entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord.

2. J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, de porter à votre connaissance que ce gouvernement accepte également les conclusions de la Conférence sus-mentionnée.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat :)

R. H. CAMPBELL.

N° 3.

ACCORD SIGNÉ A BRUXELLES LE 19 MARS 1927, CONCERNANT LA NOMINATION D'UNE COMMISSION POUR LA DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE KATANGA ET LA RHODÉSIE DU NORD.

Les délégués belges et britannique chargés de s'entendre, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, au sujet de l'organisation d'une commission mixte appelée à poursuivre la démarcation de la frontière entre le Katanga, partie du Congo belge, et la Rhodésie, ainsi qu'au sujet des instructions à remettre à cette commission, se sont réunis à Bruxelles, au Ministère des Affaires étrangères, du 16 au 19 mars 1927.

Les délégués belges étaient MM. LOUWERS, du Ministère des Affaires étrangères, HALEWIJCK DE HEUSCH et MAURY, du Ministère des Colonies.

Le délégué britannique était M. le colonel WINTERBOTHAM, du War Office.

Ils se sont mis d'accord sur les textes français et anglais ci-dessous, qui seront incorporés dans les instructions à donner à la commission, respectivement par les Gouvernements belge et anglais.

Au présent document sont jointes deux annexes : l'Annexe I¹ donne un court résumé signé par les délégués, de la situation des accords de fait réalisés le long de la frontière anglo-belge, du Tanganyka à la borne N° 46 ; l'Annexe II² donne le modèle des bornes-frontière.

I.

Une Commission mixte belgo-britannique est constituée aux fins de démarquer d'une manière précise la frontière entre le Congo et la Rhodésie du Nord dans la partie comprise entre les bornes marquées 1 et 46, établies par la Commission de délimitation Katanga-Rhodésie de 1911 à 1914.

Dans cette partie, le tracé de la ligne frontière est constitué par la crête de séparation des eaux du Congo et du Zambèze.

II. — *Pouvoirs de la Commission.*

1. D'une manière générale, la commission aura le pouvoir d'apporter au tracé idéal de la frontière défini au I ci-dessus, les rectifications d'importance secondaire nécessaires pour que la ligne frontière soit déterminée d'une manière qui permette de supprimer les inconvénients résultant d'une application littérale du traité.

2. Les bornes telles qu'elles sont placées actuellement seront considérées comme se trouvant sur la ligne frontière quand leur plus courte distance à la crête idéale ne dépassera pas 200 mètres.

¹ Voir page 83, de ce volume.

² Non reproduite.

particular known economic value, errors of position up to 500 metres may be allowed. In adjusting such departures from the ideal watershed to the general run of the boundary, no sharp re-entrants will be formed.

3. Where there are alternative ideal watersheds, including undrained basins, the Commissioners shall agree upon, and demarcate, a compromise line.

4. In all cases of encroachment by the nationals of either party, the Commissioners will be guided by the following general principles :

(a) Properties and enclosures which lie athwart the ideal watershed shall be left undivided as far as possible, whether they be State, corporation, tribal or individual, in character.

(b) The good faith and economic importance of any encroachment shall be taken into account.

(c) No encroachment of a date subsequent to the signature of this agreement shall be considered.

5. In the possible event of a difference of opinion, each Commissioner will forward an immediate report embodying the views of both parties to :

(a) The home authority.

(b) The local authority, together with a request that local views may be represented as early as possible to the home authority.

In the above case the ideal watershed will be marked temporarily, but adequately, during the progress of discussion.

6. The Commissioners shall consider the question of the Belgian Railway, north and north-west of Mokambo station, with a view to establishing whether a modification of the boundary, such as to allow of shortening the railway, can be arranged.

III.

The general report of the Commission shall include :

(a) (1) A general description of the line.

(2) A plan, cadastral in nature, showing all field measurements, both linear and angular, the positions of all boundary pillars, main and auxiliary, the levels and spot heights, and the relative positions of artificial detail, such as railways and buildings, lying within 500 metres of the actual boundary. The scale of this plan shall be 1/10,000.

(3) A special report, accompanied by its own topographical plan (at the scale of 1/10,000), to illustrate any important deviation from the ideal watershed considered necessary under the terms of paragraph II.

(4) A list of boundary pillars descriptive of construction, and tabulating the bearings and check measurements necessary for restoration.

Exceptionnellement, et dans les parties qui n'ont au point de vue économique aucune valeur spéciale connue, un écart pour ces bornes de 500 mètres par rapport à la crête sera toléré.

Il est entendu que dans le raccordement de ces bornes, en dehors de la crête, à la ligne frontière idéale, les commissaires éviteront la formation d'angles trop aigus.

3. Dans les endroits où se présente un dédoublement de la crête, dû à la présence d'un bassin hydrographique fermé, les commissaires s'entendront sur un tracé commun de la ligne frontière et le démarqueront.

4. Dans tous les cas d'empiètement par les nationaux de l'un ou l'autre pays les commissaires seront guidés, pour la solution à appliquer, par les principes généraux suivants :

a) Autant que possible, les propriétés et enclos et installations empiétant sur la ligne de crête, ne seront pas coupées par la ligne frontière, qu'elles appartiennent à l'Etat, aux communautés indigènes, à des sociétés ou à des particuliers.

b) Il sera tenu compte de la bonne foi de ceux qui ont réalisé les installations en question ainsi que de l'importance économique desdites installations.

c) Tout empiètement de ce genre ne sera pris en considération que pour autant qu'il soit antérieur à la date du présent accord.

5. En cas de désaccord au sujet d'une des rectifications prévues ci-dessus, les commissaires établiront, dans le plus bref délai, un rapport exposant le point de vue des deux parties. Ce rapport sera envoyé :

a) Au Gouvernement central ;

b) Aux autorités locales, en priant celles-ci de transmettre leur avis à ce sujet aussi rapidement que possible au Gouvernement central.

L'emplacement de la crête sera provisoirement démarqué et considéré comme frontière pendant le cours de la discussion à ce sujet.

6. La commission prendra en considération la question de la rectification du chemin de fer belge au nord et au nord-ouest de la station de Mokambo, dans le but de pouvoir assurer un raccourcissement de la ligne à cet endroit.

III. — Documents à fournir par la commission.

Les commissaires établiront en commun les documents détaillés ci-après :

a) 1^o Une description générale de la ligne frontière ;

2^o Un plan à l'échelle du 1/10.000^e indiquant d'une manière purement cadastrale :

1. Les résultats des mesures linéaires et angulaires faites pour assurer les positions des bornes tant principales que secondaires et notamment les éléments du polygone des bornes et du repérage des bornes principales ;

2. La position relative par rapport au polygone des bornes, des détails planimétriques importants, situés dans une zone de 500 mètres de part et d'autre de la frontière ;

3. Les résultats du nivellement longitudinal du polygone des bornes et des nivellements transversaux à la crête effectués pour localiser celle-ci sur le terrain.

3^o Un rapport spécial, accompagné d'un plan topographique au 1/10.000^e pour chaque rectification importante apportée conformément au N^o II.

4^o Une liste générale des bornes avec description de leur mode de construction, accompagnée d'une table des mesures angulaires et linéaires nécessaires à leur rétablissement éventuel.

- (b) (1) A diary of the work and conclusions of the Commission.
(2) A technical report on methods and instruments.

IV.

1. Main boundary pillars shall include Nos. 1 to 46 as already established, or as altered by the present Commission, amplified by the insertion of additional pillars at a mean interval of 5 kilometres.

2. Auxiliary boundary pillars, at a mean interval of 500 metres, shall be inserted to define change of bearing, and in such a fashion as to allow of a definition of the boundary by the straight lines joining them.

3. Successive pillars shall be intervisible between instrument (taken as 1.40 metres) and stave (taken as 3 metres).

V.

1. Main boundary pillars shall be established with reference to the ruling triangulation, except in cases where natural difficulties make it necessary to traverse.

2. Auxiliary pillars shall be points of a continuous traverse, except where ranges or hill features make direct recourse to triangulation easier and cheaper.

VI.

Trigonometrical heights will be obtained for all boundary pillars, main and auxiliary ; the actual position of the ideal watershed being obtained, where necessary, by levelling sections perpendicular to the boundary.

VII.

The error of triangular closure shall not exceed 12 seconds, and of traverses a closing discrepancy, angular $\sqrt{n} \times 30''$ (where n is the number of summits), and linear $\frac{\sqrt{d}}{1,000}$ metres (where d is the distance in kilometres).

The British field measures shall be in feet and the Belgian in metres.

VIII.

The tables used shall be based on Clarke's 1880 figure. Main boundary pillars shall be defined by their geographical co-ordinates, and auxiliary pillars shall be defined in rectangular co-ordinates referred to the main pillar lying next to the east as origin.

All values shall be the mean of the British and Belgian results and shall be given in metres.

b) 1^o Le journal de travail, portant les conclusions des commissaires.

2^o Un rapport technique spécial sur les méthodes appliquées et les instruments employés.

IV.

1. Les bornes principales démarquant la ligne frontière comprendront les bornes anciennes numérotées de 1 à 46 dans leur position originale ou modifiée par la présente commission ; cet abornement sera complété par l'insertion de bornes principales additionnelles à distance moyenne de 5 kilomètres.

2. Des bornes auxiliaires placées à intervalle moyen de 500 mètres et aux changements de directions de la ligne frontière complèteront l'abornement de manière que la limite puisse être considérée comme formée, les alignements droits joignant entre elles les bornes successives.

3. Les distances entre les bornes successives seront telles qu'elles soient visibles l'une de l'autre. Cette intervisibilité sera suffisante dès que l'on pourra, d'un point à 1 m. 40 au-dessus du sol, à l'aplomb du centre d'une borne, voir le sommet d'une mire de 3 mètres placée sur les deux bornes adjacentes.

V.

1. Les bornes principales seront rattachées à la triangulation existante, soit directement, soit par une polygonale.

2. Les bornes auxiliaires constitueront les sommets d'une polygonale excepté dans le cas où la nature du site rendra plus facile et moins coûteux le rattachement direct à la triangulation.

VI.

Les cotes des bornes principales et auxiliaires seront obtenues par nivellement trigonométrique. La position de la crête sera déterminée, là où la chose est nécessaire, à l'aide d'un nivellement horizontal dans une direction sensiblement perpendiculaire à celle de la frontière.

VII.

L'erreur de fermeture des triangles ne dépassera pas 12", et celle des polygonales sera inférieure à $30'' \sqrt{n}$, n étant le nombre d'angles mesurés de la polygonale. L'erreur linéaire des polygonales, exprimée en mètres, sera inférieure à $\frac{\sqrt{d}}{1.000}$, d étant la longueur totale du polygone exprimée en kilomètres. Les mesures de longueur seront faites en mètres par la section belge et en pieds par la section anglaise.

VIII.

Il sera fait usage dans les calculs des tables de l'ellipsoïde de Clarke de 1880. Les bornes principales seront repérées par leurs coordonnées géographiques, les bornes auxiliaires par leurs coordonnées rectangulaires dans un système d'axe ayant son origine à la borne principale située à l'est. Les valeurs des éléments employés dans les calculs seront les moyennes des mesures anglaise et belge, les longueurs seront exprimées en mètres.

IX.

All boundary pillars, main or auxiliary, shall be marked in iron, concrete, cement or stone. For main pillars the general type of the attached diagram¹ shall be adhered to wherever possible. At auxiliary pillars a section of iron piping, 3 feet in length and 2 inches in diameter, may be driven in flush with the surface, and marked by a cairn or pillar, and trench, above. In addition to the marks as defined above, a line of 5 metres in width will be cleared along the boundary.

X.

The Commission shall allocate responsibility for the upkeep of boundary pillars, and of cleared boundary lines, to the respective local Governments in such a fashion as to halve the labour and cost in the most convenient way. A joint perambulation and inspection of the boundary shall be made every ten years, and during this inspection the position of any restored point shall be verified. Repairs considered necessary will be brought to the notice of the responsible official, who shall be authorised to undertake them as a matter of routine.

XI.

The Mixed Commission shall consist of British and Belgian elements similar in strength and composed as under :

One Chief Commissioner.
Two Assistant Commissioners.
Four Technical Assistants.

XII.

The Commission shall assemble at Elisabethville on or about the 15th July, 1927, and shall start with the demarcation between Boundary Pillars 22 and 29.

XIII.

It will be necessary to arrange for a medical officer, for transport, labour and porters, and for suitable escort. The Governments of Northern Rhodesia and Katanga shall be asked to consider, to decide and to provide what may be necessary under the above headings.

XIV.

Each nationality shall bear the expense of its own Commission, transport, stores, etc., and the Mixed Commission shall endeavour, by equitable division in the field, to avoid subsequent accounting.

¹ Not reproduced.

IX.

Les bornes frontières principales et auxiliaires seront constituées en matériaux durs : fer, béton, ciment ou pierre. Pour les bornes principales, on se conformera autant que possible au modèle du croquis ci-joint¹. Les faces revêtues d'un enduit de ciment seront, orientées parallèlement aux bissectrices des angles marqués par les bornes adjacentes, et porteront la lettre R du côté Rhodésie, C du côté Congo et le numéro de la borne sur les deux autres faces.

Les bornes auxiliaires seront constituées essentiellement par un tube de fer de 3 pieds de long et de 1 pouce de diamètre, enfoncé jusqu'au ras du sol, surmonté d'une pyramide en pierres sèches entourée d'un fossé circulaire.

La végétation arborescente sera coupée suivant les alignements droits de borne à borne sur une largeur de 5 mètres.

X.

La commission fixera les responsabilités des deux gouvernements au sujet de l'entretien des bornes et du déboisement le long de la ligne frontière, en les répartissant d'une manière équitable aussi commode que possible entre les deux pays.

Une visite des bornes et de la ligne frontière aura lieu en commun tous les dix ans, par les autorités désignées par les deux gouvernements. Au cours de cette visite la position de toute borne reconstruite pendant l'intervalle de deux visites sera vérifiée ; les réparations nécessaires seront signalées à l'attention du gouvernement responsable, elles devront être exécutées par lui dans le plus bref délai possible.

XI.

La commission sera formée d'une section belge et d'une section anglaise, dont la composition sera identique. Chaque section comprendra :

Un commissaire,
Deux commissaires-adjoints,
Quatre adjoints techniques.

XII.

La Commission mixte se réunira à Elisabethville aux environs du 15 juillet 1927 et commencera son travail de démarcation entre les bornes 22 et 29.

XIII.

Des arrangements sont nécessaires aux fins d'assurer le service médical de la commission, ainsi que pour faciliter les transports, le recrutement des travailleurs et des porteurs, et la fourniture d'une escorte suffisante.

Les autorités du Katanga et de la Rhodésie seront priées de prendre les mesures nécessaires à ce sujet.

XIV.

Chaque gouvernement supportera les dépenses de sa propre commission. Les commissaires s'entendront pour assurer une répartition équitable des dépenses résultant des transports, des matériaux et de la main-d'œuvre nécessaires aux travaux de démarcation, de manière à éviter tout règlement de compte après la fin des travaux.

¹ Non reproduit.

XV.

The decisions and conclusions of the Commissioners shall be submitted for ratification by the two Governments, and the delimitation shall, thereby, become authoritative.

Signed in duplicate at Brussels on the 19th day of March, 1927.

H. S. WINTERBOTHAM, *Colonel*.

HALEWYCK DE HEUSCH.

O. LOUWERS.

MAURY.

APPENDIX I TO No. 3.

RÉSUMÉ OF AGREEMENT RESPECTING WHOLE ANGLO-BELGIAN BOUNDARY FROM LAKE
TANGANYIKA TO PILLAR 46.

In order to facilitate negotiations for the final delimitation and demarcation of the Anglo-Belgian Boundary included in the following four sectors, viz. :

- I. Congo-Zambesi Watershed Section,
- II. Bangweulu Section (Mpanta Meridian),
- III. Luapula River and Lake Mweru Section,
- IV. Mweru-Tanganyika Section,

The conference take occasion to define the points on which agreement has already been reached.

I. — *Congo-Zambesi Watershed Section.*

It is agreed in principle that this boundary is defined upon the ground by the ideal watershed between boundary pillars 1 and 46. Small adjustments to the ideal watershed are envisaged, but pillars 1 and 46 are both already fixed for the following reasons :

(a) *Pillar 1.* — The meridian of Mpanta has been agreed to, and actually provides the only definite point of departure for Sections I and II. The meridian is partially cleared on the ground and the position is known to be substantially correct.

(b) *Pillar 46.* — The position of this point should be agreed to simultaneously by Great Britain, Belgium and Portugal, forming as it does a common point. Great Britain and Portugal have already ratified the treaty dealing with the Angola-Rhodesia boundary and have, therein, agreed to the present position of this pillar. It remains therefore to include that position, as it exists, in the demarcation now to be undertaken.

II. — *Bangweulu Section (Mpanta Meridian).*

There is, for this section, an agreement as to the longitude of the Mpanta Meridian, and upon the fact that the river Luapula does not issue from Lake Bangweulu, and is cut by the Mpanta Meridian south of the Lake.

XV.

L'ensemble du travail des commissaires sera soumis à la ratification des deux gouvernements et la délimitation recevra par celle-ci son caractère définitif.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 19 mars 1927.

HALEWIJCK DE HEUSCH.

O. LOUWERS.

MAURY.

H. S. WINTERBOTHAM, *colonel*.

APPENDICE I A N° 3.

Dans le but de faciliter les négociations au sujet de la délimitation et de la démarcation définitives de la frontière anglo-belge dans les secteurs ci-après :

- I. Secteur de la Crête Congo-Zambèze,
- II. Secteur du Bangweolo (Méridien de Panta),
- III. Secteur du Luapula et du lac Moëro,
- IV. Moëro-Tanganyka,

Les délégués ont défini comme suit les points sur lesquels l'accord a été réalisé.

I. — *Section de la crête Congo-Zambèze.*

Il est admis en principe que la frontière est fixée sur le terrain par la crête de séparation des eaux du Congo et du Zambèze entre les bornes numérotées 1 et 46. De petites rectifications sont envisagées, mais les bornes terminales numérotées 1 et 46 sont considérées comme fixées définitivement, pour les raisons qui suivent :

a) *Borne 1.* — La longitude du méridien de Panta a été admise de commun accord par les deux gouvernements. La borne 1 forme actuellement le point commun aux deux secteurs I et II. La direction de ce méridien est partiellement repérée sur le terrain et la borne paraît établie d'une manière correcte.

b) *Borne 46.* — L'emplacement de ce point aurait dû faire l'objet d'un accord entre la Grande-Bretagne, la Belgique et le Portugal, étant donné qu'il constitue le point commun aux trois pays. La Grande-Bretagne et le Portugal ont ratifié le traité relatif à la frontière entre l'Angola et la Rhodésie et ont accepté de ce fait la position de la borne frontière N° 46. Il reste cependant à inclure cette position telle qu'elle existe dans la démarcation actuelle de la frontière.

II. — *Section du Bangweolo (Méridien de Panta).*

Il y a accord sur la position du méridien de Panta, et sur le fait que la rivière Luapula ne sort pas du lac Bangweolo et est recoupée par ledit méridien au sud du lac.

III. — *Luapula River-Lake Mweru.*

The agreed upon line — the thalweg of the Luapula River to its debouchment into Lake Mweru and the line through Lake Mweru to the point where the river Luvua leaves the Lake, leaving the Island of Kilwa to Rhodesia — is agreed to.

IV. — *Mweru-Tanganyika Section.*

Practically no agreement has been reached in this section. The straight line, defined by treaty, extending from the point where the River Luvua issues from Lake Mweru (on the west) to the Cape Akalunga (on the east) is not possible of demarcation without further agreement.

The western terminal point, chosen with difficulty, and subsequently agreed upon by the Commission of 1913, denies access to the Lake to the town of Pweto — a *modus vivendi* establishes that access temporarily. The eastern terminal point has not so far been agreed to. Cape Akalunga cannot be established. It appears that no such name is recognised, and the intention of the treaty is interpreted in different ways by the parties interested.

O. LOUWERS.

HALEWYCK DE HEUSCH.

MAURY.

H. S. WINTERBOTHAM, *Colonel.*

III. — *Rivière Luapula et lac Moëro.*

L'accord existe sur l'emploi comme frontière du thalweg du Luapula, jusqu'à son embouchure dans le lac Moëro, et sur la ligne traversant le lac jusqu'à la sortie de la Luvua, en laissant l'île de Kilwa à la Rhodésie.

IV. — *Section Moëro-Tanganyka.*

Pratiquement, il n'y a pas accord sur la frontière dans cette section.

La ligne droite définie par le traité s'étendant du point de sortie de la rivière Luvua hors du lac Moëro (à l'ouest) jusqu'au cap Akalunga (à l'est) ne peut être démarquée sans accord préalable.

Le point terminal choisi à l'ouest, déterminé difficilement, et accepté par la Commission de 1913, prive de l'accès au lac la localité de Pweto.

Un *modus vivendi* établit provisoirement cet accès.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent accord en ce qui concerne le point oriental. On ne peut fixer la position du cap Akalunga. Il semble que l'on n'a pu retrouver ce nom, et les intentions du traité sont interprétées différemment par les parties intéressées.

HALEWIJCK DE HEUSCH.

O. LOUWERS.

MAURY.

H. S. WINTERBOTHAM, *colonel*.

N^o 3229. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE LA RHODÉSIE DU NORD ET LE CONGO BELGE. BRUXELLES, LE 7 AVRIL 1933.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 juillet 1933.

(I)

LORD GRANVILLE TO M. PAUL HYMANS.

BRITISH EMBASSY.

BRUSSELS, April 7, 1933.

M. LE MINISTRE,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, having noted the protocols signed on the 1st October, 1929, and the 24th February, 1930, containing the decisions of the Commissioners appointed to delimit and demarcate a section of the boundary between the Belgian Congo and Northern Rhodesia, declare that they approve these protocols and consider as being the exact boundary between these two territories the boundary resulting from the text of the said protocols as printed and annexed hereto and the accompanying maps ².

2. At the end of the protocol of the 1st October, 1929, is an undertaking which may be summarised as follows :

" It was not found possible to effect a modification of the boundary north-west of Mokambo which would have allowed the Belgian railway to construct in this area a short portion of the railway with the object of facilitating the working of the line, but it is agreed that, if at some future date the British interest in that portion of Rhodesian territory which would have to be ceded to Belgium to enable this alteration to be effected should admit, the question of the possibility of a modification of the boundary between the main pillars 22 and 22.II might be considered."

3. His Majesty's Government in the United Kingdom confirm this undertaking. On the other hand, they note the renunciation previously agreed to by the Belgian Government of the

¹ Entré en vigueur le 7 avril 1933.

² Non reproduites.

No. 3229. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN NORTHERN RHODESIA AND THE BELGIAN CONGO. BRUSSELS, APRIL 7, 1933.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 19, 1933.

Nº 1.

² TRADUCTION, — TRANSLATION.

LORD GRANVILLE A M. PAUL HYMANS.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

BRUXELLES, le 7 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ayant pris connaissance des protocoles signés le 1^{er} octobre 1929 et le 24 février 1930, et contenant les décisions des commissaires désignés pour la délimitation et la démarcation d'une section de la frontière entre le Congo belge et la Rhodésie septentrionale, approuve ces protocoles et entend considérer comme étant la frontière exacte entre ces deux territoires celle qui résulte du texte desdits protocoles, tels qu'ils sont imprimés et annexés à la présente note, et des cartes qui les accompagnent³.

2. Le protocole du 1^{er} octobre 1929 contient, à la fin, un engagement qui peut être résumé comme suit :

« Il n'a pas été possible d'établir au nord-ouest de Mokambo une frontière qui eût permis au chemin de fer belge de construire dans cette région une courte variante destinée à faciliter l'exploitation de la ligne, mais il est entendu que si, dans l'avenir, les intérêts britanniques pouvant être en cause dans la portion de territoire rhodésien qui devrait être cédée à la Belgique pour la réalisation de cette variante le permettaient, la question de la possibilité d'une modification de la frontière entre les bornes principales 22 et 22.II pourrait être envisagée. »

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni confirme cet engagement. D'autre part, il prend acte de la renonciation à laquelle le Gouvernement belge a précédemment consenti

¹ Came into force April 7, 1933.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Maps not reproduced.

facilities which the Commissioners had decided to offer it, pending the contemplated rectification of the boundary, so as to allow the Belgian railway to pass through Rhodesian territory.

4. I have the honour to propose that the present note and your Excellency's reply in similar terms shall be regarded as placing on record the agreement arrived at between the two Governments in this matter.

I avail, etc.

GRANVILLE.

N° 2.

M. PAUL HYMANS TO LORD GRANVILLE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BRUXELLES, le 7 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ayant pris connaissance des protocoles signés le 1^{er} octobre 1929 et le 24 février 1930 et contenant les décisions des Commissaires désignés pour la délimitation et la démarcation d'une section de la frontière entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord, approuve ces protocoles et entend considérer comme étant la frontière exacte entre les deux territoires en cause celle qui résulte du texte de ces protocoles, tels qu'ils sont ici annexés et des cartes qui les accompagnent. Je remercie Votre Excellence de cette communication.

De mon côté, j'ai l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement du Roi approuve les mêmes protocoles et entend aussi considérer comme étant la frontière exacte entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord celle qui résulte desdits protocoles et des cartes qui les accompagnent.

La lettre de Votre Excellence rappelle que le protocole du 1^{er} octobre 1929 porte *in fine* une stipulation qui peut être résumée comme suit :

« Il n'a pas été possible d'établir au nord-ouest de Mokambo une frontière qui eût permis au chemin de fer belge de construire dans cette région une courte variante destinée à faciliter l'exploitation de la ligne, mais il est entendu que si, dans l'avenir, les intérêts britanniques pouvant être en cause dans la portion de territoire rhodésien qui devrait être cédée à la Belgique pour la réalisation de cette variante le permettaient, la question de la possibilité d'une modification de la frontière entre les bornes principales 22 et 22.II pourrait être envisagée. »

Votre Excellence a bien voulu me dire que le Gouvernement britannique prend à son compte cette promesse ; le Gouvernement du Roi lui en est reconnaissant. Je tiens, d'autre part, à donner acte à Votre Excellence de la renonciation à laquelle le Gouvernement belge a précédemment consenti, au sujet de facilités que les Commissaires avaient décidé de lui offrir en attendant la rectification de frontière envisagée pour permettre au chemin de fer belge de passer en territoire rhodésien.

Le Gouvernement belge accepte la proposition de Votre Excellence de considérer le présent échange de lettres comme tenant lieu d'instrument de l'accord intervenu entre les deux Gouvernements dans cette matière.

Je saisis, etc.

HYMANS.

au sujet des facilités que les commissaires avaient décidé de lui offrir en attendant la rectification de frontière envisagée pour permettre au chemin de fer belge de passer en territoire rhodésien.

4. J'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre réponse, en termes analogues, soient considérées comme tenant lieu d'instrument de l'accord intervenu entre les deux gouvernements en cette matière.

Je saisis, etc.

GRANVILLE.

(2)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

BRUSSELS, April 7, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency has informed me that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, having noted the protocols signed on the 1st October, 1929, and the 24th February, 1930, containing the decisions of the Commissioners appointed to delimit and demarcate a section of the boundary between the Belgian Congo and Northern Rhodesia, approve these protocols and consider as being the exact boundary between these two territories the boundary resulting from the text of the protocols as annexed hereto, and the accompanying maps. I thank your Excellency for this communication.

On my side I have the honour to inform your Excellency that the Royal Government approves these same protocols, and also considers as being the exact boundary between the Belgian Congo and Northern Rhodesia the boundary resulting from the said protocols and the accompanying maps.

Your Excellency's note recalls that at the end of the protocol of the 1st October, 1929, is an undertaking which may be summarised as follows :

"It was not found possible to effect a modification of the boundary north-west of Mokambo which would have allowed the Belgian railway to construct in this area a short portion of the railway with the object of facilitating the working of the line, but it is agreed that, if at some future date the British interests in that portion of Rhodesian territory which would have to be ceded to Belgium to enable this alteration to be effected should admit, the question of the possibility of a modification of the boundary between the main pillars 22 and 22.II might be considered."

Your Excellency has been so good as to inform me that His Majesty's Government in the United Kingdom confirm this undertaking ; the Royal Government expresses its gratification. On the other hand, I desire to notify your Excellency of the renunciation previously agreed to by the Belgian Government regarding the facilities which the Commissioners had decided to offer it, pending the contemplated rectification of the boundary, for the purpose of allowing the Belgian railway to pass through Rhodesian territory.

The Belgian Government agrees that your Excellency's note and the present note shall be regarded as placing on record the agreement arrived at between the two Governments in this matter.

I avail, etc.

HYMANS.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

PROTOCOLS SIGNED BY THE COMMISSIONERS APPOINTED TO DELIMIT AND DEMARCATÉ THE BOUNDARY BETWEEN NORTHERN RHODESIA AND THE BELGIAN CONGO. OCTOBER 1, 1929, AND FEBRUARY 24, 1930.

No. 1.

PROTOCOL OF OCTOBER 1, 1929, CONTAINING THE DECISIONS OF THE COMMISSIONERS RESPECTING FRONTIER BETWEEN BOUNDARY PILLARS NOS. 11 AND 29.

The undersigned,

Lieutenant-Colonel A. B. CLOUGH, Royal Engineers, Senior British Commissioner, and

F. GENDARME, Lieutenant-Colonel of Colonial Troops, Senior Belgian Commissioner,

Having been duly appointed by their respective Governments to delimit and demarcate the frontier between British and Belgian territory along the Congo-Zambesi watershed, in accordance with the Agreement signed in Brussels between Great Britain and Belgium on the 19th March, 1927 (*vide* Appendix I¹), have surveyed the boundary in accordance with the instructions laid down and have come to the following agreement :

1. The International Frontier between Northern Rhodesia and the Belgian Congo between Boundary Pillar No. Eleven and Boundary Pillar No. Twenty-Nine shall, except where modified by special agreement between us (*vide* Appendix III²), follow as closely as possible the line of ideal watershed separating the River Zambesi from the River Congo.

2. The boundary, as actually demarcated on the ground, consists of a series of straight lines, each of an average length of about 500 metres. These lines have been sited in such a way that they follow, as closely as possible, the line of ideal watershed except where the boundary has been modified (*vide* paragraph 1).

3. At every change of direction between these straight lines a boundary pillar has been erected. The boundary pillars are classified under two heads :

(a) Main boundary pillars (constructed of concrete), at intervals of approximately 5 kilometres along the boundary.

(b) Auxiliary pillars (cairns of stones), at every intermediate point between main pillars.

For details of construction, see Appendix VIII.³

In addition, a lane of 5 metres in width has been cut all along the boundary.

4. The existing numbering of the boundary pillars erected by the 1912-14 Commission has been retained.

As these pillars were, in many cases, at a considerable distance apart, it was found necessary to erect a number of extra main pillars, in order to comply with the instructions that there shall be a main pillar every 5 kilometres approximately.

¹ Appendix I has been omitted, as it is merely a reproduction of a previous agreement. See page 74, of this Volume.

² See page 110, of this Volume.

³ Not reproduced.

PROTOCOLES SIGNÉS PAR LES COMMISSAIRES DÉSIGNÉS POUR LA DÉLIMITATION
ET LA DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE CONGO BELGE ET LA
RHODÉSIE DU NORD. LE 1^{er} OCTOBRE 1929 ET LE 24 FÉVRIER 1930.

N^o 1.

PROTOCOLE SIGNÉ LE 1^{er} OCTOBRE 1929 ET CONTENANT LES DÉCISIONS DES COMMISSAIRES
DÉSIGNÉS POUR LA DÉLIMITATION ET LA DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE.

Les soussignés :

F. GENDARME, lieutenant-colonel des Troupes coloniales, commissaire du
Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, et

A. B. CLOUGH, lieutenant-colonel, R. E., commissaire du Gouvernement de Sa
Majesté britannique,

Dûment mandatés par leurs gouvernements respectifs pour délimiter et démarquer la frontière
entre les territoires belge et britannique le long de la crête de partage Congo-Zambèze, conformément
à l'accord signé à Bruxelles entre la Belgique et la Grande-Bretagne, le 19 mars 1927 (v. Annexe I ¹),
ont par conséquent levé la frontière conformément aux instructions reçues et ont conclu l'accord
suivant :

1. La frontière internationale entre le Congo belge et la Rhodésie du Nord entre les bornes 11
(onze) et 29 (vingt-neuf), suivra, sauf modifications apportées d'un commun accord spécial
(v. Annexe III ²) une polygonale qui serre de près la ligne de crête idéale séparant le bassin du Congo
de celui du Zambèze.

2. La frontière telle qu'elle a été démarquée sur le terrain, est en fait une série d'alignements
droits d'une longueur moyenne de 500 mètres environ. Ces alignements droits ont été tracés de telle
sorte qu'ils suivent, d'aussi près que possible la ligne idéale de la crête, sauf là où la frontière a été
modifiée. (v. 1).

3. A chaque changement de direction de ces différents alignements une borne frontière a été
érigée.

Il y a deux sortes de bornes frontières :

a) Les bornes frontières principales, construites en béton à des distances d'environ
5 kilomètres l'une de l'autre, le long de la frontière.

b) Les bornes auxiliaires (pyramides de pierres) à tous les sommets de la polygonale
entre deux bornes principales. (Pour les détails de construction, v. Annexe VIII³.)

Outre cela, une avenue de 5 mètres de largeur a été coupée tout le long de la frontière.

4. Le numérotage adopté par la Commission de 1912-14 pour désigner les bornes frontières
a été conservé.

Comme ces bornes étaient situées bien souvent à une grande distance l'une de l'autre, il a
été nécessaire d'intercaler un certain nombre de bornes principales, pour se conformer aux
instructions prescrivant l'établissement d'une borne principale environ tous les 5 kilomètres.

¹ Annexe I omise parce qu'elle n'est que la reproduction à titre de référence d'un arrangement
antérieur. Voir page 75, de ce volume.

² Voir page III, de ce volume.

Non reproduite.

These extra main pillars have been numbered by adding Roman numerals to the original numbers, *e. g.*, between B.P. 24 and B.P. 25 it was found necessary to insert four extra main boundary pillars.

These were, therefore, numbered as follows :

24.I., 24.II., 24.III. and 24.IV.

The auxiliary boundary pillars have been designated by adding a letter of the alphabet to the number of the main boundary pillar to which their co-ordinates are referred.

To avoid confusion, in no case has the letter " I " been used. The sequence of lettering runs, therefore, direct from " H " to " J, " omitting " I."

e.g., between B.P. 24.I. and B.P. 24.II. there are eleven auxiliary pillars, which are numbered as follows :

24.I.A., 24.I.B., &c., to 24.I.L.

All numbering is from east to west along the boundary.

5. The actual positions of the boundary pillars are defined as follows :

(a) *Main Pillars.* — By their geographical co-ordinates.

(b) *Auxiliary Pillars.* — By their rectangular co-ordinates on the Cassini projection, the origin for each bay of the boundary between main boundary pillars being the next main pillar to the eastward along the boundary, and the axes of reference the meridian through that point and the line at right angles to it.

6. In Appendix VI¹ will be found a complete list of all boundary pillars, both main and auxiliary, giving the reduced horizontal distance between successive pillars, and the included angles between the successive legs as obtained from direct field measurement and, in addition, provisional values for their co-ordinates of position and altitudes.

In accordance with Section II. 2. of the Brussels Agreement (1927), the original positions of some of the main boundary pillars as sited by the 1912-14 Commission were altered so as to conform to the actual location of the ideal watershed.

A list of the occasions where these original pillars have not been accepted, and where a new position has therefore been selected, will be found in Appendix V.

7. Twenty-five plans on a scale of 1/10,000 are attached to this Protocol (*vide* Appendix VII).¹

These cadastral plans illustrate the run of the boundary from B.P. 11 to B.P. 29, and contain sufficient data for re-establishing any boundary pillars which may be destroyed.

In addition, one special plan¹ is attached illustrating the only important deviation from the ideal watershed in this section of the boundary. The special report dealing with this deviation will be found in Appendix III.²

8. A general description of the boundary will be found in Appendix II.³

9. No fresh determination (by re-survey or re-computation) of the position of any natural feature or boundary pillar mentioned in this Protocol shall alter boundary line as marked on the ground and herein described.

10. Responsibility for the upkeep of boundary pillars and for the clearing of the boundary lines is allocated as follows :

Government of Northern Rhodesia.

From B.P. 11 (inclusive) to B.P. 24 (exclusive).

Government of the Belgian Congo.

From B.P. 24 (inclusive) to B.P. 29 (inclusive).

¹ Not reproduced.

² See page 110, of this Volume.

³ See page 94, of this Volume.

Ces nouvelles bornes principales ont été numérotées en ajoutant un chiffre romain à celui de la borne préexistante ; par exemple entre les bornes 24 et 25 il a été nécessaire d'intercaler quatre bornes principales nouvelles, qui ont été numérotées comme suit :

24.I., 24.II., 24.III. et 24.IV.

Les bornes auxiliaires ont été désignées en ajoutant une lettre de l'alphabet aux chiffres désignant la borne principale à laquelle elle est rattachée par ses coordonnées rectangulaires. Pour éviter les confusions, dans aucun cas la lettre « I » n'a été utilisée. La suite des lettres passe donc immédiatement de « H » à « J, » en omettant la lettre « I. » Par exemple, entre les bornes principales 24.I. et 24.II., il y a onze bornes auxiliaires, marquées comme suit :

24.I.A., 24.I.B..... 24.I.L.

Toutes ces marques sont faites dans l'ordre des bornes de l'est à l'ouest.

5. La vraie position des bornes frontières est définie comme suit :

a) Les bornes principales par leurs coordonnées géographiques.

b) Les bornes auxiliaires par leurs coordonnées rectangulaires, projection de Cassini, l'origine de chaque portion de polygonale, entre deux bornes principales, étant la borne principale immédiatement à l'est, en suivant la frontière, et les axes de références, le méridien de cette borne et un axe perpendiculaire à ce méridien en ce point.

6. L'Annexe VI¹ donne une liste complète de toutes les bornes frontières, tant principales qu'auxiliaires, donnant les distances horizontales entre deux bornes successives, le gisement de deux côtés successifs obtenu par mesure directe sur le terrain et les coordonnées rectangulaires de chaque sommet avec son altitude absolue.

En conformité de la Section II, paragraphe 2, de l'Accord de Bruxelles (1927), la position de quelques bornes principales établies par la Commission 1912-14 a été changée pour se conformer à la détermination réelle de la crête de partage. (L'Annexe V mentionne les anciennes bornes qui n'ont pas été admises et ont été déplacées.)

7. Vingt et une planches à l'échelle du 1/10.000 sont annexées au présent protocole (Annexe VII¹.)

Ces plans cadastraux montrent l'allure de la frontière de la borne principale (B. P.) 11 à la B. P. 29 et contiennent des données suffisantes pour rétablir une borne-frontière quelconque si elle venait à disparaître.

En plus, un plan spécial¹ est ajouté, montrant la seule variante importante apportée à la crête de partage dans cette section de la frontière. Le rapport spécial ayant trait à cette variante constitue l'Annexe III².

8. Une description générale de la frontière fait l'objet de l'Annexe II³.

9. Aucune nouvelle détermination (par levés ou par calculs nouveaux) de la position d'un point naturel ou d'une borne frontière n'apportera une modification à la frontière telle qu'elle est marquée sur le terrain et décrite ici.

10. Il a été convenu d'attribuer la responsabilité de l'entretien des bornes frontières et de l'avenue qui les relie au Gouvernement de la Rhodésie, entre les bornes 11 (inclusivement) et 24 (exclusivement) ; au Gouvernement du Katanga, entre les bornes 24 (inclusivement) et 29 (inclusivement).

¹ Non reproduits.

² Voir page 111, de ce volume.

³ Voir page 95, de ce volume.

It is agreed that each Government shall, annually, ensure that the portion of the boundary for which it is responsible shall be cut or cleared in whatever manner appears suitable, and that the boundary pillars shall be maintained in a proper state of repair.

A joint perambulation and inspection of the boundary shall be made every ten years by representatives detailed by the Governments of Northern Rhodesia and the Belgian Congo to ensure that the boundary is kept properly cleared and that the pillars have not been moved.

The first perambulation shall take place during 1938.

11. In accordance with Section II, paragraph 6, of the Agreement¹ signed at Brussels on the 19th March, 1927, the possibility of effecting a modification to the boundary to the north-west of Mokambo has been investigated.

In consequence of mineral development in that area, it has not been found possible at the present time to effect any such modification.

It is agreed, however, that if at some future date it is found that the small area of Rhodesian territory concerned is not required for a commercial development, the question of the possibility of a modification of the boundary between B.P. 22 and B.P. 22.II. shall be reconsidered.

In the meantime, by virtue of an Agreement² which was signed by the British and Belgian Commissioners on the 15th May, 1929, the Belgian Railway is authorised, under certain conditions, to reconstruct a short portion of the railway through Rhodesian Territory immediately to the south of the Mokambo Hills.

A copy of the above-mentioned agreement is attached to this Protocol (*vide* Appendix IV).²

12. The two original copies of the present Protocol, in English for the British Section and in French for the Belgian Section, are signed this first day of October, nineteen hundred and twenty-nine.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

APPENDIX I.

AGREEMENT SIGNED AT BRUSSELS BETWEEN GREAT BRITAIN AND BELGIUM
ON MARCH 19, 1927.

(Omitted, as it is merely a reproduction of a previous agreement.¹)

APPENDIX II.

GENERAL DESCRIPTION OF THE BOUNDARY, B.P. 11-B.P. 29.

For practically the entire distance from B.P. 11 to B.P. 29, the boundary passes through "savannah bush". Visibility is restricted to 100 to 200 yards at a maximum. The trees average about 40 feet in height and about 6 inches in diameter. As a general rule the undergrowth is not thick. The prevalence of many large ant-hills is a peculiar feature.

¹ See page 74, of this Volume.

² See note on page 114, of this Volume.

Il est entendu que chaque gouvernement, annuellement, prendra les mesures nécessaires pour l'entretien de l'avenue formant la polygonale frontière dans la partie qui lui incombe et que les bornes frontières seront conservées et au besoin réparées.

Une inspection commune de la ligne frontière sera faite tous les dix ans par des représentants délégués par les Gouvernements de la Rhodésie et du Katanga pour s'assurer de l'entretien de la ligne frontière, de l'état et de la situation des bornes.

La première inspection de ce genre aura lieu en 1938.

II. En conformité de la Section II, paragraphe 6, de l'Accord¹ signé à Bruxelles le 19 mars 1927, la possibilité d'amener une modification à la frontière au nord-ouest de Mokambo a été examinée.

Eu égard au développement minier dans cette région, il n'a pas été possible d'apporter une modification pour le moment.

Il est entendu cependant que si, dans l'avenir, il est constaté que la petite portion de territoire rhodésien en cause n'est pas nécessaire à un développement commercial, la question de la possibilité d'une modification de la frontière entre les bornes principales 22 et 22.II. peut être envisagée.

En attendant, à la suite d'un Accord² signé par les commissaires belges et britanniques, le 15 mai 1929, le chemin de fer belge est autorisé, sous certaines conditions, à construire une courte variante du chemin de fer, au travers du territoire rhodésien, immédiatement au sud des Monts Mokambo.

Une copie de cet accord est jointe au présent protocole (A.IV²).

Les deux exemplaires originaux du présent protocole, en français pour la Section belge, en anglais pour la Section britannique, ont été signés le premier octobre mil neuf cent vingt-neuf par :

Le lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

ANNEXE I

ACCORD SIGNÉ A BRUXELLES ENTRE LA BELGIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE,
LE 19 MARS 1927.

[Omise, parce qu'elle n'est que la reproduction à titre de référence d'un arrangement antérieur¹.]

ANNEXE II

DESCRIPTION GÉNÉRALE DE LA FRONTIÈRE.

D'une façon générale, de la borne 11 à la borne 29, la frontière passe au travers d'une savane boisée. La visibilité est réduite à une distance de 100 à 200 mètres au maximum. Les arbres ont une hauteur moyenne d'une douzaine de mètres et un diamètre moyen d'une quinzaine de centimètres. En règle générale, la végétation sous bois n'est pas touffue. Une des caractéristiques du terrain est l'existence de beaucoup de grandes termitières.

¹ Voir page 75, de ce volume.

² Voir remarque sur page 115, de ce volume.

Except on rare occasions the watershed ridge is of a flat-topped nature showing very little rise or fall for a considerable distance on either side. In the following description the terms "unmistakable", "well-defined" and "ill-defined" afford a relative idea as to the nature of the actual watershed ridge.

B.P. 11.

Situated on a prominent summit at the northern extremity at the Kabwa Hills, about 15 miles to the south-east of Ndola.

Its centre point corresponds with the trigonometrical station in the triangulation known as Kabwa.

From B.P. 11 the boundary bears north-north-west for a distance of about 3 miles and then runs due north to B.P. 12. The watershed is ill-defined. Between B.P. 11 and B.P. 12 one additional main boundary pillar has been erected as follows :

B.P. 11.I. : Situated at a distance of about $2\frac{3}{4}$ miles from B.P. 11.

B.P. 12.

Is situated a short distance north of the sources of the Rivers Mwatesi (Rhodesia) and the Makinka (Congo) and lies about 12 miles to the east of Ndola.

Between B.P. 11 and B.P. 11.I. there are 15 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 11.I. and B.P. 12 there are 13 auxiliary boundary pillars.

From B.P. 12 to B.P. 13 the watershed is ill-defined and traverses a large plateau following a general north-westerly direction for about 6 miles, when it bears west-north-west and after 2 more miles B.P. 13 is reached.

Between B.P. 12 and B.P. 13 two additional main boundary pillars have been erected as follows :

B.P. 12.I. : About 3 miles to the north-west of B.P. 12.

B.P. 12.II. : A little over 2 miles to the north-west of B.P. 12.I.

Between B.P. 12 and B.P. 12.I. there are 8 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 12.I. and B.P. 12.II. there are 9 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 12.II. and B.P. 13 there are 10 auxiliary boundary pillars.

B.P. 13.

Situated between the sources of the Rivers Mupatanzi (Rhodesia) and Kaluoza (Congo).

From B.P. 13 the watershed is ill-defined and follows a general north-westerly direction, crossing a large plateau, the slopes of which are gentle towards the Congo but steeper towards the Rhodesian valley of the River Itawa.

B.P. 14 is reached after about 9 miles along the watershed from B.P. 13, the watershed being ill-defined.

Between B.P. 13 and B.P. 14 one supplementary main pillar has been erected as follows :

B.P. 13.I. : Which is situated nearly 4 miles to the north-west of B.P. 13.

Between B.P. 13 and B.P. 13.I. there are 16 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 13.I. and B.P. 14 there are 13 auxiliary boundary pillars.

B.P. 14.

Situated about 3 miles to the east of Misundu (the frontier station of the railway from Ndola to Sakania).

Continuing in a north-westerly direction for about 1 mile after passing B.P. 14, the boundary bears sharp to the west and, swinging round slightly towards the south, reaches B.P. 15, about 3 miles from B.P. 14 measured along the boundary.

Between B.P. 14 and B.P. 15 there are 13 auxiliary boundary pillars.

Sauf dans quelques cas exceptionnels, la ligne de partage est constituée par une crête aplatie dont les pentes restent souvent insensibles sur des distances considérables de part et d'autre. Dans la description qui suit, les termes « évident », « bien défini », et « mal défini » ne peuvent donc donner qu'une idée relative de la nature de la vraie crête de partage.

B.P. 11.

Est située sur un sommet élevé à l'extrémité nord des Monts Kabwa à environ 23 kilomètres de Ndola, au sud-est. Son centre constitue le point trigonométrique de la triangulation dénommée Kabwa.

De la B.P. 11, la frontière se dirige vers le nord-nord-ouest pendant environ 5 kilomètres et puis va vers le nord rejoindre la B.P. 12. La crête de partage est mal définie. Entre B.P. 11 et B.P. 12, *une borne principale* a été intercalée, c'est B.P. 11.I. située à environ 4,5 kilomètres de B.P. 11.

Entre B.P. 11 et B.P. 11 I., 15 bornes auxiliaires sont érigées.

Entre B.P. 11.I. et B.P. 12, 13 bornes auxiliaires sont érigées.

B.P. 12.

Est située à une petite distance au nord des sources de la rivière Mwatesi (Rhodésie) et Makinka (Congo) et se trouve à environ 19 kilomètres à l'est de Ndola et à 9 kilomètres au nord-nord-ouest de Kabwa.

De B.P. 12, à B.P. 13, la crête est mal définie et traverse un large plateau dans une direction générale nord-ouest et arrive à B.P. 13.

Entre B.P. 12 et B.P. 13 deux bornes principales ont été intercalées :

B.P. 12.I. : A environ 5 kilomètres au nord-ouest de B.P. 12.

B.P. 12.II. : A environ 3 kilomètres au nord-ouest de B.P. 12.I.

Entre B.P. 12 et B.P. 12.I. il y a 8 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 12.I. et B.P. 12.II. il y a 9 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 12.II. et B.P. 13 il y a 10 bornes auxiliaires.

B.P. 13.

Est située entre les sources des rivières Mupitanzi (Rhodésie) et Kaluoza (Congo).

De B.P. 13, la crête est mal définie, suit une direction générale nord-ouest et traverse un grand plateau dont le versant est doux vers le Congo, mais plus accusé vers la vallée rhodésienne de la rivière Itawa. La borne 14 se trouve à environ 15 kilomètres de B.P. 13 en suivant cette crête mal définie.

Entre B.P. 13 et B.P. 14, une borne principale a été intercalée :

B.P. 13.I., située à environ 6,5 kilomètres de B.P. 13.

Entre B.P. 13 et B.P. 13.I. il y a 16 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 13.I. et B.P. 14 il y a 13 bornes auxiliaires.

B.P. 14.

Située à environ 5 kilomètres à l'est de la halte de Misundu (station frontière du chemin de fer de Ndola à Sakania).

Continuant dans une direction nord-ouest pendant environ 1500 mètres après la borne 14, la frontière tourne brusquement vers l'ouest et tournant lentement vers le sud, arrive à la B.P. 15, à environ 5 kilomètres en suivant la frontière de B.P. 14.

Entre B.P. 14 et B.P. 15 il y a 13 bornes auxiliaires.

B.P. 15.

Situated immediately to the west of the railway line, just north of Misundu, where the railway crosses from Rhodesia into Congo Territory.

At B.P. 15 the boundary turns sharply towards the south, thus commencing the extensive and very pronounced loop towards Rhodesia, which has a depth of about 5 miles from west to east and is about 15 miles in length from north to south.

The sources of the River Itawa are found a short distance to the south of B.P. s 14 and 15, and the pronounced and marshy valley of the Itawa runs thence in a southerly direction, on the east side of the railway, towards Ndola, 10 miles to the south.

Leaving B.P. 15 in a south-south-westerly direction B.P. 15.I. is reached, about 40 metres north of the Ndola-Nkana road. The actual watershed line is ill-defined. It crosses to the south of the road at this point and, looping first to the west and then northwards, crosses the road again about 1,800 metres farther to the west, at a point which is now B.P. 15.I.D. The boundary here was, however, modified and runs now from B.P. 15.I. to B.P. 15.I.D. at a distance of about 10 metres to the north of the road, thus leaving the road wholly in Rhodesian Territory.

At B.P. 15.I.D. the boundary swings to the north-west away from the road until reaching B.P. 16.

Between B.P. 15 and B.P. 15.I. there are 21 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 15.I. and B.P. 16 there are 15 auxiliary boundary pillars.

B.P. 16.

Is situated on the side of the branch road leading from the main Ndola-Nkana road to Sakania, at a distance of approximately 500 metres from the road junction. This road junction is about 11½ miles from Ndola.

From B.P. 16 the boundary follows a general north-north-westerly direction and B.P. 17 is reached after traversing a wide plateau for a distance of about 3½ miles. The watershed is ill-defined.

Between B.P. 16 and B.P. 17 there are 9 auxiliary boundary pillars.

B.P. 17.

Situated close to, and just to the north-east of the source of the south branch of the River Mwekera (Rhodesia).

Leaving B.P. 17 the watershed ridge becomes rather more pronounced and turns towards the north-west.

B.P. 17.I. : Is reached at a distance of about 3½ miles from B.P. 17. The ridge then becomes less pronounced as the boundary is followed to B.P. 18.

Between B.P. 17 and B.P. 17.I. there are 12 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 17.I. and B.P. 18 there are 10 auxiliary boundary pillars.

B.P. 18.

Situated about 6 miles to the north-west of B.P. 17 and in close proximity to the northern branch of the Mwekera River (Rhodesia) and of the River Kamoka (Congo).

This latter stream drains into a small enclosed basin lying to the north-west of Sakania between the boundary and the Katanga Railway.

Old B.P. 18 was situated at a point where now stands B.P. 18. F. This point lies in open ground resembling a "dembo" from which an open clear view is obtained to the south-west and north-east.

Continuing in a north-westerly direction for about 2 miles after leaving B.P. 18, the boundary then swings round to the north-north-east, thus commencing the northern limits of the big loop which originated at B.P. 15 to the southward. The ridge here is ill-defined.

Between B.P. 18 and B.P. 19 one supplementary main boundary pillar has been erected, viz :

B.P. 18.I. : Situated about 4 miles north-north-west of B.P. 18.

B.P. 15.

Située immédiatement à l'ouest de la voie du chemin de fer, au nord de la halte de Misundu, à l'endroit où le chemin de fer passe de la Rhodésie en territoire congolais.

De B.P. 15 la frontière tourne franchement vers le sud attaquant ainsi la grande poche bien accusée vers la Rhodésie, qui a une profondeur d'environ 8 kilomètres de l'est à l'ouest et une longueur d'environ 25 kilomètres du sud au nord.

Les sources de la rivière Itawa se trouvent à petite distance des B.P. 14 et 15 et la vallée, marécageuse, mais bien accusée, de l'Itawa part de là et suit une direction vers le sud, à l'est du chemin de fer, vers Ndola, qui se trouve à environ 16 kilomètres au sud.

Partant de la B.P. 15 dans une direction sud-sud-ouest, la frontière atteint la B.P. 15.I., à environ 40 mètres de la route de Ndola à Nkana. La vraie crête y est mal définie, elle traverse la route en cet endroit se dirigeant d'abord vers l'ouest puis vers le nord, enfin vers l'ouest elle traverse à nouveau la route à environ 1800 mètres plus loin, à un point qui est maintenant la borne auxiliaire 15.I.D.

La frontière cependant a été modifiée et passe de B.P. 15.I. à 15.I.D. à une distance d'environ 10 mètres au nord de la route, laissant ainsi la route complètement en territoire rhodésien.

A la borne auxiliaire 15.I.D. la frontière laissant la route, tourne vers le nord-ouest jusqu'à la B.P. 16.

Entre B.P. 15 et 15.I. il y a 21 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 15.I. et 16 il y a 15 bornes auxiliaires.

B.P. 16.

Est située au bord de la route qui se dirige vers Sakania et à environ 500 mètres de sa bifurcation de la route de Ndola à Nkana (à environ 18 kilomètres de Ndola).

De B.P. 16, la frontière suit une direction générale nord-nord-ouest et atteint la B.P. 17 après avoir traversé un large plateau d'environ 5 kilomètres. La crête y est mal définie.

Entre B.P. 16 et B.P. 17 il y a 9 bornes auxiliaires.

B.P. 17.

Est située près et au nord-est de la source de la rivière rhodésienne Mwekera (branche méridionale). Partant de B.P. 17, la crête de partage est un peu plus accusée et tourne vers le nord-ouest pour atteindre la B.P. 17.I. à environ 5 kilomètres de B.P. 17. La crête est ensuite moins accusée en se dirigeant vers B.P. 18.

Entre B.P. 17 et 17.I il y a 12 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 17.I. et 18 il y a 10 bornes auxiliaires.

B.P. 18.

Située à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de B.P. 17 et près de la branche septentrionale de la rivière Mwekera (Rhodésie) et la rivière Kamoka (Congo). Ce dernier ruisseau se perd dans un petit bassin fermé se trouvant au nord-ouest de Sakania, entre la frontière et le chemin de fer du Katanga (C.F.K.).

L'ancienne B.P. 18 était située à l'endroit où se trouve maintenant la borne auxiliaire 18.F. Ce point se trouve en terrain découvert prenant l'allure d'un « dembo » (vallée plate non boisée), d'où l'on a des vues vers le sud-ouest et vers le nord-est.

De B.P. 18, continuant dans une direction nord-ouest pendant environ 3 kilomètres, la frontière tourne ensuite vers le nord-nord-est commençant à fermer ainsi vers le nord la grande poche amorcée en B.P. 15. La crête, en cet endroit, est mal définie.

Entre B.P. 18 et B.P. 19, une borne principale a été intercalée :

B.P. 18.I. : Située à environ 6 kilomètres au nord-nord-ouest de B.P. 18.

Immediately after leaving B.P. 18.I. the boundary swings round to the east and at a distance of about 3 miles from B.P. 18.I., B.P. 19 is reached.

Between B.P. 18 and B.P. 18.I. there are 18 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 18.I. and B.P. 19 there are 14 auxiliary boundary pillars.

B.P. 19.

Shortly after leaving B.P. 19 the boundary swings round to the north approaching close to the railway and reaching B.P. 20 at a distance of about 3 miles along the boundary from B.P. 19.

Between B.P. 19 and B.P. 20 there are 11 auxiliary boundary pillars.

B.P. 20.

Situated about 300 metres to the west of the railway. The watershed ridge now becomes well-defined. Leaving B.P. 20 the boundary follows a general north-north-easterly direction for about $1\frac{1}{2}$ miles when it swings round to the north-west and continues thus to B.P. 21 a further distance of about 14 miles. The railway runs more or less parallel to the boundary all the way.

Between B.P. s 20 and 21 four supplementary main boundary pillars have been erected as follows :

B.P. 20. I. : In close proximity to Kilometre 28 on the railway.

B.P. 20. II. : Close to Kilometre 35 on the railway.

B.P. 20.III. : About $4\frac{1}{2}$ miles north-west of B.P. 20.II.

B.P. 20.IV. : Situated on an unmistakable rocky prominence in the vicinity of Kilometre 49 on the railway and about 2 miles to the south-east of Tshofoshi Railway Station.

Between B.P. 20 and B.P. 20. I. there are 11 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 20.I. and B.P. 20.II. there are 22 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 20.II. and B.P. 20.III. there are 19 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 20.III. and B.P. 20.IV. there are 19 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 20.IV. and B.P. 21 there are 25 auxiliary boundary pillars.

B.P. 21.

Situated on a small hill about 2 miles to the north-west of Tshofoshi Station and in close proximity to Kilometre 54 on the railway.

The Rivers Mutundu (Rhodesia) and Tshofoshi (Congo) have their sources in the vicinity of B.P. 21.

Leaving B.P. 21 the boundary continues along the well-defined watershed ridge towards the foot of the very prominent Mokambo Hills.

B.P. 22 is reached at a distance of just over 4 miles from B.P. 21.

Between B.P. 21 and B.P. 22 there are 22 auxiliary pillars.

B.P. 22.

Situated 150 yards to the west of Mokambo Railway Station.

From B.P. 22 the boundary continues towards the north-west and climbs up the steep shoulder of Mokambo Hill to B.P. 22.I. which corresponds with the Main trigonometrical point " Mokambo South ".

Dropping down to a col at B.P. 21.I.D. the boundary turns in a general westerly direction, and, after a series of three very pronounced bends, reaches B.P. 22.III.

The watershed ridge after leaving Mokambo Hill becomes ill-defined once more.

About half-way between B.P. 22.I. and B.P. 22.III. another supplementary main boundary pillar has been erected, viz., B.P. 22.II.

B.P. 22.III. : (A supplementary main pillar) is 100 metres distant from the railway line in the vicinity of Kilometre 86.

De B.P. 18.I., la frontière tourne vers l'est et à environ 5 kilomètres se trouve la B.P. 19 (L'ancienne borne 19 se trouve à 1.300 mètres du point actuel 18.I.L. du côté rhodésien.)

Entre B.P. 18 et 18.I. il y a 18 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 18.I. et 19 il y a 14 bornes auxiliaires.

B.P. 19.

Peu après avoir quitté B.P. 19, la frontière tourne vers le nord se rapprochant du chemin de fer, et atteint la B.P. 20 à environ 5 kilomètres en suivant la frontière.

Entre B.P. 19 et B.P. 20 il y a 11 bornes auxiliaires.

B.P. 20.

Est située à environ 300 mètres à l'ouest du chemin de fer. La crête de partage devient maintenant bien définie. Partant de 20, la frontière suit une direction générale nord-nord-est pendant 2,5 kilomètres environ où elle tourne vers le nord-ouest et suit cette direction générale jusqu'à la borne 21, à une distance d'environ 20 kilomètres. Le chemin de fer suit plus ou moins parallèlement toute cette partie de frontière.

Entre les B.P. 20 et 21, quatre bornes principales intercalées :

B.P. 20.I. : Près du kilomètre 28 du chemin de fer.

B.P. 20.II. : A proximité du kilomètre 35 du chemin de fer.

B.P. 20.III. : A environ 7 kilomètres au nord-ouest de B.P. 20.II.

B.P. 20.IV. : Placée sur une éminence rocheuse caractéristique aux environs du kilomètre 49 du chemin de fer et à environ 3 kilomètres au sud-est de la station du chemin de fer de Tshofoshi.

Entre B.P. 20 et 20.I. il y a 11 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 20. I. et 20.II. il y a 22 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 20.II. et 20.III. il y a 19 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 20.III. et 20.IV. il y a 19 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 20.IV. et 21 il y a 25 bornes auxiliaires.

B.P. 21.

Est située sur une colline à environ 3 kilomètres au nord-ouest de la station de Tshofoshi et près du kilomètre 54 du chemin de fer.

Les rivières Mutundu (Rhodésie) et Tshofoshi (Congo) ont leur source à proximité de la B.P. 21.

Partant de la B.P. 21 la frontière suit la crête de partage bien définie jusqu'au pied des hauts Monts Mokambo. Elle atteint la B.P. 22 à un peu plus de 6,5 kilomètres de 21.

Entre les B.P. 21 et B.P. 22 il y a 22 bornes auxiliaires.

B.P. 22.

Est située à 135 mètres à l'ouest de la gare de Mokambo.

De là, la frontière continue vers le nord-ouest et gravit l'éperon raide des Monts Mokambo vers la B.P. 22.I. qui coïncide avec le point trigonométrique de Mokambo I. (ou Sud). Descendant dans un col à la borne auxiliaire 22.I.D. la frontière tourne dans une direction générale ouest et après une série de trois courbes bien accusées atteint la B.P. 22.III. Ayant quitté la crête des monts Mokambo, la crête de partage, une fois encore, devient mal définie.

A peu près à mi-chemin entre 22.I. et 22.III. une autre borne principale a été intercalée 22.II.

La B.P. 22.III. (qui a été intercalée aussi) est à 100 mètres de distance du chemin de fer, aux environs du kilomètre 86.

From B.P. 22.III. to B.P. 22.IV. the boundary runs towards the west for a distance of about 2 miles and then bends round towards the north reaching B.P. 22.IV. in the close vicinity of Kilometre 91 on the railway. The watershed is ill-defined.

B.P. 22.IV. : (A supplementary main pillar) is situated in the vicinity of Kilometre Post 91 of the railway.

From B.P. 22.IV. the boundary proceeds westwards for about $1\frac{1}{2}$ miles and then bears to the south-west reaching B.P. 23 after a further 2 miles.

Between B.P. 22 and B.P. 22.I. there are 8 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 22.I. and B.P. 22.II. there are 21 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 22.II. and B.P. 22.III. there are 14 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 22.III. and B.P. 22.IV. there are 12 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 22.IV. and B.P. 23 there are 12 auxiliary boundary pillars.

B.P. 23.

Situated about 800 metres to the south of the railway in the vicinity of Kilometre 98.

The old traction road from Tshinsenda crosses the railway from the north side at Kilometre 99 and passes close by B.P. 23 proceeding in a south-easterly direction towards Sakania.

At B.P. 23, the watershed ridge turns sharply to the south and forms a most pronounced loop about 3 miles in depth and of an average width of approximately 2 miles.

The eastern and western sides of this loop are well-defined. The base of the loop, at its south end, is, however, ill-defined.

B.P. 23.I. : At the most south-westerly point on the loop.

B.P. 23.II. : About $1\frac{1}{2}$ miles to the south-west of Lubembe Station.

B.P. 23.III. : The boundary approaches close to the railway once more at Kilometre 108 near which point is situated B.P. 23.III.

From this point the watershed is fairly well-defined and follows a sinuous and roughly westerly direction as far as B.P. 23.VI. which is situated close to Kilometre 118 on the railway, and the railway runs close to and parallel with it all the way. B.P. s 23.IV. and 23.V. are erected in close proximity to, and connected by traverses with, the terminals "B" and "A" respectively of the old Control Base of Tshinsenda.

After leaving B.P. 23.VI. the boundary turns to the south-west for a distance of about $2\frac{1}{2}$ miles, when it swings round rapidly in the form of a loop and, following a general northerly direction, reaches B.P. 24. Along this section the watershed is less well-defined.

B.P. 23.VII. : Situated about $2\frac{1}{2}$ miles south-south-west of B.P. 24 and lies about 200 metres to the east of the Tshinsenda-Nchanga road.

Between B.P. 23 and B.P. 23.I. there are 15 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.I. and B.P. 23.II there are 15 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.II. and B.P. 23.III. there are 10 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.III. and B.P. 23.IV. there are 8 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.IV. and B.P. 23.V. there are 10 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.V. and B.P. 23.VI. there are 7 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.VI. and B.P. 23.VII. there are 16 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 23.VII. and B.P. 24 there are 13 auxiliary boundary pillars.

B.P. 24.

Situated about 190 yards to the west of the main railway track at Tshinsenda Station. The concrete pillar has been constructed alongside and within 2 metres of the small ant-hill in which the pipe, indicating the position, had been fixed by the 1912-14 Commission.

The original pipe has been left *in situ*.

From B.P. 24 and to B.P. 25 the line of watershed separates the waters of the Rivers Muliashi (Rhodesia) and those of the Rivers Tshinsenda and Luina (Congo).

Leaving B.P. 24 it is ill-defined and runs for approximately 5 miles in a north-north-westerly direction, when it makes a sharp bend to the west-north-west and, rising gradually and becoming

De 22.III. jusqu'à 22.IV. la frontière se dirige vers l'ouest sur une distance d'environ trois kilomètres et tourne ensuite vers le nord jusqu'à la B.P. 22.IV. à proximité du kilomètre 91 du chemin de fer ; la crête de partage y est mal définie.

La B.P. 22.IV. (borne intercalée) est située près de la borne kilométrique 91 du chemin de fer.

A partir de 22.IV. la frontière se dirige vers l'ouest pendant environ deux kilomètres puis se dirige vers le sud-ouest pour atteindre la B.P. 23 après trois autres kilomètres.

Entre les B.P. 22 et 22.I. il y a 8 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 22.I. et 22.II. il y a 21 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 22.II. et 22.III. il y a 14 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 22.III. et 22.IV. il y a 12 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 22.IV. et 23 il y a 12 bornes auxiliaires.

B.P. 23.

Est située à environ 800 mètres au sud du chemin de fer, aux environs du kilomètre 98.

L'ancienne route de traction venant de Tshinsenda traverse le chemin de fer plus au nord, au kilomètre 99, et passant près de la B.P. 23 continue dans une direction sud-est vers Sakania.

A la B.P. 23 la crête de partage tourne brusquement vers le sud et dessine une poche très prononcée d'une profondeur d'environ 5 kilomètres et d'une largeur moyenne de 3 kilomètres. Les côtés est et ouest de cette poche sont bien définis ; au fond de la poche, au sud, la crête est mal définie.

La B.P. 23.I. se trouve à la partie la plus méridionale de cette boucle.

La B.P. 23.II. se trouve à environ 2 kilomètres au sud-ouest de la gare de Lubembe.

Puis la frontière se rapproche une fois encore du chemin de fer au kilomètre 108, près duquel est située la B.P. 23.III.

A partir de ce point, la crête de partage est très bien définie et suit en zigzag une direction générale ouest jusqu'à la B.P. 23.VI. qui est située à proximité du kilomètre 118 du chemin de fer et celui-ci suit de très près et parallèlement la frontière dans toute cette section. Les B.P. 23.IV. et 23.V. sont érigées à proximité, et réunies par des traverses, respectivement, aux points B et A de l'ancienne base de contrôle de Tshinsenda.

Après la B.P. (intercalée) 23.VI. la frontière tourne vers le sud-ouest pendant environ 4 kilomètres, puis retourne en forme de boucle vers le nord pour atteindre la B.P. 24. Dans cette section, la crête de partage est moins bien définie.

La B.P. 23.VII. (intercalée) est située à environ 3 kilomètres au sud-sud-ouest de la B.P. 24 et se trouve à environ 200 mètres à l'est de la route de Tshinsenda à Nchanga.

Entre les B.P. 23 et 23.I. il y a 15 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.I. et 23.II. il y a 15 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.II. et 23.III. il y a 10 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.III. et 23.IV. il y a 8 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.IV. et 23.V. il y a 10 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.V. et 23.VI. il y a 7 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.VI. et 23.VII. il y a 16 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 23.VI. et 24 il y a 13 bornes auxiliaires.

B.P. 24.

Est située à environ 180 mètres à l'ouest de la voie principale de la gare de Tshinsenda. La borne en béton a été construite dans l'alignement et à 2 mètres de la petite termitière dans laquelle le tube, indiquant sa position, avait été placé par la Commission 1912-14. Ce tube en question n'a pas été enlevé.

De la B.P. 24 à la B.P. 25, la ligne de partage sépare les eaux des rivières Muliashi en Rhodésie et celles des rivières Tshinsenda et Luina au Congo.

Partant de la B.P. 24, elle est mal définie et suit pendant environ 8 kilomètres une direction nord-nord-ouest, pour faire un coude brusque vers l'ouest-nord-ouest et s'élevant progressivement

well-defined, it reaches a point (B.P. 25) where the very prominent Chiwolere Ridge juts out away to the north-west and the watershed itself turns very sharply to the south-south-west.

Between B.P. 24 and B.P. 25 four supplementary main pillars have been erected as follows :

B.P. 24.I. : About 150 metres from the railway line in the vicinity of Kilometre 130.

B.P. 24.II. : About 500 metres north of Kawimba Railway Station.

B.P. 24.III. : About 3 miles west of B.P. 24.II.

B.P. 24.IV. : About $4\frac{1}{2}$ miles west of B.P. 24.III.

Between B.P. 24 and B.P. 24.I. there are 14 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 24.I. and B.P. 24.II. there are 11 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 24.II. and B.P. 24.III. there are 9 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 24.III. and B.P. 24.IV. there are 19 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 24.IV. and B.P. 25 there are 5 auxiliary boundary pillars.

B.P. 25.

Is situated 750 metres to the south-south-east of the main trigonometrical station on the summit of Chiwolere Hill. It marks the point of intersection of the Congo-Zambesi watershed with the crest of a very prominent ridge and line of hills extending thence in a north-westerly direction and separating the basins of the Rivers Mushosa and Luina (both in the Congo). The concrete pillar is constructed close alongside and within 2 metres of the original pipe inserted by the 1912-14 Commission.

From B.P. 25 the boundary descends sharply towards the south and south-west and continues thus for about 6 miles, separating the head waters of the Rivers Muliashi and Mingomba (Rhodesia) from those of the Chikalonga (Congo). Along this section the watershed is ill-defined. The boundary then runs in a westerly direction, rising quickly to the top of a very prominent ridge which forms the northern limit of the Konkola Hills. Continuing along the crest of this unmistakable ridge, and descending gradually, a point is reached about $1\frac{1}{2}$ miles north of Konkola trigonometrical point, where the boundary bends, first to the north-west and then again to the west, and rises sharply to the summit of an isolated kopje on which stands B.P. 26.

Note. — B.P. 26, as described above, is not situated on the same site or in the vicinity of the original B.P. 26 fixed by the 1912-14 Commission. Old B.P. 26, although within a few metres of the ideal watershed, was not capable of being fixed trigonometrically. An entirely new site was therefore chosen for new B.P. 26.

Between B.P. 25 and B.P. 26, five supplementary main boundary pillars have been erected as under :

B.P. 25.I. : About $3\frac{1}{2}$ miles to the south-west of B.P. 25.

B.P. 25.II. : On a rocky kopje about 500 metres south of the old Traction Road between Baya and Tshinsenda, which was opened during 1928, and about $2\frac{1}{2}$ miles south-west of B.P. 25.I.

B.P. 25.III. : On the top of one of the most prominent rocky kopjes on the ridge mentioned above, and about 2 miles to the west-north-west of B.P. 25.II.

B.P. 25.IV. : Cannot be defined with any relation to any prominent landmark. It is in the normal bush and about 30 metres north of the old Traction Road from Baya to Tshinsenda. It is about $2\frac{3}{4}$ miles to the west of B.P. 25.III.

B.P. 25.V. : On a steep rocky kopje at the western end of the well-defined ridge mentioned above, and about 300 metres to the north of the road, and about $2\frac{1}{4}$ miles west of B.P. 25.IV.

Between B.P. 25 and B.P. 25.I. there are 22 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 25.I. and B.P. 25.II. there are 11 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 25.II. and B.P. 25.III. there are 10 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 25.III. and B.P. 25.IV. there are 12 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 25.IV. and B.P. 25.V. there are 8 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 25.V. and B.P. 26 there are 13 auxiliary boundary pillars.

pour devenir bien définie, elle arrive à la B.P. 25 où la crête des collines Chiwolere prend franchement sa direction nord-ouest et la crête de partage elle-même tourne très brusquement vers le sud-ouest.

Entre les B.P. 24 et 25, quatre bornes principales intercalées :

B.P. 24.I. : A environ 150 mètres du chemin de fer, près du kilomètre 130.

B.P. 24.II. : A environ 500 mètres au nord de la station du chemin de fer de Kawimba.

B.P. 24.III. : A environ 5 kilomètres à l'ouest de *B.P. 24.II.*

B.P. 24.IV. : A environ 7 kilomètres à l'ouest de *B.P. 24.III.*

Entre 24 et 24.I. il y a 14 bornes auxiliaires.

Entre 24.I. et 24.II. il y a 11 bornes auxiliaires.

Entre 24.II. et 24.III il y a 9 bornes auxiliaires.

Entre 24.III. et 24.IV. il y a 19 bornes auxiliaires.

Entre 24.IV. et 25, il y a 5 bornes auxiliaires.

B.P. 25.

Est située à 750 mètres au sud-sud-est du point de la triangulation principale de Kiwolere (Chiwolere), sommet de la montagne du même nom. Elle marque le point d'intersection de la crête Congo-Zambèze avec la crête d'une ligne de faite très proéminente s'étendant de là vers le nord-ouest et séparant les bassins des rivières Luina et Mushosha (toutes deux dans le Congo). La borne en béton est édiflée dans l'alignement et à 2 mètres du tube qu'y avait mis la Commission de 1912-14.

De la B.P. 25, la frontière descend carrément vers le sud puis le sud-ouest et continue pendant une dizaine de kilomètres dans cette dernière direction, séparant les eaux des rivières Muliashi et Mingomba en Rhodésie, de celles de la rivière Chikalonga (Congo). Dans cette section, la crête est mal définie. La frontière se dirige alors vers l'ouest pour gravir rapidement au sommet d'une crête qui constitue la limite nord des monts Konkola. Suivant alors cette crête bien déterminée, elle descend progressivement pour atteindre un point à environ 2 kilomètres au nord du point trigonométrique de Kongola, où la frontière tourne, d'abord vers le nord-ouest puis à nouveau vers l'ouest et monte brusquement sur un petit mont isolé, où se trouve la B.P. 26.

Note. — La B.P. 26 telle qu'elle est maintenant n'est pas située au même point, ni dans les environs de la borne 26 de la Commission de 1912-14. Cette dernière, bien que située à quelques mètres de la vraie crête de partage ne pouvait être rattachée au réseau trigonométrique. Une toute autre place a été choisie pour ce motif pour la nouvelle B.P. 26.

Entre les B.P. 25 et 26, cinq bornes principales intercalées :

B.P. 25.I. : A environ 4,5 kilomètres au sud-ouest de 25.

B.P. 25.II. : Sur une éminence rocheuse à environ 500 mètres au sud de la route rétablie en 1928 (ancienne route de traction entre Baya et Tshinsenda) et à environ 4 kilomètres au sud-ouest de 25.I.

B.P. 25.III. : Au sommet d'une des éminences les plus élevées dont il est question plus haut, et à environ 3 kilomètres à l'ouest-nord-ouest de 25.II.

B.P. 25.IV. : Ne peut être déterminé par aucun détail planimétrique. Elle se trouve sous bois à environ 30 mètres au nord de l'ancienne route de traction rétablie en 1928. Elle est à environ 4,5 kilomètres à l'ouest de 25.III.

B.P. 25.V. : Sur une éminence abrupte, rocheuse, à l'extrémité occidentale de la crête bien déterminée dont il est question plus haut, à environ 300 mètres au nord de la route et à environ 3,5 kilomètres à l'ouest de 25.IV.

Entre les B.P. 25 et 25.I. il y a 22 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 25.I et 25.II. il y a 11 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 25.II. et 25.III. il y a 10 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 25.III. et 25.IV. il y a 12 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 25.IV. et 25.V. il y a 8 bornes auxiliaires.

Entre les B.P. 25.V. et 26 il y a 13 bornes auxiliaires.

B.P. 26.

Situated on a small kopje (as previously described) about 2 miles to the south of Mushoshi Station.

From B.P. 26 the boundary runs first to the north-east for about 2 miles and then turns sharply to the north-west. With many fluctuations the boundary continues in a general north-westerly direction for about 30 miles before reaching B.P. 27. Along the whole of this section the watershed is ill-defined.

Between B.P. 26 and B.P. 27 the boundary runs almost parallel with and at an approximate distance of 10 miles from the River Kafue (Rhodesia).

Nine supplementary main pillars have been erected between B.P. s 26 and 27 as follows :

B.P. 26.I. : Just over 3 miles north of B.P. 26 and roughly $\frac{3}{4}$ mile to the west of the railway in the vicinity of Kilometre 180.

B.P. 26.II. : About $3\frac{1}{2}$ miles to the west-north-west of B.P. 26.I. and about 200 metres to the south of the railway in the vicinity of Kilometre 186.

B.P. 26.III. : About $3\frac{3}{4}$ miles north-west of B.P. 26.II. and 400 metres distant from the railway in the vicinity of Kilometre 193.

B.P. 26.IV. : About 4 miles north-north-west of B.P. 26.III. and about 470 metres west of the railway in the vicinity of Kilometre 200.

B.P. 26.V. : Just over 3 miles north-north-west of B.P. 26.IV.

B.P. 26.VI. : Nearly $2\frac{1}{2}$ miles north-west of B.P. 26.V.

B.P. 26.VII. : Just over $2\frac{1}{2}$ miles north-north-west of B.P. 26.VI.

B.P. 26.VIII. : About 4 miles north-north-east of B.P. 26.VII. and 430 metres to the west of the railway in the vicinity of Kilometre 213.

B.P. 26.IX. : Nearly $3\frac{3}{4}$ miles north-west of B.P. 26.VIII.

From the neighbourhood of Mushoshi Station (north-east of B.P. 26) to a point within 4 miles of B.P. 27 the Belgian Railway runs parallel with and at an average distance of about 1 mile from the boundary.

Between B.P. 26 and B.P. 26.I. there are 18 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.I. and B.P. 26.II. there are 13 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.II. and B.P. 26.III. there are 14 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.III. and B.P. 26.IV. there are 14 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.IV. and B.P. 26.V. there are 13 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.V. and B.P. 26.VI. there are 13 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.VI. and B.P. 26.VII. there are 10 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.VII. and B.P. 26.VIII. there are 19 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.VIII. and B.P. 26.IX. there are 16 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 26.IX. and B.P. 27 there are 11 auxiliary boundary pillars.

B.P. 27.

Is situated nearly 5 miles west-south-west of Baya Station, on the south side of the road leading from Baya to Kipushi.

From B.P. 27 the boundary continues in a roughly north-westerly direction for a distance of about 15 miles when B.P. 28 is reached. At a distance of about 6 miles from B.P. 27 the branch railway from Munama Junction to Kipushi Mine approaches very close to the boundary and continues to run parallel with and about 200 metres from it to within a short distance of Kipushi.

Here the boundary swings away a little to the south-west and then bends sharply again towards the north-west before reaching B.P. 28. The watershed here is ill-defined.

Between B.P. 27 and B.P. 28 five supplementary main pillars have been erected as follows :

B.P. 27.I. : About $3\frac{1}{2}$ miles to the north-west of B.P. 27.

B.P. 27.II. : About 6 miles north-west of B.P. 27 at the point where the Kipushi Railway approaches close to the boundary in the vicinity of Kilometre 21, as measured

B.P. 26.

Est située sur une petite éminence (décrite plus haut) à environ 3 kilomètres au sud de la gare de Musoshi.

De 26, la frontière se dirige d'abord vers le nord-est pendant environ 3 kilomètres puis tourne brusquement vers le nord-ouest. Avec beaucoup de détours, elle continue dans cette direction générale nord-ouest pendant à peu près 50 kilomètres pour atteindre la borne 27.

Entre les bornes 26 et 27, la frontière court presque parallèlement à la rivière Kafue (Rhodésie) et à une distance moyenne d'une quinzaine de kilomètres.

Neuf bornes principales ont été intercalées entre 26 et 27 :

B.P. 26.I. : A environ 5 kilomètres de la *B.P. 26* et à environ 1200 mètres à l'ouest du chemin de fer, à hauteur du kilomètre 180.

B.P. 26.II. : A environ 5,5 kilomètres à ouest-nord-ouest de 26.I. et à près de 200 mètres au sud du chemin de fer à hauteur du kilomètre 186.

B.P. 26.III. : A environ 6 kilomètres au nord-ouest de 26.II. et à 400 mètres du chemin de fer, à hauteur du kilomètre 193.

B.P. 26.IV. : A environ 6,5 kilomètres au nord-nord-ouest de 26.III. et à 470 mètres à l'ouest du chemin de fer, à hauteur du kilomètre 200.

B.P. 26.V. : A 5 kilomètres au nord-nord-ouest de 26.IV.

B.P. 26.VI. : A 4 kilomètres au nord-ouest de 26.V.

B.P. 26.VII. : A 4 kilomètres au nord-nord-ouest de 26.VI.

B.P. 26.VIII. : A environ 6,5 kilomètres au nord-nord-est de 26.VII. à 430 mètres à l'ouest du chemin de fer à hauteur du kilomètre 213.

B.P. 26.IX. : A environ 6 kilomètres au nord-ouest de 26.VIII.

Depuis la proximité de la gare du Musoshi jusqu'à environ 6,5 kilomètres de la *B.P. 27*, le chemin de fer belge suit la frontière à une distance moyenne de 1500 mètres.

Entre les *B.P. 26* et 26.I. il y a 18 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.I.* et 26.II. il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.II.* et 26.III. il y a 14 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.III.* et 26.IV. il y a 14 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.IV.* et 26.V. il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.V.* et 26.VI. il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.VI.* et 26.VII. il y a 10 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.VII.* et 26.VIII. il y a 19 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.VIII.* et 26.IX. il y a 16 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 26.IX.* et 27 il y a 11 bornes auxiliaires.

B.P. 27.

Se trouve à environ 7 kilomètres à l'ouest-sud-ouest de la gare de Baya, sur le côté sud de la route allant de Baya à Kipushi.

De *B.P. 27*, la frontière suit une direction générale nord-ouest sur une distance d'environ 25 kilomètres pour atteindre la *B.P. 28*. A une dizaine de kilomètres de la *B.P. 27*, le raccordement du chemin de fer de Munama à Kipushi se rapproche très près de la frontière et continue à la suivre parallèlement et très près, environ 200 mètres, jusque près de Kipushi. Là la frontière se détourne un peu vers le sud-ouest et retourne ensuite brusquement vers le nord-ouest avant d'atteindre la *B.P. 28*.

La crête de partage est mal définie dans cette section. Entre 27 et 28, cinq bornes principales ont été intercalées :

B.P. 27.I. : Un peu plus de 5 kilomètres au nord-ouest de la *B.P. 27*.

B.P. 27.II. : A environ 9,5 kilomètres au nord-ouest de la *B.P. 27*, à l'endroit où le chemin de fer de Kipushi se rapproche fort de la frontière, à la hauteur du kilomètre 21

from Munama. It is at B.P. 27.II. that the Kipushi boundary modification commences. (See Appendix III.)¹

The railway here is 200 metres to the north of the boundary.

B.P. 27.III. : 200 metres south of the railway in the vicinity of Kilometre 26, and about 3 miles west-north-west of B.P. 27.II.

B.P. 27.IV. : Nearly 3 miles west-north-west of B.P. 27.III. and 200 metres south of the railway line in the vicinity of Kilometre 30.

B.P. 27.V. : On the north side of the Kipushi-Kansanshi road, about 350 metres from the right-angled junction between this road and the old Kipushi Mine-Elisabethville road.

Between B.P. 27 and B.P. 27.I. there are 12 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 27.I. and B.P. 27.II. there are 10 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 27.II. and B.P. 27.III. there are 11 auxiliary boundary pillars.

In addition, an extra pillar has been erected on the boundary line between B.P. 27.II.C. and B.P. 27.II.D., at the point where the road leading towards Baya and Kansanshi crosses the boundary. This road, after crossing the railway at Kilometre 22, rejoins the old road from Kipushi to Elisabethville.

The boundary pillar is constructed of concrete and is similar in all respects to a main pillar. It carries the inscription 27.II.C.-D. and is situated at a distance of 420 metres to the west of 27.II.C.

Between B.P. 27.III. and B.P. 27.IV. there are 11 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 27.IV. and B.P. 27.V. there are 18 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 27.V. and B.P. 28 there are 4 auxiliary boundary pillars.

B.P. 28.

Is situated on the old traction road from Elisabethville through B.P. 30 to Musofi.

From B.P. 28 to B.P. 29 the watershed is ill-defined and runs in a northerly direction, climbing up towards the Mukambo Hills. The actual watershed runs parallel with and from 1 to 2 miles to the west of the prominent Mukambo ridge. B.P. 29 itself is not on the prominent summit called "Mukambo A," but about 1 mile to the west of it.

Between B.P. 28 and B.P. 29, three supplementary main pillars have been erected as follows :

B.P. 28.I. : A little more than 3 miles to the north-north-east of B.P. 28.

B.P. 28.II. : About 3 miles to the north of B.P. 28.I.

B.P. 28.III. : About 4 miles to the north of B.P. 28.II. The River Kafue (Rhodesia) has its source in the vicinity.

Between B.P. 28 and B.P. 28.I. there are 13 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 28.I. and B.P. 28.II. there are 15 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 28.II. and B.P. 28.III. there are 18 auxiliary boundary pillars.

Between B.P. 28.III. and B.P. 29 there are 11 auxiliary boundary pillars.

B.P. 29.

Situated about 1 mile to the west of "Mukambo A" trigonometrical point, the most prominent point on the Mukambo Hills.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

¹ See page 110, of this Volume.

de ce raccordement. C'est à cette borne 27.II. que commence la variante de la frontière de Kipushi (v. Annexe (III))¹. Le chemin de fer court ici à 200 mètres au nord de la frontière.

B.P. 27.III. : Est à 200 mètres au sud du chemin de fer, à hauteur du kilomètre 26 et à environ 5 kilomètres à l'ouest-nord-ouest de la *B.P. 27.II.*

B.P. 27.IV. : A environ 5 kilomètres à l'ouest-nord-ouest de 27.III à 200 mètres au sud du chemin de fer à hauteur de son kilomètre 30.

B.P. 27.V. : Sur le côté nord de la route de Kipushi à Kansanski à environ 350 mètres de sa bifurcation de l'ancienne route Kipushi (mine)-Elisabethville.

Entre les *B.P. 27* et 27.I. il y a 12 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 27.I.* et 27.II. il y a 10 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 27.II.* et 27.III. il y a 11 bornes auxiliaires, plus une borne indicatrice de l'alignement 27.II.C-27.II.D., au point où celui-ci traverse la route qui pénètre en Rhodésie, pour se diriger vers Baya ou Kansanshi après avoir traversé le chemin de fer au kilomètre 22 ; cette route rejoint au Congo, l'ancienne route Kipushi-Elisabethville. Cette borne indicatrice est construite en ciment, comme une borne principale et porte la marque 27.II.C-D. Elle se trouve à 420 mètres à l'ouest de 27.II.C.

Entre *B.P. 27.III.* et 27.IV. il y a 11 bornes auxiliaires.

Entre *B.P. 27.IV.* et 27.V. il y a 18 bornes auxiliaires.

Entre *B.P. 27.V.* et 28 il y a 4 bornes auxiliaires.

B.P. 28.

Est située sur l'ancienne route de traction allant d'Elisabethville vers la borne 30 et Musofi.

De la borne 28 à 29, la crête de partage est mal définie et suit une direction générale nord, montant vers les monts Mukambo. La vraie ligne de partage court parallèlement et à une distance variable de 2 à 3 kilomètres à l'ouest de la chaîne des monts Mukambo. La *B.P. 29* elle-même ne se trouve pas sur le point le plus élevé appelé Mukambo A., mais à environ 1,5 kilomètres de celui-ci, à l'ouest.

Entre les *B.P. 28* et 29, trois bornes principales intercalées :

B.P. 28.I. : A environ 5 kilomètres au nord-nord-est de la *B.P. 28.*

B.P. 28.II. : A environ 5 kilomètres au nord de la *B.P. 28.I.*

B.P. 28.III. : A environ 6,5 kilomètres au nord de 28.II. La rivière Kafue (Rhodésie) a sa source à proximité.

Entre les *B.P. 28* et 28.I. il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 28.I.* et 28.II. il y a 15 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 28.II.* et 28.III. il y a 18 bornes auxiliaires.

Entre les *B.P. 28.III.* et 29 il y a 11 bornes auxiliaires.

B.P. 29.

Située à environ 1,5 kilomètres à l'ouest de Mukambo A, point de triangulation le plus élevé des sommets de la chaîne des monts Mukambo.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

¹ Voir page 111, de ce volume.

APPENDIX III.

SUMMARY OF THE OCCASIONS WHERE THE COMMISSIONERS AGREED TO DEVIATE FROM THE IDEAL WATERSHED WHEN DEMARCATING THE BOUNDARY, SUB-SECTION B.P.II-B.P.29.

(A.)—MAJOR ADJUSTMENTS.

Only one major modification has been effected, namely, in the vicinity of Kipushi.

Special Report on the Modification of the Boundary in the Vicinity of Kipushi.

When locating the line of ideal watershed in the vicinity of Kipushi (approximately 25 kilometres to the south-west of Elisabethville), it was found that the branch railway line running from Munama (a station on the main C.F.K. line at Kilometre 240) to Kipushi crossed over the watershed into Rhodesian territory at varying intervals along the total length of approximately 3 to 4 kilometres.

At the first time of crossing it remained on the Rhodesian side of the watershed for 800 metres, but lay close to it. It then recrossed and remained on the Belgian side for nearly $5\frac{3}{4}$ kilometres, when it again crossed over into Rhodesia.

This time it remained for 2,600 metres on the Rhodesian side of the watershed, for a considerable part of which it ran close to the watershed line. At the end nearest to Kipushi, however, the watershed makes a re-entrant into the Congo, thus causing the railway to cut off a triangle whose greatest depth was about 530 metres.

The instructions to the Commissioners laid down that properties lying athwart the ideal watershed should be left undivided as far as possible, but the good faith and economic importance of each particular case should be taken into account and no encroachment subsequent to the 19th March, 1927, should be considered.

The portion of the railway under consideration was in operation in April 1926, so this latter contingency did not arise.

Owing to the thickly wooded nature of the country, the actual watershed is nowhere obvious and the good faith of the railway engineers who sited the railway must be acknowledged.

There remains the economic clause to be considered. From the available evidence it would not appear that the land in question had any obvious economic value.

The then Senior British Commissioner, Lieutenant-Colonel D. Cree, R.E., therefore agreed to allow this encroachment to stand and to trace the boundary line so as to run parallel to the railway and at such a distance from it as not to cramp it.

On the suggestion of the Belgian Commissioner, it was agreed that, in compensation for the area thus ceded by the British Commissioner, the boundary should be traced parallel to the railway and at 200 metres from it, from the point where it first crossed over into Rhodesia as far as the point where it finally crossed back into the Congo.

On this basis, the exchanges of area were approximately equal.

The attached plan¹, drawn on a scale of 1/10,000, shows :

- (a) The line of ideal watershed.
- (b) The line of railway.
- (c) The boundary agreed to by the British and Belgian Commissioners.

We, the undersigned, therefore, being duly authorised, under the provisions of Section II of the Technical Instructions², to make certain modifications and adjustments to the watershed

¹ Not reproduced.

² Not reproduced.

ANNEXE III

RECTIFICATIONS APPORTÉES A LA CRÊTE DE PARTAGE CONGO-ZAMBÈZE.

I. — RECTIFICATIONS IMPORTANTES.

Une seule rectification importante a été apportée et c'est dans la région de Kipushi, voici dans quelles circonstances :

Lors de la recherche de la crête de partage idéale dans les environs de Kipushi (à environ 25 kilomètres au sud-ouest d'Elisabethville), il fut découvert que l'embranchement du chemin de fer de Munama (gare de la ligne du C. F. K. au kilomètre 240) à Kipushi, traversait cette crête de partage et passait en territoire rhodésien, par intermittence, sur une longueur totale de 3,4 kilomètres.

La première fois que la voie traversait la crête, elle restait en territoire rhodésien pendant 800 mètres, mais restait tout près de la crête. Elle repassait ensuite au Congo pendant environ 5,7 kilomètres et, de nouveau, passait en Rhodésie.

Cette fois elle y restait pendant plus de 2 kilomètres mais, la plupart du temps, assez près de la crête de partage ; cependant, vers Kipushi, la crête fait une boucle vers le Congo faisant ainsi couper au chemin de fer un triangle, dont la plus grande profondeur était d'environ 530 mètres.

Les instructions des commissaires prescrivent que les propriétés chevauchant la crête de partage idéale doivent être, autant que possible, respectées, en tenant compte de la bonne foi et de l'importance économique de l'empiètement ; il ne serait toutefois tenu compte d'aucun de ces empiètements postérieurs au 19 mars 27.

L'embranchement du chemin de fer en question était en exploitation depuis avril 1926, de sorte que son empiètement devait être pris en considération.

La région vers ces endroits étant très boisée, la crête de partage n'apparaît nulle part d'une façon évidente et la bonne foi des techniciens qui étudièrent le tracé du chemin de fer doit être reconnue.

Quant au point de vue économique, les renseignements que l'on possédait ne faisaient prévoir aucune valeur économique évidente pour le terrain en litige.

Le Commissaire britannique d'alors, le lieutenant-colonel du génie D. Cree, R. E., dans ces circonstances acquiesça au maintien des empiètements et à tracer la frontière de manière à la faire courir parallèlement à la voie existante et à une distance suffisante pour lui donner de l'air.

Sur la proposition du Commissaire belge, il fut entendu que, en compensation du terrain ainsi cédé par le Commissaire britannique, la frontière serait démarquée suivant une parallèle à la voie et à 200 mètres de celle-ci, depuis le point où elle passait la première fois en Rhodésie jusqu'au point où elle rentrait définitivement en territoire congolais.

De cette façon, l'échange de terrain se compensait à peu près.

Le plan au 1/10.000 ci-annexé¹, montre :

- a) La ligne idéale de la crête de partage.
- b) La voie du chemin de fer.
- c) La frontière telle qu'elle a été adoptée par les Commissaires belge et britannique.

En conséquence, nous soussignés, étant dûment autorisés par les pouvoirs que nous confère la Section II de nos instructions techniques² d'apporter certaines modifications et rectifications à la

¹ Non reproduit.

² Non reproduites.

boundary as seems desirable for special reasons, do agree that the line of boundary between B.P. 27.II. and B.P. 27.IV. shall be so modified as to leave entirely in Belgian territory the line of railway from Munama to Kipushi, in so far as it existed in the month of August 1927. This modification is to be interpreted as it has been actually marked, on the ground, by boundary pillars and auxiliary beacons, by this present Commission, and as illustrated by the attached plan¹ (scale 1/10,000), which represents the topographical features and line of boundary between B.P. 27.II. and B.P. 27.IV.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

(B.)—MINOR ADJUSTMENTS.

1. Between B. P. 15 and B.P. 16, it was found that the line of ideal watershed made a loop towards the south in such a way that a portion of the main Ndola-Nkana road remained on the Belgian side of the watershed for a length of about 1,800 metres.

In exchange for a series of small concessions at various places along the railway between B.P. 20 and B.P. 23.VII. (see paragraph 2, A, below), the boundary between B.P. 15 and B.P. 16 was modified in such a way as to leave the Ndola-Nkana road entirely in Rhodesian territory.

Along the stretch of road in question the boundary has therefore been demarcated at a distance of 10 metres on the north side of the road. This modification takes effect between B.P. 15.I. and B.P. 15.I.D. on the newly-located boundary. (See attached Sketch Map, "A." ¹.)

2. On locating the line of ideal watershed it was found that at several places between B.P. 20 and B.P. 27 the watershed line approached very close to the railway.

As it is essential, in the case of a railway running through tropical bush country, to be able to cut and clear a width of trees and undergrowth on either side of the track as a fire precaution, the boundary was modified in all such cases in such a way that it should nowhere approach closer than 100 metres to the centre line of the track.

Such minor adjustments were effected as follows :

A.—Between B.P. 20 and B.P. 23.VII.

- (1) In the neighbourhood of Kilometre 31.
- (2) In the neighbourhood of Mokambo Station.
- (3) In the neighbourhood of Kilometres 91, 92 and 94.
- (4) At several places to the east and west of Kilenko Station between B.P. 23.III. and B.P. 23.VII.

In exchange for this series of small concessions, the boundary was modified between B.P. 15 and B.P. 16 (see paragraph 1), where the Ndola-Nkana road was found to lie for a certain distance on the Belgian side of the watershed.

B.—At Tshinsenda Station.

Between B.P. 24 and B.P. 24.C. the watershed line approached so close to the railway that, without modification, much inconvenience would have been caused to the station authorities with regard to the provisions of a fire guard and the erection of station buildings.

¹ Not reproduced.

crête-frontière dans certains cas spéciaux, convenons que la ligne frontière entre les B.P. 27.II. et 27.IV. sera modifiée de manière à laisser entièrement belge la ligne de chemin de fer de Munama à Kipushi, telle qu'elle existait au mois d'août 1927. Cette modification doit être interprétée telle qu'elle a été marquée sur le terrain par des bornes-frontière principales et auxiliaires par la présente commission et telle qu'elle est reportée sur le plan ci-annexé¹ (échelle du 1/10.000) qui reproduit les détails planimétriques et la ligne-frontière entre les B.P. 27.II. et 27.IV.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH.

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

II. — RECTIFICATIONS PEU IMPORTANTES.

1. Entre les bornes principales 15 et 16, il a été découvert que la ligne idéale de partage des eaux faisait une boucle vers le sud d'une telle façon qu'une partie de la route principale de Ndola à Nkana était tracée sur une distance d'environ 1800 mètres dans le bassin du Congo.

En échange pour une série de petites concessions en différents endroits le long du chemin de fer entre les B.P. 20 et 23.VII. (v. paragraphe 2.A. ci-dessous), la frontière entre les B.P. 15 et 16 a été rectifiée de manière à laisser entièrement en territoire rhodésien la route de Ndola à Nkana (v. croquis)¹.

Le long de la portion litigieuse en question la frontière a, par conséquent, été tracée à une distance de 10 mètres au nord de ladite route. Cette rectification prend place entre la borne principale 15.I. et la borne auxiliaire 15.I.D. le long de la frontière corrigée.

2. En établissant la ligne idéale de partage des eaux Congo-Zambèze, il a été découvert que, en plusieurs endroits entre les bornes principales 20 et 27, la crête de partage se rapproche très près du chemin de fer.

Comme il est important, pour un chemin de fer traversant une contrée tropicale boisée, de pouvoir déboiser et débroussailler le terrain des deux côtés de la voie, pour se prémunir contre les dangers d'incendie, la frontière a été rectifiée de manière à ne jamais se rapprocher de l'axe de la voie à moins de 100 mètres.

De petites rectifications de ce genre ont été apportées dans les cas suivants :

A. Entre les B.P. 20 et 23.VII.

- a) Aux environs du kilomètre 31.
- b) Aux environs de la gare de Mokambo.
- c) Aux environs des kilomètres 91, 92 et 94.
- d) A plusieurs endroits à l'est et à l'ouest de la gare de Kilinko entre la B.P. 23.III. et la B.P. 23.VII.

En échange pour cette série de petites concessions, la frontière a été rectifiée entre les bornes 15 et 16 (v. paragraphe 1), où la route de Ndola à Nkana passait sur une certaine distance en territoire belge.

B. A la gare de Tshinsenda :

Entre la B.P. 24 et la borne auxiliaire 24.C., la crête de partage se rapprochait si près de la voie que, sans rectification, les autorités de la gare auraient éprouvé beaucoup de difficultés à se préserver des feux de brousse et à construire les bâtiments indispensables dans une station.

¹ Non reproduit.

At the same time, working back from B.P. 24 towards B.P. 23.VII. the watershed line put a stretch of nearly 1,000 metres of the road from Tshinsenda to Nchanga into Belgian territory.

A small local exchange of territory was therefore effected which would :

- (a) Satisfy the requirements of the Belgian Railway.
- (b) Put the Tshinsenda-Nchanga road entirely in Rhodesian territory.

C.—*Between B.P. 24 and B.P. 27.*

On two occasions the boundary was slightly modified so as to be 100 metres from the railway.

Both these small adjustments were taken into account in making the exchange near Tshinsenda Station (see paragraph 2, B).

3. Between B.P. 25 and B.P. 25.D. it was found that an iron claim which had been pegged by the Bwana M'Kubwa Mining Company (Rhodesia) lay athwart the watershed line.

At the request of the British Commissioner and in accordance with Section II, paragraph 4, of the Brussels Agreement (1927), the boundary was slightly modified in order to preserve the claim intact. (See attached Sketch Map " B " ¹.)

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

APPENDIX IV.

AGREEMENT BETWEEN THE COMMISSIONERS OF MAY 15, 1929, REGARDING CONSTRUCTION OF
BELGIAN RAILWAY NEAR MOKAMBO.

(Not reproduced, as being of none effect.)

APPENDIX V.

DETAILS REGARDING THE BOUNDARY PILLARS WHOSE ORIGINAL (1912-14) POSITIONS HAVE NOT
BEEN RETAINED.

B.P. 12.

The old B.P. 12 lay within 3 metres of the actual watershed, close to what is now B.P. 11.I.K. A new position for B.P. 12 has been selected 1,450 metres farther to the north-west along the watershed where it was found possible to tie in the boundary traverse to a trigonometrically fixed point.

B.P. 13.

The old B.P. lay within 50 metres of the actual watershed, between what are now B.P. 12.II.G. and B.P. 12.II.H. A new position for B.P. 13 has been selected for the same reason as applies to B.P. 12 (above) and is about 1,350 metres to the north-west of the old site.

B.P. 14.

The old B.P. 14 was found to lie 400 metres on the Rhodesian side of the true watershed line. As this exceeded the limit allowed by our instructions a new position was selected on the actual line of watershed.

¹ Not reproduced.

D'un autre côté, en allant en arrière de la borne 24 vers la borne 23.VII., la crête de partage coupait sur une longueur d'à peu près 1000 mètres la route de Tshinsenda à Nchanga mettant cette partie en territoire belge.

Ces deux circonstances provoquèrent un petit échange de territoire qui avait l'avantage de :

- a) Satisfaire aux besoins du chemin de fer belge.
- b) Laisser entièrement en territoire rhodésien la route de Tshinsenda à Nchanga.

C. Entre les B.P. 24 et 27

1. Entre la B.P. 25 et la borne auxiliaire 25.D., à la demande du Commissaire britannique, en vertu de l'article II, paragraphe 4 de la convention de Bruxelles et pour respecter un piquetage et une propriété minière déclarés en 1912 par la Bwana Mkubwa Mining Company, la frontière a été légèrement modifiée comme l'indique le croquis ci-joint ¹.

2. Deux fois une petite rectification a été apportée. Les deux furent très peu importantes et prises en considération lors de la rectification faite, près de la gare de Tshinsenda.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

ANNEXE IV

ACCORD INTERVENU ENTRE LES COMMISSAIRES ET CONCERNANT LA CONSTRUCTION DE LA VARIANTE
DU CHEMIN DE FER PRÈS DE MOKAMBO.

(Pas reproduit comme devenu inutile.)

ANNEXE V

LISTE DES ANCIENNES BORNES FRONTIÈRES (1912-14) DONT LA POSITION N'A PAS ÉTÉ CONSERVÉE
PAR LA PRÉSENTE COMMISSION.

B.P. 12.

L'ancienne borne 12 se trouve à environ 3 mètres de la vraie crête de partage, près de la borne auxiliaire actuelle marquée 11.I.K. On a choisi une nouvelle position pour la B.P. 12, à environ 1.450 mètres plus au nord-ouest le long de la crête de partage, pour pouvoir relier ce point de la polygonale à la triangulation générale du pays.

B.P. 13.

L'ancienne borne 13 se trouve à une cinquantaine de mètres de la vraie crête de partage, entre les bornes auxiliaires actuelles 12.II.G. et 12.II.H. On a changé la position de cette borne pour les mêmes raisons que pour la B.P. 12, et elle se trouve maintenant à environ 1.350 mètres au nord-ouest de son ancienne place.

B.P. 14.

L'ancienne B.P. 14 se trouve être à 400 mètres de la vraie crête de partage, en territoire rhodésien. Comme cette distance sortait de la marge admise par nos instructions, elle a été ramenée sur la vraie crête de partage.

¹ Non reproduit.

B.P. 15.

No marked pipe was found representing old B.P. 15, but two small pillars on either side of the railway were discovered. It is assumed that these marked the actual dividing line on the railway between Rhodesia and the Belgian Congo.

The new position of B.P. 15 is on the actual watershed line immediately on the west side of the railway. The two small pillars referred to above lay within about 10 metres of the true watershed, and from 40 to 50 metres on either side of the railway.

B.P. 16.

Old B.P. 16 was found to lie 280 metres on the Congo side of the true watershed. As this exceeded the limiting distance allowed, a new position was selected on the actual watershed line.

B.P. 17.

Old B.P. 17 lay correctly on the actual watershed, but was inconveniently situated for tying into a trigonometrically fixed point. Old B.P. 17 is situated in close proximity to what is now B.P. 17.D. on the newly-located boundary.

B.P. 18.

Old B.P. 18 was found to lie correctly on the line of ideal watershed, but its position was not suitable for tying into a trigonometrically fixed point.

New B.P. 18 was therefore sited about 2,400 metres farther to the south-east along the watershed.

Old B.P. 18 practically coincides with what is now B.P. 18.F. on the newly-located boundary.

B.P. 19.

Old B.P. 19 was found to lie more than 1,000 metres on the Rhodesian side of the watershed.

A new position for B.P. 19 was therefore selected with due regard for ease in tying into a trigonometrically fixed point, about 2,500 metres farther to the east.

Old B.P. 19 lies about 1,300 metres to the north-west of new B.P. 18.I.L.

B.P. 20.

Old B.P. 20 was found to lie about 350 metres on the Rhodesian side of the true watershed line. A new site for B.P. 20 was therefore selected on the actual watershed, about 350 metres to the east-south-east of old B.P. 20.

B.P. 21.

Old B.P. 21 was correctly sited on the watershed, but a new position for new B.P. 21 was selected 30 metres farther to the north-west so as to facilitate fixation by triangulation.

B.P. 22.

Old B.P. 22 was within 50 metres of the watershed, but as its position was less than 100 metres from the railway, a new position was selected at the full distance of 100 metres from the track.

B.P. 26.

Old B.P. 26 was found to lie within 50 metres of the true watershed line, but was inconveniently situated for fixing trigonometrically. A new site for B.P. 26 was therefore selected on a small kopje, lying on the watershed, about 1,500 metres to the south-west of old B.P. 26.

B.P. 15.

Aucun tube estampillé n'a été retrouvé représentant la borne 15, mais deux petites bornes de chaque côté de la voie du chemin de fer furent découvertes. Il est probable que ces deux points marquaient la ligne où le chemin de fer passait de Rhodésie au Congo belge.

La nouvelle position de la B.P. 15 est exactement sur la crête de partage, immédiatement à l'ouest de la voie. Les deux petites bornes mentionnées plus haut se trouvent à une dizaine de mètres de la vraie crête et à une cinquantaine de mètres de chaque côté de la voie.

B.P. 16.

L'ancienne borne 16 se trouvait à 280 mètres, du côté congolais, de la vraie crête de partage. Comme elle sortait des limites permises, on lui a attribué une nouvelle position, sur la vraie crête de partage.

B.P. 17.

L'ancienne borne 17 est bien sur la vraie crête, mais sa situation ne convenait pas pour son rattachement au réseau de triangulation ; elle se trouve maintenant très près de la borne auxiliaire 17.D. de la nouvelle frontière.

B.P. 18.

L'ancienne borne 18 était bien située sur la crête de partage, mais elle a été changée pour la même raison que la borne 17. La nouvelle borne 18 est placée maintenant environ 2.400 mètres plus au sud-est, le long de la crête. L'ancienne borne 18 se trouve être maintenant à la nouvelle borne auxiliaire marquée 18.F.

B.P. 19.

L'ancienne borne 19 se trouvait à plus de 1.000 mètres, du côté rhodésien, de la crête de partage.

Une nouvelle position pour la borne 19 a été choisie permettant aussi sa jonction au réseau trigonométrique de triangulation, à environ 2.500 mètres plus à l'est.

L'ancienne borne 19 se trouve à 1.300 mètres au nord-ouest de la nouvelle borne auxiliaire 18.I.L.

B.P. 20.

L'ancienne borne 20 se trouvait à environ 350 mètres, du côté rhodésien, de la crête de partage. Elle a pour ce motif été déplacée et mise sur cette crête, à environ 350 mètres à l'est-sud-est de l'ancienne borne 20.

B.P. 21.

L'ancienne borne 21 était bien placée sur la crête ; elle a été néanmoins déplacée à 30 mètres plus au nord-ouest pour faciliter son rattachement à la triangulation.

B.P. 22.

L'ancienne borne 22, à 50 mètres près, se trouvait sur la crête, mais comme elle se trouvait à moins de 100 mètres du chemin de fer, elle a été déplacée et mise à 100 mètres de la voie.

B.P. 26.

L'ancienne borne 26 se trouvait à une cinquantaine de mètres de la crête de partage idéale, mais était mal située pour être rattachée à la triangulation. Une autre position a été choisie sur une petite éminence plus favorable, sur la crête de partage, à environ 1.500 mètres au sud-ouest de l'ancienne borne 26.

B.P. 27.

Old B.P. 27 lay about 800 metres on the Rhodesian side of the watershed, thus exceeding the limit allowed. New B.P. 27 lies therefore about 800 metres to the south-east of old B.P. 27.

B.P. 28.

Old B.P. 28 lay just over 300 metres on the Congo side of the watershed, thus exceeding the limit allowed. A new site was therefore selected 320 metres west-south-west of old B.P. 28.

B.P. 29.

Old B.P. 29 was erroneously sited on top of Mukambo Hill, which is not on the watershed. A new site has been selected, which is roughly one mile farther to the west on much lower ground, and on the ideal watershed.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

No. 2.

PROTOCOL OF FEBRUARY 24, 1930, CONTAINING THE DECISIONS OF THE COMMISSIONERS RESPECTING FRONTIER BETWEEN BOUNDARY PILLARS NOS. 29 AND 33.

The Undersigned :

Lieutenant-Colonel A. B. CLOUGH, Royal Engineers, Senior British Commissioner; and

F. GENDARME, Lieutenant-Colonel of Colonial Troops, Senior Belgian Commissioner,

Having been duly appointed by their respective Governments to delimit and demarcate the frontier between British and Belgian territory along the Congo-Zambesi watershed, in accordance with the Agreement signed in Brussels between Great Britain and Belgium on the 19th March, 1927 (*vide* Appendix I¹), have surveyed the boundary in accordance with the instructions laid down and have come to the following agreement :

1. The International Frontier between Northern Rhodesia and the Belgian Congo between Boundary Pillar Number twenty-nine and Boundary Pillar Number thirty-three shall follow as closely as possible the line of ideal watershed separating the River Zambesi from the River Congo.

2. The boundary, as actually demarcated on the ground, consists of a series of straight lines, each of an average length of about 500 metres. These lines have been sited in such a way that they follow, as closely as possible, the line of ideal watershed.

3. At every change of direction between these straight lines a boundary pillar has been erected. The boundary pillars are classified under two heads :

(a) Main Boundary Pillars (constructed of concrete) at intervals of approximately 5 kilometres along the boundary.

(b) Auxiliary pillars (cairns of stones) at every intermediate point between main pillars.

In addition, a lane of 5 metres in width has been cut all along the boundary.

¹ See page 74, of this Volume.

B.P. 27.

L'ancienne borne 27 se trouvait à environ 800 mètres, du côté rhodésien, de la crête de partage idéale, sortant donc des limites permises. La nouvelle borne 27 a été déplacée pour cette raison à environ 800 mètres sud-est de l'ancienne, sur la crête.

B.P. 28.

L'ancienne borne 28 se trouvait à 300 mètres, du côté congolais, de la crête de partage, sortant ainsi des limites permises. Sa nouvelle position est à environ 320 mètres à l'ouest-sud-ouest de l'ancienne.

B.P. 29.

Par erreur, l'ancienne borne avait été placée au sommet du mont Mukambo, qui n'est pas sur la crête. La nouvelle borne 29 est à environ 1,5 kilomètre plus à l'ouest, en terrain beaucoup plus bas, mais sur la crête de partage idéale.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

N° 2.

PROTOCOLE EN DATE DU 24 FÉVRIER 1930, CONTENANT LES DÉCISIONS DES COMMISSAIRES DÉSIGNÉS
POUR LA DÉLIMITATION ET LA DÉMARCATIION DE LA FRONTIÈRE.

Les soussignés :

Lieutenant-colonel F. GENDARME, des troupes coloniales, commissaire du Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges ; et

Lieutenant-colonel A. B. CLOUGH, R.E., commissaire de Sa Majesté britannique,

Dûment mandatés par leur gouvernement respectif pour délimiter et démarquer la frontière entre les territoires belge et britannique le long de la crête Congo-Zambèze, en conformité de l'accord signé à Bruxelles entre la Belgique et la Grande-Bretagne le 19 mars 1927¹, ont levé la frontière conformément aux instructions reçues et sont tombés d'accord sur les arrangements suivants :

1. La frontière internationale entre le Congo et la Rhodésie du Nord, comprise entre les bornes principales N°s 29 et 33 suivra d'aussi près que possible la ligne idéale de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Zambèze.

2. La frontière, comme elle est démarquée sur le terrain, est une succession de lignes droites d'une longueur moyenne de 500 mètres. Ces lignes ont été tracées de manière à se trouver le plus près possible de la ligne idéale de partage des eaux.

3. A chaque changement de direction de ces lignes droites, une borne a été élevée. Ces bornes frontières sont de deux espèces :

a) Les bornes principales (construites en ciment) à des intervalles d'environ 5 kilomètres le long de la frontière.

b) Les bornes auxiliaires (pyramides de pierres) à chaque point intermédiaire entre les bornes principales.

De plus, une avenue de 5 mètres de largeur a été coupée sous bois tout le long de la frontière.

¹ Voir page 75, de ce volume.

4. The existing numbering of the boundary pillars erected by the 1912-14 Commission has been retained.

As these pillars were, in many cases, at a considerable distance apart, it was found necessary to erect a number of extra main pillars, in order to comply with the instructions that there shall be a main pillar every 5 kilometres approximately.

These extra main pillars have been numbered by adding Roman numerals to the original numbers: *e.g.*, between B.P. 29 and B.P. 30 it was found necessary to insert six extra main boundary pillars. These were therefore numbered as follows:

29.I., 29.II., 29.III., 29.IV., 29.V., and 29.VI.

The auxiliary boundary pillars have been designated by adding a letter of the alphabet to the number of the main boundary pillar to which their co-ordinates are referred.

To avoid confusion, in no case has the letter "I" been used. The sequence of lettering runs, therefore, direct from "H" to "J", omitting "I".

E.g.: Between B.P. 29.I. and B.P. 29.II. there are sixteen auxiliary pillars which are numbered as follows:

29.I.A., 29.I.B., etc., to 29.I.Q.

All numbering is from east to west along the boundary.

5. The actual positions of the boundary pillars are defined as follows:

(a) *Main Pillars*. By their geographical co-ordinates.

(b) *Auxiliary Pillars*. By their rectangular co-ordinates on the Cassini projection, the origin for each bay of the boundary between main boundary pillars being the next main pillar to the eastward along the boundary, and the axes of reference the meridian through that point and the line at right angles to it.

6. In Appendix IV¹ will be found a complete list of all boundary pillars, both main and auxiliary, giving the reduced horizontal distance between successive pillars, and the included angles between the successive legs as obtained from direct field measurement and, in addition, provisional values for their co-ordinates of position and altitudes.

In accordance with Section II.2. of the Brussels Agreement (1927), the original positions of some of the main boundary pillars as sited by the 1912-14 Commission were altered so as to conform to the actual location of the ideal watershed.

A list of the occasions where these original pillars have not been accepted, and where a new position has therefore been selected, will be found in Appendix III².

7. 10 plans on a scale of 1/10,000 are attached to this Protocol (*vide* Appendix V)¹.

These cadastral plans illustrate the run of the boundary from B.P. 29 to B.P. 33, and contain sufficient data for re-establishing any boundary pillars which may be destroyed.

8. A general description of the boundary will be found in Appendix II³.

9. No fresh determination (by re-survey or re-computation) of the position of any natural feature or boundary pillar mentioned in this Protocol shall alter the boundary line as marked on the ground and herein described.

10. Responsibility for the upkeep of boundary pillars and for the clearing of the boundary lines is allocated as follows:

Government of Northern Rhodesia.

From B.P. 31 (inclusive) to B.P. 33 (inclusive).

¹ Not reproduced.

² See page 130, of this Volume.

³ See page 122, of this Volume.

4. La numérotation des bornes frontières érigées par la commission de 1912-14 a été conservée.

Comme ces bornes frontières, très souvent, étaient très éloignées l'une de l'autre, il a été trouvé nécessaire d'ériger plusieurs bornes principales, pour se conformer aux instructions prescrivant l'érection d'une borne frontière tous les 5 kilomètres environ.

Ces nouvelles bornes principales ont été numérotées en ajoutant un chiffre romain à celui de la borne originale. Par exemple, entre les B.P. 29 et 30, il a été nécessaire d'intercaler six bornes principales nouvelles, elles sont numérotées comme suit :

29.I., 29.II., 29.III., 29.IV., 29.V. et 29.VI.

Les bornes auxiliaires ont été désignées en ajoutant une lettre de l'alphabet aux chiffres de la borne principale à laquelle se rapporte leurs coordonnées rectangulaires.

Pour éviter toute confusion, la lettre « I » n'a jamais été employé. La suite des lettres passe donc de « H » à « J » en omettant le « I ».

Par exemple, entre les B.P. 29.I. et 29.II. il y a seize bornes auxiliaires marquées comme suit :

29.I.A., 29.I.B., 29.I.C., etc., 29.I.Q.

Toutes les numérotations sont faites de l'est à l'ouest, le long de la frontière.

5. La position réelle des bornes frontières est déterminée comme suit :

a) Les bornes principales par leurs coordonnées géographiques.

b) Les bornes auxiliaires par leurs coordonnées rectangulaires projection de Cassini, l'origine des axes, pour chaque portion de frontière entre deux bornes principales, étant la première borne principale à l'est le long de la frontière, et les axes de références étant le méridien en ce point et sa perpendiculaire.

6. L'Annexe IV¹ donne une liste complète de toutes les bornes frontières, principales et auxiliaires, donnant les distances réduites à l'horizon entre deux bornes successives et les angles compris entre les deux directions successives, mesurés sur le terrain, et en plus les coordonnées provisoires relatives et les altitudes.

Conformément à la Section II.2, de l'accord de Bruxelles (1927), la position primitive de quelques bornes érigées par la Commission de 1912-14 a été modifiée pour se conformer à la détermination exacte de la crête de partage idéale.

Une liste des cas où les bornes frontières primitives n'ont pas été maintenues est consignée dans l'Annexe III².

7. 8 plans à l'échelle du 1/10.000 sont annexés au présent protocole (Annexe V)³.

Les plans cadastraux du 7. montrent l'allure de la frontière entre les bornes principales 29 et 33 et donnent suffisamment d'éléments pour rétablir sur place n'importe quelle borne frontière qui viendrait à être détruite.

8. Une description générale de la frontière est donnée dans l'Annexe II³.

9. Aucune nouvelle détermination, par nouveaux travaux sur le terrain ou nouveaux calculs, des détails topographiques naturels ou des bornes frontières dont il est fait mention dans le présent protocole ne changera l'allure de la ligne frontière comme elle est démarquée sur le terrain et décrite ici.

10. La responsabilité de l'entretien des bornes et de l'avenue qui les réunit est partagée comme suit :

Au Gouvernement du Congo belge.

De la borne 29 inclusivement à 31 exclus.

¹ Non reproduite.

² Voir page 131, de ce volume.

³ Voir page 123, de ce volume.

Government of the Belgian Congo.

From B.P. 29 (inclusive) to B.P. 31 (exclusive).

It is agreed that each Government shall, annually, ensure that the portion of the boundary for which it is responsible be cut or cleared in whatever manner appears suitable, and that the boundary pillars be maintained in a proper state of repair.

A joint perambulation and inspection of the boundary shall be made every ten years by representatives detailed by the Governments of Northern Rhodesia and the Belgian Congo to ensure that the boundary is kept properly cleared and that the pillars have not been moved.

The first perambulation shall take place during 1938.

II. The two original copies of the present Protocol, in English for the British Section and in French for the Belgian Section, are signed this twenty-fourth day of February, nineteen hundred and thirty.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

APPENDIX I.

(Same as Appendix I to the Protocol of October 1, 1929, omitted for the reason given on page 94.¹)

APPENDIX II.

DESCRIPTION OF BOUNDARY, B.P. 29 TO B.P. 33.

From B.P. 29 to B.P. 33 the watershed ridge is covered throughout with "savannah bush". It differs little in aspect or characteristics from the portion of boundary between B.P. 11 and B.P. 29, which was demarcated during 1927-28.

Limited visibility on the watershed itself and the difficulty of getting rays through from points on the watershed to triangulation points on either side of the boundary continued to add to the difficulty of the actual survey work.

From B.P. 29 to B.P. 31, a distance of about 56 miles, the watershed runs approximately north-east-south-west.

At B.P. 31 the direction changes, and from this point as far as B.P. 33, a distance of about 54 miles, the watershed runs approximately east-west. The country on either side is on the whole well watered. There is a great scarcity of villages on or near the watershed ridge. Game is scarce.

The trees average about 40 feet in height and from 6 to 8 inches in diameter.

B.P. 29.

Situated about 1 mile to the west of Mukambo, a trigonometric station which is the most prominent point in the Mukambo Hills.

From B.P. 29 the boundary runs south-west for a distance of about $4\frac{1}{2}$ miles as far as B.P. 29.I., at which point it turns due west and continues thus for about $7\frac{1}{2}$ miles, when B.P. 29.III. is reached. Along this stretch of boundary, the watershed separates the head waters of the River Kafue (Rhodesia) from those of the River Lupoto (Congo).

¹ See page 74 of this Volume.

Au Gouvernement de la Rhodésie du Nord.

De la borne 31 inclusivement à la borne 33 (inclusivement).

Il est entendu que chaque gouvernement entretiendra d'une façon permanente l'avenue frontière et les bornes par des moyens dont il reste juge.

Une inspection commune de la frontière sera faite tous les dix ans par des délégués des Gouvernements du Congo belge et de la Rhodésie du Nord pour s'assurer du bon entretien de la frontière de la situation des bornes.

La première de ces inspections aura lieu en 1938.

II. Les deux exemplaires originaux du présent protocole, en français pour la section belge et en anglais pour la Section britannique, ont été signés ce vingt-quatre février mil neuf cent trente.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,
*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,
*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

ANNEXE I

[Même annexe que l'Annexe I du Protocole signé le 1^{er} octobre 1929, omise pour la raison exposée page 95.¹]

ANNEXE II

PORTION DE FRONTIÈRE ENTRE LES BORNES 29 ET 33.
DESCRIPTION DE LA FRONTIÈRE.

De la borne 29 à la borne 33 la crête de partage est couverte partout par de la « savane boisée ». Elle diffère peu de l'aspect et des caractéristiques qui ont été donnés pour la portion de la frontière entre les bornes 11 et 29 démarquée en 1927-1928.

La visibilité restreinte sur la crête même et la difficulté de créer des visées des points de la crête vers les signaux de triangulation de l'un ou de l'autre côté de la frontière ont continué à rendre les travaux souvent difficiles.

De 29 à 31, sur une distance d'environ 90 kilomètres, la crête de partage suit une direction générale nord-est-sud-ouest.

A la borne 31 la direction change et la crête de partage, pendant environ 90 kilomètres jusqu'à la borne 33, suit une direction générale est-ouest. La région est en somme des deux côtés assez bien arrosée. Il y a très peu de villages indigènes sur ou à proximité de la crête. Le gibier est rare. Les arbres ont une hauteur moyenne de 12 mètres et un diamètre d'une quinzaine de centimètres.

B.P. 29.

Est située à environ 1500 mètres à l'ouest du point de triangulation de Mukambo, qui est le point le plus élevé de la chaîne des Monts Mukambo.

De la B.P. 29 suit une direction sud-ouest pendant environ 6 kilomètres pour atteindre la B.P. 29.I., où elle tourne vers l'ouest pendant une douzaine de kilomètres pour atteindre la B.P. 29.III. Le long de cette partie de la frontière, la crête sépare les eaux de la rivière Kafue (Rhodésie) de celles de la rivière Lupoto (Congo).

¹ Voir page 75 de ce volume.

At B.P. 29.III. the boundary commences to turn towards the south, and after following a sinuous course arrives at B.P. 30, about 13 miles to the south of B.P. 29.III.

Between B.P. 29 and B.P. 30, six supplementary main boundary pillars have been erected as follows :

B.P. 29.I. : Situated $4\frac{1}{4}$ miles south-west of B.P. 29. From B.P. 29 to B.P. 29.I. the watershed is ill-defined.

B.P. 29.II. : Situated 4 miles to the west of B.P. 29.I. Between B.P. 29.I. and B.P. 29.II. the watershed is ill-defined.

B.P. 29.III. : Situated about 3 miles to the west of B.P. 29.II., at the point where the watershed begins to turn towards the south. The watershed here tends to become better defined.

B.P. 29.IV. : Situated about $2\frac{1}{2}$ miles to the south-west of B.P. 29.III.

Between B.P. 29.III. and 29.IV. the watershed is well-defined, but follows a somewhat tortuous course.

B.P. 29.V. : Situated about $3\frac{1}{2}$ miles south-south-east from B.P. 29.IV., a short distance to the north of the sources of the River Pompono (Congo).

Between B.P. 29.IV. and 29.V. the watershed is well-defined.

B.P. 29.VI. : Situated about 4 miles south-south-west from B.P. 29.V. near the sources of the Rivers Maubu (Congo) and Mushindamu (Rhodesia).

Between B.P. 29.V. and 29.VI. the watershed is well-defined.

Auxiliary boundary pillars are erected as follows :

Between B.P. 29 and 29.I. there are 13.

Between B.P. 29.I. and 29.II. there are 16.

Between B.P. 29.II. and 29.III. there are 15.

Between B.P. 29.III. and 29.IV. there are 13.

Between B.P. 29.IV. and 29.V. there are 15.

Between B.P. 29.V. and 29.VI. there are 14.

Between B.P. 29.VI. and 30 there are 19.

B.P. 30.

Is situated at the point where the old traction road (now overgrown and unused) from Elizabethville to Musofi crosses the watershed. The old B.P. 30 was not on the true line of watershed and lay about 660 yards on the Rhodesian side of the present boundary.

About 3 miles to the south of B.P. 30 the boundary commences a sharp bend towards the south-west and this general direction is maintained for a distance of about 15 miles when, a short distance after reaching B.P. 30.IV., the boundary cuts across the main Kipushi-Kansanshi road. At this point the boundary turns due west and continues thus for a farther distance of about 5 miles when B.P. 31 is reached.

For most of the distance between B.P. 30 and B.P. 31 the watershed is ill-defined.

Between B.P. 30.IV. and B.P. 31 the boundary crosses and recrosses several times the Kipushi-Kansanshi road.

Five additional main boundary pillars have been erected between B.P. 30 and B.P. 31 as follows :

B.P. 30.I. : About $5\frac{1}{2}$ miles from B.P. 30 as measured along the boundary, near the source of the River Sigwibu (Rhodesia).

B.P. 30.II. : About 4 miles to the south-west of B.P. 30.I.

B.P. 30.III. : About 4 miles to the south-west of B.P. 30.II., and rather less than a mile on the north side of the Kipushi-Kansanshi road.

B.P. 30.IV. : About $3\frac{1}{2}$ miles to the north-east of Luamibanga Hill. It is distant only about 150 yards from the Kipushi-Kansanshi road, and on the north side of it, just before the boundary crosses the above road for the first time.

B.P. 30.V. : Immediately due north of Luamibanga Hill and about 300 yards on the north side of the road mentioned above.

A 29.III. la frontière commence à tourner vers le sud et après un parcours assez sinueux pendant une vingtaine de kilomètres arrive à la B.P. 30.

Entre 29 et 30 six bornes principales supplémentaires ont été ajoutées.

B.P. 29.I. : A environ 6.800 kilomètres au sud-ouest de B.P. 29. Dans cette portion, la crête est mal définie.

B.P. 29.II. : Située à 6.400 kilomètres à l'ouest de B.P. 29.I. Dans cette portion aussi, la crête est mal définie.

B.P. 29.III. : A environ 5 kilomètres à l'ouest de B.P. 29.II. au point où la crête de partage commence à tourner vers le sud. Ici, la crête de partage a une tendance à devenir mieux définie.

B.P. 29.IV. : Située à environ 4 kilomètres au sud-ouest de B.P. 29.III. Ici la crête est mieux définie, mais est assez sinueuse.

B.P. 29.V. : Située à environ 5.500 kilomètres au sud-sud-est de B.P. 29.IV. à une petite distance au nord de la source de la rivière Pompono (Congo). Dans cette partie, la crête est bien définie.

B.P. 29.VI. : Située à environ 6.400 kilomètres au sud-sud-ouest de B.P. 29.V. près des sources des rivières Maubu (Congo) et Mushindamu (Rhodésie). Dans cette partie aussi, la crête est bien définie.

Des bornes auxiliaires ont été érigées comme suit :

Entre B.P. 29 et B.P. 29.I. il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 29.I. et B.P. 29.II. il y a 16 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 29.II. et B.P. 29.III. il y a 15 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 29.III. et B.P. 29.IV. il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 29.IV. et B.P. 29.V. il y a 15 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 29.V. et B.P. 29.VI. il y a 14 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 29.VI. et B.P. 30 il y a 19 bornes auxiliaires.

B.P. 30.

Est située au point où l'ancienne route de traction (maintenant envahie par la végétation et inutilisée) d'Elisabethville à Musofi, traverse la crête de partage. L'ancienne borne 30 ne se trouvait pas sur la vraie crête de partage, mais à environ 600 mètres du côté rhodésien.

A environ 5 kilomètres au sud de B.P. 30, la frontière commence à s'infléchir fortement vers le sud-ouest et maintient cette direction pendant environ 24 kilomètres où, ayant passé la B.P. 30.IV., elle traverse la route principale de Kipushi à Kansanshi. En ce point, la frontière tourne carrément vers l'ouest et continue dans cette direction pour une nouvelle distance de 8 kilomètres environ pour atteindre la B.P. 31.

En général entre B.P. 30 et B.P. 31 la crête est mal définie.

Entre 30.IV. et la B.P. 31 la frontière traverse plusieurs fois la route de Kipushi à Kansanshi.

Cinq bornes principales intermédiaires ont été érigées entre 30 et 31 :

B.P. 30.I. : A environ 8,5 kilomètres en suivant le frontière, de B.P. 30, près de la source de la rivière Sigwivu (Rhodésie).

B.P. 30.II. : A environ 6,4 kilomètres au sud-ouest de la B.P. 30.I.

B.P. 30.III. : A environ 6,4 kilomètres au sud-ouest de la B.P. 30.II. et à environ 1.500 mètres au nord de la route de Kipushi à Kansanshi.

B.P. 30.IV. : A un peu plus de 5 kilomètres au nord-est de la montagne Luamibanga et à environ 150 mètres au nord de la route ci-dessus mentionnée un peu avant que la frontière passe la route pour la première fois.

B.P. 30.V. : Immédiatement au nord de la montagne Luamibanga et à environ 300 mètres au nord de la route.

Auxiliary boundary pillars have been erected as under :

- Between B.P. 30 and B.P. 30.I. there are 14.
- Between B.P. 30.I. and B.P. 30.II. there are 14.
- Between B.P. 30.II. and B.P. 30.III. there are 13.
- Between B.P. 30.III. and B.P. 30.IV. there are 9.
- Between B.P. 30.IV. and B.P. 30.V. there are 10.
- Between B.P. 30.V. and B.P. 31 there are 12.

B.P. 31.

Is situated on a prominent isolated hill which lies about 100 metres on the north side of the Kipushi-Kansanshi road and about $1\frac{1}{2}$ miles to the west of the junction between this road and the road which comes up from Nchanga.

After leaving B.P. 31 the boundary follows a general westerly direction, though forming a series of prominent bends to north and south. Between B.P.s 31 and 32 the watershed separates the numerous headwaters of the rivers Lunga and Chifubwa (Rhodesia) from those of the rivers Moatsi and Nakolwe (Congo).

Immediately after leaving B.P. 31 the boundary takes a sweep to the north towards Selano Hill and then bends down to the south again towards the prominent group of hills called Kapundungoma.

As a result of this latter bend to the south a strip of road about 3 miles in length is left in Congo territory.

Immediately to the north-west of Kapundungoma the boundary recrosses to the north side of the road and follows a general direction west-north-west towards B.P. 32.

From B.P. 31 to B.P. 32 is a distance of approximately 26 miles as measured in a straight line across country.

Between B.P. 31 and B.P. 32, seven supplementary main boundary pillars have been erected as follows :

B.P. 31.I. : About 3 miles to the north-west of B.P. 31 near the source of the River Karobwe (Rhodesia).

B.P. 31.II. : About $2\frac{3}{4}$ miles to the north-east of Kapundungoma Hill, near the source of the River Ngofwa (Rhodesia).

B.P. 31.III. : Lies $1\frac{3}{4}$ miles to the north-north-west of Kapundungoma Hill.

B.P. 31.IV. : Is situated about 4 miles to the north-west of Kapundungoma Hill and on the north side of the Kipushi-Kansanshi road. It lies about 3 miles to the west of B.P. 31.III.

B.P. 31.V. : About 3 miles to the north-west of B.P. 31.IV., at the head of the River Chifubwa.

B.P. 31.VI. : Is situated on high ground a short distance to the east of the sources of the River Cheshale (Rhodesia).

B.P. 31.VII. : About 4 miles to the north-west of B.P. 31.VI. and $4\frac{1}{2}$ miles south-east of B.P. 32.

Between B.P. 31 and B.P. 31.IV the watershed is fairly well-defined. From B.P. 31.IV. to 31.V. it is ill-defined. From B.P. 31.V. to B.P. 32 it becomes very well-defined.

Auxiliary boundary pillars have been erected as under :

- Between B.P. 31 and B.P. 31.I. there are 16.
- Between B.P. 31.I. and B.P. 31.II. there are 15.
- Between B.P. 31.II. and B.P. 31.III. there are 11.
- Between B.P. 31.III. and B.P. 31.IV. there are 11.
- Between B.P. 31.IV. and B.P. 31.V. there are 10.
- Between B.P. 31.V. and B.P. 31.VI. there are 13.
- Between B.P. 31.VI. and B.P. 31.VII. there are 21.
- Between B.P. 31.VII. and B.P. 32 there are 17.

Des bornes auxiliaires ont été érigées comme suit :

- Entre B.P. 30 et B.P. 30.I. il y a 14 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 30.I. et B.P. 30.II. il y a 14 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 30.II. et B.P. 30.III. il y a 13 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 30.III. et B.P. 30.IV. il y a 9 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 30.IV. et B.P. 30.V. il y a 10 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 30.V. et B. P. 31 il y a 12 bornes auxiliaires.

B.P. 31.

Est située au sommet d'une colline très marquée à une centaine de mètres au nord de la route de Kipushi à Kansanshi et à environ 2 kilomètres à l'ouest de la jonction de cette route avec celle de Nchanga.

En quittant la borne 31, la frontière suit une direction générale ouest bien que décrivant des courbes vers le sud ou vers le nord. Entre 31 et 32, la crête de partage sépare les nombreuses sources des rivières Lunga et Chifubwa (Rhodésie) de celles des rivières Moatsi et Nakolwe (Congo).

Immédiatement après la borne 31, la frontière tourne vers le nord vers la montagne de Selano puis retourne vers le sud vers un groupe de collines bien marqué appelé Kapundungoma.

A cause de cette courbe vers le sud, un morceau de la route d'environ 5 kilomètres reste en territoire du Congo.

Immédiatement au nord-ouest de Kapundungoma la frontière retransverse la route vers le nord et suit une direction générale ouest-nord-ouest vers B.P. 32.

Entre 31 et 32, sept bornes principales supplémentaires ont été ajoutées :

B.P. 31.I. : A environ 5 kilomètres au nord-ouest de B.P. 31 près de la source de la rivière Karobwe (Rhodésie).

B.P. 31.II. : A environ 4,5 kilomètres au nord-est de la colline Kapundungoma, près de la source de la rivière Ngofwa (Rhodésie).

B.P. 31.III. : A près de 3 kilomètres au nord-nord-ouest de la colline Kapundungoma.

B.P. 31.IV. : A environ 6,4 kilomètres au nord-ouest de Kapundungoma en bordure nord de la route de Kipushi à Kansanshi. Elle est à environ 5 kilomètres à l'ouest de B.P. 31.III.

B.P. 31.V. : A environ 5 kilomètres au nord-ouest de B.P. 31.IV. à la source de la rivière Chifubwa.

B.P. 31.VI. : Est située sur une éminence à peu de distance à l'est de la source de la rivière Cheshale (Rhodésie).

B.P. 31.VII. : A environ 6,4 kilomètres au nord-ouest de B.P. 31.VI. et à 7 kilomètres au sud-est de B.P. 32. Entre 31 et 31.IV. la crête de partage est bien définie. Ensuite, mal définie jusqu'en 31.V., d'où, jusqu'en B.P. 32 elle redevient bien définie.

Des bornes auxiliaires ont été érigées comme suit :

- Entre B.P. 31 et B.P. 31.I. il y a 16 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.I. et B.P. 31.II. il y a 15 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.II. et B.P. 31.III. il y a 11 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.III. et B.P. 31.IV. il y a 11 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.IV. et B.P. 31.V. il y a 10 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.V. et B.P. 31.VI. il y a 13 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.VI. et B.P. 31.VII. il y a 21 bornes auxiliaires.
- Entre B.P. 31.VII. et B.P. 32 il y a 17 bornes auxiliaires.

B.P. 32.

Lies at the most northerly point of the extensive loop in the watershed which separates the headwaters of the Rivers Chimalala-Katandana (Rhodesia) from those of the River Musofi (Congo).

The prominent sugar-loaf hill of Kalungeme lies about $3\frac{3}{4}$ miles west by north from B.P. 32, and the very prominent massif of Chafugoma lies $6\frac{3}{4}$ miles south by west from B.P. 32.

After leaving B.P. 32, the boundary follows a south-westerly course and passes within about $1\frac{1}{2}$ miles of Kalungeme Hill, which lies on the north side of the boundary.

At a distance of about 8 miles south-west of B.P. 32 the boundary meets the old traction road which runs up from Kansashi. At this point of junction between the boundary and the road, the ground drops away very steeply to the south and there is a fine open view towards the south-south-east with Chafugoma Hill in the distance.

From this point the boundary follows along the edge of this abrupt slope (the slopes to the north being gentle) in a due westerly direction for a distance of about 3 miles, when it bears slightly towards the north and, following a west-north-westerly direction for about a further 9 miles, reaches B.P. 33.

Along this stretch of boundary between B.P. 32 and B.P. 33 the watershed separates the headwaters of the Rivers Katandana, Chafugoma, Solwezi and Mutanda (Rhodesia) from those of the Rivers Musofi, Kianbashi, Musombweshi and Kamalengo (Congo).

The distance from B.P. 32 to B.P. 33, as measured direct across country, is about 16 miles. The watershed throughout is fairly well-defined.

Between B.P.s 32 and 33 five supplementary main boundary pillars have been erected as under:

B.P. 32.I. : About $1\frac{1}{2}$ miles to the south-south-east of Kalungeme Hill and about 3 miles south-west of B.P. 32.

B.P. 32.II. : About 3 miles south-west of B.P. 32.I.

B.P. 32.III. : About 3 miles to the west of the point where the boundary, coming from B.P. 32, first meets the old traction road. It lies within 100 yards of the road on the south side, and is on the edge of the abrupt slopes to the southward.

B.P. 32.IV. : About 2 miles to the north-west of B.P. 32.III. and on the south side of the old traction road.

B.P. 32.V. : Is on the summit of a small prominent hill immediately on the south side of the old traction road and rather less than 1 mile to the south-west of Musombweshi Hill.

B.P. 33.

Is situated on the summit of Kapaka Hill, which is a point in the ruling triangulation. This hill lies about $3\frac{3}{4}$ miles to the south-east of the prominent hill and triangulation point of Itembe.

Auxiliary boundary pillars have been erected as under:

Between B.P. 32 and B.P. 32.I. there are 17.

Between B.P. 32.I. and B.P. 32.II. there are 11.

Between B.P. 32.II. and B.P. 32.III. there are 17.

Between B.P. 32.III. and B.P. 32.IV. there are 8.

Between B.P. 32.IV. and B.P. 32.V. there are 13.

Between B.P. 32.V. and B.P. 33 there are 15.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

B.P. 32.

Se trouve à l'extrémité nord de la longue dépression dans la crête de partage qui sépare les sources des rivières Chimalaha-Katandana (Rhodésie) de celles de la rivière Musofi (Congo).

La montagne en pain de sucre de Kalungeme se trouve à environ 6 kilomètres au nord-ouest de la borne 32, et les montagnes de Kafugoma s'en trouvent à peu près 11 kilomètres, au sud-ouest.

Après le B.P. 32, la frontière suit une direction sud-ouest et passe à environ 2,5 kilomètres au sud de la montagne Kalungeme.

A une douzaine de kilomètres au sud-ouest de B.P. 32 la frontière rencontre l'ancienne route de traction venant de Kansanshi ; en ce point, le terrain descend rapidement vers le sud et offre une vue à longue distance vers le sud-sud-est.

La frontière parcourt ensuite la crête de cette pente abrupte (vers le nord le terrain étant en pente douce) dans une direction franchement ouest pendant environ 5 kilomètres, puis elle tourne légèrement vers le nord et suivant une direction ouest-nord-ouest pendant une quinzaine de kilomètres, elle atteint B.P. 33.

Dans toute cette partie entre 32 et 33 la crête de partage sépare les eaux des rivières Katandana, Chafugoma, Solwezi et Mutanda (Rhodésie) de celles des rivières Musofi, Kuanbashi, Musombwezi et Kamalengo (Congo).

La distance à vol d'oiseau entre 32 et 33 est d'environ 25 kilomètres, et la crête de partage y est bien définie.

Entre 32 et 33, 5 bornes principales supplémentaires ont été ajoutées :

B.P. 32.I. : A environ 2,5 kilomètres au sud-sud-est de la colline Kalungeme et à environ 5 kilomètres au sud-ouest de B.P. 32.

B.P. 32.II. : A environ 4,5 kilomètres au sud-ouest de B.P. 32.I.

B.P. 32.III. : A environ 4,5 kilomètres à l'ouest du point où la frontière venant de B.P. 32 rencontre pour la première fois l'ancienne route de traction. Elle se trouve à une centaine de mètres de la route, et est sur la crête de la pente qui tombe abruptement vers le sud.

B.P. 32.IV. : A environ 3 kilomètres au nord-ouest de B.P. 32.III. et sur le côté sud de l'ancienne route de traction.

B.P. 32.V. : Est au sommet d'une petite colline bien marquée immédiatement au sud de l'ancienne route de traction et à 1500 mètres au sud-ouest de Musombwezi.

B.P. 33.

Est située au sommet de la colline Kapaka, qui est un point de triangulation. Cette colline se trouve à environ 6 kilomètres au sud-est de la montagne et du point de triangulation de Itembe.

Des bornes auxiliaires ont été érigées comme suit :

Entre B.P. 32 et B.P. 32.I, il y a 17 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 32.I. et B.P. 32.II, il y a 11 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 32.II. et B.P. 32.III, il y a 17 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 32.III. et B.P. 32.IV, il y a 8 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 32.IV. et B.P. 32.V, il y a 13 bornes auxiliaires.

Entre B.P. 32.V. et B.P. 33 il y a 15 bornes auxiliaires.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

APPENDIX III.

LIST OF MAIN BOUNDARY PILLARS WHOSE ORIGINAL (1912-14) POSITIONS HAVE NOT BEEN RETAINED.

B.P. 29.

Old B.P. 29 was erroneously sited on top of Mukambo Hill, which is not on the watershed. A new site was therefore selected on the ideal watershed, about 1 mile farther to the west.

B.P. 30.

This was found to be over 600 yards on the Rhodesian side of the actual watershed line. As this distance exceeds the limiting distance allowed by our instructions, a new site for B.P. 30 was selected on the actual watershed line.

B.P. 33.

Old B.P. 33 was correctly sited on the watershed. The new position was selected a few metres to the north in order to facilitate its fixation by triangulation.

F. GENDARME,
Lieut.-Colonel,
Senior Belgian Commissioner.

A. B. CLOUGH,
Lieut.-Colonel,
Senior British Commissioner.

ANNEXE III

LISTE DES ANCIENNES BORNES FRONTIÈRE (1912-1914) DONT LA POSITION N'A PAS ÉTÉ CONSERVÉE.

B.P. 29.

Par erreur, l'ancienne borne avait été placée au sommet du mont Mukambo, qui n'est pas sur la crête de partage des eaux. La nouvelle borne 29 est à environ 1,5 kilomètres plus à l'ouest, en terrain beaucoup plus bas, mais sur la crête de partage idéale.

B.P. 30.

L'ancienne B.P. 30 se trouvait être à 600 mètres de la vraie crête de partage, en territoire rhodésien. Comme cette distance sortait de la marge admise par nos instructions, elle a été ramenée sur la vraie crête de partage.

B.P. 33.

L'ancienne borne 33 était bien placée sur la crête ; elle a été néanmoins déplacée de quelques mètres plus au nord, pour faciliter son rattachement à la triangulation.

Le Lieutenant-colonel

A. B. CLOUGH,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté britannique.*

Le Lieutenant-colonel

F. GENDARME,

*Commissaire du Gouvernement de
Sa Majesté le Roi des Belges.*

N° 3230.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET GRÈCE**

Echange de notes concernant les
passeports des marins. Londres, les
13 et 21 avril 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND GREECE**

Exchange of Notes in regard to
Passports for Seamen. London,
April 13 and 21, 1933.

No. 3230. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE HELLENIC GOVERNMENT IN REGARD TO PASSPORTS FOR SEAMEN. LONDON, APRIL 13 AND 21, 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 juillet 1933.

I.

SIR JOHN SIMON TO M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE.

April 13, 1933.

SIR,

With reference to your note of the 6th January last², I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to accept the discharge book of a seaman of Greek nationality in lieu of a passport (*a*) when the holder seeks permission to land as a seaman under contract to join a ship in a United Kingdom port ; or (*b*) when he arrives on the articles of a ship and seeks to obtain temporary leave to land during the stay of the ship in port ; or (*c*) when he applies for leave to land for discharge for the purpose of repatriation or otherwise, provided that such discharge books shall contain a statement of the seaman's nationality and his signature, as well as a photograph officially affixed, on condition that the Hellenic Government agree to accept for similar purposes the discharge books of seamen of British nationality containing a statement of the seaman's nationality and his signature as well as a photograph officially affixed, in lieu of passports.

2. The present note and your reply in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter, which shall be terminable by either Government on two months' notice in writing.

I have, etc.

(For the Secretary of State),
Charles DODD.

¹ Entré en vigueur le 21 avril 1933.

² Not reproduced.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3230. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE CONCERNANT LES PASSEPORTS DES MARINS. LONDRES, LE 13 ET 21 AVRIL 1933.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 19, 1933.

I.

SIR JOHN SIMON A M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE.

Le 13 avril 1933.

MONSIEUR,

Comme suite à votre note du 6 janvier dernier³, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni consent à accepter le livret de congé des marins de nationalité hellénique à la place de passeport : a) lorsque le titulaire demande l'autorisation de débarquer en qualité de marin rejoignant, en exécution d'un contrat, un navire se trouvant dans un port du Royaume-Uni ; ou b) lorsqu'il arrive inscrit sur le rôle d'équipage d'un navire et demande une autorisation temporaire de débarquer pendant le séjour du navire dans le port ou c) lorsqu'il demande l'autorisation de débarquer pour être mis en congé en vue de son rapatriement ou pour toute autre raison ; à la condition toutefois que lesdits livrets de congé indiquent la nationalité du marin et portent sa signature, ainsi que sa photographie officiellement apposée, et que, d'autre part, le Gouvernement hellénique consente à accepter, à la place de passeports, pour des fins analogues, les livrets de congé des marins de nationalité britannique indiquant la nationalité du marin et portant sa signature ainsi qu'une photographie officiellement apposée.

2. La présente note et votre réponse, en termes analogues, seront considérées comme constatant l'accord intervenu en cette matière, qui pourra être dénoncé par l'un ou l'autre Gouvernement moyennant préavis de deux mois donné par écrit.

Veuillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat) :

Charles DODD.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force April 21, 1933.

³ Non reproduite.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

M. CACLAMANOS TO SIR JOHN SIMON.

GREEK LEGATION.

LONDON, *April* 21, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 13th April, by which you were so good as to inform me of the conditions under which His Majesty's Government in the United Kingdom agree to accept the discharge book of a seaman of Greek nationality in lieu of a passport.

2. In taking note of the contents of the said note, I have the honour to inform you that the Hellenic Government agree to accept for similar purposes the discharge books of seamen of British nationality containing a statement of the seaman's nationality and his signature as well as a photograph officially affixed, in lieu of passports.

3. It is understood that your note and the present note are regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter, which shall be terminable by either Government on two months' notice in writing.

I have, etc.

D. CACLAMANOS.

II

M. CACLAMANOS A SIR JOHN SIMON.

LÉGATION DE GRÈCE.

LONDRES, le 21 avril 1933.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 13 avril, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance les conditions auxquelles le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni consent à accepter, à la place de passeports, les livrets de congé des marins de nationalité hellénique.

2. En prenant acte du contenu de ladite note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique consent à accepter, à la place de passeports, pour des fins analogues les livrets de congé des marins de nationalité britannique indiquant la nationalité du marin et portant sa signature ainsi qu'une photographie officiellement apposée.

3. Il est entendu que votre note et la présente seront considérées comme constatant l'accord intervenu en cette matière, qui pourra être dénoncé par l'un ou l'autre gouvernement, moyennant préavis de deux mois donné par écrit.

Veillez agréer, etc.

D.^o CACLAMANOS.

N° 3231.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Echanges de notes concernant les relations commerciales entre les deux pays. Londres, les 13 avril et 3 mai 1933.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchanges of Notes regarding Commercial Relations between the two Countries. London, April 13 and May 3, 1933.

No. 3231. — EXCHANGES OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH REGARDING COMMERCIAL RELATIONS. LONDON, APRIL 13 AND MAY 3, 1933.

NR. 3231. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN S. M. REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG ÜBER EINE DEUTSCH-BRITISCHE WIRTSCHAFTLICHE VEREINBARUNG LONDON, DEN 13. APRIL UND 3. Mai 1933.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 juillet 1933.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 19, 1933.

No. 1.

SIR JOHN SIMON TO DR. LEOPOLD VON HÖESCH.

FOREIGN OFFICE.

April 13, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to undertake to take the necessary steps to secure that the articles enumerated in the Schedule annexed to this note produced or manufactured in Germany shall not on importation into the United Kingdom be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule, on condition that the German Government secure (1) that licences shall be issued for the importation into the German Customs Area of coal and coke produced in the United Kingdom up to an amount which shall in no case be less than 180,000 metric tons a month (for this purpose a ton of coke shall be reckoned as equal to a ton of coal), and (2) that if the total consumption in Germany of coal, coal briquettes and coke exceeds by 1 per cent or more the equivalent of 7,500,000 metric tons of coal in any month, licences shall be issued for the importation into the German Customs Area in the second month following of an amount of coal and coke produced in the United Kingdom which exceeds 180,000 metric tons by the same percentage as the said total German consumption exceeds 7,500,000 metric tons. Such detailed arrangements as may be necessary (including the method of calculating the increased importation to be allowed in any month) shall be agreed between the " Reichswirtschaftsministerium " and the " Mines Department ".

2. The two Governments will bring the Agreement into operation by mutual arrangement so soon as possible after a notification has been given by His Majesty's Government in the United Kingdom to the German Ambassador in London that they are in a position to bring it into operation.

¹ Entré en vigueur le 8 mai 1933.

¹ Came into force May 8, 1933.

It shall continue in force until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given notice of their intention to terminate it.

3. If the arrangement herein proposed meets with the approval of the German Government, this note, and a reply from your Excellency notifying the acceptance of this proposal by the German Government, will constitute an agreement between the two Governments to this effect.

I have, etc.

John SIMON.

Enclosure in No. 1.

SCHEDULE.

	Per cent
Toys, other than toys containing more than 10 % by weight of rubber (whether vulcanised or not) or celluloid	15
<i>Note</i> : Optical lanterns (complete) of a value not exceeding 4s. each, and cinematographs (complete) of a value not exceeding 10s. each, shall be exempted from duty under the "Safeguarding of Industries Act, 1921", as amended by the "Finance Act, 1926", and classified under this heading for Customs duty purposes.	
Articles made of any material (except articles made wholly or partly of silk or artificial silk) of a value not exceeding 4s. a dozen which are of a type suitable for use on Christmas trees solely for decorative purposes	15
Pianos, non-automatic ; and component parts and accessories thereof	20
Piccolos, flutes, clarinets, flageolets, bassoons and cornets ; and component parts and accessories thereof	20
Stringed musical instruments and component parts and accessories thereof	20
Gramophones without electrical amplification of a value not exceeding 10s. each	15
Gramophones without electrical amplification of a value exceeding 10s. each	20
Concertinas of a value not exceeding 35s. each	15
Concertinas of a value exceeding 35s. each	20
Mouth organs	10
Clocks, alarm (other electric clocks) of a value not exceeding 30s. each	20
Clocks (other than electric or alarm clocks) of a value not exceeding 30s. each	25
Clock movement complete, of a value not exceeding 15s. each	25
Jewellery and imitation jewellery, whether or not mounted or set, not containing any platinum or any gold other than rolled gold or gilt metal	25
Powder bowls or boxes and powder puffs	25
Fur skins, merely sewn together, as used for making linings and trimmings, and known as strips and plates	20
Hollow-ware, wrought enamelled, whether of iron or steel, of a description commonly used for domestic purposes	20
Safety razor blades	20
	plus 1s. a gross
Acetic acid of a strength not exceeding 95 %, other than acetic acid which is subject to duty under the Safeguarding of Industries Act, 1921, as amended by the Finance Act, 1926	20
Acetone, other than acetone which is subject to duty under the Safeguarding of Industries Act, 1921, as amended by the Finance Act, 1926	20
Tartaric acid	15
Formaldehyde	25

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2.

DR. LEOPOLD VON HOESCH TO SIR JOHN SIMON.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

LONDON, den 13. April 1933.

HERR STAATSEKRETÄR,

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang der sehr gefälligen Note vom 13. April d. Js. zu bestätigen, die wie folgt lautet :

« Euerer Excellenz beehre ich mich mitzuteilen, dass die Königlich Britische Regierung bereit ist sich zu verpflichten, die notwendigen Massnahmen zu treffen um sicherzustellen, dass die in der anliegenden Liste aufgezählten, in Deutschland erzeugten oder verfertigten Waren bei der Einfuhr in das Vereinigte Königreich keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterworfen werden, als den in der Liste angegebenen unter der Bedingung, dass die Deutsche Regierung sicherstellt,

» 1. dass für die Einfuhr in das deutsche Zollgebiet von Kohlen und Koks, die im Vereinigten Königreich erzeugt sind, Einfuhrbewilligungen erteilt werden bis zu einem Betrage, der in keinem Falle weniger als 180.000 metrische Tonnen monatlich sein wird (für diesen Zweck soll 1 Tonne Koks gleich 1 Tonne Kohle gerechnet werden), und

» 2. dass, wenn der gesamte Verbrauch an Steinkohlen, Steinkohlen-Briketts und Koks in Deutschland in irgend einem Monat den Gegenwert von 7.500.000 metrischen Tonnen Steinkohle um ein Prozent oder mehr übersteigt, für den zweitfolgenden Monat Einfuhrbewilligungen für die Einfuhr in das deutsche Zollgebiet von Kohle und Koks, die im Vereinigten Königreich erzeugt sind, erteilt werden in einem Betrage, der 180.000 metrische Tonnen um denselben Prozentsatz übersteigt, wie der erwähnte deutsche Gesamtverbrauch 7.500.000 metrische Tonnen übersteigt. Etwa nötige Einzelabmachungen (darunter die Art der Berechnung der zusätzlichen Einfuhr, die in einem gegebenen Monat zuzulassen ist) werden zwischen dem Reichswirtschaftsministerium und dem « Mines Department » verabredet werden.

» Die beiden Regierungen werden das Abkommen durch eine gegenseitige Vereinbarung in Kraft setzen, sobald als möglich nachdem die Königlich Britische Regierung dem Deutschen Botschafter in London mitgeteilt hat, dass sie zur Inkraftsetzung in der Lage ist. Es soll sodann in Kraft bleiben bis zum Ablauf von drei Monaten nach dem Tage, an dem eine der beiden Regierungen von ihrer Absicht, es zu beenden, Mitteilung gemacht hat.

» Wenn die hiermit vorgeschlagene Vereinbarung die Billigung der Deutschen Regierung findet, soll diese Note zusammen mit einer Antwort Euerer Exzellenz, die die Annahme dieses Vorschlages durch die Deutsche Regierung mitteilt, ein Abkommen dieses Inhalts zwischen den beiden Regierungen darstellen. »

Ich beehre mich Euerer Exzellenz hiermit mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung den obigen Vorschlag annimmt.

Mit, etc.

VON HOESCH.

Enclosure in No. 2.

LISTE.

	%
Kinderspielzeug, mit Ausnahme von solchem Kinderspielzeug, das mehr als 10 % an Gewicht an Gummi (gleichgültig ob vulkanisiert oder nicht) oder an Celluloid enthält	15
<i>Anmerkung</i> : Laterna Magicas (vollständige) im Werte von nicht über 4 Schilling je Stück, und kinematographische Apparate (vollständige) im Werte von nicht über 10 Schilling je Stück, sind von dem Zoll unter dem «Safeguarding of Industries Act, 1921», abgeändert durch den «Finance Act, 1926», befreit und werden für die Verzollung unter diese Position klassifiziert.	
Waren aus jeder Art von Material (mit Ausnahme von Waren ganz oder teilweise aus Seide oder Kunstseide) im Werte von nicht über 4 Schilling je Dutzend, von einer zur Verwendung an Christbäumen nur für Ausschmückungszwecke geeigneten Art	15
Klaviere, nicht automatische, sowie Bestandteile und Zubehör davon	20
Piccoloflöten, Flöten, Klarinetten, Flagolette, Fagotte und Kornetts, sowie Bestandteile und Zubehör davon	20
Saiteninstrumente, sowie Bestandteile und Zubehör davon	20
Grammophone ohne elektrische Tonverstärker im Werte von nicht über 10 Schilling je Stück .	15
Grammophone ohne elektrische Tonverstärkung im Werte von über 10 Schilling je Stück .	20
Ziehharmonikas im Werte von nicht über 35 Schilling je Stück	15
Ziehharmonikas im Werte von über 35 Schilling je Stück	20
Mundharmonikas	10
Weckergrossuhren (ausser elektrischen Uhren) im Werte von nicht über 30 Schilling je Stück.	20
Grossuhren (ausser elektrischen oder Weckeruhren) im Werte von nicht über 30 Schilling je Stück	25
Vollständige Werke für Grossuhren im Werte von nicht über 15 Schilling je Stück	25
Echte Schmuckwaren und unechte Schmuckwaren, gleichgültig ob montiert oder gefasst oder nicht, ausser solchen, die Platin oder Gold (mit Ausnahme von Doublé oder vergoldetem Metall) enthalten	25
Puderdosen oder Puderbüchsen und Puderquasten	25
Pelzfelle, nur zusammengenäht, wie sie als Futter und Besatz verwendet werden, bezeichnet als «strips» und «plates»	20
Hohlwaren, geschmiedet, emailliert, gleichviel ob aus Eisen oder Stahl, von einer Art, wie sie gewöhnlich für Haushaltszwecke gebraucht werden	20
Sicherheits-Rasierklingen	20
	zuzüglich 1 Schilling je Gross
Essigsäure bis zu einem Reinheitsgrad von 95 % mit Ausnahme von Essigsäure, die unter dem «Safeguarding of Industries Act, 1921», abgeändert durch den «Finance Act, 1926», zollpflichtig ist	20
Aceton, mit Ausnahme von Aceton, das unter dem «Safeguarding of Industries Act, 1921», abgeändert durch den «Finance Act, 1926», zollpflichtig ist	20
Weinsäure	15
Formaldehyd	25

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

GERMAN EMBASSY.

LONDON, April 13, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows :—

(Here follows the text of the English note, see page 140.)

I have the honour to inform your Excellency that the German Government accept the above proposal.

I have, etc.

VON HOESCH.

¹ Traduction du Foreign office de Sa Majesté Britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

No. 3.

SIR JOHN SIMON TO DR. LEOPOLD VON HOESCH.

FOREIGN OFFICE.

May 3, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the second paragraph of the note which I addressed to your Excellency on the 13th April, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom are now in a position to bring into operation as from the 8th May the agreement contained in that note and in your Excellency's reply, except in regard to the reduction of duty indicated in the schedule upon wrought enamelled hollow-ware of iron or steel. His Majesty's Government will only be in a position to give effect to this particular reduction on the 13th June next. I understand, however, that the German Government are willing, notwithstanding this fact, to bring the agreement into operation on the 8th May on condition that the duty in question is reduced to 20 per cent on the 13th June. His Majesty's Government undertake that the duty will be so reduced on the 13th June if the agreement comes into force before that date.

2. For that part of the month of May 1933 for which the agreement will be in force the United Kingdom coal quota shall be a proportionate part of the quota for a full month as provided for in the agreement. The amount of the deduction from the full monthly quota of 180,000 tons shall be agreed between the Reichswirtschaftsministerium and the Mines Department.

3. I take this opportunity to bring to your Excellency's attention an accidental omission in the schedule annexed to my note of the 13th April and in the corresponding item in the schedule annexed to your Excellency's note in reply. The item in the schedule to my note which reads "Clock movements complete, of a value not exceeding 15s. each", should read "Clock movements complete (other than movements of electric clocks), of a value not exceeding 15s. each". Your Excellency will no doubt agree that this error should be corrected.

4. This note and your note in reply informing me of the acceptance of this proposal shall be deemed to constitute an agreement to bring into force the exchange of notes under reference as from the 8th May, 1933, and for the correction of the omission in the schedules to which reference has been made above.

I have, etc.

J. SIMON.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No 4.

DR. LEOPOLD VON HOESCH TO SIR JOHN SIMON.

DEUTSCHE BOTSCHAFT.

LONDON, den 3. Mai 1933.

HERR STAATSSSEKRETÄR,

Euerer Exzellenz beehre ich mich den Empfang der sehr gefälligen Note vom 3. Mai d. Js. zu bestätigen, die wie folgt lautet :

« Mit Bezug auf den zweiten Absatz der Note, welche ich am 13. April d. Js. an Euere Exzellenz gerichtet habe, beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass die Königlich Britische Regierung nunmehr in der Lage ist, das in jener Note und in der Antwort Euerer Exzellenz enthaltene Abkommen vom 8. Mai 1933 ab in Kraft zu setzen, mit Ausnahme der in der Liste enthaltenen Zollherabsetzung auf geschmiedete, emaillierte Hohlwaren aus Eisen oder Stahl. Zur Durchführung dieser letzteren Zollherabsetzung wird die Königlich

Britische Regierung erst am 13. Juni d. Js. in der Lage sein. Soweit ich unterrichtet bin, ist jedoch die Deutsche Regierung bereit, trotzdem das Abkommen am 8. Mai d. Js. in Kraft zu setzen unter der Bedingung, dass der fragliche Zoll am 13. Juni d. Js. auf 20 % herabgesetzt wird. Die Königlich Britische Regierung verpflichtet sich, dass der Zoll am 13. Juni d. Js. in dieser Weise herabgesetzt werden wird, wenn das Abkommen vor diesem Tage in Kraft tritt.

» Für den Teil des Monats Mai 1933, während dessen das Abkommen in Kraft sein wird, wird sich das britische Kohlenkontingent auf einen entsprechenden Teil des Kontingents belaufen, wie es für einen vollen Monat in dem Abkommen vorgesehen ist. Über die Festsetzung dieser Verminderung des vollen Monatskontingents von 180.000 Tonnen werden sich das Reichswirtschaftsministerium und das « Mines Department » verständigen.

» Ich benutze diese Gelegenheit um Euere Exzellenz auf eine versehentliche Auslassung aufmerksam zu machen, die sich in der meiner Note vom 13. April beigefügten Liste und in der entsprechenden Position der Ihrer Note beigefügten Liste findet. Die Position in der Liste zu meiner Note « Vollständige Werke für Grossuhren im Werte von nicht über 15 Schilling je Stück » muss lauten : « Vollständige Werke für Grossuhren (ausser Werken für elektrische Uhren) im Werte von nicht über 15 Schilling je Stück. » Euere Exzellenz werden mir wohl zustimmen, dass dieses Versehen richtig zu stellen ist.

» Diese Note zusammen mit einer Antwort, die mich von der Annahme dieses Vorschlages unterrichtet, soll ein Abkommen darstellen, dahingehend, den erwähnten Notenwechsel vom 8. Mai d. Js. ab in Kraft zu setzen und ferner die oben erwähnte Auslassung in den Listen richtig zu stellen. »

Ich beehre mich Eurer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung die obigen Vorschläge annimmt. Das Abkommen wird somit am 8. Mai d. Js. in Kraft treten mit Ausnahme der Zollherabsetzung auf geschmiedete, emaillierte Hohlwaren aus Eisen oder Stahl, die vom 13. Juni d. Js. in Kraft treten wird. Die erwähnte Position für Uhrwerke in den Listen lautet nunmehr wie folgt : « Vollständige Werke für Grossuhren (ausser Werken für elektrische Uhren) im Werte von nicht über 15 Schilling je Stück. »

Mit, etc.

VON HOESCH.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

GERMAN EMBASSY.

May 3, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, which reads as follows :

(Here follows the text of the English note, see page 144)

I have the honour to inform your Excellency that the German Government accept the above proposals. The agreement will consequently enter into operation on the 8th May except in regard to the reduction of duty on wrought enamelled hollow-ware of iron or steel, which will come into force as from the 13th June next. The said item in the schedule relating to clock movements now reads as follows : " Clock movements complete (other than movements of electric clocks), of a value not exceeding 15s. each ".

I have, etc.

VON HOESCH.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté Britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3231. — ÉCHANGES DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES. LONDRES, LES 13 AVRIL ET 3 MAI 1933.N^o 1.

SIR JOHN SIMON A M. LÉOPOLD VON HOESCH.

FOREIGN OFFICE.

Le 13 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est prêt à s'engager à prendre toutes dispositions utiles pour que les articles énumérés dans la liste annexée à la présente note, qui sont produits ou fabriqués en Allemagne, ne soient pas soumis, à leur importation dans le Royaume-Uni, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés dans ladite liste, à condition que le Gouvernement allemand : 1. Délivre des licences autorisant l'importation dans le territoire douanier allemand d'une quantité de houille et de coke, produits dans le Royaume-Uni, qui ne devra pas être inférieure à 180.000 tonnes métriques par mois (une tonne de coke étant considérée, à cette fin, comme égale à une tonne de houille), et 2. Au cas où la consommation totale de houille, de briquettes de houille et de coke, en Allemagne, dépasserait, pendant un mois quelconque, de 1 % ou plus l'équivalent de 7.500.000 tonnes métriques de houille, délivre des licences autorisant l'importation dans le territoire douanier allemand, pendant le deuxième mois suivant, d'une quantité de houille et de coke, produits dans le Royaume-Uni, dépassant le contingent de 180.000 tonnes métriques à raison du même pourcentage que celui qui traduit l'excédent de la consommation allemande par rapport à la quantité de 7.500.000 tonnes métriques. Le « Reichswirtschaftsministerium » et le « Mines Department » s'entendront sur les arrangements de détail nécessaires, y compris le mode de calcul de l'excédent d'importation autorisé pendant un mois quelconque.

2. Les deux gouvernements s'entendront pour mettre l'accord en vigueur aussitôt que possible après que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni aura fait savoir à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres qu'il est en mesure de l'appliquer. Ledit accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où l'un ou l'autre gouvernement aura fait connaître son intention de le dénoncer.

3. Si le Gouvernement allemand approuve l'arrangement ci-dessus, la présente note et la réponse de Votre Excellence notifiant l'acceptation de cette proposition par le Gouvernement allemand constitueront un accord à cet effet entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

John SIMON.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Annexe au N° 1.

LISTE

	%
Jouets autres que ceux contenant plus de 10 %, en poids, de caoutchouc (vulcanisé ou non) ou de celluloïd	15
<i>Note : Les lanternes magiques (complètes), dont la valeur ne dépasse pas 4 s. pièce, et les cinématographes (complets), dont la valeur ne dépasse pas 10 s. pièce, seront exempts de droits, par application du « Safeguarding of Industries Act, 1921 », modifié par le « Finance Act » de 1926, et classés dans la présente position aux fins de dédouanement.</i>	
Articles d'une matière quelconque (sauf les articles composés, en totalité ou en partie, de soie naturelle ou artificielle), dont la valeur ne dépasse pas 4 s. la douzaine, servant exclusivement à la décoration des arbres de Noël	15
Pianos, non automatiques, ainsi que leurs parties constitutives et accessoires	20
Petites flûtes, flûtes, clarinettes, flageolets, bassons et cornets, ainsi que leurs parties constitutives et accessoires	20
Instruments de musique à cordes, ainsi que leurs parties constitutives et accessoires	20
Gramophones, sans amplificateur électrique, dont la valeur ne dépasse pas 10 s. pièce	15
Gramophones sans amplificateur électrique, dont la valeur dépasse 10 s. pièce	20
Accordéons, dont la valeur ne dépasse pas 35 s. pièce	15
Accordéons dont la valeur dépasse 35 s. pièce	20
Harmonicas à bouche	10
Réveils (autres que les horloges électriques), dont la valeur ne dépasse pas 30 s. pièce	20
Horloges (autres que les horloges électriques ou les réveils), dont la valeur ne dépasse pas 30 s. pièce	25
Mouvements d'horlogerie complets, dont la valeur ne dépasse pas 15 s. pièce	25
Joaillerie fine ou de fantaisie, qu'elle soit ou non montée ou sertie, ne contenant ni platine, ni or (à l'exception du doublé ou du métal doré)	25
Boîtes à poudre, poudriers et houppettes	25
Peaux à fourrure, simplement faufilees, pour servir de doublure ou de garniture, dénommées « strips » et « plates »	20
Ustensiles, forgés, émaillés, de fer ou d'acier, d'un type utilisé couramment pour le ménage. Lames de rasoirs de sûreté	20
	plus 1 s. par grosse
Acide acétique jusqu'à 95 %, autre que l'acide acétique qui est passible d'un droit en vertu du « Safeguarding of Industries Act » de 1921, modifié par le « Finance Act » de 1926	20
Acétone, autre que l'acétone qui est passible d'un droit en vertu du « Safeguarding of Industries Act » de 1921, modifié par le « Finance Act » de 1926	20
Acide tartrique	15
Formaldéhyde	25

N° 2.

M. LÉOPOLD VON HOESCH A SIR JOHN SIMON.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

LONDRES, le 13 avril 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 13 avril, qui est ainsi conçue :

(Suit le texte de la note N° 1 ci-dessus.)

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement allemand accepte la proposition ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

VON HOESCH.

Annexe à la note N° 2.

LISTE

(Suit la liste de l'annexe à la note N° 1.)

N° 3.

SIR JOHN SIMON A M. LÉOPOLD VON HOESCH.

FOREIGN OFFICE.

Le 3 mai, 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant au paragraphe 2 de la note que j'ai adressée à Votre Excellence le 13 avril, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est maintenant en mesure d'appliquer, à partir du 8 mai, l'accord prévu dans ladite note et dans la réponse de Votre Excellence, sauf en ce qui concerne la réduction, indiquée au tableau, du droit applicable aux ustensiles forgés, émaillés, de fer ou d'acier. Le Gouvernement de Sa Majesté ne pourra appliquer cette réduction spéciale qu'à partir du 13 juin prochain. Je crois, toutefois, comprendre que le Gouvernement allemand n'en est pas moins disposé à mettre l'accord en vigueur le 8 mai, à condition que le droit en question soit réduit de 20 % le 13 juin. Le Gouvernement de Sa Majesté s'engage à appliquer cette réduction le 13 juin, si l'accord entre en vigueur avant cette date.

2. Pour la partie du mois de mai 1933 pendant laquelle l'accord sera en vigueur, le contingent applicable à la houille produite par le Royaume-Uni sera une fraction proportionnelle du contingent stipulé pour un mois entier. Le « Reichswirtschaftsministerium » et le « Mines Department » s'entendront sur la quantité à déduire du contingent mensuel de 180.000 tonnes.

3. Je saisis cette occasion de signaler à Votre Excellence une omission accidentelle dans la liste annexée à ma note du 13 avril et de la position correspondante de la liste annexée à la réponse de Votre Excellence. La position en question, qui est libellée « mouvements d'horlogerie complets dont la valeur ne dépasse pas 15 s. pièce » doit se lire : « mouvements d'horlogerie complets (autres que les mouvements d'horloges électriques) dont la valeur ne dépasse pas 15 s. pièce ». Votre Excellence conviendra certainement que cette erreur doit être rectifiée.

4. La présente note et la réponse de Votre Excellence me faisant connaître l'acceptation de cette proposition seront réputées former un accord, mettant en vigueur à partir du 8 mai 1933 l'échange de notes dont il s'agit et réparant l'omission des listes dont il vient d'être fait mention.

Veuillez agréer, etc.

J. SIMON.

N° 4.

M. LÉOPOLD VON HOESCH A SIR JOHN SIMON.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE.

LONDRES, le 3 mai 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 3 mai, qui est ainsi conçue :

(Suit le texte de la note N° 3.)

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement allemand accepte les propositions ci-dessus. L'accord entrera donc en vigueur le 8 mai prochain, sauf en ce qui concerne la réduction du droit applicable aux ustensiles forgés, émaillés, de fer ou d'acier, qui entrera en vigueur le 13 juin prochain. La position relative aux mouvements d'horlogerie dont il s'agit est modifiée comme suit : « mouvements d'horlogerie complets (autres que les mouvements d'horloges électriques), dont la valeur ne dépasse pas 15 s. pièce ».

Veuillez agréer, etc.

VON HOESCH.

N° 3232.

DANEMARK ET NORVÈGE

Arrangement relatif à l'établissement et à l'entretien d'une ligne de navigation régulière entre Hirtshals et la Norvège du Sud, signé à Copenhague, le 8 juillet 1933, et échange de notes y relatif, de la même date.

DENMARK AND NORWAY

Agreement relating to the Establishment and Upkeep of a Regular Shipping Line between Hirtshals and Southern Norway, signed at Copenhagen, July 8, 1933, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

TEXTE NORVÉGIEN - NORWEGIAN TEXT.

N^o 3232. — OVERENSKOMST¹
MELLEM DANMARK OG NORGE
OM RUTEFORBINDELSEN
MELLEM KRISTIANSSAND OG
HIRTSHALS. UNDERTEGNET I
KØBENHAVN DEN 8. JULI 1933.

N^o 3232. — OVERENSKOMST¹
MELLEM NORGE OG DANMARK
OM RUTEFORBINDELSEN MEL-
LEM KRISTIANSSAND OG HIRTS-
HALS. UNDERTEGNET I
KJØBENHAVN, DEN 8. JULI
1933.

*Textes officiels danois et norvégien communiqués
par le délégué permanent du Danemark auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de
cet arrangement a eu lieu le 22 juillet 1933.*

*Danish and Norwegian official texts communicated
by the Permanent Delegate of Denmark acce-
dited to the League of Nations. The registration
of this Agreement took place July 22, 1933.*

DEN KGL. DANSKE REGERING og DEN KGL.
NORSKE REGERING er kommet overens om føl-
gende :

DEN KGL. NORSKE REGJERING og DEN KGL.
DANSKE REGJERING er kommet overens om føl-
gende :

Art. I.

Art. I.

1) Under Forudsætning af, at de danske bevilgende Myndigheder giver deres Tilslutning til Afholdelsen af de dertil fornødne Udgifter, forpligter den danske Regering sig til at lade udføre følgende Arbejder til Beskyttelse og Uddybning af Havnen i Hirtshals :

Fra et Punkt paa den nuværende vestre Mole ca. 75 m fra dennes Hoved bringes den paa vedlagte Plan med gul Farve viste Dækmole til Udførelse.

Paa Østsiden af Pier I i Havnen, saaledes som nærmere vist paa Planen, tilvejebringes Anløbsplads for den i Art 2 og 3 omhandlede Ruteforbindelse. Ved Kajen tilvejebringes en Dybde af 6 m ved dagligt Højvande. Den samme Dybde, 6 m, tilvejebringes i Yderhavnen ud for Kajen, som vist paa Planen. I Forhavnen mellem Ydermolerne tilvejebringes en Dybde af 6½ m som vist paa Planen og i Indløbet en Dybde af 7 m i en Bredde af mindst 60 m.

2) Den danske Regering forpligter sig endvi-
dere til, saa længe der i Medfør af Art. 2 og 3

1) Under forutsetning av at de danske bevilgende myndigheter gir sin tilslutning til avholdelsen av de dertil nödvendige utgifter, forplikter den danske regjering sig til å la utføre følgende arbeider til beskyttelse og utdypning av havnen i Hirtshals :

Fra et punkt på den nuværende vestre molo ca. 75 m. fra dennes hode bringes den på vedlagte plan med gul farve viste dekkmolo til utførelse.

På østsiden av pir I i havnen, således som nærmere vist på planen, tilveiebringes anløps-
plass for den i art. 2 og 3 omhandlede ruteforbin-
delse. Ved kaien tilveiebringes en dybde av 6 m. ved daglig höivann. Den samme dybde 6 m. tilveiebringes i ytterhavnen ut for kaien, som vist på planen. I forhavnen mellem ytter-
moloene tilveiebringes en dybde av 6½ m. som vist på planen og i innløpet en dybde av 7 m. i en bredde av minst 60 m.

2) Den danske regjering forplikter sig videre til, så længe der i henhold til art. 2 og 3 måtte

¹ Entrée en vigueur le jour de la signature.

¹ Came into force on the date of signature.

maatte bestaa Forpligtelse for den norske Regering til at vedligeholde den i disse Artikler omhandlede Ruteforbindelse, uden Tilskud fra den norske Regering at drage Omsorg for, at de ovenfor nævnte Dybder i Hirtshals Havn opretholdes.

Art. 2.

1) Under Forudsætning af, at de i Art. 1 omhandlede Arbejder kommer til Udførelse, forpligter den norske Regering sig til — fra det Tidspunkt, da de nævnte Arbejder er fuldført — at oprette eller foranledige oprettet og i et Tidsrum af mindst 6 Aar at vedligeholde eller foranledige vedligeholdt en Ruteforbindelse, med Overfart 6 à 7 Gange om Ugen i begge Retninger, for Post, Passagerer og Gods mellem Kristiansand (eller en anden Havn i det sydlige Norge) og Hirtshals med til Formaalet passende Skibe.

Skulde i Løbet af det nævnte Tidsrum Krig eller andre ekstraordinære Forhold gøre Rutens fortsatte Opretholdelse urimelig, skal den norske Regering være berettiget til midlertidigt at indstille Ruten.

2) Den norske Regering vil i størst mulig Udstrækning søge at efterkomme eventuelle af det danske Ministerium for offentlige Arbejder fremsatte Ønsker med Hensyn til Rutens Fartplan.

Art. 3.

Saaframt det paa Grundlag af de under det første Aar af Rutens Bestaaen indhøstede Erfaringer maa erkendes, at Hirtshals Havn — bortset fra under ganske ekstraordinære Væjrforhold — ikke i besejlingsmæssig Henseende er egnet som dansk Basis for Opretholdelsen af en Skibsfartsforbindelse som den i Art. 2 omhandlede, skal den norske Regering være løst fra sin Forpligtelse til fremtidig at vedligeholde eller foranledige vedligeholdt Ruten.

Art. 4.

Skulde der opstaa Uoverensstemmelse mellem den danske og den norske Regering ved Bedømmelsen af, hvorvidt Art. 2, Stk. I in fine kan komme til Anvendelse, eller af hvorvidt

bestå forpliktelse for den norske regjering til å vedlikeholde den i disse artikler omhandlede ruteforbindelse, uten tilskudd fra den norske regjering å dra omsorg for at de ovenfor nevnte dybder i Hirtshals havn opretholdes.

Art. 2.

1) Under forutsetning av at de i art. 1 omhandlede arbeider kommer til utførelse, forplikter den norske regjering sig til — fra det tidspunkt nevnte arbeider er fullført — å oprette eller foranledige oprettet og i et tidsrum av minst 6 år å vedlikeholde eller foranledige vedlikeholdt en 6 à 7 ganger ukentlig ruteforbindelse i begge retninger for post, passasjerer og gods mellom Kristiansand (eller annen havn i det sydlige Norge) og Hirtshals med skib som er passende til formålet.

Skulde i løpet av det nevnte tidsrum krig eller andre ekstraordinære forhold gjøre rutens fortsatte opretholdelse urimelig, skal den norske regjering være berettiget til midlertidig innstilling av ruten.

2) Den norske regjering vil i størst mulig utstrekning søke å etterkomme eventuelle ønsker fra det danske Ministerium for offentlige Arbejder m. h. t. rutens fartsplan.

Art. 3.

Såframt det på grunnlag av de i løpet av det første år af rutens bestaaen innhøstede erfaringer må erkjennes, at Hirtshals havn — bortsett fra under helt ekstraordinære værforhold — ikke i beseilingsmessig henseende er skikket som dansk basis for opretholdelsen av en skibsfartsforbindelse som den i art. 2 omhandlede, skal den norske regjering være løst fra sin forpliktelse til fremtidig å vedlikeholde eller foranledige vedlikeholdt ruten.

Art. 4.

Skulde der opstå uoverensstemmelse mellem den norske og den danske regjering ved bedømmelsen av hvorvidt art. 2, punkt 1 in fine kan komme til anvendelse, eller av hvorvidt Hirtshals

Hirtshals Havn ved Udløbet af den i Art. 3 omhandlede Prøvetid har vist sig egnet til Opretholdelse af den i Art. 2 angivne regelmæssige Skibsfartsforbindelse, vil saadan Uoverensstemmelse være at afgøre med bindende Virkning af et Nævn, bestaaende af 3 sagkyndige Medlemmer, hvoraf i givet Fald et Medlem vil være at udpege af den danske Regering, et af den norske Regering og et af den svenske Regering, saafremt den dertil maatte være villig, og ellers af de to andre Medlemmer i Forening.

havn ved utløpet av den i art. 3 omhandlede prøvetid har vist sig egnet til oprettholdelse av den i art. 2 angitte regelmessige skibsfartsforbindelse, vil sådan uoverensstemmelse være å avgjøre med bindende virkning av en nevnd, bestående av 3 sakkyndige medlemmer, hvorav i tilfelle et medlem vil være å utpeke av den norske regjering, et av den danske regjering og et av den svenske regjering, såfremt den dertil måtte være villig, og ellers av de to andre medlemmer i forening.

Art. 5.

Nærværende Overenskomst træder i Kraft ved Undertegnelsen.

Til Bekræftelse heraf har de af deres respektive Regeringer dertil befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst, der er udfærdiget i 2 Eksemplarer i det danske og det norske Sprog, i København den 8. Juli 1933.

Art. 5.

Nærværende overenskomst trer i kraft ved undertegnelsen.

Til bekræftelse herav har de av sine regjeringer dertil befullmægtigede undertegnet denne overenskomst, som er utfærdiget i 2 eksemplarer i det norske og det danske sprog, i Kjøbenhavn den 8. juli 1933.

P. DAHL,

junq. Minister for offentlige Arbejder.

Emil HUITFELDT.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général

du Ministère des Affaires étrangères.

NOTEVEKSLING — UTVEKSLING AV NOTER.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

HERR STATSMINISTER,

KJØBENHAVN, 8. juli 1933.

I anledning av undertegnelsen av overenskomsten mellem den Kgl. Norske Regering og den Kgl. Danske Regering om ruteforbindelsen mellem Kristiansand og Hirtshals har jeg efter ordre av min Regjering den ære å presisere hvad der tidligere er uttalt fra norsk side, at forutsetningene for overenskomsten er at Hirtshals havn må være ferdig senest om 4 år fra

overenskomstens istandbringelse, og at det blir en hensiktsmessig jernbaneforbindelse til og fra Hirtshals.

Motta, Herr Statsminister, forsikringen om min mest utmerkede høiaktelse.

(Signé) Emil HUITFELDT.

Hans Excellence
Herr Statsminister Stauning,
etc., etc., etc.,
Det Kgl. Utenriksministerium,
Kjøbenhavn.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

KØBENHAVN, den 8. Juli 1933.

HR. MINISTER,

I Besvarelse af Deres Note af Dags Dato vedrørende Overenskomsten mellem den kgl. danske og den kgl. norske Regering om Ruteforbindelsen mellem Kristianssand og Hirtshals har jeg den Ære at udtale, at den danske Regering er enig i, at det er en Forudsætning for Overenskomsten, at de i dennes Art. 1 omhandlede Havnearbejder er tilendebragt senest 4 Aar efter Overenskomstens Indgaaelse. Med Hensyn til Spørgsmaalet om en hensigtsmæssig Jernbaneforbindelse til og fra Hirtshals tillader jeg mig at bemærke, at der allerede forefindes Jernbane med Spor ned til « Norgeskajen » i Hirtshals Havn, og at den danske Regering i størst mulig Udstrækning vil søge efterkommet eventuelle Ønsker fra den norske Regering angaaende Køreplanen for Togene til og fra Hirtshals. Den danske Regering er iøvrigt sindet, naar Hirtshals-Kristianssand-Ruten oprettes, at gennemføre en tilsvarende Ordning af Togforbindelsen til og fra Hirtshals som den, der nu praktiseres for Togforbindelsen til og fra Frederikshavn i Tilslutning til Frederikshavn-Kristianssand Ruten.

Modtag, Hr. Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

For Udenrigsministeren :

(Signé) P. DAHL,
ung. Minister for offentlige Arbejder.

Hr. Emil Huitfeldt,
Kgl. norsk Gesandt.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3232. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE
RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT ET A L'ENTRETIEN D'UNE
LIGNE DE NAVIGATION RÉGULIÈRE ENTRE HIRTSHALS ET LA
NORVÈGE DU SUD. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 8 JUILLET 1933.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le Gouvernement danois, sous condition que les autorités danoises compétentes en la matière approuvent les dépenses nécessaires à cet effet, prend l'engagement de faire exécuter les travaux suivants pour la protection et l'approfondissement du port de Hirtshals.

Un môle de protection partant d'un point situé à 75 mètres environ de la tête du môle ouest actuel, sera construit, tel qu'il figure en jaune sur le plan ci-annexé.

Sur le côté est de l'appontement I, dans le port, ainsi qu'il est indiqué sur le plan, sera aménagé un débarcadère pour la ligne régulière mentionnée aux articles 2 et 3. La profondeur à marée haute ordinaire, sera portée à 6 mètres près du quai, ainsi que dans le port extérieur au large du quai, comme l'indique le plan, à 6 mètres 50 dans l'avant-port entre les môles extérieurs, ainsi que l'indique le plan, et à 7 mètres dans le chenal, sur une largeur minimum de 60 mètres.

2. Le Gouvernement danois prend, en outre, l'engagement d'assurer le maintien desdites profondeurs dans le port de Hirtshals, sans subvention du Gouvernement norvégien, aussi longtemps que le Gouvernement norvégien sera tenu, en vertu des articles 2 et 3, d'entretenir la ligne régulière mentionnée dans ces articles.

Article 2.

1. Sous condition que les travaux prévus à l'article premier soient exécutés, le Gouvernement norvégien prend l'engagement d'établir ou de faire établir, à partir du moment où seront achevés lesdits travaux, et d'entretenir ou de faire entretenir pendant six ans au moins une ligne régulière, avec service dans les deux sens, six ou sept fois par semaine, pour la poste, les passagers et les marchandises, entre Kristianssand (ou un autre port de la Norvège méridionale) et Hirtshals, au moyen de navires appropriés à ce service.

Au cas où, pendant la période précitée, l'état de guerre ou d'autres circonstances extraordinaires rendraient inopportun le maintien de la ligne en question, le Gouvernement norvégien pourra en suspendre temporairement le fonctionnement.

2. Le Gouvernement norvégien s'efforcera, autant que possible, de donner suite aux demandes éventuelles du ministère des Travaux publics danois en ce qui concerne l'horaire de la ligne.

Article 3.

Au cas où l'expérience acquise pendant la première année d'existence de la ligne démontrerait que le port de Hirtshals — abstraction faite de conditions atmosphériques tout à fait extraordinaires

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3232. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND NORWAY
RELATING TO THE ESTABLISHMENT AND UPKEEP OF A
REGULAR SHIPPING LINE BETWEEN HIRTSHALS AND
SOUTHERN NORWAY. SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 8, 1933.

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT have agreed on the following provisions.

Article 1.

1. Provided that the competent Danish authorities agree to incur the necessary expenditure for the purpose, the Danish Government undertakes to cause the following work to be carried out for protecting and deepening the port of Hirtshals.

A protecting breakwater starting from a point situated about 75 metres from the head of the existing breakwater shall be constructed as shown in yellow on the attached plan.

On the eastern side of Pier I in the port, as shown in the plan, a landing-stage shall be erected for the regular line mentioned in Articles 2 and 3. The depth at ordinary high tide shall be 6 metres near the quay and in the outer port at some distance from the quay as shown on the plan. In the inner port between the outer breakwaters the depth shall be 6 ½ metres, as shown on the plan, and in the navigable channel 7 metres for a width of at least 60 metres.

2. The Danish Government also undertakes to maintain the above-mentioned depths in the port of Hirtshals without any grant from the Norwegian Government, so long as the Norwegian Government is under the obligation, in accordance with Articles 2 and 3, to maintain the regular line mentioned therein.

Article 2.

1. Provided that the work mentioned in Article 1 is carried out, the Norwegian Government undertakes, as soon as the work in question is completed, to open or cause to be opened and to maintain or cause to be maintained for a period of at least 6 years a regular line with a service in both directions 6 or 7 times a week for mail, passengers and goods between Kristianssand (or some other port in Southern Norway) and Hirtshals with vessels suitable for the purpose.

If during the period in question the continued maintenance of the line should become undesirable on account of war or other extraordinary circumstances, the Norwegian Government shall be entitled temporarily to suspend the service.

2. The Norwegian Government will endeavour so far as possible to comply with any wishes put forward by the Danish Ministry of Public Works as regards the time-table of the service.

Article 3.

Should the experience gained during the first year of the operation of the line show that the port of Hirtshals — apart from quite extraordinary atmospheric conditions — is not suited from

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

— ne convient pas, au point de vue de la navigation, comme base danoise pour le maintien d'une ligne maritime telle que celle qui est mentionnée à l'article 2, le Gouvernement norvégien sera dégagé de l'obligation de continuer à assurer ou à faire assurer le service de la ligne en question.

Article 4.

Au cas où il se produirait des divergences de vues entre les Gouvernements danois et norvégien sur le point de savoir si la dernière partie de l'alinéa 1 de l'article 2 est applicable, ou si, à l'expiration de la période d'essai mentionnée à l'article 3, le port de Hirtshals s'est avéré propre au maintien de la ligne de navigation régulière mentionnée à l'article 2, ces divergences seront réglées, avec effet obligatoire, par une commission composée de trois experts dont l'un serait, le cas échéant, désigné par le Gouvernement danois, un autre par le Gouvernement norvégien et le troisième par le Gouvernement suédois si ce dernier y consent, sinon, d'un commun accord par les deux autres membres.

Article 5.

Le présent arrangement entrera en vigueur lors de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés par leurs gouvernements respectifs ont signé le présent arrangement, établi en deux exemplaires rédigés en langues danoise et suédoise, à Copenhague, le 8 juillet 1933.

P. DAHL,

Ministre des Travaux publics, p. i.

Emil HUITFELDT.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

COPENHAGUE, le 8 juillet 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature de l'arrangement entre le Gouvernement royal norvégien et le Gouvernement royal danois au sujet de la création d'une ligne régulière entre Kristianssand et Hirtshals, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de préciser conformément aux déclarations norvégiennes faites à ce sujet que l'arrangement est subordonné à la condition que le port de Hirtshals soit achevé au plus tard quatre ans après la conclusion de l'arrangement et que des communications ferroviaires appropriées soient établies avec Hirtshals comme point de départ et d'arrivée.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Emil HUITFELDT.

A Son Excellence M. Stauning,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

the point of view of navigation as a Danish base for the operation of a shipping line such as that mentioned in Article 2, the Norwegian Government shall be relieved of its obligation to continue to maintain the line or to cause it to be maintained.

Article 4.

Should any difference of opinion arise between the Danish and Norwegian Governments as to whether the last paragraph of Article 2, section 1, is applicable or as to whether, at the end of the trial period mentioned in Article 3, the port of Hirtshals has proved suitable for the maintenance of the regular shipping line mentioned in Article 2, such difference of opinion shall be settled with binding effect by a Commission consisting of three experts, one of whom shall if necessary be appointed by the Danish Government, one by the Norwegian Government and one by the Swedish Government, if the latter consents, or otherwise by agreement between the other two members.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on signature.

In faith whereof the Plenipotentiaries appointed by their respective Governments have signed the present Agreement, drawn up in two copies in the Danish and Norwegian languages, at Copenhagen on July 8th, 1933.

P. DAHL,

Acting Minister of Public Works.

Emil HUITFELDT.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

NORWEGIAN LEGATION.

COPENHAGEN, *July 8, 1933.*

SIR,

Following upon the signature of the Agreement between the Royal Norwegian Government and the Royal Danish Government regarding the establishment of a regular line between Kristianssand and Hirtshals, I have the honour, under instructions from my Government, to point out, in accordance with the previous Norwegian statement, that the Agreement is subject to the condition that the port of Hirtshals should be completed not later than four years after the conclusion of the Agreement and that suitable railway connection should be arranged to and from Hirtshals.

I have the honour, etc.,

(Signed) Emil HUITFELDT.

His Excellency
Monsieur Stauning,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 8 juillet 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note en date de ce jour concernant l'arrangement intervenu entre le Gouvernement royal danois et le Gouvernement royal norvégien au sujet de l'établissement d'une ligne régulière entre Kristianssand et Hirtshals, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois accepte que l'arrangement soit subordonné à la condition que les travaux du port de Hirtshals, mentionnés à l'article 1^{er}, soient achevés quatre ans au plus tard après la conclusion de l'arrangement. En ce qui concerne la question des communications ferroviaires appropriées avec Hirtshals comme point de départ et d'arrivée, je me permets de faire observer qu'il existe déjà un chemin de fer avec une voie allant jusqu'au quai dit « Norgeskajen », dans le port de Hirtshals, et de vous faire connaître que le Gouvernement danois s'efforcera autant que possible de donner suite aux demandes éventuelles du Gouvernement norvégien concernant l'horaire des trains se rendant à Hirtshals ou en partant. Le Gouvernement danois a du reste l'intention, lorsque la ligne Hirtshals-Kristianssand aura été créée, d'établir, pour le trafic à destination ou en provenance d'Hirtshals, un système de communications analogue à celui qui existe actuellement pour les communications avec Frederikshavn, en correspondance avec la ligne Frederikshavn-Kristianssand.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.,

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) P. DAHL,

Ministre des Travaux publics, p. i.

Monsieur Emil Huitfeldt,
Ministre de Norvège.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, July 8, 1933.

SIR,

In reply to your note of to-day's date regarding the Agreement between the Royal Danish Government and the Royal Norwegian Government relative to the establishment of a regular line between Kristianssand and Hirtshals, I have the honour to state that the Danish Government agrees that the Agreement shall be subject to the condition that the harbour works mentioned in Article 1 shall be completed not later than four years after the conclusion of the Agreement. With regard to the question of suitable railway connection to and from Hirtshals, I venture to observe that a railway already exists with rails going as far as the "Norgeskaen" in the port of Hirtshals and that the Danish Government will endeavour so far as possible to comply with any wishes of the Norwegian Government regarding time-tables for trains to and from Hirtshals. The Danish Government has also the intention, when the Hirtshals-Kristianssand line is opened, to arrange train connections to and from Hirtshals similar to those already existing for communications to and from Frederikshavn in connection with the Frederikshavn-Kristianssand line.

I have the honour, etc.,

For the Minister for Foreign Affairs :
(Signed) P. DAHL,
Acting Minister of Public Works.

M. Emil Huitfeldt,
Norwegian Minister.

N° 3233.

**CHILI
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un
arrangement commercial. Praha, le
18 septembre 1930.

**CHILE
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Prague,
September 18, 1930.

N° 3233. — ÉCHANGE¹ DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHILIEN ET TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. PRAHA, LE 18 SEPTEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 juillet 1933.

I.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux pays, dûment autorisé à cet effet, j'ai l'honneur de vous confirmer que la République tchécoslovaque est tombée d'accord avec la République du Chili sur l'arrangement suivant :

I. Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des Etats, importés sur le territoire de l'autre, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des produits similaires d'un tiers pays quelconque.

II. Les exportations à destination d'un des Etats ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ni plus élevées que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

III. Le même traitement aura lieu en matière de navigation.

IV. Les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement, ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant, sans préjudice aux lois et ordonnances du pays.

V. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend ni aux faveurs spéciales que la République de Chili a accordées ou accordera aux Etats de l'Amérique latine, sauf

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Praha, le 1^{er} juillet 1933.
Entré en vigueur le 16 juillet 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3233. — EXCHANGE² OF NOTES BETWEEN THE CHILIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. PRAGUE, SEPTEMBER 18, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place July 25, 1933.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

SIR,

Being keenly desirous of promoting and extending economic relations between our two countries and being duly authorised for this purpose, I have the honour to confirm that the Czechoslovak Republic has agreed with the Chilian Republic upon the following Arrangement :

I. Products of the soil and industry originating in one of the two States and imported into the territory of the other shall not be subject to duties, coefficients, taxes or any other charges whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be levied on similar products of any third country.

II. Exports to either of the two States shall not be rendered liable by the other State to duties or taxes other or higher than those levied on the export of the same articles to the country most favoured in this respect.

III. The same treatment shall apply as regards navigation.

IV. Nationals of each of the two States shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other as regards travelling, residence, establishment and the exercise of trade, industry or any other profession and all rights and interests connected therewith, without prejudice to the laws and ordinances of the country.

V. Most-favoured-nation treatment shall not extend to the special privileges which the Chilian Republic has granted or may hereafter grant to the States of Latin America,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, July 1st, 1933. Came into force July 16, 1933.

le cas qu'elles seraient accordées aux autres pays, ni aux avantages que la République tchécoslovaque a accordés ou accordera aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontier ni aux avantages qui résulteraient d'une Union douanière.

VI. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Prague. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans. S'il n'est pas dénoncé par l'un ou l'autre des Etats au moins six mois avant l'expiration de ladite période, il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois. Toutefois, il pourra être mis en vigueur anticipée si les législations respectives des deux Etats l'autorisent.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

PRAHA, le 18 septembre 1930.

D^r KAMIL KROFTA.

Monsieur Arturo Cabrera-Grez,
Chargé d'Affaires de la République du Chili,
à Praha.

II.

LEGACION DE CHILE.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En exprimant le vif désir de favoriser et de développer les relations économiques entre nos deux pays, dûment autorisé à cet effet, j'ai l'honneur de vous confirmer que la République de Chili est tombée d'accord avec la République tchécoslovaque sur l'arrangement suivant :

I. Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des Etats, importés sur le territoire de l'autre, ne seront pas soumis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des produits similaires d'un tiers pays quelconque.

II. Les exportations à destination d'un des Etats ne seront pas grevées par l'autre. de droits ou taxes autres ni plus élevés que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

III. Le même traitement aura lieu en matière de navigation.

IV. Les ressortissants de chacun des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant, sans préjudice aux lois et ordonnances du pays.

V. Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'étend ni aux faveurs spéciales que la République de Chili a accordées ou accordera aux Etats de l'Amérique latine, sauf le cas qu'elles seraient accordées aux autres pays, ni aux avantages que la République tchécoslovaque a accordés ou accordera aux Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontier ni aux avantages qui résulteraient d'une Union douanière.

VI. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Prague. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera en

except if they are granted to other countries, or to the advantages which the Czechoslovak Republic has granted or may hereafter grant to adjacent States with a view to facilitating frontier traffic, or to the advantages arising out of a Customs Union.

VI. The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague. It shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for three years. If not denounced by either of the two States at least six months before the expiration of the said period, it shall remain in force until denounced, this denunciation only taking effect after the expiration of a period of six months. Nevertheless, it may be put into force by anticipation if the respective legislations of the two States authorise it.

I have the honour to be, etc.

PRAGUE, *September 18th*, 1930.

Dr. Kamil KROFTA.

To

Monsieur Arturo Cabrera-Grez,
Chargé d'Affaires of the Chilian Republic,
Prague.

II.

CHILIAN LEGATION.

MONSIEUR LE MINISTRE :

Being keenly desirous of promoting and extending economic relations between our two countries and being duly authorised for this purpose, I have the honour to confirm that the Chilian Republic has agreed with the Czechoslovak Republic on the following Arrangement :

I. Products of the soil and industry originating in one of the two States and imported into the territory of the other shall not be subject to duties, coefficients, taxes or any other charges whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be levied on similar products of any third country.

II. Exports to either of the two States shall not be rendered liable by the other State to duties or taxes other or higher than those levied on the export of the same articles to the country most favoured in this respect.

III. The same treatment shall apply as regards navigation.

IV. Nationals of each of the two States shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other as regards travelling, establishment and the exercise of trade, industry or any other profession and all rights and interests connected therewith, without prejudice to the laws and ordinances of the country.

V. Most-favoured-nation treatment shall not apply to the special privileges which the Chilian Republic has granted or may hereafter grant to the States of Latin America, except if they are granted to other countries, or to the advantages which the Czechoslovak Republic has granted or may hereafter grant to adjacent States with a view to facilitating frontier traffic, or to the advantages arising out of a Customs Union.

VI. The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague. It shall enter into force fifteen days after the exchange of ratifications and

vigueur pendant trois ans. S'il n'est pas dénoncé par l'un ou l'autre des Etats au moins six mois avant l'expiration de la dite période, il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé, cette dénonciation ne devant produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois. Toutefois, il pourrait être mis en vigueur anticipée si les législations respectives des deux Etats l'autorisent.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

PRAHA, le 18 septembre 1930.

Arturo CABRERA-GREZ.

A Son Excellence

Monsieur le Docteur Kamil Krofta,
Ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire,
à Praha.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 3 juillet 1933.

(Signature illisible)

Directeur des Archives a. i.

shall remain in force for three years. If not denounced by either of the two States at least six months before the expiration of the said period, it shall remain in force until denounced, this denunciation only taking effect after the expiration of a period of six months. Nevertheless, it may be put into force by anticipation if the respective legislations of the two States authorise it.

I have the honour to be, etc.

PRAGUE, *September* 18, 1930.

Arturo CABRERA-GREZ.

To

His Excellency Dr. Kamil Krofta,
Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary,
Prague.

N° 3234.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET HONGRIE**

Convention concernant les règlements commerciaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie. Signée à Budapest, le 24 mai 1933.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND HUNGARY**

Convention regarding the Settlement of Commercial Debts between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Hungary. Signed at Budapest, May 24, 1933.

N^o 3234. — CONVENTION ¹ CONCERNANT LES RÈGLEMENTS COMMERCIAUX ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA HONGRIE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 24 MAI 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le chargé d'affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 juillet 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE désireux de régler les créances résultant des échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence le vicomte Jacques DAVIGNON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Royaume de Belgique ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence Coloman DE KÁNYA, ministre royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

La Convention ² du 26 mars 1932 pour le règlement par voie de compensation des créances commerciales entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie est abrogée et remplacée par la présente convention :

Article premier.

Le règlement des créances résultant exclusivement des échanges de marchandises entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Hongrie se fera par le système défini ci-après. Ce règlement se fera en Hongrie à la Banque nationale de Hongrie et dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, à la Banque nationale de Belgique, agissant en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois.

Article 2.

Toute créance pour achat de marchandises hongroises importées dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise devra être réglée moyennant le versement en belgas du prix

¹ Les Gouvernements belge et hongrois se sont entendus par un échange de notes pour fixer l'entrée en vigueur de la convention à la date du 1^{er} juillet 1933.

² Vol. CXXXVI, page 405, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3234. — CONVENTION² REGARDING THE SETTLEMENT OF
COMMERCIAL DEBTS BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG AND HUNGARY. SIGNED AT
BUDAPEST, MAY 24, 1933.

*French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by the Chargé d'Affaires
a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this
Convention took place July 26, 1933.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting on his own behalf as well as on behalf of
HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, in virtue of existing agreements, and HIS
SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of settling claims
relating to the exchange of goods between the Belgo-Luxemburg Economic Union and Hungary,
have resolved for this purpose to conclude a Convention and have appointed as their Plenipoten-
tiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Viscount Jacques DAVIGNON, Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Kingdom of Belgium ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Coloman DE KÁNYA, Royal Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their respective powers, found in good and due form, have
agreed on the following provisions :

The Convention³ of March 26, 1932, for the settlement by clearance of commercial debts
between the Belgo-Luxemburg Economic Union and Hungary shall be abrogated and replaced by
the present Convention :

Article 1.

The settlement of claims relating solely to the exchange of goods between the Belgo-Luxemburg
Economic Union and Hungary shall be effected according to the system hereinafter described.
This settlement shall be effected in Hungary at the National Bank of Hungary and in the territory
of the Belgo-Luxemburg Economic Union at the National Bank of Belgium acting as treasurer for
the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

Article 2.

Debts due for the purchase of Hungarian goods imported into the territory of the Belgo-
Luxemburg Economic Union shall be settled by payment of the purchase price in belgas to the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The Belgian and Hungarian Governments have agreed by an Exchange of Notes that the date of entry into force of the Convention shall be July 1st, 1933.

³ Vol. CXXXVI, page 405, of this Series.

d'achat auprès de la Banque nationale de Belgique agissant en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois. La Banque nationale de Belgique créditera les sommes encaissées sur un compte non productif d'intérêts, compte dénommé : « Comptes des règlements commerciaux », qu'elle ouvrira dans ses livres à la Banque nationale de Hongrie.

Article 3.

Les créances commerciales résultant d'achats de marchandises belges ou luxembourgeoises importées en Hongrie seront réglées par utilisation des sommes mentionnées à l'article 2, conformément aux dispositions suivantes et à celles de l'article 7. A l'échéance des factures, les débiteurs hongrois verseront pour se libérer le montant de leurs dettes à une des banques autorisées à cet effet par la Banque nationale de Hongrie, d'ordre et pour compte du créancier dans l'Union belgo-luxembourgeoise, pour être porté dans cette banque à un compte bloqué en pengö-or. La Banque nationale de Hongrie sera informée journellement de ces versements dont elle avisera l'Office de compensation belgo-luxembourgeois.

Au fur et à mesure de la réception des avis de versement expédiés journellement par la Banque nationale de Belgique agissant comme caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, la Banque nationale de Hongrie appellera un montant équivalent de créances ainsi versées ; elle avertira immédiatement l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, qui fera effectuer les paiements correspondants en belgas.

L'appel prévu au précédent alinéa, ainsi que le règlement des créances, s'opéreront selon l'ordre chronologique des versements visés au premier alinéa du présent article. Toutefois, les autorités compétentes hongroises et belgo-luxembourgeoises pourront exceptionnellement, et après s'être consultées et mises d'accord, déroger pour des raisons d'ordre technique, à l'ordre chronologique susmentionné.

Article 4.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger ses importateurs à employer le système prévu par la présente convention.

Article 5.

Les avis de versements porteront les mentions de date et d'origine nécessaires à permettre les paiements correspondants aux bénéficiaires. Ces paiements se feront sur la base de la parité monétaire or légale, à savoir :

$$\begin{aligned} 100 \text{ belgas} &= 79.50 \text{ pengös et} \\ 100 \text{ pengös} &= 125.786 \text{ belgas.} \end{aligned}$$

En Hongrie les créances libellées en autres monnaies que le belga seront transformées en belgas suivant le cours de la monnaie respective, coté par la Banque nationale de Hongrie, le jour précédant le paiement en pengö de la dette.

Article 6.

A la date de mise en vigueur de la présente convention, les comptes tenus par la Banque nationale de Hongrie, de même que ceux tenus par la Banque nationale de Belgique, agissant comme caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, en vertu de la Convention du 26 mars 1932, seront arrêtés.

Le montant des créances belges et luxembourgeoises qui en résultera sera progressivement amorti par un prélèvement à effectuer sur les sommes versées à la Banque nationale de Belgique agissant en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois. Le pourcentage à affecter au règlement de cet arriéré sera fixé trimestriellement et de commun accord entre la Banque nationale de Hongrie et l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, en tenant compte du montant des créances échues et non réglées par le débiteur hongrois au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention. Pour ce qui concerne les créances échues avant le 1^{er} août 1932,

National Bank of Belgium acting as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office. The National Bank of Belgium shall enter the sums so received in a non-interest-bearing account styled "Commercial Settlements Accounts", which it will open in its books in the name of the National Bank of Hungary.

Article 3.

Commercial debts arising out of the purchase of Belgian or Luxemburg goods imported into Hungary shall be settled by using the amounts mentioned in Article 2 in conformity with the following provisions and with those of Article 7. On the bills falling due, Hungarian debtors shall discharge their obligations by paying the amount of their debts to one of the banks authorised for the purpose by the National Bank of Hungary, to the order and for the account of the creditor in the Belgo-Luxemburg Union, to be entered in such bank in a blocked account in gold pengö. The National Bank of Hungary shall be informed daily of these payments and shall notify them to the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

As and when the advices of payment forwarded daily by the National Bank of Belgium acting as treasurer of the Belgo-Luxemburg Clearing Office are received, the National Bank of Hungary shall call in an amount equivalent to the claims thus collected; it shall immediately notify the Belgo-Luxemburg Clearing Office which shall arrange for the corresponding payments to be made in belgas.

The calls referred to in the preceding paragraph and the payment of debts shall be effected in the chronological order of the payments mentioned in the first paragraph of the present Article. The competent Hungarian and Belgo-Luxemburg authorities may, however, as an exception and after mutual consultation and agreement, depart for technical reasons from the chronological order above-mentioned.

Article 4.

Each Government shall, so far as it is concerned, take the necessary steps to compel its importers to make use of the system laid down in the present Convention.

Article 5.

The advices of payment shall contain the particulars of date and origin necessary to enable the corresponding amounts to be paid to the parties concerned. These amounts shall be paid on the basis of the legal gold currency parity, namely :

$$\begin{aligned} 100 \text{ belgas} &= 79.50 \text{ pengös} \\ 100 \text{ pengös} &= 125.786 \text{ belgas.} \end{aligned}$$

In Hungary sums due in other currencies than belgas shall be converted into belgas at the rate for the currency concerned as quoted by the National Bank of Hungary on the day preceding payment of the debt in pengö.

Article 6.

On the coming into force of the present Convention, the accounts kept by the National Bank of Hungary as well as those kept by the National Bank of Belgium, acting as treasurer of the Belgo-Luxemburg Clearing Office under the Convention of March 26, 1932, shall be closed.

The resulting balance of Belgian and Luxemburg claims shall be paid off gradually by drawings made on the amounts paid to the National Bank of Belgium acting as treasurer of the Belgo-Luxemburg Clearing Office. The percentage amount to be earmarked for paying off these arrears shall be fixed quarterly by mutual agreement between the National Bank of Hungary and the Belgo-Luxemburg Clearing Office, regard being had to the amount of debts due and not paid by the Hungarian debtor on the entry into force of the present Convention. As regards debts which fell due prior to August 1st, 1932, but which have not yet been paid by the debtor in Hungary on the entry

mais non encore réglées par le débiteur en Hongrie à la date de la mise en vigueur de la présente convention, il sera donné faculté au débiteur d'effectuer les versements se rapportant à ces créances à la Banque nationale de Hongrie, et ce jusqu'au 1^{er} août 1933.

En vue d'accélérer la liquidation de l'arriéré dont mention ci-dessus, la Banque nationale de Hongrie et l'Office de compensation belgo-luxembourgeois pourront affecter au règlement de cet arriéré la contre-valeur de marchandises hongroises à déterminer et à importer sous certaines conditions dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Article 7.

Sur le montant des sommes versées à la Banque nationale de Belgique agissant comme caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois par les importateurs de marchandises hongroises dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, 35% seront tenus en compte spécial belgas à la libre disposition de la Banque nationale de Hongrie. Ce pourcentage pourra être majoré dès que l'arriéré des créances belges et luxembourgeoises existant lors de l'entrée en vigueur de la présente convention aura été liquidé.

Article 8.

La Banque nationale de Hongrie et l'Office de compensation autoriseront dans la plus large mesure du possible en dehors du système précédemment défini et après s'être mis d'accord, tant sur ces opérations elles-mêmes que sur leurs modalités d'exécution, l'échange de marchandises hongroises contre des marchandises de provenance belgo-luxembourgeoise.

Article 9.

La présente convention entrera en vigueur le 15 juin 1933. Sa durée sera de trois mois. Elle pourra être dénoncée un mois avant son échéance. Elle sera prorogée pour une même période par voie de tacite reconduction aussi longtemps que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin sous le préavis précité.

Si, pendant la durée de la présente convention, des changements sont apportés à la parité monétaire légale telle qu'elle est définie à l'article 5, cette convention cessera d'être en vigueur à partir du jour même de ces modifications.

Dans ce cas, comme dans celui de la résiliation de la convention par l'une des deux Parties, s'il y avait aux comptes tenus par la Banque nationale de Hongrie un avoir en pengö en faveur des exportateurs belges ou luxembourgeois, cet avoir (pour autant qu'il ne serait pas compensé, aux comptes tenus par l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, par un avoir en belgas en faveur des exportateurs hongrois) serait transféré par la Banque nationale de Hongrie en un compte bloqué en pengö-or, à une ou à des banques hongroises à désigner par les exportateurs belgo-luxembourgeois.

Des pourparlers seraient alors immédiatement engagés entre les Hautes Parties contractantes au sujet de ces comptes ainsi que des avoirs en pengö-or qui pourraient se trouver dans les banques visées à l'article 3.

Il est d'ailleurs entendu que, dans le cas de résiliation forcée pour cause de modification à la parité monétaire or légale, ces pourparlers immédiats auront pour objet non seulement le point spécial défini à l'alinéa précédent, mais la conclusion d'une nouvelle convention.

BUDAPEST, le 24 mai 1933.

(Signé) Jacques DAVIGNON.

(Signé) KÁNYA.

into force of the present Convention, the debtor shall be entitled to make the payments relating to these debts to the National Bank of Hungary up to August 1st, 1933.

With a view to accelerating the liquidation of the arrears above-mentioned, the National Bank of Hungary and the Belgo-Luxemburg Clearing Office may earmark for the settlement of these arrears an equivalent value in respect of Hungarian goods to be determined and imported under certain circumstances into the territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union.

Article 7.

Of the total sums paid to the National Bank of Belgium acting as treasurer of the Belgo-Luxemburg Clearing Office by persons importing Hungarian goods into the Economic Union of Belgium and Luxemburg, 35 per cent will be kept in a special belga account at the free disposal of the National Bank of Hungary. This percentage may be raised as soon as the arrears of Belgian and Luxemburg claims existing on the entry into force of the present Convention have been liquidated.

Article 8

The National Bank of Hungary and the Clearing Office shall authorise to the greatest possible extent, in addition to the system above described and after mutual agreement has been reached as regards these transactions themselves and the method of their execution, the exchange of Hungarian goods for goods of Belgian or Luxemburg origin.

Article 9.

The present Convention shall come into force on June 15, 1933. It shall remain in force for a period of three months. It may be denounced one month before its expiry. It shall be renewed for a further three months by tacit agreement, so long as one of the High Contracting Parties has not, by giving the aforesaid notice, intimated its desire to terminate the Convention.

If during the term of the present Convention changes are made in the legal currency parity as defined in Article 5, this Convention will cease to be in force as from the date of such changes.

In this case, and also should the Convention be denounced by one of the Parties, if the National Bank of Hungary then holds a sum in pengő to the credit of Belgian or Luxemburg importers, such sum (in so far as not set off in the accounts kept by the Belgo-Luxemburg Clearing Office by a sum in belgas to the credit of Hungarian exporters) would be transferred by the National Bank of Hungary to a blocked account in gold pengő in one or more Hungarian banks to be specified by the Belgo-Luxemburg exporters.

Negotiations would then immediately be opened between the High Contracting Parties with regard to these accounts and with regard to any sums in gold pengő that might be held in the banks referred to in Article 3.

It is further understood that in case of the compulsory termination of the Convention owing to a change in the legal gold monetary parity, such immediate negotiations would relate not only to the special point mentioned in the previous paragraph but also to the conclusion of a new Convention.

BUDAPEST, *March 24, 1933.*

(Signed) Jacques DAVIGNON.

(Signed) KÁNYA.

N° 3235.

FRANCE ET HONGRIE

Avenant à l'Arrangement commercial
du 25 septembre 1931 entre les
deux pays, avec annexe. Signé à
Paris, le 3 mars 1933.

FRANCE AND HUNGARY

Additional Agreement to the Com-
mercial Agreement of September
25, 1931, between the two Coun-
tries, with Annex. Signed at Paris,
March 3, 1933.

N° 3235. — AVENANT¹ A L'ARRANGEMENT COMMERCIAL DU
25 SEPTEMBRE 1931 ENTRE LA FRANCE ET LA HONGRIE.
SIGNÉ A PARIS, LE 3 MARS 1933.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a.i. de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 28 juillet 1933.

LE GOUVERNEMENT HONGROIS et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, désireux d'adapter aux circonstances actuelles les dispositions de l'Arrangement² concernant le traitement réservé aux importations en France de blé hongrois, et signé à Budapest le 25 septembre 1931, ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

Article premier.

L'état du marché des blés, tant en France qu'en Hongrie, ne permettant pas, au cours de la campagne actuelle, de faire jouer les dispositions prévues à l'arrangement précité, il pourra, à titre exceptionnel, être importé en France jusqu'au 30 septembre 1933, au lieu et place du contingent de blé prévu audit Arrangement, un contingent de maïs destiné exclusivement à la nourriture des volailles et du bétail et admis au bénéfice des conditions ci-après :

Article 2.

A leur importation en France, les maïs importés de Hongrie seront soumis, sans aucune réduction, aux droits du tarif minimum français.

Toutefois, pour une quantité de maïs qui ne pourra dépasser 400.000 quintaux, et sous réserve des dispositions des articles 1, 3 et 4 du présent Avenant, il sera fait remboursement à l'Etat hongrois de 40 % des droits du tarif minimum.

Article 3.

Les importations de maïs admis à bénéficier de ce remboursement devront être effectuées par tranches trimestrielles réparties ainsi qu'il suit :

Avant le 31 mars 1933	100.000 quintaux
Du 1 ^{er} avril au 30 juin 1933	150.000 »
Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 1933	150.000 »

¹ Entré en vigueur le 10 mai 1933.

² Vol. CXXXII, page 171, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3235. — ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF SEPTEMBER 25, 1931, BETWEEN FRANCE AND HUNGARY. SIGNED AT PARIS, MARCH 3, 1933.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Additional Agreement took place July 28, 1933.

THE HUNGARIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT, being desirous of adapting to present circumstances the provisions of the Agreement³ concerning the treatment accorded to imports of Hungarian wheat into France, signed at Budapest on September 25, 1931, have decided by common consent upon the following provisions :

Article 1.

The state of the wheat market both in France and in Hungary not permitting of the application during the present season of the provisions laid down in the above-mentioned Agreement, a quota of maize intended exclusively for the feeding of poultry and cattle may, as an exceptional measure, be imported into France up to September 30, 1933, instead of the wheat quota stipulated in the said Agreement, under the following conditions :

Article 2.

On importation into France, maize imported from Hungary shall be subject to the duties of the French minimum tariff without any reduction.

Nevertheless, in respect of a quantity of maize not exceeding 400,000 quintals, and subject to the provisions of Articles 1, 3 and 4 of the present Additional Agreement, 40 per cent of the duties of the minimum tariff shall be refunded to the Hungarian State.

Article 3.

The imports of maize in respect of which this refund is made must be effected in quarterly instalments as follows :

Before March 31, 1933	100,000 quintals
Between April 1 and June 30, 1933	150,000 »
Between July 1 and September 30, 1933	150,000 »

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force May 10, 1933.

³ Vol. CXXXII, page 171, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les contingents ainsi fixés devront être importés en France intégralement au cours du trimestre correspondant ou au plus tard dans les 45 jours qui suivront.

Article 4.

Les importations de maïs bénéficiant des dispositions spéciales qui précèdent seront effectuées sur demandes présentées au ministre de l'Agriculture de France qui les revêtira de son visa jusqu'à épuisement du contingent. Les conditions auxquelles devront être soumises ces importations seront fixées par un arrêté du ministre de l'Agriculture.

Le Gouvernement français fera toute diligence pour effectuer les remboursements prévus à l'article premier dès qu'il aura obtenu justification de l'emploi des maïs importés.

Article 5.

Le présent avenant sera soumis à l'approbation du Parlement français et ratifié. Il entrera en vigueur, d'accord entre les deux gouvernements, huit jours au plus après l'échange des ratifications.

Les deux gouvernements entameront des négociations avant le 30 septembre 1933, pour examiner, en tenant compte des circonstances, s'il y a lieu de le renouveler avec les adaptations nécessaires en vue de la campagne 1933-1934.

Ces négociations seront menées de sorte que le nouvel Arrangement puisse produire ses effets à une date aussi rapprochée que possible du début de la nouvelle campagne.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Arrangement et y ont apposés leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le trois mars mil neuf cent trente-trois.

(L. S.) (Signé) Frédéric VILLANI.

(L. S.) (Signé) PAUL-BONCOUR.

(L. S.) (Signé) L. SERRE.

ANNEXE

Les sommes provenant des paiements prévus à l'article 2 de l'Avenant seront retenues par le Gouvernement français pour être utilisées en France au règlement de dettes hongroises vis-à-vis de l'Etat ou de ressortissants français.

La contrevaletur en pengös calculée sur la base de la parité légale sera mise par le Gouvernement français, par prélèvement sur les avoirs français en pengös, à la disposition du Gouvernement hongrois pour être versée aux exportateurs hongrois de maïs. Le Gouvernement hongrois s'emploiera auprès de la Banque nationale pour que toutes les facilités possibles soient données en vue d'obtenir la libération d'avoirs français en pengös pouvant être utilisés à ces fins.

The whole of the quotas thus fixed must be imported into France during the corresponding quarter, or at latest within the ensuing 45 days.

Article 4.

The imports of maize benefiting from the special provisions laid down above shall be effected on the basis of applications, addressed to the French Minister of Agriculture, who shall endorse them until the whole quota has been expended. The conditions to which these imports shall be subject shall be fixed by a Decree of the Minister of Agriculture.

The French Government shall use all diligence in making the refunds stipulated in Article 1, as soon as it has obtained evidence of the use made of the imported maize.

Article 5.

The present Additional Agreement shall be submitted to the French Parliament for approval and rectified. It shall enter into force by agreement between the two Governments not more than eight days after the exchange of ratifications.

The two Governments shall initiate negotiations before September 30, 1933, to consider whether, taking prevailing circumstances into account, it should be renewed with the necessary adjustments for the 1933-34 season.

These negotiations shall be so conducted that the new Agreement will be able to exercise its effects at a date as near as possible to the opening of the new season.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Paris in duplicate, the third day of March, one thousand nine hundred and thirty-three.

(L. S.) (Signed) Frédéric VILLANI.

(L. S.) (Signed) PAUL-BONCOUR.

(L. S.) (Signed) L. SERRE.

ANNEX.

The sums derived from the payments stipulated in Article 2 of the Additional Agreement shall be retained by the French Government in order to be utilised in France for the settlement of Hungarian debts to the State or to French nationals.

The equivalent in pengős, calculated on the basis of the legal par value, shall be placed by the French Government at the Hungarian Government's disposal, out of the French holdings in pengős, for payment to the Hungarian maize importers. The Hungarian Government shall arrange with the National Bank for all possible facilities to be given with a view to the liberation of French holdings in pengős capable of being utilised for the purpose.

N° 3236.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CHINE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 27 juin 1930.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND CHINA**

Arbitration Treaty. Signed at Wash-
ington, June 27, 1930.

No. 3236. — ARBITRATION TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CHINA. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 27, 1930.

*Textes officiels anglais, français et chinois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République de Chine. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 août 1933.
Ce traité a été transmis au Secrétariat par le " Department of State " du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 25 février 1933.*

THE REPUBLIC OF CHINA and THE UNITED STATES OF AMERICA,
Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations now happily existing between the two nations ;
Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Mr. Chao-Chu Wu, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of China to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Henry L. STIMSON, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to one another their full powers found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to the Permanent International Commission constituted pursuant to the Treaty² signed at Washington September 15, 1914, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention³ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide, if necessary, for the organization of such tribunal, shall define its powers, shall state the question or questions at issue, and shall settle the terms of reference.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 15 décembre 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IX, page 372.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

N^o 3236. — TRAITÉ D'ARBITRAGE¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA CHINE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 27 JUIN 1930.

*English, French and Chinese official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Republic of China. The registration of this Treaty took place August 8, 1933.
This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 25, 1933.*

LA RÉPUBLIQUE DE CHINE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques heureusement existant entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui viendraient à s'élever entre eux ; et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et à ces fins ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

M. Chao-Chu Wu, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Chine aux Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, non plus que par l'application du recours à la Commission permanente internationale constituée conformément au Traité² signé à Washington le 15 septembre 1914, et qui en raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention³ du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, ce qui sera décidé dans chaque cas par accord spécial ; cet accord spécial pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la question ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, December 15, 1932.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 437.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

The special agreement in each case shall be made on the part of China in accordance with its constitutional law, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of China in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty, in Chinese, English and French, shall be ratified by the National Government of the Republic of China in accordance with Chinese constitutional law and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof. The Chinese and English texts shall have equal force, but in case of divergence the French text shall prevail.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this treaty, in duplicate, in the Chinese, English and French languages, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington this 27th day of the sixth month of the nineteenth year of the Republic of China, corresponding to the 27th day of June, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Chao-Chu Wu.

(Signed) Henry L. STIMSON.

L'accord spécial dans chaque cas sera conclu en ce qui concerne la Chine en conformité de sa loi constitutionnelle et en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique par le président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a)* Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b)* Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c)* Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d)* Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de la Chine en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité, en chinois, en anglais et en français sera ratifié par le Gouvernement national de la République de Chine en conformité de la loi constitutionnelle chinoise et par le président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique. Les textes chinois et anglais feront également foi, mais, en cas de divergence, le texte français prévaudra.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera ensuite en vigueur sans limite de durée. Toutefois, il pourra être dénoncé par écrit par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et, dans ce cas, il cessera ses effets à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en chinois, en anglais et en français, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le 27 du sixième mois de l'an dix-neuf de la République de Chine correspondant au 27 juin mil neuf cent trente.

(Signé) Chao-Chu Wu.

(Signé) Henry L. STIMSON.

N° 3236.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中美公斷條約

大^中美^華利^民堅^國合^衆衆國爲欲竭力預防兩國間幸存之和平關係發生中斷

復願重行確定採取將兩國間所發生一切可以裁判之爭端均付公平判斷之政策

並切望自樹模範不惟表明反對以戰爭爲兩國相互間國家政策之工具且促進和平解決國際爭執之國際協定臻於完善使世界各國間戰爭之可能永遠消滅的時期起見決定締結一公斷條約爲此簡派全權代表如下

大中華民國國民政府主席特派

中華民國駐美利堅國特命全權公使伍朝樞

大美利堅合衆國總統特派

美利堅合衆國外交部長史添臣

兩全權代表所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定條款如下
第一條 兩締約國間如有國際事項之爭執此締約國對彼締

第二條

約國提出由條約內或條約外發生之權爭的要求此項爭執未能以外交方法解決或經交付於按照一九一四年九月十五日在華盛頓簽訂之條約而設立之永久國際委員會仍未解決而此項爭執因適用法律或公理之原則得付判決故具有可以裁判之性質者則於每案發生時以特別協定決定應交付於按照一九〇七年十月十八日公約所設立之海牙永久公斷法庭或其他相當裁判機關此項特別協定應於必要時規定裁判機關之組織並應確指其權限載明爭執之問題并決定交付公斷之條款

每案之特別協定中國方面依照中華民國之憲法訂立之美國方面由美國總統得美國參議院之協贊允許訂立之

關於下列各爭執事件不得引用本約各條

(甲) 在彼此締約國內政範圍者

(乙) 涉及第三國利益者

(丙) 屬於或涉及合衆國對美洲問題向有態度即所謂門羅主義之維持者

Certified as a true copy.



(丁) 屬於或涉及中國依照國際聯合會盟約應盡義務之履行者
第三條 本約用中文英文法文繕寫由中國國民政府依照中國憲法批准之並

由美國總統得美國參議院之協贊允許而批准之中文英文有同等之效力但遇有歧異時以法文為準

批准文件應於最短期間在華盛頓交換自交換批准文件之日起本約發生效力此後本約繼續有效至此締約國以書面通知廢止於彼締約國後一年為止

兩全權代表特此署名蓋印於中文英文法文之條約兩份以昭信守

中華民國十九年六月二十七日

一千九百三十年六月二十七日

在華盛頓訂立

伍朝樞 (印)

史添臣 (印)

N° 3237.

COMMISSION
INTERNATIONALE
DU DANUBE, ROUMANIE
ET YOUGOSLAVIE

Accord relatif à la constitution des
services spéciaux aux Portes-de-
Fer, avec annexes et protocole final.
Signés au Semmering, le 28 juin
1932.

INTERNATIONAL
COMMISSION OF THE
DANUBE, ROUMANIA
AND YUGOSLAVIA

Agreement relating to the Setting-
up of Special Services at the Iron
Gates, with Annexes and Final
Protocol. Signed at Semmering,
June 28, 1932.

N° 3237. — ACCORD¹ ENTRE LA COMMISSION INTERNATIONALE DU DANUBE, LA ROUMANIE ET LA YUGOSLAVIE RELATIF A LA CONSTITUTION DES SERVICES SPÉCIAUX AUX PORTES-DE-FER. SIGNÉ AU SEMMERING, LE 28 JUIN 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 août 1933.

En exécution des dispositions de la Convention² établissant le Statut définitif du Danube signée à Paris le 23 juillet 1921 et pour constituer, de commun accord, les Services techniques et administratifs spéciaux prévus à l'article XXXII de ladite convention aux fins de maintenir et d'améliorer les conditions de la navigation dans le secteur compris entre Turnu-Severin et Moldova-Veche dit des Portes-de-Fer et des Cataractes.

Ont décidé de conclure un accord à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE :

M. Douchan PANTITCH, conseiller de Légation, délégué suppléant à la Commission internationale du Danube ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin CONTZESCO, ministre plénipotentiaire, délégué aux Commissions européenne et internationale du Danube ;

LA COMMISSION INTERNATIONALE DU DANUBE, par décision unanime du 27 juin 1932 :

M. l'amiral DIETRICH de Sachsenfels, ministre plénipotentiaire, délégué de Hongrie, président en exercice de la Commission internationale du Danube ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les stipulations suivantes :

CHAPITRE PREMIER

SERVICES CONSTITUANT L'ADMINISTRATION DES PORTES-DE-FER ET DES CATARACTES.

Article premier.

En exécution des dispositions de l'article XXXII du Statut du Danube, sont constitués les Services spéciaux techniques et administratifs ci-après désignés, à l'effet de maintenir et d'améliorer

¹ Le dépôt des ratifications a eu lieu à Vienne, le 6 juin 1933.
Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1933.

² Vol. XXVI, page 173 ; et vol. CXVII, page 55, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3237. — AGREEMENT² BETWEEN THE INTERNATIONAL COMMISSION OF THE DANUBE, ROUMANIA AND YUGOSLAVIA, RELATING TO THE SETTING-UP OF SPECIAL SERVICES AT THE IRON GATES. SIGNED AT SEMMERING, JUNE 28, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 8, 1933.

In execution of the provisions of the Convention³, signed at Paris on July 23, 1921, establishing the definitive Statute of the Danube and in order to set up by joint agreement the special technical and administrative Services provided for in Article XXXII of the said Convention, for the purpose of maintaining and improving conditions of navigation on the Section of the Danube between Turnu-Severin and Mondova-Veche, known as the Iron Gates and Cataracts Section,

Have decided to conclude an agreement for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Douchan PANTITCH, Counsellor of Legation, Substitute Delegate on the International Commission of the Danube ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin CONTZESCO, Minister Plenipotentiary, Delegate on the European and International Commissions of the Danube ;

THE INTERNATIONAL COMMISSION OF THE DANUBE, by unanimous decision of June 27, 1932 :

Admiral DIETRICH de Sachsenfels, Minister Plenipotentiary, Delegate of Hungary, President-in-Office of the International Commission of the Danube ;

Who, having exchanged their powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

SERVICES CONSTITUTING THE ADMINISTRATION OF THE IRON GATES AND CATARACTS.

Article 1.

In execution of the provisions of Article XXXII of the Statute of the Danube, the technical and administrative Services hereinafter mentioned are hereby constituted in order to maintain

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The deposit of ratifications took place at Vienna, June 6, 1933. Came into force July 1, 1933.

³ Vol. XXVI, page 173 ; and Vol. CXVII, page 55, of this Series.

les conditions de la navigation dans le secteur compris entre Turnu-Severin et Moldova-Veche, dit des Portes-de-Fer et des Cataractes :

- 1^o Un Service des Travaux ;
- 2^o Un Service de la Navigation.

Ces services sont complétés par :

- Un bureau de la comptabilité ;
- Une caisse.

Article 2.

Cette organisation est dénommée « *Administration des Portes-de-Fer et des Cataractes* ». Elle a son siège central à Orsova, sans préjudice des services auxiliaires qui pourraient être, en cas de besoin, installés sur d'autres points du secteur.

Article 3.

A la tête de chacun des quatre organes de l'administration énumérés ci-dessus, est placé un chef directement responsable des affaires de son ressort.

CHAPITRE II

COMPÉTENCE DES ORGANES DE L'ADMINISTRATION.

Article 4.

Le chef du Service des Travaux est chargé de la direction ou du contrôle des travaux ayant pour but la conservation des ouvrages, ainsi qu'en général de la direction ou du contrôle de tous les travaux destinés à l'entretien et à l'amélioration de la navigabilité du secteur, pour autant que l'exécution des nouveaux travaux ne fera pas l'objet de dispositions spéciales arrêtées de concert entre les Etats riverains du secteur et la commission.

Il est, en outre, chargé du service de balisage, ainsi que de la gestion technique des immeubles et du matériel flottant ou autre mis à la disposition de l'administration.

Article 5.

Le chef du Service de la Navigation est chargé, sous réserve des dispositions du chapitre VII du présent accord relatives à la police de la navigation, de la surveillance de la navigation, de la direction du service de pilotage et de tous autres services ayant pour but d'assurer ou de faciliter l'exercice technique de la navigation.

Article 6.

Le chef du Bureau de la comptabilité est chargé de la comptabilité de l'administration et du mouvement des fonds.

Article 7.

Le chef de la caisse est chargé de l'encaissement des taxes de navigation et autres recettes de l'administration, ainsi que de toutes autres opérations de caisse.

and improve conditions of navigation on the Section of the Danube between Turnu-Severin and Mondova-Veche known as the Iron Gates and Cataracts Section :

- (1) A Public Works Service ;
- (2) A Navigation Service.

These Services shall be completed by :

- An Accountancy Office ;
- A Treasury.

Article 2.

This organisation shall be called the “ *Administration of the Iron Gates and Cataracts* ”. It shall have its headquarters at Orsova, without prejudice to any auxiliary services which if necessary may be established at other points of the Section.

Article 3.

A chief directly responsible for the affairs of his department shall be placed at the head of each of the above-mentioned four organs of the Administration.

CHAPTER II.

COMPETENCE OF THE ORGANS OF THE ADMINISTRATION.

Article 4.

The Chief of the Public Works Service shall be in charge of the management or supervision of conservancy work and in general, the management or supervision of all work for maintaining and improving the navigability of the Section, in so far as the execution of new public works is not provided for by special measures decided on by joint agreement between the riparian States of the Section and the Commission.

The Chief of the Public Works Service shall further be in charge of the buoyage service and the technical management of the premises and floating or other material placed at the disposal of the Administration.

Article 5.

The Chief of the Navigation Service shall, subject to the provisions of Chapter VII of the present Agreement concerning navigation police services, be in charge of the supervision of navigation and the management of pilotage and all other services intended to ensure or facilitate the technical exercise of navigation.

Article 6.

The Chief of the Accountancy Office shall be in charge of the accounts of the Administration and the movement of funds.

Article 7.

The Chief of the Treasury shall be in charge of the receipt of navigation dues and other revenue of the Administration and all other Treasury transactions.

Article 8.

Le Règlement de fonctionnement fixera les détails de la compétence des organes de l'administration telle qu'elle est définie ci-dessus, ainsi que les attributions supplémentaires qui pourraient leur être confiées.

Article 9.

La compétence des organes de l'administration telle qu'elle est définie ci-dessus, cesse dans les ports et sur les rives du secteur dès qu'il s'agit de mesures concernant la police proprement dite des ports et rives ou de mesures relatives à l'exploitation des ports et, enfin, lorsqu'il s'agit, soit de travaux d'intérêt local ne concernant pas et n'affectant pas les intérêts généraux de la navigation, soit des travaux nécessaires au développement économique des Etats riverains du secteur tels qu'ils sont visés par le premier alinéa de l'article XIV du Statut du Danube.

CHAPITRE III

RAPPORT DES ORGANES DE L'ADMINISTRATION AVEC LA COMMISSION ET ENTRE EUX.

Article 10.

La commission décide, sur les propositions des chefs des organes compétents de l'administration, les mesures utiles à l'entretien et à l'amélioration de la navigabilité et à l'administration du secteur.

Elle peut aussi provoquer des propositions de leur part.

Article 11.

Les propositions visées à l'article 10 ci-dessus, ne peuvent être d'exécution qu'après avoir obtenu l'approbation préalable de la commission. Toutefois, pour les affaires réclamant une intervention immédiate, il peut être procédé à celle-ci, sous réserve d'approbation ultérieure de la commission.

Article 12.

L'exécution des décisions de la commission incombe aux organes compétents de l'administration dont les chefs sont directement responsables devant la commission, chacun pour les affaires de son ressort.

La commission contrôle l'exécution de ses décisions, ainsi que, en général, le fonctionnement de l'administration. A cet effet, elle maintient sur place quand et aussi longtemps qu'elle le jugera nécessaire un représentant.

Ce représentant sert obligatoirement d'agent de transmission entre la commission et l'administration.

Article 13.

Le règlement spécial prévu par l'article XXXIII du Statut du Danube réglera le fonctionnement des organes de l'administration, ainsi que les rapports avec la commission, de façon :

Que leurs chefs se tiennent mutuellement au courant des affaires de leurs ressorts respectifs ;

Article 8.

The Working Regulations shall define in detail the competence of the organs of the Administration as above defined, and any additional functions that may be given them.

Article 9.

The competence of the organs of the Administration as above defined shall not cover, in ports and on the banks of the Section, any measures concerning the policing, in the strict sense of the word, of the ports and banks, or measures concerning the working of ports, or any public works of local interest not concerning or affecting the general interests of navigation, or works necessary for the economic development of the riparian States of the Section, as referred to in the Article XIV, first paragraph, of the Statute of the Danube.

CHAPTER III.

RELATIONS OF THE ORGANS OF THE ADMINISTRATION WITH THE COMMISSION AND WITH EACH OTHER.

Article 10.

The Commission shall decide, on proposals made by the Chiefs of the competent organs of the Administration, what measures may be desirable for the maintenance and improvement of the navigability and for the administration of the Section.

The Commission may also ask the said Chiefs to make proposals.

Article 11.

The proposals mentioned in Article 10 above may be put into force only if previously approved by the Commission. Nevertheless, in matters in which immediate action is necessary, such action may be taken, subject to the subsequent approval of the Commission.

Article 12.

The execution of the Commission's decisions shall devolve upon the competent organs of the Administration, the chiefs of which shall be directly responsible to the Commission for the affairs of their respective departments.

The Commission shall supervise the carrying out of its decisions and the working of the Administration in general. For that purpose the Commission shall keep a representative on the spot whenever and for such time as it may deem necessary.

Such representative shall act as the agent through whom all communications between the Commission and the Administration must be sent.

Article 13.

The Special Regulations provided for in Article XXXIII of the Statute of the Danube shall govern the working of the organs of the Administration, and their relations with the Commission, so that :

Their chiefs shall keep each other acquainted with the affairs of their respective departments ;

Qu'ils se communiquent leurs propositions avant de les adresser à la commission ;

Qu'ils provoquent l'avis compétent des autres chefs intéressés pour les propositions qu'ils soumettent à la commission.

CHAPITRE IV

PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION.

Article 14.

Sans préjudice des dispositions de l'article 18, le personnel de l'administration, y compris le personnel permanent des ateliers, chantiers de construction ou autres installations techniques semblables, est fourni et nommé par les deux Etats riverains du secteur, de façon que, dans les cadres de ces services, les agents nommés par chacun d'eux soient égaux en nombre et quant à l'importance des emplois qu'ils occupent.

Il est toutefois entendu qu'en cas de création ou de suppression de postes nécessitées par les besoins du service, la commission veillera à ce que, dans son application, le principe d'égalité entre les deux Etats riverains du secteur ne souffre que des écarts temporaires.

Les chefs des Services des Travaux et de la Navigation sont mis, quant à leur grade et situation budgétaire, sur un pied de parfaite égalité.

Il en est de même en ce qui concerne le chef du Bureau de la comptabilité et le chef de la caisse.

Article 15.

La commission établit le cadre du personnel. Elle fixe la rétribution dudit personnel et détermine, soit en raison de leur temps de service près de l'Administration des Portes-de-Fer les sommes forfaitaires à allouer aux employés quittant le service de cette administration au bout d'un nombre minimum d'années de service, soit les modalités par lesquelles certaines catégories de personnel pourraient éventuellement être assurées auprès d'une caisse de retraite.

Article 16.

La nomination par chacun des deux Etats riverains du secteur des chefs fournis par lui, énumérés à l'article 14 ci-dessus, est soumise à l'agrément préalable de la commission.

Article 17.

En procédant au choix des titulaires des différents postes inscrits au cadre du personnel de l'administration, les gouvernements des deux Etats se guideront uniquement d'après la capacité personnelle des candidats, en leur assurant en même temps, dans toute la mesure du possible, une stabilité de fonctions à l'abri de toute influence étrangère à la navigation.

Une fois nommés par le gouvernement de l'un ou de l'autre des deux Etats riverains du secteur, tous les agents sans exception, composant les services, sont exclusivement mis à la disposition de l'administration et soustraits, en ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions auprès d'elle, à toute ingérence, soit directe, soit indirecte, de la part des autorités territoriales des Etats riverains du secteur.

They shall communicate their proposals to each other before forwarding them to the Commission ;

They shall ask for the competent opinion of the other chiefs concerned on the proposals which they submit to the Commission.

CHAPTER IV.

STAFF OF THE ADMINISTRATION.

Article 14.

Without prejudice to the provisions of Article 18, the staff of the Administration, including the permanent staff of workshops, building yards and other similar technical establishments, shall be supplied and appointed by the two riparian States of the Section, so that within these services the officials appointed by each of them are equal in number and equal in the importance of the posts which they hold.

It is understood, however, that should new posts be created or existing posts be abolished on account of the requirements of the service, the Commission shall see that in the application of the said measures the principle of equality as between the two riparian States of the Section shall only temporarily be disregarded.

The chiefs of the Works and Navigation Services shall be placed on a footing of complete equality in respect of their rank and financial position.

The same shall apply to the Chief of the Accountancy Office and the Chief of the Treasury.

Article 15.

The Commission shall arrange the composition of the permanent staff. It shall fix the salaries of the said staff and shall determine either, on the basis of their length of service with the Iron Gates Administration, the lump sums to be given to employees leaving the service of that Administration at the end of a minimum number of years of service or the procedure by which certain categories of the staff could be insured with a pensions fund.

Article 16.

The appointment by each of the two riparian States of the Section of the chiefs appointed by it as enumerated in Article 14 above shall be subject to previous approval by the Commission.

Article 17.

When choosing the holders of the various posts on the permanent staff of the Administration, the Governments of the two States shall take account solely of the personal capacity of the candidates, ensuring them at the same time all possible stability in their duties free from any influences unconnected with navigation.

Once appointed by the Government of either of the riparian States of the Section, all officials without exception belonging to the Services are placed exclusively at the disposal of the Administration, and shall be free, in respect of the exercise of their duties under the Administration, from any interference, either direct or indirect, from the territorial authorities of the riparian States of the Section.

Le droit de révocation de ces agents appartient au gouvernement de l'Etat riverain du secteur qui les a nommés. La révocation est prononcée par le gouvernement, soit de sa propre initiative, soit sur la demande motivée de la commission, formulée, en cas de besoin, après enquête. Dans le premier cas, la commission est préalablement informée du motif de la révocation.

Article 18.

Les élèves-pilotes et les pilotes, pour autant qu'ils appartiennent au corps officiel de pilotage, ainsi que le chef-pilote, font partie du personnel de l'administration.

L'emploi de chef-pilote est attribué par la commission, après examen des propositions motivées formulées par l'administration, sans distinction de nationalité, au candidat le mieux qualifié choisi par voie de concours, ouvert en même temps qu'aux pilotes officiels, aux pilotes particuliers et aux navigateurs fluviaux et maritimes, une préférence étant accordée, à qualifications égales, aux pilotes du corps officiel de pilotage, et, parmi ces derniers, aux plus anciens.

Les certificats d'engagement pour les élèves-pilotes, le brevet pour les pilotes, la lettre de service pour le chef-pilote, délivrés par l'administration dans les conditions prévues par le Règlement de fonctionnement dont il est fait mention à l'article 13 ci-dessus, constitueront l'acte de la nomination de ces agents.

Article 19.

Le Règlement de fonctionnement fixera, dans leurs détails, les conditions que doivent remplir les candidats pour être admis, par voie de concours, aux postes d'élèves-pilotes pour être promus ensuite aux postes de pilotes brevetés.

Les élèves-pilotes et pilotes seront choisis parmi toutes les nationalités. Toutefois, le recrutement des élèves-pilotes devra être réglé de façon que, autant que possible, la moitié du nombre des postes de pilotes, compte tenu du poste de chef-pilote, soit réservée à parts égales aux ressortissants des deux Etats riverains du secteur.

L'ignorance des langues officielles de l'administration ne saurait constituer une raison de refus, soit au concours au poste d'élève-pilote, soit à l'admission à l'examen de capacité de pilote. Aucun candidat se présentant au concours d'élève-pilote et remplissant les conditions établies par le Règlement de fonctionnement ne peut en être exclu, sauf décision contraire de la commission.

Ce règlement déterminera les sanctions auxquelles donnera lieu l'inobservation des obligations des pilotes appartenant au corps officiel de pilotage, ainsi que les conditions du retrait de leur brevet.

Les opérations des comités d'examen auront lieu en présence d'un représentant de la commission.

Article 20.

Dans les conditions fixées ci-dessous, les armateurs auront la faculté de faire piloter leurs bateaux par des pilotes particuliers à leurs gages. Ces pilotes ne seront admis qu'à piloter les bateaux de l'entreprise ou de groupe d'entreprises dont ils sont les employés.

Les candidats à l'emploi de pilotes particuliers doivent présenter les garanties morales et physiques et posséder les capacités exigées des pilotes officiels.

Le Règlement de fonctionnement fixera les modalités d'après lesquelles l'administration délivrera le brevet de pilote particulier aux personnes possédant les qualifications nécessaires.

Ce règlement déterminera les obligations auxquelles sont soumis les pilotes particuliers à l'égard de l'administration et les sanctions auxquelles donnera lieu l'inobservation de ces obligations, ainsi que les conditions du retrait de leur brevet.

Une fois brevetés, les pilotes particuliers obtiendront de l'administration toutes facilités et tous renseignements nécessaires à l'exercice du pilotage dans le secteur des Portes-de-Fer et des Cataractes.

The right to dismiss such employees shall be vested in the Government of the riparian State of the Section which has appointed them. Dismissal shall be decided upon by the Government, either on its own initiative or in response to a reasoned request submitted by the Commission, if necessary after enquiry. In the first case the Commission shall be previously notified of the reason for dismissal.

Article 18.

Pilots on probation, and pilots belonging to the official pilotage service, and the chief pilot, shall form part of the staff of the Administration.

The post of chief pilot shall be awarded by the Commission, after having examined the reasoned proposals of the Administration, without distinction being made on the ground of nationality, to the best qualified candidate, who shall be chosen on the result of a competition open both to official and private pilots and to river and maritime navigators, preference being given as between candidates with equal qualifications, to pilots belonging to the official pilotage service, and among them to the senior candidate.

The documents appointing such officials shall be an employment contract for pilots on probation, a pilot's certificate for pilots and a letter of appointment for the chief pilot, such documents being issued by the Administration under the conditions laid down by the Working Regulations referred to in Article 13 above.

Article 19.

The Working Regulations shall lay down in detail the qualifications to be required from candidates for the examination for appointment to posts of pilots on probation, to be promoted later to posts of certificated pilots.

Persons of any nationality shall be eligible for appointment as pilots on probation and certified pilots. Nevertheless the recruiting of pilots on probation shall be so regulated that as far as possible half the number of posts of pilots, account being taken of the post of chief pilot, shall be reserved equally for nationals of each of the two riparian States of the Section.

Ignorance of the official languages of the Administration shall not invalidate any person for admission to the examination either for the post of pilot on probation or to test his capacity as a pilot. No candidate applying for admission to the examination for pilot on probation and complying with the conditions laid down by the Working Regulations may be debarred from taking the said examination unless a decision to the contrary be taken by the Commission.

The Working Regulations shall lay down the penalties applicable for neglect of the duties of pilots belonging to the official pilotage service and shall also determine in what circumstances a pilot's certificate may be withdrawn.

A representative of the Commission shall be present at the proceedings of the examining committees.

Article 20.

Subject to the conditions laid down below, shipowners shall be allowed the option of having their vessels piloted by private pilots in their pay. Such pilots shall be allowed to pilot only the vessels of the undertaking or group of undertakings by which they are employed.

Candidates for the post of private pilot must show that they have the good character and physical fitness and the qualifications required of official pilots.

The Working Regulations shall prescribe by what procedure the Administration shall issue the certificate for a private pilot to persons having the necessary qualifications.

The Regulations shall state the duties of private pilots towards the Administration and the penalties to which they are liable for neglect of such duties, and also the circumstances in which their certificate may be withdrawn.

Once they have received their certificate, private pilots shall receive from the Administration all facilities and all information necessary for the exercise of pilotage in the Iron Gates and Cataracts Section.

Article 21.

Les chefs du Service de la Navigation, du Service des Travaux, du Bureau de la comptabilité et de la caisse prennent par écrit, lors de leur entrée en service et dans les termes du formulaire I ci-annexé, l'engagement d'honneur d'accomplir leurs fonctions conformément aux décisions de la commission et dans un esprit de stricte impartialité.

La commission donne mandat à chacun des délégués des pays riverains du secteur de recevoir et de lui transmettre l'engagement de ceux de ses agents que son gouvernement aura nommés.

Le même engagement d'honneur est pris par tous les employés. Chacun des chefs mentionnés au premier alinéa du présent article a pouvoir pour recevoir, dans les termes du formulaire II ci-annexé, l'engagement des employés placés sous ses ordres et pour le transmettre à la commission.

Article 22.

L'ordre et la discipline de l'administration seront maintenus conformément aux dispositions du Règlement de fonctionnement prévu à l'article 13.

Article 23.

Pendant la durée de son service, aucun employé n'est, du fait de ses fonctions, exempté des obligations militaires imposées par les lois de son pays.

Article 24.

Autant que ses fonctions le permettent, le personnel de l'administration a la faculté de résider sur l'une ou sur l'autre des deux rives du secteur.

Sauf le cas de nécessité de service dont la commission sera seule juge, ne pourront cependant se prévaloir de cette faculté les employés exerçant leurs fonctions sur le territoire de l'Etat dont ils sont ressortissants.

CHAPITRE V

ETUDES-PROJETS-EXÉCUTION DES TRAVAUX.

Article 25.

L'étude du régime hydrologique du secteur incombe à l'administration, sans préjudice des attributions des services hydrauliques nationaux.

Les données recueillies de part et d'autre sont mutuellement échangées entre l'administration et les autorités compétentes des Etats riverains du secteur.

Le Règlement de fonctionnement déterminera les modalités de cet échange.

Article 26.

L'étude technique et l'établissement des projets de travaux d'entretien et des travaux courants d'amélioration de la navigabilité du secteur incombent à l'administration.

L'étude technique et l'établissement des projets de grands travaux d'amélioration ayant pour but la modification ou le perfectionnement du système actuel d'aménagement du secteur

Article 21.

The Chiefs of the Navigation Service, the Public Works Service, the Accountancy Office and the Treasury shall, when entering their service, give in writing, in the terms of Form I hereto annexed, an undertaking on their honour to carry out their duties in accordance with the decisions of the Commission and in a spirit of strict impartiality.

The Commission hereby entitles each of the Delegates of the riparian States of the Section to receive and transmit to the Commission the undertakings of such of its officials as his Government shall appoint.

The same undertaking shall be given by all officials. Each of the chiefs mentioned in the first paragraph of the present Article shall be empowered to receive, in the terms laid down in Form II, hereto annexed, an undertaking from the officials placed under his orders and to transmit it to the Commission.

Article 22.

Order and discipline within the Administration shall be maintained in accordance with the Working Regulations provided for in Article 13.

Article 23.

During his service no official shall by reason of his official duties be exempt from the military obligations imposed by the laws of his country.

Article 24.

In so far as its duties permit, the staff of the Administration may reside on either bank of the Section.

Nevertheless, save in the case of service requirements, of which the Commission shall be sole judge, this privilege shall not be granted to officials carrying out their duties in the territory of the State of which they are nationals.

CHAPTER V.

PLANS AND EXECUTION OF WORKS.

Article 25.

The study of the hydrological regime of the Section shall be carried out by the Administration without prejudice to the functions of the national hydraulic services.

Information collected from both sides shall be exchanged between the Administration and the competent authorities of the riparian States of the Section.

The Working Regulations shall determine by what procedure this exchange shall take place.

Article 26.

The Administration shall be responsible for the technical study and the preparation of schemes of work for maintenance and current work for the improvement of the navigability of the Section.

The technical study and the preparation of schemes of large-scale improvement work for the purpose of modifying or perfecting the present conservancy system of the Section, where such

et nécessitant un apport de nouveaux capitaux peuvent être entrepris, soit par les deux Etats riverains du secteur, soit par l'administration, soit enfin sur l'initiative de la commission. Les études entreprises sur l'initiative de la commission par des personnes n'appartenant pas à l'administration, ne peuvent être poursuivies sur place que sous réserve de l'observation des lois de police générale et des dispositions spéciales intéressant la sécurité des pays.

Les projets établis par les Etats riverains du secteur, conformément à l'alinéa précédent, comprenant plans, devis et tous autres détails relatifs aux modalités techniques et financières de leur exécution, sont soumis en commun par les deux Etats riverains du secteur à l'approbation de la commission.

Dans le cas où un accord ne s'établirait pas entre les Etats riverains du secteur pour présenter des propositions communes, chacun d'eux pourrait en présenter séparément. Dans ce cas, la commission, avant de statuer, provoquerait l'avis de l'autre Etat riverain du secteur.

La commission provoque l'avis des deux Etats riverains du secteur s'il s'agit de projets de travaux n'émanant pas d'eux. Dans toutes ses décisions relatives aux travaux, la commission tiendra compte des intérêts techniques, économiques et financiers des deux Etats riverains du secteur.

Article 27.

Lorsque pour des travaux neufs destinés, soit à compléter soit à modifier le système technique actuel des travaux, il est nécessaire d'utiliser des portions du territoire de l'un ou de l'autre des deux Etats riverains du secteur ou des deux, la commission s'entend avec l'Etat intéressé ou avec les deux sur les conditions dans lesquelles s'effectuera cette utilisation de territoire.

Article 28.

L'exécution des travaux d'entretien et des travaux courants d'amélioration visés à l'alinéa premier de l'article 26, incombe à l'administration. Si celle-ci n'est pas à même d'exécuter ces travaux, la commission peut prendre d'autres dispositions. L'exécution sera alors confiée aux Etats riverains du secteur en commun ou séparément suivant le cas, à moins que les conditions qu'ils présentent ne soient moins avantageuses que d'autres offres éventuelles d'exécution.

En ce qui concerne les grands travaux d'amélioration prévus à l'alinéa 2 de l'article 26, la commission décide, dans chaque cas particulier, par qui et comment ils seront exécutés. Néanmoins, il est d'ores et déjà entendu que :

1^o Les deux Etats riverains du secteur bénéficieront d'un droit de priorité au cas où ils voudraient se charger de ces travaux ;

2^o Dans ce cas, un accord spécial à intervenir entre eux et la commission stipulera les conditions matérielles et financières de l'exécution, y compris les modalités par lesquelles la franchise douanière pourrait être accordée ;

3^o Ni l'un des Etats riverains du secteur, ni aucun autre Etat, ne pourra, le cas échéant, être chargé de cette exécution, sans l'assentiment de celui sur le territoire duquel les travaux doivent être exécutés.

Article 29.

Les équipes ouvrières employées aux travaux hydrauliques ou autres sont, sauf accord spécial entre les gouvernements des deux Etats riverains du secteur, recrutées conformément aux lois en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel s'effectuent lesdits travaux.

Toutefois, dans le cas où ces travaux seraient exécutés sur le fleuve, à la fois sur le territoire des deux Etats riverains du secteur, au voisinage de la frontière, et que pour des motifs d'ordre pratique et technique le partage d'un travail suivant la frontière ne saurait intervenir, les équipes ouvrières seront recrutées autant que possible, à parts égales, dans chacun des deux Etats riverains du secteur.

schemes require a fresh capital outlay, may be undertaken either by the two riparian States of the Section, or by the Administration, or on the initiative of the Commission. Studies undertaken on the initiative of the Commission or by persons not belonging to the Administration may be carried out on the spot, subject to the observance of the general police regulations and of special provisions affecting the security of the countries concerned.

Schemes prepared by the riparian States of the Section under the previous paragraph, including plans, estimates and all other details connected with the technical and financial procedure for their execution, shall be jointly submitted by the two riparian States of the Section for approval by the Commission.

Should an agreement between the riparian States of the Section for the submission of joint proposals not be reached, each State may submit a separate scheme. In such cases the Commission, before taking a decision, should ask the opinion of the other riparian State of the Section.

The Commission shall ask the opinion of the two riparian States of the Section in the case of public works schemes not emanating from those States. In all its decisions concerning public works the Commission shall take into account the technical, economic and financial interests of the two riparian States of the Section.

Article 27.

In cases in which, for the purpose of carrying out new public works intended either to complete or to modify the present system of public works, it is necessary to make use of portions of the territory of either or both of the riparian States of the Section, the Commission shall reach agreement with the State concerned, or with both States, as the case may be, on the conditions under which this territory will be so utilised.

Article 28.

The execution of the maintenance and current improvement works referred to in Article 26, paragraph 1, above, shall devolve upon the Administration. Should the Administration not be able to carry out such work, the Commission may make other arrangements. The execution shall then be entrusted to the riparian States of the Section, jointly or separately as circumstances may require, unless the terms they offer be less advantageous than any that may be offered from other quarters.

In the case of large-scale improvement works, as provided for in Article 26, paragraph 2, the Commission shall decide in each individual case by whom and how such work shall be carried out. Nevertheless it is hereby understood that :

(1) The two riparian States of the Section shall have right of priority should they desire to undertake such work ;

(2) In such cases a special agreement shall be concluded between them and the Commission stipulating the material and financial conditions for the execution of the work, including the procedure by which exemption from Customs duties may be granted ;

(3) Neither of the riparian States of the Section, nor any other State, may be entrusted with the execution of such work without the assent of the State in whose territory the work is to be carried out.

Article 29.

The gangs of workmen employed on hydraulic or other work shall, unless otherwise specially agreed between the Governments of the two riparian States of the Section, be recruited in accordance with the laws in force in the State in whose territory the work in question is carried out.

Nevertheless, if such work is carried out on the river, simultaneously in the territory of the two riparian States of the Section, near the frontier, and if for practical and technical reasons the work cannot be divided up according to the frontier, the gangs of workmen shall be recruited as far as possible equally from both riparian States of the Section.

CHAPITRE VI

FRANCHISE DE DOUANE-FOURNITURES.

Article 30.

Les deux Etats riverains du secteur accordent l'entrée en franchise sur leur territoire respectif aux matériaux et au matériel nécessaires, soit aux besoins de l'administration, soit à l'exécution de travaux ou parties de travaux dont les frais seraient couverts uniquement par les taxes de navigation.

Au cas où les travaux seraient exécutés par entreprise, un accord interviendra entre les gouvernements des Etats riverains du secteur et la commission pour fixer les modalités de l'entrée en franchise des machines, outils, matériaux ou matériel que l'entreprise indiquerait à l'administration comme devant être importés sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas préjudice aux dispositions de l'article 28.

Article 31.

Les fournitures de tout genre nécessaires aux fins indiquées au premier alinéa de l'article 30 ci-dessus, seront, en règle générale, attribuées aux fournisseurs présentant les offres les plus avantageuses en adjudication régulière.

Toutefois, un droit de préférence est reconnu aux fournisseurs ressortissants des deux Etats riverains du secteur, à condition que l'écart entre leurs offres et les offres les plus avantageuses ne dépasse pas, à qualité égale, 10%.

En ce qui concerne les fournitures offertes à conditions égales par les fournisseurs ressortissants des deux Etats riverains du secteur, une répartition, autant que possible à parts égales, en sera faite entre eux.

CHAPITRE VII

SURVEILLANCE ET POLICE DE LA NAVIGATION.

Article 32.

Les dispositions spéciales concernant la navigation dans le Secteur des Ports-de-Fer et des Cataractes seront établies par la commission sur la proposition de l'administration. Elles seront promulguées par les Etats riverains sur leurs territoires respectifs et feront partie de l'annexe au Règlement de police de la navigation.

Article 33.

L'administration chargée comme il est dit à l'article 5 du présent accord, de la surveillance de la navigation, signalera aux autorités riveraines chargées de la police de la navigation les contraventions dont elle pourrait prendre connaissance par l'entremise de ses propres organes, en mettant à la disposition desdites autorités tous les éléments d'information qu'elle aura pu recueillir.

L'administration leur signalera, en outre, toute irrégularité réclamant leur intervention, ainsi que tout dommage causé aux équipements, édifices et installations mis à sa disposition.

CHAPTER VI.

EXEMPTION FROM CUSTOMS DUTIES—SUPPLIES.

Article 30.

The two riparian States of the Section shall allow entry free of duty into their territory in respect of materials and plant which are necessary either for the requirements of the Administration or for the execution of public works or parts of public works which are paid for solely out of navigation dues.

Should the works be carried out by a contractor, an agreement shall be concluded between the Governments of the riparian States of the Section and the Commission in order to determine the procedure for the importation free of duty of machines, tools, materials or plant which the contractor may notify to the Administration as requiring to be imported into the territory of either State.

The above provisions shall not affect those of Article 28.

Article 31.

Contracts for supplies of all kinds necessary for the purposes mentioned in Article 30, first paragraph above, shall, as a general rule, be placed with the contractors who make the most advantageous offers when the contract is put up to public tender.

Nevertheless, a right of preference shall be accorded to contractors who are nationals of either of the riparian States of the Section, on condition that the difference between their tenders and the most advantageous tenders does not exceed 10 per cent for work of the same quality.

If supplies are offered on the same terms by contractors nationals of either of the riparian States of the Section, the contracts shall as far as possible be divided equally between the contractors in question.

CHAPTER VII.

SUPERVISION AND POLICING OF NAVIGATION.

Article 32.

The special provisions concerning navigation in the Iron Gates and Cataracts Section shall be drawn up by the Commission on the proposal of the Administration. They shall be promulgated by the riparian States in their respective territories, and shall form part of the Annex to the Regulations for the Policing of Navigation.

Article 33.

The Administration which, under Article 5 of the present Agreement, is in charge of the supervision of navigation shall notify to the riparian authorities in charge of the policing of navigation any contraventions of which it may take cognisance through its own organs, placing at the disposal of the said authorities any information which it has been able to obtain.

The Administration shall further report to the said authorities any irregularity requiring action on their part, and any damage caused to the equipment, buildings or installations placed at its disposal.

Le contrôle de l'accomplissement par les navigateurs des obligations imposées par l'annexe au Règlement de police de la navigation et réglant la traversée du secteur sera exclusivement réservé aux agents compétents de l'administration, lesquels auront à cet effet le droit d'intervention à bord des bâtiments.

Article 34.

Les autorités riveraines chargées de la police de la navigation n'interviendront à bord des bâtiments que lorsqu'elles constateront elles-mêmes une contravention ou lorsqu'elles seront requises par les organes de l'administration pour constater les faits par un procès-verbal.

L'agent verbalisateur se bornera à dresser procès-verbal qu'il transmettra à l'autorité riveraine compétente pour servir à l'ouverture de l'instruction.

Dans ce procès-verbal il consignera, avant tous autres faits parvenus à sa connaissance, les constatations faites par l'agent de l'administration.

Au cas où aucun procès-verbal ne serait intervenu, les autorités riveraines ouvriront l'instruction de l'affaire dès réception des éléments d'information recueillis par l'agent de l'administration qui a signalé la contravention.

Cet agent sera entendu par lesdites autorités, s'il y a lieu.

Article 35.

L'instruction et la poursuite des contraventions dont les autorités riveraines compétentes seraient saisies, soit par l'administration, soit par les organes de la police fluviale, soit de toute autre manière, directe ou indirecte, ainsi que le règlement des affaires judiciaires civiles ou pénales issues de l'exercice de la navigation, incombent exclusivement auxdites autorités des Etats riverains du secteur.

Les autorités communiqueront mensuellement à l'administration un tableau indiquant tous les jugements demeurés définitifs et les ordonnances de non-lieu rendues par elles.

Article 36.

Les autorités riveraines compétentes interviendront de leur propre initiative ou prêteront leur assistance aux organes de l'administration, sur leur demande, toutes les fois qu'il s'agirait de faire cesser une irrégularité.

Dans la limite de la souveraineté de chaque Etat, les autorités riveraines compétentes et les bateaux affectés par chacun des Etats riverains du secteur à la police de la navigation interviendront, en cas de besoin, soit à la demande de l'administration, soit de leur propre initiative au cas où les circonstances exigeraient une intervention immédiate.

Article 37.

Les agents de l'administration ne sont investis d'aucune attribution appartenant aux officiers de la police judiciaire.

Les pilotes ne peuvent agir en qualité d'agents de la police fluviale.

Article 38.

Les deux Etats riverains du secteur feront connaître à la commission les modalités suivant lesquelles ils régleront, en s'inspirant des points de vue de la commission, la répartition de leur compétence en ce qui concerne la poursuite des contraventions et les interventions de leurs autorités.

The competent officials of the Administration shall be solely responsible for seeing that navigators carry out the obligations imposed by the Annex to the Regulations for Policing of Navigation and regulating the passage of vessels through the Section, and the said employees shall for that purpose have the right to take action on board vessels.

Article 34.

The riparian authorities responsible for the policing of navigation shall take action on board vessels only when they themselves find that a contravention has been committed, or when they are summoned by the organs of the Administration to note the facts and report them.

The official instructed to do so shall confine himself to making out the report, which he shall forward to the competent riparian authority to be used for the opening of an enquiry.

In the report he shall, before any other facts which may have come to his notice, set forth the facts ascertained by the official of the Administration.

Should no report have been made out, the riparian authorities shall open the enquiry into the case as soon as they receive the information collected by the official of the Administration who reported the contravention.

Such official shall if necessary be heard by the said authorities.

Article 35.

The enquiry into and prosecution in respect of contraventions reported to the competent riparian authorities, whether by the Administration or by the river police services or in any other manner, direct or indirect, and the settlement of legal cases, whether civil or criminal, arising out of the exercise of navigation, shall devolve exclusively upon the said authorities of the riparian States of the Section.

The authorities shall communicate monthly to the Administration a table showing all legal decisions which have become final and cases dismissed by them.

Article 36.

The competent riparian authorities shall take action on their own initiative or render assistance to the organs of the Administration, at their request, whenever an irregularity has to be stopped.

Within the limits of the sovereignty of the respective States, the competent riparian authorities and the vessels commissioned by each of the riparian States of the Section for the policing of navigation shall take action in case of need, either at the request of the Administration or on their own initiative, should the circumstances require immediate action.

Article 37.

The officials of the Section shall not be vested with any of the powers held by the officers of the judicial police.

Pilots may act only in their capacity as officials of the river police.

Article 38.

The two riparian States of the Section shall inform the Commission of the procedure by which, on the basis of the Commission's views, they will settle the allocation of their competence to prosecute for contraventions and the action to be taken by their authorities.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS FINANCIÈRES (TAXES DE NAVIGATION).

Article 39.

La commission établit le budget annuel de l'administration.

Elle décide les taxes et éventuellement toutes autres ressources destinées à faire face aux mesures utiles à l'entretien et à l'amélioration de la navigabilité et à l'administration du secteur, sans qu'il puisse en résulter l'obligation d'un concours financier de la part des gouvernements représentés.

Article 40.

La commission fixe le mode de perception des taxes dont le revenu est affecté, en premier lieu, au paiement des frais de l'administration et des travaux d'entretien et d'amélioration, et, en second lieu, au service des obligations financières contractées ou à contracter éventuellement par la commission en vue de faire face auxdits travaux, telles que celle résultant de l'accord signé à Paris par elle le 27 avril 1927.

Article 41.

Le placement des fonds de l'administration est fait, en règle générale, dans les instituts financiers des deux Etats riverains du secteur, contrôlés par l'Etat, et, autant que possible, à parts égales, dans les deux Etats riverains du secteur.

Les dépôts seront, en tous cas, reçus dans la monnaie fixée par la Commission et les intérêts seront servis dans la monnaie du dépôt.

CHAPITRE IX

RECOURS EN JUSTICE.

Article 42.

L'administration a qualité pour ester en justice, comme demanderesse ou comme défenderesse, dans toutes les actions mobilières ou immobilières se référant aux actes de sa gestion.

Pour les actions immobilières, la compétence appartient aux juridictions dans le ressort desquelles l'immeuble se trouve situé.

Quant aux actions mobilières dirigées contre l'administration, elles sont intentées, sauf stipulations contractuelles contraires : lorsque le demandeur est domicilié en territoire roumain ou yougoslave, devant les autorités compétentes de l'Etat respectif ; lorsque le demandeur est domicilié dans un autre Etat, devant les autorités compétentes du siège central de l'administration.

Article 43.

La Commission à qui l'administration communique sans retard les décisions de justice la concernant, fait face aux conséquences financières desdites décisions au moyen des ressources budgétaires normales de l'administration.

CHAPTER VIII.

FINANCIAL CLAUSES (NAVIGATION DUES).

Article 39.

The Commission shall prepare the yearly budget of the Administration.

It shall take decisions as to any dues or other sources of revenue intended to provide for measures to promote the maintenance or improvement of navigability or the administration of the Section, without the Governments represented being thereby rendered liable to make financial contributions.

Article 40.

The Commission shall determine the method of levying dues, the proceeds of which shall be utilised first for the payment of the expenses of the Administration and for maintenance and improvement work, and secondly for meeting such financial obligations as have been or may hereafter be contracted by the Commission for carrying out the said work, such as that resulting from the Agreement signed by the Commission at Paris on April 27, 1927.

Article 41.

The funds of the Administration shall as a general rule be placed in the financial establishments of the two riparian States of the Section, shall be controlled by the State, and, as far as possible, equally in the two riparian States of the Section.

Deposits shall in all cases be received in the currency fixed by the Commission, and interest shall be payable in the currency in which the deposit is made.

CHAPTER IX.

RECOURSE TO LAW.

Article 42.

The Administration shall have competence to be a party to legal proceedings either as plaintiff or as defendant in all suits connected with movable or immovable property under its management.

In the case of legal proceedings in connection with immovable property, the courts of law within whose area the immovable property is situated shall have jurisdiction.

Legal proceedings connected with movable property brought against the Administration shall, in the absence of contractual provisions to the contrary, be brought, when the plaintiff is domiciled in Roumanian or Yugoslav territory, before the competent authorities of the State in question, and when the plaintiff is domiciled in another State, before the competent authorities of the headquarters of the Administration.

Article 43.

The Commission, to which the Administration shall communicate without delay legal decisions concerning it, shall make provision for the financial consequences of the said decisions out of the normal budgetary resources of the Administration.

Article 44.

Les équipements, édifices et installations, les matériaux et approvisionnements, les créances, fonds en caisse ou en banque dont l'administration dispose, sont insaisissables.

Article 45.

Aucun recours ne peut être exercé contre l'administration pour un dommage quelconque éprouvé par la navigation au passage par la Section des Portes-de-Fer et des Cataractes.

Article 46.

Chacun des deux Etats riverains du secteur prête, par l'entremise de ses autorités, et conformément à ses lois, aide et protection pour assurer la constatation et le recouvrement des dommages causés aux équipements, édifices et installations, approvisionnements, matériaux et fonds dont l'administration dispose.

La commission, le cas échéant, agit pour obtenir aux mêmes fins le concours des autorités compétentes d'autres Etats.

CHAPITRE X

FACILITÉS ACCORDÉES PAR LES ETATS RIVERAINS DU SECTEUR.

Article 47.

Des mesures appropriées, établies de concert entre la commission et les deux Etats riverains du secteur, sont prises par chacun des deux Etats riverains du secteur sur son territoire, afin que, tant pour le séjour que pour le passage et la libre circulation sur la rive, les facilités nécessaires soient accordées au personnel de l'administration, ainsi qu'aux pilotes particuliers, pour l'exercice de leurs fonctions.

Les deux Etats riverains du secteur conviennent d'accorder au personnel de l'administration sur leurs territoires respectifs, toutes autres facilités utiles pour l'exercice de ses fonctions.

Ces facilités seront également déterminées, de concert entre les deux Etats riverains du secteur de la commission.

Article 48.

Les gouvernements des deux Etats riverains du secteur accorderont toutes les facilités possibles à l'administration pour l'utilisation de leurs réseaux télégraphiques et téléphoniques en vue des besoins du secteur, tout en gardant le contrôle chacun sur son territoire respectif.

CHAPITRE XI

PAVILLON ET LANGUES OFFICIELLES.

Article 49.

L'administration arbore sur les édifices et les unités constituant le parc flottant mis à sa disposition, uniquement un signe distinctif consistant en un guidon rectangulaire ou triangulaire composé des couleurs de la commission et des deux Etats riverains du secteur et portant au centre les lettres A. P. F. (conformément aux modèles ci-annexés).

Article 44.

The Administration's equipment, buildings and installations, material and supplies, the debts due to it and its cash in hand or at the bank, shall not be liable to seizure.

Article 45.

No legal proceedings may be brought against the Administration in respect of any damage suffered by vessels while passing through the Iron Gates and Cataracts Section.

Article 46.

Each of the two riparian States of the Section shall, through its authorities and in accordance with its laws, render assistance and protection to ensure the verification and recovery of damage caused to equipment, buildings or installations, supplies, material or funds at the disposal of the Administration.

The Commission shall, if necessary, take action to obtain for this purpose the assistance of the competent authorities of other States.

CHAPTER X.

FACILITIES GRANTED BY THE RIPARIAN STATES OF THE SECTION.

Article 47.

Suitable measures determined by agreement between the Commission and the two riparian States of the Section shall be taken by each of the two riparian States of the Section in its own territory in order that both in the case of residence and for passage and free movement on the river banks the necessary facilities shall be granted to the staff of the Administration and to private pilots in the exercise of their duties.

The two riparian States of the Section agree to grant to the staff of the Administration in their territories any other facilities which may be desirable for the exercise of their duties.

These facilities shall also be determined by agreement between the two riparian States of the Section and the Commission.

Article 48.

The Governments of the two riparian States of the Section shall grant all possible facilities to the Administration for the use of their telegraph and telephone services for the requirements of the Section, each retaining control thereof in its own territory.

CHAPTER XI.

FLAG AND OFFICIAL LANGUAGES.

Article 49.

The Administration shall display on its buildings, and on the vessels constituting the fleet placed at its disposal, only a distinctive sign consisting of a rectangular or triangular pennant composed of the colours of the Commission and of the two riparian States of the Section and bearing in the centre the letters A P F, in accordance with the models hereto annexed.

Le cachet de l'administration portera l'inscription : « Administration des Portes-de-Fer et des Cataractes ».

L'insigne à porter par ses agents, et notamment par les pilotes officiels, sera déterminé par le Règlement de fonctionnement.

Article 50.

Les langues officielles de l'administration sont le roumain, le serbe-croate et le français.

L'usage d'autres langues n'est pas exclu.

Le Règlement de fonctionnement réglera les détails en ce qui concerne l'usage des langues.

CHAPITRE XII

GESTION DES AFFAIRES RELATIVES AU SECTEUR DES PORTES-DE-FER ET DES CATARACTES.

Article 51.

Pour assurer le règlement rapide des affaires rentrant dans la compétence de l'administration, il est constitué au sein de la commission, un Comité spécial composé de trois ou au maximum de quatre délégués, dont les représentants des Etats riverains du secteur font obligatoirement partie, le ou les autres membres étant désignés par la commission dans les conditions fixées par son Règlement intérieur.

Article 52.

Le comité visé à l'article 51 est chargé, dans toutes les affaires relatives à la gestion du Secteur des Portes-de-Fer et des Cataractes :

- 1^o De procéder à l'instruction desdites affaires ;
- 2^o De prendre une décision :
 - a) Dans les affaires d'administration courante ;
 - b) Dans les cas qui nécessitent une solution urgente.

Article 53.

Les décisions du Comité spécial sont prises à l'unanimité.

Si l'unanimité ne peut être réunie, l'affaire doit nécessairement être portée devant le Comité exécutif qui, s'il y a lieu, est convoqué d'urgence.

Article 54.

Le règlement intérieur de la commission détermine le fonctionnement du Comité spécial et ses rapports avec le Comité exécutif. Toutes les décisions du Comité spécial seront portées à la connaissance du Comité exécutif.

Article 55.

Avant qu'une décision soit prise en Comité exécutif ou en session plénière au sujet de l'administration du secteur et des travaux à y exécuter, les deux délégués des Etats riverains du secteur sont mis en mesure de formuler leur avis.

The seal of the Administration shall bear the inscription " Administration of the Iron Gates and Cataracts ".

The badge to be worn by the officials of the Administration and in particular by the official pilots shall be prescribed by the Working Regulations.

Article 50.

The official languages of the Administration shall be Roumanian, Serb-Croat and French.

The use of other languages shall not be excluded.

The Working Regulations shall settle details connected with the use of languages.

CHAPTER XII.

MANAGEMENT OF MATTERS CONNECTED WITH THE IRON GATES AND CATARACTS SECTION.

Article 51.

In order to ensure the speedy settlement of matters falling within the competence of the Administration, there shall be set up within the Commission a Special Committee composed of three or at most of four delegates, among whom the representatives of the riparian States of the Section must be included, the other member or members being appointed by the Commission under the conditions laid down by its Rules of Procedure.

Article 52.

The duties of the Committee provided for in Article 51 shall be, in all matters relating to the management of the Iron Gates and Cataracts Section :

- (1) To conduct an enquiry into the said affairs ;
- (2) To take a decision :
 - (a) In matters relating to current administration ;
 - (b) In cases requiring urgent settlement.

Article 53.

The decisions of the Special Committee must be unanimous.

Should it be impossible to obtain unanimity, the question must be brought before the Executive Committee, which, if necessary, will be convened for an urgent meeting.

Article 54.

The Rules of Procedure of the Commission shall govern the working of the Special Committee and its relations with the Executive Committee. All the decisions of the Special Committee shall be communicated to the Executive Committee.

Article 55.

Before a decision is taken in the Executive Committee or in plenary session with regard to the administration of the Section and the work to be carried out on the Section, the two Delegates of the riparian States of the Section shall be given an opportunity of stating their views.

CHAPITRE XIII

POSTES D'EMBARQUEMENT DES PILOTES.

Article 56.

Les postes d'embarquement et de débarquement des pilotes seront maintenus, établis ou supprimés par la commission, d'accord avec l'Etat riverain intéressé, selon les besoins du trafic, de manière à offrir des possibilités d'embarquement et de débarquement sur chaque rive.

CHAPITRE XIV

EQUIPEMENTS, ÉDIFICES ET INSTALLATIONS.

Article 57.

Dès la mise en vigueur du présent accord, il est mis fin au contrôle provisoire qu'exerce la Commission internationale du Danube, en vertu de l'article 288 du Traité de Trianon, sur l'emploi des équipements, édifices et installations visés par cet article.

Les équipements, édifices et installations sont mis immédiatement à la disposition de l'administration, conformément à l'article XXXIII du Statut du Danube.

Il est dressé un procès-verbal de cette opération auquel sera annexé un inventaire détaillé dressé sur les lieux en trois originaux, en présence des membres du Comité spécial prévu à l'article 51.

Devront également être mentionnés dans l'inventaire le numéraire en caisse et en banque, les pièces justificatives et les livres concernant la gestion financière, ainsi que les archives et tout le mobilier et le matériel se trouvant dans les bureaux, ateliers et édifices.

Article 58.

Les équipements, édifices et installations mis à la disposition de l'administration, continueront à être utilisés, comme par le passé, exclusivement au bénéfice de la navigation et ne pourront être détournés de leur destination primitive par l'un ou l'autre des deux Etats riverains du secteur à son bénéfice personnel. Ils seront exempts de tout impôt foncier et de tous autres impôts et taxes de caractère fiscal.

Article 59.

Les nouveaux biens, meubles ou immeubles, acquis par l'administration sur le produit des taxes, seront passés dans l'inventaire et soumis au même régime juridique que les anciens.

Article 60.

Si l'un des biens, meubles ou immeubles, se trouvant à la disposition de l'administration, venait à être vendu, il serait rayé de l'inventaire et le montant réalisé en serait versé à l'actif de l'administration.

CHAPTER XIII.

EMBARKATION STATIONS OF PILOTS.

Article 56.

The stations at which pilots embark and land shall be maintained, established or abolished by the Commission by arrangement with the riparian State concerned and in accordance with the requirements of traffic, so as to afford possibilities of embarkation and landing on both banks.

CHAPTER XIV.

EQUIPMENT, BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

Article 57.

As soon as the present Agreement comes into force, the provisional control exercised by the International Commission of the Danube under Article 288 of the Treaty of Trianon over the use of equipment, buildings and installations provided for in that Article shall come to an end.

The equipment, buildings and installations shall immediately be placed at the disposal of the Administration in accordance with Article XXXIII of the Statute of the Danube.

An official record of this operation shall be drawn up and there shall be annexed thereto a detailed inventory made out on the spot in three originals in the presence of the members of the Special Committee provided for in Article 51.

The inventory shall also indicate the amount of cash in hand and at the bank, the vouchers and books relating to financial management, and the archives and all furniture and material in the offices, workshops and buildings.

Article 58.

The equipment, buildings and installations placed at the disposal of the Administration shall continue as in the past to be used exclusively for the benefit of navigation, and may not be diverted from their original purpose for the individual use of either of the riparian States of the Section. They shall be exempt from any tax on real property and from all other fiscal taxes or dues.

Article 59.

The new property, movable and immovable, acquired by the Administration from the proceeds of dues shall be entered in the inventory and shall be subject to the same legal regime as the property previously acquired.

Article 60.

Should any property, movable or immovable, placed at the disposal of the Administration be sold, it shall be struck out of the inventory, and the proceeds of the sale of such property shall be placed to the credit of the Administration.

CHAPITRE XV

CONTRÔLE ET SURVEILLANCE PAR LA COMMISSION.

Article 61.

Outre les droits mentionnés au présent Accord et qui lui sont reconnus en vertu des articles XXXII et XXXIII du Statut du Danube, la commission exerce sur le Secteur des Portes-de-Fer et des Cataractes, dans la même mesure que sur tous les autres points du réseau fluvial soumis à sa compétence, tous les droits de surveillance ou de contrôle qui lui sont conférés par les autres dispositions du Statut.

CHAPITRE XVI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 62.

Dans la mesure où le personnel existant sera renouvelé, la substitution de personnel nouveau à du personnel ancien se fera par échelonnement, de manière à ne pas nuire au fonctionnement normal des différents services de l'administration. Cet échelonnement s'étendra sur une période de dix-huit mois comptés depuis le septième mois qui suit la mise en vigueur du présent accord. Les modalités de cette opération seront fixées dès cette mise en vigueur par le Comité spécial prévu à l'article 51, sur les suggestions des gouvernements des Etats riverains du secteur.

Article 63.

Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables aux pilotes au remplacement desquels il n'y aura lieu de pourvoir que dans le cas où ils ne rempliraient pas les conditions fixées au Règlement de fonctionnement de l'administration.

Article 64.

Tout agent de l'ancien service de la navigation aux Portes-de-Fer qui devra résigner ses fonctions, en sera prévenu par le comité spécial prévu à l'article 51, au moins six mois à l'avance.

Tout agent de l'ancien service dont le remplacement ne serait pas prévu et qui ne résignera pas ses fonctions dès la mise en vigueur du présent accord devra donner un préavis d'au moins deux mois s'il voulait le faire ultérieurement.

Article 65.

Le régime des pensions des agents de l'ancien service de l'Etat hongrois sera maintenu dans les conditions fixées par la résolution de la commission en date du 22 juin 1929 et modifiée le 28 juin 1932.

CHAPTER XV.

CONTROL AND SUPERVISION BY THE COMMISSION.

Article 61.

In addition to the rights mentioned in the present Agreement and acknowledged as appertaining to the Commission under Articles XXXII and XXXIII of the Statute of the Danube, the Commission shall exercise in the Iron Gates and Cataracts Section to the same extent as at all other points of the river system under its control all rights of supervision and control conferred upon it by the other provisions of the Statute.

CHAPTER XVI.

TRANSITIONAL CLAUSES.

Article 62.

In so far as the existing staff is replaced, the new staff shall succeed the former staff gradually so as not to impair the normal working of the various Services of the Administration. This gradual replacement shall be spread over a period of eighteen months from the seventh month following the coming into force of the present Agreement. The procedure by which this operation is to be carried out shall be determined as soon as this coming into force takes place by the Special Committee provided for in Article 51 on the suggestions of the Governments of the riparian States of the Section.

Article 63.

The provisions of the previous Article shall not apply to pilots, who need not be replaced unless they do not comply with the conditions laid down in the Working Regulations of the Administration.

Article 64.

Any employee of the former Iron Gates Navigation Service having to resign his post shall be given not less than six months' notice to that effect by the Special Committee provided for in Article 51.

Any official of the former Service whose replacement has not been provided for and who does not resign his post on the entry into force of the present Agreement must give at least two months' notice should he later desire to resign.

Article 65.

The pensions system of officials of the former Hungarian State Service shall continue under the conditions laid down in the Commission's resolution dated June 22, 1929, as modified on June 28, 1932.

CHAPITRE XVII

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.

Article 66.

La juridiction compétente pour le règlement des différends sur l'interprétation et l'application du présent accord est la juridiction spéciale organisée par la Société des Nations, mentionnée à l'article XXXVIII du Statut du Danube.

CHAPITRE XVIII

REVISION.

Article 67.

Toute modification au présent accord ne pourra être apportée que dans les conditions prévues à l'article XXXII du Statut du Danube pour l'établissement de cet accord.

Toute demande de modification introduite par une des parties devra spécifier les dispositions qui lui paraissent susceptibles de revision et ne pourra être prise en considération que six mois après avoir été communiquée aux deux autres Parties.

A l'expiration d'un délai de cinq ans, à dater de la mise en vigueur du présent accord, son texte sera remis obligatoirement à l'étude en vue d'une revision éventuelle.

CHAPITRE XIX

RATIFICATION. — MISE EN VIGUEUR.

Article 68.

Le présent accord sera ratifié par les deux Etats riverains du secteur et les ratifications seront déposées au Bureau de la Commission internationale du Danube dans le plus bref délai possible et au plus tard le 1^{er} février 1933.

Le procès-verbal de dépôt des ratifications sera transmis au Gouvernement de la République française pour être conservé dans ses archives.

Article 69.

Le présent accord, ainsi que les règlements et arrangements visés aux articles 8, 13, 38 et 47 entreront en vigueur à la date du 1^{er} juillet 1933.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord rédigé en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de la République française ; une expédition authentique sera remise à chacune des deux Puissances signataires et à la Commission internationale du Danube.

Fait au Semmering, le 28 juin 1932.

(L. S.) (Signé) D. PANTITCH.

(L. S.) (Signé) Const. CONTZESCO.

(L. S.) (Signé) DE DIETRICH.

CHAPTER XVII.

SETTLEMENT OF DISPUTES.

Article 66.

The competent jurisdiction for the settlement of disputes as to the interpretation and application of the present Agreement shall be the special tribunal set up for that purpose by the League of Nations and mentioned in Article XXXVIII of the Statute of the Danube.

CHAPTER XVIII.

REVISION.

Article 67.

No change in the present Agreement may be made otherwise than under the conditions provided for in Article XXXII of the Statute of the Danube providing for the conclusion of the present Agreement.

Any request for a modification made by one of the Parties must specify what clauses it considers require revision and may not be examined until six months after it has been communicated to the other two Parties.

On the expiry of a period of five years from the coming into force of the present Agreement its text must be reconsidered with a view to revision.

CHAPTER XIX.

RATIFICATION AND COMING INTO FORCE.

Article 68.

The present Agreement shall be ratified by the two riparian States of the Section and the ratifications shall be deposited with the Office of the International Commission of the Danube as soon as possible and not later than February 1, 1933.

The official record of the deposit of ratifications shall be forwarded to the Government of the French Republic to be deposited in its archives.

Article 69.

The present Agreement and the regulations and agreements provided for in Articles 8, 13, 38 and 47 shall come into force as from July 1, 1933.

In faith whereof the undermentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement, made out in a single original copy, which shall be deposited in the archives of the French Republic; a certified copy shall be given to each of the two signatory Powers and to the International Commission of the Danube.

Done at Semmering, June 28, 1932.

(L. S.) (Signed) D. PANTITCH.

(L. S.) (Signed) Const. CONTZESCO.

(L. S.) (Signed) DE DIETRICH.

ANNEXE I

A L'ACCORD SUR LA CONSTITUTION DES SERVICES SPÉCIAUX AUX PORTES-DE-FER.

FORMULAIRES D'ENGAGEMENT D'HONNEUR

FORMULAIRE I.

Je soussigné
.....
m'engage sur l'honneur devant M.
.....
délégué de
à la Commission internationale du Danube, mandaté à cet effet par elle, d'accomplir les fonctions de
conformément aux décisions de la Commission internationale du Danube et dans un esprit de stricte impartialité.

FORMULAIRE II.

Je soussigné
.....
m'engage sur l'honneur devant M.
.....
chef d
de l'Administration des Portes-de-Fer et des Cataractes, ayant pouvoir à cet effet, d'accomplir les fonctions de
.....
conformément aux décisions de la Commission internationale du Danube et dans un esprit de stricte impartialité.

ANNEX I

TO THE AGREEMENT ON THE SETTING-UP OF SPECIAL SERVICES AT THE IRON GATES.

FORM FOR UNDERTAKING ON WORD OF HONOUR

FORM I.

I, the undersigned
.....
undertake on my honour, in the presence of M.
.....
Delegate of
on the International Commission of the Danube, authorised for that purpose by the said Commission,
to carry out the duties of
in accordance with the decisions of the International Commission of the Danube and in a spirit of strict
impartiality.

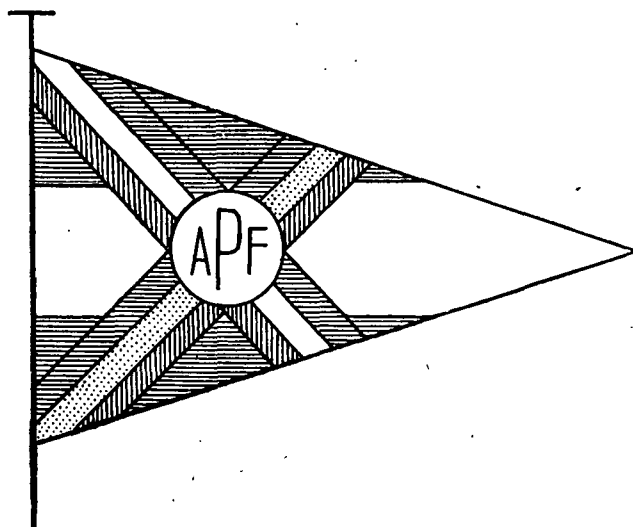
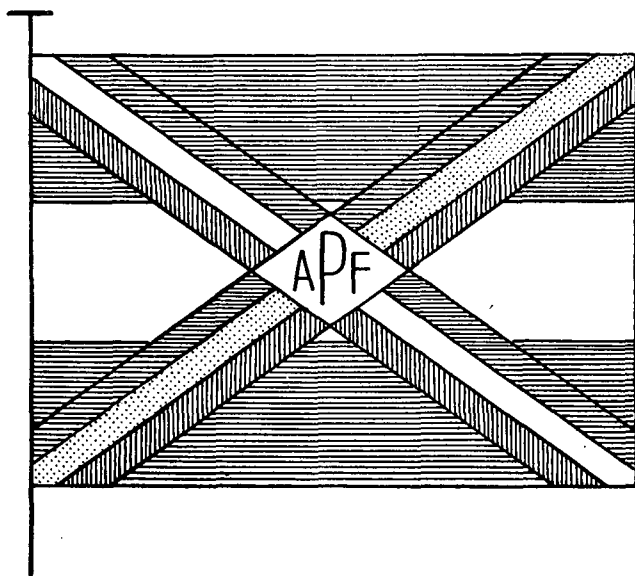
FORM II.

I, the undersigned
.....
undertake on my honour, in the presence of M.
.....
Chief of
of the Iron Gates and Cataracts Administration, empowered for that purpose, to carry out the duties
of
in accordance with the decisions of the International Commission of the Danube and in a spirit of strict
impartiality.

ANNEXE II

A L'ACCORD SUR LA CONSTITUTION DES SERVICES SPÉCIAUX AUX PORTES-DE-FER.

SIGNES DISTINCTIFS DE L'ADMINISTRATION DES PORTES-DE-FER ET DES CATARACTES.

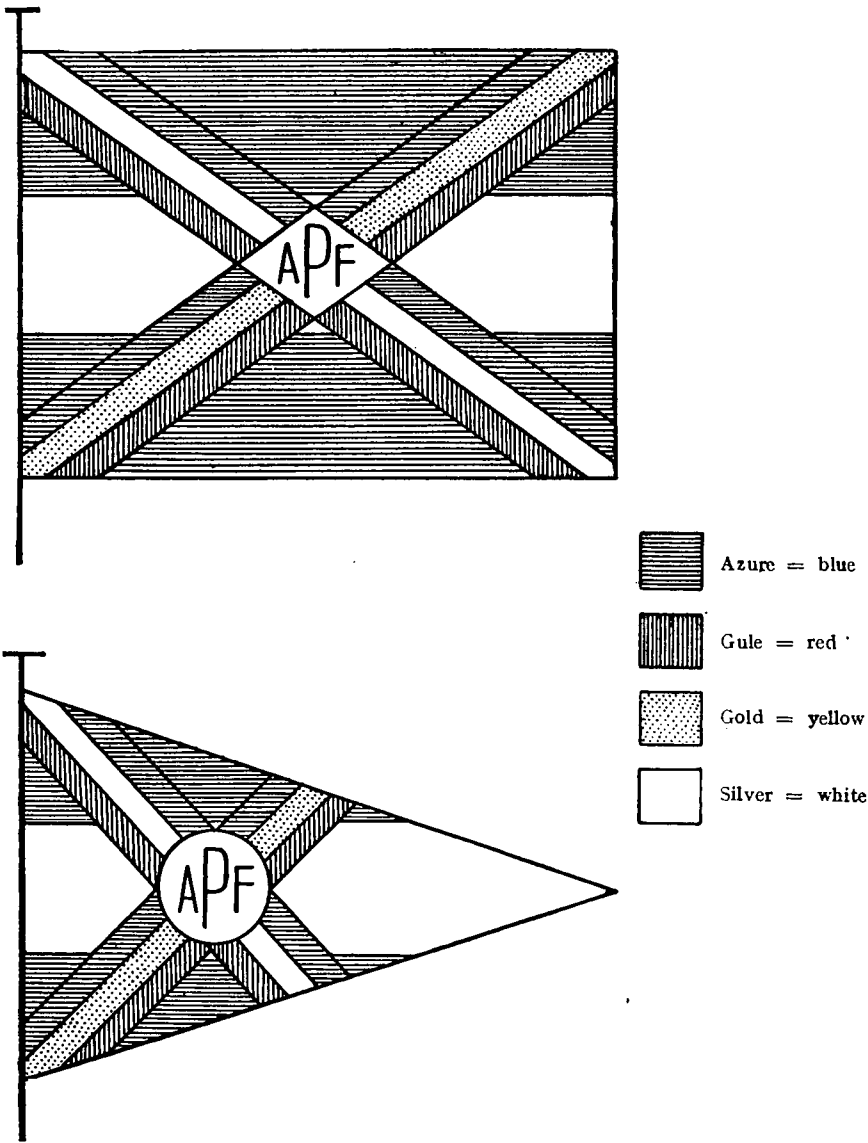


-  Azur = bleu
-  Gueules = rouge
-  Or = jaune
-  Argent = blanc

ANNEX II

TO THE AGREEMENT ON THE SETTING-UP OF SPECIAL SERVICES AT THE IRON GATES.

DISTINCTIVE MARKS OF THE IRON GATES AND CATARACTS ADMINISTRATION.



PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du présent accord, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad Article 2.

Le siège central de l'administration restant fixé à Orsova, le Service des Travaux sera installé à Tekija dans l'immeuble que le Gouvernement yougoslave fera bâtir à ses frais et mettra gratuitement à la disposition dudit service.

Cet immeuble jouira des mêmes droits, prérogatives et exemptions fiscales dont bénéficie ou bénéficiera à l'avenir le local d'Orsova et ne pourra être affecté à un autre emploi. Il arborera dans les mêmes conditions que ce dernier les insignes distinctifs de l'administration, qui en aura la charge de l'entretien.

L'installation du Service des Travaux sera effectuée dès que le Gouvernement yougoslave aura fait connaître à l'administration que l'immeuble dont la construction aura lieu aussitôt que possible, est prêt à être habité.

Ad Article 12.

Il est entendu que les fonctions du représentant prévu à l'article 12 seront assurées à tour de rôle par les référendaires du secrétariat général de la commission pendant les cinq premières années qui suivront la mise en vigueur du présent accord. La situation sera examinée de nouveau à l'expiration de cette période à l'occasion de la remise à l'étude du texte de l'accord prescrite par les dispositions de l'article 67.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent protocole qui aura la même force et durée que l'accord auquel il se rapporte.

Fait au Semmering, le 28 juin 1932.

(L. S.) (Signé) D. PANTITCH.

(L. S.) (Signé) Const. CONTZESKO.

(L. S.) (Signé) DE DIETRICH.

Pour copie certifiée conforme :

Le 26 juin 1933, à Belgrade.

D'ordre du Ministre des Affaires étrangères :

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to the signature of the present Agreement, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following provisions :

Ad Article 2.

The headquarters of the Administration shall remain at Orsova, and the Public Works Service shall be established at Tekija in a building which the Yugoslav Government shall cause to be constructed at its own expense and which it shall place at the disposal of the said Service free of charge.

Such building shall be granted the same rights, privileges, and fiscal exemptions as those which at present apply or may hereafter apply to the Orsova premises, and it may not be used for any other purpose. The new building shall display under the same conditions as the Orsova building the distinctive insignia of the Administration, which shall be in charge of the maintenance thereof.

The Public Works Service shall be established in the new building as soon as the Yugoslav Government has notified the Administration that the building, which shall be constructed as soon as possible, is ready for occupation.

Ad Article 12.

It is understood that the post of the representative provided for in Article 12 shall be filled in turn by the Councillors (*référéndaires*) of the General Secretariat of the Commission during the first five years after the coming into force of the present Agreement. The situation shall be examined afresh on the expiry of that period when the text of the Agreement is reconsidered as provided in Article 67.

In faith whereof the Undersigned have drawn up the present Protocol, which shall have the same force and duration as the Agreement to which it refers.

Done at Semmering, June 28, 1932.

(L. S.) (*Signed*) D. PANTITCH.

(L. S.) (*Signed*) Const. CONTZESKO.

(L. S.) (*Signed*) DE DIETRICH.

N° 3238.

**ROUMANIE
ET YOUGOSLAVIE**

Arrangement pour la détermination
de la compétence des deux États
dans l'exercice de la police de la
navigation sur la ligne frontière
dans le Secteur du Danube, dit des
Portes-de-Fer et des Cataractes,
ou dans le voisinage immédiat de
cette ligne. Signé à Vienne, le
19 juin 1930.

**ROUMANIA
AND YUGOSLAVIA**

Agreement for the purpose of defi-
ning their respective Competences
in the Policing of Navigation on
the Frontier Line, in the Section
of the Danube known as the Iron
Gates and Cataracts Section, or in
the Immediate Vicinity of that
Line. Signed at Vienna, June 19,
1930.

N° 3238. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE POUR LA DÉTERMINATION DE LEURS COMPÉTENCES DANS L'EXERCICE DE LA POLICE DE LA NAVIGATION SUR LA LIGNE FRONTIÈRE DANS LE SECTEUR DU DANUBE, DIT DES PORTES-DE-FER ET DES CATARACTES, OU DANS LE VOISINAGE IMMÉDIAT DE CETTE LIGNE. SIGNÉ A VIENNE, LE 19 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 août 1933.

Article premier.

Le présent arrangement est applicable aux portions, bras et canaux du Secteur des Portes-de-Fer et des Cataractes formant frontière entre les deux Etats.

Il a pour but d'éviter la poursuite par les autorités des deux Etats à la fois des contraventions commises :

a) Sur la ligne frontière ou dans son voisinage immédiat au moment où le ou les bâtiments en cause se seraient trouvés sans conteste sur les territoires des deux Etats ;

b) A des endroits dont la situation précise par rapport à la ligne frontière ne saurait être établie qu'après instruction de l'affaire.

Le règlement des affaires criminelles, civiles ou autres naissant par suite de l'exercice de la navigation, n'est pas régi par le présent arrangement.

Article 2.

Dans les cas visés à l'article précédent la compétence de constater et d'instruire des cas de contravention qui parviendraient à la connaissance des autorités de l'un ou des deux Etats à la fois incombera auxdites autorités alternativement et pour la durée d'une année sur chacune des deux sections situées l'une en amont, l'autre en aval de la borne kilométrique 985.

Cette compétence reviendra dans la section située en aval de la borne kilométrique 985 d'abord aux autorités roumaines et, dans la section d'amont d'abord aux autorités yougoslaves.

Le changement de section aura lieu le premier janvier de chaque année.

¹ Le dépôt des ratifications a eu lieu à Vienne, le 6 juin 1933.
Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3238. — AGREEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF ROUMANIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA FOR THE PURPOSE OF DEFINING THEIR RESPECTIVE COMPETENCES IN THE POLICING OF NAVIGATION ON THE FRONTIER LINE, IN THE SECTION OF THE DANUBE KNOWN AS THE IRON GATES AND CATARACTS SECTION, OR IN THE IMMEDIATE VICINITY OF THAT LINE. SIGNED AT VIENNA, JUNE 19, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 8, 1933.

Article I.

The present Agreement shall apply to the portions, arms and channels of the Iron Gates and Cataracts Section forming the frontier between the two States.

The object of the present Agreement is to obviate the taking of legal proceedings by the authorities of both States simultaneously in respect of contraventions committed :

(a) On the frontier line or in its immediate neighbourhood at a time when the vessels concerned are indisputably in the territory of both States :

(b) At places the exact location of which in relation to the frontier line can be ascertained only after an enquiry into the case.

The present Agreement shall not govern the settlement of criminal or civil or other cases arising out of the exercise of navigation.

Article 2.

In the cases mentioned in the previous Article, the said authorities shall be alternately competent to verify and enquire into any contraventions brought to the notice of the authorities of either one State or both States at once, such competence to last for one year on each of the two sections upstream and downstream from kilometre pillar 985.

The Roumanian authorities shall first be competent in the section downstream from kilometre pillar 985 and the Yugoslav authorities first in the section upstream from the said pillar.

The change of section shall take place on January 1st of each year.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The deposit of ratifications took place at Vienna, June 6, 1933. Came into force July 1, 1933.

Article 3.

Les autorités de l'Etat exerçant ses droits en conformité des dispositions de l'article précédent, transmettront le dossier de l'affaire aux autorités compétentes de l'autre Etat, pour lui permettre de poursuivre, toutes les fois que l'enquête aura prouvé que la contravention a été commise exclusivement sur le territoire de l'autre Etat.

Article 4.

Dans le cas où par suite d'une contravention commise par un bâtiment ou radeau en navigation, un dommage aurait été causé à un autre bâtiment ou radeau arrêtés dans un port lieu de stationnement ou sur un point quelconque du susdit secteur, ce seront les autorités de l'Etat dans les eaux duquel le dommage aurait été causé, qui seront compétentes pour verbaliser et pour connaître également de la contravention.

Article 5.

Le présent arrangement entrera en vigueur en même temps que l'accord relatif à la constitution des Services spéciaux aux Portes-de-Fer.

En foi de quoi les soussignés représentants des deux Etats, dûment autorisés par leurs gouvernements, ont signé l'arrangement ci-dessus.

Fait à Vienne, en double original, le 19 juin 1930.

(Signé) M. MIHAÏLOVITCH, *m. p.*

(Signé) Const. CONTZESCO, *m. p.*

Approuvé par les deux Gouvernements.

Copie certifiée conforme à l'original :

(Signé) D. Pantitch.

(Signé) Const. Contzesco.

Semmering, le 24 juin 1932.

Pour copie certifiée conforme :

Le 26 juin 1933, à Belgrade.

D'ordre du Ministre des Affaires étrangères :

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

Article 3.

The authorities of the State exercising its rights in conformity with the provisions of the previous Article shall forward the files of cases to the competent authorities of the other State in order to enable it to take proceedings whenever the enquiry has proved that contraventions have been committed exclusively on its territory.

Article 4.

In cases in which, as the result of contravention committed by a vessel or raft in course of navigation, damage has been caused to another vessel or raft anchored in a port or place of anchorage off any point of the said section, the authorities of the State in whose waters the damage has been caused shall be competent to report the matter and also to deal with the contravention.

Article 5.

The present Agreement shall come into force at the same time as the Agreement relating to the setting-up of special services at the Iron Gates.

In faith whereof the undersigned Representatives of the two States, duly authorised by their Governments, have signed the above Agreement.

Done at Vienna, in duplicate originals, June 19, 1930.

(Signed) M. MIHAILOVITCH, *m. p.*

(Signed) Const. CONTZESKO, *m. p.*

Approved by the two Governments.

Certified true copy :

(Signed) D. Pantitch.

(Signed) Const. Contzesko.

Semmering, June 24, 1932.

N° 3239.

**ROUMANIE
ET YUGOSLAVIE**

Accord entre les délégations de Roumanie et de Yougoslavie à la Commission internationale du Danube au sujet de la constitution des services des Portes-de-Fer. Signé au Semmering, le 24 juin 1930.

**ROUMANIA
AND YUGOSLAVIA**

Agreement between the Delegations of Roumania and Yugoslavia on the International Commission of the Danube, regarding the Setting-up of the Services at the Iron Gates. Signed at Semmering, June 24, 1930.

N° 3239. — ACCORD¹ ENTRE LES DÉLÉGATIONS DE ROUMANIE ET DE YUGOSLAVIE A LA COMMISSION INTERNATIONALE DU DANUBE AU SUJET DE LA CONSTITUTION DES SERVICES DES PORTES-DE-FER. SIGNÉ AU SEMMERING, LE 24 JUIN 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 août 1933.

I. Les postes de chef du Service de la Navigation et de chef du Service des Travaux sont attribués aux deux Etats respectivement pour une durée de six années, à l'expiration de laquelle les deux Etats échangent entre eux les places de chefs de service.

Toutefois, par entente préalable entre les deux Etats ce stage de six années pourra être prolongé pour une durée sur laquelle l'accord sera établi. De même les deux chefs de service peuvent à ce moment permuter entre eux.

Si, au cours du délai prévu, un des chefs cesse de fonctionner ou meurt, l'Etat qui l'avait fourni et nommé fera choix d'une autre personne qui sera nommée par lui pour la durée pendant laquelle le prédécesseur aurait encore du fonctionner à la tête de son service.

II. Les adjoints aux chefs de service appartiennent à l'autre nationalité qu'à celle à laquelle appartiennent leurs chefs. Ils sont également nommés pour une période de six années.

A l'expiration de ce délai et au cas où un chef de service devrait résigner ses fonctions, les deux gouvernements ont la faculté de proposer la candidature des adjoints à la place de chef de service restée vacante.

III. L'ingénieur hydrographe peut également bénéficier de cet avantage.

IV. Les postes de chef du Bureau de la caisse, et de chef du Bureau de la comptabilité sont de même attribués aux deux Etats, respectivement pour une durée de neuf années, pouvant être remplacés, en cas de cessation de fonctions ou de décès, dans les limites de ce délai, par une autre personne de la même nationalité.

A l'expiration du délai de neuf années, les deux chefs des bureaux peuvent être nommés l'un à la place de l'autre et être maintenus pour une nouvelle période de neuf années.

V. L'Etat qui aura fourni et nommé le chef du Service de la Navigation fournira et nommera le chef du Bureau de la caisse et l'aide comptable.

L'Etat qui aura fourni et nommé le chef du Service des Travaux fournira et nommera le chef du Bureau de la comptabilité et le traducteur archiviste.

¹ Le dépôt des ratifications a eu lieu à Vienne, le 6 juin 1933.
Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3239. — AGREEMENT² BETWEEN THE DELEGATIONS OF ROUMANIA AND YUGOSLAVIA ON THE INTERNATIONAL COMMISSION OF THE DANUBE REGARDING THE SETTING-UP OF THE SERVICES AT THE IRON GATES. SIGNED AT SEMMERING, JUNE 24, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 8, 1933.

I. The posts of Chief of the Navigation Service and Chief of the Public Works Service shall be allocated to the two States respectively for a period of six years, on the expiry of which period the two States shall exchange with each other these posts of Chiefs of Service.

By previous arrangement between the two States, however, this period of six years may be extended for an agreed period. Likewise the two Chiefs of Service may at that time exchange duties with each other.

Should one of the Chiefs either cease to officiate or die during the period provided for, the State which supplied and appointed him shall choose another person to be appointed by it for the period during which his predecessor would still have had to officiate at the head of his Service.

II. The assistants of the Chiefs of Service shall have the nationality other than that of their Chiefs. They also shall be appointed for a period of six years.

On the expiry of that period, should a Chief of Service be obliged to resign his appointment, the two Governments shall be entitled to propose the assistants as candidates for the post of Chief of Service thus vacant.

III. The hydrographical engineer may also enjoy this privilege.

IV. The posts of Chief of the Treasury Office and Chief of the Accountancy Office shall similarly be allocated to the two States respectively for a period of nine years, and, should the holder of either of these posts either cease to officiate or die, within such period, he may be replaced by another person of the same nationality.

On the expiry of the period of nine years the Chiefs of the two Offices may be appointed in each other's place and may so remain for a further period of nine years.

V. The State which has supplied and appointed the Chief of the Navigation Service shall supply and appoint the Chief of the Treasury Office and the Assistant Accountant.

The State which has supplied and appointed the Chief of the Public Works Service shall supply and appoint the Chief of the Accountancy Office and the Translator-Registrar.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The deposit of ratifications took place at Vienna, June 6, 1933. Came into force July 1, 1933.

VI. L'attribution des postes de chef du Service de la Navigation et de chef du Service des Travaux se fera au début par tirage au sort, l'opération étant confiée, en séance plénière, au président de la Commission internationale du Danube.

VII. L'attribution de tous les autres postes se fera, au début et sans préjudice des indications données aux points IV et V ci-dessus, selon le tableau qui sera établi ultérieurement entre les deux Etats et qui restera en vigueur sans délai.

En cas de nécessité provoquée par réduction ou création de postes, ledit tableau sera modifié de commun accord entre les délégations des deux Etats à la Commission internationale du Danube, compte tenu, autant que possible, de l'importance des postes et du principe d'une égale répartition de leur nombre entre les deux Etats.

Fait au Semmering, le vingt-quatre juin mil neuf cent trente, en deux originaux.

Le Délégué de Yougoslavie :

D. PANTITCH, *m. p.*

Le Délégué de Roumanie :

Const. CONTZESCO, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

le 26 juin 1933, à Belgrade.

D'ordre du Ministre des Affaires étrangères :

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

VI. The allocation of the posts of Chief of the Navigation Service and Chief of the Public Works Service shall be carried out on the first occasion by lot, the lots to be drawn in plenary session by the President of the International Commission of the Danube.

VII. All other posts shall be allocated on the first occasion, and without prejudice to the provisions of Sections IV and V above, in accordance with a table which shall be drawn up later by the two States and shall remain in force indefinitely.

If necessary as the result of a reduction of the number of posts or the creation of new posts, the said table shall be revised by joint agreement between the Delegations of the two States and the International Commission of the Danube, account being taken as far as possible of the importance of the posts and the principle of the equal division of their number as between the two States.

Done at Semmering, the twenty-fourth day of June one thousand nine hundred and thirty, in two original copies.

D. PANTITCH, *m. p.*
Delegate of Yugoslavia.

Const. CONTZESCO, *m. p.*
Delegate of Roumania.

N° 3240.

ITALIE ET PANAMA

Traité d'extradition et d'assistance
judiciaire en matière pénale. Signé
à Panama, le 7 août 1930.

ITALY AND PANAMA

Treaty of Extradition and Judicial
Assistance in Criminal Matters.
Signed at Panama, August 7, 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3240. — TRATADO ¹ DE EXTRADICION Y DE ASISTENCIA JUDICIAL EN MATERIA PENAL ENTRE ITALIA Y PANAMA. FIRMADO EN PANAMA, EL 7 DE AGOSTO DE 1930.

Textes officiels espagnol et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 11 août 1933.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ y SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA, deseosos de reglamentar los asuntos relativos a la extradición de los delincuentes y a la asistencia judicial en materia penal, y de concluir un tratado a ese efecto, han designado como sus Plenipotenciarios :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

A Su Excelencia Juan Demóstenes AROSEMENA, Doctor en Derecho y Ciencias Políticas, Secretario de Relaciones Exteriores ;

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

A Su Excelencia el Doctor Carlo UMILTÀ, Comendador de la Orden de la Corona de Italia, Caballero Oficial de la Orden de los Santos Mauricio y Lázaro, etc., etc., su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en la República de Panamá ;

Los cuales, después de haberse comunicado sus respectivos plenos poderes, encontrados en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a perseguir, arrestar y entregarse recíprocamente las personas que, sindicadas o condenadas por la autoridad judicial competente de uno de los dos países, por alguno de los delitos indicados en el artículo siguiente, se encuentren en territorio sometido a la autoridad del otro país.

Artículo II.

Se concederá la extradición de los autores, cooperadores, cómplices o encubridores de delitos comunes o frustrados o de tentativa de los mismos, que hayan sido condenados o estén procesados o sean perseguidos por hechos punibles en ambos países con pena privativa de la libertad no menor de dos años.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 18 février 1933.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3240. — TRATTATO¹ D'ESTRADIZIONE E D'ASSISTENZA GIUDIZIARIA IN MATERIA PENALE TRA L'ITALIA E IL PANAMA. FIRMATO A PANAMA, IL 7 AGOSTO 1930.

Spanish and Italian official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place August 11, 1933.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DEL PANAMA, desiderando di regolare le questioni relative all'estradizione dei delinquenti e all'assistenza giudiziaria in materia penale, e di concludere un trattato a questo effetto, hanno nominato loro plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Dott. Carlo UMITÀ, Commendatore dell' Ordine della Corona d'Italia, Cav. Ufficiale dello Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario nella Repubblica di Panama ;

SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI PANAMA :

Sua Eccellenza Giovanni Demostene AROSEMENA, Dottore in Diritto e Scienze Politiche, Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;

i quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i rispettivi pieni poteri, trovati in buona e debita forma, hanno convenuto negli articoli seguenti :

Articolo I.

Le Alti Parti contraenti s' impegnano a far ricercare, arrestare e consegnarsi reciprocamente le persone che, imputate o condannate dall' autorità giudiziaria competente di uno dei due paesi, per alcuno dei delitti indicati nel seguente articolo, si trovino nel territorio sottoposto all'autorità dell'altro paese.

Articolo II.

La estradizione verrà concessa per gli autori, correi, complici o favoreggiatori di delitti comuni anche tentati, o mancati che siano stati condannati, o che siano processati o che siano ricercati per fatti punibili in tutti e due gli Stati con pena restrittiva della libertà personale non minore di due anni.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, February 18, 1933.

Artículo III.

La extradición podrá ser concedida, en atención a circunstancias especiales, también por delitos no comprendidos en el artículo precedente, cuando así lo permitan las leyes de los Estados contratantes.

Artículo IV.

La persona cuya extradición se haya concedido podrá ser juzgada por cualquier otro delito cometido antes de la entrega, en conexión con aquel que la motivó, siempre que no medie una de las prohibiciones indicadas en el Artículo VIII.

La misma persona no podrá ser juzgada o sometida a la expiación de la pena por ningún otro delito cometido antes de la entrega, a menos que el Estado al cual le fué concedida la extradición solicite y obtenga el consentimiento del otro Estado ; o también en el caso de que expiada la pena o absuelta del delito que motivó la extradición, permanezca en el Estado que la solicitó por un tiempo mayor de treinta días.

Artículo V.

Cuando el hecho haya tenido lugar fuera del territorio de las Altas Partes contratantes, la demanda de extradición podrá proceder, en los casos en que las leyes del país que demanda la extradición y las de aquel al cual se le solicita autoricen la persecución por delito cometido en el exterior.

Artículo VI.

No se concederá la extradición del propio ciudadano o súbdito.

Artículo VII.

La concesión de la ciudadanía, con posterioridad a la comisión del delito, no podrá impedir la extradición, salvo que se trate de reconocimiento de la ciudadanía precedentemente adquirida.

Artículo VIII.

No tendrá lugar la extradición :

- 1º Cuando en el país reclamante estuviere señalada al delito la pena de muerte, salvo compromiso de parte del Estado requirente de sustituirla o conmutarla por una pena inferior ;
- 2º En los casos de simple falta o culpa ;
- 3º Por los delitos exclusivamente de prensa ;
- 4º Por los delitos netamente militares, es decir, aquellos delitos perseguidos exclusivamente por las leyes militares ;
- 5º Por los delitos políticos o por los hechos delictuosos que a ellos se enlazan, a menos que el hecho por sí solo constituya un delito común.

Los actos de anarquismo, de acuerdo con las leyes de los dos países, no se consideran como delitos políticos.

Tampoco se considerará como delito político o como hecho conexo con éste el atentado contra un Jefe de Estado.

Toda apreciación sobre la naturaleza política del delito queda reservada exclusivamente a la autoridad del Estado requirente.

Articolo III.

L'estradizione potrà essere concessa, in vista di particolari circostanze, anche per reati non compresi nell'articolo precedente, quando lo permettano le leggi degli Stati contraenti.

Articolo IV.

La persona di cui fu concessa l'estradizione potrà essere giudicata per ogni altro reato commesso prima della consegna, in connessione con quello che la motivò, purchè non osti uno dei divieti indicati nell'articolo VIII.

La stessa persona non potrà essere giudicata o sottoposta alla espiazione della pena per qualsiasi altro reato commesso prima della consegna, a meno che lo Stato al quale fu concessa l'estradizione chieda ed ottenga il consenso dell'altro Stato ; ovvero a meno che, espia la pena, o assolta dal delitto che motivò la estradizione, rimanga nel territorio dello Stato richiedente per oltre trenta giorni.

Articolo V.

Quando il fatto sia avvenuto fuori del territorio delle Alte Parti contraenti, la domanda di estradizione potrà aver corso, se le leggi del Paese richiedente e del Paese richiesto autorizzano la persecuzione del reato commesso all'estero.

Articolo VI.

Non è ammessa l'estradizione del proprio cittadino o suddito.

Articolo VII.

La concessione della cittadinanza, posteriore al commesso reato, non potrà impedire l'estradizione, salvo che si tratti di riconoscimento di cittadinanza precedentemente acquistata.

Articolo VIII.

L'estradizione non avrà luogo :

1° Quando nel Paese richiedente fosse comminata per il reato la pena di morte, salvo promessa, da parte dello Stato richiedente, di sostituire o commutare al reo una pena inferiore ;

2° Per i reati colposi ;

3° Per i reati previsti esclusivamente dalla legge sulla stampa ;

4° Per i reati esclusivamente militari, quando cioè il fatto non sarebbe altrimenti punibile che per le leggi militari ;

5° Per i reati politici, o per i fatti connessi a tali reati, salvo che il fatto costituisca principalmente un delitto comune.

Gli atti di anarchismo, secondo le leggi dei due Paesi, non saranno considerati come delitti politici.

Neppure sarà considerato come delitto politico, nè come fatto connesso con questo, l'attentato contro un Capo di Stato.

Qualsiasi apprezzamento sulla natura politica del reato è esclusivamente riservato alle autorità dello Stato richiesto.

Artículo IX.

No se concederá la extradición si la acción penal o la condena han prescrito o si por cualquier motivo han caducado, de acuerdo con las leyes del Estado requerido.

Artículo X.

Se podrá rehusar la extradición si las autoridades del Estado al cual se le solicita son competentes, según la ley propia, para juzgar el delito objeto de la demanda de extradición.

Si contra la persona cuya extradición se solicita cursa un proceso penal, o si la persona en referencia se halla detenida por otro delito cometido en el Estado en que se encuentra, su entrega podrá aplazarse hasta que se haya resuelto lo pertinente en relación con el proceso o diligencia penales mencionados, y en caso de condena, hasta que se haya purgado la pena respectiva.

Artículo XI.

La demanda de extradición será presentada directamente por el Departamento de Relaciones Exteriores del país que la solicita, al Departamento de Relaciones Exteriores del país requerido.

La extradición será acordada, a base de una sentencia condenatoria, aun en el caso de que haya sido proferida dicha sentencia en contumacia o rebeldía, o a base de un mandato de captura, o de cualquier otro acto equivalente a dicho mandato, el cual deberá indicar la naturaleza o gravedad del hecho que se imputa y la disposición penal que se aplica o que es aplicable.

Los documentos mencionados serán enviados, en copia autenticada, según las prescripciones legales del país que solicita la extradición, y, si es posible, con las señas personales, la fotografía de las personas reclamadas y cualquiera otra indicación conducente a constatar su identidad.

Tanto la demanda como los documentos serán redactados en la lengua oficial del Estado peticionario.

Artículo XII.

En caso de urgencia, se podrá pedir el arresto provisional, mediante declaración telegráfica de que existe alguno de los documentos indicados en el artículo anterior. Las autoridades judiciales y los agentes diplomáticos y consulares del país que formula la demanda de extradición quedan autorizados para hacer directamente dicha declaración al Departamento de Relaciones Exteriores o a la autoridad judicial del Estado al cual se ha pedido la extradición.

La persona que haya sido provisionalmente detenida será puesta en libertad si, dentro de los treinta días de la fecha del arresto más el término de la distancia, no han llegado al Departamento de Relaciones Exteriores del país que debe conceder la extradición la demanda y los documentos pertinentes.

En los casos en que la demanda y los documentos referidos lleguen después de los términos arriba indicados, la caducidad del arresto no impedirá que el procedimiento siga en curso ; pero la persona contra quien se tramita la extradición no podrá ser nuevamente arrestada sino después de que se haya concedido la extradición y con el único fin de efectuar su entrega.

Artículo XIII.

Si la persona reclamada por una de las Altas Partes contratantes es pedida, al mismo tiempo, por otros Estados, se dará la preferencia a la demanda que se refiere al delito que, en concepto del Estado que debe acceder a la solicitud, sea más grave.

Articolo IX.

L'extradizione non è concessa se l'azione penale o la condanna siano prescritte o comunque estinte, in virtù delle leggi dello Stato richiesto.

Articolo X.

L'extradizione può essere rifiutata se le autorità dello Stato richiesto sono competenti, secondo la propria legge, a giudicare del reato formante oggetto della domanda di estradizione.

Se contro la persona di cui si chiede la estradizione è in corso un procedimento penale, o se la persona suddetta è detenuta per altro reato commesso nello Stato dove si trova, la sua consegna può essere differita, fino a quando il relativo procedimento non sia definito, e in caso di condanna, fino alla compiuta espiazione della pena.

Articolo XI.

La domanda di estradizione sarà presentata direttamente dal Ministero degli Affari Esteri dello Stato richiedente al Ministero degli Affari Esteri dello Stato richiesto.

L'extradizione sarà accordata in base ad una sentenza di condanna, anche in contumacia, o a un mandato di cattura, o a qualsiasi altro atto equivalente al mandato, che dovrà indicare la natura e la gravità del fatto imputato, e le disposizioni della legge penale applicate o applicabili.

I documenti predetti saranno rimessi in copia autentica, nelle forme prescritte dalle leggi dello Stato richiedente, e possibilmente con i contrassegni personali, la fotografia delle persone reclamate, e qualsiasi altra indicazione atta a constatarne l'identità.

La domanda e i documenti saranno redatti nella lingua ufficiale dello Stato richiedente.

Articolo XII.

In caso di urgenza si potrà richiedere l'arresto provvisorio su dichiarazione telegrafica della esistenza di alcuno dei documenti indicati nell' articolo precedente. Le autorità giudiziarie e gli Agenti diplomatici e consolari del Paese richiedente sono autorizzati a fare direttamente tale dichiarazione al Ministero degli Affari Esteri o all' Autorità Giudiziaria dello Stato richiesto.

L' arrestato provvisoriamente sarà rimesso in libertà se, entro trenta giorni dalla data dell' arresto, più il termine della distanza, non siano pervenuti al Ministero degli Affari Esteri dello Stato richiesto la domanda e i documenti occorrenti.

Qualora la domanda e i documenti suddetti pervengano dopo la scadenza dei termini su indicati, la perenzione dell' arresto non impedirà che il procedimento segua il suo corso ; ma l' estradando non potrà essere di nuovo arrestato se non dopo che l' estradizione sia stata concessa e al solo scopo di effettuarne la consegna.

Articolo XIII.

Se la persona reclamata da una delle Alte Parti contraenti è reclamata, al tempo stesso, da altri Stati, si darà la preferenza alla domanda concernente il reato che, a giudizio dello Stato richiesto, sia più grave.

Si los delitos fueren considerados de igual gravedad, se dará la preferencia al Estado que hubiere presentado primero la solicitud de extradición. Sin embargo, si uno de los Estados demandantes es el país a que pertenece la persona solicitada, a éste se le dará la preferencia, siempre que las leyes del mismo autoricen la persecución y juzgamiento del sindicado por los delitos cometidos en el territorio de los otros Estados requirentes.

Artículo XIV.

El dinero y los objetos que se encuentren en posesión de la persona que se pida, al momento de su arresto, serán secuestrados y entregados al Estado que ha pedido la extradición.

El dinero y los objetos legítimamente poseídos por el arrestado, serán entregados, aunque se encontraren en manos de otros, si después del arresto caen en poder de la autoridad.

La entrega no se limitará a las cosas provenientes del delito por el cual se demanda la extradición, sino que comprenderá todo aquello que puede servir para probar la comisión del delito y se verificará aunque la extradición no haya podido efectuarse por la fuga o por la muerte del extraditado.

Quedan a salvo los derechos de terceros no implicados en el procedimiento, sobre las cosas secuestradas, las cuales deberán serles restituidas, sin hacerles incurrir en gasto alguno, por medio de providencia dictada por la autoridad judicial del país al cual se ha hecho la solicitud de extradición.

Artículo XV.

El permiso de tránsito por el territorio de las Altas Partes contratantes de persona que no pertenece al país de tránsito y que es entregada por otro Estado, será concedido, mediante simple solicitud presentada de acuerdo con el Artículo XI del presente Tratado, por la autoridad del Estado que ha pedido la extradición.

El permiso de tránsito será dado por providencia del Departamento competente del país que ha recibido la petición de tránsito, con prescindencia de toda formalidad judicial, siempre que no se trate de uno de los delitos enumerados en el artículo VIII, y siempre que no se opongan graves motivos de orden público.

El transporte del detenido se efectuará por los medios más rápidos, bajo la vigilancia de agentes del Estado que ha recibido la petición del permiso de tránsito.

Artículo XVI.

Los gastos ocasionados por la extradición en el territorio del país que la concede, serán de cargo de éste. Los gastos de tránsito se imputarán al país que ha presentado la solicitud.

Artículo XVII.

En materia penal, la autoridad judicial de uno de los Países contratantes podrá pedir de la autoridad judicial del otro Estado, por rogatoria o exhorto, la práctica de una diligencia relativa a la instrucción penal, como también las comunicaciones referentes a los cuerpos del delito y el envío de los documentos que se encuentren en posesión de alguna autoridad del Estado al cual se ha hecho la solicitud de extradición.

Artículo XVIII.

La transmisión de las rogatorias o exhortos tendrá lugar conforme a lo dispuesto en el artículo XI de este Tratado.

Se i reati si ritenessero della stessa gravità, sarà data la preferenza alla domanda di data anteriore. Tuttavia, se uno degli Stati richiedenti è il Paese al quale appartiene la persona ricercata, gli si darà la preferenza, purchè le sue leggi permettano di procedere contro la stessa, per i reati commessi nel territorio degli altri Stati richiedenti.

Articolo XIV.

Il denaro e gli oggetti in possesso della persona ricercata al momento dell' arresto, saranno sequestrati e consegnati allo Stato richiedente.

Il denaro e gli oggetti, legittimamente posseduti dall' arrestato, saranno consegnati, ancorchè si trovino presso altri, se dopo l'arresto vengano in potere delle autorità.

La consegna non si limiterà alle cose provenienti dal reato per il quale è stata chiesta l'extradizione, ma comprenderà tutto ciò che può servire per la prova del reato ed avverrà ancorchè l'extradizione non abbia potuto effettuarsi, per la fuga o per la morte dell' estradando.

Sono riservati i diritti dei terzi, non implicati nel procedimento, sulle cose sequestrate, che dovranno essere loro restituite, senza spese, con provvedimento dell'autorità giudiziaria del Paese richiesto.

Articolo XV.

Il permesso di transito, sui territori della Alti Parti contraenti, di persona non appartenente al Paese di transito e consegnata da altro Stato, sarà concesso su semplice domanda presentata a norma dell' articolo XI della presente convenzione, dalle autorità del Paese che ha chiesto l' estradizione.

Il permesso di transito sarà dato con provvedimento del Ministero competente del Paese richiesto per il transito, omessa qualsiasi formalità giudiziaria, purchè non si tratti di uno dei reati di cui al precedente articolo VIII e non vi si oppongano gravi motivi di ordine pubblico.

Il trasporto del detenuto si effettuerà coi mezzi più rapidi, sotto la sorveglianza di agenti del Paese richiesto.

Articolo XVI.

Le spese cagionate dall' estradizione sul territorio dello Stato richiesto sono a carico di questo ultimo. Le spese di transito sono a carico del Paese richiedente.

Articolo XVII.

In materia penale, l' autorità giudiziaria di uno degli Stati contraenti, potrà domandare all' autorità giudiziaria dell' altro Stato, per rogatoria un atto istruttorio, ovvero la comunicazione dei corpi di reato, o di documenti che si trovino in possesso di autorità dello Stato richiesto.

Articolo XVIII.

La trasmissione delle rogatorie avverrà nel modo indicato nell'articolo XI della presente convenzione.

Las rogatorias o exhortos serán redactados en la lengua oficial del Estado que formula la solicitud de extradición, sin necesidad de ninguna legalización.

Artículo XIX.

Si en un proceso penal fuere necesaria la comparecencia personal de un testigo o un perito, la citación se hará por conducto del Estado ante el cual se ha propuesto la demanda de extradición; pero la comparecencia de dicho testigo o perito será en todo caso voluntaria por parte de éste.

Los gastos que causen la comparecencia del testigo o perito serán de cargo del Estado que ha presentado la demanda, el cual deberá indicar aproximadamente la suma que reconocerá en concepto de viáticos y gastos de permanencia, como asimismo el monto de la anticipación que, por medio de los propios agentes diplomáticos o consulares, deba hacerse sobre la suma total.

El testigo o perito, cualquiera que sea su nacionalidad, que compareciere ante la autoridad judicial del país que formula la demanda de extradición, no podrá ser procesado ni arrestado por hechos o condenas anteriores, ni como participe de los hechos por los cuales se ha ordenado su testimonio o peritaje, durante todo el tiempo necesario a esos fines, ni por el necesario para su regreso al país de procedencia.

Cuando el individuo cuya comparecencia se demanda sea detenido, podrá solicitarse la entrega provisional; pero para que se lleve a cabo se requiere su asentimiento.

Artículo XX.

Las notificaciones y las rogatorias o exhortos se llevarán a cabo de conformidad con las leyes del país al cual se hace la demanda de extradición.

Los gastos que ellas ocasionen serán de cargo del mismo país, excepción hecha de los que se originen en peritajes, los cuales se imputarán al otro Estado.

Artículo XXI.

Las Altas Partes contratantes se obligan a comunicarse por la vía diplomática un extracto de las sentencias condenatorias definitivas dictadas por la autoridad judicial respectiva contra los ciudadanos del otro Estado.

Esta obligación se extiende a las sentencias condenatorias condicionalmente suspendidas.

Artículo XXII.

El presente tratado se extiende en duplicado, en los idiomas castellano e italiano, siendo entendido que los dos textos tienen un mismo valor.

Artículo XXIII.

El presente tratado será ratificado y los instrumentos de ratificación serán canjeados en Roma, a la mayor brevedad posible.

Entrará en vigor el primer día del mes subsiguiente al del canje de las ratificaciones; y se aplicará también a los delitos cometidos con anterioridad a su entrada en vigor.

Le rogatorie saranno redatte nella lingua ufficiale dello Stato richiedente, senza che occorra legalizzazione alcuna.

Articolo XIX.

Se in un processo penale sia necessaria la comparizione personale di un testimone o di un perito, l'atto di citazione sarà notificato a cura dello Stato richiesto. Ma la comparizione di detto testimone o perito sarà in ogni caso volontaria da parte dello stesso.

Le spese per la comparizione sono a carico dello Stato richiedente, il quale dovrà indicare approssimativamente la somma che sarà corrisposta a titolo di spese di viaggio e di soggiorno, nonché l'ammontare dell'anticipazione che, a mezzo dei propri agenti diplomatici o consolari, sarà fatta sulla somma complessiva.

Il testimone o perito, qualunque sia la sua nazionalità, che comparirà innanzi all'autorità giudiziaria dello Stato richiedente, non potrà essere processato o arrestato per fatti o condanne anteriori, nè come partecipe ai fatti per cui è stata ordinata la testimonianza o perizia, durante il tempo occorrente a questo fine, come anche per il tempo a lui necessario per ritornare al paese di provenienza.

Qualora l'individuo di cui si domanda la comparizione sia detenuto, potrà chiedersene la consegna provvisoria; ma è sempre necessario il suo assentimento, perchè ciò possa effettuarsi.

Articolo XX.

Le notificazioni e le rogatorie sono eseguite in conformità delle leggi del Paese richiesto.

Le spese relative sono a carico del Paese richiesto, tranne quelle riguardanti l'esecuzione di perizie, che vanno a carico del Paese richiedente.

Articolo XXI.

La Alte Parti contraenti si obbligano di comunicarsi per la via diplomatica un estratto delle decisioni irrevocabili di condanna per delitto pronunciate dalle rispettive Autorità Giudiziarie a carico dei cittadini dell'altro Stato.

Tale obbligo si estende alle sentenze di condanna per delitto la cui esecuzione sia stata sospesa condizionalmente.

Articolo XXII.

Il presente trattato è redatto in due originali, l'uno in lingua italiana, l'altro in lingua spagnuola entrambi con identico valore.

Articolo XXIII.

Il presente trattato sarà ratificato e gli strumenti di ratifica saranno scambiati nel più breve tempo possibile in Roma.

Esso andrà in vigore il primo giorno del mese successivo a quello nel quale è avvenuto lo scambio delle ratifiche e si applicherà altresì ai delitti commessi anteriormente alla sua entrata in vigore.

Cualquiera de las Altas Partes contratantes podrá denunciarlo en cualquier tiempo, y en este caso sus efectos cesarán seis meses después del día de la denuncia.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios lo han firmado y en él han puesto sus sellos.

Hecho en Panamá, el día siete de Agosto del año mil novecientos treinta.

(Fdo). J. D. AROSEMENA.

República de Panamá.

Secretaria de Relaciones Exteriores.

Panamá, 21 de Julio de 1933.

Es fiel copia.

El Subsecretario de Relaciones Exteriores,

R. de Roux.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà denunciarlo in qualsiasi momento ; in tal caso i suoi effetti cesseranno sei mesi dopo il giorno della denuncia.

In fede di che i Plenipotenziari l' hanno firmato e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Panama il giorno sette Agosto dell'anno millenovecento trenta.

(Fto). Carlo UMILTÀ.

Per copia conforme :

p. il Ministro degli Affari Esteri.
Suvich.

República de Panamá :

Secretaria de Relaciones Exteriores.

Panamá, 21 de Julio de 1933.

Es fiel copia.

El Subsecretario de Relaciones Exteriores.

R. de Roux.

¹ TRADUCTION.

N^o 3240. — TRAITÉ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE
EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE L'ITALIE ET LE PANAMA. SIGNÉ
A PANAMA, LE 7 AOUT 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA,

Désireux de régler les questions relatives à l'extradition des délinquants et à l'assistance judiciaire en matière pénale, et de conclure un traité à cet effet,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le D^r Carlo UMILTÀ, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia, Cav. Ufficiale dello Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire dans la République du Panama ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PANAMA :

Son Excellence Juan Demóstenes AROSEMENA, docteur en droit et sciences politiques, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire rechercher, arrêter et à se livrer réciproquement les personnes qui, poursuivies ou condamnées par l'autorité judiciaire compétente de l'un des deux pays pour l'un quelconque des crimes ou délits indiqués à l'article suivant, se trouvent dans le territoire soumis à l'autorité de l'autre pays.

Article II.

L'extradition sera accordée pour les auteurs, co-auteurs, complices et fauteurs de délits de droit commun ou de tentatives, mêmes manquées, de ces délits, qui ont été condamnés ou qui sont poursuivis ou recherchés pour des actes punissables dans l'un et l'autre Etat d'une peine privative de liberté de deux ans au moins.

Article III.

L'extradition pourra également être accordée, dans des circonstances particulières, pour des délits non visés à l'article précédent, si la législation des Etats contractants le permet.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3240. — TREATY OF EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE
IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN ITALY AND PANAMA. SIGNED
AT PANAMA, AUGUST 7, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA,

Being desirous of settling questions concerning the extradition of offenders and legal assistance in criminal matters, and of concluding a treaty for that purpose,

Have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Dr. Carlo UMITÀ, Commander of the Order of the Crown of Italy, Knight Officer of the Order of Saint Maurice and Saint Lazarus, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in the Republic of Panama ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

His Excellency Juan Demóstenes AROSEMENA, Doctor of Law and Political Science, Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to seek, arrest and surrender to each other any persons who are being proceeded against or who have been convicted by the competent judicial authorities of one of the two States for any of the offences indicated in the following Article, and who shall be found within the territory under the authority of the other.

Article II.

Extradition shall be granted in the case of principals, accomplices, accessories and abettors in the commission of or in attempts, even if unsuccessful, to commit ordinary offences, who have been convicted or are being proceeded against or are being sought for acts punishable in both States by deprivation of freedom for a term of not less than two years.

Article III.

In special circumstances extradition may also be granted for offences not covered by the preceding Article, provided that the laws of the Contracting States permit.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

La personne dont l'extradition a été accordée pourra être jugée pour tout autre crime ou délit commis avant l'extradition et connexe au crime ou délit qui a motivé cette dernière, à la condition que le cas ne rentre dans aucune des exceptions prévues à l'article VIII.

La même personne ne pourra pas être jugée ou soumise à l'accomplissement de la peine pour un autre crime ou délit quelconque commis antérieurement à l'extradition, à moins que l'Etat auquel l'extradition a été accordée ne demande et n'obtienne le consentement de l'autre Etat, ou que, après avoir purgé la peine ou avoir été acquittée pour le crime ou le délit qui avait motivé l'extradition, ladite personne ne demeure dans le territoire de l'Etat requérant pendant plus de trente jours.

Article V.

Lorsque l'acte incriminé aura été commis en dehors du territoire des Hautes Parties contractantes, il pourra être donné suite à la demande d'extradition si les lois de l'Etat requérant et de l'Etat requis autorisent la poursuite du délit commis à l'étranger.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes n'accorderont pas l'extradition de leurs propres ressortissants ou sujets.

Article VII.

La naturalisation postérieure au crime ou délit ne pourra pas empêcher l'extradition, sauf s'il s'agit de la reconnaissance d'une naturalisation acquise précédemment.

Article VIII.

L'extradition ne sera pas accordée :

1^o Lorsque le délit est punissable de la peine de mort dans l'Etat requérant, à moins que l'Etat requérant ne s'engage à remplacer la peine par une autre d'un degré inférieur ou à la commuer ;

2^o Pour les délits commis sans préméditation ;

3^o Pour les délits visés exclusivement par la loi sur la presse ;

4^o Pour les délits d'ordre exclusivement militaire, lorsque l'acte incriminé est punissable uniquement en vertu des lois militaires ;

5^o Pour les délits politiques ou pour les actes connexes à ces délits, sauf lorsque l'acte incriminé constitue essentiellement un délit de droit commun.

Les actes d'anarchisme, suivant les lois des deux pays, ne seront pas considérés comme des délits politiques.

Ne sera pas non plus réputé délit politique, ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre un chef d'Etat.

L'appréciation de la nature politique du délit est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Article IX.

L'extradition ne sera pas accordée si l'action pénale ou la condamnation sont prescrites ou, d'une manière quelconque, éteintes en vertu des lois de l'Etat requis.

Article IV.

A person whose extradition has been granted may be tried for any other offence committed prior to his extradition and connected with the offence for which he was surrendered, except as otherwise provided in Article VIII.

The same person may not be tried or punished for any other offence committed prior to his extradition unless the State to which extradition has been granted seeks and obtains the consent of the other State, or unless the person in question, having served his sentence or been acquitted in respect of the offence for which he was surrendered, remains for more than thirty days within the territory of the applicant State.

Article V.

If the offence was committed outside the territory of the High Contracting Parties, the requisition for extradition may be complied with, provided the laws of the applicant State and of the State applied to authorise prosecution for offences committed abroad.

Article VI.

The High Contracting Parties shall not be required to surrender their own nationals or subjects.

Article VII.

Naturalisation granted subsequent to the offence shall not prevent extradition, except in the case of the recognition of a national status which has previously been acquired.

Article VIII.

Extradition shall not be granted :

(1) If in the applicant State the offence is punishable with death, unless the applicant State undertakes to commute the penalty or to substitute another for it ;

(2) For unpremeditated offences ;

(3) For acts that are offences under the Press laws only ;

(4) For purely military offences, that is to say, acts which are not punishable except under military law ;

(5) For political offences or acts connected therewith except where the act in itself constitutes an ordinary offence.

Acts of an anarchist nature, under the laws of the two countries, shall not be regarded as political offences.

An attack made or attempted against a Head of State shall also not be regarded as a political offence or an act connected therewith.

The authorities of the State applied to shall alone be competent to decide whether an offence is a political offence or not.

Article IX.

Extradition shall not be granted if, under the laws of the State applied to, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time or in any other manner.

Article X.

L'extradition pourra être refusée si les autorités de l'Etat requis sont, d'après la législation de celui-ci, compétentes pour connaître du délit qui fait l'objet de la demande d'extradition.

Si la personne dont on demande l'extradition est sous le coup de poursuites pénales ou si elle est détenue pour un autre crime ou délit commis dans l'Etat où elle se trouve, son extradition pourra être différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours et, en cas de condamnation, jusqu'à l'accomplissement intégral de la peine.

Article XI.

La demande d'extradition sera adressée directement par le ministère des Affaires étrangères de l'Etat requérant au ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis.

L'extradition sera accordée sur production d'une sentence de condamnation, même par contumace, ou d'un mandat d'arrêt ou de toute autre pièce équivalente au mandat ; ce document devra indiquer la nature et la gravité de l'acte incriminé ainsi que les dispositions de la loi pénale appliquées ou applicables.

Les documents ci-dessus seront remis en expédition authentique, dans les formes prescrites par les lois de l'Etat requérant, et, si possible, accompagnés du signalement et de la photographie des personnes réclamées ainsi que de toutes autres indications permettant d'établir l'identité desdites personnes.

La demande et les documents seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article XII.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être demandée au moyen d'une déclaration télégraphique de l'existence de l'un des documents mentionnés à l'article précédent. Les autorités judiciaires et les agents diplomatiques et consulaires du pays requérant seront autorisés à faire directement ladite déclaration au ministère des Affaires étrangères ou à l'autorité judiciaire de l'Etat requis.

La personne arrêtée provisoirement sera remise en liberté si la demande d'extradition et les documents nécessaires ne sont pas parvenus au ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis dans un délai de trente jours à partir de la date de l'arrestation, plus le temps nécessaire pour que lesdits demande et documents puissent parvenir à destination.

Si la demande et les documents en question parviennent après l'expiration des délais indiqués ci-dessus, la péremption de l'arrestation n'empêchera pas la procédure de suivre son cours ; toutefois, la personne dont l'extradition est demandée ne pourra être arrêtée à nouveau que lorsque l'extradition aura été accordée et uniquement pour être remise à l'Etat requérant.

Article XIII.

Si la personne réclamée par l'une des Hautes Parties contractantes est réclamée en même temps par d'autres Etats, la préférence sera donnée à la demande concernant le délit que l'Etat requis jugera le plus grave.

Si les délits sont jugés de même gravité, la préférence sera donnée à la demande la plus ancienne en date. Toutefois, si l'un des Etats requérants est le pays auquel appartient la personne recherchée, c'est à lui que la préférence sera donnée, à la condition que ses lois permettent de poursuivre ladite personne pour des délits commis dans le territoire des autres Etats requérants.

Article X.

Extradition may be refused if the authorities of the State applied to are competent under their own laws to try the offence in respect of which the requisition for extradition is made.

If criminal proceedings have been instituted against the person whose extradition is claimed or if he is in custody for another offence committed in the country in which he is found, his surrender may be postponed until the conclusion of the proceedings in question or, in the event of a conviction, until he has served his sentence.

Article XI.

Requisitions for extradition shall be forwarded by the Ministry of Foreign Affairs of the State making application direct to the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to.

Extradition shall be granted in virtue of a certificate of conviction, including conviction by default, or a warrant of arrest, or any other paper having the effect of a warrant, stating the nature and degree of gravity of the alleged offence and the provisions of the criminal law which have been or may be applied.

Certified copies of the papers in question shall be forwarded in the form prescribed by the law of the applicant State together, if possible, with the descriptions and photographs of the persons whose extradition is demanded and any other particulars which may assist in establishing their identity.

The requisition and other papers shall be drawn up in the official language of the applicant State.

Article XII.

In urgent cases, an application, accompanied by a telegraphic declaration of the existence of one of the papers mentioned in the preceding Article, may be made for provisional arrest. The judicial authorities and diplomatic and consular agents of the applicant State shall be authorised to make such declaration direct to the Ministry of Foreign Affairs or the judicial authorities of the State applied to.

A person placed under provisional arrest shall be released if the Ministry of Foreign Affairs of the State applied to does not receive the requisition and relevant papers within thirty days of the date of arrest, over and above the time required for such requisition and papers to arrive at their destination.

If the requisition and relevant documents arrive after the expiry of the period indicated above, the release of the person to be surrendered shall not prevent the extradition proceedings from taking their course; but such person may be arrested a second time only after extradition has been granted and only for the purpose of surrendering him to the applicant State.

Article XIII.

If the extradition of a person is claimed by one of the High Contracting Parties and at the same time by other States, preference shall be given to the requisition in respect of the offence which the State applied to considers to be the most serious.

If the offences are considered to be of equal gravity, the requisition bearing the earliest date shall receive preference. If, however, one of the States making application is the State of which the person claimed is a national, preference shall be given to that State, provided that under its legislation proceedings can be taken against the person in question for offences committed in the territory of the other applicant States.

Article XIV.

Les fonds et les objets trouvés en la possession de la personne recherchée au moment de son arrestation seront saisis et remis à l'Etat requérant.

Les fonds et les objets qui appartiennent légitimement à la personne arrêtée, même s'ils se trouvent entre les mains d'autres personnes, seront remis à l'Etat requérant s'ils tombent au pouvoir des autorités après l'arrestation.

La remise ne se limitera pas aux objets provenant du délit pour lequel a été demandée l'arrestation, mais comprendra tout ce qui peut servir à établir la preuve du délit ; la remise desdits objets aura lieu même si l'extradition ne peut avoir lieu par suite de la fuite ou du décès du délinquant.

Les droits que des tiers non impliqués dans le procès pourraient avoir sur les objets confisqués seront réservés ; lesdits objets devront leur être restitués sans frais en vertu d'une mesure prise par l'autorité judiciaire du pays requis.

Article XV.

Le permis de transit, à travers le territoire des Hautes Parties contractantes, d'une personne n'appartenant pas au pays de transit et extradée par un autre Etat, sera accordé sur simple demande présentée, conformément aux dispositions de l'article XI de la présente convention, par les autorités du pays qui a demandé l'extradition.

Le permis de transit sera accordé par un arrêté du ministère compétent du pays auquel est adressée la demande de transit, sans aucune formalité judiciaire, à la condition qu'il ne s'agisse pas d'un des délits visés à l'article VIII ci-dessus et qu'aucun motif sérieux d'ordre public ne s'y oppose.

Le transport du détenu s'effectuera par les moyens les plus rapides, sous la surveillance d'agents du pays requis.

Article XVI.

Les frais occasionnés par l'extradition sur le territoire de l'Etat requis seront à la charge de ce dernier. Les dépenses de transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article XVII.

En matière pénale l'autorité judiciaire de l'un des Etats contractants pourra demander à l'autorité judiciaire de l'autre Etat, par commission rogatoire, l'exécution d'un acte d'instruction ou la communication des corps du délit ou de documents qui se trouvent entre les mains d'autorités de l'Etat requis.

Article XVIII.

La transmission des commissions rogatoires se fera de la manière indiquée à l'article XI de la présente convention.

Les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant, sans qu'une légalisation soit nécessaire.

Article XIX.

Si, au cours de poursuites pénales, la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert est jugée nécessaire, l'acte de citation sera notifié par les soins de l'Etat requis. Toutefois, la comparution dudit témoin ou expert sera en tout cas volontaire de la part de ce dernier.

Article XIV.

All money and effects found at the time of arrest in the possession of the person wanted shall be seized and forwarded to the applicant State.

Money and effects of which the arrested person was legitimately in possession shall be handed over, should they come into the hands of the authorities after the arrest, even if they were in the possession of third parties.

The effects handed over shall not be confined to articles acquired as a result of the offence for which extradition is claimed, but shall include everything that may serve as evidence of the crime ; they shall be given up even if it is impossible to effect extradition owing to the escape or death of the person claimed.

The rights belonging to third parties not implicated in the case over the confiscated articles shall be reserved ; these articles shall be restored to them free of charge by the judicial authorities of the State to which the application was made.

Article XV.

Permission for the transit over the territory of the High Contracting Parties of persons who, not being nationals of the country of transit, are surrendered by another country, shall be granted merely on receipt of a request made in accordance with Article XI of the present Treaty by the authorities of the country applying for extradition.

Permission for transit shall be given, without any legal formality, by the competent Ministry of the country to which application for transit is made, provided that the offence is not one of those referred to in Article VIII above, and that no serious reasons of public policy form an obstacle.

The person under arrest shall be conveyed by the most rapid means under the supervision of agents of the State applied to.

Article XVI.

The expenses occasioned by extradition in the territory of the State applied to shall be borne by that State. Transit expenses shall be borne by the applicant State.

Article XVII.

In criminal matters the judicial authorities of one of the Contracting States may, by letters of request, call on the judicial authorities of the other State to carry out a preliminary legal enquiry or to communicate evidence or documents in the possession of the authorities of the State applied to.

Article XVIII.

Letters of request shall be transmitted in the manner indicated in Article XI of this Treaty.

Letters of request shall be drawn up in the official language of the applicant State, and no legalisation shall be necessary.

Article XIX.

If, during criminal proceedings, the attendance of a witness or expert in person is deemed to be necessary, the subpoena shall be served by the authorities of the State applied to. In every case, however, the witness or expert need only attend if he so desires.

Les frais de comparution seront à la charge de l'Etat requérant, qui devra indiquer approximativement la somme qui sera allouée à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance qui sera faite sur la somme totale par ses agents diplomatiques ou consulaires.

Le témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui comparait devant l'autorité judiciaire de l'Etat requérant ne pourra être poursuivi ou arrêté pour des actes ou des condamnations antérieures, ni comme complice des actes pour lesquels a été ordonné le témoignage ou l'expertise pendant le temps nécessaire pour ledit témoignage ou ladite expertise ni pendant le temps nécessaire à l'intéressé pour retourner dans le pays d'où il vient.

Si l'individu cité à comparaître se trouve détenu, son extradition provisoire pourra être demandée. Toutefois, son consentement sera dans tous les cas nécessaire.

Article XX.

Les notifications et les commissions rogatoires seront exécutées conformément aux lois du pays requis.

Les frais qui en résulteront seront à la charge du pays requis, à l'exception des frais d'exécution d'expertise qui seront à la charge de l'Etat requérant.

Article XXI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer par la voie diplomatique un extrait des sentences définitives de condamnation prononcées par les autorités judiciaires respectives contre des ressortissants de l'autre Etat.

Cet engagement s'étend aux sentences de condamnation dont l'exécution aura été suspendue sous condition.

Article XXII.

Le présent traité est rédigé en deux originaux : l'un en langue italienne, l'autre en langue espagnole, tous deux faisant également foi.

Article XXIII.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés dans le plus bref délai possible à Rome.

Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'échange des instruments de ratification aura eu lieu et s'appliquera également aux délits commis antérieurement à son entrée en vigueur.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra le dénoncer à tout moment ; dans ce cas, ses effets cesseront six mois après le jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à Panama, le sept août de l'année mil neuf cent trente.

(Signé) Carlo UMITÀ.

(Signé) J. D. AROSEMENA.

The expenses entailed by such attendance shall be borne by the applicant State, which shall indicate approximately the sums which it will allow for travelling and subsistence expenses and the amount which will be advanced on those sums by its diplomatic and consular agents.

A witness or expert, whatever his nationality, who appears before the judicial authorities of the applicant State may not be proceeded against or arrested for previous acts or convictions, or as accomplice in the acts in respect of which his evidence or expert opinion is called for, during the time required for the giving of such evidence or expert opinion or during the time required by him to return to the country from which he came.

If a person called on to appear is under arrest, his provisional extradition may be applied for ; his consent will, however, always be necessary in order that this may be granted.

Article XX.

Documents shall be served and letters of request executed in conformity with the laws of the State applied to.

The expenses entailed shall be borne by the State applied to, excepting expenses occasioned by the consultation of experts, which shall be borne by the applicant State.

Article XXI.

Each of the High Contracting Parties undertakes to communicate to the other, through the diplomatic channel, an extract from the final sentences passed by its judicial authorities on nationals of the other State.

This undertaking includes sentences the operation of which is conditionally suspended.

Article XXII.

The present Treaty is drawn up in two original copies, one in the Italian language and the other in the Spanish language, both being equally authentic.

Article XXIII.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall enter into force on the first day of the month following that in which the exchange of ratifications takes place and shall apply to offences committed before as well as those committed after it came into operation.

Either High Contracting Party may denounce it at any time ; in such case it shall cease to be in force six months after the day on which it was denounced.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed it and affixed their seals thereto.

Done at Panama on the seventh day of August, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) J. D. AROSEMENA.

(Signed) Carlo UMITA.

N° 3241.

BRÉSIL ET SUISSE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Rio-de-Janeiro,
le 29 octobre 1931.

BRAZIL AND SWITZERLAND

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Rio de
Janeiro, October 29, 1931.

Nº 3241. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET SUISSE COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. RIO-DE-JANEIRO, LE 29 OCTOBRE 1931.

Nº 3241. — TROCA DE NOTAS ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO E O GOVERNO DA SUÍSSA RELATIVAS A UN ACCORDO COMMERCIAL. RIO DE JANEIRO, EM 29 DE OUTUBRO DE 1931.

Textes officiels français et portugais communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 août 1933.

French and Portuguese official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place August 15, 1933.

I.

NOTE DE LA LÉGATION DE SUISSE À RIO-DE-JANEIRO AU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN.

[X.I-48/74 RJ.

Circulaire 628.8(42).8.

29 Octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que dans le but de faciliter et de développer les relations commerciales entre la Suisse et le Brésil, mon Gouvernement m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, un accord commercial sur les bases suivantes :

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent article, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

f) Le présent accord entrera immédiatement en vigueur. Il est conclu pour un an ; ensuite, il sera prorogé par voie de tacite reconduction, chaque Parties se réservant alors le droit de le dénoncer à tout moment pour lui faire prendre fin trois mois après.

Je saisis avec empressement cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(a) GERTSCH.

Son Excellence

Monsieur le Dr Afranio de Mello-Franco,
Ministre d'Etat des Relations Extérieures.

Confere :

Ilka B. Lintz,
*Pelo Chefe do Serviço
de Dactylographia.*

Conforme :

C. de Freitas Valle,
*Chefe interino do Serviço dos
Limites e Actos Internacionais.*

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

NOTA DO GOVERNO BRASILEIRO Á LEGAÇÃO DA SUISSA NO RIO DE JANEIRO.

EC/57/8(42).8.

Em 29 de Outubro de 1931.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Excellencia me informa de que o Governo da Suissa, no intuito de facilitar e desenvolver as relações commerciaes entre a Suissa e o Brasil, o autorizou a concluir com o Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil um accôrdo commercial nas seguintes bases :

a) As altas partes contractantes consentem em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

b) Consequentemente, os productos naturaes ou fabricados, originarios de cada uma das partes contractantes, não serão, em caso algum, sujeitos, nas supracitadas relações,

a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

c) Da mesma forma, os productos naturaes ou fabricados, exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, não serão, em caso algum, sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquelles aos quae são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

d) Todas as vantagens, favores, privilegios e immunities já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das duas partes contractantes, na supracitada materia, aos productos naturaes ou fabricados originarios de qualquer outro paiz ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão immediatamente, e sem compensação, applicados aos productos da mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

e) Exceptuam-se, contudo, dos compromissos acima formulados, os favores actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos a paizes vizinhos, com o fim de se facilitar o tráfico de fronteiras, assim como os favores que resultem de uma união aduaneira já concluída ou que possa ser concluída, de futuro, por uma das partes contractantes.

f) O presente accôrdo entrará immediatamente em vigor, pelo prazo de um anno ; expirado o qual, ficará prorogado tacitamente, até que uma das partes contractantes o denuncie, em qualquer época, com três mezes de antecedencia.

2. Em resposta, apraz-me communicar-lhe que o Governo brasileiro acceita a proposta transmittida por Vossa Excellencia e assume os compromissos della decorrentes, constantes da nota a que tenho a honra de responder.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia o Senhor Albert Gertsch,
Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario
da Confederação Suissa.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações
Exteriores.

Rio de Janeiro D. F.,
em 11 de Julho de 1933.

C. de Freitas Valle,
*Chefe do Serviço dos Limites e Actos
Internacionais, p. i.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

NOTE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN A LA LÉGATION DE SUISSE A RIO-DE-JANEIRO.

EC/57/8(42).8.

Le 29 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence me fait savoir que le Gouvernement suisse, désireux de faciliter et de développer les relations commerciales entre la Suisse et le Brésil, a autorisé Votre Excellence à conclure avec le Gouvernement de la République des Etats-Unis du Brésil un accord commercial sur les bases suivantes :

(Suit le texte de l'accord, tel qu'il est reproduit dans la note N° I.)

2. En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement brésilien accepte la proposition transmise par Votre Excellence et assume les engagements qui en découlent et qui sont énumérés dans la note à laquelle je réponds par la présente.

Je saisis, etc.

(Signé) A. DE MELLO-FRANCO.

Son Excellence

Monsieur Albert Gertsch,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la Confédération helvétique.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3241. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND SWISS GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, OCTOBER 29, 1931.

I.

NOTE FROM THE SWISS LEGATION AT RIO DE JANEIRO TO THE BRAZILIAN GOVERNMENT.

X.I-48/74.R.J.

Circular 628.8(42)8.

October 29, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, with a view to facilitating and developing commercial relations between Switzerland and Brazil, my Government has authorised me to conclude with the Government of the United States of Brazil a Commercial Agreement on the following terms :

(a) The High Contracting Parties agree to grant to each other, unconditionally and without any limitation, most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all duties connected therewith, the methods of levying such duties and the rules, formalities and charges which may be attendant upon Customs clearance.

(b) Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either Contracting Party shall in no case be liable, in the above-mentioned respects, to any other or higher duties, dues or charges, or to any rules and formalities other or more burdensome, than those which are or may hereafter be applied to products of the same nature originating in any third country.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be liable in the same respects to other or higher duties, dues or charges or to more burdensome rules or formalities than those which are or may hereafter be applied to the same products destined for the territory of any third country.

(d) All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be granted in the above respect by one of the two Parties to natural or manufactured products originating in any other country, or destined for the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or destined for the territory of that Party.

(e) The undertakings given in the present article shall not, however, apply to privileges already granted, or which may hereafter be granted, to adjacent States with the object of facilitating frontier traffic, or the privileges resulting from a Customs union already concluded, or which may hereafter be concluded, by one of the Contracting Parties.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(f) The present Agreement shall come into force immediately. It is concluded for one year and shall thereafter be extended by tacit consent, each Party then reserving the right to denounce it at any time after giving three months' notice.

I have the honour, etc.,

(Signed) GERTSCH.

His Excellency
Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister of State for Foreign Affairs.

II.

NOTE FROM THE BRAZILIAN GOVERNMENT TO THE SWISS LEGATION AT RIO DE JANEIRO.

E.C/57/8(42)8.

October 29, 1931.

M. LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note in which Your Excellency informs me that the Swiss Government, being desirous of facilitating and developing commercial relations between Switzerland and Brazil, has authorised Your Excellency to conclude a Commercial Agreement with the Government of the Republic of the United States of Brazil on the following terms :

(Here follows the text of the Agreement as in Note No. I.)

2. In reply, I have the honour to state that the Brazilian Government accepts the proposal submitted by Your Excellency and undertakes the obligations arising therefrom which are specified in the note to which this reply refers.

I have the honour, etc.,

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

His Excellency
Monsieur Albert Gertsch,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Swiss Confederation.

N° 3242.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ITALIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord. Rome, les 8 septembre 1931 et 1^{er} juin 1932.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND ITALY**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. Rome, September 8, 1931, and June 1, 1932.

N° 3242. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE ITALIAN
GOVERNMENT CONSTITUTING
AN ARRANGEMENT FOR THE
RECIPROCAL RECOGNITION OF
LOAD-LINE CERTIFICATES.
ROME, SEPTEMBER 8, 1931,
AND JUNE 1st, 1932.

N° 3242. — SCAMBIO DI NOTE¹
FRA IL GOVERNO DEGLI STATI
UNITI D'AMERICA ED IL GO-
VERNO ITALIANO, COSTITUEN-
TI UN ACCORDO RELATIVA-
MENTE AL RICONOSCIMENTO
RECIPROCO DEI CERTIFICATI
DI BORDO LIBERO. ROMA,
L'8 SETTEMBRE 1931 E IL
1 GIUGNO 1932.

*Textes officiels anglais et italien communiqués par
le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
le 21 août 1933.*

*Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat
par le « Department of State » du Gouverne-
ment des États-Unis d'Amérique le 1^{er} sep-
tembre 1932.*

*English and Italian official texts communicated
by the Italian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes
took place August 21, 1933.*

*This Exchange of Notes was transmitted to the
Secretariat by the Department of State of the
Government of the United States of America
September 1st, 1932.*

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

F. O. No. 673.

ROME, September 8, 1931.

EXCELLENCY,

I have the honor to inform Your Excellency that I have been instructed by my Government to notify Your Excellency that the competent executive authorities of the Government of the United States have examined the Italian rules and tables of freeboard, which were enclosed in the esteemed Note Verbale No. 11196-22 of February 7, 1931, and have found them to be as effective as the United States load line regulations.

I have also been instructed to notify Your Excellency in regard to the reciprocal agreement relating to this matter, which was referred to in the above-mentioned Note Verbale, that my Government understands that the Governments of the United States and of Italy will each recognise as equivalent the load line marks and the certificates of such marking of merchant vessels of the other country pending the coming into force of the international load line convention in the United States and Italy; provided, that the load line marks are in accordance with the load line certificates; that the hull and superstructures of the vessel certificated have not been

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juin 1932.

¹ Came into force June 1st, 1932.

so materially altered since the issuance of the certificate as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations have not been made so that the :

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard Rails,
- (3) Freeing Ports,
- (4) Means of Access to Crews Quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

I have the honor to add that it will be understood by my Government that on the receipt of a communication signed by Your Excellency expressing the concurrence of the Royal Italian Government in the understanding of the Government of the United States as above set forth, the agreement in question will become effective.

Accept, Excellency, the assurance of my highest consideration.

Alexander KIRK,
Chargé d'Affaires ad interim.

His Excellency,
Mr. Dino Grandi,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.
21281/72.

NOTA VERBALE.

Il R. Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di informare l'Ambasciata degli Stati Uniti d'America che i competenti uffici italiani hanno preso in attento esame le comunicazioni che formarono oggetto della Nota Verbale F. O. N° 673 dell'8 settembre 1931 in merito al riconoscimento reciproco tra Italia e Stati Uniti dei certificati di bordo libero durante il periodo di attesa per l'entrata in vigore della Convenzione per il limite di massimo carico firmata a Londra il 5 luglio 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
21281-72.

NOTE VERBALE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Embassy of the United States of America that the competent Italian offices have carefully examined the communications referred to in *Note Verbale* No. 693 of September 8, 1931, regarding reciprocal recognition by Italy and the United States of freeboard certificates until such time as the load line convention signed at London on July 5, 1930, goes into effect.

¹ Traduction extraite du « Executive Agreement Series » N° 36, 1932, du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation extracted from Executive Agreement Series No. 36, 1932, of the Government of the United States of America.

Il R. Ministero degli Affari Esteri pertanto ha l'onore di assicurare che il Governo italiano pienamente concorda nell'ordine di idee manifestato dal Governo americano e prega l'Ambasciata degli Stati Uniti d'America di voler fare le relative comunicazioni al Dipartimento di Stato di Washington agli effetti dell'effettiva entrata in vigore del presente Accordo.

ROMA, 1 giugno 1932-X.

All'Ambasciata degli Stati Uniti
d'America
in Roma.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

The Royal Ministry of Foreign Affairs accordingly has the honour to assure the Embassy that the Italian Government fully agrees with the ideas manifested by the American Government and begs the Embassy of the United States of America kindly to communicate with the Department of State at Washington for the purposes of the entrance into effect of the present agreement.

ROME, June 1, 1932.

To
The Embassy of the United States
of America,
Rome.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 3242. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE FRANC-BORD. ROME, LES 8 SEPTEMBRE 1931 et 1^{er} JUIN 1932.

EMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

F. O. N° 673.

I.

ROME, le 8 septembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai été chargé par mon gouvernement de vous faire savoir que les autorités exécutives compétentes du Gouvernement des Etats-Unis ont examiné les règles et tables de franc-bord italiennes contenues dans la note verbale N° 11196/22, du 7 février 1931 et les ont trouvées aussi efficaces que les règles des Etats-Unis relatives aux lignes de charge.

J'ai également été chargé de vous faire savoir, au sujet de l'accord de réciprocité en la matière dont il est question dans la note verbale susmentionnée, que mon gouvernement considère comme

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

entendu que le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement italien reconnaîtront chacun comme équivalents les marques de ligne de charge et les certificats y relatifs des navires marchands de l'autre pays jusqu'à l'entrée en vigueur aux Etats-Unis et en Italie de la Convention internationale sur les lignes de charge ; à la condition, toutefois, que les marques de ligne de charge soient conformes aux spécifications des certificats de franc-bord ; que la coque et les superstructures du navire visé par le certificat n'aient pas subi, depuis la délivrance du certificat, de modifications d'une importance telle qu'elles affectent les calculs ayant servi de base à la détermination de la ligne de charge ; et qu'il n'ait été apporté, en ce qui concerne :

- 1^o La protection des ouvertures,
- 2^o Les garde-corps,
- 3^o Les sabords de décharge,
- 4^o Les moyens d'accès aux postes d'équipage,

aucune modification pouvant mettre le navire manifestement hors d'état de prendre la mer sans danger pour la vie humaine.

J'ai l'honneur d'ajouter que mon gouvernement, au reçu d'une communication signée par Votre Excellence et indiquant que le Gouvernement royal italien accepte les dispositions de l'accord, telles qu'elles sont envisagées par le Gouvernement des Etats-Unis et exposées ci-dessus, considérera comme entendu que l'accord en question entrera en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

Alexander KIRK.

Chargé d'Affaires p. int.

Son Excellence Monsieur Dino Grandi,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

21281/72.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique que les services italiens compétents ont procédé à un examen approfondi des communications qui font l'objet de la note verbale F. O. 673 du 8 septembre 1931, relative à la reconnaissance réciproque par l'Italie et les Etats-Unis des certificats de franc-bord, en attendant l'entrée en vigueur de la Convention pour la limite de charge maximum, signée à Londres, le 5 juillet 1930.

En conséquence, le Ministère royal des Affaires étrangères a l'honneur de donner l'assurance que le Gouvernement italien se rallie entièrement à la manière d'envisager l'accord exposée par le Gouvernement américain et prie l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique de bien vouloir adresser les communications nécessaires au Département d'Etat de Washington, en vue de l'entrée en vigueur effective du présent accord.

ROME, le 1^{er} juin 1932. X.

A l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique,
à Rome.

N° 3243.

FINLANDE ET PAYS-BAS
(y compris les Indes néerlandaises,
Surinam et Curaçao).

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires néerlandais et finlandais. Signé à Stockholm, le 22 mai 1933.

**FINLAND
AND THE NETHERLANDS**
(including the Netherlands Indies,
Surinam and Curaçao).

Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Tonnage Measurement Certificates of Dutch and Finnish Vessels. Signed at Stockholm, May 22, 1933.

N^o 3243. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS (Y COMPRIS LES INDES NÉERLANDAISES, LE SURINAM ET CURAÇAO), CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE JAUGEAGE DES NAVIRES NÉERLANDAIS ET FINLANDAIS. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 22 MAI 1933.

Texte officiel français, communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 22 août 1933.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de l'arrangement suivant, relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage des navires néerlandais et finlandais, délivrés sur la base des règles de jaugeage actuellement en vigueur dans le Royaume des Pays-Bas (y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao) et dans la République de Finlande.

Article premier.

Il ne sera procédé, en vue de vérifier le tonnage, à aucun nouveau mesurage total des navires néerlandais munis d'un certificat national de jaugeage, dans les ports finlandais, ni des navires finlandais pareillement munis d'un certificat national de jaugeage, dans les ports du Royaume, des Pays-Bas, sauf dans les cas où demande en est faite par le propriétaire du navire ou par le capitaine.

Les navires non munis de ces certificats de jaugeage devront être mesurés conformément aux règles de mesurage du pays dans lequel doivent être acquittés les droits à percevoir sur les navires.

Article 2.

Les règlements de mesurage néerlandais et finlandais ne concordant pas absolument, le tonnage imposable sera déterminé par voie de remesurage partiel, conformément aux instructions détaillées ci-après :

I. Navires néerlandais à propulsion mécanique.

Dans les cas non prévus à l'alinéa suivant, les navires munis d'un certificat néerlandais de jaugeage seront exemptés, dans les ports finlandais, de tout nouveau mesurage partiel ou de tout calcul nouveau.

¹ Entré en vigueur le 22 août 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3243. — AGREEMENT² BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS (INCLUDING THE NETHERLANDS INDIES, SURINAM AND CURAÇAO) REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TONNAGE MEASUREMENT CERTIFICATES OF DUTCH AND FINNISH VESSELS. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 22, 1933.

French official text communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Agreement took place August 22, 1933.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have arrived at the following Agreement in regard to the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates of Netherlands and Finnish ships delivered on the basis of the tonnage measurement regulations at present in force in the Kingdom of the Netherlands (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao) and in the Republic of Finland.

Article 1.

No Netherlands ship having a national tonnage certificate shall, for the purpose of ascertaining her tonnage, be re-measured in whole in Finnish ports, nor any Finnish ship, likewise having a national certificate of tonnage, in the ports of the Kingdom of the Netherlands, except when a request to that effect is made by the owner or master of the ship.

Ships having no such certificate of tonnage shall be measured under the rules of the country where the ship's dues are to be paid.

Article 2.

The Netherlands and Finnish rules of measurement not being in full accord, the assessable tonnage shall be ascertained by partial re-measurement in accordance with the detailed instructions given below :

I. Dutch Ships propelled by Engine Power.

Save when otherwise provided for in the following paragraph, ships having a Netherlands national certificate of measurement shall, in Finnish ports, be exempted from any partial re-measurement and from any re-calculation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 22, 1933.

S'il existe sur ces navires des espaces tels que ceux qui sont affectés aux écoutilles, aux ponts-abris, à la poupe, etc., qui n'ont pas été compris dans le tonnage brut, alors que, conformément au règlement finlandais de mesurage des navires, ils devraient y être inclus, ces espaces seront mesurés et ajoutés audit tonnage ; si toutefois les dimensions de l'espace en question sont mentionnées dans le certificat néerlandais de jaugeage, il sera procédé seulement à un nouveau calcul de l'espace.

La tolérance pour l'espace affecté aux forces motrices sera, dans le cas mentionné ci-dessus, fixée à 32 pour cent du tonnage brut du navire (mesurage finlandais), à condition que le cubage total des espaces donnant droit à une tolérance pour les forces motrices soit supérieur à 13 pour cent et inférieur à 20 pour cent du tonnage brut du navire ; dans les autres cas, cette tolérance sera fixée au cubage des espaces donnant droit à une tolérance pour les forces motrices, augmenté de 75 pour cent. Toutefois, dans aucun cas, la tolérance ne sera supérieure à 55 pour cent du tonnage brut, déduction faite pour les espaces inclus dans ce tonnage qui, exception faite de la tolérance pour les forces motrices, ne sont pas compris dans le tonnage net.

Si selon les règles néerlandaises de jaugeage la tolérance pour les forces motrices est supérieure à 55 pour cent du tonnage brut, après qu'on en a déduit les espaces inclus dans ce tonnage qui, exception faite de la tolérance pour les forces motrices, ne sont pas compris dans le tonnage net, il sera inscrit par l'autorité compétente néerlandaise sur le certificat de jaugeage une déclaration, dont résulte la tolérance maximum mentionnée ci-dessus.

Les droits qui devront être calculés sur la base du tonnage net seront, dans les cas mentionnés à l'article premier, calculés — en observant la tolérance maximum mentionnée ci-dessus pour les forces motrices — sur la base du tonnage imposable indiqué au certificat néerlandais de jaugeage et, dans les autres cas, sur la base du tonnage imposable qui aura été établi au moyen des nouveaux mesurages ou des nouveaux calculs mentionnés ci-dessus.

II. *Navires finlandais à propulsion mécanique.*

Dans les cas non prévus à l'alinéa suivant, les navires munis d'un certificat finlandais de jaugeage seront exemptés dans les ports du Royaume des Pays-Bas de tout nouveau mesurage partiel et de tout nouveau calcul.

S'il existe sur le navire des espaces qui, conformément aux règlements néerlandais de mesurage, devraient être compris dans le tonnage brut du navire, alors que, conformément au règlement finlandais de mesurage, ils n'y sont pas inclus, ces espaces seront mesurés et ajoutés audit tonnage. Si, toutefois, les dimensions des espaces en question sont mentionnées dans le certificat finlandais de jaugeage, il sera procédé seulement à un nouveau calcul de ces espaces.

Les droits qui devront être calculés sur la base du tonnage brut ou net seront, dans les cas mentionnés à l'alinéa premier, calculés sur la base du tonnage imposable indiqué au certificat finlandais de jaugeage et, dans les autres cas, sur la base du tonnage imposable fixé au moyen du nouveau mesurage ou du nouveau calcul mentionné ci-dessus.

III. *Navires à propulsion non mécanique.*

Les navires munis d'un certificat national de jaugeage ne feront l'objet d'aucun nouveau mesurage partiel, ni d'aucun nouveau calcul.

Les droits à acquitter sur la base du tonnage brut ou net seront, en pareil cas, calculés sur la base du tonnage imposable indiqué au certificat national de jaugeage.

Article 3.

Le nouveau mesurage partiel destiné à établir l'augmentation ou la diminution mentionnée à l'article 2, ne s'applique qu'à l'espace au sujet duquel les règlements de mesurage néerlandais et finlandais ne concordent pas.

If there are, on such ships, spaces such as spaces for hatchways, shelter deck, poop, etc., which have not been included in the gross tonnage, but which, according to the Finnish rules as to the measurement of ships, are to be included therein, such spaces shall be measured and added to the said tonnage ; if, however, the size of the space in question has been given in the Dutch certificate of measurement, only the re-calculation of the space shall be made.

The allowance for propelling power shall, in the case next above mentioned, be fixed at 32 per cent of the gross tonnage of the ship (Finnish measurement), provided the total cubical contents of the spaces entitling to allowance for propelling power are greater than 13 per cent and less than 20 per cent of the gross tonnage of the ship, but in other cases at the cubic contents of the spaces entitling to allowance for propelling power, with addition of 75 per cent thereof. In no case, however, shall the allowance be more than 55 per cent of the tonnage remaining when from the gross tonnage has been deducted the cubical contents of the spaces belonging to this tonnage, which spaces, except that of the allowance for propelling power, are not included in the net tonnage.

If under the Netherlands tonnage measurement regulations the allowance for propelling power exceeds 55 per cent of the gross tonnage after deduction therefrom of the spaces included in that tonnage, which with the exception of the allowance for propelling power are not included in the net tonnage, the competent Netherlands authority shall make a note on the tonnage certificate indicating the maximum allowance above mentioned.

The dues to be calculated on the basis of net tonnage shall, in the cases mentioned in the first clause, be calculated — subject to the due observance of the maximum allowance for propelling power mentioned above — on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the Netherlands certificate of measurement, and, in other cases, on the basis of the assessable tonnage which is established by the aforementioned re-measurement or re-calculation.

II. *Finnish Ships propelled by Engine Power.*

Save when otherwise provided for in the following paragraph, ships having a Finnish certificate of measurement shall in the ports of the Kingdom of the Netherlands be exempt from any partial re-measurement and from any re-calculation.

If there is on such ships space which, according to the Netherlands rules as to the measurement of ships, is included in the gross tonnage of the ship, but, according to the Finnish rules as to the measurement of ships, does not need to be included therein, such space shall be measured and added to the said tonnage ; if, however, the size of the space in question has been given in the Finnish certificate of measurement, only the re-calculation of the said space shall be made.

Dues to be calculated on the basis of gross or net tonnage shall, in cases mentioned in the first clause, be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the Finnish certificate of measurement, and, in other cases, on the basis of the assessable tonnage fixed by the re-measurement or re-calculation mentioned above.

III. *Ships not propelled by Engine Power.*

No ship having a national certificate of measurement shall be re-measured in part or re-calculated.

The dues payable on the basis of gross or net tonnage shall, in such cases, be calculated on the basis of the assessable tonnage as it appears upon the national certificate of measurement

Article 3.

The partial re-measurement for the calculation of increase or deduction, mentioned in Article 2, applies only to such space in regard to the measurement of which the Netherlands and Finnish rules of measurement are not in accord.

Il sera délivré au navire un certificat supplémentaire portant sur le remesurage ou le nouveau calcul et faisant ressortir le tonnage brut et net du navire conformément au règlement de mesurage en vigueur dans le pays où le remesurage ou le nouveau calcul est effectué.

Les frais de remesurage total, de remesurage partiel ou de nouveaux calculs seront établis conformément aux instructions relatives audit mesurage ou auxdits calculs en vigueur dans le pays où s'effectue ce mesurage ou ces calculs.

Article 4.

Au cas où le nouveau mesurage partiel ou le nouveau calcul viendrait à révéler que le volume des espaces n'a pas fait l'objet d'une déclaration ou que le mesurage n'a pas été effectué conformément aux règles de mesurage en vigueur dans le pays en question, les chiffres dûment rectifiés seront insérés sans délai dans le certificat prévu à l'article 3, deuxième alinéa, et notification en sera promptement faite aux autorités compétentes néerlandaises pour les navires néerlandais et à la Direction générale de la Navigation commerciale de la République de Finlande pour les navires finlandais.

Article 5.

Sur la demande du propriétaire ou du capitaine du navire, il peut être procédé à un mesurage total, à un nouveau mesurage partiel ou à un nouveau calcul, indépendamment des dispositions du présent arrangement, et dans ce cas les frais en résultant seront à la charge du propriétaire ou du capitaine.

Article 6.

Il est entendu que partout où dans le présent arrangement il est question de navires, prescriptions et autorités néerlandais, ces termes visent également les navires, prescriptions et autorités des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao.

Article 7.

Le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle il aura été signé. Il sera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double, à Stockholm, le 22 mai 1933.

(L. S.) SWEERTS DE LANDAS,
Ministre des Pays-Bas à Helsingfors.

(L. S.) Rafael ERICH,
Ministre de Finlande à Stockholm.

Certifié pour copie conforme :

Le secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères :
A. M. Snouck Hurgrouje.

A supplementary certificate of re-measurement or re-calculation shall be issued to the ship and shall show the gross and net tonnage of the ship in accordance with the measurement regulations in force in the country where the re-measurement or re-calculation was effected.

The expenses for measurement in whole, partial re-measurement and re-calculation shall be calculated according to the instructions as to such measurement or calculation which are in force in the country where the measurement or calculation is effected.

Article 4.

Should the partial re-measurement or the re-calculation disclose that no statement of the contents of the spaces in question has been made or that the measurement has not been effected in accordance with the rules of measurement in force in the country in question, the figures duly rectified shall be immediately inserted in the certificate provided for in Article 3, paragraph 2, and promptly notified to the Netherlands competent authorities in the case of Netherlands ships, and to the General Directorate of Merchant Shipping of the Republic of Finland, in the case of Finnish ships.

Article 5.

At the request of the owner or master of a ship, measurement in whole, partial re-measurement or re-calculation may be effected independently of the provisions of this Agreement, in which case the expenses therefor shall be borne by the owner or master.

Article 6.

It is understood that wherever in the present Agreement reference is made to Netherlands ships, regulations and authorities, these terms also apply to ships, regulations and authorities of the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Article 7.

The present Agreement shall come into force three months after the date of signature. It shall remain in force up to the expiry of a period of twelve months from the date on which it has been denounced by one of the Parties.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm on May 22, 1933.

(L. S.) SWEËRTS DE LANDAS,
Netherlands Minister at Helsingfors.

(L. S.) Rafael ERICH,
Finnish Minister at Stockholm.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET PAYS-BAS**

Convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciales, signée à Londres, le 31 mai 1932, avec échanges de notes relatifs à l'application de ladite convention à l'Irlande du Nord, La Haye, les 25 août et 4 septembre 1933, à l'Ecosse, La Haye, les 12 août et 28 octobre 1933, et à la Rhodésie du Sud, La Haye, les 12 et 28 octobre 1933, et échange de notes concernant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à ladite convention, La Haye, les 27 octobre et 10 novembre 1933.

**GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, May 31, 1932, with 'Exchanges of Notes respecting the Extension of the said Convention to Northern Ireland, The Hague, August 25 and September 4, 1933, to Scotland, The Hague, August 12 and October 28, 1933, and to Southern Rhodesia, The Hague, October 12 and 28, 1933, and Exchange of Notes concerning the Accession of New Zealand to this Convention, The Hague, October 27 and November 10, 1933.

No. 3244. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MAY 31, 1932.

Textes officiels anglais, néerlandais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 août 1933.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,
and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of proceedings, in their respective territories, in civil and commercial matters, which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, Knight Grand Cross of the Order of Oranje Nassau, Commander of the Order of the Netherland Lion, G.C.V.O., Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir John ALLSEBROOK SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., His Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article 1.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters.

(b) In this Convention the words " territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning at any time any of the territories of such High Contracting Party to which the Convention may at that time have been made applicable.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 29 juin 1933.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3244. — VERDRAG¹ TUSSCHEN GROOT-BRITANNIË EN NOORD-ELIJK IERLAND EN NEDERLAND BETREFFENDE RECHTS-
GEDINGEN IN BURGERLIJKE EN HANDELSZAKEN. GETEEKEND
TE LONDEN, 31 MEI 1932.

English, Dutch and French official texts communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place August 23, 1933.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN,
en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN GROOT-BRITANNIË, IERLAND EN DE BRITSCH OVERZEESCHE
GEWESTEN, KEIZER VAN INDIË,

Wenschende binnen hun wederzijdsch grondgebied het voeren van rechtsgedingen in burgerlijke en handelszaken, die bij hunne rechterlijke autoriteiten aanhangig zijn of vermoedelijk zullen worden, wederzijds te vergemakkelijken ;

Hebben besloten te dien einde een Verdrag te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, Ridder-Grootkruis in de Orde van Oranje-Nassau, Commandeur in de Orde van den Nederlandschen Leeuw, Ridder-Grootkruis in de Victoria-Orde, Hoogst Derzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Londen ;
en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN GROOT-BRITANNIË, IERLAND EN DE BRITSCH OVERZEESCHE
GEWESTEN, KEIZER VAN INDIË :

VOOR GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND :

The Right Honourable Sir John ALLSEBROOK SIMON, G.C.S.L., K.C.V.O., O.B.E., K.C.,
M.P., Hoogst Deszelfs Eersten Staatssecretaris voor Buitenlandsche Zaken ;

Die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, zijn overeengekomen als volgt :

I. INLEIDENDE BEPALINGEN.

Artikel 1.

(a) Dit Verdrag is uitsluitend van toepassing op burgerlijke en handelszaken.

(b) In dit Verdrag zijn de woorden « grondgebied van de eene (of van de andere) Hooge Verdragsluitende Partij » te verstaan als op elk oogenblik bedoelende elk der gebiedsdeelen van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, waarop alsdan het Verdrag toepasselijk mocht zijn verklaard.

¹ The exchange of ratifications took place at London, June 29, 1933.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

When judicial or extra-judicial documents are required for the purpose of proceedings which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by the judicial authorities in the territory of one High Contracting Party to be served in the territory of the other such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, in the manner provided in Article 3.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the documents to be served emanate, to the competent authority of the country where the documents are to be served, requesting such authority to cause the documents to be served. The request shall be sent by such Consular Officer to such authority.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country where service is to be effected.

The request for service shall state the names of the authority (if any) by which the documents to be served have been issued, the full names and descriptions of the parties, the full names, address and description of the recipient and the nature of the documents to be served and shall enclose the documents to be served in duplicate.

(c) The documents to be served shall either be drawn up in the language of the country in which they are to be served, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the documents emanate.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In the Netherlands to the " Officier van Justitie " attached to the " Arrondissements Rechtbank " within whose jurisdiction the documents are to be served ;

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall of his own motion transmit the document to the competent authority of his own country.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country where the documents are to be served. If a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of the request for service duly made in accordance with the preceding provisions of this article shall not be refused unless the High Contracting Party in whose territory service is to be effected considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was made. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

II. MEDEDEELING VAN GERECHTELIJKE EN BUITENGERECHTELIJKE STUKKEN.

Artikel 2.

Wanneer met het oog op rechtsgedingen, die aanhangig zijn of, naar te verwachten is, in de toekomst zullen worden bij de rechterlijke autoriteiten binnen het grondgebied van een der Hooge Verdragsluitende Partijen, gerechtelijke of buitengerechtelijke stukken dienen te worden medegedeeld binnen het grondgebied der andere Hooge Verdragsluitende Partij, kunnen deze stukken aan hem voor wien zij zijn bestemd, welke ook diens nationaliteit moge zijn, op de bij artikel 3 omschreven wijze, worden medegedeeld.

Artikel 3.

(a) Eene aanvraag om mededeeling wordt door een consulaire ambtenaar van de Hooge Verdragsluitende Partij, uit wier grondgebied de mede te deelen stukken afkomstig zijn, gericht tot de bevoegde autoriteit van het land, alwaar de stukken moeten worden medegedeeld, met het verzoek aan die autoriteit om de mededeeling van de stukken te doen plaats vinden. De aanvraag wordt door den bedoelden consulaire ambtenaar aan de voormelde autoriteit toegezonden.

(b) De aanvraag om mededeeling wordt gesteld in de taal van het land alwaar de mededeeling moet geschieden.

De aanvraag om mededeeling bevat, ingeval de mede te deelen stukken uitgaan van eene autoriteit, de vermelding van deze autoriteit, en in ieder geval de volledige namen en hoedanigheden der partijen, de volledige namen, het adres en de hoedanigheid van dengeen voor wien de stukken bestemd zijn en den aard der mede te deelen stukken; zij is vergezeld van twee exemplaren dier stukken.

(c) De mede te deelen stukken worden hetzij gesteld in de taal van het land, in hetwelk de mededeeling moet geschieden, hetzij vergezeld van eene vertaling in genoemde taal. Deze vertaling moet voor eensluidend verklaard zijn door een diplomatieken of consulaire ambtenaar der Hooge Verdragsluitende Partij, uit wier grondgebied de stukken afkomstig zijn.

(d) Aanvragen om mededeeling worden gericht en gezonden:

In Nederland aan den Officier van Justitie bij de Arrondissements Rechtbank, binnen wier ressort de stukken moeten worden medegedeeld;

In Engeland aan den « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

Indien de autoriteit aan wie eene aanvraag om mededeeling is gezonden, niet bevoegd is, daaraan gevolg te geven, zendt zij het stuk ambtshalve aan de bevoegde autoriteit van haar eigen land.

(e) De mededeeling geschiedt door de bevoegde autoriteit van het land, waarin de stukken moeten worden medegedeeld. Indien in de aanvraag om mededeeling is verzocht, deze op eene bijzondere wijze te doen geschieden, wordt deze wijze van mededeeling gevolgd, mits deze niet in strijd zij met het recht van dat land.

f) Voldoening aan de overeenkomstig de voorafgaande bepalingen van dit artikel gedane aanvraag om mededeeling kan niet worden geweigerd, tenzij de Hooge Verdragsluitende Partij, binnen wier grondgebied de mededeeling zou moeten plaatsvinden, mocht oordeelen, dat zulks hare souvereiniteit of hare veiligheid in gevaar zou kunnen brengen.

g) De autoriteit, door welke aan de aanvraag om mededeeling gevolg is gegeven, geeft een bewijsstuk af, vermeldende hetzij dat de mededeeling is geschied, hetzij de reden waarom zulks niet heeft kunnen plaats vinden, en voorts het feit zelf der mededeeling, de wijze en den datum waarop zij is geschied of van de poging daartoe; dit bewijsstuk wordt door bedoelde autoriteit toegezonden aan den consulaire ambtenaar, door wien de aanvraag om mededeeling was gedaan. Het bewijsstuk betreffende de mededeeling of de poging tot mededeeling wordt gesteld op of gehecht aan een der beide exemplaren der stukken.

Article 4.

(a) The provisions of Articles 2 and 3 in no way prejudice the liberty to use in the territory of either High Contracting Party, without any request to or intervention of the authorities of the country where service is effected, any of the following methods of service in connexion with judicial or extra-judicial documents :

(1) Service by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the documents emanate ;

(2) Service by an agent appointed for the purpose either by the judicial authority by whom service of the documents is required or by the party on whose initiative service of the documents is required ;

(3) Service by the competent officials or officers of the country where the documents are to be served, acting directly at the request of the party on whose initiative service of the documents is required ;

(4) Service through the post ;

(5) Any other mode of service recognised by the law existing at the time of service in the country from which the documents emanate.

(b) It is understood that the validity and effect of any such service will remain a matter for determination in accordance with the respective laws of the High Contracting Parties.

(c) The High Contracting Parties agree that in principle it is desirable that documents served by any of these methods should, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party from whose territory the documents to be served emanate, either be drawn up in the language of the country in which service is to be effected or accompanied by a translation into such language. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

Article 5.

(a) Except as provided in the following paragraphs of this article, no fees or charges of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

(b) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party by whose Consular Officer the request for service is addressed, shall pay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country where the service is effected to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall be calculated in accordance with the scales in force for nationals in the country where service is effected.

(c) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed when sending to him the certificate provided for in Article 3 (g).

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

(a) When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken in any one of the ways prescribed in Articles 7 or 8.

Artikel 4.

a) Door de bepalingen van de artikelen 2 en 3 wordt geen inbreuk gemaakt op de bevoegdheid om binnen het grondgebied van elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zonder eenige aanvraag aan, of tusschenkomst van de autoriteiten van het land, alwaar de mededeeling geschiedt, zich te bedienen van een der na te melden wijzen van mededeeling van gerechtelijke en buitengerechtelijke stukken :

(1) Mededeeling door een consulairen ambtenaar der Hooge Verdragsluitende Partij, uit wier grondgebied de stukken afkomstig zijn ;

(2) Mededeeling door een gemachtigde, daartoe aangewezen hetzij door de rechterlijke autoriteit, door wie de mededeeling van de stukken wordt verlangd, hetzij door de partij, van wie het verzoek om mededeeling van de stukken is uitgegaan ;

(3) Mededeeling door deurwaarders of andere bevoegde ambtenaren van het land, waar de stukken moeten worden medegedeeld, handelende rechtstreeks ten verzoeken van de partij van wie het verzoek om mededeeling van de stukken is uitgegaan ;

(4) Toezending over de post ;

(5) Elke andere wijze van mededeeling toegelaten volgens het recht geldende ten tijde dier mededeeling in het land van hetwelk de stukken afkomstig zijn.

b) Alles met dien verstande, dat de geldigheid en de gevolgen van elke dezer wijzen van mededeeling blijven te beoordeelen naar het recht van ieder der Hooge Verdragsluitende Partij.

c) Tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen bestaat overeenstemming dat het in beginsel wenschelijk is dat stukken, die op een dezer wijzen worden medegedeeld, hetzij gesteld worden in de taal van het land, alwaar de mededeeling moet geschieden, hetzij vergezeld zijn van eene vertaling in die taal, tenzij degeen voor wien zij bestemd zijn, een onderdaan is van de Hooge Verdragsluitende Partij, uit wier grondgebied de mede te deelen stukken afkomstig zijn. Niettemin wordt bij gebreke van binnen het grondgebied van laatstbedoelden Staat geldende wettelijke bepalingen, welke eene vertaling in zulke gevallen voorschrijven, door de Hooge Verdragsluitende Partijen geene verplichting te dien aanzien aanvaard.

Artikel 5.

a) Behoudens het in de volgende alinea's van dit artikel bepaalde zijn geen heffingen of vergoedingen van welken aard ook ter zake der mededeeling van stukken door de eene Hooge Verdragsluitende Partij aan de andere verschuldigd.

b) Telkens wanneer overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 stukken zijn medegedeeld, zal de Hooge Verdragsluitende Partij, door wier Consulairen Ambtenaar de aanvraag om mededeeling is gedaan, aan de andere Hooge Verdragsluitende Partij betalen alle vergoedingen of kosten, verschuldigd krachtens het recht van het land alwaar de mededeeling is gedaan, aan de personen, die daarbij hunne diensten hebben verleend, alsmede alle vergoedingen en kosten veroorzaakt door het doen van de mededeeling in een bijzonderen vorm. Deze vergoedingen en kosten worden berekend met inachtneming van de tarieven, geldende voor de onderdanen van het land, alwaar de mededeeling is gedaan.

c) De terugbetaling van deze vergoedingen en kosten kan, tegelijk met het toezenden van het bij artikel 3 (g) bedoelde bewijsstuk, door de bevoegde autoriteit, door wier zorgen de mededeeling is geschied, worden gevorderd van den Consulairen Ambtenaar, door wien de aanvraag is gedaan.

III. BEWIJSLEVERING.

Artikel 6.

a) Ingeval eene rechterlijke autoriteit binnen het grondgebied van een der Hooge Verdragsluitende Partijen gelast, dat binnen het grondgebied van de andere Hooge Verdragsluitende Partij eene instructie zal plaats vinden, zal zulks op eene der in de artikelen 7 of 8 omschreven wijzen kunnen geschieden.

(b) It is understood that for the purposes of the present Convention (i) the expression "taking of evidence" includes the taking of the statements of a Plaintiff or Defendant, on oath or otherwise, the submission to a Plaintiff, Defendant, Expert or any other person of any oath and the production, examination and identification of documents, samples and other objects with regard to any legal proceedings; (ii) the expression "witnesses" includes any person (whether Plaintiff or Defendant or other person) from whom any evidence, as defined above, is required to be taken.

Article 7.

(a) The judicial authority by whom the evidence is required may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of "Letters of Request" to the competent authority of the country where the evidence is to be taken, requesting such authority to take the evidence.

(b) The "Letters of Request" shall be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party by whose judicial authority the request is issued. The "Letters of Request" shall state (i) the nature of the proceedings for which the evidence is required and the full names and descriptions of the parties thereto, and also (ii) *either* the full names, addresses and descriptions of the witnesses to be called *or* the names and addresses of the agents of the party or parties in the country, where the evidence is to be taken, who shall be responsible for informing the competent authority to whom the request is addressed of the names, addresses and descriptions of the witnesses to be called. The "Letters of Request" shall be accompanied by a certified copy of the order or the judgment requiring the evidence to be taken, together with a translation thereof certified in the manner above mentioned. They shall also *either* be accompanied by the interrogatories or oaths to be put to the witnesses (or, as the case may be, a description of the documents, samples or other objects to be produced) and a translation thereof certified as correct in the manner heretofore provided *or* shall request the competent authority to allow such questions to be asked *viva voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) The "Letters of Request" shall be transmitted :

In England by the Consul-General of the Netherlands in London to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In the Netherlands by a British Consular Officer to the "Officier van Justitie" attached to the "Arrondissements Rechtbank" within whose jurisdiction the witnesses or the majority of the witnesses are resident, or, if the names and addresses of the witnesses are not stated, to the "Officier van Justitie" attached to the "Arrondissements Rechtbank" at The Hague.

In case the authority to whom "Letters of Request" are transmitted is not competent to execute them he shall forward the "Letters of Request" of his own motion to the competent authority of his own country.

(d) The competent authority to whom the "Letters of Request" are transmitted or forwarded shall give effect thereto and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order issued by the authorities of his own country, except that, if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the "Letters of Request" such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country where the evidence is to be taken.

(e) The Consular Officer, by whom the "Letters of Request" are transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date and place where the evidence will be taken, in order that

b) Hierbij wordt vastgesteld, dat in het onderhavige verdrag (1) de uitdrukking «bewijslevering» mede omvat het opnemen van onder eede of op andere wijze afgelegde verklaringen van den eischer of den gedaagde, het afnemen van een eed van den eischer, van den gedaagde, van deskundigen of van andere personen, alsmede het overleggen, onderzoeken en voor echt erkennen van stukken, monsters of alle andere voorwerpen, een en ander in verband met eenig rechtsgeding; (2) de uitdrukking «getuigen» mede omvat een ieder (hetzij eischer, hetzij gedaagde of welke andere persoon ook) ten aanzien van wien eene bewijslevering in bovenbedoelden zin wordt verlangd.

Artikel 7.

a) De rechterlijke autoriteit, welke de bewijslevering gelast, kan zich, overeenkomstig de bepalingen van het voor haar geldende recht, bij rogatoire commissie wenden tot de bevoegde autoriteit van het land, alwaar de bewijslevering moet plaats vinden met het tot die autoriteit gericht verzoek om de bewijslevering te doen geschieden.

b) De rogatoire commissie wordt gesteld in de taal van het land, alwaar de bewijslevering moet plaats vinden, of is vergezeld van eene vertaling in die taal. Deze vertaling moet voor eensluidend worden verklaard door een Diplomatieken of Consulaires Ambtenaar van de Hooge Verdragsluitende Partij, van wier rechterlijke autoriteit de rogatoire commissie is uitgegaan. De rogatoire commissie zal inhouden: (1) de vermelding van den aard van het rechtsgeding, waarvoor de bewijslevering wordt verlangd en van de volledige namen en hoedanigheden der partijen; (2) hetzij de vermelding van de volledige namen en woonplaatsen en hoedanigheden der op te roepen getuigen, hetzij de vermelding van de namen en woonplaatsen der vertegenwoordigers van de partij of de partijen in het land waar de bewijslevering moet plaats vinden, welke vertegenwoordigers de namen, woonplaatsen en hoedanigheden der op te roepen getuigen zullen behooren mede te deelen, aan de bevoegde autoriteit, tot wie de rogatoire commissie is gericht. De rogatoire commissie is vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van het bevel of het vonnis, bij hetwelk de bewijslevering is gelast, alsmede van eene op de bovenaangegeven wijze voor eensluidend verklaarde vertaling. De rogatoire commissie is mede vergezeld van eene opgave van de aan de getuigen te stellen vragen of af te nemen eeden (eventueel van eene omschrijving van de over te leggen stukken, monsters en andere voorwerpen) met eene op de voormelde wijze voor eensluidend verklaarde vertaling; bij de rogatoire commissie kan aan de bevoegde autoriteit worden verzocht, om toe te staan dat alle zoodanige vragen als de partijen of hare vertegenwoordigers zullen wenschen te stellen mondeling worden gedaan.

c) De rogatoire commissie zal worden overgemaakt:

In Engeland door den Consul-Generaal der Nederlanden te Londen aan den «Senior Master of the Supreme Court of Judicature».

In Nederland door een Britsch Consulaire Ambtenaar aan den Officier van Justitie bij de Arrondissements Rechtbank binnen wier ressort de getuigen of de meerderheid hunner woonachtig zijn, of, indien de namen en woonplaatsen der getuigen niet zijn opgegeven, aan den Officier van Justitie bij de Arrondissements Rechtbank 's-Gravenhage.

Indien de autoriteit aan wie de rogatoire commissie is overgemaakt, niet bevoegd is daaraan gevolg te geven, draagt zij dezelve amtsshalve zonder eenig verder verzoek aan de bevoegde autoriteit van haar eigen land over.

(d) De bevoegde autoriteit aan wie de rogatoire commissie is overgemaakt of doorgezonden, zal daaraan uitvoering geven en de verlangde bewijslevering doen plaats vinden met aanwending van dezelfde dwangmiddelen en met toepassing van dezelfde procedure als gebruikelijk bij de uitvoering van eene opdracht of bevel uitgaande van de autoriteiten van haar eigen land, behoudens dat, indien in de rogatoire commissie de wensch is te kennen gegeven, dat eene bijzondere procedure moge worden toegepast, deze procedure zal gevolgd worden, mits zulks niet strijdig zij met het recht van het land, waar de bewijslevering moet plaats vinden.

(e) De consulaire ambtenaar, door wien de rogatoire commissie is overgemaakt zal, des door hem gewenscht, verwittigd worden van datum en plaats, waar de bewijslevering zal geschieden,

he may inform the interested party or parties who shall be permitted to be present in person or to be represented if they so desire by barristers or solicitors of the country where the evidence is being taken, or by any persons competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

(f) The execution of the " Letters of Request " can only be refused :

(1) If in the country where the evidence is to be taken the execution of the " Letters of Request " in question does not fall within the functions of the judiciary.

(2) If the High Contracting Party in whose territory the evidence is to be taken considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where the " Letters of Request " are not executed by the authority to whom they are addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom they were transmitted, stating the grounds on which the execution of the " Letters of Request " has been refused, or the authority to whom they have been forwarded.

Article 8.

(a) The evidence may also be taken, without any request to or the intervention of the authorities of the country in which it is to be taken, by a person in that country directly appointed for the purpose by the judicial authority by whom the evidence is required. A Consular Officer of the High Contracting Party whose judicial authority required the evidence or any other suitable person may be so appointed.

(b) A person so appointed to take evidence may request the individuals named by the judicial authority appointing him to appear before him for the purpose of taking their evidence. He may take all kinds of evidence which are not contrary to the law of the country where the evidence is being taken and may request such persons to take an oath, but he shall have no compulsory powers.

(c) Requests to appear issued by such person shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country for whose judicial authority the evidence is required, and the parties will have the right to be present or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any persons competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

Article 9.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 8 has failed owing to the refusal of any witness to comply with the request does not preclude " Letters of Request " being subsequently addressed in accordance with Article 7.

Article 10.

(a) Except as provided in the following paragraph of this Article, no fees or charges of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

teneinde hem in staat te stellen daarvan mededeeling te doen aan de belanghebbende partij of partijen aan wie het geoorloofd is daarbij aanwezig te zijn, hetzij in persoon, hetzij, desgewenscht, vertegenwoordigd door advocaten („barristers”) of procureurs („solicitors”) van het land, alwaar de bewijslevering plaats vindt, of door alle andere personen, die bevoegd zijn voor de rechterlijke macht van elk der betrokken landen op te treden.

(f) De uitvoering van de rogatoire commissie kan slechts geweigerd worden :

(1) Indien in het land, waar de bewijslevering moet plaats vinden, de uitvoering van de betrokken rogatoire commissie niet behoort tot de bevoegdheden van de rechterlijke macht ;

(2) Indien de Hooge Verdragsluitende Partij, binnen wier grondgebied de bewijslevering moet plaats vinden, mocht oordeelen, dat de uitvoering haar souvereiniteit of haar veiligheid in gevaar zoude kunnen brengen.

(g) In elk geval, waarin de rogatoire commissie door de aangezochte autoriteit niet wordt uitgevoerd, stelt deze onverwijld den consulairen ambtenaar, door wien zij was overgemaakt, daarvan in kennis, met vermelding van de redenen waarom de uitvoering van de rogatoire commissie geweigerd is, of van de autoriteit, aan welke zij is overgedragen.

Artikel 8.

(a) De bewijslevering zal ook kunnen geschieden zonder eenig verzoek aan, of eenige tussenkomst van de autoriteiten van het land, alwaar zij moet plaats vinden en wel door bemiddeling van een zich in dat land bevindend persoon, daartoe rechtstreeks benoemd door de rechterlijke autoriteit, die de bewijslevering verlangt. Als zoodanig kan een Consulaire Ambtenaar van de Hooge Verdragsluitende Partij, welker rechterlijke autoriteit de bewijslevering verlangt, of een ander daartoe geschikt persoon worden benoemd.

(b) Een aldus met de bewijslevering belast persoon zal hen, die door de rechterlijke autoriteit, die hem heeft benoemd, zijn aangewezen, kunnen verzoeken ten behoeve der bewijslevering voor hem te verschijnen. Hij zal vrij zijn in de wijze van bewijslevering, voor zooverre die met het recht van het land, alwaar deze plaats vindt, niet in strijd is, en is bevoegd tot het opdragen en afnemen van eeden, doch hem staan ten aanzien van een en ander geen dwangmiddelen ten dienste.

(c) Verzoeken om te verschijnen, uitgaande van den bij dit artikel bedoelden persoon, moeten, tenzij de opgeroepene een onderdaan is van de Hooge Verdragsluitende Partij, door wier rechterlijke autoriteit de bewijslevering moet plaats vinden, gesteld zijn in de taal van het land, waar de bewijslevering moet plaats vinden, of vergezeld zijn van eene vertaling in die taal.

(d) De bewijslevering kan geschieden met inachtneming van de proces-regels, geldende volgens de wet van het land door welks rechterlijke autoriteit de bewijslevering wordt verlangd ; de partijen hebben het recht daarbij aanwezig te zijn, hetzij in persoon, hetzij vertegenwoordigd door advocaten („barristers”) of procureurs („solicitors”) van dat land of door alle andere personen, die bevoegd zijn voor de rechterlijke macht van een der beide betrokken landen op te treden.

Artikel 9.

De omstandigheid, dat eene poging tot bewijslevering op de bij artikel 8 omschreven wijze niet geslaagd is tengevolge van de weigering van eenigen getuige om aan het tot hem gericht verzoek gevolg te geven, verhindert niet, dat daarna eene rogatoire commissie overeenkomstig artikel 7 wordt uitgezonden.

Artikel 10.

(a) Behoudens het in de volgende alinea's van dit artikel bepaalde, zijn geen heffingen of kosten van welken aard ook door de eene Hooge Verdragsluitende Partij aan de andere met betrekking tot de bewijslevering verschuldigd.

(b) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7, the High Contracting Party, by whose judicial authority the "Letters of Request" are addressed, shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act in cases where the law of his own country permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These charges and expenses shall be calculated in accordance with the scales in force for nationals in the country where the evidence is taken.

(c) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the "Letters of Request" have been executed from the Consular Officer by whom they were transmitted when sending to him the documents establishing their execution.

IV. GENERAL PROVISIONS.

Article 11.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 12.

The present Convention, of which the English and Dutch texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other, not less than six months before the expiration of the said period of three years, of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 13.

(a) The present Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of His Majesty's Colonies or Protectorates, nor to any territories under His suzerainty, nor to any mandated territories administered by His Government in Great Britain, but His Majesty may at any time, while the Convention is in force under Article 12, by a notification given through His Minister at The Hague, extend the operation of the present Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service or for the taking of evidence are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be three months from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(b) Wanneer de bewijislevering plaats vindt op de wijze als omschreven in artikel 7, zullen door de Hooge Verdragsluitende Partij, van wier rechterlijke autoriteit de rogatoire commissie uitgaat, aan de andere Hooge Verdragsluitende Partij worden vergoed alle kosten, die de bevoegde autoriteit van laatstgenoemde heeft moeten maken bij de uitvoering van de rogatoire commissie in den vorm van vergoedingen en terugbetaling van kosten, verschuldigd aan getuigen, deskundigen, tolken en andere vertalers, de kosten vereischt teneinde de aanwezigheid te verkrijgen van getuigen, die niet uit eigen beweging zijn verschenen en de vergoedingen en kosten verschuldigd aan personen, die bedoelde autoriteit mocht hebben gemachtigd om namens haar te handelen, indien het recht van haar land zulks veroorlooft, alsmede de vergoedingen en kosten veroorzaakt ingeval, op verzoek, eene bijzondere procedure is toegepast. Deze vergoedingen en kosten worden berekend met inachtneming van de tarieven, geldende voor de onderdanen van het land, alwaar de bewijislevering plaats vindt.

(c) De terugbetaling van deze kosten wordt door de bevoegde autoriteit, die de rogatoire commissie heeft uitgevoerd, gevorderd van den Consulaire Ambtenaar, door wien zij is overgemaakt tegelijk met de toezending van de stukken, waaruit van bedoelde uitvoering blijkt.

IV. ALGEMEENE BEPALINGEN.

Artikel 11.

Alle moeilijkheden, die met betrekking tot de werking van het onderhavige Verdrag mochten rijzen, zullen langs diplomatieken weg worden geregeld.

Artikel 12.

Het onderhavige Verdrag, welks Engelsche en Nederlandsche teksten gelijkelijk verbindend zijn, is aan bekrachtiging onderworpen. De akten van bekrachtiging zullen in Londen worden uitgewisseld. Het Verdrag treedt in werking na verloop van één maand na den datum, waarop de akten van bekrachtiging zijn uitgewisseld en zal gedurende drie jaren na den datum van het in werking treden van kracht blijven. Indien geen der Hooge Verdragsluitende Partijen tenminste zes maanden vóór den afloop van den bovenvermelden termijn van drie jaren het Verdrag langs diplomatieken weg heeft opgezegd, zal hetzelfde van kracht blijven tot den afloop van een termijn van zes maanden, te rekenen van den dag, waarop door een der Hooge Verdragsluitende Partijen aan de andere eene opzegging zal zijn gedaan.

Artikel 13.

(a) Het onderhavige Verdrag is niet van rechtswege toepasselijk op Schotland en Noord-Ierland, noch op eenige der Koloniën of Protectoraten van Zijne Majesteit, noch op eenig grondgebied staande onder Zijne suzeriniteit, noch op eenig mandaatsgebied bestuurd door Zijne Regeering in Groot-Britannië, doch Zijne Majesteit zal te allen tijde, zoolang het Verdrag krachtens artikel 12 van kracht is, de werking daarvan tot eenig gebied als bovenbedoeld kunnen uitbreiden, door middel eener kennisgeving, gedaan door tusschenkomst van Hoogstdeszelfs Gezant te 's-Gravenhage.

(b) Deze kennisgeving zal eene aanwijzing inhouden van de autoriteiten in het bedoelde gebied, aan wie aanvragen om mededeeling en rogatoire commissies moeten worden overgemaakt, alsmede van de taal waarin mededeelingen moeten worden gedaan en vertalingen moeten worden gemaakt. De uitbreiding zal in werking treden na verloop van drie maanden te rekenen van den datum van kennisgeving.

(c) Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal na verloop van drie jaren na het in werking treden van eene uitbreiding van dit Verdrag tot een onder (a) van dit artikel bedoeld gebied, die uitbreiding kunnen doen eindigen door middel van eene tenminste zes maanden te voren langs diplomatieken weg gedane opzegging.

(d) The termination of the Convention under Article 12 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 14.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to any of the overseas territories of the Kingdom of the Netherlands, but Her Majesty the Queen of the Netherlands may at any time, while the Convention is in force under Article 12, or by virtue of any accession under Article 15, extend this Convention to any of such overseas territories by a notification given through Her Minister in London.

(b) The provisions of paragraph (b) of Article 13 shall apply to any such notifications.

(c) The provisions of paragraphs (c) and (d) of Article 13 shall apply to any overseas territories of the Kingdom of the Netherlands to which this Convention has been extended.

Article 15.

(a) His Majesty may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 12 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any of His self-governing Dominions or India, provided that no notification of accession may be given at any time when Her Majesty the Queen of the Netherlands has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 13 (b) shall be applicable to any such notification. Any such accession shall take effect three months after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving a six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 12 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (b) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in Dutch and English texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 31st day of May, 1932.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) John SIMON.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

(d) De beëindiging van het Verdrag volgens het in artikel 12 bepaalde, zal, tenzij door de Hooge Verdragsluitende Partijen uitdrukkelijk anders is overeengekomen, van rechtswege beëindiging medebrengen ten opzichte van eenig gebied tot hetwelk de werking van het Verdrag volgens het onder (a) van dit artikel bepaalde, is uitgebreid.

Artikel 14.

(a) Dit Verdrag is niet van rechtswege toepasselijk op eenig overzeesch grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden, doch Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden zal te allen tijde zoolang het Verdrag krachtens artikel 12, of uit hoofde van eenige toetreding krachtens artikel 15, van kracht is, de werking van het Verdrag tot eenig overzeesch grondgebied kunnen uitbreiden door middel van eene kennisgeving, gedaan door tusschenkomst van Hoogstderzelver Gezant te Londen.

(b) De bepalingen van paragraaf (b) van artikel 13 zijn op deze kennisgeving van toepassing.

(c) De bepalingen van de paragrafen (c) en (d) van artikel 13 zijn van toepassing op elk overzeesch grondgebied van het Koninkrijk der Nederlanden tot hetwelk dit Verdrag zal zijn uitgebreid.

Artikel 15.

(a) Zijne Majesteit zal te allen tijde zoolang dit Verdrag, hetzij volgens artikel 12, hetzij door eenige toetreding volgens het onderhavige artikel, van kracht is, tot het Verdrag ten behoeve van een Zijner zelfbesturende Dominions of van Indië kunnen toetreden, door middel eener kennisgeving langs diplomatieken weg, met dien verstande, dat geen kennisgeving van toetreding zal kunnen worden gedaan op een tijdstip, waarop Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden het Verdrag mocht hebben opgezegd met betrekking tot alle gebied van Zijne Majesteit, waarop dit Verdrag alsdan van toepassing zal zijn. De bepalingen van artikel 13 (b) zijn op deze kennisgeving van toepassing. Iedere zoodanige toetreding zal van kracht worden na verloop van drie maanden na den datum van de te dien opzichte gedane kennisgeving.

(b) Na verloop van drie jaren, te rekenen na den datum van het van kracht worden eener toetreding als in paragraaf (a) van dit artikel bedoeld, zal ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen het Verdrag kunnen opzeggen ten aanzien van eenig gebied betreffende hetwelk eene kennisgeving van toetreding is gedaan, zulks door middel van eene tenminste zes maanden te voren langs diplomatieken weg gezonden mededeeling. De beëindiging van het Verdrag krachtens artikel 12 zal op de toepassing daarvan ten aanzien van eenig zoodanig gebied niet van invloed zijn.

(c) Eene kennisgeving van toetreding krachtens het onder (a) van dit artikel bepaalde zal kunnen omvatten elk aanhoorig of mandaatsgebied bestuurd door de Regeering van het gebied ten aanzien waarvan eene kennisgeving van toetreding zal zijn gedaan; de opzegging ten aanzien van eenig gebied gedaan volgens het onder (b) bepaalde, zal toepasselijk zijn op elk aanhoorig of mandaatsgebied hetwelk in de kennisgeving van toetreding ten aanzien van bedoeld gebied begrepen was.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden dit Verdrag in de Nederlandsche en de Engelsche taal hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in dubbel te Londen, den 31sten Mei 1932.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) John SIMON.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3244. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1932.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Désireux de faciliter réciproquement dans leurs territoires respectifs l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles et commerciales dont sont saisies ou pourront être saisies leurs autorités judiciaires respectives,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, chevalier Grand-Croix de l'Ordre d'Orange Nassau, commandeur de l'Ordre du Lion des Pays-Bas, chevalier Grand-Croix de l'Ordre de Victoria, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;
et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Sir John ALLSEBROOK SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., secrétaire principal de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales.

b) Dans la présente convention, les mots « territoire de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » seront interprétés comme s'entendant à tout moment de tout territoire de ladite Partie contractante auquel la convention aura été rendue applicable audit moment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES OU EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

Lorsque, aux fins d'une procédure introduite ou pouvant être introduite auprès des autorités judiciaires du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, des actes judiciaires ou extra-judiciaires devront être notifiés sur le territoire de l'autre Partie, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, de la manière prévue à l'article 3.

Article 3.

a) Une demande de signification devra être adressée par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent les actes à signifier à l'autorité compétente du pays où ces actes doivent être signifiés, demandant à cette autorité de faire signifier ces actes. La demande devra être envoyée par ledit agent consulaire à l'autorité en question.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays où doit avoir lieu la signification.

La demande de signification devra indiquer le nom de l'autorité dont émanent les documents à signifier (s'il y a lieu), les noms, prénoms et qualités des parties, les nom, prénoms, adresse et qualité du destinataire et la nature des actes à signifier ; elle devra être accompagnée des documents à signifier en double exemplaire.

c) Les actes à signifier devront être rédigés dans la langue du pays d'exécution ou être accompagnés d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent lesdits actes.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

Aux Pays-Bas, à l'« Officier van Justitie » auprès de l'« Arrondissements Rechtbank » dans le ressort duquel les actes doivent être signifiés ;

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été envoyée n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, cette autorité devra faire suivre d'office le document à l'autorité compétente de son propre pays.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays d'exécution. Si le désir de voir signifier les documents dans une forme spéciale a été exprimé dans la demande de signification, les actes devront être signifiés dans cette forme, pour autant que cette procédure n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande de signification dûment présentée conformément aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que si la Haute Partie contractante dans le territoire de laquelle doit avoir lieu la signification considère que celle-ci est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) L'autorité chargée d'assurer l'exécution de la demande de signification devra fournir une attestation établissant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être assurée et constatant le fait, la manière et la date de la signification ou tentative de signification ; elle fera parvenir cette attestation à l'agent consulaire par qui la demande de signification a été faite. L'attestation de la signification ou de la tentative de signification sera portée sur l'un des doubles ou jointe à ce double.

Article 4.

a) Les dispositions des articles 2 et 3 n'affectent en rien la faculté de recourir, sur le territoire de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, sans qu'il y ait lieu d'adresser une demande

quelconque aux autorités du pays d'exécution ou sans que ces autorités aient à intervenir, à l'un des modes ci-après de signification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires :

1^o Signification par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent les actes ;

2^o Signification par un agent désigné à cet effet soit par l'autorité judiciaire dont émane la demande de signification, soit par la Partie sur l'initiative de laquelle la signification des actes est demandée ;

3^o Signification par les huissiers ou autres fonctionnaires compétents du pays où doivent être signifiés les actes, agissant directement à la demande de la Partie sur l'initiative de laquelle la signification des actes est demandée ;

4^o Signification par la voie postale ;

5^o Tout autre mode de signification admis par la législation en vigueur, au moment de la signification, dans le pays dont émanent les actes.

b) Il est entendu que la validité et les effets de toute signification effectuée de la sorte resteront à déterminer, conformément aux législations respectives des Hautes Parties contractantes.

c) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en principe il est désirable que les actes signifiés selon l'un des modes ci-dessus soient rédigés dans la langue du pays dans lequel doit avoir lieu la signification, ou accompagnés d'une traduction en cette langue, à moins que le destinataire ne soit un sujet de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent les actes à signifier. Néanmoins, à défaut d'une disposition légale en vigueur dans leurs territoires respectifs et rendant la traduction obligatoire en pareil cas, les Hautes Parties contractantes n'assument aucune obligation à cet égard.

Article 5.

a) Sauf dans les cas prévus dans les paragraphes suivants du présent article, ni droits ni frais ne devront être payés, à un titre quelconque, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre pour la signification d'actes.

b) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura adressé la demande de signification devra rembourser à l'autre Partie les frais et dépens qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification en vertu de la législation en vigueur dans le pays d'exécution, ainsi que tous frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens seront calculés d'après les tarifs en vigueur pour les nationaux du pays d'exécution.

c) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et dépens à l'agent consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 g).

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

a) Lorsqu'une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Partie, ces preuves pourront être recueillies suivant l'un des modes prescrits aux articles 7 ou 8.

b) Il est entendu qu'aux fins de la présente convention : (1) L'expression « réunion des preuves » s'entend de l'établissement d'un procès-verbal des dépositions d'un demandeur ou d'un défendeur déposant sous la foi du serment ou autrement, de l'assermentation d'un demandeur, défendeur, expert, témoin ou toute autre personne, ainsi que de la production, de l'examen et de l'identification de pièces, échantillons ou autres objets ayant trait à un acte légal quelconque ; (2) le terme « témoins » s'entend de toute personne (demandeur, défendeur ou autre) dont la déposition doit être recueillie aux fins de la « réunion des preuves », telle qu'elle est définie ci-dessous.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire du pays qui demande la réunion des preuves peut, conformément aux dispositions de sa propre législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays d'exécution pour lui demander de recueillir les preuves.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays où doivent être recueillies les preuves ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante de l'autorité judiciaire de laquelle émane la commission rogatoire. La commission rogatoire devra indiquer, 1) la nature de l'affaire pour laquelle est demandée la réunion des preuves, ainsi que les noms, prénoms et qualités des parties, et 2) soit les noms, prénoms, adresses et qualités des témoins à convoquer, soit les noms et adresses des mandataires des Parties dans le pays où doivent être recueillies les preuves, chargés d'informer l'autorité compétente à laquelle est adressée la commission rogatoire des noms, adresses et qualités des témoins à convoquer. La commission rogatoire devra être accompagnée d'une copie certifiée de l'ordonnance ou du jugement ordonnant la réunion des preuves, ainsi que d'une traduction de ladite ordonnance ou dudit jugement, certifiée conforme de la manière indiquée ci-dessus. Elle devra soit être accompagnée d'une liste des questions à poser aux témoins ou des serments à leur faire prêter (ou, selon le cas, d'une description des pièces, échantillons ou autres objets à produire) ainsi que d'une traduction de ladite liste certifiée conforme de la manière prévue à cet effet, soit demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix telles questions que les Parties ou leurs représentants désireront poser.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Angleterre, par le consul général des Pays-Bas à Londres au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

Aux Pays-Bas, par un agent consulaire britannique à l'« Officier van Justitie » auprès de l'« Arrondissements Rechtbank » dans le ressort duquel résident les témoins ou la majorité des témoins, ou, si les noms et adresses des témoins ne sont pas indiqués, à l'« Officier van Justitie » auprès de l'« Arrondissements Rechtbank » de La Haye.

Si l'autorité à laquelle a été transmise une commission rogatoire n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, elle devra la faire suivre d'office à l'autorité compétente de son pays.

d) L'autorité compétente à laquelle a été transmise ou renvoyée la commission rogatoire devra en assurer l'exécution et recueillir les preuves demandées en ayant recours à cet effet aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf au cas où, dans la commission rogatoire, serait exprimé le désir qu'une procédure spéciale fut suivie, auquel cas cette procédure spéciale devra être appliquée dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec la législation du pays dans lequel doivent être recueillies les preuves.

e) L'agent consulaire chargé de transmettre la commission rogatoire devra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à la réunion des preuves afin qu'il puisse en informer la partie ou les parties intéressées, qui seront autorisées à y assister en personne ou à s'y faire représenter si elles le désirent par des avocats ou des avoués du pays où doivent être recueillies les preuves ou par toute autre personne qualifiée pour comparaître devant les tribunaux de l'un ou l'autre des pays intéressés.

f) L'exécution d'une commission rogatoire ne pourra être refusée que dans les cas suivants :

1^o Si, dans le pays où doivent être réunies les preuves, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

2^o Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle devront être recueillies les preuves estime que cet acte est de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, celle-ci devra en informer immédiatement l'agent consulaire par lequel elle aura été transmise, en indiquant les motifs pour lesquels l'exécution de la commission rogatoire a été refusée ou l'autorité à laquelle elle aura été renvoyée.

Article 8.

a) Les preuves pourront également être recueillies, sans qu'il y ait lieu d'adresser une demande aux autorités du pays d'exécution ou sans que celles-ci aient à intervenir, par une personne résidant dans ce pays et directement désignée à cet effet par l'autorité judiciaire requérante. Un agent consulaire de la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire a demandé la réunion de preuves, ou toute autre personne qualifiée, pourra être nommé à cet effet.

b) Toute personne ainsi désignée pour recueillir les preuves peut citer à comparaître aux fins de déposition les personnes dont les noms lui auront été indiqués par l'autorité judiciaire qui l'a désignée. Elle peut recourir à toutes les modalités de preuve qui ne sont pas contraires à la législation du pays où les preuves doivent être recueillies et a le droit de faire prêter serment aux personnes mentionnées ci-dessus, sans toutefois avoir le droit d'user de mesures coercitives.

c) Sauf lorsque le destinataire est un sujet de la Haute Partie contractante pour les autorités judiciaires de laquelle la réunion des preuves est demandée, les citations à comparaître délivrées par la personne désignée comme il a été dit plus haut seront rédigées dans la langue du pays d'exécution ou accompagnées d'une traduction dans cette langue.

d) Les preuves pourront être recueillies conformément à la procédure admise par la loi du pays pour les autorités judiciaires duquel elles sont demandées ; les parties auront le droit d'être représentées par des avocats ou des avoués dudit pays ou par toute autre personne qualifiée pour comparaître devant les tribunaux de l'un ou l'autre des pays intéressés.

Article 9.

Le fait qu'une tentative en vue de recueillir les preuves suivant la procédure prévue à l'article 8 a échoué par suite du refus d'un témoin de répondre à la citation ne fera pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire adressée conformément à l'article 7.

Article 10.

a) Sauf dans les cas prévus au paragraphe suivant du présent article, ni droits ni frais quelconques ne devront être payés par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre au titre de la réunion des preuves.

b) Lorsque les preuves sont recueillies de la manière prévue à l'article 7, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura adressé la commission rogatoire devra rembourser à l'autre Partie tous les frais exposés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, ainsi que des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée dans les cas où la législation du pays permet cette délégation, et de tous les autres frais et dépens résultant du fait qu'une procédure spéciale a été demandée et suivie. Ces frais et dépens seront calculés conformément aux tarifs en vigueur pour les nationaux du pays dans lequel sont recueillies les preuves.

c) L'autorité compétente qui aura assuré l'exécution de la commission rogatoire devra réclamer le remboursement de ces frais et dépens à l'agent consulaire qui l'aura transmise, en même temps qu'elle lui fera parvenir les pièces constatant ladite exécution.

IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 11.

Toutes les difficultés qui pourraient s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par voie diplomatique.

Article 12.

La présente convention, dont les textes anglais et néerlandais font également foi, devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Londres. La convention entrera en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois après la date de l'échange des ratifications et restera valable pendant trois ans après son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes ne notifie à l'autre par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser l'effet, la Convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 13.

a) La présente convention ne s'appliquera pas *ipso facto* à l'Ecosse ou à l'Irlande du nord, ni à aucun des colonies ou protectorats de Sa Majesté, ni à aucun des territoires placés sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat administrés par son gouvernement en Grande-Bretagne, mais Sa Majesté pourra à tout moment, tant que la convention sera en vigueur en vertu de l'article 12, en étendre l'application à l'un quelconque des territoires susmentionnés par voie de notification transmise par l'intermédiaire de son ministre à La Haye.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles devront être transmises les demandes de signification ou de réunion des preuves, ainsi que la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites. La convention deviendra applicable au territoire visé par la notification trois mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, y mettre fin moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 12 mettra fin *ipso facto* à l'application de cette convention à tous les territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Parties contractantes.

Article 14.

a) La présente convention ne s'appliquera *ipso facto* à aucun des territoires d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas, mais Sa Majesté la Reine des Pays-Bas pourra à tout moment, tant que la convention reste en vigueur en vertu de l'article 12 ou en vertu d'une accession conformément à l'article 15, étendre l'application de la convention à l'un quelconque desdits territoires d'outre-mer par voie de notification transmise par l'intermédiaire de son ministre à Londres.

b) Les dispositions du paragraphe b) de l'article 13 s'appliqueront à toute notification de ce genre.

c) Les dispositions des paragraphes c) et d) de l'article 13 s'appliqueront à tout territoire d'outre-mer du Royaume des Pays-Bas auquel aura été étendue la convention.

Article 15.

a) Sa Majesté britannique peut à tout moment, tant que la présente convention est en vigueur soit en vertu de l'article 12 soit en vertu d'une accession conformément au présent article, accéder à la présente convention par une notification transmise par la voie diplomatique au nom de l'un de ses territoires autonomes, ou de l'Inde, étant entendu qu'aucune notification d'accession ne pourra être faite à aucun moment si Sa Majesté la Reine des Pays-Bas a dénoncé la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté britannique auxquels s'applique la convention.

Les dispositions de l'article 13 *b*) seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de toute accession en vertu du paragraphe *a*) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à tout pays qui aura fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention dans les conditions prévues à l'article 12 n'affectera pas son application à ce pays.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe *a*) du présent article pourront également s'étendre aux dépendances ou aux territoires sous mandat administrés par le gouvernement du pays pour lequel a été donnée ladite notification ; de même, toute dénonciation de la convention pour l'un des pays visés au paragraphe *b*) s'étendra aux dépendances et aux territoires sous mandat compris dans la notification d'accession relative auxdits pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention, rédigée en langues néerlandaise et anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 31 mai 1932.

(L. S.) R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

(L. S.) John SIMON.

EXCHANGE OF NOTES

RESPECTING THE EXTENSION TO NORTHERN IRELAND OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NETHERLANDS CONVENTION OF MAY 31, 1932, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. THE HAGUE, AUGUST 25 AND SEPTEMBER 4, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 novembre 1933.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'IRLANDE DU NORD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NÉERLANDAISE DU 31 MAI 1932, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. LA HAYE, LES 25 AOUT ET 4 SEPTEMBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 2, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

N^o 162.
(143/17/33).

THE HAGUE, 25th August, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 162.
(143/17/33).

LA HAYE, le 25 août 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the honour to notify to your Excellency, in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on May 31st, 1932, the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland.

The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 13 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force three months from the date of this note, that is to say, on the 25th November next.

In requesting that your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you the assurance of my highest consideration.

Hubert MONTGOMERY.

His Excellency
Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTIONS JURIDIQUE
ET DU PROTOCOLE.

N° 29151.

La Haye, 4 septembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N° 162/143/17/33 du 25 août dernier, par laquelle Votre Excellence a bien voulu porter à ma connaissance que, conformément à l'article 13 *a*) de la convention contenant des dispositions pour faciliter les procédures en matières civile et commerciale,

No. 3244

de porter à votre connaissance, conformément à l'article 13 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, que l'effet de cette convention est étendu à l'Irlande du Nord.

L'autorité à laquelle devront être adressées, dans l'Irlande du Nord, les demandes de signification ou les commissions rogatoires est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland » et la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément aux dispositions de l'article 13 *b*) de la convention, l'extension que je viens de vous notifier entrera en vigueur trois mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 novembre 1933.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente note, je saisis cette occasion, etc.

Hubert MONTGOMERY.

A Son Excellence
le Jonkheer Dr A.C.D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,
LEGAL AND PROTOCOL
DEPARTMENT.

No. 29151.

THE HAGUE, September 4, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's letter No. 162/143/17/33 of August 25 last, in which Your Excellency was good enough to notify me that in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters signed in London on May 31, 1932,

signée à Londres le 31 mai 1932 l'effet de cette convention sera étendu à l'Irlande du Nord.

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
A. M. SNOUCK HURGRONJE.

Son Excellence
Sir Hubert Montgomery,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

the operation of that Convention is to be extended to Northern Ireland.

Thanking Your Excellency for the above-mentioned communication, I have, etc.

For the Minister :
A. M. SNOUCK HURGRONJE,
Secretary-General.

His Excellency
Sir Hubert Montgomery,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO SCOTLAND OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NETHERLANDS CONVENTION OF MAY 31, 1932, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. THE HAGUE, AUGUST 12 AND OCTOBER 28, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 4 janvier 1934.

I.

BRITISH LEGATION,
No. 150.
(143/14/33).

THE HAGUE, August 12, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

ECHANGE DE NOTES

CONCERNANT L'APPLICATION A L'ECOSSE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NÉERLANDAISE DU 31 MAI 1932 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. LA HAYE, LES 12 AOÛT ET 28 OCTOBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, January 4, 1934.

I.

LÉGATION DU ROYAUME-UNI.
N° 150
(143/14/33).

LA HAYE, le 12 août 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étran-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on May 31, 1932, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

2. The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is The Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 13 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force three months from the date of this note, that is to say, on the 12th November next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Odo RUSSELL.

His Excellency,
Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION JURIDIQUE.
N° 34842.

LA HAYE, le 28 octobre, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la lettre de son prédécesseur du 12 août dernier, N° 150, par laquelle Son Excellence Sir Odo Russell a bien voulu porter à ma connaissance que, conformément à l'article 13 *a*) de la convention contenant des dispositions pour faciliter les procédures en matières civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, l'effet de cette convention sera étendu à l'Ecosse.

No. 3244

gères, de vous notifier, conformément à l'article 13 *a*) de la Convention relative à la procédure légale en matières civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, l'extension des effets de cette convention à l'Ecosse.

2. L'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être adressées, en Ecosse, est le Crown Agent, Edimbourg, et la langue qui devra être employée dans les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément aux dispositions de l'article 13 *b*) de la convention, l'extension que je viens de vous notifier entrera en vigueur trois mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 12 novembre prochain.

4. En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

Odo RUSSELL.

Son Excellence
le Jonkheer Dr A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
LEGAL SECTION.
No. 34842.

THE HAGUE, October 28, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of letter No. 150, dated August 12 last, from Your Excellency's predecessor, Sir Odo Russell, informing me, in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention containing provisions for facilitating proceedings in civil and commercial matters signed in London on May 31, 1932, of the extension of the operation of that Convention to Scotland.

J'ai pris bonne note du contenu de cette lettre ainsi que du contenu de la lettre N° 151 que Son Excellence Sir Odo Russell a bien voulu m'adresser à la même date.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le ministre :

Le Secrétaire général;
(Signature illisible.)

Son Excellence,
Sir Hubert Montgomery,
envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique.

I have duly noted the contents of this letter and of letter No. 151 sent to me on the same date by His Excellency Sir Odo Russell.

I have the honour, etc.,

For the Minister :

(Signature illegible),
Secretary-General.

His Excellency,
Sir Hubert Montgomery,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-NETHERLANDS CONVENTION OF MAY 31, 1932 REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. THE HAGUE, OCTOBER 12 AND 28, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1^{er} mars 1934.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 187.
(143/24/33.)

THE HAGUE, October 12, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in

ÉCHANGE DE NOTES

CONCERNANT L'APPLICATION À LA RHODÉSIE DU SUD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-NÉERLANDAISE DU 31 MAI 1932 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. LA HAYE, LES 12 ET 28 OCTOBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N° 187.
(143/24/33.)

LA HAYE, 12 octobre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de notifier à Votre Excellence, conformément à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

accordance with Article 13 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on 31 May, 1932 the extension of the operation of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 13 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force 3 months from the date of this note, that is to say, on the 12th January next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Walter ROBERTS.

His Excellency
Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
etc., etc. etc.

For true copy :
Hubert Montgomery.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 34584.

LA HAYE, le 28 octobre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 12 courant N° 187, par laquelle M. Roberts a bien voulu me faire savoir que, conformément à l'article 13 *a*) de la Convention contenant des dispositions pour faciliter les procédures en matières civile et commerciale, signée à Londres

No. 3244

l'article 13 *a*) de la Convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, l'extension des dispositions de cette convention à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être transmises, est « The Registrar of the High Court, Salisbury », Rhodésie du Sud. Les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

3. Conformément à l'article 13 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur trois mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 12 janvier prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Walter ROBERTS.

Son Excellence
le Jonkheer Dr A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 34584.

THE HAGUE, October 28, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of the letter No. 187, dated the 12th instant, by which Mr. Roberts has been good enough to inform me, in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention containing provisions for facilitating proceedings in civil and commercial matters

le 31 mai 1932, l'effet de cette convention sera étendu à la Rhodésie méridionale.

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, je saisis cette occasion pour lui renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
(Signature illisible).

Son Excellence

Sir Hubert Montgomery,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

signed in London on May 31, 1932, of the extension of the operation of that Convention to Southern Rhodesia.

Thanking your Excellency for this communication, I have the honour, etc.

For the Minister :

(Signature illegible),
Secretary-General.

His Excellency

Sir Hubert Montgomery,
His Majesty's Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT RESPECTING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ANGLO-NETHERLANDS CONVENTION OF MAY 31, 1932, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. THE HAGUE, OCTOBER 27 AND NOVEMBER 10, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 1^{er} mars 1934.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS CONCERNANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION ANGLO-NÉERLANDAISE DU 31 MAI 1932 CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. LA HAYE, LES 27 OCTOBRE ET 10 NOVEMBRE 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 194.
(143/25/33.)

THE HAGUE, October 27, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand I have the honour to notify

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 194.
(143/25/33.)

LA HAYE, le 27 octobre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, de notifier à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on May 31st, 1932, the accession of His Majesty to that convention in respect of New Zealand.

2. The authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is The Registrar of the Supreme Court, Wellington, New Zealand and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (a) of the convention, the accession now notified will come into force three months from the date of this note, that is to say, on the 27th day of January next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Hubert MONTGOMERY.

His Excellency,
Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION JURIDIQUE.
N° 36497.

LA HAYE, le 10 novembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre du 27 octobre dernier, N° 194, par laquelle elle a bien voulu porter à ma connaissance que, conformément à l'article 15 (a) de la convention contenant des dispositions pour faciliter les procédures en matières civile et

No. 3244

Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la convention concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, l'accession de Sa Majesté à ladite convention au nom de la Nouvelle-Zélande.

2. L'autorité de la Nouvelle-Zélande à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être transmises, est « The Registrar of the Supreme Court, Wellington », Nouvelle-Zélande. Les communications et traductions devront être rédigées en langue anglaise.

3. Conformément à l'article 15 a) de la convention, l'accession notifiée par la présente entrera en vigueur trois mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 27 janvier prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Hubert MONTGOMERY.

Son Excellence,
le Jonkheer Dr A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
LEGAL SECTION.
No. 36497.

THE HAGUE, November 10, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of letter No. 194, dated October 27 last, from Your Excellency, informing me, in accordance with Article 15 (a) of the Convention containing provisions for facilitating proceedings in civil and commercial matters signed in London on

commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, l'effet de cette convention sera étendu à la Nouvelle-Zélande.

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication dont j'ai pris bonne note, je saisis cette occasion pour lui renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général :

A. M. SNOUCK HURGRONJE.

May 31, 1932, of the extension of the operation of that Convention to New Zealand.

Thanking your Excellency for this communication which I have duly noted, I have the honour, etc.

For the Minister :

A. M. SNOUCK HURGRONJE,
Secretary-General.

Son Excellence
Sir Charles Hubert Montgomery,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique.

His Excellency,
Sir Charles Hubert Montgomery,
His Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

N° 3245.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUÈDE**

Accord commercial, avec annexes et
protocole, signés à Londres, le 15
mai 1933, et échange de notes y
relatif de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWEDEN**

Commercial Agreement with Annexes
and Protocol, signed at London,
May 15, 1933, and Exchange of
Notes relating thereto of the same
Date.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3245. — HANDELSÖVERENS-
KOMMELSE¹ MELLAN KONUN-
GARIKET SVERIGE SAMT DET
FÖRENADE KONUNGARIKET
STORBRITANNIEN OCH NORRA
IRLAND. UNDERTECKNAD I
LONDON, DEN 15 MAJ 1933.

No. 3245. — COMMERCIAL AGREE-
MENT¹ BETWEEN THE UNITED
KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE KINGDOM OF SWE-
DEN. SIGNED AT LONDON,
MAY 15, 1933.

*Textes officiels suédois et anglais communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Suède et le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu
le 26 août 1933.*

*Swedish and English official texts communicated
by the Swedish Minister for Foreign Affairs
and His Majesty's Secretary of State for Foreign
Affairs in Great Britain. The registration
of this Agreement took place August 26, 1933.*

KONUNGARIKET SVERIGES REGERING SAMT
DET FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRITAN-
NIENS OCH NORRA IRLANDS regering hava, i
önskan att underlätta och än ytterligare utveckla
handeln mellan Konungariket Sverige, å ena
sidan, samt Det Förenade Konungariket Stor-
britannien och Norra Irland, å andra sidan, enats
om följande :

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KING-
DOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
and THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF
SWEDEN desiring to facilitate and extend still
further trade and commerce between the United
Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland on the one hand and the Kingdom of
Sweden on the other, have agreed to the following
effect :

Artikel 1.

Article 1.

I bilaga I till denna överenskommelse upp-
tagna varor, frambringade eller tillverkade
i Det Förenade Konungariket, skola vid införsel
till Sverige, från vilken ort de än må inkomma,
icke vara underkastade andra eller högre
tullar eller avgifter än de, vilka angivits i
bilagan.

The articles enumerated in the First Schedule
to this Agreement, produced or manufactured
in the United Kingdom, from whatever place
arriving, shall not, on importation into Sweden,
be subjected to duties or charges other or higher
than those specified in the Schedule.

Artikel 2.

Article 2.

I bilaga II till denna överenskommelse
upptagna varor, frambringade eller tillverkade
i Sverige, skola vid införsel till Det Förenade

The articles enumerated in the Second Schedule
to this Agreement, produced or manufactured
in Sweden, from whatever place arriving,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stock-
holm, le 4 juillet 1933.

¹ The exchange of ratifications took place at
Stockholm, July 4, 1933.

Konungariket, från vilken ort de än må inkomma, icke vara underkastade andra eller högre tullar eller avgifter än de, vilka angivits i bilagan.

Artikel 3.

1. Utöver de åtaganden i avseende å importtullar och avgifter, som gjorts jämlikt artikel 2 i denna överenskommelse, förpliktar sig Det Förenade Konungarikets regering att icke företaga någon reglering i fråga om kvantiteten av importen till Det Förenade Konungariket av fläsk (bacon och hams), smör eller ägg, frambringade i Sverige, utom för så vitt sådan reglering må påkallas för att säkerställa ett effektivt genomförande av en planmässig reglering i fråga om avsättningen av den inhemska produktionen av dessa eller närbesläktade varor. Därest dylik importreglering genomföres med avseende å samtliga eller någon av dessa varor, skola följande bestämmelser gälla i tillämpliga delar.

2. Det Förenade Konungarikets regering kommer i varje sådant fall att tillerkänna Sverige en skälig andel i den medgivna införseln från främmande länder, under hänsynstagande till den del av den totala införseln från främmande länder av dessa produkter, som levererats av Sverige under senare år. Fastställandet av Sveriges andel i importen kommer att ske på samma grundval som och på icke mindre gynnsamma villkor än fastställandet av andra främmande länders andelar.

3. Det Förenade Konungarikets regering förklarar, att regeringen icke kommer att tvångsvis företaga någon reglering i fråga om kvantiteten av importen till Det Förenade Konungariket av fläsk (bacon och hams), eller av ägg, frambringade i Sverige, utan att först giva svenska regeringen tillfälle att upptaga överläggningar rörande fastställandet av Sveriges andel i importen i syfte att säkerställa, att detta sker i överensstämmelse med ovan avgivna utfästelse.

4. I fråga om smör skall den andel i importen, som skall tillkomma Sverige, icke under något år understiga 185,000 cwts. Därest den totala importen av smör till Det Förenade Konungariket under något år skulle medgivas överstiga 8,100,000 cwts., skall Sverige tilldelas en andel i införseln utöver 8,100,000 cwts., vilken andel skall bestämmas i överensstämmelse med de principer, som angivits i mom. 2 av denna artikel.

shall not, on importation into the United Kingdom, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

Article 3.

1. In addition to the obligations relating to import duties and charges which they assume under Article 2 of this Agreement, the Government of the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of the imports into the United Kingdom of bacon and hams, butter or eggs, the produce of Sweden, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or related products. In the event of such regulation of imports being introduced in the case of all or any of these products, the following provisions shall have effect in so far as they may be applicable.

2. The Government of the United Kingdom will, in any such event, allot to Sweden an equitable share of permitted foreign imports having regard to the proportion of total foreign imports of those products which has been supplied by Sweden in recent years. Allocation to Sweden will be made on the same basis as, and on conditions not less favourable than, allocations to other foreign countries.

3. The Government of the United Kingdom declare that they will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of bacon and hams, or of eggs, the produce of Sweden, without first giving the Swedish Government an opportunity of discussing the allocation to Sweden with a view to securing that it is made in accordance with the above assurance.

4. In regard to butter, the allocation to Sweden shall not be less than 185,000 cwts. in any year. If the total imports of butter into the United Kingdom are allowed to exceed 8,100,000 cwts. in any year, Sweden will be allotted a share of the imports in excess of 8,100,000 cwts., determined in accordance with the principles set out in paragraph 2 of this Article.

5. Därest den totala kvantitet utav någon av ovannämnda varor, som är medgiven till införsel till Det Förenade Konungariket från främmande länder, för någon regleringsperiod skulle ökas, skola motsvarande tilläggsandelar tilldelas Sverige; skulle det för Sveriges del temporärt vara omöjligt att helt eller delvis utnyttja en dylik tilläggsandel, skall detta dock icke för någon följande period utöva någon prejudicerande inverkan i fråga om ovan givna utfästelser.

6. Därest något annat främmande land, från vilket tillförsel äger rum, helt eller delvis skulle avstå från eller förverka sin andel i totalimporten utav någon av ovannämnda produkter, skall Sveriges andel ökas i icke mindre proportion än något annat främmande lands andel.

Artikel 4.

Därest Det Förenade Konungarikets regering skulle komma att företaga någon reglering i fråga om kvantiteten utav importen av fisk till Det Förenade Konungariket, skall den totala kvantitet utav fisk av alla slag, som medges till införsel från Sverige, däri inbegripet fisk, som direkt från sjön med svenska fartyg ilandföres till Det Förenade Konungariket, icke under något år understiga 43,000 cwts., därvid dock icke skall inberäknas ål och sötvattensfisk, i fråga om vilka slag av fisk importen från Sverige icke skall bliva underkastad någon inskränkning.

Artikel 5.

Bevillningsavgift för brittiska undersåtar, vilka besöka Sverige i egenskap av handelsresande för ett eller flera bolag eller firmor, som äro registrerade eller hava sin huvudsakliga verksamhet i Det Förenade Konungariket, skall icke överstiga :

	Kronor
För en tid av 15 dagar . .	35
För en tid av 30 dagar . .	70
För en tid av 45 dagar . .	100

Brittiska undersåtar, som äro chefer för eller eljest intaga ledande ställning inom sådana bolag eller firmor, skola vara berättigade till frihet från bevillningsavgift, därest vederbörande bolag eller firma bedriver sin affärsverksamhet i Sverige genom en eller flera i Sverige bosatta agenter.

5. In the event of the total quantity of any of the aforesaid products permitted to be imported into the United Kingdom from foreign countries being increased during any period of regulation additional allocations shall be made to Sweden, but any temporary inability on the part of Sweden to supply the whole or a part of any such additional allocation shall not prejudice as regards any subsequent period the undertakings given above.

6. In the event of any other foreign supplying country renouncing or forfeiting, in whole or in part, its allocation of any of the aforesaid products, the allocation to Sweden shall be increased in not less ratio than the allocation of any other foreign country.

Article 4.

Should the Government of the United Kingdom at any time regulate the quantity of fish permitted to be imported into the United Kingdom, the total quantity of fish of all kinds permitted to be imported from Sweden including fish landed in the United Kingdom direct from sea by Swedish vessels shall not be less than 43,000 cwts. in any year, exclusive of eels and fresh-water fish, it being understood that the quantity of the imports of these kinds of fish from Sweden shall not be subjected to any restriction.

Article 5.

The tax levied on British subjects visiting Sweden in the capacity of commercial travellers, representing one or more companies or firms registered in or having their principal place of business in the United Kingdom, shall not exceed :

	Kronor
For a period of 15 days . .	35
For a period of 30 days . .	70
For a period of 45 days . .	100

British subjects who are directors or principal officers of any such company or firm shall be entitled to exemption from the tax if the company or firm carries on its business in Sweden through an agent or agents resident in Sweden.

Artikel 6.

Intet i denna överenskommelse skall inverka på de rättigheter och förpliktelser, vilka härröra från något avtal eller någon överenskommelse, som för närvarande är i kraft mellan Sverige och Det Förenade Konungariket, däribland särskilt Freds- och handelsfördraget den 11 april 1654, Handelsfördraget den 17 juli 1656, Freds- och handelsfördraget den 21 oktober 1661, Vänskapsfördraget¹ den 5 februari 1766, Fredsfördraget² den 18 juli 1812, Handels- och Sjöfartstraktaten³ den 18 mars 1826, Noterna den 31 mars och den 4 september 1854 angående kustfart samt Deklarationen⁴ den 27 november 1911 med vissa tillägg till handelsfördragen.

De fördragsslutande regeringarna äro överens därom, att under alla förhållanden, så länge denna överenskommelse förblir gällande, varor, frambringade eller tillverkade i Sverige, skola i Det Förenade Konungariket, och varor, frambringade eller tillverkade i Det Förenade Konungariket, skola i Sverige, i alla avseenden, åtnjuta en icke mindre gynnsam behandling än den, som tillkommer varor, frambringade eller tillverkade i något annat främmande land.

Artikel 7.

De fördragsslutande regeringarna äro överens därom, att varje tvist, som må uppkomma mellan dem angående den rätta tolkningen eller tillämpningen utav någon av bestämmelserna i denna överenskommelse eller i något av de i art. 6 särskilt angivna avtal, skall, på framställning av endera parten, hänskjutas till den Fasta Mellanfolkliga Domstolen, för så vitt icke de fördragsslutande regeringarna i särskilt fall överenskomma om tvistens hänskjutande till annan domstol eller om dess behandling i annan ordning.

Article 6.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights and obligations arising out of any Treaty or Agreement at present in force between the United Kingdom and Sweden and in particular the Treaty of Peace and Commerce of the 11th April, 1654, the Treaty of Commerce of the 17th July, 1656, the Treaty of Peace and Commerce of the 21st October, 1661, the Treaty¹ of Commerce and Alliance of the 5th February, 1766, the Treaty² of Peace, Union and Friendship of the 18th July, 1812, the Convention³ of Commerce and Navigation of the 18th March, 1826, the Notes of the 31st March and the 4th September, 1854, regarding Coasting Trade and the Declaration⁴ relating to the amendment of the Treaties of Commerce, of the 27th November, 1911.

In any event, the Contracting Governments agree that, while the present Agreement remains in force, goods the produce or manufacture of the United Kingdom shall enjoy in Sweden and goods the produce or manufacture of Sweden shall enjoy in the United Kingdom, treatment in all respects not less favourable than that enjoyed by goods produced or manufactured in any other foreign country.

Article 7.

The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement or of any of the Treaties or Agreements specifically mentioned in Article 6 shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des*

Traités, tome III, page 230. IV. 44.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des*

British and Foreign State Papers, Vol. 1, page 15.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des*

British and Foreign State Papers, Vol. 13, page 12.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des*

British and Foreign State Papers, Vol. 104, page 202.

Därest tvist skulle komma att underställas den Fasta Mellanfolkliga Domstolen, skall domstolen, för så vitt icke de fördragsslutande regeringarna annorlunda överenskomma, anmodas träffa sitt avgörande i överensstämmelse med det summariska förfarande, som avses i art. 29 uti domstolens stadga.¹

Artikel 8.

Denna överenskommelse skall ratificeras, och ratifikationerna skola utväxlas i Stockholm snarast möjligt. För Sveriges del förutsätter ratificering godkännande av riksdagen.

Överenskommelsen skall träda i kraft tre dagar efter ratifikationsutväxlingen och skall, med reservation för bestämmelserna i del I, mom. 1, av det till denna överenskommelse hörande protokoll, förbli gällande under en tid av tre år från dagen för dess ikraftträdande.

Därest ingendera av de fördragsslutande regeringarna sex månader före utgången av sagda tid av tre år lämnar den andra regeringen meddelande om sin avsikt att bringa överenskommelsen till upphörande, skall denna förbli gällande intill utgången av sex månader från dag, då meddelande om sådan avsikt lämnas.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, underskrivit denna överenskommelse och försett den med sina sigill.

Som skedde i London den femtonde maj 1933 i två exemplar på svenska och engelska språken, vilka båda texter skola äga lika vitsord.

(L. S.) E. PALMSTIERNA.

(L. S.) B. G. PRYTZ.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute¹ of the Court.

Article 8.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible. Ratification on behalf of Sweden shall be subject to the approval of the Riksdag.

The Agreement shall come into force three days after the exchange of ratifications and shall, subject to the provisions of paragraph 1 of Part I of the Protocol to this Agreement, remain in force during a period of three years from the date of its coming into force.

In case neither of the Contracting Governments shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of three years of their intention to terminate this Agreement, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which notice of such intention is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at London, this 15th day of May, 1933, in duplicate in English and Swedish, both texts being equally authentic.

(L. S.) E. PALMSTIERNA.

(L. S.) B. G. PRYTZ.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; et vol. CXXXIV, page 392, de ce recueil.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; and Vol. CXXXIV, page 392, of this Series.

ANNEXES

BILAGA I.

Anmärkning. — I denna bilaga förtecknade varuslag omfatta varor, som äro hänförliga till nedan angivna rubriker i tulltaxan och nummer i den statistiska varuförteckningen, sådana tulltaxan och varuförteckningen äro gällande å dagen för överenskommelsens undertecknande.

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
		Fisk :		
I2	27/8	skarpill (vassbuk), kryddad eller saltad :		
		i tunnor	—	fri
ur I4	48	andra slag :		
		sill, saltad	—	fri
		Senap :		
78	158	malen	100 kg	60: —
ur 108	250	Talg, annan än premier jus och presstalg . . .	—	fri
ur III	261	Rov- och rapsolja även blåsta, samt andra liknande blåsta oljor ; ävensom rov- och rapsoljesyror	100 kg	7: —
ur 113	265	Bomullsfrö- eller cottonolja på andra kärl än glas-eller lerkärl	—	fria
ur 117	ur 279	Soja	100 kg	50: —
ur 117	ur 279	Såser	100 kg	60: —
ur 121	288	Sirap	100 kg	5: —
I30: 2	299: 2, 300/2	Konfityrer, ej särskilt nämnda, icke innehållande choklad	100 kg	50: —
ur 132	304	Dessertkåx, ej hänförliga till konfityrer . . .	100 kg	30: —
ur 133	306	Hundbröd	100 kg	20: —
ur 137	ur 310	Sylter och geléer av frukter samt pomerans-, citron- och apelsinmarmelader	100 kg	40: —
ur 138	ur 311	Sylter och geléer av bär	100 kg	40: —
		Konserver :		
ur 143	ur 318	pomerans-, citron- och apelsinmarmelader .	100 kg	50: —
ur 143	ur 320	pickles	100 kg	50: —
		<i>Anm. till nr 151 :</i> Musserande äppelvin (cider) med en alkoholhalt av mer än 2 $\frac{1}{4}$ men ej mer än 9 volymprocent, tulltaxeras enligt nr 152 med en tull av 69 kronor för 100 liter.		
ur 157	346	Visky : på fat	100 liter av 50 % alkoholhalt vid +15° C.	100: —
ur 158	349	Visky : på andra kärl	100 liter utan avseende på alkoholhalten	200: —
ur 164	398	Kaolin	—	fri
ur 170	420/4	Stenkol och koks	—	fria
ur 177	450, 453	Fosfor och fosforseskvisulfid	—	fria
ur 203	495, 502, 507	Koksalt (natriumklorid) ; natriumsulfat (glaubersalt), kalcinerat ; ävensom nickelsulfat och nickelammoniumsulfat	—	fria

SCHEDULE I.

(Note. — The goods covered by this Schedule are those specified at the date of this Agreement under the Tariff and Statistical Numbers quoted.)

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
		Fish :		
12	27/8	Sprats, spiced or salted :		
		In barrels	—	free
		Other kinds :		
ex 14	48	Herrings, salted	—	free
78	158	Mustard, ground	100 kg.	60.—
ex 108	250	Tallow (except premier jus and pressed tallow)	—	free
ex 111	261	Turnipseed and rapeseed oils, even blown, and other similar blown oils ; also turnipseed and rapeseed oil acids	100 kg.	7.—
ex 113	265	Cottonseed oil or cotton oil in containers other than of glass or earthenware	—	free
ex 117	ex 279	Soy	100 kg.	50.—
ex 117	ex 279	Sauces	100 kg.	60.—
ex 121	288	Syrup	100 kg.	5.—
130 (2)	299 (2), 300/2	Confectionery, not specially mentioned in the Swedish Tariff, not containing chocolate	100 kg.	50.—
ex 132	304	Biscuits, not classed as confectionery	100 kg.	30.—
133	306	Dog biscuits	100 kg.	20.—
ex 137	ex 310	Fruit jams and fruit jellies, including orange and lemon marmalade	100 kg.	40.—
ex 138	ex 311	Jams and jellies of berries	100 kg.	40.—
		Preserved goods, viz. :		
ex 143	ex 318	Orange and lemon marmalade	100 kg.	50.—
ex 143	ex 320	Pickles	100 kg.	50.—
		<i>Note to No. 151 : Sparkling cider (fermented apple juice), containing over 2¼ but not over 9 % by volume of alcohol, to be classed under Tariff No. 152 at a rate of 69 crowns per 100 litres.</i>		
ex 157	346	Whisky, in casks	100 litres of 50% alcohol at 15° C.	100.—
ex 158	349	Whisky in other receptacles	100 litres without regard to strength	200.—
ex 164	398	China clay (kaolin).	—	free
ex 170	420/4	Coal and coke	—	free
ex 177	450, 453	Phosphorus and phosphorus sesquisulphide	—	free
ex 203	495, 502, 507	Salt (sodium chloride) ; sodium sulphate (Glauber's Salt), calcined ; nickel sulphate and nickel ammonium sulphate	—	free

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
225	542	Ljuskänsligt fotografiskt papper	100 kg	30: —
ur 227	545	Fotografisk film, icke framkallad :	100 kg	80: —
ur 227	546	kinematografisk film	100 kg	150: —
ur 235	560	annan	—	fri
ur 254	ur 584	Mönja	100 kg	20: —
		Asfaltlack		
		Tvätt-, skur-, poler-, slip-, puts-, desinfektions- och appreturmedel, ej särskilt nämnda, innehållande fett, olja, harts, vax, tvål eller såpa men utan inblandning av dextrin eller stärkelse :		
ur 268	601	icke flytande, andra än tvättpulver	100 kg	10: —
270	603	flytande, i kärl vägande brutto ½ kg eller därunder	100 kg	15: —
ur 278	613	Draglim	100 kg	20: —
		Sulläder och bindsulläder :		
ur 295	658	stycken av hudar	100 kg	28: —
		Läder, annat än sulläder och bindsulläder :		
		i stycken, vägande mindre än 1 kg :		
ur 297	663, 665	annat än lackerat	100 kg	90: —
		Arbeten av kautschuk, guttaperka och balata samt av konstgjord mjuk kautschuk :		
326	696	tråd (strängar) av mjuk kautschuk, hållande högst 5 mm i största dimension av tvärsektion ; ävensom knivskaft samt ämnen och delar därtill	—	fria
		slangar och rör, ej hänförliga till annat nummer, även i avpassade längder :		
331	702/3	andra slag, härunder inbegripna för automobiler, motorcyklar och velocipeder avsedda innerslangar, monterade, icke sammansatta och utan ventilkäffar och ventiler	100 kg	50: —
ur 334	ur 706	mattor	100 kg	50: —
335	708	velocipeddelar, ej hänförliga till nr 331, härunder inbegripet pedal- och bromsgummi i längder	100 kg	120: —
ur 336	709/10	automobildelar, ej hänförliga till nr 331 eller 1057 ; motorcykeldelar, ej hänförliga till nr 331, härunder inbegripet pedal- och bromsgummi i längder	100 kg	120: —
ur 336	ur 711	av porös kautschuksmassa bestående material för stoppning	100 kg	80: —
ur 346	771/2	Spindlar, bobiner, spolpipor, skyttlar och andra för textilindustrien avsedda, ej särskilt nämnda maskindelar eller redskap samt ämnen därtill av trä	100 kg	20: —
ur 395	893, ur 895	Fårull, kammad, ofärgad eller färgad	—	fri
		Silke, ej särskilt nämnt, även i förening med annat spånadsämne :		
ur 399	921	konstgjort silke, icke i smärre för detaljhandeln lämpade uppläggningar, otvinnat	100 kg	500: —

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
225	542	Sensitised paper for photography	100 kg.	30.—
		Photographic films, not developed :		
ex 227	545	Cinematograph film	100 kg.	80.—
ex 227	546	Other	100 kg.	150.—
ex 235	560	Red lead	—	free
ex 254	ex 584	Asphalt varnish	100 kg.	20.—
		Washing, scouring, polishing, smoothing, cleaning, disinfecting and dressing substances, not specially mentioned in the Swedish Tariff, containing fat, oil, resin, wax, soap or soft soap, but without admixture of dextrine or starch :		
ex 268	601	Not liquid, other than washing powder . .	100 kg.	10.—
270	603	Liquid, in receptacles weighing $\frac{1}{2}$ kg. or less gross weight	100 kg.	15.—
ex 278	613	Carpenters' glue	100 kg.	20.—
ex 295	658	Sole and insole leather, in pieces	100 kg.	28.—
ex 297	663, 665	Leather (other than sole or insole leather and lacquered leather) in pieces weighing less than 1 kg.	100 kg.	90.—
		Articles manufactured of rubber, gutta-percha, balata or artificial soft rubber :		
326	696	Threads of soft rubber, of which the largest cross-section does not exceed 5 mm. ; knife-handles, also knife-handle blanks and parts thereof	—	free
331	702/3	Tubes and hose not classed under any other Tariff No., including inner tubes for automobiles, motor cycles and cycles, unfitted and not joined, without valve caps and valves	100 kg.	50.—
ex 334	ex 706	Rubber flooring	100 kg.	50.—
335	708	Parts for cycles, not classed under Tariff No. 331 (Statistical No. 702), including rubber parts of pedals or brakes in lengths	100 kg.	120.—
ex 336	709/10	Parts for automobiles, not classed under Tariff No. 331 (Statistical No. 702) or Tariff No. 1057 (Statistical No. 1916), and parts for motor cycles not classed under Tariff No. 331 (Statistical No. 702), including rubber parts of pedals and brakes in lengths	100 kg.	120.—
ex 336	ex 711	Porous rubber upholstery material	100 kg.	80.—
ex 346	771/2	Spool reeds, spindles, bobbins, shuttles and other unspecified wood parts of machines or appliances for use in the textile industry ; also wooden blanks therefor	100 kg.	20.—
ex 395	893, ex 895	Sheep's wool, combed, dyed or not	—	free
ex 399	921	Artificial silk yarn, not twisted, not in small packets for retail sale	100 kg.	500.—

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
		Garn :		
401	924/5	helt eller delvis av ull, utan inblandning av silke :		
		enkelt, oblekt och ofärgat, t. o. m. nr 41	100 kg	20: —
		metrisk numrering		
		två- eller flertrådigt, t. o. m. nr 41 :		
405	932/3	oblekt och ofärgat	100 kg	25: —
ur 407	ur 936/7	färgat	100 kg	40: —
411	942	i smärre för detaljhandeln lämpade uppläggningar	100 kg	50: —
		av bomull, utan inblandning av annat spånadsämne :		
		enkelt, oblekt och ofärgat :		
415	946	nr 23 och däröver men under nr 33	100 kg	18: —
416	947	nr 33 och däröver	100 kg	20: —
		två- eller flertrådigt, en gång tvinnat :		
		nr 23 och däröver :		
423	954	oblekt och ofärgat	100 kg	25: —
426	957	blekt, färgat eller tryckt	100 kg	40: —
445	976	Sytråd av bomull	100 kg	35: —
458	991	Bokbindarklot, klistrad, även i förening med papper, samt appreterad väv till adresslappar (s. k. labelklot)	100 kg	40: —
ur 461	ur 994	Vävnader och stampad filt, vattentäta, i förening med kautschuk, icke innehållande silke	100 kg	175: —
ur 462	995	Vaxduk	100 kg	50: —
463	998	Mattor, ej särskilt nämnda :		
		linoleummattor och andra dylika mattor, med eller utan underlag av vävnad ; ävensom mattor av papp med därå anbragt överdrag av färg, fernissa eller dylikt, även tillskurna	100 kg	25: —
		Andra slag, även försedda med sömnadsarbete eller fransar :		
		helt eller delvis av ull eller andra djurhår, utan inblandning av silke :		
468	1003	icke knutna, metervara	100 kg	75: —
		Vävnader, ej särskilt nämnda :		
		vävnader av ull, innehållande trådar, helt eller delvis av silke, för så vitt silket utgör högst 5 % av vävnadens hela vikt, vägande per m ² :		
ur 479/80	ur 1016/7	mer än 200 g	100 kg	250: —
ur 480	ur 1017	200 g eller därunder	100 kg	Vikttullen må med högst 25 kr. per 100 kg överstiga tullen för till nr 485 hänförliga vävnader, vägande per m ² 200 g eller därunder.
		<i>Anm. till nr 479 :</i> För vävnader, inkommande i kolli, som uteslutande innehåller vävnader, hänförliga till detta nummer i dess enligt överenskommelsen ändrade lydelse, må tullen, räknad efter hela innehållet i varje särskilt kolli, icke i något fall utgå med högre belopp än som motsvarar 25 % av värdet.		
		helt eller delvis av ull, utan inblandning av silke :		
483	1020	andra slag, vägande per m ² :		
		mer än 700 g	100 kg	120: —

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
401	924/5	Yarns wholly or partly of wool, without admixture of silk : Single unbleached and undyed yarns up to No. 41 (metric) inclusive	100 kg.	20.—
ex 405	ex 932/3	Yarn of two or more threads up to No. 41 (metric) inclusive : Unbleached and undyed	100 kg.	25.—
ex 407	ex 936/7	Dyed	100 kg.	40.—
411	942	Yarn in small packets, put up for retail sale	100 kg.	50.—
		Yarn of cotton, without admixture of other textile materials : Single unbleached and undyed yarn : No. 23 and above, but under No. 33 . .	100 kg.	18.—
415	946	No. 33 and upwards	100 kg.	20.—
416	947	Yarn of two or more threads, single twist, No. 23 and upwards : Unbleached and undyed	100 kg.	25.—
423	954	Bleached, dyed, or printed	100 kg.	40.—
426	957		100 kg.	40.—
445	976	Cotton sewing thread.	100 kg.	35.—
458	991	Bookbinders' cloth, dressed, whether in combination with paper or not ; and so-called label cloth	100 kg.	40.—
ex 461	ex 994	Tissues and stamped felt, water-proofed, in combination with rubber, not containing silk	100 kg.	175.—
ex 462	995	Oilcloth	100 kg.	50.—
463	998	Linoleum and other similar floor covers, with or without cloth foundation ; floor covers of cardboard coated with paint, varnish or the like, whether cut to size or not	100 kg.	25.—
468	1003	Carpeting (carpets in lengths) wholly or partly of wool or other animal hair, without admixture of silk, not knotted, including those with sewing or with fringes	100 kg.	75.—
ex 479/80	ex 1016/7	Tissues of wool, not specially mentioned in the Swedish Tariff, containing threads wholly or partly of silk, if the silk does not amount to more than 5 % of the whole weight of the tissue, weighing per square metre : More than 200 grammes	100 kg.	250.—
ex 480	ex 1017	200 grammes or less	100 kg.	The specific duty shall not exceed by more than 25 crowns per 100 kg. the duty on cloth falling under No. 485 and weighing per sq. metre 200 gms. or less
		<i>Note to No. 479 :</i> For tissues imported in packages the contents of which are all classed under this Tariff heading as amended as a result of this Agreement, the duty based on the whole content of each package shall not in any case exceed an amount corresponding to 25 % <i>ad valorem</i> .		
483	1020	Tissues, not specially mentioned in the Swedish Tariff, wholly or partly of wool, without admixture of silk, weighing per sq. metre : More than 700 grammes	100 kg.	120.—

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
484 ur 485	1021 ur 1022	mer än 500 g men ej mer än 700 g . . mer än 200 g men ej mer än 500 g . . <i>Ann. till nr 483-485 :</i> För vävnader, inkommande i kolli, som uteslutande innehåller vävnader, hänförliga till ett av numren 483, 484 eller 485, må tullen, räknad efter hela innehållet i varje särskilt kolli, icke i något fall utgå med högre belopp än som motsvarar 25 % av värdet.	100 kg 100 kg	160: — 225: —
490	1028	Av bomull utan inblandning av andra spånadsämnen än kokostågor eller jute : fälb-, plysch- och sammetsvävnader, oskurna eller skurna, s. k. manchester härunder inbegripen ; ävensom avpassade varor därav : blekta eller färgade	100 kg	90: —
497 498	1035 1036	andra vävnader, vilkas hela yta är till vävnadssättet likartad, vägande per m ² : 100 g eller däröver, som på en yta av 1 cm i kvadrat innehålla sammanlagt : högst 60 varp- och inslagstrådar : blekta eller enfärgade vävda i två eller flera färger ; ävensom tryckta	100 kg 100 kg	80: — 100: —
500 501	1038 1039	mer än 60 varp- och inslagstrådar : blekta eller enfärgade vävda i två eller flera färger ; ävensom tryckta	100 kg 100 kg	105: — 130: —
503 504	1041 1042	mindre än 100 g, som på en yta av 1 cm i kvadrat innehålla sammanlagt : högst 60 varp- och inslagstrådar : blekta eller enfärgade vävda i två eller flera färger ; ävensom tryckta	100 kg 100 kg	110: — 135: —
506 507	1044 1045	mer än 60 varp- och inslagstrådar : blekta eller enfärgade vävda i två eller flera färger ; ävensom tryckta	100 kg 100 kg	130: — 155: —
508 509 510	1046 1047 1048	andra slag, härunder inbegripna mönstervävda, även avpassade, vägande per m ² : 100 g eller däröver : oblekta och ofärgade blekta eller enfärgade vävda i två eller flera färger ; ävensom tryckta	100 kg 100 kg 100 kg	65: — 115: — 140: —
517	1055	Av jute, utan inblandning av annat spånadsämne än kokostågor eller kokosgarn : oblekta och ofärgade, som på en yta av 2 cm i kvadrat innehålla sammanlagt : mer än 15 men mindre än 35 varp- och inslagstrådar	100 kg	12: —

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
ex 484	1021	More than 500 but not more than 700 grammes	100 kg.	160.—
ex 485	ex 1022	More than 200 but not more than 500 grammes	100 kg.	225.—
		<i>Note to Nos. 483-485 :</i> For tissues imported in packages, the contents of which are all classed under one of the Tariff headings Nos. 483, 484 or 485, the duty based on the whole content of each package shall not in any case exceed an amount corresponding to 25 % <i>ad valorem</i> .		
		Tissues, not specially mentioned in the Swedish Tariff, of cotton, without admixture of textile materials other than coir or jute :		
		Shag, plush, and velvet, with pile cut or not, including so-called " Manchester " fabrics ; also articles made up to size of such materials :		
490	1028	Bleached or dyed	100 kg.	90.—
		Other tissues, if their whole surface is uniformly woven ; weighing per sq. metre :		
		100 grammes or more, and containing not more than 60 warp and weft threads in a square of 1 cm. side :		
497	1035	Bleached or of one colour	100 kg.	80.—
498	1036	Woven in two or more colours ; also printed	100 kg.	100.—
		100 grammes or more, and containing over 60 warp and weft threads in a square of 1 cm. side :		
500	1038	Bleached or of one colour	100 kg.	105.—
501	1039	Woven in two or more colours ; also printed	100 kg.	130.—
		Less than 100 grammes, and containing not more than 60 warp and weft threads in a square of 1 cm. side :		
503	1041	Bleached or of one colour	100 kg.	110.—
504	1042	Woven in two or more colours ; also printed	100 kg.	135.—
		Less than 100 grammes, and containing more than 60 warp and weft threads in a square of 1 cm. side :		
506	1044	Bleached or of one colour	100 kg.	130.—
507	1045	Woven in two or more colours ; also printed	100 kg.	155.—
		Other kinds, including those woven with designs, whether made up to size or not, weighing 100 grammes or more per sq. metre :		
508	1046	Unbleached and undyed	100 kg.	65.—
509	1047	Bleached or of one colour	100 kg.	115.—
510	1048	Woven in two or more colours ; also printed	100 kg.	140.—
517	1055	Unbleached and undyed tissues of jute, without admixture of textile materials other than coir or coir yarn, containing more than 15 but less than 35 warp and weft threads in a square of 2 cm. side	100 kg.	12.—

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
548	1089	Spetsar samt spetsvävnader och tyll, ej hänförliga till annat nummer : innehållande silke <i>Ann. till nr 548 :</i> Hit hänföras även spetsar spetsvävnader och tyll, i vilka silket ingår som broderi.	100 kg	2,000: —
549	1090	andra slag : trådgårdinsvävnad av minst 50 cm bredd, ävensom slät (icke mönstervävd) tyll	100 kg	250: —
553	1095	Strumpor av ull	100 kg	200: —
ur 561	1108	Fisknät av bomull	100 kg	25: —
ur 567	1121/2	Spånadsvaror av bomullsvävnad, endast tillklippta, tillskurna, utstansade, fällade och kantade, ej särskilt nämnda, även försedda med enkel hålsöm i sam- omedelbart sam- manhang med fällen { beläggas med samma tull som den spånads- vara, av vilken de framställts, med tillägg av 10 %.		
ur 583	ur 1140	S. k. blixtlås (dragkedjor), alla slag	100 kg	200: —
ur 591	ur 1150	Kläder och andra sömnadsarbeten, ej särskilt nämnda, av spånads- varor, hänförliga till nr 461 { beläggas med samma tull som den spånads- vara, av vilken de framställts, med tillägg av högst 100 kr. för 100 kg.		
596	1157	Kläder och andra sömnadsarbeten, ej särskilt nämnda : överrockar samt för män och gossar avsedda rockar, västar och byxor : av ylle-, linne- eller hampvävnad eller av vävnad, hänförlig till nr 479 : andra (icke försedda med foder, uppslag eller annan besättning, vari silke ingår) { beläggas med samma tull som den spånads- vara, av vilken de framställts, med tillägg av 70 %.	100 kg	200: —
597	1158	av annan vävnad, icke innehållande silke .	100 kg	200: —
598/9	1159/60	Andra slag : av spetsar, spetsvävnader eller tyll, hänförliga till nr 548	100 kg	4,000: —
ur 607	ur 1170	Av yllevävnad, andra (ej hänförliga till nr 605 eller 606) : damregnkappor { beläggas med samma tull som den spånads- vara, av vilken de framställts, med tillägg av 75 %.		
ur 622	ur 1185	Skodon av skinn, ej hänförliga till nr 620 eller 621 : vägande per par mer än 750 g	100 kg	450: —

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
548	1089	Lace and lace tissues and tulle, not classed under any other heading : Containing silk	100 kg.	2,000.—
		<i>Note to No. 548 :</i> This number also includes lace, lace tissues and tulle in which the silk enters as embroidery.		
549	1090	Other kinds : Curtain tissues of thread, at least 50 cm. wide, and plain tulle (not woven with designs)	100 kg.	250.—
553	1095	Stockings and socks of wool	100 kg.	200.—
ex 561	1108	Fishing nets of cotton	100 kg.	25.—
ex 567	1121/2	Cotton materials, merely cut or stamped out, hemmed or bordered, not specially mentioned in the Swedish Tariff, including such materials having a simple hemstitch in immediate connection with the hem — dutiable as the material of which made, with a surtax of 10 %.		
ex 583	ex 1140	Lightning fasteners of all kinds	100 kg.	200.—
ex 591	ex 1150	Clothing and other sewn articles, not specially mentioned in the Swedish Tariff, made of the textile materials included under Tariff No. 461 (Statistical No. 994) — dutiable as the material of which made, with a surtax not exceeding 100 crowns per 100 kg.		
596	1157	Overcoats, and coats, waistcoats and trousers for men and boys : Of wool, linen or hemp cloth, or of the tissues classed under Tariff No. 479, not lined, faced or trimmed with silk — dutiable as the material of which made, with a surtax of 70 %.		
597	1158	Of other tissues, not containing silk	100 kg.	200.—
598/9	1159/60	Clothing and other sewn wares, not specially mentioned in the Swedish Tariff, of lace, lace tissue or tulle classed under Tariff No. 548	100 kg.	4,000.—
ex 607	ex 1170	Ladies' rainproof coats, of wool tissues (not classed under Tariff Nos. 605/6) — dutiable as the material of which made, with a surtax of 75 %.		
ex 622	ex 1185	Leather footwear (other than those classed under Tariff Nos. 620/1) weighing more than 750 grammes per pair	100 kg.	450.—

Tulltaxe-nummer	Stat. nummer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
663	1244	Arbeten av asbest : duk och plattor av asbest, även i förening med kautschuk, metalltråd eller andra ämnen	—	fria
675	1256	andra packningar och tätningar, även i längder, samt bromsband, innehållande asbest.	100 kg	25: —
686	1275	Arbeten av isoleringsmassa, hänförlig till nr 167 Deglar, retorier och mufflar, även av grafitmassa, samt delar därtill	100 kg	4: —
689	1278	Badkar, tvättställ, diskblådor, klosetter och andra dylika artiklar, allt för så vitt de ej äro hänförliga till fajans- eller porlinsvaror Fajans- och porlinsvaror, ej särskilt nämnda : andra slag (ej till prydnad eller i förening med annan oädel metall än järn) : av fajans (oäkta porslin) : vita eller enfärgade : sanitetsgods	100 kg	1: —
ur 695	ur 1287	Plåtar av järn eller stål, även korrugerade : överdragna med rent eller blyhaltigt tenn ; ävensom överdragna med rent eller tennhaltigt bly, av högst 0.3 mm tjocklek . . .	100 kg	5: —
777	1416/7	överdragna med zink	—	fria
ur 778	1418	Tenn och nickel, oarbetade. även legerade med oädla metaller, samt anoder	100 kg	7: —
ur 896	1573, 1576/7, 1586	Propellrar samt lösa propellerblad av annan oädel metall än järn, vägande per stycke : mer än 50 kg	—	fria
919	1631	Skrivpennor av oädel metall	100 kg	30: —
933	1655	Förbrännings- och varmluftsmotorer, vägande per stycke : högst 500 kg	100 kg	150: —
949	1672/4	Traktorer och lokomobiler ; ävensom ång- och motorvärlar	100 kr.	10: —
982	1754/5	Växstolar ; stickmaskiner, andra än för handkraft, härunder inbegripna överdelar till sådana maskiner ; ävensom andra maskiner för textilindustrien (stat. nr 1803)	100 kr.	10: —
ur 996	1775, 1777, 1803	För elektrotekniskt ändamål arbetat kol, ej särskilt nämnt, vägande per stycke : mindre än 3 kg : kolborstar	100 kr.	10: —
1019	1849	Elektrotekniska specialapparater och delar därtill, ej särskilt nämnda : induktionsugnar, hårdugnar, bakugnar för industriellt bruk och andra elektriska ugnar med undantag av hushållsugnar ; elektriska malmseparatorer ; strömfördelare för automobiler ; ävensom elektriska värmeapparater för industriellt bruk . . .	100 kg	250: —
ur 1044	ur 1889	Automobiler för personbefordran med en cylindervolym understigande 1,6 liter	100 kr.	10: —
ur 1056	ur 1907	Motorcyklar och sidvagnar därtill	100 kr.	15: —
ur 1056	1913/4		100 kr.	15: —

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
663	1244	Manufactures of asbestos : Asbestos sheeting and plates including those in combination with rubber, wire or other substances	—	free
675	1256	Other packing, whether in lengths or not, and brake lining, containing asbestos . .	100 kg.	25.—
686	1275	Manufactures of insulating material classed under Tariff No. 167 (Statistical No. 404) .	100 kg.	4.—
689	1278	Crucibles, retorts and muffles, including those of graphite composition, and parts thereof	100 kg.	1.—
		Baths, wash basins, sinks, closets and other similar articles of earthenware which cannot be classed as faience or porcelain ware . .	100 kg.	5.—
ex 695	ex 1287	Articles of faience, not decorated, and not in combination with non-precious metal other than iron :		
777	1416/7	Sanitary ware, white or of a single colour .	100 kg.	10.—
		Sheets of iron and steel, whether corrugated or not, coated with tin or with tin alloyed with lead ; sheets coated with lead or with lead alloyed with tin, not exceeding 0.3 mm. in thickness	—	free
ex 778	1418	Sheets of iron and steel, whether corrugated or not, coated with zinc	100 kg.	7.—
ex 896	1573, 1576/7, 1586	Tin and nickel, unwrought, whether alloyed with other base metals or not ; also anodes	—	free
919	1631	Propellers and propeller blades of non-precious metals other than iron, weighing more than 50 kg. each	100 kg.	30.—
933	1655	Writing pens of non-precious metals	100 kg.	150.—
949	1672/4	Combustion and hot air engines, weighing not more than 500 kg. each	ad valorem	10 %
982	1754/5	Tractors and portable engines ; also steam and motor rollers	ad valorem	10 %
ex 996	1775, 1777, 1803	Weaving looms ; knitting machines, including heads therefor, other than hand worked ; including other textile machinery (Statistical No. 1803)	ad valorem	10 %
1019	1849	Carbon brushes, weighing less than 3 kg. each	100 kg.	250.—
ex 1044	ex 1889	Electrotechnical apparatus and parts thereof of the following kinds, viz. : Induction furnaces, tempering furnaces, baking furnaces for industrial purposes and other electrical ovens, excluding domestic ovens ; electrical ore separators ; current distributors for electrical systems on automobiles ; electrical heating apparatus for industrial purposes	ad valorem	10 %
ex 1056	ex 1907	Automobiles, for passengers, with engines having a cylinder capacity of less than 1,600 cm ³ .	ad valorem	15 %
ex 1056	1913/4	Motor cycles and sidecars for motor cycles .	ad valorem	15 %

Tulltaxe-nummer	Stat. numerer	Artiklarnas benämning	Grund för tullberäkningen	Tullsats i kronor
ur 1059	ur 1918	Delar, ej särskilt nämnda, till motorcyklar, för så vitt delarna äro särskilt inkommande : fotsteg, fotstödsplattor, hjulskenor (fälgar), kedjeskydd, ramar, styrstänger och stänkskärmar samt delar därtill, ej särskilt nämnda	100 kg 100 kr.	130: — 15: —
ur 1062 1095	1922 1992	Luftfartyg med motor Grammofoner, fonografer och dylika för återgivande av musik m. m. inrättade instrument samt delar och tillbehör därtill, grammofoonålar härunder inbegripna		
ur 1128	2056	Tennisbollar	100 kg 100 kg	50: — 120: —

BILAGA II.

Varuslag	Tullsats
Fläsk (bacon och hams)	fritt
Smör	15 s. per cwt.
Ägg : a) vägande högst 14 lbs. per 120 st.	1 s. per 120 st.
b) vägande mer än 14 lbs. men icke mer än 17 lbs. per 120 st.	1 s. 6 d. per 120 st.
c) vägande mer än 17 lbs. per 120 st.	1 s. 9 d. per 120 st.
Fisk : Färsk eller saltad, med undantag av skaldjur	10 % <i>ad valorem</i>
Konserverad (canned) sill och konserverad (canned) brisling	10 % <i>ad valorem</i>
Hö och halm	fria
Pepparrot	10 % <i>ad valorem</i>
Frö : Alsikeklöver (<i>Trifolium hybridum</i>)	10 % <i>ad valorem</i>
Hundäxing (<i>Dactylis glomerata</i>)	
Ängssvingel (<i>Festuca elatior</i>)	
Betesgröe (<i>Poa trivialis</i>)	
Knäckebröd, tillverkat av rågmjöl och jäst samt innehållande högst 5 % vetemjöl men icke innehållande smör eller socker	10 % <i>ad valorem</i>
Fältspat, oarbetad, däri inbegripet krossad, men icke förmald	fri
Kristallinisk kvarts, oarbetad eller krossad	fri
Granit, oarbetad	10 % <i>ad valorem</i>
Granit, makadam	10 % <i>ad valorem</i>
Granit, gat- och kantsten	15 % <i>ad valorem</i>
Kalciumkarbid	fri
Kaliumklorat, med undantag av de slag, vilka äro tullpliktiga enl. Safeguarding of Industries Act, 1921, med senare ändringar genom 1926 års finanslag	10 % <i>ad valorem</i>
Natriumklorat, med undantag av de slag, vilka äro tullpliktiga enl. Safeguarding of Industries Act, 1921, med senare ändringar genom 1926 års finanslag	10 % <i>ad valorem</i>

Tariff Number	Statistical Number	Article	Basis of Assessment	Rate of duty in Swedish Crowns
ex 1059	ex 1918	The following parts for motor cycles, when imported separately, viz., running boards, running-board plates, tyre frames, chain covers, frames, steering gear, and mudguards, including parts therefor, not specially mentioned in the Swedish Tariff		
ex 1062	1922	Aircraft, with engines	100 kg.	130.—
1095	1992	Gramophones, phonographs and similar instruments for reproducing music, etc., and parts and accessories therefor, including gramophone needles	<i>ad valorem</i>	15 %
ex 1128	2056	Tennis balls.	100 kg.	50.—
			100 kg.	120.—

SCHEDULE II.

Class or description of goods	Rate of duty
Bacon and hams	free
Butter	15s. per cwt.
Eggs in shell :	
(a) Not exceeding 14 lbs. in weight per great hundred	1s. per great hundred
(b) Over 14 lbs. but not exceeding 17 lbs. in weight per great hundred . .	1s. 6d. per great hundred
(c) Over 17 lbs. in weight per great hundred	1s. 9d. per great hundred
Fish :	
Fresh or salted, except shell fish	10 % <i>ad valorem</i>
Canned herring and canned bristling	10 % <i>ad valorem</i>
Hay and straw	free
Horseradish	10 % <i>ad valorem</i>
Seeds :	
Alsike clover (<i>Trifolium hybridum</i>)	} 10 % <i>ad valorem</i>
Cocksfoot grass (<i>Dactylis glomerata</i>)	
Meadow fescue grass (<i>Festuca elatior</i>)	
<i>Poa trivialis</i>	
Hard crisp bread made from rye flour and yeast, with the inclusion of not more than 5 % of wheat flour but containing no butter or sugar	10 % <i>ad valorem</i>
Felspar, raw, including crushed but not ground	free
Rock crystal quarts, raw (including crushed)	free
Granite, raw in blocks	10 % <i>ad valorem</i>
Macadam of granite	10 % <i>ad valorem</i>
Granite setts and curbs	15 % <i>ad valorem</i>
Calcium carbide	free
Potassium chlorate, other than grades subject to duty under the Safeguarding of Industries Act, 1921, as amended by the Finance Act, 1926	10 % <i>ad valorem</i>
Sodium chlorate, other than grades subject to duty under the Safeguarding of Industries Act, 1921, as amended by the Finance Act, 1926.	10 % <i>ad valorem</i>

Varuslag	Tullsats
Flytande harts (biprodukt vid cellulosatillverkning)	10 % <i>ad valorem</i>
Gruvstolpar av trä, däri inbegripet « pitbars », d. v. s. gruvsparrar, vanligen bestående av gruvstolpar, från vilka medelst två parallella skär avskilts två tunna bakar ; jämväl sådana sparrar, vilka därefter i mitten itusågats genom ett tredje, i förhållande till de övriga parallellt skär.	
Gruvstolpar inbegripa också crowntrees i den enklaste formen, som motsvarar på ovan nämnda sätt itusågade pitbars	fria
Bilat, sågat och hyvlat barrträ, som icke i annan mån undergått bearbetning än vad här nedan nämnes. Som hyvlat barrträ skola anses alla till efterföljande beteckningar hänförliga varor :	
1. Av barrträ framställda « weatherboards » eller liggande panelbräder, golvbräder, spåntade bräder, hyvlade på en eller flera sidor, med eller utan profiler på en eller flera sidor	
2. Av barrträ framställda golvpanelbräder med profil i samma stycke som brädan	10 % <i>ad valorem</i>
3. Av barrträ framställda bräder, försedda med spånt, nåt, pärlstav, dubbelfas, fals (havspånt) pärlstav i mitten, dubbelfas i mitten eller rundkant. (Vid profilering förutsattes, att brädan och profilen utgöras av ett enda stycke)	
4. Av barrträ framställda lådbräder, sågade eller hyvlade, i fullständiga satser eller ej, däri inbegripet lådbräder, som äro spåntade, limmade, på längden sinkspåntade eller på vilka förekomma tryck. (Däremot äro undantagna lådbräder, som i ändarna äro laxspåntade, sinkade eller tappade)	
Sammansatta skivor, bestående av ett mellanskikt av tunna träskivor, vilka på båda sidor äro täckta av ett pappers- eller pappskikt	15 % <i>ad valorem</i>
Trämjöl	15 % <i>ad valorem</i>
Pappersmassa	fri
Tidningspapper, d. v. s. papper i rullar, innehållande minst 70 % mekanisk trämassa samt vägande ej under 20 lbs. och ej över 25 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30×20 engelska tum	fri
Kraftpapper (undantagandes imiterat kraftpapper) ; maskinglättat papper (annat än helblekt « white poster ») ; greaseproofpapper (smörpapper) (undantagandes imiterat greaseproofpapper) ; vare sig belagda eller bestrukna eller på något annat sätt behandlade eller icke behandlade, vägande i fullt utbrett skick över 7 lbs. men ej över 90 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30×20 engelska tum, undantaget dock papper, som utgör del av annan vara	16 ² / ₃ % <i>ad valorem</i>
<i>Anmärkning</i> : Såsom kraftpapper skall anses papper, tillverkat uteslutande av blekt eller oblekt sulfatcellulosafiber, utan inblandning av annan fiber.	
Skrivpapper i arkformat ej under 16.5×21 engelska tum, ävensom « tissue »-papper, vägande i fullt utbrett skick upp till högst 90 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30×20 engelska tum, undantaget dock papper, som utgör del av annan vara	16 ² / ₃ % <i>ad valorem</i>
Papper, ävensom papp tillverkad av papper eller massa, vare sig belagda eller bestrukna eller på något annat sätt behandlade eller icke behandlade (med undantag av halmpapp), vägande i fullt utbrett skick över 90 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30×20 engelska tum, dock med undantag av papper och papp, som utgör del av annan vara	
Ferrokrom	fritt
Ferromangan, raffinerad, hållande mindre än 3 % kol	fritt
Ferrokisel, hållande 35 % kisel eller däröver	fritt

I händelse av förhöjning av tullen skall den icke överstiga 20 % *ad valorem*.

Class or description of goods	Rate of duty
Liquid rosin (by-product of chemical wood pulp manufacture)	10 % <i>ad valorem</i>
Wooden pitprops, which are considered to include "pitbars", i.e., the usual form prepared by cutting off two small arcs of the pitprop lengthwise in two parallel planes; also bars so prepared halved by a third parallel cut through the middle. Pitprops also include crowtrees in their simplest form, which is the halved pitbar referred to above	free
Hewn, sawn and planed softwood, not further prepared or manufactured except as detailed below. Planed soft wood shall be considered to include all descriptions of : (1) Softwood weatherboards, floorings and matchings, planed on one or more sides, with or without profiling on one or more sides (2) Softwood skirtings with board and profile in one piece (3) Softwood boards which are tongued, grooved, beaded, V-jointed, rebated, chamfered, centre beaded, centre V-jointed or round edged — if profiled, the board and profile to be in one piece (4) Softwood boxboards, sawn or planed, whether in sets or not, including boxboards, tongued, grooved, glued, lock-jointed or printed, but excluding boards dove-tailed, mortised or tenoned at the ends	10 % <i>ad valorem</i>
Boards consisting of a middle layer of thin strips of wood covered on both sides with a layer of paper or paper board	15 % <i>ad valorem</i>
Wood flour	15 % <i>ad valorem</i>
Wood pulp	free
Newsprint, that is to say, paper in rolls containing not less than 70 % of mechanical wood pulp and a weight of not less than 20 lbs. or more than 25 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown, measuring 30 inches by 20 inches	free
Kraft paper (excluding imitation kraft paper); machine glazed paper (other than fully bleached white poster); greaseproof paper (excluding imitation greaseproof paper); whether coated or otherwise treated in any manner or not, of a weight when fully extended equivalent to more than 7 lbs. but not more than 90 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown measuring 30 inches by 20 inches but not including paper which forms part of another article	16 2/3 % <i>ad valorem</i>
<i>Note</i> : Kraft paper shall be considered to be a paper manufactured entirely of bleached or unbleached sulphate cellulose fibre without admixture of other fibres.	
Writing paper in sheets measuring not less than 16 1/2 inches by 21 inches and tissue paper of a weight when fully extended equivalent to not more than 90 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown measuring 20 inches by 30 inches, but not including paper which forms part of another article	16 2/3 % <i>ad valorem</i>
Paper, and board made from paper or pulp whether coated or otherwise treated in any manner or not (other than straw board), of a weight when fully extended equivalent to more than 90 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown measuring 30 inches by 20 inches, but not including paper and board which forms part of another article	If the duty is raised, it shall not exceed 20 % <i>ad valorem</i> .
Ferro chromium	free
Ferro manganese, refined, containing less than 3 % carbon	free
Ferro silicon, containing not less than 35 % of silicon	free

Varuslag	Tullsats
Kiselmanganjärn	fritt
Järn och stål av följande slag :	
Tackjärn, smält enbart med träkol	fritt
Göt, tillverkade uteslutande av tackjärn, smält enbart med träkol	fria
Blooms (smältstycken), billets (ämnen), slabs (platta ämnen), stänger och valstråd av välljärn, tillverkat genom puddling med träkol av tackjärn, smält enbart med träkol	fria
Bandsågstål med en bredd av över 4 engelska tum och med en tjocklek av från 19 till 12 gauge (Birmingham wire gauge)	fritt
Järn och stål (inbegripet legerat stål) av följande slag men icke innefattande varuslag, som finnas särskilt omnämnda i Schedule I av « Additional Import Duties (No. 1) Order » 1932, enligt dess avfattning den 13 april 1933 :	
1. Göt (andra än sådana, som tillverkats uteslutande av tackjärn, smält enbart med träkol) :	
Blooms, billets (ämnen) och slabs (platta ämnen) (andra än av välljärn, tillverkat genom puddling med träkol av tackjärn, smält enbart med träkol) :	
om värdet överstiger £7.10s. per ton men icke £25. per ton	£2.10s. per ton eller 20% <i>ad valorem</i> , vilketdera som är högst.
om värdet överstiger £25. per ton	25 % <i>ad valorem</i>
2. Stänger (bars) och valstråd (rods) av alla slag (andra än av välljärn, tillverkat genom puddling med träkol av tackjärn, smält enbart med träkol) :	
om värdet överstiger £9. per ton men icke £33. per ton	£3. per ton eller 20 % <i>ad valorem</i> , vilketdera som är högst.
om värdet överstiger £33. per ton	25 % <i>ad valorem</i>
3. Vinkel- och profiljärn av alla slag, vare sig sammansatta eller icke :	
om värdet överstiger £15. per ton men icke £30. per ton	£5. per ton eller 20 % <i>ad valorem</i> , vilketdera som är högst.
om värdet överstiger £30. per ton	25 % <i>ad valorem</i>
4. Smiden (inklusive hejarsmiden), bearbetade eller icke bearbetade. Gjutgods och pressade ämnen, bearbetade eller icke bearbetade, vägande per styck 7 lbs. eller däröver, andra än avloppsrännor (gutters), behållare och cisterner för husinredningar (domestic tanks and cisterns) :	
om värdet överstiger £24. per ton men icke £40. per ton	£8. per ton eller 20 % <i>ad valorem</i> , vilketdera som är högst.
om värdet överstiger £40. per ton	25 % <i>ad valorem</i>
5. Bandjärn och bandstål (hoop and strip) av alla slag (andra än varmvalsat bandstål med en bredd av över 10 engelska tum, i ringar vägande mer än 3 cwts. och bandsågstål med en bredd av över 4 engelska tum och en tjocklek av från 19 till 12 gauge [Birmingham wire gauge]) :	
om värdet överstiger £16. per ton	£5. 6s. 8d. per ton eller 20 % <i>ad valorem</i> , vilketdera som är högst.
<i>Ann.</i> Såsom strips skall vid tillämpningen av denna överenskommelse anses, dels band i raka längder av högst 12 engelska tums bredd, dels valsat järn eller stål av högst 32 engelska tums bredd i rullar.	

Class or description of goods	Rate of duty
Silicon manganese	free
Iron and steel of the following descriptions :	
Pig iron, smelted wholly with charcoal	free
Ingots manufactured entirely from pig iron, smelted wholly with charcoal	free
Blooms, billets, slabs, bars and rods of wrought iron produced by puddling with charcoal from pig iron smelted wholly with charcoal	free
Bandsaw strip over 4 inches wide and from 19 to 12 gauge (Birmingham wire gauge) in thickness	free
Iron and steel (including alloy steel) of the following descriptions, but not including goods specifically referred to in Schedule I of the Additional Import Duties (No. 1) Order, 1932, as amended at the 13th April, 1933 :	
(i) Ingots (other than those manufactured entirely from pig iron smelted wholly with charcoal) :	
Blooms, billets and slabs (other than wrought iron produced by puddling with charcoal from pig iron smelted wholly with charcoal) :	
If the value exceeds £7.10s. per ton and does not exceed £25 per ton.	£2.10s. per ton or 20 % <i>ad valorem</i> , whichever is greater.
If the value exceeds £25 per ton	25 % <i>ad valorem</i>
(ii) Bars and rods of all kinds (other than wrought iron produced by puddling with charcoal from pig iron smelted wholly with charcoal) :	
If the value exceeds £9 per ton and does not exceed £33 per ton	£3 per ton or 20 % <i>ad valorem</i> , whichever is greater.
If the value exceeds £33 per ton	25 % <i>ad valorem</i>
(iii) Angles, shapes and sections of all kinds, whether fabricated or not :	
If the value exceeds £15 per ton and does not exceed £30 per ton . . .	£5 per ton or 20 % <i>ad valorem</i> , whichever is greater.
If the value exceeds £30 per ton	25 % <i>ad valorem</i> .
(iv) Forgings (including drop forgings), in the rough or machined. Castings and pressings in the rough or machined, weighing 7 lbs. or over, other than gutters, domestic tanks and cisterns :	
If the value exceeds £24 per ton and does not exceed £40 per ton . . .	£8 per ton or 20 % <i>ad valorem</i> , whichever is greater.
If the value exceeds £40 per ton	25 % <i>ad valorem</i>
(v) Hoop and strip of all kinds (other than hot rolled strip over 10 inches wide, in coils of more than 3 cwts., and bandsaw strip over 4 inches wide and from 19 to 12 gauge [Birmingham wire gauge] in thickness) :	
If the value exceeds £16 per ton	£5. 6s. 8d. per ton or 20 % <i>ad valorem</i> , whichever is greater.
<i>Note :</i> (For the purpose of this agreement, strip, if in the flat, must not exceed 12 inches in width, and if in coils, must not exceed 32 inches in width.)	

Varuslag	Tullsats
6. Grovplåt och tunnplåt av alla slag : om värdet överstiger £16. per ton men icke £30 per ton	£5. 6s. 8d. per ton eller 20 % <i>ad valorem</i> , vilketdera som är högst. 25 % <i>ad valorem</i>
om värdet överstiger £30. per ton	
<i>Anm.</i> : Värdet skall beräknas i överensstämmelse med föreskrifterna i paragraf 15 av « Import Duties Act, 1932 ».	
Rakbladsämnen, oslipade	20 % <i>ad valorem</i> , plus en specifik tull av 1/- per gross.
Sömlösa stålrör	20 % <i>ad valorem</i>
Kantgångjärn	20 % <i>ad valorem</i>
T-gångjärn	20 % <i>ad valorem</i>
Skridskor	20 % <i>ad valorem</i>
Blåslampor, för flytande bränsle, arbetande under tryck	20 % <i>ad valorem</i>
Olje-glödljuslampor arbetande under tryck	20 % <i>ad valorem</i>
Kokapparater för hushållsändamål, utan vekar, för flytande bränsle, arbetande under tryck	20 % <i>ad valorem</i>
Gångtappar och gängsnitt med slipade gängor	20 % <i>ad valorem</i>
Marina och stationära förbränningsmotorer, luftkompressorer (kolv- och roterande), pneumatiska verktyg och maskiner samt slipmaskiner för verkstäder :	
därest de levererats direk till ett av brittiska tullverket registrerat skeppsvarv och skola användas för byggnad, reparation eller utrustning av fartyg, på dylikt varv	fria
Mjolkseparatorer	15 % <i>ad valorem</i>
Mjölkningsmaskiner	15 % <i>ad valorem</i>
Slåttermaskiner (inbegripet dylika maskiner för koppling till traktorer), andra än dylika med roterande kniv	15 % <i>ad valorem</i>
Andra separatorer än mjolkseparatorer	20 % <i>ad valorem</i>
Kaffekvarnar och köttkvarnar	20 % <i>ad valorem</i>
Kullager och delar därav (ej avsedda för motorfordon, häri inbegripet två- eller trehjuliga motorcyklar ävensom tillbehör och delar till automobiler och motorcyklar)	20 % <i>ad valorem</i>
Kompleta boxlager, apterade med rull- eller kullager, för fordon (andra än för automobiler, häri inbegripet två- eller trehjuliga motorcyklar ävensom tillbehör och delar till automobiler och motorcyklar)	20 % <i>ad valorem</i>
Elektriska motor- och generatoråpor och olindade rotor och statorer (andra än sådana, som äro delar till motorfordon, inbegripet två- eller trehjuliga motorcyklar, samt sådana, som äro delar till elektriskt drivna musikinstrument och klockor)	15 % <i>ad valorem</i>

Class or description of goods	Rate of duty
(vi) Plates and sheets of all kinds : If the value exceeds £16 per ton and does not exceed £30 per ton . . .	£5. 6s. 8d. per ton or 20 % <i>ad valorem</i> , whichever is greater.
If the value exceeds £30 per ton	25 % <i>ad valorem</i>
<i>Note</i> : The values shall be calculated in accordance with the provisions of Section 15 of the Import Duties Act, 1932.	
Safety razor blade blanks, not ground	20 % <i>ad valorem</i> plus a specific duty of 1s. the gross.
Weldless steel tubes	20 % <i>ad valorem</i>
Butt hinges	20 % <i>ad valorem</i>
T. hinges	20 % <i>ad valorem</i>
Skates	20 % <i>ad valorem</i>
Blow lamps for liquid fuel of pressure type	20 % <i>ad valorem</i>
Incandescent oil lamps of pressure type	20 % <i>ad valorem</i>
Wickless oil cooking stoves for domestic use, of pressure type	20 % <i>ad valorem</i>
Screw taps and dies with ground threads	20 % <i>ad valorem</i>
Marine and stationary internal combustion engines. Air compressors, reciprocating and rotary. Pneumatic machinery and tools. Grinding machinery for work- shops :	
When consigned direct to a shipbuilding yard registered by the Commissioners of Customs and Excise, and which will be used for the building, repairing or refitting of ships in that yard	free
Cream separators	15 % <i>ad valorem</i>
Milking machines	15 % <i>ad valorem</i>
Hay and grass mowers (including mowing attachments to tractors) other than those of the rotary blade type	15 % <i>ad valorem</i>
Centrifugal separators, other than for cream	20 % <i>ad valorem</i>
Coffee grinding and meat mincing machinery	20 % <i>ad valorem</i>
Ball bearings and parts thereof (other than for motor-cars, including motor bicycles and motor tricycles, accessories and component parts of motor-cars, motor bicycles and motor tricycles)	20 % <i>ad valorem</i>
Complete roller bearing and ball bearing axle boxes for vehicles (other than for motor-cars, including motor bicycles and motor tricycles, accessories and component parts of motor-cars, motor bicycles and motor tricycles)	20 % <i>ad valorem</i>
Electric motor and generator casings and unwound rotors and stators (other than parts for motor-cars, including motor bicycles and motor tricycles, musical instruments and clocks)	15 % <i>ad valorem</i>

PROTOKOLL.

Vid undertecknandet av handelsöverenskommelsen av denna dag mellan Konungariket Sveriges regering samt Det Förenade Konungariket Storbritanniens och Norra Irlands regering förklara undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, att de hava enats om bestämmelserna i detta protokoll, vilket skall utgöra en integrerande del av ovannämnda överenskommelse.

Del I.

1. Det Förenade Konungarikets regering skall äga rätt att när som helst uppsäga överenskommelsen till upphörande tre månader efter uppsägningen, därest under någon period av tolv månader, börjande å första dagen i månaden närmast efter den då överenskommelsen trätt i kraft och å motsvarande dag under varje följande år, den kvantitet stenkol, frambringade i Det Förenade Konungariket, som införts till Sverige, skulle, jämlikt den officiella statistiken rörande dels den totala stenkolsimporten dels ock importen av stenkol, frambringade i Det Förenade Konungariket, understiga 47 procent av den totala stenkolsimporten till Sverige under samma period.

Det förutsättes, att underskott i ovan nämnda procentuella andel kol, frambringade i Det Förenade Konungariket, som införts under den första perioden av tolv månader, skall kunna utfyllas under tiden intill den 1 januari 1935.

2. Det Förenade Konungarikets regering förbinder sig att icke på grund av mom. 1 verkställa uppsägning av överenskommelsen, innan svenska regeringen beretts tillfälle att i Det Förenade Konungariket upptaga förhandlingar i saken. Sådana förhandlingar skola påbörjas inom 14 dagar efter det svenska regeringen mottagit framställning därom från Det Förenade Konungarikets regering.

3. Överenskommelsen skall icke på grund av uppsägning jämlikt mom. 1 upphöra att gälla, därest under tiden mellan den dag, då meddelande om uppsägning lämnats, och den dag, då verkan därav skulle inträda, för under-

PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Kingdom of Sweden, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol, which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

Part I.

1. The Government of the United Kingdom shall have the right at any time to terminate the Agreement upon three month's notice, if in any one period of twelve months, commencing on the first day of the month following the date on which the Agreement comes into force and on the corresponding date in each subsequent year, the amount of coal of United Kingdom origin imported into Sweden is less than 47 per cent. of the total imports of coal into Sweden in that period as shown by official statistics of total imports of coal and of imports of coal of United Kingdom origin.

It is understood that any deficiency in the aforesaid percentage of coal of United Kingdom origin imported during the first period of twelve months may be made up at any time before the 1st January, 1935.

2. The Government of the United Kingdom undertake not to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph 1 until they have given an opportunity to the Swedish Government to enter into discussions on the matter in the United Kingdom. Such discussions to commence within 14 days of the date of the receipt by the Swedish Government of a request from the Government of the United Kingdom.

3. The Agreement shall not be terminated under paragraph 1 if, during the period between the date when notice of termination is given and the date of its taking effect, quantities of coal of United Kingdom origin are imported

skottets utfyllande erforderliga kvantiteter kol, frambringade i Det Förenade Konungariket, införts till Sverige.

4. De fördragsslutande regeringarna hava tagit del av en till ordföranden i den svenska delegationen vid förhandlingarna rörande handelsöverenskommelsen ställd skrivelse, dagtecknad denna dag och undertecknad för kolindustrin i Det Förenade Konungariket av ordföranden i « The Central Council of Colliery Owners » och av ordföranden i « The British Coal Exporters' Federation », vari dessa givit uttryck åt sin önskan och bestämda avsikt att med alla medel, som stå dem till buds, uppfylla svenska köparens och kolförbrukares krav samt i detta syfte gentemot svenska köpare och förbrukare av stenkol givit i skrivelsen närmare angivna utfästelser i avseende å pris, kvalitet, leveransmöjligheter m. m. Det är överenskommet, att den rätt, som Det Förenade Konungarikets regering jämlikt mom. 1 i denna del av protokollet äger att uppsäga överenskommelsen till upphörande efter tre månader, är beroende av, att dessa utfästelser innehållas.

5. Det Förenade Konungarikets regering skall icke äga rätt att jämlikt mom. 1 i denna del av protokollet uppsäga överenskommelsen i sådana fall, då erforderliga kvantiteter kol, frambringade i Det Förenade Konungariket, lämpliga för ifrågakommande svenska köpare, icke kunnat erhållas på grund av strejk eller lockout eller på grund av att is eller andra förhållanden hindrat transport från Det Förenade Konungariket till vederbörande svenska destinationshamn, eller då köparne icke från Det Förenade Konungariket kunnat erhålla vare sig sådant kol, som de påfordra, eller lämplig ersättning därför till jämförligt pris. I varje dylikt fall skall i fråga om tillämpning av bestämmelserna i mom. 1 i denna del av protokollet gälla, att vederbörligt avdrag skall ske för sådana kvantiteter kol, som av ifrågavarande svenska köpare i stället inköpts från annat håll. Likaledes skall i fråga om tillämpning av bestämmelserna i mom. 1 i denna del av protokollet gälla, att vederbörligt avdrag skall ske för utebliven förbrukning av kol på grund av långvariga strejker eller lockouter inom sådana grenar av svensk industri, inom vilka kol, frambringade i Det Förenade Konungariket, förbrukas i avsevärda kvantiteter. Avdrag, som jämlikt detta moment påyrkas, skola endast kunna göras a) efter överenskommelse mellan den svenska kommitté, som

into Sweden sufficient to make good the deficiency.

4. The Contracting Governments take note of a letter to the Chairman of the Swedish Delegation for the negotiation of the Commercial Agreement, dated this day and signed on behalf of the United Kingdom coal industry by the Chairman of the Central Council of Colliery Owners and the Chairman of the British Coal Exporters' Federation, wherein they have expressed their desire and firm intention to fulfil the requirements of Swedish buyers and users of coal by every means within their power; and for this purpose have given to Swedish buyers and users the assurances contained in that letter with regard to prices, qualities, availability of supplies, and other matters. It is agreed that the right of the Government of the United Kingdom, under paragraph 1 of this Part of the Protocol, to terminate the Agreement upon three months' notice is conditional upon those assurances being implemented.

5. The Government of the United Kingdom shall not have the right to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph 1 of this Part of the Protocol if a sufficient quantity of coal of United Kingdom origin suitable for the Swedish buyers in question has not been available by reason of a strike or lock-out or by reason of the fact that ice or other conditions have prevented transport from the United Kingdom to the Swedish port of destination, or if the buyers have been unable to obtain from the United Kingdom either the coal that they require or a suitable substitute at a comparable price. In any such event due allowance shall be made, in applying the provisions of paragraph 1 of this Part of the Protocol, for such quantities of coal as have been purchased in place thereof by the Swedish buyers in question from other sources. Similarly, in applying the provisions of paragraph 1 of this Part of the Protocol due allowance shall be made for non-consumption of coal in Sweden on account of protracted strikes or lock-outs within those branches of Swedish industry in which United Kingdom coal is used in considerable quantities. Allowances claimed under this paragraph shall be made only (a) by agreement between the Swedish Committee to be appointed under paragraph 6 of this Part of the Protocol and the Mines Department

jämlikt mom. 6 i denna del av protokollet kommer att tillsättas, och Mines Department i Det Förenade Konungariket eller *b*) därest dylik överenskommelse icke kommer till stånd, efter förhandling och uppgörelse mellan de fördragsslutande regeringarna.

6. Så snart denna överenskommelse träder i kraft, kommer genom Sveriges Industriförbunds försorg en kommitté att tillsättas i Sverige med uppgift :

(*a*) att tillhandahålla Mines Department i det Förenade Konungariket officiell månatlig statistik, utarbetad av Kungl. Kommerskollegium, rörande dels den totala stenkolsimporten, dels ock importen av stenkol, frambringade i Det Förenade Konungariket, till Sverige ; sådan statistik skall tillhandahållas inom två månader från slutet av den månad, å vilken statistiken har avseende ;

(*b*) att behandla klagomål från svenska köpare och konsumenter av kol, frambringade i Det Förenade Konungariket, i avseende å pris, kvalitet, tillgång m. m. för så vitt dylika klagomål hava avseende å förhållanden, beträffande vilka utfästelser givits av kolindustrien i Det Förenade Konungariket ;

(*c*) att behandla frågor, som må uppkomma jämlikt mom. 5 i denna del av detta protokoll ;

(*d*) att, i den mån så befinnes erforderligt, träda i förbindelse med Mines Department i Det Förenade Konungariket beträffande frågor, som må uppkomma jämlikt punkterna (*b*) och (*c*) här ovan.

of the Government of the United Kingdom, or (*b*) failing such agreement, after discussion and settlement between the Contracting Governments.

6. As soon as the Agreement comes into force, a Committee will be appointed in Sweden under the auspices of the Federation of Swedish Industries, for the purpose of :

(*a*) Submitting to the Mines Department of the Government of the United Kingdom official monthly statistics prepared by the Swedish Board of Trade, of the total imports of coal into Sweden and of the imports of coal of United Kingdom origin into Sweden ; such statistics to be submitted within two months from the end of the month to which they relate ;

(*b*) Dealing with complaints by Swedish buyers and users of coal of United Kingdom origin as regards price, quality, supply and other such matters in so far as such complaints relate to matters on which assurances have been given by the United Kingdom coal industry ;

(*c*) Dealing with questions arising under paragraph 5 of this Part of this Protocol ;

(*d*) Communicating where necessary with the Mines Department of the Government of the United Kingdom on any matters arising on (*b*) and (*c*) above.

Del II.

I. Det Förenade Konungarikets regering hyser den förhoppningen, att i den mån reglering av importen till Det Förenade Konungariket av jordbruksprodukter må bliva nödvändig, sådan reglering skall kunna genomföras genom frivillig samverkan mellan å ena sidan Det Förenade Konungarikets regering samt å andra sidan regeringarna i de länder, som förse Det Förenade Konungariket med dessa produkter ; och Det Förenade Konungarikets regering skall för sin del söka säkerställa, att varje reglering, som må tillämpas beträffande införsel till Det Förenade Konungariket av jordbruksprodukter från Sverige, skall genomföras i denna ordning.

Part II.

I. The Government of the United Kingdom hope that such regulation as may be necessary of imports of agricultural produce into the United Kingdom may be effected by voluntary co-operation between the Government of the United Kingdom on the one hand and the Governments of countries supplying these products to the United Kingdom on the other hand ; and the Government of the United Kingdom will endeavour for their part to secure that any regulation applied to imports into the United Kingdom of agricultural produce from Sweden shall be effected in this way.

2. I och för effektivt genomförande av kontrollen över exporten av fläsk (bacon och hams) från Sverige till Det Förenade Konungariket skall Det Förenade Konungarikets regering bemöda sig om att så tidigt som möjligt under varje år beräkna och ge svenska regeringen meddelande om vilka kvantiteter fläsk, frambringade i Sverige, som må komma att medgivas till införsel i Det Förenade Konungariket under det följande året. Om möjligt skall dylikt meddelande lämnas sex månader före ingången av det år, för vilket det är avsett att gälla.

Del III.

Det förutsättes, att i handelsöverenskommelsen uttrycket «främmande land» i förhållande till Det Förenade Konungariket betyder ett land, som varken är del av det brittiska riket eller utgör ett område under brittisk protektion eller överhöghet eller ett mandatområde, beträffande vilket regering i någon del av det brittiska riket utövar mandatmyndighet, samt att uttrycket «import från främmande länder» betyder införsel från främmande länder enligt sålunda angivna definition.

Som skedde i London, den femtonde maj 1933, i två exemplar på svenska och engelska språken, vilka båda texter skola äga lika vitsord.

E. PALMSTIERNÄ.
B. G. PRYTZ.
John SIMON.
Walter RUNCIMAN.

2. For the purpose of the effectual operation of the control of the exports of bacon and hams from Sweden to the United Kingdom, the Government of the United Kingdom will use their best endeavours to ascertain and communicate to the Swedish Government as early as possible in each year the quantities of bacon and hams produced in Sweden to be permitted to be imported into the United Kingdom in the following year. If possible, such information will be communicated six months before the beginning of the year to which it relates.

Part III.

It is understood that in the Commercial Agreement the term "foreign country" in relation to the United Kingdom means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations; and the term "foreign imports" means imports from foreign countries as so defined.

Done at London, this 15th day of May, 1933, in duplicate in English and Swedish, both texts being equally authentic.

E. PALMSTIERNÄ.
B. G. PRYTZ.
John SIMON.
Walter RUNCIMAN.

EXCHANGE OF NOTES.

(a)

BRITTISKE UTRIKESSTATSSEKRETERAREN TILL SVENSKA MINISTERN I LONDON. HIS BRITANNIC MAJESTY'S SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER IN LONDON.

LONDON, 15th May, 1933.

SIR,

I have the honour to state that in the course of the negotiations which have led to the conclusion of the Commercial Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

and Sweden signed this day it has always been assumed by His Majesty's Government in the United Kingdom that neither Government would introduce quantitative restrictions on imports which would have the effect of nullifying the tariff concessions for which provision is made in the Agreement. In order, however, to put the matter beyond dispute, I should be glad to have an assurance that the Swedish Government view the matter in the same light and that they have no intention of imposing quantitative restrictions on imports of articles enumerated in Schedule I to the Agreement.

2. On the assumption that this assurance is given on behalf of the Swedish Government I am authorised on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom to give a similar assurance as regards the articles enumerated in Schedule II to the Agreement with the exception, of course, of the products of agriculture and of fisheries to which, as you know, special considerations apply, and to state at the same time that His Majesty's Government in the United Kingdom have no intention of imposing quantitative restrictions on the importation of Swedish iron ore.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

John SIMON.

(b)

SVENSKA MINISTERN I LONDON TILL BRITTISKE UTRIKESSTATSSEKRETERAREN. THE SWEDISH MINISTER IN LONDON TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LONDON, den 15 maj 1933.

SIR,

I Eder skrivelse av denna dag har Ni avgivit en förklaring, att Det Förenade Konungarikets regering icke har för avsikt att i fråga om varor upptagna i bilagan II till den denna dag avslutade handelsöverenskommelsen, med undantag för jordbruksprodukter och fisk, införa några kvantitativa importrestriktioner, vilka skulle hava till följd ett omintetgörande av de tullmedgivanden, varom avtalats i överenskommelsen. Denna förklaring är beroende av att en motsvarande förklaring avgives för svenska regeringens del.

Jag har äran meddela Eder, att svenska regeringen under förhandlingarna om handelsöverenskommelsen förutsatt, att inga kvantitativa importrestriktioner, vilka skulle hava till följd ett omintetgörande av de tullmedgivanden, varom avtalats i överenskommelsen, skulle komma att av någondera regeringen införas i fråga om de varor, som upptagits i bilagorna I och II till överenskommelsen — med undantag för jordbruksprodukter och fisk —,

LONDON, 15 May, 1933.

SIR,

In your letter of this date you have given an assurance that the United Kingdom Government have no intention of imposing on imports of articles enumerated in Schedule II to the Commercial Agreement signed this day with the exception of products of agriculture and of fisheries, quantitative restrictions which would have the effect of nullifying the tariff concessions for which provision is made in the Agreement. This assurance is subject to a similar assurance being given on behalf of the Swedish Government.

I have the honour to inform you that the Swedish Government have assumed in the course of the negotiations that no quantitative restrictions on imports which would have the effect of nullifying the tariff concessions made in the Agreement would be imposed by either Government with regard to the articles enumerated in Schedule I and II to the Agreement except the products of agriculture and of fisheries, I am authorised by my Government

¹ Traduction du Gouvernement suédois.

¹ Translation of the Swedish Government.

och jag är bemyndigad att å min regerings vägnar avgiva en förklaring, att svenska regeringen för sin del icke har för avsikt att införa sådana importrestriktioner, som nyss angivits i fråga om varor, vilka upptagits i överenskommelsens bilaga I.

Svenska regeringen har även tagit del av den å Det Förenade Konungarikets regerings vägnar avgivna förklaringen, att Det Förenade Konungarikets regering icke har för avsikt att införa några kvantitativa restriktioner i fråga om importen av svensk järnmalm.

Mottag, Sir, uttrycken för min utmärktaste högaktning.

PALMSTIERNA.

to give an assurance that the Swedish Government for their part have no intention of imposing such quantitative restrictions in regard to articles enumerated in Schedule I to the Agreement as are indicated above.

The Swedish Government have taken note also of the assurance given on behalf of the United Kingdom that they have no intention of imposing quantitative restrictions on the importation of iron ore.

I have, etc.

PALMSTIERNA.

(c)

SVENSKA MINISTERN I LONDON TILL BRITTISKE UTRIKESSTATSSEKRETERAREN. THE SWEDISH MINISTER IN LONDON TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LONDON, den 15 maj 1933.

SIR,

I anslutning till den denna dag undertecknade handelsöverenskommelsen har jag äran meddela Eder, att jag av Konungariket Sveriges regering bemyndigats avgiva följande förklaringar.

I. Beträffande artikel 1. Svenska regeringen har ingenting att invända mot den av Det Förenade Konungarikets regering hävade uppfattningen, att förekomsten i yllevävnader av en mindre procent-sats silke icke borde inverka på varans tullsats. Med hänsyn till det nuvarande förhållandet mellan beskattningen i Sverige av silkegarn å ena sidan och yllevävnader å andra sidan, är det svenska regeringen icke möjligt att för närvarande bringa ifrågasvarande princip i tillämpning, men regering-
en kommer att, om och när den nu utgående tullen å silkegarn (tulltaxenr. 399) skulle väsentligt modifieras, skänka välvilligt beaktande åt det Förenade Konungarikets regerings önskemål om att tullsatserna för yllevävnader, innehållande högst 5 procent

LONDON, 15 May, 1933.

SIR,

With reference to the Commercial Agreement signed this day, I have the honour to inform you that I am authorised by the Government of the Kingdom of Sweden to make the following declarations :

I. In regard to Article 1. The Swedish Government do not dissent from the contention of the Government of the United Kingdom that the admixture of a small percentage of silk in wool tissues should not affect the rate of duty charged upon them. In view of the present relation between the taxation imposed in Sweden on silk yarn on one side and that on wool tissues on the other side, the Swedish Government are unable to apply the principle at the present time, but they undertake that if and when the present duty imposed on silk yarn (Tariff No. 399) is substantially modified, they will give favourable consideration to the desire of the Government of the United Kingdom that the rate of duty applied to wool tissues of whatever

¹ Traduction du Gouvernement suédois.

¹ Translation of the Swedish Government.

silke, oavsett deras vikt, icke skola vara högre än de, som tillämpas med avseende å yllevävnader icke innehållande silke.

II. Beträffande artikel 2. Svenska regeringen förklarar sig villig att till välvillig prövning upptaga varje förslag, som Det Förenade Konungarikets regering må komma att framställa om någon eller några av de i överenskommelsens bilaga II angivna ad valorem tullsatsernas ersättande med specifika tullsatser.

Mottag, Sir, uttrycken för min utmärktaste högaktning.

PALMSTIERNA.

weight containing up to 5 per cent. of silk should not be higher than that applied to wool tissues not containing silk.

II. In regard to Article 2. The Swedish Government agree to consider sympathetically any proposal by the Government of the United Kingdom for the substitution of specific duties for any of the *ad valorem* duties set out in the Second Schedule to the Agreement.

I have, etc.

PALMSTIERNA.

(d)

BRITTISKE UTRIKESSTATSSEKRETERAREN TILL SVENSKA MINISTERN I LONDON. HIS BRITANNIC MAJESTY'S SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER IN LONDON.

LONDON, 15th May, 1933.

SIR,

With reference to Article 3 of the Commercial Agreement signed this day, it is understood that the withdrawal of the Swedish Government's request to be accorded by treaty a minimum percentage of imports of bacon and hams from foreign countries into the United Kingdom is dependent upon an assurance by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that no foreign country except Denmark will be accorded such a minimum percentage by treaty.

2. I have the honour to inform you that I am authorised to give that assurance on behalf of the Government of the United Kingdom.

I have the honour to be, Sir, with the highest consideration, Your obedient Servant.

John SIMON.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 août 1933.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3245. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME DE SUÈDE. SIGNÉ A LONDRES, LE 15 MAI 1933.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE SUÈDE, animés du désir de faciliter et de développer le commerce entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une part, et le Royaume de Suède d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Les articles énumérés à l'annexe I du présent accord, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, quelle que soit leur provenance, ne seront pas soumis, à l'importation en Suède, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite annexe.

Article 2.

Les articles énumérés à l'annexe II du présent accord, produits ou fabriqués en Suède, quelle que soit leur provenance, ne seront pas soumis, à l'importation au Royaume-Uni, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite annexe.

Article 3.

1. Outre les obligations relatives aux droits et charges à l'importation assumées par lui en vertu de l'article 2 du présent accord, le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas contingenter les importations de viande de porc (bacon et jambon), de beurre ou d'œufs produits en Suède, sauf dans la mesure qui pourrait s'avérer nécessaire pour assurer l'application effective d'un ou de plusieurs plans visant à réglementer la vente de la production intérieure de ces produits ou de produits connexes. Au cas où une telle réglementation des importations serait instituée pour l'ensemble ou pour l'un quelconque de ces produits, les dispositions ci-après seront mises en vigueur dans la mesure où elles pourront être applicables.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni allouera à la Suède, en pareil cas, une quote-part équitable des importations autorisées de l'étranger, en tenant compte de la fraction des importations totales de ces produits qui a été fournie par la Suède au cours des dernières années. Le contingent de la Suède sera établi sur la même base et à des conditions non moins favorables que les contingents accordés à d'autres pays étrangers.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas soumettre à une réglementation obligatoire, quant à la quantité, les importations dans le Royaume-Uni de viande de porc (bacon

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

et jambon) ou d'œufs produits en Suède, sans donner tout d'abord au Gouvernement suédois la possibilité de discuter le contingent de la Suède, afin que ce contingent soit fixé conformément à l'assurance donnée ci-dessus.

4. Pour le beurre, le contingent suédois ne sera pas inférieur à 185.000 cwts., dans une année quelconque. Si le total des importations de beurre autorisées dans le Royaume-Uni dépasse, dans une année quelconque, 8.100.000 cwts., il sera attribué à la Suède une quote-part des importations dépassant 8.100.000 cwts., déterminée conformément aux principes indiqués à l'alinéa 2 du présent article.

5. Si la quantité totale de l'un des produits susmentionnés, dont l'importation de pays étrangers est autorisée au Royaume-Uni, venait à être augmentée pendant une période quelconque de réglementation, des contingents additionnels seront alloués à la Suède, mais toute incapacité temporaire dans laquelle se trouverait la Suède de fournir la totalité ou une partie de ces contingents additionnels n'affectera en rien, pour une période ultérieure quelconque, les engagements assumés ci-dessus.

6. Si un autre pays fournisseur étranger venait à renoncer, en totalité ou en partie, au contingent qui lui est alloué pour l'un quelconque des produits susmentionnés, ou à perdre en totalité ou en partie son droit audit contingent, le contingent suédois sera augmenté au moins dans la même proportion que celui de tout autre pays étranger.

Article 4.

Si le Gouvernement du Royaume-Uni instituait une réglementation concernant la quantité de poisson pouvant être importée dans le Royaume-Uni, la quantité totale de poisson de toutes espèces dont l'importation de Suède sera autorisée, y compris le poisson débarqué directement de la mer dans le Royaume-Uni par des bateaux suédois, ne sera pas inférieure à 43.000 cwts. dans une année quelconque, non compris les anguilles et le poisson d'eau douce, espèces pour lesquelles les quantités importées de Suède ne seront soumises à aucune restriction.

Article 5.

La taxe de licence que devront acquitter les sujets britanniques qui visitent la Suède en qualité de voyageurs de commerce représentant une ou plusieurs sociétés ou maisons enregistrées dans le Royaume-Uni, ou y ayant leur principal établissement, ne devra pas dépasser :

	Kronor
Pour une période de 15 jours	35
Pour une période de 30 jours	70
Pour une période de 45 jours	100

Les sujets britanniques qui sont directeurs ou employés principaux d'une société ou maison de ce genre auront droit à l'exonération de cette taxe si la société ou la maison en question fait ses affaires en Suède par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs agents y résidant.

Article 6.

Aucune des dispositions du présent accord ne sera considérée comme affectant les droits et obligations qui découlent de tout traité ou accord actuellement en vigueur entre le Royaume-Uni et la Suède, et notamment du Traité de paix et de commerce du 11 avril 1654, du Traité de commerce du 17 juillet 1656, du Traité de paix et de commerce du 21 octobre 1661, du Traité de commerce et d'alliance du 5 février 1766, du Traité de paix, d'union et d'amitié du 18 juillet 1812, de la Convention

de commerce et de navigation du 18 mars 1826, des Notes du 31 mars et du 4 septembre 1854 concernant le cabotage, ainsi que de la Déclaration du 27 novembre 1911 apportant des amendements aux traités de commerce.

Les gouvernements contractants conviennent qu'en tout état de cause, aussi longtemps que le présent accord restera en vigueur, les marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni bénéficieront, en Suède, et les marchandises produites ou fabriquées en Suède bénéficieront, dans le Royaume-Uni, d'un traitement qui, à tous égards, ne sera pas moins favorable que celui dont bénéficient les marchandises produites ou fabriquées dans tout autre pays étranger.

Article 7.

Les gouvernements contractants conviennent que tout différend qui pourrait surgir entre eux au sujet de la juste interprétation ou application de l'une quelconque des dispositions du présent accord ou de l'un des traités ou accords énumérés à l'article 6 sera porté, à la demande de l'un d'eux, devant la Cour permanente de justice internationale, à moins que dans un cas particulier, les gouvernements contractants ne conviennent de soumettre le différend à un autre tribunal, ou de le régler d'une autre manière.

Si un différend est soumis à la Cour permanente de Justice internationale, et à moins que les Parties contractantes n'en conviennent autrement, la Cour sera invitée à rendre son arrêt d'après la procédure sommaire prévue à l'article 29 du Statut de la Cour.

Article 8.

Le présent accord devra être ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Stockholm aussitôt que possible. Pour la Suède, la ratification sera subordonnée à l'approbation du Riksdag.

L'accord entrera en vigueur trois jours après l'échange des ratifications et, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la partie I du protocole annexé à l'accord, il restera applicable pendant une période de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Si aucun des gouvernements contractants n'a notifié à l'autre, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir de la date à laquelle il aura été dénoncé.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres le 15 mai 1933, en deux exemplaires rédigés en langues anglaise et suédoise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) E. PALMSTIERNA.

(L. S.) B. G. PRYTZ.

(L. S.) John SIMON.

(L. S.) Walter RUNCIMAN.

ANNEXE I.

(Note. — Les marchandises énumérées dans cette liste sont celles spécifiées sous les numéros du tarif douanier et de la statistique qui étaient en vigueur à la date de signature de l'accord.)

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Désignation des marchandises	Unité servant de base au calcul des droits	Droits en couronnes suédoises
12	27/8	Poissons :		
		Esports, épicés ou salés :		
		En tonneaux	—	exempts
		Autres :		
ex 14	48	Harengs, salés	—	exempts
78	158	Moutarde, moulue	100 kg.	60,—
ex 108	250	Suif (non compris le premier jus et le suif pressé)	—	exempt
ex 111	261	Huiles de colza et de navette, même soufflées, et autres huiles soufflées analogues ; acides d'huile de colza et de navette	100 kg.	7,—
ex 113	265	Huile de graine de coton ou huile de coton en récipients autres que les récipients de verre ou d'argile	—	exempt
ex 117	ex 279	Soya	100 kg.	50,—
ex 117	ex 279	Sauces	100 kg.	60,—
ex 121	288	Sirop	100 kg.	5,—
130 (2)	299 (2), 300/2	Confiserie, non spécialement dénommée dans le tarif suédois, ne contenant pas de chocolat	100 kg.	50,—
ex 132	304	Biscuits, non rangés sous la confiserie	100 kg.	30,—
133	306	Biscuits pour chiens	100 kg.	20,—
ex 137	ex 310	Confitures et gelées de fruits, y compris la marmelade d'orange et de citron	100 kg.	40,—
ex 138	ex 311	Confitures et gelées de baies	100 kg.	40,—
		Conserves :		
ex 143	ex 318	Marmelade d'orange et de citron	100 kg.	50,—
ex 143	ex 320	Pickles	100 kg.	50,—
		Note ad N° 151 : Le cidre mousseux (jus de pommes fermenté) contenant plus de 2 ¼, mais pas plus de 9 % d'alcool, en volume, suit le régime du N° 152, au taux de 69 couronnes par 100 litres.		
ex 157	346	Whisky, en tonneaux	100 litres titrant 50% à 15° C.	100,—
ex 158	349	Whisky, en autres récipients	100 litres d'un titrage quelconque	200,—
ex 164	398	Kaolin	—	exempt
ex 170	420/4	Houille et coke	—	exempts
ex 177	450, 453	Phosphore et sesquisulfure de phosphore . .	—	exempt
ex 203	495, 502, 507	Sel (chlorure de sodium) ; sulfate de sodium (sel de Glauber), calciné ; sulfate de nickel et sulfate d'ammonium de nickel	—	exempts
225	542	Papier sensibilisé pour la photographie	100 kg.	30,—

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Désignation des marchandises	Unité servant de base au calcul des droits	Droits en couronnes suédoises
ex 227	545	Films pour la photographie, non développés :	100 kg.	80,—
ex 227	546	Films cinématographiques	100 kg.	150,—
ex 235	560	Autres	—	exempt
ex 254	ex 584	Minium	100 kg.	20,—
		Vernis à l'asphalte	100 kg.	20,—
		Produits de lessive, produits à récurer, à polir, à nettoyer, à désinfecter et à apprêter, non spécialement dénommés dans le tarif suédois, contenant de la graisse, de l'huile, de la résine, de la cire, du savon dur ou mou, mais sans mélange de dextrine ou d'amidon :		
ex 268	601	Non liquides, autres que les poudres à lessive	100 kg.	10,—
270	603	Liquides, en récipients pesant brut ½ kg. ou moins	100 kg.	15,—
ex 278	613	Colle de menuisier	100 kg.	20,—
ex 295	658	Cuir à semelles et cuir à secondes semelles, en pièces	100 kg.	28,—
ex 297	663, 665	Cuir (autre que le cuir à semelles et à secondes semelles et que le cuir verni), en pièces pesant moins de 1 kg.	100 kg.	90,—
		Ouvrages en caoutchouc, en gutta-percha, en balata ou en caoutchouc artificiel mou :		
326	696	Fils en caoutchouc mou, dont la section trans- versale la plus grande ne mesure pas plus de 5 mm. ; manches de couteaux, ainsi qu'ébauches et leurs parties	—	exempt
331	702/3	Tuyaux et manches, non rangés sous un autre numéro du tarif, y compris les chambres à air pour automobiles, motocyclettes, vélocipèdes, non montées, non assemblées, sans chapeaux de valves ni valves	100 kg.	50,—
ex 334	ex 706	Tapis en caoutchouc	100 kg.	50,—
335	708	Pièces de vélocipèdes, non rangées sous le N° 331 (N° 702 de la statistique), y compris les garnitures de pédales ou de freins, en longueurs	100 kg.	120,—
ex 336	709/10	Pièces d'automobiles, non rangées sous le N° 331 du tarif (N° 702 de la statistique) ou sous le N° 1057 du tarif (N° 1916 de la statistique) et parties de motocyclettes non rangées sous le N° 331 du tarif (N° 702 de la statistique), y compris les garnitures de pédales et de freins, en longueurs	100 kg.	120,—
ex 336	ex 711	Matières à rembourrer en caoutchouc poreux	100 kg.	80,—
ex 346	771/2	Canettes, fuseaux, bobines, navettes et autres pièces en bois non spécifiées pour machines ou outils, destinés à l'industrie textile ; ébauches de ces pièces	100 kg.	20,—
ex 395	893, ex 895	Laine de mouton, peignée, teinte ou non	—	exempte
ex 399	921	Fils de soie artificielle, non tordus, non emballés en petits conditionnements pour la vente au détail	100 kg.	500,—
		Filés entièrement ou partiellement en laine sans addition de soie :		
401	924/5	Simplex, non blanchis et non teints, jusqu'au N° 41 (métrique) inclusivement	100 kg.	20,—

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Désignation des marchandises	Unité servant de base au calcul des droits	Droits en couronnes suédoises
ex 405	932/3	A deux ou plusieurs bouts, jusqu'au N° 41 (métrique) inclusivement :		
407	936/7	Non blanchis et non teints	100 kg.	25,—
411	942	Teints	100 kg.	40,—
		En petits conditionnements pour la vente au détail	100 kg.	50,—
		Filés en coton sans addition d'autres matières textiles :		
		Simples, non blanchis et non teints :		
415	946	Du N° 23 et au-dessus, mais au-dessous du N° 33	100 kg.	18,—
416	947	Du N° 33 et au-dessus	100 kg.	20,—
		A deux ou plusieurs bouts, à simple torsion, du N° 23 et au-dessus :		
423	954	Non blanchis et non teints	100 kg.	25,—
426	957	Blanchis, teints ou imprimés	100 kg.	40,—
445	976	Fil à coudre en coton	100 kg.	35,—
458	991	Toile pour reliure, collée, même combinée avec du papier et toile pour étiquettes à adresses .	100 kg.	40,—
ex 461	ex 994	Tissus et feutre foulé, imperméabilisés, combinés avec du caoutchouc, ne contenant pas de soie		
ex 462	995	Toile cirée	100 kg.	175,—
463	998	Linoléum et autres tapis similaires, avec ou sans fond en tissu ; tapis en carton recouvert de couleur, de vernis ou de produits analogues ; même fabriqués par pièce	100 kg.	50,—
		100 kg.		25,—
468	1003	Autres tapis (au mètre), même avec travail de couture ou avec franges, entièrement ou partiellement en laine ou autres poils d'animaux, sans addition de soie, non noués . . .	100 kg.	75,—
		Tissus de laine non spécialement dénommés dans le tarif suédois, contenant des fils de soie pure ou mélangée, pourvu que la soie ne dépasse pas 5 % du poids total du tissu, pesant, par mètre carré :		
ex 479/80	ex 1016/7	Plus de 200 grammes	100 kg.	250,—
ex 480	ex 1017	200 grammes ou moins	100 kg.	Le droit spécifique ne devra pas dépasser de plus de 25 cour par 100 kg le droit sur les tissus rentrant sous le N° 485 et pesant par m² 200 gr. ou moins.
		<i>Note ad N° 499 :</i> Pour les tissus importés en colis ne contenant que des tissus rentrant sous le présent numéro amendé conformément à l'Accord, le droit établi sur le contenu global de chaque colis ne devra jamais dépasser une somme équivalente à 25 % <i>ad valorem</i> .		
		Tissus non spécialement dénommés dans le tarif suédois, entièrement ou partiellement en laine, sans addition de soie, pesant par m² :		
483	1020	Plus de 700 gr.	100 kg.	120,—
484	1021	Plus de 500 gr., mais pas plus de 700 gr. . .	100 kg.	160,—
ex 485	ex 1022	Plus de 200 gr., mais pas plus de 500 gr. . .	100 kg.	225,—
		<i>Note ad N° 483-485 :</i> Pour les tissus importés en colis ne contenant que des tissus rentrant sous l'un des numéros 483, 484, ou 485 du tarif, le droit établi sur le contenu global de chaque colis ne devra jamais dépasser une somme équivalente à 25 % <i>ad valorem</i> .		

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Désignation des marchandises	Unité servant de base au calcul des droits	Droits en couronnes suédoises
490	1028	Tissus non spécialement dénommés dans le tarif suédois, en coton, sans addition de matières textiles autres que les fibres de coco ou le jute : Pannes, peluches et velours à boucle coupée ou non, y compris les tissus dits de Manchester, même ayant certaines dimensions : Blanchis ou teints	100 kg.	90,—
497	1035	Autres tissus dont toute la surface est tissée d'une manière uniforme, pesant par m ² : 100 grammes ou plus, ne contenant cumulativement, dans un carré de 1 cm. de côté, pas plus de 60 fils de chaîne et de trame : Blanchis ou unicolores	100 kg.	80,—
498	1036	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés Contenant plus de 60 fils de chaîne et de trame : Blanchis ou unicolores	100 kg.	100,—
500	1038	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés Moins de 100 grammes, ne contenant cumulativement, dans un carré de 1 cm. de côté, pas plus de 60 fils de chaîne et de trame : Blanchis ou unicolores	100 kg.	105,—
501	1039	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés Moins de 100 grammes, ne contenant cumulativement, dans un carré de 1 cm. de côté, pas plus de 60 fils de chaîne et de trame : Blanchis ou unicolores	100 kg.	130,—
503	1041	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés Moins de 100 grammes, contenant cumulativement, dans un carré de 1 cm. de côté, plus de 60 fils de chaîne et de trame : Blanchis ou unicolores	100 kg.	110,—
504	1042	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés Moins de 100 grammes, contenant cumulativement, dans un carré de 1 cm. de côté, plus de 60 fils de chaîne et de trame : Blanchis ou unicolores	100 kg.	135,—
506	1044	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés Autres, y compris ceux tissés, avec dessins, même fabriqués par pièce, pesant par m ² 100 gr. ou plus : Non blanchis et non teints	100 kg.	130,—
507	1045	Blanchis ou unicolores	100 kg.	155,—
508	1046	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés	100 kg.	
509	1047	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés	100 kg.	65,—
510	1048	Tissés en deux couleurs ou plus ; imprimés	100 kg.	115,—
517	1055	Tissus de jute, sans addition de matières textiles autres que les fibres de coco ou les fils de coco : non blanchis et non teints, contenant cumulativement dans un carré de 2 cm. de côté, plus de 15, mais moins de 35 fils de chaîne et de trame	100 kg.	140,—
		Dentelles, ainsi que tissus en dentelle et tulle, non rangés sous un autre numéro : Contenant de la soie	100 kg.	12,—
548	1089	<i>Note ad N° 548</i> : Les dentelles, tissus de dentelle et tulle contenant de la broderie de soie, rentrent également sous ce numéro. Autres : Tissus pour rideaux en fil n'ayant pas moins de 50 cm. de largeur, ainsi que tulle uni (sans dessins tissés)	100 kg.	2.000,—
549	1090	Bas et chaussettes	100 kg.	
553	1095	Filets de pêche en coton	100 kg.	250,—
ex 561	1108		100 kg.	200,—
			100 kg.	25,—

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Désignation des marchandises	Unité servant de base au calcul des droits	Droits en couronnes suédoises
ex 567	1121/2	Articles en filés de coton simplement taillés, coupés, estampés, ourlés ou bordés, non spécialement dénommés dans le tarif suédois, même pourvus de points à jour directement réunis à l'ourlet — régime des matières filées, dont ils sont faits, avec surtaxe de 10 %.		
ex 583	ex 1140	Fermetures éclair, de toute espèce	100 kg.	200,—
ex 591	ex 1150	Vêtements et autres ouvrages de couture, non spécialement dénommés dans le tarif suédois, en matières filées, rangées sous le N° 461 du tarif (N° 994 de la statistique) — régime des matières filées dont ils sont faits, avec une surtaxe ne dépassant pas 100 couronnes par 100 kg.		
596	1157	Pardessus, ainsi que vestons, gilets et pantalons pour hommes et garçonnets : En tissus de laine, de lin ou de chanvre ou en tissus pour vêtements, rangés sous le N° 479 du tarif, sans doublure, parements ou garnitures contenant de la soie — régime des matières filées dont ils sont faits, avec surtaxe de 70 %.		
597	1158	En tissus autres ne contenant pas de soie	100 kg.	200,—
598/9	1159/60	Vêtements et autres ouvrages de couture non spécialement dénommés dans le tarif suédois, en dentelles, tissus de dentelle ou tulle, classés sous le N° 548	100 kg.	4.000,—
ex 607	ex 1170	Manteaux imperméables pour dames en tissus de laine (non rangés sous les numéros 605/606 du tarif) — régime des matières filées dont ils sont faits, avec une surtaxe de 75 %.		
ex 622	ex 1185	Chaussures en cuir (non rangées sous les numéros 620/621 du tarif) pesant plus de 750 grammes la paire	100 kg.	450,—
663	1244	Ouvrages en asbeste : Feuilles et plaques d'asbeste, même combiné avec du caoutchouc, des fils métalliques ou d'autres substances Autres bourrages et garnitures, même en longueur, ainsi que sabots de freins, contenant de l'asbeste	— 100 kg.	exempt 25,—
675	1256	Ouvrages en matière isolante rangée sous le N° 167 du tarif (N° 404 de la statistique) . .	100 kg.	4,—
686	1275	Creusets, cornues et moufles, même en composition de graphite, ainsi que leurs parties . .	100 kg.	1,—
689	1278	Baignoires, lavabos, éviers, cuvettes de W.-C. et autres articles similaires ne pouvant être rangés parmi les articles en faïence ou en porcelaine	100 kg.	5,—
ex 695	ex 1287	Articles en faïence non décorée et non combinée avec des métaux non précieux autres que le fer : Articles sanitaires, blancs ou unicolores . . .	100 kg.	10,—

Numéro du tarif	Numéro de la statistique	Désignation des marchandises	Unité servant de base au calcul des droits	Droits en couronnes suédoises
777	1416/7	Tôles de fer ou d'acier, ondulées ou non, recouvertes d'étain pur ou d'étain allié au plomb, tôles recouvertes de plomb pur ou allié à l'étain, d'une épaisseur non supérieure à 3 mm.	—	exempt
ex 778	1418	Tôles de fer ou d'acier, ondulées ou non, recouvertes de zinc	100 kg.	7,—
ex 896	1573, 1576/7, 1586	Etain et nickel, non ouvrés même alliés à d'autres métaux non précieux ; anodes	—	exempt
919	1631	Hélices, ainsi que pales pour hélices, en métaux non précieux autres que le fer, pesant chacune plus de 50 kg.	100 kg.	30,—
933	1655	Plumes à écrire en métaux non précieux	100 kg.	150,—
949	1672/4	Moteurs à combustion et à air chaud, pesant par pièce 500 kg. au plus	<i>ad valorem</i>	10 %
982	1754/5	Tracteurs et locomobiles ; rouleaux à vapeur et à moteur	<i>ad valorem</i>	10 %
ex 996	1775, 1777, 1803	Métiers à tisser ; machines à tricoter, y compris leurs parties supérieures, ne fonctionnant pas à la main ; autres machines pour l'industrie textile (N° 1803 de la statistique)	<i>ad valorem</i>	10 %
1019	1849	Balais de charbon pesant par pièce moins de 3 kg.	100 kg.	250,—
ex 1044	ex 1889	Appareils électrotechniques spéciaux et leurs parties, non spécialement dénommés : Fours à induction, fours à tremper, fours à cuire pour les usages industriels et autres fours électriques sauf les fours de ménage ; séparateurs électromagnétiques de minerai ; distributeurs de courant pour les accessoires électriques d'automobiles ; appareils de chauffage électriques pour les usages industriels	<i>ad valorem</i>	10 %
ex 1056	ex 1907	Automobiles pour le transport des personnes, dont les moteurs ont une cylindrée inférieure à 1600 cmc	<i>ad valorem</i>	15 %
ex 1056	1913/4	Motocyclettes et side-cars de motocyclettes	<i>ad valorem</i>	15 %
ex 1059	ex 1918	Pièces de motocyclettes spécifiées ci-après, importées séparément : appui-pieds, plaques d'appui-pieds, jantes, garde-chaînes, cadres, guidons et pare-boue, y compris les pièces les composant, non spécialement dénommées dans le tarif suédois	100 kg.	130,—
ex 1062	1922	Aéronefs, avec moteurs	<i>ad valorem</i>	15 %
1095	1992	Gramophones, phonographes et instruments analogues destinés à reproduire la musique, ainsi que leurs parties et accessoires y compris les aiguilles de gramophones	100 kg.	50,—
ex 1128	2056	Balles de tennis	100 kg.	120,—

ANNEXE II

Catégorie ou nature des marchandises	Droits
Viande de porc (bacon et jambon)	exempte
Beurre	15 sh. par cwt.
Oeufs en coquilles :	
a) Pesant au maximum 14 lbs. par <i>great hundred</i>	1 sh. par <i>great hundred</i>
b) Pesant plus de 14 lbs., mais pas plus de 17 lbs. par <i>great hundred</i>	1 sh. 6 par <i>great hundred</i>
c) Pesant plus de 17 lbs. par <i>great hundred</i>	1 sh. 9 par <i>great hundred</i>
Poisson :	
Frais ou salé, sauf les crustacés.	10 % <i>ad valorem</i>
Harengs et esprots en conserve	10 % <i>ad valorem</i>
Foin et paille	exempts
Raifort	10 % <i>ad valorem</i>
Semences :	
Trèfle hybride (<i>Trifolium hybridum</i>)	10 % <i>ad valorem</i>
Chiendent (<i>Dactylis glomerata</i>)	
Fetuke des prés (<i>Festuca elatior</i>)	
Paturin commun (<i>Boa trivialis</i>)	
Galettes (<i>Knäckebröd</i>) faites de farine de seigle et de levure et comprenant au maximum 5 % de farine de froment, mais sans beurre ni sucre.	10 % <i>ad valorem</i>
Felspath, brut, même broyé, mais non moulu	exempt
Quartz cristallin, brut (même broyé)	exempt
Granit, brut, en blocs	10 % <i>ad valorem</i>
Macadam de granit	10 % <i>ad valorem</i>
Pavés et bordures de trottoirs en granit	15 % <i>ad valorem</i>
Carbure de calcium	exempt
Chlorate de potassium, sauf les qualités acquittant des droits en vertu du <i>Safeguarding of Industries Act</i> de 1921, amendé ultérieurement par la Loi de finances de 1926	10 % <i>ad valorem</i>
Chlorate de sodium, sauf les qualités acquittant des droits en vertu du <i>Safeguarding of Industries Act</i> de 1921, amendé ultérieurement par la Loi de finances de 1926	10 % <i>ad valorem</i>
Résine liquide (sous-produit de la fabrication chimique de la pâte de bois)	10 % <i>ad valorem</i>
Bois de mine, y compris les <i>pitbars</i> , obtenus en enlevant aux poteaux ordinaires (<i>pitprops</i>), dans le sens de la longueur, deux minces épaisseurs bombées, selon deux plans parallèles, ainsi que les bois préparés de cette manière, puis sciés une troisième fois par le milieu, dans le même sens.	exempts
Les poteaux de mine comprennent également les <i>crown-trees</i> sous la forme la plus simple, c'est-à-dire les <i>pitbars</i> ci-dessus, sciés en deux.	
Bois tendre, taillé à la hache, scié et raboté, et n'ayant pas subi d'autre main-d'œuvre que celle indiquée ci-dessous. Seront considérées comme bois tendres rabotés toutes les marchandises des catégories ci-après :	10 % <i>ad valorem</i>
1. Tablettes de recouvrement (<i>weatherboards</i>), planches à parquet, planches boutées, rabotées sur une ou plusieurs faces et profilées ou non sur une ou plusieurs faces.	
2. Plinthes en bois tendre, la planche et le profil étant d'une seule pièce.	
3. Planches en bois tendre munies de languettes, d'entailles, de chapelets ou assemblées en V ou munies de rainures, de chanfreins, de chapelets au centre ou assemblées en V au centre, ou avec coins arrondis et, si elles sont profilées, la planche et le profil étant d'une seule pièce.	

Catégorie ou nature des marchandises	Droits
4. Planches à caisses de bois tendre, sciées ou rabotées, assemblées ou non, même munies de languettes ou d'entailles, même collées, assemblées au moyen d'agrafes, ou munies d'inscriptions imprimées, sauf les planches taillées en queue d'aronde, portant des mortaises ou des tenons aux extrémités.	10 % <i>ad valorem</i>
Planches composées d'une couche centrale faite de minces épaisseurs de bois recouvertes, sur les deux faces, d'une couche de papier ou de carton	15 % <i>ad valorem</i>
Sciure de bois	15 % <i>ad valorem</i>
Pâte de bois	exempte
Papier à journaux, c'est-à-dire papier en rouleaux contenant au moins 70 % de pâte de bois mécanique et pesant au moins 20 lbs. et au plus 25 lbs. par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30×20 pouces anglais	exempt
Papier Kraft (sauf l'imitation de ce papier), papier lissé à la machine (autre que le papier blanc pour affiches entièrement blanchi) et papier sulfuré (non compris l'imitation de ce papier), même couchés ou autrement traités, pesant, complètement étirés, plus de 7 lbs., mais pas plus de 90 lbs., par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30×20 pouces, mais non compris le papier rentrant dans la composition d'un autre article	16 2/3 % <i>ad valorem</i>
<i>Note</i> : Sera considéré comme papier Kraft le papier fait entièrement de fibre de sulfate de cellulose, blanchie ou non blanchie ou non blanchie, sans mélange d'autres fibres.	
Papier à écrire, en feuilles mesurant au moins 16 1/2×21 pouces anglais et papier de soie ne pesant, complètement étiré, pas plus de 90 lbs. par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 20×30 pouces, mais non compris le papier rentrant dans la composition d'un autre article	16 2/3 % <i>ad valorem</i>
Papier et carton faits de papier ou de pâte, même couchés ou traités d'autre manière (non compris le carton paille), pesant complètement étiré plus de 90 lbs. par rame de 480 feuilles couronne mesurant 30×20 pouces anglais, mais non compris les papiers et cartons rentrant dans la composition d'un autre article	Le droit, s'il est relevé, ne devra pas dépasser 20 % <i>ad valorem</i>
Ferro-chrome	exempt
Ferro-manganèse raffiné, contenant moins de 3 % de carbone	exempt
Ferro-silicium contenant au moins 35 % de silicium	exempt
Manganèse silicieux	exempt
Fers et aciers des espèces suivantes :	
Fonte obtenue entièrement au charbon de bois	exempte
Lingots entièrement en fonte obtenue uniquement au charbon de bois . . .	exempts
Blooms, billettes, lopins, barres et tiges de fer travaillé, provenant de fonte entièrement obtenue au charbon de bois et puddlée au charbon de bois . . .	exempts
Acier en bandes pour scies à ruban, mesurant plus de 4 pouces anglais de large et de 19 à 12 gauge (<i>Birmingham wire gauge</i>) d'épaisseur	exempt
Fers et aciers (y compris les alliages d'acier) des espèces suivantes, mais non compris les articles spécifiés dans la liste I de l' <i>Additional Import Duties</i> (N° 1) Order de 1932, amendé le 13 avril 1933 :	
1) Lingots (autres que ceux faits entièrement de fonte obtenue uniquement au charbon de bois) :	
Blooms, billettes et lopins (autres que fer travaillé provenant de fonte entièrement obtenue au charbon de bois et puddlée au charbon de bois) :	
Si la valeur dépasse £7.10 sh. par tonne, mais non £25 par tonne	£2 10 sh. par tonne ou 20 % <i>ad valorem</i> le plus élevé de ces deux taux)
Si la valeur dépasse £25 par tonne	25 % <i>ad valorem</i>

Catégorie ou nature des marchandises	Droits
ii) Barres et tiges (autres qu'en fer travaillé provenant de fonte entièrement obtenue au charbon de bois et puddlée uniquement au charbon de bois) : Si la valeur dépasse £9 par tonne, mais non £33 par tonne	£3 par tonne ou 20% <i>ad valorem</i> (le plus élevé de ces deux taux) 25 % <i>ad valorem</i>
Si la valeur dépasse £33 par tonne	
iii) Angles et profilés de toute espèce, usinés ou non : Si la valeur dépasse £15 par tonne, mais non £30 par tonne	£5 par tonne ou 20% <i>ad valorem</i> (le plus élevé de ces deux taux) 25 % <i>ad valorem</i>
Si la valeur dépasse £30 par tonne	
iv) Pièces forgées (y compris les pièces matricées) brutes ou usinées : Pièces coulées ou estampées, brutes, pesant 7 lbs. ou plus, autres que les gouttières et les réservoirs et citernes pour l'usage domestique : Si la valeur dépasse £24 par tonne, mais non £40 par tonne	£8 par tonne ou 20% <i>ad valorem</i> (le plus élevé de ces deux taux) 25 % <i>ad valorem</i>
Si la valeur dépasse £40 par tonne	
v) Feuillards de fer ou d'acier, de toutes espèces, autres que les feuillards, d'acier laminés à chaud, mesurant plus de 10 pouces de large, en rouleaux pesant plus de 3 cwts. ; acier en bande pour scies à ruban mesurant plus de 4 pouces de large et de 19 à 12 gauge (<i>Birmingham wire gauge</i>) d'épaisseur : Si la valeur dépasse £16 par tonne	£5 6 sh. 8 par tonne ou 20% <i>ad valorem</i> (le plus élevé de ces deux taux)
<i>Note</i> : (Dans l'application du présent accord, la largeur ne doit pas dépasser 12 pouces, pour les feuillards d'acier à plat, et 32 pouces, pour les feuillards d'acier en rouleaux.)	
vi) Plaques et tôles de toutes espèces : Si la valeur dépasse £16, mais non £30 par tonne	£5 6 sh. 8 par tonne ou 20% <i>ad valorem</i> (le plus élevé de ces deux taux) 25 % <i>ad valorem</i>
Si la valeur dépasse £30 par tonne	
<i>Note</i> : Les valeurs devront être calculées conformément aux dispositions de l'article 15 de l' <i>Import Duties Act</i> de 1932.	
Ebauches de lames pour rasoirs de sûreté	20 % <i>ad valorem</i> plus un droit spécifique de 1 sh. par grosse
Tubes d'acier sans soudure	20 % <i>ad valorem</i>
Charnières	20 % <i>ad valorem</i>
Charnières en T	20 % <i>ad valorem</i>
Patins	20 % <i>ad valorem</i>
Lampes à souder pour combustibles liquides, fonctionnant sous pression	20 % <i>ad valorem</i>
Lampes à pétrole, à incandescence, fonctionnant sous pression	20 % <i>ad valorem</i>
Réchauds de cuisine à essence sans mèche, fonctionnant sous pression	20 % <i>ad valorem</i>
Tarauts et coins à vis avec filetage affûté	20 % <i>ad valorem</i>

Catégorie ou nature des marchandises	Droits
Moteurs de marine et fixes à combustion interne. Compresseurs d'air (à mouvement alternatif ou rotatif). Machines et outils pneumatiques. Machines à affûter pour ateliers :	
Livrés, directement à des chantiers de construction enregistrés aux bureaux des commissionnaires des douanes et de l'accise, et destinés à la construction, à la réparation ou à l'équipement de navires dans ces chantiers	exempts
Écrémeuses	15 % <i>ad valorem</i>
Machines à traire	15 % <i>ad valorem</i>
Faucheuses et tondeuses à gazon (y compris les machines de ce genre destinées à être attelées à des tracteurs) autres que celles du type à lame rotative	15 % <i>ad valorem</i>
Séparateurs centrifuges autres que les écrémeuses	20 % <i>ad valorem</i>
Moulins à café et machines à hâcher la viande	20 % <i>ad valorem</i>
Roulements à billes et pièces les composant (non destinées aux véhicules automobiles, y compris les motocyclettes et les tricycles à moteur, les accessoires et pièces détachées d'automobiles, de motocyclettes et de tricycles à moteur)	20 % <i>ad valorem</i>
Boîtes d'essieux complètes, avec roulements à rouleaux ou à billes pour véhicules (autres que les automobiles, y compris les motocyclettes et tricycles à moteur, les accessoires et pièces détachées d'automobiles, de motocyclettes et de tricycles à moteur)	20 % <i>ad valorem</i>
Carters de moteurs et de génératrices électriques ; rotors et statos non enroulés (autres que les pièces détachées d'automobiles, y compris les motocyclettes et les tricycles à moteur, les instruments de musique et les horloges)	15 % <i>ad valorem</i>

PROTOCOLE

En procédant à la signature de l'accord commercial conclu en date de ce jour, entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Suède, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent être convenus des dispositions énoncées dans le présent protocole qui fera partie intégrante du susdit accord.

Partie I.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni aura le droit en tout temps de mettre fin à l'accord moyennant un préavis de trois mois si, au cours d'une période de douze mois commençant le premier jour du mois qui suivra la date de l'entrée en vigueur de l'accord, ou la date correspondante de chaque année suivante, l'importation, en Suède, de charbon originaire du Royaume-Uni est inférieure à 47% du total des importations de charbon en Suède pendant cette période, suivant les statistiques officielles concernant les importations totales de charbon et les importations de charbon originaire du Royaume-Uni.

Il est entendu que toute différence en moins dans le susdit pourcentage des importations de charbon originaire du Royaume-Uni, pendant la première période de douze mois, pourra être compensée en tout temps jusqu'au 1^{er} janvier 1935.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas dénoncer le présent accord conformément au paragraphe 1 avant d'avoir fourni au Gouvernement suédois la possibilité d'entrer en négociations à ce sujet avec le Royaume-Uni. Ces négociations devront commencer dans un délai de quatorze jours à partir de la date à laquelle le Gouvernement suédois aura reçu du Gouvernement du Royaume-Uni une demande à cet effet.

3. L'accord ne sera pas dénoncé conformément au paragraphe 1 si, dans l'intervalle entre la date à laquelle il aura été dénoncé et celle à laquelle cette dénonciation devra prendre effet, il a

été importé en Suède des quantités de charbon originaire du Royaume-Uni suffisantes pour compenser la différence en moins.

4. Les Gouvernements contractants prennent acte d'une lettre adressée au président de la délégation suédoise pour la négociation de l'accord commercial, datée de ce jour et signée, au nom de l'industrie houillère du Royaume-Uni, par le président du « Central Council of Colliery Owners » et par le président de la « British Coal Exporters' Federation », dans laquelle ceux-ci ont exprimé leur désir et leur ferme intention de satisfaire, par tous les moyens en leur pouvoir, aux exigences formulées par les acheteurs et consommateurs suédois de charbon ; à cette fin, ils ont donné aux acheteurs et consommateurs suédois les assurances contenues dans ladite lettre en ce qui concerne les prix, les qualités, les possibilités de livraison, etc. Il est convenu que le droit reconnu au Gouvernement du Royaume-Uni dans le paragraphe 1 de la présente partie du protocole de dénoncer l'accord moyennant un préavis de trois mois ne pourra être exercé que si ces assurances ont été tenues.

5. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne pourra dénoncer l'accord, conformément au paragraphe 1 de la présente partie du Protocole, si une quantité suffisante de charbon originaire du Royaume-Uni, d'une qualité convenant aux acheteurs suédois en question, ne s'est pas trouvée disponible par suite d'une grève ou d'un lock-out, ou en raison du fait que la glace ou d'autres circonstances ont empêché le transport du charbon du Royaume-Uni au port suédois de destination, ou encore si les acheteurs en question n'ont pas été en mesure d'obtenir du Royaume-Uni soit le charbon dont ils ont besoin, soit une qualité de remplacement leur convenant, à un prix comparable au prix convenu. Dans tous les cas de ce genre, il sera dûment tenu compte, dans l'application des dispositions du paragraphe 1 de la présente partie du protocole, des quantités de charbon que les acheteurs suédois en question auront achetées ailleurs, en remplacement de la quantité manquante. De même, on tiendra dûment compte, dans l'application du paragraphe 1 de la présente partie du protocole, de l'arrêt dans la consommation du charbon par suite de grèves ou de lock-out prolongés, dans celle des branches de l'industrie suédoise qui utilisent du charbon du Royaume-Uni en quantités considérables. Les réductions dont le bénéfice sera demandé en vertu du présent paragraphe ne seront accordées *a)* qu'en vertu d'un accord entre la commission suédoise à instituer conformément au paragraphe 6 de la présente partie du protocole, et le Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni, ou *b)* à défaut d'un tel accord, à la suite de négociations et d'un règlement entre les gouvernements contractants.

6. Aussitôt que l'accord entrera en vigueur, une commission sera constituée en Suède sous les auspices de la Fédération des industries suédoises.

a) Pour communiquer au Département des mines du Gouvernement du Royaume-Uni les statistiques mensuelles officielles préparées par l'Office du commerce suédois (Kommers kollegium) concernant, d'une part, les importations totales de charbon en Suède et, d'autre part, les importations de charbon originaire du Royaume-Uni dans ce pays ; ces statistiques devront être communiquées dans un délai de deux mois à partir de la fin du mois auquel elles se rapporteront ;

b) Pour examiner toutes les plaintes émanant des acheteurs et consommateurs suédois de charbon du Royaume-Uni, en ce qui concerne les prix, les qualités, les quantités fournies et autres questions similaires, dans la mesure où ces plaintes auront trait à des questions pour lesquelles des assurances auront été données par l'industrie houillère du Royaume-Uni ;

c) Pour traiter des questions découlant du paragraphe 5 de la présente partie du protocole ;

d) Pour communiquer, le cas échéant, avec le Département des mines du Gouvernement du Royaume-Uni au sujet de toute question découlant des points *b)* et *c)* ci-dessus.

Partie II.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni nourrit l'espoir qu'il sera possible de réaliser, par une coopération volontaire entre le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et les gouvernements

des pays fournissant des produits agricoles au Royaume-Uni, d'autre part, toute réglementation de l'importation de ces produits au Royaume-Uni qui pourrait s'avérer nécessaire ; le Gouvernement du Royaume-Uni s'efforcera, en ce qui le concerne, d'assurer que toute réglementation applicable aux importations de produits agricoles suédois au Royaume-Uni s'effectuera de la susdite manière.

2. Aux fins du fonctionnement efficace du contrôle des exportations de viande de porc (bacon et jambon) suédois au Royaume-Uni, le Gouvernement du Royaume-Uni fera tous ses efforts pour déterminer et communiquer le plus tôt possible au Gouvernement suédois, chaque année, l'indication des quantités de viande de porc (bacon et jambon) dont l'importation de Suède au Royaume-Uni sera autorisée dans le courant de l'année suivante. Ces renseignements seront communiqués, si possible, six mois avant le début de l'année à laquelle ils auront trait.

Partie III.

Il est entendu que, dans le présent accord commercial, le terme « pays étranger » s'entend, par rapport au Royaume-Uni, de tout pays qui ne fait pas partie de l'Empire britannique, ou qui n'est ni un territoire placé sous la protection ou sous la souveraineté britannique, ni un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le gouvernement d'un pays faisant partie de l'Empire britannique, et que le terme « importations de l'étranger » s'entend des importations en provenance des pays étrangers ainsi définis.

Fait à Londres, le 15 mai 1933, en deux expéditions rédigées en langues anglaise et suédoise, les deux textes faisant également foi.

E. PALMSTIERNA.
B. G. PRYTZ.
John SIMON.
Walter RUNCIMAN.

ÉCHANGE DE NOTES

a)

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRANDE-BRETAGNE
AU MINISTRE DE SUÈDE, A LONDRES.

LONDRES, le 15 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'accord commercial signé ce jour, entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, d'une part, et la Suède, d'autre part, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'a cessé de présumer qu'aucun des deux gouvernements ne soumettrait les importations à des restrictions quantitatives ayant pour effet de rendre nulles les concessions douanières prévues dans l'accord. Afin, cependant, que cette question ne puisse faire l'objet d'aucun doute, je serais heureux d'avoir l'assurance que le Gouvernement suédois envisage la question de la même manière et n'a l'intention de soumettre à aucune restriction quantitative les importations d'articles énumérés dans l'annexe I.

2. En admettant que cette assurance soit donnée au nom du Gouvernement suédois, je suis autorisé, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à donner une assurance

similaire en ce qui concerne les articles énumérés dans l'annexe II de l'accord, sauf, naturellement, les produits de l'agriculture, et de la pêche auxquels, vous ne l'ignorez pas, des conditions spéciales sont applicables, et de déclarer, en même temps, que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'a pas l'intention de soumettre à des restrictions d'ordre quantitatif l'importation du minerai de fer suédois.

Veillez agréer, etc.

John SIMON.

b)

LE MINISTRE DE SUÈDE A LONDRES AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES, le 15 mai 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Vous avez bien voulu, dans votre lettre en date de ce jour, me donner l'assurance que le Gouvernement du Royaume-Uni n'avait pas l'intention de soumettre l'importation des articles énumérés à l'annexe II de l'accord commercial signé ce jour, sauf les produits de l'agriculture et de la pêche, à des restrictions d'ordre quantitatif ayant pour effet de rendre nulles les concessions douanières prévues dans l'accord. Cette assurance était subordonnée à une assurance similaire donnée au nom du Gouvernement suédois.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois a présumé, au cours des négociations concernant l'accord commercial, qu'aucune restriction quantitative à l'importation, ayant pour effet de rendre nulles les concessions douanières prévues dans l'accord, ne serait instituée par aucun des gouvernements pour les articles énumérés dans les annexes I et II de l'accord, sauf les produits de l'agriculture et de la pêche, et je suis autorisé à donner, au nom de mon gouvernement, l'assurance que, pour sa part, le Gouvernement suédois n'a pas l'intention d'instituer des restrictions quantitatives de ce genre pour les articles énumérés ci-dessus dans l'annexe I de l'accord.

Le Gouvernement suédois a également pris acte de l'assurance, donnée au nom du Gouvernement du Royaume-Uni, que ce gouvernement n'a pas l'intention de soumettre à des restrictions d'ordre quantitatif l'importation du minerai de fer suédois.

Veillez agréer, etc.

PALMSTIERNA.

c)

LE MINISTRE DE SUÈDE A LONDRES AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE GRANDE-BRETAGNE.

LONDRES, le 15 mai 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Me référant à l'accord commercial signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je suis autorisé par le Gouvernement du Royaume de Suède à faire les déclarations suivantes :

I. ad art. 1. Le Gouvernement suédois n'a aucune objection à formuler quant à la conception du Gouvernement du Royaume-Uni suivant laquelle la présence d'une faible quantité de soie dans les tissus de laine ne devrait pas entraîner la modification du droit de douane applicable à ces tissus. En raison du rapport existant actuellement entre les droits qu'acquittent en Suède les filés de soie, d'une part, et les tissus de laine, d'autre part, il n'est pas possible au Gouvernement suédois d'appliquer, pour l'instant, le principe

en question, mais le gouvernement ne manquera pas, au cas où le droit qu'acquittent actuellement les filés de soie (N° 399 du tarif) serait sensiblement modifié, d'envisager favorablement le désir exprimé par le Gouvernement du Royaume-Uni à savoir que le taux des droits appliqués aux tissus de laine contenant au maximum 5% de soie, quel qu'en soit le poids, ne soit pas supérieur à ceux qu'acquittent les tissus de laine ne contenant pas de soie.

II. ad art. 2. Le Gouvernement suédois se déclare disposé à envisager favorablement toute proposition que le Gouvernement du Royaume-Uni pourra présenter concernant la substitution de droits spécifiques à l'un ou à plusieurs des droits *ad valorem* énumérés dans l'annexe II de l'accord.

Veuillez agréer, etc.

PALMSTIERNA.

d)

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE GRANDE-BRETAGNE
AU MINISTRE DE SUÈDE A LONDRES.

LONDRES, le 15 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Il est entendu, en ce qui concerne l'article 3 de l'accord commercial signé ce jour, que la renonciation par le Gouvernement suédois à la demande tendant à obtenir par traité une quote-part minimum des importations de viande de porc (bacon et jambon) en provenance de pays étrangers dans le Royaume-Uni est subordonnée à une assurance, donnée par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord, que la même quote-part minimum ne sera accordée par traité à aucun pays étranger, sauf le Danemark.

2. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je suis autorisé à vous donner cette assurance, au nom du Gouvernement du Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

John SIMON.

N° 3246.

DANEMARK ET INDE

Echange de notes relatif à la reconnaissance réciproque, au Danemark et aux Indes, des certificats de navigation pour les navires à passagers. Copenhague, les 11 février et 8 août 1932.

DENMARK AND INDIA

Exchange of Notes regarding the Reciprocal Recognition in Denmark and India of Passenger Ship Certificates. Copenhagen, February 11, and August 8, 1932.

N° 3246. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE AU DANEMARK ET AUX INDES DES CERTIFICATS DE NAVIGATION POUR LES NAVIRES A PASSAGERS. COPENHAGUE, LES 11 FÉVRIER ET 8 AOÛT 1932.

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 28 août 1933.

No. 3246. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF INDIA REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION IN DENMARK AND INDIA OF PASSENGER SHIP CERTIFICATES. COPENHAGEN, FEBRUARY 11, AND AUGUST 8, 1932.

French and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 28, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

Ø. P. I. J. N° 62. D. 55.

2 annexes.

COPENHAGUE, le 11 février 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note en date du 12 janvier a. c., vous avez bien voulu demander au Gouvernement danois la même reconnaissance en ce qui concerne les certificats de navigation délivrés par le Gouvernement des Indes pour les navires à passagers que celle accordée aux certificats délivrés par le Board of Trade.

Après en avoir saisi les autorités compétentes, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement danois est prêt à accorder auxdits

I.

Ø.P.I. Journal No. 62.D.55.

2 enclosures.

COPENHAGEN, February 11, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your Note dated January 12, 1932, you requested the Danish Government to accord the same recognition to passenger shipping certificates issued by the Government of India as is accorded to the similar certificates issued by the Board of Trade.

I have the honour to inform you that the matter has been submitted to the competent authorities, and the Danish Government is

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

certificats la reconnaissance désirée à condition que le Gouvernement des Indes accorde aux certificats de navigation délivrés par les autorités danoises pour les navires à passagers la même validité qu'aux certificats de navigation délivrés par lui.

En me permettant de vous transmettre ci-joint deux exemplaires desdits certificats danois, je vous saurais gré de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement des Indes de son côté reconnaîtra leur validité. Dans l'affirmative, je vous propose que la reconnaissance réciproque soit considérée comme établie par la présente note et votre note de réponse, et j'ai l'honneur d'ajouter que, de la part du Gouvernement danois, rien ne s'oppose à ce que l'entrée en vigueur de cet arrangement ait lieu le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

Sir Thomas Hohler,
Ministre de Sa Majesté britannique.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

II.

BRITISH LEGATION.

No. 123.
(25/31/32)

COPENHAGEN, August 8, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Your Excellency's note Ø. P. I. Journal No. 62. D. 55 of February 11 last, regarding the recognition of passenger certificates issued under the authority of the Government of India, I have the honour to transmit to you, herewith, a copy of the notification issued by the Government of India indicating that the necessary steps have been taken to ensure that recognition will be accorded to

prepared to accord the desired recognition to the said certificates, on condition that the Indian Government accords the same validity to the passenger shipping certificates issued by the Danish authorities as it does to the shipping certificates issued by itself.

I enclose herewith two copies of the Danish certificates in question, and would be glad to be informed whether the Government of India is prepared to recognise their validity. In the latter event, I would propose that mutual recognition be regarded as established by the present Note and by your own Note in reply. I have the honour further to observe that, in the Danish Government's view, there is no objection to this arrangement coming into force as soon as possible.

I have the honour, etc.

(Signed) P. MUNCH.

To Sir Thomas Hohler,
His Britannic Majesty's Minister.

II.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 123.
(25/31/32).

COPENHAGUE, le 8 août 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la note de Votre Excellence Nº Ø.P.I. Journal Nº 62.D.55, en date du 11 février dernier, concernant la reconnaissance des certificats délivrés, pour les navires de passagers, par autorisation du Gouvernement de l'Inde, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de l'arrêté du Gouvernement de l'Inde, indiquant que les mesures nécessaires ont été prises afin que soit assurée la reconnaissance des certificats

the certificates issued under the authority of the Royal Danish Government.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Thomas HOHLER.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

No. 41-M. I. (3)/31.

GOVERNMENT OF INDIA.

DEPARTMENT OF COMMERCE.

No. G. 26115.

186.4.2.

(W.8412/85/50).

SIMLA, the 7th May 1932.

NOTIFICATION.

MERCHANT SHIPPING.

In exercise of the powers conferred by sub-section (2) of section 144 of the Indian Merchant Shipping Act, 1923, (XXI of 1923) and in supersession of all previous notifications under the said sub-section or under the corresponding provision of any Act no longer in force the Governor-General in Council is pleased to declare that he is satisfied that an official survey of a steamship at any port belonging to Belgium, Denmark, France, Germany, Italy, Japan, Korea, the Netherlands, Norway, Spain or the United States of America is such as to prove that the requirements of the said Act have been substantially complied with, and to appoint the

délivrés par autorisation du Gouvernement royal danois.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Thomas HOHLER.

A Son Excellence
M. P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

Nº 41-M. I.(3)/31.

GOUVERNEMENT DE L'INDE.

DÉPARTEMENT DU COMMERCE.

Nº G. 26115.

186.4.2.

(W.8412/85/50).

SIMLA, le 7 mai 1932.

ARRÊTÉ

MARINE MARCHANDE.

En vertu des pouvoirs découlant de l'alinéa 2 de la section 144 de l'Indian Merchant Shipping Act, 1923 (XXI de 1923), et par abrogation de tous les arrêtés antérieurs pris en vertu du susdit alinéa ou de la disposition correspondante de toute loi ayant cessé d'être en vigueur, le Gouverneur général en Son Conseil, arrête :

Il est reconnu que l'inspection officielle d'un vapeur, dans tout port de l'un des pays suivants : Belgique, Danemark, France, Allemagne, Italie, Japon, Corée, Pays-Bas, Norvège, Espagne, États-Unis d'Amérique, suffira à établir que les stipulations de la susdite loi ont été fidèlement observées ; les personnes spécifiées dans la

persons specified in the second column of the annexed Schedule to exercise, at the ports specified in the corresponding entry in the first column thereof, the power conferred on the Governor-General in Council by sub-section (1) of the said section to dispense with a survey and to give a certificate of survey in the case of any steamship belonging to any of the countries hereinbefore mentioned which is furnished with a valid certificate of survey granted at any port of the country to which such steamship belongs:

SCHEDULE.

Ports	Officers
Bombay	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Bombay District, Bombay.
Karachi	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Karachi District, Karachi.
Aden	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Aden District, Aden.
Madras and Pamban	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Madras District, Madras.
Calcutta	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Calcutta District, Calcutta.
Chittagong	The Nautical Surveyor, Mercantile Marine Department, Chittagong.
Rangoon	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Rangoon District, Rangoon.
Akyab	The Port Officer, Akyab.
Bassein	The Port Officer, Bassein.
Moulmein	The Port Officer, Moulmein.

(Signed) A. RAISMAN,

Joint Secretary to the Government of India.

No. 41-M. I. (3)/31.

Copy forwarded for information to :

The Principal Officers, Mercantile Marine Department, Madras, Bombay, Karachi, Aden, Calcutta and Rangoon Districts, and the Nautical Surveyor, Mercantile Marine Department, Chittagong.

The Director-General of Commercial Intelligence and Statistics, Calcutta.

No. 3246

deuxième colonne de la liste ci-annexée sont désignées pour exercer, dans les ports indiqués sur la ligne correspondante de la première colonne de cette liste, le pouvoir conféré au Gouverneur général en Son Conseil, par l'alinéa premier de ladite section, de dispenser d'inspection et de munir d'un certificat d'inspection tout vapeur appartenant à l'un des pays susmentionnés qui sera pourvu d'un certificat d'inspection valable, délivré dans tout port d'un pays auquel appartient ce vapeur.

LISTE

Ports	Fonctionnaires
Bombay	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Bombay District, Bombay.
Karachi	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Karachi District, Karachi.
Aden	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Aden District, Aden.
Madras et Pamban	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Madras District, Madras.
Calcutta	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Calcutta District, Calcutta.
Chittagong	The Nautical Surveyor, Mercantile Marine Department, Chittagong.
Rangoon	The Principal Officer, Mercantile Marine Department, Rangoon District, Rangoon.
Akyab	The Port Officer, Akyab.
Bassein	The Port Officer, Bassein.
Moulmein	The Port Officer, Moulmein.

(Signed) A. RAISMAN,

Cosecrétaire du Gouvernement de l'Inde.

Nº 41-M.I.(3)/31.

Copie notifiée pour information à :

The Principal Officers, Mercantile Marine Department, Districts de Madras, Bombay Karachi, Aden, Calcutta et Rangoon et The Nautical Surveyor, Mercantile Marine, Department, Chittagong.

The Director General of Commercial Intelligence and Statistics, Calcutta.

The High Commissioner for India, London.

The Nautical Adviser to the Government of India.

The Chief Surveyor with the Government of India.

By order, etc.

(Signed)

*For Deputy Secretary
to the Government of India.*

The High Commissioner for India, London.

The Nautical Adviser to the Government of India.

The Chief Surveyor with the Government of India.

P. O., etc.

(Signé)

*Pour le Secrétaire-adjoint
du Gouvernement de l'Inde.*

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.*

N° 3247.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET BULGARIE**

Convention pour le règlement par
voie de compensation des créances
commerciales entre l'Union éco-
nomique belgo-luxembourgeoise et
le Royaume de Bulgarie. Signée
à Sofia, le 21 juin 1933.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND BULGARIA**

Convention for the Settlement by
means of Compensation of Com-
mercial Claims between the Eco-
nomic Union of Belgium and
Luxemburg and the Kingdom of
Bulgaria. Signed at Sofia, June
21, 1933.

N° 3247. — CONVENTION¹ POUR LE RÈGLEMENT PAR VOIE DE
COMPENSATION DES CRÉANCES COMMERCIALES ENTRE
L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE
ROYAUME DE BULGARIE. SIGNÉE A SOFIA, LE 21 JUIN 1933.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement
de cette convention a eu lieu le 28 août 1933.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,
agissant tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE
LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES,
désireux de régler, par voie de compensation, les créances résultant des échanges de marchandises
entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Bulgarie, ont résolu de conclure
à cet effet une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

S. E. M. CUVELIER, officier de l'Ordre de Léopold, son envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

S. E. M. N. MOUCHANOFF, président du Conseil des ministres et ministre des Affaires
étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due
forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les paiements résultant des échanges de marchandises au sens de l'article 2 ci-après, entre
l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume de Bulgarie, seront effectués moyennant
compensation, pour l'Union économique belgo-luxembourgeoise auprès de la Banque nationale de
Belgique agissant en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois et
pour le Royaume de Bulgarie auprès de la Banque nationale de Bulgarie, de la façon indiquée
dans les articles suivants.

¹ Par un échange de notes, les Gouvernements belge et bulgare ont fixé l'entrée en vigueur de la
convention au 15 juillet 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3247. — CONVENTION ² FOR THE SETTLEMENT BY MEANS OF
COMPENSATION OF COMMERCIAL CLAIMS BETWEEN THE
ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE
KINGDOM OF BULGARIA. SIGNED AT SOFIA, JUNE 21, 1933.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 28, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,
acting both on his own behalf and on behalf of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS
OF LUXEMBURG, in virtue of existing agreements, and

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA,
being desirous of settling by means of a clearing system claims relating to the exchange of goods
between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Kingdom of Bulgaria, have
resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

H. E. M. CUVELIER, Officer of the Order of Leopold, His Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

H. E. M. N. MOUCHANOFF, President of the Council of Ministers and Minister for Foreign
Affairs and Public Worship ;

Who, after having communicated their respective full powers, found in good and due form,
have agreed on the following provisions :

Article 1.

Payments arising out of the exchange of goods, within the meaning of Article 2 hereunder,
between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and the Kingdom of Bulgaria, shall
be effected through a clearing account kept, in the case of the Economic Union of Belgium and
Luxemburg with the National Bank of Belgium acting as treasurer for the Belgo-Luxemburg
Clearing Office, and in the case of the Kingdom of Bulgaria with the National Bank of Bulgaria,
in the manner described in the following articles.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

² The Belgian and Bulgarian Governments have agreed by an exchange of notes that the Convention
should enter into force on July 15, 1933.

Article 2.

Toute créance pour achat de marchandises bulgares importées dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise devra être réglée moyennant le versement en belgas du montant de la créance auprès de la Banque nationale de Belgique, laquelle, en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, portera les sommes ainsi encaissées au crédit d'un compte global, ne portant pas d'intérêt, qu'elle ouvrira dans ses livres à la Banque nationale de Bulgarie.

D'autre part, toute créance pour achat de marchandises belges ou luxembourgeoises, importées en Bulgarie, devra être réglée moyennant le versement en levas du montant de la créance auprès de la Banque nationale de Bulgarie.

La Banque nationale de Bulgarie portera les sommes ainsi encaissées au crédit d'un compte global, ne portant pas d'intérêt, qu'elle ouvrira dans ses livres à la Banque nationale de Belgique, en tant que caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois.

Les dispositions des lois et règlements bulgares en la matière ne sont pas atteints par le présent accord.

Article 3.

La Banque nationale de Bulgarie et la Banque nationale de Belgique agissant en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, échangeront des avis réciproques des versements reçus, avec indication de la date de chaque encaissement, autorisant de cette façon le paiement au vendeur d'après les dispositions contenues dans les articles 4, 5 et 6.

Ce paiement sera effectué sur la base de la parité monétaire légale, à savoir :

$$\begin{array}{l} 1 \text{ belga} = 19.247.412 \text{ levas ou} \\ 1 \text{ leva} = 0.051.955 \text{ belgas.} \end{array}$$

Les créances libellées en d'autres monnaies que le belga ou le leva seront converties en monnaies nationales respectives au cours du jour du versement en belgas ou en levas auprès de la Banque nationale intéressée sur la base des cours cotés officiellement sur le marché du pays débiteur.

Conformément aux instructions de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, les montants payés aux vendeurs belges en belgas par la Banque nationale de Belgique, agissant en sa qualité de caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, seront portés, à chaque paiement effectué, au débit du compte global belgas de la Banque nationale de Bulgarie auprès de la Banque nationale de Belgique, à Bruxelles.

De son côté, la Banque nationale de Bulgarie débitera le compte global levas, à Sofia, de la Banque nationale de Belgique, caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, de la contre-valeur calculée selon l'article 3, alinéas 2 et 3, de tous les paiements effectués en Belgique, suivant les instructions de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, par la Banque nationale de Belgique aux vendeurs belges, en règlement de leurs créances commerciales en vertu du présent accord.

Article 4.

Les créances bulgares seront réglées, d'après l'ordre chronologique des versements, dont question à l'article 3 ; les créances belges et luxembourgeoises aux conditions prévues aux articles 5 et 6, le tout dans les limites des disponibilités existant dans les comptes globaux respectifs auprès de la Banque nationale de Bulgarie pour les exportateurs de marchandises bulgares et auprès de la Banque nationale de Belgique, suivant les indications de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois pour les exportateurs de marchandises belges ou luxembourgeoises.

Article 5.

La présente convention s'applique également aux créances échues et non encore payées au moment de l'entrée en vigueur de cette convention et résultant des échanges commerciaux entre la Bulgarie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, comme spécifié à l'article premier.

Article 2.

Debts due for the purchase of Bulgarian goods imported into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be settled by paying the amount of the claim in belgas to the National Bank of Belgium which, as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office, shall enter the sums so received to the credit of a non-interest-bearing pooled account which it will open in its books in the name of the National Bank of Bulgaria.

Debts due for the purchase of Belgian or Luxemburg goods imported into Bulgaria shall be settled by paying the amount of the claim in levas to the National Bank of Bulgaria.

The National Bank of Bulgaria shall enter the sums so received in a non-interest-bearing pooled account which it will open in its books in the name of the National Bank of Belgium, acting as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

The provisions of Bulgarian laws and regulations on the subject shall not be affected by the present Convention.

Article 3.

The National Bank of Bulgaria and the National Bank of Belgium, acting as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office, shall notify each other of the sums paid in, specifying the date of each payment, thereby authorising payment to the seller in accordance with the provisions contained in Articles 4, 5 and 6.

This payment shall be effected on the basis of the legal currency parity, viz. :

1 belga = 19,247,412 levas, or
1 leva = 0,051,955 belgas.

Debts expressed in currencies other than the belga or the leva shall be converted into the respective national currencies at the rate of exchange of the day of payment in belgas or levas to the National Bank concerned on the basis of the rates officially quoted on the exchange of the debtor country.

In accordance with the instructions of the Belgo-Luxemburg Clearing Office, the amounts paid to Belgian sellers in belgas by the National Bank of Belgium, acting as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office, shall, on each payment being effected, be debited to the pooled account in belgas of the National Bank of Bulgaria with the National Bank of Belgium at Brussels.

Similarly, the National Bank of Bulgaria shall debit the pooled account in leva at Sofia of the National Bank of Belgium, as treasurer for the Belgo-Luxemburg Clearing Office, with the value calculated in accordance with Article 3, paragraphs 2 and 3, of all payments made in Belgium, according to the instructions of the Belgo-Luxemburg Clearing Office, by the National Bank of Belgium to Belgian sellers in settlement of their commercial claims under the present Convention.

Article 4.

Bulgarian claims shall be settled in the chronological order of the payments referred to in Article 3 ; Belgian and Luxemburg claims on the conditions laid down in Articles 5 and 6, in both cases up to amounts not exceeding the balances available in the respective pooled accounts at the National Bank of Bulgaria in the case of exporters of Bulgarian goods, and at the National Bank of Belgium, in accordance with the instructions of the Belgo-Luxemburg Clearing Office, in the case of exporters of Belgian or Luxemburg goods.

Article 5.

The present Convention shall also apply to claims due for payment but not yet settled on the date of the entry into force of this Convention, and arising from trade between Bulgaria and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, as specified in Article 1.

A ce sujet, la Banque nationale de Bulgarie se déclare, dès à présent disposée à accorder, après l'examen des documents y relatifs, toutes les autorisations nécessaires pour le transfert selon les modalités du présent accord au compte global de la Banque nationale de Belgique des sommes qui, selon les dispositions du règlement bulgare sur le trafic des devises et monnaies étrangères, auraient pu être versées sur un compte « provisoirement bloqué ».

Le transfert des montants provisoirement bloqués à la Banque nationale de Bulgarie doit se faire à la demande des créanciers belges ou luxembourgeois.

Article 6.

Jusqu'à l'amortissement des créances échues dont question à l'article 5 les montants versés à la Banque nationale de Belgique par les importateurs de marchandises bulgares dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, seront employés comme suit : 70 % seront destinés au paiement des créances des exportateurs belges et luxembourgeois ; 30 % seront tenus à la libre disposition de la Banque nationale de Bulgarie à un compte ouvert en son nom à la Banque nationale de Belgique.

Après amortissement des dettes échues précitées, le pourcentage laissé à la disposition de la Banque nationale de Bulgarie fera l'objet de nouvelles négociations.

L'Office de compensation belgo-luxembourgeois affectera les 70 % mis à sa disposition comme suit : 15 % à l'amortissement des créances postérieures à la date de la mise en vigueur du présent accord, dans l'ordre chronologique des versements effectués à la Banque nationale de Bulgarie par les débiteurs bulgares ; 55 % à l'amortissement au marc le franc des créances échues dont question à l'article 5.

L'Office de compensation belgo-luxembourgeois se réserve toutefois, après avoir avisé la Banque nationale de Bulgarie, la faculté de modifier cette proportion en faveur des créances anciennes à concurrence des disponibilités qui ne seraient pas requises pour le règlement des créances nouvelles.

De même, la Banque nationale de Bulgarie et l'Office de compensation sont autorisés en vertu de la présente convention, à apporter, de commun accord, à la proportion de 50 % en faveur de la Banque nationale de Bulgarie, spécifiée à l'alinéa premier du présent article, toute modification qu'ils estimeront nécessaire dans la suite.

On entend par créances anciennes :

a) Celles dont le débiteur bulgare s'est libéré à la demande de son créancier belge ou luxembourgeois en levas déposés à la Banque agricole de Bulgarie en compte bloqué avant la mise en vigueur de l'accord, et dont le créancier belge ou luxembourgeois aura demandé le transfert au compte global ouvert chez la Banque nationale de Bulgarie à la Banque nationale de Belgique agissant comme caissier de l'Office de compensation belgo-luxembourgeois ;

b) Celles qui, échues avant la mise en vigueur de l'accord seront, dans le délai de deux mois après cette entrée en vigueur, déclarées sur production des pièces justificatives, soit par le débiteur en Bulgarie à la Banque nationale de Bulgarie, soit par le créancier dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise à l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, ces deux instituts se faisant communication mutuelle des copies des déclarations de créances qui leur seront transmises.

Les cas litigieux seront réglés de commun accord entre la Banque nationale de Bulgarie et l'Office de compensation belgo-luxembourgeois.

Article 7.

Si, dans les relations d'affaires entre une maison exportatrice de marchandises bulgares et une maison exportatrice de marchandises belges ou luxembourgeoises se présentait la possibilité d'une compensation résultant d'une opération d'achat et de vente, la Banque nationale de Bulgarie et l'Office de compensation belgo-luxembourgeois autoriseront, autant que possible, cette compensation, en examinant chaque cas séparément.

In this connection, the National Bank of Bulgaria hereby declares its willingness, after examination of the relevant documents, to grant any authorisation necessary for the transfer, according to the terms of the present Convention, to the pooled account of the National Bank of Belgium of any sums which, according to the provisions of the Bulgarian regulations on foreign exchange and currency transactions could have been paid into a " provisionally blocked " account.

Amounts provisionally blocked at the National Bank of Bulgaria shall be transferred on the request of the Belgian or Luxemburg creditors.

Article 6.

Pending the liquidation of the claims due for payment referred to in Article 5, the amounts paid to the National Bank of Belgium by importers of Bulgarian goods into the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg shall be used as follows : 70 % shall be earmarked for paying the claims of Belgian and Luxemburg exporters ; 30 % shall be kept at the free disposal of the National Bank of Bulgaria in an account opened in its name at the National Bank of Belgium.

After the settlement of the claims due for payment mentioned above fresh negotiations shall be opened regarding the percentage remaining at the disposal of the National Bank of Bulgaria.

The Belgo-Luxemburg Clearing Office shall allocate the 70 % put at its disposal as follows : 15 % to writing off claims dating from before the entry into force of the present Convention in the chronological order of the payments made to the National Bank of Bulgaria by the Bulgarian debtors ; 55 % to writing off *pro rata* the claims due for payment referred to in Article 5.

The Belgo-Luxemburg Clearing Office reserves the right, however, after having notified the National Bank of Bulgaria, to modify this proportion in favour of old claims up to the amounts available and not required for the settlement of new claims.

Similarly, the National Bank of Bulgaria and the Clearing Office shall be authorised under the present Convention to make, by joint agreement, any alteration they may subsequently judge necessary in the proportion of 30 % payable to the National Bank of Bulgaria mentioned in paragraph 1 of the present Article.

Old claims shall be taken to mean :

(a) Claims which the Bulgarian debtor has discharged at the request of his Belgian or Luxemburg creditor by depositing levas with the Agricultural Bank of Bulgaria in a blocked account before the entry into force of the Convention, and which the Belgian or Luxemburg creditor has asked to be transferred to the pooled account opened at the National Bank of Bulgaria for the National Bank of Belgium, acting as treasurer of the Belgo-Luxemburg Clearing Office ;

(b) Claims which fell due for payment before the date of the entry into force of the Convention, and on production of documentary evidence are notified within two months from that date, either by the debtor in Bulgaria to the National Bank of Bulgaria, or by the creditor in the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, to the Belgo-Luxemburg Clearing Office, these two institutions communicating to one another copies of the statements of claims submitted to them.

Doubtful cases shall be settled by joint agreement between the National Bank of Bulgaria and the Belgo-Luxemburg Clearing Office.

Article 7.

If in the course of business relations between a firm exporting Bulgarian goods and a firm exporting Belgian or Luxemburg goods, the possibility of a clearing operation as the result of a purchase and sale transaction should occur, the National Bank of Bulgaria and the Belgo-Luxemburg Clearing Office shall authorise this operation whenever possible, each case being considered separately.

Article 8.

L'Union économique belgo-luxembourgeoise s'efforcera, dans la mesure du possible, d'augmenter ses achats en Bulgarie dans le but de rendre possible le règlement, par voie de compensation, des anciennes et des nouvelles livraisons de marchandises en Bulgarie.

Article 9.

Si, pendant la durée de la présente convention un changement est apporté à la parité monétaire légale telle qu'elle est définie à l'article 5, cette convention cessera d'être en vigueur à partir du jour même de l'établissement de ce changement.

Dans ce cas, comme dans celui de la résiliation de la convention par l'une des deux parties, s'il y avait au compte commun tenu par la Banque nationale de Bulgarie un avoir en levas en faveur des exportateurs belges ou luxembourgeois, cet avoir (pour autant qu'il ne serait pas compensé au compte commun tenu par l'Office de compensation belgo-luxembourgeois, par un avoir en belgas en faveur des exportateurs bulgares), sera viré par ladite institution au crédit dans ses livres de comptes bloqués ouverts au nom des bénéficiaires belges ou luxembourgeois.

Toutefois, les bénéficiaires de ces comptes individuels, pourront en obtenir le transfert à leur nom à des établissements à l'intérieur de la Bulgarie, également en comptes bloqués.

Il est d'ailleurs entendu, que, dans le cas de résiliation forcée pour cause de modification à la parité monétaire or légale, des pourparlers immédiats seront engagés ayant pour objet non seulement le point spécial défini à l'alinéa précédent, mais aussi la conclusion d'une nouvelle Convention de compensation.

Article 10.

Chaque gouvernement prendra, en ce qui le concerne, les mesures qu'il jugera nécessaires pour faire observer par ses ressortissants les dispositions de la présente convention.

Article 11.

La présente convention entrera en vigueur dix jours après la date de l'échange des ratifications. Elle restera en vigueur aussi longtemps que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas signifié son désir d'y mettre fin sous un préavis de quinze jours.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double expédition, le 21 juin 1933.

Le Plénipotentiaire belge :
(L. S.) (Signé) M. CUVELIER.

Le Plénipotentiaire bulgare :
(L. S.) (Signé) N. MOUCHANOFF.

Article 8.

The Economic Union of Belgium and Luxemburg shall endeavour so far as possible to increase its purchases in Bulgaria with a view to enabling old and new deliveries of goods to Bulgaria to be settled by means of the clearing system.

Article 9.

If during the term of the present Convention changes are made in the legal currency parity as defined in Article 5, this Convention shall cease to be in force as from the date on which such changes are made.

In this case, and also in the event of one of the Parties denouncing the Convention, if the National Bank of Bulgaria then held a sum in levas in the joint account to the credit of Belgian or Luxemburg exporters, such sum (in so far as not set off in the joint account kept by the Belgo-Luxemburg Clearing Office by a sum in belgas to the credit of Bulgarian exporters) shall be transferred by the said institution to the credit in its books of blocked accounts opened in the names of the Belgian or Luxemburg creditors.

The persons for whose benefit these separate accounts are opened may, however, have them transferred to their credit with institutions within Bulgaria also in blocked account.

It is further understood that, in case of compulsory termination of the Convention owing to a change in the legal gold monetary parity, immediate negotiations shall be opened relating, not only to the special point mentioned in the previous paragraph, but also to the conclusion of a new Clearing Convention.

Article 10.

Each Government shall take, in so far as it is concerned, the steps it considers necessary to secure compliance by its nationals with the provisions of the present Convention.

Article 11.

The present Convention shall come into force ten days after the date of the exchange of ratifications. It shall remain in force until one of the High Contracting Parties signifies its desire to terminate it subject to fifteen days' notice.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia in duplicate on June 21, 1933.

(L. S.) (Signed) M. CUVELIER,
Belgian Plenipotentiary.

(L. S.) (Signed) N. MOUCHANOFF,
Bulgarian Plenipotentiary.

N° 3248.

POLOGNE ET SUÈDE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Stockholm, les 20 et 25 janvier 1928.

POLAND AND SWEDEN

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Stockholm, January 20 and 25, 1928.

N° 3248. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET SUÉDOIS AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. STOCKHOLM, LES 20 ET 25 JANVIER 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.*

I.

N° 2416/27.

D'ordre de son gouvernement, la Légation de Pologne à Stockholm a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère royal des Affaires étrangères que le Gouvernement polonais a pris bonne note de la communication du Gouvernement suédois contenue dans la note verbale en date du 22 octobre 1927, se rapportant à l'exécution des résolutions en Suède de l'article premier, alinéa 1 ; article 9, alinéa premier ; article 6, alinéa premier, N°s 1 et 3 ; article 18, alinéa 3, de la Convention¹ de La Haye du 17/7 1905 relative à la procédure civile.

Vu l'explication du Gouvernement suédois donnée dans la note verbale susmentionnée et notamment : que d'après la législation en vigueur en Suède il est admis d'effectuer les significations d'actes de la manière visée par l'article 6, alinéa premier, N°s 1 et 3, ainsi que rien ne s'oppose à ce que la signification d'actes en Suède se fasse conformément à l'article 3 en langue française et que selon le point de vue du Gouvernement suédois dans cet état de choses l'échange des déclarations spéciales entre les deux gouvernements précités est superflue, le Gouvernement polonais considère la question comme définitivement réglée par l'échange des notes verbales du 17 septembre et 22 octobre, et reconnaît en même temps de sa part au Gouvernement suédois la réciprocité dans cette question.

Comme le point de vue du Gouvernement suédois diffère relativement à l'adaptation de la proposition du Gouvernement polonais concernant l'emploi de la langue pour les commissions rogatoires et décisions citées dans l'article 10 et article 19, alinéa 2, N° 3, de la convention, le Gouvernement polonais propose de laisser en vigueur entre la Pologne et la Suède les résolutions respectives de la Convention de La Haye.

STOCKHOLM, le 20 janvier 1928.

Au Ministère des Affaires étrangères,
à Stockholm.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 1^{er} août 1933,

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3248. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE POLISH AND SWEDISH GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. STOCKHOLM, JANUARY 20 AND 25, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

No. 2416/27.

Acting on the instructions of its Government, the Polish Legation at Stockholm has the honour to inform the Royal Minister for Foreign Affairs that the Polish Government has taken note of the communication from the Swedish Government contained in its Note verbale of October 22, 1927, referring to the carrying out in Sweden of the clauses of Article 1, paragraph 1; Article 9, paragraph 1; Article 6, paragraph 1, numbers 1 and 3; Article 18, paragraph 3, of the Hague Convention² of 17/7 1905 concerning Civil Procedure.

In view of the explanation given by the Swedish Government in the above-mentioned Note verbale and particularly in view of the fact that under existing Swedish law writs or documents may be served in the manner laid down in Article 6, paragraph 1, Nos. 1 and 3, and that there is nothing to prevent judicial documents being served in Sweden in the French language in accordance with Article 3, and since the point of view of the Swedish Government is that under these circumstances an exchange of special declarations between the two above-mentioned Governments would be superfluous, the Polish Government regards the question as finally settled by the exchange of Notes verbales dated September 17th and October 22nd and at the same time grants reciprocity to the Swedish Government in this matter.

Since the Swedish Government has a different point of view as regards the adoption of the Polish Government's proposal in respect of the use of the language for the letters of request and judgments mentioned in Article 10 and in Article 19, paragraph 2, number 3, of the Convention, the Polish Government proposes that the clauses of the Hague Convention dealing with these points should remain in force as between Poland and Sweden.

Dated STOCKHOLM, *January 20, 1928.*

To the Ministry of Foreign Affairs,
Stockholm.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le Ministère royal des Affaires étrangères s'empresse d'accuser réception à la Légation de Pologne de la note verbale du 20 courant par laquelle la Légation a constaté l'accord existant entre les deux gouvernements au sujet de la manière d'appliquer certaines dispositions de la Convention de La Haye relative à la procédure civile.

En même temps, le Ministère a l'honneur de communiquer à la Légation que le Gouvernement suédois, tout comme le Gouvernement polonais, estime que, de part et d'autre, il y a lieu de laisser s'appliquer, telles quelles, les dispositions de l'article 10 et de l'article 19, alinéa 2, N° 3, de la convention précitée.

STOCKHOLM, le 25 janvier 1928.

A la Légation de Pologne,
Stockholm.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 1^{er} août 1933,

D^r J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

The Royal Ministry of Foreign Affairs begs to inform the Polish Legation that it has received the Note verbale of the 20th instant by which the Legation records the agreement between the two Governments as to the manner in which certain clauses of the Hague Convention on Civil Procedure should be applied.

At the same time the Ministry has the honour to inform the Legation that the Swedish Government, like the Polish Government, is of opinion that both Parties should allow the provisions of Article 10 and of Article 19, paragraph 2, number 3, of the above-mentioned Convention to be applied as they stand.

STOCKHOLM, *January 25, 1928.*

To the Polish Legation,
Stockholm.

POLOGNE ET SUISSE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Berne, les 7 février, 15 mars, 18 août et 22 septembre 1928.

POLAND AND SWITZERLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July, 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Berne, February 7, March 15, August 18 and September 22, 1928.

N° 3249. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET SUISSE AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. BERNE, LES 7 FÉVRIER, 15 MARS, 18 AOUT ET 22 SEPTEMBRE 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.*

I.

POSELSTWO
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
W BERNIE.
LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE
A BERNIE.
N° 308/28.

NOTE VERBALE

Etant donné que la Convention¹ de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile prévoit la nécessité de faire par les Etats signataires certaines déclarations et laisse auxdits Etats la faculté de s'entendre, afin de régler certaines questions autrement qu'elles ne le sont par les dispositions de ladite convention, la Légation de Pologne, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur de proposer au Département fédéral de Justice et Police ce qui suit :

Ad article premier, alinéa premier.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination des personnes se trouvant en Pologne devraient être adressées, par les Consuls de Suisse, aux présidents des Tribunaux d'arrondissements du lieu de résidence du destinataire. En même temps, la Légation de Pologne prie le Département de bien vouloir lui indiquer, quelles seraient les autorités suisses compétentes pour recevoir de la part des Consuls de Pologne en Suisse les demandes de signification d'actes judiciaires.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3249. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE POLISH AND SWISS GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. BERNE, FEBRUARY 7, MARCH 15, AUGUST 18, AND SEPTEMBER 22, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

POSELSTWO
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
W BERNIE.

LEGATION
OF THE POLISH REPUBLIC
AT BERNE.

No. 308/28.

NOTE VERBALE.

Whereas the Hague Convention² on Civil Procedure of July 17, 1905, provides that the signatory States must make certain declarations and allows them to settle sundry questions by agreement otherwise than in the manner provided in the Convention, the Polish Legation, acting on instructions from its Government, has the honour to make the following proposals to the Federal Department of Justice and Police :

Ad Article 1, Paragraph 1.

Applications for service of judicial documents on persons in Poland should be forwarded by the Swiss consulates to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee. At the same time the Polish Legation requests the Department to be so good as to indicate to it the Swiss authorities competent to receive applications for services of judicial documents from Polish Consuls in Switzerland.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Ad article 9, alinéa premier.

Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire polonais devraient être transmises au Ministère polonais de Justice. La Légation de Pologne saurait gré au Département fédéral de Justice et Police de vouloir bien lui indiquer quelles seraient les autorités suisses compétentes pour recevoir, par l'intermédiaire des Consuls de Pologne, les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire suisse.

Ad article 6, alinéa premier.

Le Gouvernement polonais exprime, sous réserve de réciprocité, son consentement à ce que les significations d'actes judiciaires soient effectuées de la manière visée par les paragraphes 1 et 3 de l'article 6, alinéa premier, par contre il n'est pas d'accord sur la manière d'effectuer ces significations prévue par le paragraphe 2 du même alinéa.

La Légation de Pologne prie le Département fédéral de Justice et Police de bien vouloir lui faire savoir si le Gouvernement fédéral consent à adopter le même mode de transmission des demandes de signification d'actes judiciaires émanant de la part des autorités polonaises et devant être exécutées sur le territoire suisse. Dans le cas où le Gouvernement polonais et le Gouvernement suisse se mettraient d'accord à ce sujet, un échange de déclarations y relatives pourrait avoir lieu.

Ad article 18, alinéa 3.

Le Gouvernement polonais consent à ce que, sur le territoire polonais, les demandes d'exequatur, dont il est question dans cet article, puissent être adressées directement par les parties intéressées aux autorités compétentes.

En ce qui concerne la langue à employer pour la rédaction des actes judiciaires à signifier, des commissions rogatoires et des décisions relatives aux frais et dépenses, dans les conditions prévues aux articles 3, 10 et 19 de ladite convention, le Gouvernement polonais estimerait désirable le maintien de la pratique actuellement établie entre la Pologne et la Suisse pour les commissions rogatoires et les significations d'actes par l'échange de notes des 28.IX.1921, 22.X.1921 (N° 1697/21) et 31.I.1923 (N° 122-23) et l'extension de cette pratique aux décisions relatives aux frais et dépenses, dans les conditions prévues à l'article 19, alinéa 2, N° 3.

La Légation de Pologne saisit cette occasion pour renouveler au Département fédéral de Justice et Police l'assurance de sa haute considération.

BERNE, le 7 février 1928.

Au Département fédéral de Justice et Police,
Berne.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

Ad Article 9, Paragraph 1.

Letters of request for execution on Polish territory should be forwarded to the Polish Ministry of Justice. The Polish Legation would be much obliged if the Federal Department of Justice and Police would indicate to it the Swiss authorities competent to receive, through the Polish Consuls, letters of request for execution on Swiss territory.

Ad Article 6, Paragraph 1.

The Polish Government, declares that subject to reciprocity it agrees that service of judicial documents should be made in the manner provided for in paragraphs 1 and 3 of Article 6, Section 1, on the other hand, it does not agree to the manner of making such service provided for in paragraph 2 of the same Section.

The Polish Legation requests the Federal Department of Justice and Police to be good enough to inform it whether the Swiss Government consents to adopt the same method of transmission of applications for service of judicial documents coming from Polish authorities for execution on Swiss territory. If the Polish Government and the Swiss Government can agree on this point, an exchange of declarations on the subject might take place.

Ad Article 18, Paragraph 3.

The Polish Government agrees that in Polish territory the requests for enforcement mentioned in this article may be addressed direct by the parties concerned to the competent authorities.

As regards the language to be used in drawing up the judicial documents for service, the letters of request and the decisions concerning costs and expenses under the conditions provided for in Articles 3, 10 and 19 of the said Convention, the Polish Government considers it desirable to maintain the practice at present established as between Poland and Switzerland in respect of letters of request and service of documents by the exchange of notes of 28.IX.1921, 22.X.1921 (No. 1697-21) and 31.I.1923 (No. 122-23) and the extension of this practice to judgments concerning costs and expenses under the conditions provided for in Article 19, Section 2, No. 3.

The Polish Legation has the honour to be, etc.

BERNE, *February 7, 1928.*

To the Federal Department of Justice and Police,
Berne.

II.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE JUSTICE ET POLICE.

N° P. R. 16 Sch.

BERNE, le 15 mars 1928.

En réponse à la note verbale du 7 février, N° 308/28, concernant l'application de la Convention de La Haye relative à la procédure civile, le Département fédéral de Justice et Police a l'honneur d'informer la Légation de Pologne de ce qui suit :

Ad article premier, alinéa premier.

Le Département a pris connaissance du fait que les demandes de signification d'actes judiciaires à destination des personnes se trouvant en Pologne peuvent être adressées, par les Consulats de Suisse, aux présidents des Tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire, ce qui revient à dire qu'en pratique la transmission en sera opérée par la Légation de Suisse à Varsovie, qui exerce seule actuellement les fonctions consulaires suisses en Pologne.

Pour ce qui est de la notification en Suisse, la Légation et les Consulats de Pologne en Suisse peuvent, comme ce fut le cas jusqu'ici, s'adresser directement à la Division de police de ce Département.

Ad article 9, alinéa premier.

Le Département prend acte du fait que les commissions rogatoires suisses peuvent être adressées au Ministre polonais de la Justice. Il entend la chose de cette manière, que la transmission se fera par la Légation de Suisse à Varsovie.

Les commissions rogatoires polonaises à exécuter en Suisse, à l'instar des actes à notifier, seront reçues par la Division fédérale de police, à qui elles seront transmises par la Légation ou les Consulats de Pologne en Suisse.

Ad article 6.

Le Département a l'honneur de communiquer à la Légation de Pologne qu'il a toujours considéré la notification d'actes aux personnes résidant en Suisse, comme un acte officiel appartenant aux autorités suisses et qu'il a toujours déclaré inadmissible, à l'égard de tout Etat étranger, les notifications d'actes visées par l'article 6, alinéa premier, chiffres 1 à 3. Cette attitude, il est obligé de l'observer aussi envers la Pologne. Il s'ensuit que les notifications directes, au sens de l'alinéa 2 *in fine*, ne peuvent être admises qu'en ce qui concerne les ressortissants polonais résidant en Suisse, dans la mesure où elles ne revêtent pas un caractère de contrainte.

Ad article 18, alinéa 3.

Le Département est d'accord qu'il ne sera pas nécessaire, pour les demandes d'exequatur, d'emprunter la voie diplomatique.

Les décisions polonaises relatives aux frais peuvent être exécutées en Suisse de la manière suivante : Le créancier peut — sans procédure d'exequatur préalable — adresser une réquisition de poursuite à l'Office des poursuites compétent (article 67 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite). A réquisition de poursuite, l'Office rédige le commandement de payer (article 69). Si le débiteur ne forme pas opposition dans les dix jours de la notification (articles 74 et suivants), le créancier peut, à l'expiration du délai de vingt jours, requérir sans autre la continuation de la poursuite (voir article 88 et 159). Mais, si le débiteur a fait opposition en temps utile, le créancier peut requérir du juge la main-levée de l'opposition (articles 80, alinéa premier, et 81, alinéa 3). Le juge examine si les conditions prévues à l'article 19 de la Convention relative à la procédure

II.

FEDERAL DEPARTMENT
OF JUSTICE AND POLICE.

No. P.R.16 Sch.

BERNE, March 15, 1928.

In reply to the Note verbale of February 7, No. 308/28, concerning the application of the Hague Convention on civil procedure, the Federal Department of Justice and Police has the honour to inform the Polish Legation as follows :

Ad Article 1, Paragraph 1.

The Department has taken note of the fact that applications for service of judicial documents on persons in Poland can be forwarded by the Swiss consulates to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee, which means in practice that they will be forwarded through the Swiss Legation at Warsaw, which at present is the only Swiss consular establishment in Poland.

As regards notification in Switzerland, the Polish Legation and Consulates in Switzerland may, as hitherto, apply direct to the Police Division of this Department.

Ad Article 9, Paragraph 1.

The Department notes the fact that Swiss letters of request may be forwarded to the Polish Ministry of Justice. They understand this to mean that they will be forwarded through the Swiss Legation at Warsaw.

Polish letters of request for execution in Switzerland, like documents to be served, will be received by the Federal Police Division, to whom they will be forwarded by the Polish Legation or Consulates in Switzerland.

Ad Article 6.

The Department has the honour to inform the Polish Legation that it has always regarded the service of judicial documents on persons resident in Switzerland as an official act which is the prerogative of the Swiss authorities and has always held it to be inadmissible that any foreign State should serve judicial documents in the manner specified in Article 6, Section 1, paragraphs 1 and 3. It is obliged to maintain this attitude towards Poland also. Consequently direct service, within the meaning of the final clause of Section 2, can only be allowed in the case of Polish nationals resident in Switzerland in so far as such service is not coercive in character.

Ad Article 18, Paragraph 3.

The Department agrees that it will not be necessary for requests for enforcement to pass through the diplomatic channel.

Polish decisions concerning costs may be enforced in Switzerland as follows : The creditor can — without any previous action to secure enforcement — address an application for proceedings to the competent Debt Recovery Proceedings Office (*Office de Poursuites*) (Article 67 of the Federal Law on Debt and Bankruptcy). On receipt of the request to undertake proceedings, the Office prepares a summary to pay (Article 69). If the debtor does not file a plea to the action within ten days from the receipt of the summons (Articles 74 *et sequentes*) the creditor may at the end of twenty days without further formalities demand that the proceedings shall continue (see Articles 88 and 159). If, however, the debtor files a plea to the action within the specified time-limit, the creditor may apply to the judge to disallow the plea (Article 80, paragraph 1, and

civile sont remplies ; si oui, il prononce la main-levée ; le créancier peut alors requérir la continuation de la poursuite.

Un exemplaire en français de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est joint à ce pli.

Pour ce qui est de la question de langue, le Département pense également que la réglementation convenue par l'échange des notes verbales des 28 septembre/24 octobre 1921 (non point du 22 octobre), concernant la notification d'actes et les commissions rogatoires, doit rester en vigueur, d'autant plus que cette convention est en harmonie avec les dispositions de la Convention de La Haye. A ce sujet, le Département se permet de renvoyer encore à sa note du 10 mai 1925 (P.R. 16 Sch.), aux termes de laquelle les notifications par contrainte, au sens de l'article 3 de la Convention de La Haye, doivent être traitées comme les commissions rogatoires, c'est-à-dire que les actes à notifier dans une forme spéciale (par contrainte) doivent eux-mêmes être accompagnés d'une traduction dans la langue de l'autorité requise.

Concernant la question de langue, en tant qu'elle se rapporte à l'article 19, alinéa 2, chiffre 3, il y a lieu de considérer que la demande d'exequatur (soit en Suisse la réquisition de main-levée) est formée directement par les parties intéressées ; la réquisition doit être rédigée dans la langue de l'autorité requise, ce qui justifie d'ailleurs la nécessité d'accompagner les pièces à l'appui d'une traduction dans cette langue. Quant aux motifs de la décision, à teneur du chiffre 3, alinéa 2, de l'article 19, ils n'ont pas besoin d'être traduits. La traduction du dispositif de la décision (avec l'introduction) suffit, ainsi que celle des pièces mentionnées à l'alinéa 3.

Le Département serait reconnaissant à la Légation de Pologne de lui faire connaître sa manière de voir au sujet de ce qui précède.

Il saisit cette occasion de renouveler à la Légation de Pologne l'assurance de sa haute considération.

(L. S.)

A la Légation de Pologne,
à Berne.

I annexe.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

III.

POSELSTWO.
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
W BERNIE.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE
A BERNÉ.

N^o 1841/28.
Ref. P.R. 16. Sch.

La Légation de Pologne a l'honneur d'accuser réception au Département fédéral de Justice et Police de son obligeante note, en date du 15 mars dernier, relative à l'application aux rapports entre la Pologne et la Suisse de la Convention de La Haye sur la procédure civile.

Article 81, paragraph 3). The judge considers whether the conditions laid down in Article 19 of the Convention on Civil Procedure are fulfilled ; if he decides affirmatively, he disallows the debtor's plea ; the creditor may then ask that the proceeding shall continue.

A copy in French of the Federal Law on Proceedings in Debt and Bankruptcy is attached herewith.

As regards the question of language, the Department is also of opinion that the rules agreed on by the exchange of Notes verbales on September 28/October 24 (not October 22), 1921, concerning service of documents and letters of request should remain in force, particularly as this Convention is in harmony with the provisions of the Hague Convention. In this connection the Department would again refer to its note of May 10, 1925 (P.R. 16 Sch.), under which coercive summonses within the meaning of Article 3 of the Hague Convention should be treated as letters of request, i.e. documents to be served in special (coercive) form should be accompanied by a translation into the language of the authority to which application is made.

So far as concerns the question of language in relation to Article 19, Section 2, paragraph 3, it should be remembered that the request for enforcement (or, in Switzerland, the application for the disallowing of the plea to the action) is made direct by the parties concerned ; the application should be made out in the language of the authority to which application is made, so that substantiating documents should also be accompanied by a translation into that language. The reasons for the judgment under paragraph 3, Section 2, of Article 19 need not be translated. A translation of the text of the judgment itself (with its introductory clauses) is sufficient, together with a translation of the documents mentioned in Section 3.

The Department would be grateful if the Polish Legation would communicate its views on the foregoing.

It has the honour to be, etc.

(L. S.)

The Polish Legation,
at Berne.

1 annex.

III.

POSELSTWO
RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
W BERNIE.

LEGATION
OF THE POLISH REPUBLIC
AT BERNÉ.

No. 1841/28.
Ref. P.R. 16. Sch.

The Polish Legation has the honour to acknowledge receipt of the Note from the Federal Department of Justice and Police, dated March 15 last, dealing with the application to Poland and Switzerland of the Hague Convention on Civil Procedure.

En réponse à cette communication, qu'elle a eu soin de porter à la connaissance de son gouvernement, la Légation de Pologne est chargée de déclarer ce qui suit :

Rel. aux articles premier, alinéa premier, et 9, alinéa premier.

Le Gouvernement polonais prend acte du fait que l'entrée en vigueur de la Convention de La Haye, relative à la procédure civile, ne modifie en rien la pratique établie jusqu'ici, en ce qui concerne les demandes de signification d'actes judiciaires et des commissions rogatoires polonaises à exécuter en Suisse, ce qui équivaut à dire que la Légation et les Consulats de Pologne peuvent continuer à transmettre directement les actes en question, à la Division de Police du Département fédéral de Justice et Police.

Rel. à l'article 6, alinéa premier.

Le Gouvernement polonais a pris connaissance du fait que le Gouvernement fédéral croit devoir s'opposer à la notification directe d'actes à exécuter en Suisse, de la manière indiquée à l'alinéa premier de cet article.

Rel. à l'article 18, alinéa 3.

Le Gouvernement polonais prend acte de ce que le Gouvernement fédéral est d'accord de laisser les Parties intéressées adresser directement aux autorités suisses les demandes d'exequatur, sans emprunter la voie diplomatique. A cette occasion, la Légation s'empresse de remercier le Département fédéral de Justice et Police des renseignements qu'il a bien voulu fournir dans sa note, sur la manière dont les décisions polonaises relatives aux frais et dépens, peuvent être exécutées en Suisse, ainsi que pour la communication des textes des lois fédérales sur la poursuite pour dettes et sur la faillite. Les autorités polonaises compétentes ne manqueront pas de mettre ces renseignements à profit.

Rel. aux articles 3 et 10.

Pour ce qui est de la question de langue, le Gouvernement polonais prend acte du fait que le Gouvernement fédéral est également d'accord de maintenir en vigueur la réglementation convenue et mise en pratique jusqu'à ce jour entre les deux Parties, cela aussi bien en ce qui concerne les commissions rogatoires et les simples notifications d'actes, que les notifications dans une forme spéciale (par contrainte), étant entendu que ces dernières doivent être accompagnées d'une traduction complète, conformément à l'article 3 de la convention.

Rel. à l'article 19, alinéa 2, chiffre 3.

Le Gouvernement polonais a pris connaissance du point de vue du Gouvernement suisse, concernant la question de langue, en tant qu'elle se rapporte à cet article, et des explications complémentaires qu'il a bien voulu y joindre, notamment, selon l'interprétation du Gouvernement fédéral, les demandes d'exequatur (les réquisitions de main-levée) doivent être rédigées dans la langue de l'autorité requise, et les pièces à l'appui munies d'une traduction dans cette langue. Par contre, quant aux décisions mêmes, seule la traduction de leurs dispositifs est nécessaire, leurs motifs n'ayant pas besoin d'être traduits.

En portant tout ce qui précède à la connaissance du Département fédéral de Justice et Police, la Légation de Pologne a l'honneur d'ajouter que le Gouvernement polonais ne manquera pas

In reply to this communication, which it has communicated to its Government, the Polish Legation is instructed to make the following statement :

Re Articles 1, Paragraph 1, and 9, Paragraph 1.

The Polish Government takes note of the fact that the coming into force of the Hague Convention on Civil Procedure in no way alters the hitherto established practice so far as concerns applications for service of judicial documents and Polish letters of request for execution in Switzerland, which is equivalent to saying that the Polish Legation and Consulates may continue to forward the documents direct to the Federal Department of Justice and Police.

Re Article 6, Paragraph 1.

The Polish Government has taken note of the fact that the Federal Government finds it necessary to object to the direct service of documents for execution in Switzerland in the manner indicated in paragraph 1 of the said Article.

Re Article 18, Paragraph 3.

The Polish Government takes note that the Federal Government agrees to allow the interested parties to forward requests for enforcement direct to the Swiss authorities, without passing through the diplomatic channel. On this point the Legation desires to thank the Federal Department of Justice and Police for the information which it has kindly supplied in its Note as to the manner in which Polish decisions concerning costs and expenses can be enforced in Switzerland, and for communicating the texts of the Federal laws on proceedings in debt and bankruptcy. This information will certainly be of great utility to the competent Polish authorities.

Re Articles 3 and 10.

As regards the question of language, the Polish Government notes that the Federal Government is also willing to maintain the rules hitherto agreed upon and applied by the two Parties, both as concerns letters of request and simple service of documents, and also service in special (coercive) form, it being understood that the latter should be accompanied by a full translation in accordance with Article 3 of the Convention.

Re Article 19, Paragraph 2 (3).

The Polish Government takes note of the point of view of the Swiss Government of the question of language, so far as it concerns this Article, and the additional explanations thereto, and the fact that, according to the interpretation given by the Federal Government, requests for enforcement (applications for the disallowing of the plea to the action) should be made in the language of the authority to which application is made, and that substantiating documents should also be accompanied by a translation into that language. On the other hand, in the case of the judgments, only a translation of the actual text of the judgment is necessary, the reasons for the judgment not requiring translation.

In bringing the above to the notice of the Federal Department of Justice and Police, the Polish Legation has the honour to add that the Polish Government will see that the competent authorities

de donner aux autorités compétentes, les instructions nécessaires, dans le sens des déclarations ci-dessus énoncées. Par conséquent, la Légation saurait gré au Département s'il voulait bien lui confirmer la réception de la présente note, afin que la Légation puisse en informer le Ministère polonais des Affaires étrangères.

La Légation de Pologne saisit cette occasion de, etc.,

BERNE, le 18 août 1928.

Au Département fédéral de Justice et Police,
Berne.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

IV.

CONFÉDÉRATION SUISSE.

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE JUSTICE ET POLICE.

N° P.R.16 Sch.

BERNE, le 22 septembre 1928.

Le Département fédéral de Justice et Police a l'honneur d'accuser réception à la Légation de Pologne de sa note verbale du 18 août, N° 1841/28, relative à l'application de la Convention de La Haye sur la procédure civile, dans les rapports entre la Suisse et la Pologne. Le Département a pris acte des déclarations de la Légation de Pologne et constate la parfaite concordance des points de vue adoptés de part et d'autre.

Le Département de Justice et Police saisit cette occasion de renouveler à la Légation de Pologne les assurances de sa haute considération.

(L. S.)

A la Légation de Pologne,
à Berne.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

receive the necessary instructions in pursuance of the declarations set forth above. The Legation would therefore be grateful if the Department would confirm receipt of the present Note, in order that the Polish Legation may inform the Ministry of Foreign Affairs.

The Polish Legation has the honour to be, etc.

BERNE, *August 18, 1928.*

To the Federal Department of Justice and Police,
Berne.

IV.

SWISS CONFEDERATION.
FEDERAL DEPARTMENT
OF JUSTICE AND POLICE.
No. P.R.16 Sch.

BERNE, *September 22, 1928.*

The Federal Department of Justice and Police has the honour to acknowledge receipt of the Polish Legation's Note Verbale of August 18, No. 1841/28, concerning the application of the Hague Convention on Civil Procedure on the relations between Switzerland and Poland. The Department has taken cognisance of the declarations of the Polish Legation and notes that there is perfect agreement between the points of view adopted on both sides.

The Department of Justice and Police has the honour, etc.

(L. S.)

To the Polish Legation
at Berne.

N° 3250.

**FINLANDE ET POLOGNE
ET VILLE LIBRE DE DANTZIG**

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Helsinki, les 26 juin 1929 et 20 mars 1931.

**FINLAND AND POLAND
AND FREE CITY OF DANZIG**

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Helsinki, June 26, 1929, and March 20, 1931.

N° 3250. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, AGISSANT TANT EN SON PROPRE NOM QUE POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. HELSINKI, LES 26 JUIN 1929 ET 20 MARS 1931.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.*

I.

LÉGATION DE POLOGNE
EN FINLANDE.
607/29.

D'ordre de son gouvernement la Légation de Pologne a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère des Affaires étrangères, avec prière de bien vouloir saisir le Gouvernement de la République de Finlande, de ce qui suit :

Le Gouvernement de la République de Pologne a pris note du contenu de la note verbale du Ministère des Affaires étrangères de Finlande du 19 janvier 1929, N° 965, relative à l'application en Finlande des dispositions de la Convention¹ de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, et considère comme réglées dans les relations réciproques entre les deux pays, toutes les questions concernant l'application des dispositions de ladite convention.

En même temps la Légation de Pologne a l'honneur de communiquer qu'en ce qui concerne la Ville Libre de Dantzig, les demandes de signification des actes judiciaires (article premier), les commissions rogatoires (article 9), ainsi que les demandes d'exéquatur (article 18), devront être transmises par la voie diplomatique.

Quant aux dispositions spéciales prévues à l'article 6, concernant la signification des actes judiciaires, aura application sur le territoire de la Ville libre de Dantzig seulement la disposition énumérée au paragraphe premier de l'article ci-dessus mentionné.

La Légation de Pologne profite de cette occasion pour présenter au Ministère des Affaires étrangères ses meilleurs compliments.

HELSINKI, le 26 juin 1929.

Au Ministère des Affaires étrangères de Finlande,
à Helsinki.

Pour copie certifiée conforme :
Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3250. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH GOVERNMENT AND THE POLISH GOVERNMENT, ACTING FOR POLAND AS WELL AS FOR THE FREE CITY OF DANZIG, WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. HELSINKI, JUNE 26, 1929, AND MARCH 20, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

POLISH LEGATION
IN FINLAND.
607/29.

Acting on instructions from its Government, the Polish Legation has the honour to communicate the following to the Ministry of Foreign Affairs with the request that it transmit this communication to the Government of the Republic of Finland :

The Government of the Polish Republic has taken note of the Note Verbale from the Finnish Ministry of Foreign Affairs dated January 19, 1929, No. 965, relating to the application in Finland of the provisions of the Hague Convention² of July 17, 1905, on civil procedure, and regards all questions connected with the application of the provisions of the said Convention as settled so far as concerns the reciprocal relations between the two countries.

At the same time the Polish Legation has the honour to state that so far as concerns the Free City of Danzig, applications for service of judicial documents (Article 1), letters of request (Article 9), and requests for enforcement (Article 18), should be forwarded through the diplomatic channel.

As regards the special provisions mentioned in Article 6 concerning service of judicial documents, only the provisions set forth in paragraph 1 of the above-mentioned Article shall apply to the territory of the Free City of Danzig.

The Polish Legation has the honour, etc.

HELSINKI, *June 26, 1929.*

To the Finnish Ministry of Foreign Affairs,
Helsinki.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 3596.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de satisfaire par la présente au désir — exprimé verbalement — de la Légation de recevoir un accusé de réception de sa note verbale en date du 26 juin 1929, N° 607/29.

Ce Ministère avait considéré que par la note susdite, communiquée à la Légation de Finlande à Varsovie par lettre en date du 7 juillet 1929, fut terminé l'échange de notes concernant le mode d'application, dans les relations entre la Finlande et la Pologne et entre la Finlande et la ville libre de Dantzig, de la Convention de La Haye sur la procédure civile, et que cette question était dès lors définitivement réglée. Il convient de faire observer que le mode d'application de ladite convention en Finlande, non seulement pour ce qui regarde les rapports entre la Finlande et la Pologne mais aussi quant aux rapports entre la Finlande et la Ville libre de Dantzig, fut indiqué dans la note adressée le 18 mai 1927 par l'envoyé extraordinaire et le ministre plénipotentiaire de Finlande à Varsovie au ministre des Affaires étrangères de Pologne, note dont une copie fut annexée à la note verbale de ce Ministère en date du 19 janvier 1929 N° 965.

Helsinki, le 20 mars 1931.

A la Légation de Pologne
à Helsinki.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 3596.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour by the present note to comply with the verbally expressed desire of the Legation to receive an acknowledgment of its Note Verbale of June 26, 1929, No. 607/29.

The Ministry had regarded the above note, communicated to the Finnish Legation at Warsaw by a letter of July 7, 1929, as terminating the method of application, so far as concerns relations between Finland and Poland and between Finland and the Free City of Danzig, of the Hague Convention on civil procedure, and that this question was finally settled. It should be pointed out that the method of application of the said Convention in Finland, not only as concerns relations between Finland and Poland, but also relations between Finland and the Free City of Danzig, had been indicated in the note sent on May 18, 1927, by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Warsaw to the Polish Ministry of Foreign Affairs, a copy of which was annexed to the Note Verbale from this Ministry dated January 19, 1929, No. 965.

HELSINKI, *March* 20, 1931.

To the Polish Legation,
Helsinki.

LUXEMBOURG ET POLOGNE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Bruxelles, le 7 décembre 1928, Luxembourg, le 10 juillet 1930, Bruxelles, les 17 juillet 1930 et 31 mars 1931, et Luxembourg, le 10 avril 1931.

LUXEMBURG AND POLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Brussels, December 7, 1928, Luxemburg, July 10, 1930, Brussels, July 17, 1930, and March 31, 1931, and Luxemburg, April 10, 1931.

N^o 3251. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LUXEMBOURGEOIS ET POLONAIS AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. BRUXELLES, LE 7 DÉCEMBRE 1928, LUXEMBOURG, LE 10 JUILLET 1930, BRUXELLES, LES 17 JUILLET 1930 ET 31 MARS 1931, ET LUXEMBOURG, LE 10 AVRIL 1931.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.*

I.

LÉGATION DE POLOGNE
A BRUXELLES.
N. 4805/28.

BRUXELLES, le 7 décembre 1928.

Vu que la Convention¹ de La Haye du 17 juin 1905, relative à la procédure civile, prévoit la nécessité de faire par les Etats signataires certaines déclarations et laisse auxdits Etats la faculté de s'entendre afin de régler certaines questions autrement qu'elles ne le sont par les dispositions de ladite convention, la Légation de Pologne, d'ordre de son gouvernement, à l'honneur de proposer ce qui suit :

Ad article premier, alinéa premier.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination des personnes se trouvant en Pologne devraient être adressées par les consuls de Luxembourg aux présidents des tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

En même temps la Légation de Pologne prie de bien vouloir lui indiquer quelles seraient les autorités luxembourgeoises compétentes pour recevoir de la part des consuls de Pologne au Luxembourg les demandes de significations d'actes judiciaires.

Ad article 9, alinéa premier.

Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de Pologne devraient être transmises au Ministère de la Justice.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3251. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LUXEMBURG GOVERNMENT AND THE POLISH GOVERNMENT WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. BRUSSELS, DECEMBER 7, 1928, LUXEMBURG, JULY 10, 1930, BRUSSELS, JULY 17, 1930, AND MARCH 31, 1931, LUXEMBURG, APRIL 10, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

LEGATION OF THE POLISH REPUBLIC
AT BRUSSELS.

No. 4805/28.

BRUSSELS, December 7, 1928.

Whereas the Hague Convention² on Civil Procedure of July 17, 1905, provides that the signatory States must make certain declarations and allows them to settle sundry questions by agreement otherwise than in the manner provided in the Convention, the Polish Legation, acting on instructions from its Government, has the honour to make the following proposals :

Ad Article 1, Paragraph 1.

Applications for service of judicial documents on persons in Poland should be forwarded by the Luxemburg Consuls to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee.

At the same time the Polish Legation requests the Department to be so good as to indicate to it the Luxemburg authorities competent to receive applications for service of judicial documents from Polish Consuls in Luxemburg.

Ad Article 9, Paragraph 1.

Letters of request for execution on Polish territory should be forwarded to the Polish Ministry of Justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

La Légation de Pologne saurait gré au Gouvernement luxembourgeois de vouloir bien lui indiquer quelles seraient les autorités luxembourgeoises compétentes pour recevoir par l'intermédiaire des consuls de Pologne au Luxembourg les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de Luxembourg.

Ad article 6.

Le Gouvernement polonais exprime, sous réserve de réciprocité, son consentement à ce que les significations d'actes judiciaires soient effectuées de la manière visée par les paragraphes 1 et 3 de l'article 6, alinéa premier. Par contre il n'est pas d'accord sur la manière d'effectuer ces significations prévue par le paragraphe 2 du même alinéa.

Le Légation de Pologne prie le Gouvernement luxembourgeois de bien vouloir lui faire savoir, s'il consent à adopter le même mode de transmission des demandes de signification d'actes judiciaires émanant de la part des autorités polonaises et devant être exécutées sur le territoire de Luxembourg. Dans le cas où le Gouvernement polonais et le Gouvernement luxembourgeois se mettraient d'accord sur ce sujet, un échange de déclarations y relatives pourrait avoir lieu.

Ad article 18, alinéa 3.

Le Gouvernement polonais consent à ce que sur le territoire polonais les demandes d'exequatur, dont il est question dans cet article puissent être adressées directement par les parties intéressées aux autorités compétentes.

En plus des propositions précitées, la Légation de Pologne a l'honneur de communiquer que le Gouvernement polonais désirerait s'entendre avec le Gouvernement luxembourgeois au sujet de la langue dans laquelle seraient rédigées les significations d'actes judiciaires et les commissions rogatoires conformément aux articles 3 et 10 et au paragraphe 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de ladite convention et propose, de sa part, à cette fin, la langue française.

Au Département
des Affaires étrangères
à Luxembourg.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933,

Dr J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

II.

GOVERNEMENT
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

14.2.34. a.

Comme suite à sa note du 16 avril dernier, N° 14-2-34a, le Département des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation de Pologne que l'autorité judiciaire vient de terminer l'étude et l'examen des propositions du 7 décembre 1928 et que le Gouvernement grand-ducal est tout disposé à donner son assentiment au projet d'arrangement élaboré par le Gouvernement polonais pour régler certaines questions concernant l'exécution de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, dans les relations entre le Grand-Duché et la Pologne.

The Polish Legation would be much obliged if the Luxemburg Government would be so good as to indicate to it the Luxemburg authorities competent to receive through the Polish Consuls in Luxemburg letters of request for execution on Luxemburg territory.

Ad Article 6.

The Polish Government declares that, subject to reciprocity, it agrees that service of judicial documents should be made in the manner provided for in paragraphs 1 and 3 of Article 6, Section 1; on the other hand, it does not agree to the method of making such service laid down in paragraph 2 of the same Section.

The Polish Legation requests the Luxemburg Government to be good enough to inform it whether it consents to adopt the same method of transmission of applications for service of judicial documents coming from Polish authorities for execution on Luxemburg territory. If the Polish Government and the Luxemburg Government can agree on this point, an exchange of declarations on the subject might take place.

Ad Article 18, Paragraph 3.

The Polish Government agrees that in Polish territory the requests for enforcement mentioned in this Article may be addressed direct by the parties concerned to the competent authorities.

Further to the above proposals, the Polish Legation has the honour to state that the Polish Government desires to reach an agreement with the Luxemburg Government regarding the language in which service of judicial documents and letters of request shall be drawn up in conformity with Articles 3 and 10 and with paragraph 2 of Article 19 of the said Convention and proposes the use of the French language for that purpose.

To the Department
of Foreign Affairs,
Luxemburg.

II.

GOVERNMENT
DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

14.2.34 a.

Following on its Note, No. 14-2-34 a, the Department of Foreign Affairs has the honour to communicate to the Polish Legation that the legal authorities have just concluded their study and examination of the proposals of December 7, 1928, and that the Grand-Duchy Government is fully prepared to give its assent to the draft agreement prepared by the Polish Government for the settlement of certain questions connected with the carrying out of the Hague Convention on Civil Procedure of July 17, 1905, so far as it concerns the relations between the Grand-Duchy and Poland.

Le voie directe préconisée par le Gouvernement polonais ne manquera certainement pas d'améliorer les rapports assez fréquents entre les deux pays et d'éviter des retards parfois sensibles dans l'échange des correspondances judiciaires par la voie diplomatique.

Pour répondre au désir exprimé par la Légation à l'endroit des articles premier et 9 de la Convention de La Haye du 7 juillet 1905, le procureur général d'Etat et les procureurs d'Etat à Luxembourg et à Diekirch, dans leurs ressorts respectifs, seront désignés, du côté luxembourgeois, pour recevoir des consuls polonais les actes judiciaires et les commissions rogatoires en vue de l'exécution des devoirs requis.

Le Gouvernement luxembourgeois donne son attache à la proposition du Gouvernement polonais de faire effectuer, sous réserve de réciprocité, les significations d'actes judiciaires (article 6 de la convention) de la manière visée par les paragraphes 1 et 3, à l'exclusion de la mise en œuvre du N° 2 dudit article 6.

Il est également d'accord pour adopter la langue française pour la rédaction des significations d'actes judiciaires et des commissions rogatoires émanant des deux pays.

Le Département des Affaires étrangères serait fort obligé à la Légation de Pologne de bien vouloir porter ce qui précède à la connaissance de son gouvernement et il la prie d'agréer l'assurance renouvelée de sa haute considération.

LUXEMBOURG, le 10 juillet 1930.

A la Légation de Pologne
à Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

III.

LÉGATION DE POLOGNE.

N° 3014/30.

BRUXELLES, 17 juillet 1930.

La Légation de Pologne a l'honneur d'accuser réception au Département des Affaires étrangères de sa note N° 14-2-34 a, du 10 juillet courant par laquelle il a bien voulu lui communiquer l'assentiment du Gouvernement grand-ducal au projet d'arrangement élaboré par le Gouvernement polonais pour régler certaines questions concernant l'exécution de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile.

La Légation n'a pas manqué de porter à la connaissance des autorités polonaises compétentes la teneur de la note susmentionnée du Département des Affaires étrangères.

Au Département
des Affaires étrangères
à Luxembourg.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

The direct channel suggested by the Polish Government will certainly improve the fairly frequent relations between the two countries, and prevent the sometimes considerable delays which occur in the exchange of legal correspondence through the diplomatic channel.

In order to meet the wishes expressed by the Legation in regard to Articles 1 and 9 of the Hague Convention of July 17, 1905, the State Procurator-General and the State Procurators at Luxemburg and Diekirch, within their respective districts, will be appointed by Luxemburg to receive judicial documents and letters of request from Polish Consuls for the purpose of taking the action requested.

The Luxemburg Government gives its assent to the proposal of the Polish Government that, subject to reciprocity, service of judicial documents (Article 6 of the Convention) should be carried out in the manner laid down in paragraphs 1 and 3 excluding the provisions of No. 2 of the said Article 6.

The Luxemburg Government also agrees to the use of the French language for the service of judicial documents and for letters of request emanating from the two countries.

The Department of Foreign Affairs would be much obliged if the Polish Legation would communicate the above to its Government, and has the honour to be, etc.,

LUXEMBURG, *July 10, 1930.*

The Polish Legation.

III.

POLISH LEGATION.

No. 3014/30.

BRUSSELS, *July 17, 1930.*

The Polish Legation has the honour to acknowledge receipt of the Department of Foreign Affairs' note No. 14-2-34 a, of the 10th instant, by which the Department notifies the assent of the Government of the Grand-Duchy to the draft agreement prepared by the Polish Government for the settlement of certain questions connected with the carrying out of the Hague Convention on Civil Procedure of July 17, 1905.

The Legation has duly communicated the contents of the above-mentioned note from the Department of Foreign Affairs to the competent authorities.

To the Department
of Foreign Affairs,
Luxemburg.

IV.

LÉGATION DE POLOGNE,
A BRUXELLES.

N° 1523/31.

BRUXELLES, le 31 mars 1931.

Faisant suite à sa note N° 3014/30 en date du 17 juillet 1930 au sujet du projet d'arrangement élaboré par le Gouvernement polonais pour régler certaines questions concernant l'exécution de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, la Légation de Pologne, d'ordre de son gouvernement, a l'honneur de s'adresser à nouveau au Gouvernement grand-ducal pour le prier de vouloir bien se prononcer sur les deux points de la proposition du Gouvernement polonais qui n'ont pas été traités dans la réponse du Gouvernement luxembourgeois.

Il s'agirait, en l'occurrence, de connaître le point de vue du Gouvernement grand-ducal sur la proposition qui prévoit pour les Parties intéressées le droit d'adresser directement aux autorités compétentes (v. article 18 de la convention) et sur celle qui envisage l'emploi de la langue française conformément à l'alinéa 3, paragraphe 2, de l'article 19 de la convention.

Au Gouvernement luxembourgeois
à Luxembourg.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

V.

GOUVERNEMENT
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NOTE .

En réponse à la note N° 1523/31 du 31 mars 1931 de la Légation de Pologne, le Département des Affaires étrangères se réfère à sa note 14-2-34a du 10 juillet 1930.

Il résulte de cette note du Département des Affaires étrangères que le Gouvernement grand-ducal accepte conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 2 de l'article 19 de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 relative à la procédure civile, d'adopter la langue française pour la rédaction des significations d'actes judiciaires et des commissions rogatoires émanant des deux pays.

Le Gouvernement grand-ducal accepte également la proposition du Gouvernement polonais relative à l'alinéa 3 de l'article 18 et tendant à permettre que la demande d'exequatur soit faite directement par la Partie intéressée.

LUXEMBOURG, le 10 avril 1931.

A la Légation de Pologne
à Bruxelles.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

IV.

POLISH LEGATION,
BRUSSELS.

No. 1523/31.

BRUSSELS, *March 31, 1931.*

Further to its Note No. 3014/30 dated July 17, 1930, concerning the draft agreement prepared by the Polish Government for the settlement of certain questions connected with the carrying out of the Hague Convention on Civil Procedure of July 17, 1905, the Polish Legation, acting on instructions from its Government, has the honour once more to apply to the Grand-Duchy Government to ask that the Government will state its views on the two points of the proposal of the Polish Government which were not dealt with in the reply of the Government of Luxemburg.

It is desired to ascertain the point of view of the Grand-Duchy Government on the proposal, which provides that the interested parties shall have the right to apply direct to the competent authorities (see Article 18 of the Convention) and on the proposal for the use of the French language, in accordance with paragraph 3, sub-paragraph 2 of Article 19 of the Convention.

To the Government of Luxemburg,
Luxemburg.

V.

GOVERNMENT
FOREIGN AFFAIRS DEPARTMENT.

NOTE.

In reply to Note No. 1523/31 of March 31, 1931, from the Polish Legation, the Department of Foreign Affairs would refer to its Note 14-2-34 *a* of July 10, 1930.

It follows from the above-mentioned note from the Department of Foreign Affairs, that the Grand-Duchy Government in accordance with paragraph 3, sub-paragraph 2 of Article 19 of the Hague Convention on Civil Procedure of July 17, 1905, agrees to the use of the French language for the service of judicial documents and for letters of request emanating from the two countries.

The Grand-Duchy Government also accepts the proposal of the Polish Government on paragraph 3 of Article 18, to the effect that interested parties should be allowed to make direct requests for enforcement.

LUXEMBURG, *April 10, 1931.*

The Polish Legation,
Brussels.

N° 3252.

ITALIE ET POLOGNE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Rome, le 12 décembre 1931.

ITALY AND POLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Rome, December 12, 1931.

N^o 3252. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ITALIEN ET POLONAIS AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. ROME, LE 12 DÉCEMBRE 1931.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.*

I.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

253427/37.

ROME, le 12 décembre 1931.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Considérant que la Convention¹ de La Haye du 17 juillet 1905, en vigueur entre l'Italie et la Pologne, relative à la Procédure civile prévoit la nécessité, pour les Etats signataires, de certaines déclarations et laisse auxdits Etats la faculté de s'entendre sur certaines questions, j'ai l'honneur de vous proposer l'adoption, de la part de votre gouvernement, des stipulations suivantes en rapport à ladite convention :

Article premier, alinéa premier.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination de personnes se trouvant en Pologne seront adressées, par les consuls d'Italie en Pologne, aux présidents des tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination de personnes se trouvant en Italie seront adressées, par les consuls de Pologne en Italie, aux procureurs du roi auprès du tribunal dans la circonscription duquel doit être effectuée la signification.

Article 6.

Les significations d'actes judiciaires prévues à l'article 6 seront effectuées, soit en Italie; soit en Pologne, exclusivement de la manière visée par le paragraphe 3 de l'article 6.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3252. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ITALIAN AND POLISH GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. ROME, DECEMBER 12, 1931.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

253427/37.

ROME, December 12, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

Whereas the Hague Convention² on Civil Procedure of July 17, 1905, in force between Italy and Poland, provides that the signatory States must make certain declarations and allows them to settle sundry questions by agreement, I have the honour to propose to you that your Government should adopt the following provisions in connection with the said Convention :

Article 1, Paragraph 1.

Applications for service of judicial documents on persons in Poland should be made by the Italian Consuls in Poland to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee.

Applications for service of judicial documents on persons who are in Italy should be made by the Polish Consuls in Italy to the Procurators-Royal attached to the Court of the region in which service is to be made.

Article 6.

The service of judicial documents provided for in Article 6 shall be made in Italy or in Poland exclusively in the manner provided for in paragraph 3 of Article 6.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Article 9, alinéa premier.

Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de la Pologne seront transmises, aux conditions visées à l'article 9, au Ministère de la Justice.

Les commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de l'Italie, seront, au contraire, transmises par la voie diplomatique.

Article 18, alinéa 3.

Les demandes d'exequatur dont il est question à l'alinéa 3 de l'article 18 pourront être adressées, soit en Italie soit en Pologne, directement par la partie intéressée aux autorités compétentes.

Articles 3-10 et article 19, alinéa 2, paragraphe 3.

Les actes à signifier en vertu de l'article 3, les commissions rogatoires à exécuter en vertu de l'article 10, les dispositifs de la décision prévue au paragraphe 3, alinéa 2, article 19, pourront être rédigés soit en Italie soit en Pologne en langue française.

Je saurais gré à Votre Excellence de vouloir bien avoir l'obligeance de me communiquer si votre gouvernement adhère à ce qui précède et j'estime que, dans l'affirmative, l'accord sera considéré comme conclu et en vigueur dans les rapports entre les deux Etats.

Veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, l'assurance de ma plus haute considération.

(—) FANI.

Son Excellence
le Comte Stefan Przezdziecki,
Ambassadeur de Pologne,
Rome.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

II.

AMBASSADE DE POLOGNE.

N^o 2569/31.
R.4949.

ROME, le 12 décembre 1931.

MONSIEUR LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date d'aujourd'hui, ainsi conçue :

« Considérant que la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, en vigueur entre l'Italie et la Pologne, relative à la procédure civile, prévoit la nécessité, pour les Etats signataires de certaines déclarations et laisse auxdits Etats la faculté de s'entendre sur certaines questions, j'ai l'honneur de vous proposer l'adoption, de la part de votre gouvernement, des stipulations suivantes en rapport à ladite convention :

Article 9, Paragraph 1.

Letters of request for execution in Polish territory should be forwarded to the Ministry of Justice under the conditions provided for in Article 9.

On the other hand, letters of request for execution on Italian territory shall be forwarded through the diplomatic channel.

Article 18, Paragraph 3.

Requests for enforcement as referred to in paragraph 3 of Article 18 may, both in Italy and in Poland, be addressed direct by the party concerned to the competent authorities.

Articles 3-10 and Article 19, Paragraph 2, Sub-paragraph 3.

Documents to be served under Article 3, letters of request for execution under Article 10, and the terms of judgments referred to in sub-paragraph 3, paragraph 2 of Article 19 may be made out in the French language both in Italy and in Poland.

I should be much obliged if Your Excellency would be good enough to inform me whether your Government accepts the above and, if so, I propose that the agreements be regarded as concluded and binding on the relations between the two States.

I have the honour to be, etc.

(Signed) FANI.

His Excellency
Count Stefan Przezdziecki,
Polish Ambassador,
Rome.

II.

POLISH EMBASSY.

No. 2569/31.
R. 4949.

ROME, December 12, 1931.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note of to-day's date which reads as follows :

" Whereas the Hague Convention on Civil Procedure of July 17, 1905, in force between Italy and Poland, provides that the signatory States must make certain declarations and allows them to settle sundry questions by agreement, I have the honour to propose to you that your Government should adopt the following provisions in connection with the said Convention :

Article premier, alinéa premier.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination de personnes se trouvant en Pologne seront adressées, par les consuls d'Italie en Pologne, aux présidents des tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination de personnes se trouvant en Italie seront adressées, par les consuls de Pologne en Italie, aux procureurs du roi auprès du tribunal dans la circonscription duquel doit être effectuée la signification.

Article 6.

Les significations d'actes judiciaires prévues à l'article 6 seront effectuées, soit en Italie, soit en Pologne, exclusivement de la manière visée par le paragraphe 3 de l'article 6.

Article 9, alinéa premier.

Les Commissions rogatoires à exécuter sur le territoire de la Pologne seront transmises, aux conditions visées à l'article 9, au Ministère de la Justice.

Les Commissions rogatoires à exécuter sur les territoires de l'Italie seront au contraire transmises par la voie diplomatique.

Article 18, alinéa 3.

Les demandes d'exequatur dont il est question à l'alinéa 3 de l'article 18 pourront être adressées, soit en Pologne soit en Italie, directement par la partie intéressée aux autorités compétentes.

Articles 3-10 et article 19, alinéa 2, paragraphe 3.

Les actes à signifier en vertu de l'article 3, les Commissions rogatoires à exécuter en vertu de l'article 10, les dispositifs de la décision prévue au paragraphe 3, alinéa 2, article 19, pourront être rédigés soit en Italie soit en Pologne en langue française.

Je saurais gré à Votre Excellence de vouloir bien avoir l'obligeance de me communiquer si votre gouvernement adhère à ce qui précède et j'estime que, dans l'affirmative, l'accord sera considéré comme conclu et en vigueur dans les rapports entre les deux Etats. »

J'ai l'honneur de déclarer que j'accepte au nom de mon gouvernement les stipulations contenues dans la note précitée.

Veillez agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat, les assurances de ma plus haute considération.

(—) S. PRZEDZIECKI.

Son Excellence

Monsieur Amedeo Fani,

Sous-Secrétaire d'Etat,

Gérant du Ministère des Affaires étrangères,

à Rome.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

" Article 1, Paragraph 1.

" Applications for service of judicial documents on persons in Poland should be forwarded by the Italian Consuls in Poland to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee.

" Applications for service of judicial documents on persons who are in Italy should be made by the Polish Consuls in Italy to the Procurators-Royal attached to the Court of the region in which service is to be made.

" Article 6.

" The service of judicial documents provided for in Article 6 shall be made in Italy or in Poland exclusively in the manner provided for in paragraph 3 of Article 6.

" Article 9, Paragraph 1.

" Lettres of request for execution in Polish territory should be forwarded to the Ministry of Justice under the conditions provided for in Article 9.

" On the other hand, letters of request for execution on Italian territory shall be forwarded through the diplomatic channel.

" Article 18, Paragraph 3.

" Requests for enforcement as referred to in paragraph 3 of Article 18 may, both in Italy and in Poland, be addressed direct by the party concerned to the competent authorities.

" Articles 3-10 and Article 19, Paragraph 2, Sub-paragraph 3.

" Documents to be served under Article 3, letters of request for execution under Article 10, and the terms of judgments referred to in sub-paragraph 3, paragraph 2 of Article 19 may be made out in the French language both in Italy and in Poland.

" I should be much obliged if Your Excellency would be good enough to inform me whether your Government accepts the above and, if so, I propose that the agreements be regarded as concluded and binding on the relations between the two States."

I have the honour to state in the name of my Government that I accept the provisions contained in the above note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) S. PRZEZDZIECKI.

His Excellency
Monsieur Amedeo Fani,
Under-Secretary of State,
Director of the Ministry of Foreign Affairs,
at Rome.

HONGRIE ET POLOGNE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Budapest, les 2 août et 9 décembre 1931, 5 mai, 1^{er} et 9 juillet 1932.

HUNGARY AND POLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Budapest, August 2 and December 9, 1931, May 5, July 1 and 9, 1932.

N° 3253. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET POLONAIS AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. BUDAPEST, LES 2 AOUT ET 9 DÉCEMBRE 1931, 5 MAI, 1^{er} ET 9 JUILLET 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations et le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

71733/5
1931.

NOTE VERBALE

Se référant aux Notes verbales N° 47/pol. 1930 en date du 27 février 1930 et N° 116/pol. 1930 en date du 9 avril 1930, le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation de Pologne que le Gouvernement royal hongrois prenant acte de la teneur des notes verbales susvisées, considère la question relative à l'assistance judiciaire conformément à la Convention² de la Haye du 17 juillet 1905, comme définitivement réglée entre les deux pays et cela de la manière suivante :

I. Les demandes de signification d'actes judiciaires et les commissions rogatoires — n'importe si elles proviennent de Pologne même ou de la Ville libre de Danzig — sont adressées en Hongrie par le consulat de Pologne au Ministère royal hongrois de la Justice. Les demandes de signification, conformément à l'article premier de la convention, doivent être rédigées en hongrois, ces demandes ou les listes y annexées et rédigées aussi en hongrois devant contenir l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit et le cas échéant le désir concernant la signification avec contrainte. Les modes de signification prévus par les points 1-3 de l'article 6 et par l'article 15 de la Convention de La Haye ne sont pas applicables en relation hungaro-polonaise, étant donné que le gouvernement royal n'est pas à même de garantir en l'espèce la réciprocité que le Gouvernement de Pologne avait désirée.

¹ Entré en vigueur le 15 juillet 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3253. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE HUNGARIAN AND POLISH GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. BUDAPEST, AUGUST 2 AND DECEMBER 9, 1931, MAY 5, JULY 1st AND 9, 1932.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF HUNGARY.

71733/5
1931.

NOTE VERBALE.

With reference to the Notes Verbales Nos. 47/pol. 1930 of February 27, 1930 and 116/pol. 1930 of April 9, 1930, the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Polish Legation that the Royal Hungarian Government, taking note of the tenor of the above-mentioned Notes, regards the question of judicial assistance under the Hague Convention³ of July 17, 1905, as finally settled between the two countries in the following manner :

I. Applications for service of judicial documents and letters of request — whether coming from Poland itself or the Free City of Danzig — shall be forwarded in Hungary by the Polish Consulate to the Royal Hungarian Ministry of Justice. Application for service of documents under Article 1 of the Convention must be drawn up in Hungarian and the said applications or the lists annexed thereto and also drawn up in Hungarian must contain the mention of the authority from whom the document forwarded comes, the name and status of the parties, the address of the consignee, the nature of the document in question and, if necessary, any wishes that may be expressed concerning coercive service. The methods of service provided for in points 1 to 3 of Article 6 and by Article 15 of the Hague Convention shall not apply to Hungaro-Polish relations, since the Royal Government is unable in practice to guarantee the reciprocity which the Polish Government desires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² In force as from July 15, 1932.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Les demandes d'exécution à effectuer en Hongrie conformément à l'article 18 de la convention doivent être faites par voie diplomatique.

Les actes de signification, les commissions rogatoires et les actes d'exécution mentionnés aux articles 3 et 10, respectivement au point 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de la convention, doivent être accompagnés d'une traduction hongroise faite par un traducteur assermenté en Hongrie, ou, en cas que la traduction ne provienne pas d'un tel traducteur, elle doit être certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de la République de Pologne.

II. Quant aux demandes de signification à destination des personnes se trouvant en Pologne, elles doivent être adressées par la Légation royale de Hongrie à Varsovie aux présidents des tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

Les commissions rogatoires cependant sont à transmettre par la Légation royale de Hongrie — accompagnées de requête respective — au Ministère de la Justice de Pologne.

Les demandes d'exequatur prévues par l'article 18 de la convention pourront aussi être adressées aux autorités polonaises directement par les parties intéressées.

Vu que le Gouvernement royal hongrois n'est pas à même d'en garantir la réciprocité, l'application des procédures prévues par les points 1-3 de l'article 6 et par l'article 15 de la convention ne peut pas avoir lieu. Les actes mentionnés aux articles 3 et 10, respectivement au point 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de la convention, doivent être accompagnés d'une traduction polonaise authentique, en cas que la traduction ne provienne pas d'un traducteur assermenté en Pologne, elle doit être certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire du Royaume de Hongrie.

Quant aux demandes concernant des significations, commissions rogatoires et exécutions sur le territoire de la Ville libre de Danzig, celles-ci doivent être adressées par voie diplomatique et par l'intermédiaire du Gouvernement polonais au Sénat de cette ville.

Bien que le Gouvernement polonais ne se soit pas déclaré au sujet de la supposition du gouvernement royal que les demandes concernant l'assistance judiciaire gratuite soient elles aussi munies d'une traduction hongroise, respectivement polonaise, le Gouvernement royal hongrois, vu la disposition de l'article 20 de la convention d'après laquelle les personnes requérant le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite doivent se conformer à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée, considère comme établi que les certificats d'indigence doivent aussi être munis d'une traduction hongroise, respectivement polonaise, authentique.

BUDAPEST, le 2. août 1931.

(Sceau.)

A la Légation de Pologne
à Budapest.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 2 novembre 1933.

Lad. de Jambrekovich,

*Conseiller ministériel,
Chef a. i. du Protocole.*

Applications for execution to be carried out in Hungary under Article 18 of the Convention must be made through the diplomatic channel.

The documents to be served, letters of request and acts of execution mentioned in Articles 3 and 10 respectively and under point 3 of paragraph 2 of Article 19 of the Convention, must be accompanied by a Hungarian translation made by a sworn translator in Hungary or should the translation not come from such a translator, it must be certified correct by the diplomatic or consular agent of the Polish Republic.

II. Applications for service on persons in Poland must be sent by the Royal Hungarian Legation in Warsaw to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee.

Letters of request should, however, be forwarded through the Royal Hungarian Legation — accompanied by the application in respect of them — to the Polish Ministry of Justice.

Requests for enforcement, as defined in Article 18 of the Convention, may also be forwarded to the Polish authorities direct by the parties concerned.

Since the Royal Hungarian Government is not in a position to guarantee reciprocity, the procedure provided for in points 1-3 of Article 6 and by Article 15 of the Convention cannot be followed. The documents mentioned in Articles 3 and 10 of point 3 of paragraph 2 of Article 19 of the Convention must be accompanied by a certified Polish translation. Should the translation not come from a sworn translator in Poland, it should be certified correct by the diplomatic or consular agent of the Kingdom of Hungary.

Applications for service of documents; letters of request, requests for enforcement on the territory of the Free City of Danzig must be forwarded by diplomatic channel through the Polish Government to the Senate of that City.

Although the Polish Government has not made any declaration with regard to the suggestion of the Royal Government that applications for free legal aid should also be accompanied by a Hungarian or Polish translation, the Royal Hungarian Government, in view of the provisions of Article 20 of the Convention under which persons applying for free legal aid must comply with the laws of the State in which legal aid is applied for, regards it as understood that certificates of indigence must also be accompanied by an authentic certified Hungarian (or Polish) translation.

BUDAPEST, *August 2, 1931.*

(*Seal.*)

To the Polish Legation
at Budapest.

II.

LÉGATION DE POLOGNE
A BUDAPEST.

N° 517/Pol/31.

NOTE VERBALE

Par Note verbale N° 71733/5/31, en date du 2 août 1931, le Ministère royal des Affaires étrangères a bien voulu communiquer à la légation ce qui suit :

« Se référant aux Notes verbales N° 47/Pol/31 en date du 27 février 1930 et N° 116/Pol/30 en date du 9 avril 1930, le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation de Pologne que le Gouvernement royal hongrois prenant acte de la teneur des notes verbales susvisées, considère la question relative à l'assistance judiciaire conformément à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 comme définitivement réglée entre les deux pays et cela de la manière suivante :

I. Les demandes de signification d'actes judiciaires et les commissions rogatoires — n'importe si elles proviennent de Pologne même ou de la Ville libre de Danzig — sont adressées en Hongrie par le consulat de Pologne au Ministère royal hongrois de la Justice. Les demandes de signification, conformément à l'article premier de la convention, doivent être rédigées en hongrois, ces demandes ou les listes y annexées et rédigées aussi en hongrois devant contenir l'indication de l'autorité de qui émane l'acte transmis, le nom et la qualité des parties, l'adresse du destinataire, la nature de l'acte dont il s'agit et le cas échéant le désir concernant la signification avec contrainte. Les modes de signification prévus par les points 1-3 de l'article 6 et par l'article 15 de la Convention de La Haye ne sont applicables en relation hongro-polonaise, étant donné que le gouvernement royal n'est pas à même de garantir en espèce la réciprocité que le Gouvernement de Pologne avait désirée.

Les demandes d'exécution à effectuer en Hongrie conformément à l'article 18 de la convention doivent être faites par voie diplomatique.

Les actes de signification, les commissions rogatoires et les actes d'exécution mentionnés aux articles 3 et 10, respectivement au point 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de la convention, doivent être accompagnés d'une traduction hongroise faite par un traducteur assermenté en Hongrie, ou, en cas que la traduction ne provienne pas d'un tel traducteur, elle doit être certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire de la République de Pologne.

II. Quant aux demandes de signification à destination des personnes se trouvant en Pologne, elles doivent être adressées par la Légation royale de Hongrie à Varsovie aux présidents des tribunaux d'arrondissement du lieu de résidence du destinataire.

Les commissions rogatoires cependant sont à transmettre par la Légation royale de Hongrie — accompagnées de requête respective — au Ministère de la Justice de Pologne.

Les demandes d'exequatur prévues par l'article 18 de la convention pourront aussi être adressées aux autorités polonaises directement par les parties intéressées.

Vu que le Gouvernement royal hongrois n'est pas à même d'en garantir la réciprocité, l'application des procédures prévues par les points 1-3 de l'article 6 et par l'article 15 de la convention ne peut pas avoir lieu. Les actes mentionnés aux articles 3 et 10, respectivement au point 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de la convention doivent être accompagnés d'une traduction polonaise authentique, en cas que la traduction ne provienne pas d'un traducteur assermenté en Pologne, elle doit être certifiée conforme par l'agent diplomatique ou consulaire du Royaume de Hongrie.

II.

POLISH LEGATION
AT BUDAPEST.

No. 517/Pol./31.

NOTE VERBALE.

By Note Verbale No. 71733/5/31 dated August 2, 1931, the Royal Ministry of Foreign Affairs made the following communication to the Legation :

" With reference to the Notes Verbales Nos 47/Pol. 1930 of February 27, 1930, and 116/Pol. 1930 of April 9, 1930, the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Polish Legation that the Royal Hungarian Government, taking note of the tenor of the above-mentioned Notes, regards the question of judicial assistance under the Hague Convention of July 17, 1905, as finally settled between the two countries in the following manner :

" I. Applications for service of judicial documents and letters of request — whether coming from Poland itself or the Free City of Danzig — shall be forwarded in Hungary by the Polish Consulate to the Royal Hungarian Ministry of Justice. Application for service of documents under Article 1 of the Convention must be drawn up in Hungarian and the said applications or the lists annexed thereto and also drawn up in Hungarian must contain the mention of the authority from whom the document forwarded comes, the name and status of the parties, the address of the consignee, the nature of the document in question and, if necessary, any wishes that may be expressed concerning coercive service. The methods of service provided for in points 1 to 3 of Article 6 and by Article 15 of the Hague Convention shall not apply to Hungaro-Polish relations since the Royal Government is unable in practice to guarantee the reciprocity which the Polish Government desires.

" Applications for execution to be carried out in Hungary under Article 18 of the Convention must be made through the diplomatic channel.

" The documents to be served, letters of request and acts of execution mentioned in Articles 3 and 10 respectively and under point 3 of paragraph 2 of Article 19 of the Convention, must be accompanied by a Hungarian translation made by a sworn translator in Hungary or should the translation not come from such a translator, it must be certified correct by the diplomatic or consular agent of the Polish Republic.

" II. Applications for service on persons in Poland must be sent by the Royal Hungarian Legation in Warsaw to the Presidents of the District Courts of the place of residence of the addressee.

" Letters of request should, however, be forwarded through the Royal Hungarian Legation — accompanied by the application in respect of them — to the Polish Ministry of Justice.

" Requests for enforcement, as defined in Article 18 of the Convention, may also be forwarded to the Polish authorities direct by the parties concerned.

" Since the Royal Hungarian Government is not in a position to guarantee reciprocity, the procedure provided for in points 1-3 of Article 6 and by Article 15 of the Convention cannot be followed. The documents mentioned in Articles 3 and 10 respectively in point 3 of paragraph 2 of Article 19 of the Convention must be accompanied by a certified Polish translation. Should the translation not come from a sworn translator in Poland, it should be certified correct by the diplomatic or consular agent of the Kingdom of Hungary.

Quant aux demandes concernant des significations, commissions rogatoires et exécutions sur le territoire de la Ville libre de Danzig, celles-ci doivent être adressées par voie diplomatique et par l'intermédiaire du Gouvernement polonais au Sénat de cette ville.

Bien que le Gouvernement polonais ne se soit pas déclaré au sujet de la supposition du Gouvernement royal que les demandes concernant l'assistance judiciaire gratuite soient elles aussi munies d'une traduction hongroise, respectivement polonaise, le Gouvernement royal hongrois, vu la disposition de l'article 20 de la convention d'après laquelle les personnes requérant le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite doivent se conformer à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire est réclamée, considère comme établi que les certificats d'indigence doivent aussi être munis d'une traduction hongroise, respectivement polonaise, authentique. »

La Légation de Pologne a l'honneur de prendre acte de la communication suscitée et considère ainsi la question relative à l'assistance judiciaire comme réglée entre la Pologne et la Hongrie en conformité avec la Convention de La Haye du 17 juillet 1905.

BUDAPEST, le 9 décembre 1931.

(Sceau.)

Au Ministre royal des Affaires étrangères
à Budapest.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 2 novembre 1933.

Lad. de Jambrekovich,

Conseiller ministériel,

Chef a. i. du Protocole.

III.

LÉGATION DE POLOGNE

A BUDAPEST.

N° 97/Pol/32.

NOTE VERBALE

Se référant à la Note verbale du Ministère royal des Affaires étrangères N° 71733/31, du 2 août 1931, la Légation de Pologne a l'honneur d'informer le Ministère royal des Affaires étrangères que, d'après l'opinion des autorités compétentes polonaises, la réduction du paragraphe 1 de cette note, excluant dans les relations polono-hongroises l'application des trois modes de signification d'actes judiciaires, prévues par les paragraphes 1-3 de l'article 6 de la Convention de La Haye, ne tient pas compte de la faculté que l'article 6 de cette convention, donne à chacun des Etats de faire, sans user de contrainte, des significations d'actes judiciaires directement par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires à ses propres ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre partie contractante.

" Applications for service of documents, letters of request and requests for enforcement on the territory of the Free City of Danzig must be forwarded by diplomatic channel through the Polish Government to the Senate of that City.

" Although the Polish Government has not made any declaration with regard to the suggestion of the Royal Government that applications for free legal aid should also be accompanied by a Hungarian or Polish translation, the Royal Hungarian Government, in view of the provisions of Article 20 of the Convention under which persons applying for free legal aid must comply with the laws of the State in which legal aid is sought, regards it as understood that certificates of indigence must also be accompanied by a certified Hungarian (or Polish) translation. "

The Polish Legation has the honour to acknowledge this communication, which it regards as settling the question of legal aid as between Poland and Hungary in accordance with the Hague Convention of July 17, 1905.

BUDAPEST, *December 9, 1931.*

(*Seal.*)

To the Royal Ministry of Foreign Affairs
at Budapest.

III.

POLISH LEGATION
AT BUDAPEST.

No. 97/Pol./32.

NOTE VERBALE.

With reference to the Note Verbale from the Royal Ministry of Foreign Affairs No. 71733/31 of August 2, 1931, the Polish Legation has the honour to inform the Royal Ministry of Foreign Affairs that, in the opinion of the competent Polish authorities, the wording of paragraph 1 of the said note which excludes the use in Polish-Hungarian relations of the three methods of serving judicial documents provided for in paragraphs 1-3 of Article 6 of the Hague Convention does not take account of the right that Article 6 of the said Convention gives to each State to serve non-coercive judicial documents direct through its diplomatic or consular agents on its own nationals in the territory of the other Contracting Party.

Etant donné ceci et afin d'éviter tout équivoque, la Légation de Pologne tient donc à préciser que le paragraphe 1 de sa note N° 517/Pol/31, du 9 décembre 1932, ne porte pas atteinte au droit du Gouvernement polonais de signifier de la manière prévue au paragraphe 3 de l'alinéa premier de l'article 6 de la Convention de La Haye, des actes judiciaires à ses ressortissants se trouvant en Hongrie.

Dans l'espoir que le Ministre royal des Affaires étrangères partagera ce point de vue, la Légation de Pologne a l'honneur de prier le Ministère royal de bien vouloir le confirmer.

BUDAPEST, le 5 mai 1932.

(Sceau.)

Au Ministère royal des Affaires étrangères
à Budapest.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 2 novembre 1933.

Lad. de Jambrekovich,

*Conseiller ministériel,
Chef a. i. du Protocole.*

IV.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE HONGRIE.

69.843/5.

1932.

NOTE VERBALE

Se référant à la Note verbale N° 97/Pol/32 en date du 5 mai 1932, concernant l'interprétation de l'article 6 de la Convention relative à la procédure civile conclue le 17 juillet 1905 à La Haye, le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères a l'honneur de communiquer à la Légation de Pologne que, selon la dernière phrase de l'article 6 de ladite convention, l'Etat sur le territoire duquel la signification doit être faite, ne peut s'y opposer lorsque dans le cas de l'alinéa premier, N° 3, l'acte doit être signifié sans contrainte à un ressortissant de l'Etat requérant. Dans ces circonstances le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères partage et confirme le point de vue de la Légation de Pologne selon lequel la Pologne est, sans aucune formalité, à même de faire directement, mais sans contrainte par ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à ses ressortissants se trouvant sur le territoire du Royaume de Hongrie.

En portant ce qui précède à la connaissance de la Légation de Pologne, le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères se permet d'attirer son attention sur le fait, que quoique dans un échange de notes, les mesures à suivre en ce qui concerne l'assistance judiciaire hungaro-polonaise basée sur les principes de la Convention de La Haye du 17 juillet 1905 et sur les déclarations respectives des deux gouvernements aient été résumées précisément et définitivement, le Gouvernement polonais continue à transmettre par voie diplomatique les significations et les commissions rogatoires.

Therefore to avoid all misunderstanding the Polish Legation desires to state clearly that paragraph 1 of its Note No. 517-Pol./31 of December 9, 1932, does not affect the right of the Polish Government to serve judicial documents on its nationals in Hungary in the manner provided for in paragraph 3 of Section 1 of Article 6 of the Hague Convention.

In the hope that the Royal Ministry of Foreign Affairs will agree with this point of view, the Polish Legation has the honour to request the Royal Ministry to be so good as to confirm its opinion.

BUDAPEST, *May 5, 1932.*

(*Seal.*)

To the Royal Ministry of
Foreign Affairs at Budapest.

IV.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF HUNGARY.

69.843/5.

1932.

NOTE VERBALE.

With reference to Note Verbale No. 97/Pol./32 of May 5, 1932 concerning the interpretation of Article 6 of the Convention on Civil Procedure concluded on July 17, 1905, at The Hague, the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Polish Legation that according to the last sentence of Article 6 of the said Convention the State on whose territory service is to be made cannot object when, in the case provided for in Section 1, paragraph 3, the document is to be served in non-coercive form on a national of the applicant State. In these circumstances the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs shares and confirms the point of view of the Polish Legation to the effect that Poland is, without further formalities, entitled to have documents served on its nationals in the territory of the Kingdom of Hungary by its diplomatic or consular agents direct but in non-coercive form.

When communicating the above to the Polish Legation, the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs begs to draw the Legation's attention to the fact that, although the methods to be followed in respect of Hungaro-Polish legal aid based on the principles of the Hague Convention of July 17, 1905, and on the respective declarations of the two Governments, have been set forth clearly and definitely in an exchange of notes, the Polish Government is continuing to forward documents for service and letters rogatory through diplomatic channel.

Ce ministère a donc l'honneur de prier la Légation de Pologne de vouloir bien intervenir où de ressort afin que les voies précisées dans l'échange de notes mentionné ci-dessus (v. la Note verbale de la Légation N° 517/Pol./31, en date du 9 décembre 1931) soient désormais suivies.

BUDAPEST, le 1^{er} juillet 1932.

(Sceau.)

A la Légation de Pologne
à Budapest.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 2 novembre 1933.

Lad. de Jambrekovich,

Conseiller ministériel,

Chef a. i. du Protocole.

V.

NOTE VERBALE

*Communiquée par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations,
le 15 novembre 1933.*

LÉGATION DE POLOGNE

A BUDAPEST.

N° 332/Pol./32.

La Légation de Pologne a l'honneur d'accuser réception au Ministère royal des Affaires étrangères de la Note verbale N° 69843/5/32 du 1^{er} juillet 1932.

En même temps, se référant à la seconde partie de la note sus-citée, la Légation de Pologne a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère royal que, à partir du 15 juillet courant, la transmission des significations et commissions rogatoires aura lieu par les voies précisées dans l'échange de notes (voir les Notes verbales N° 71733/5 du 2. VIII. 1931 et N° 517/Pol./31 du 9. XII. 1931), c'est-à-dire par le Consulat de Pologne à Budapest au Ministère royal de la Justice.

BUDAPEST, le 9 juillet 1932.

(Sceau.)

Au Ministère royal des Affaires étrangères
à Budapest.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 2 novembre 1933.

Lad. de Jambrekovich,

Conseiller ministériel,

Chef a. i. du Protocole.

This Ministry has therefore the honour to request the Polish Legation to take action in the proper quarters in order that the methods provided for in the exchange of notes mentioned above (cf. Legation's Note Verbale No. 517/Pol./31 dated December 9, 1931) shall be followed in future.

BUDAPEST, July 1, 1932.

(Seal.)

To the Polish Legation
at Budapest.

V.

NOTE VERBALE.

Communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations, November 15, 1933.

POLISH LEGATION
AT BUDAPEST.

No. 332/Pol./32.

The Polish Legation has the honour to acknowledge receipt of Note Verbale No. 69843/5/32 of July 1st, 1932, from the Royal Ministry of Foreign Affairs.

At the same time, with reference to the second part of the said Note, the Polish Legation has the honour to inform the Royal Ministry that, as from July 15, 1933, the service of writs and letters of request will be effected through the channels specified in the Exchange of Notes (see Notes Verbales No. 71733/5 of 2/VIII/1931 and No. 517/Pol./31 of 9/XII/31): that is to say, by the Polish Consulate at Budapest to the Royal Ministry of Justice.

BUDAPEST, July 9, 1932.

(Seal.)

To the Royal Ministry of Foreign Affairs,
Budapest.

N° 3254.

LETTONIE ET POLOGNE

Echange de notes ayant pour objet d'introduire, à titre d'addition à la Convention de La Haye du 17 juillet 1905, relative à la procédure civile, de nouvelles simplifications dans l'assistance judiciaire réciproque. Riga, les 28 avril, 20 mai, 13 et 18 août 1932.

LATVIA AND POLAND

Exchange of Notes with the Object of introducing Further Simplifications, as an Addition to the Civil Procedure Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, in Reciprocal Judicial Assistance. Riga, April 28, May 20, August 13 and 18, 1932.

N° 3254. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS LETTON ET POLONAIS AYANT POUR OBJET D'INTRODUIRE, A TITRE D'ADDITION A LA CONVENTION DE LA HAYE, DU 17 JUILLET 1905, RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE, DE NOUVELLES SIMPLIFICATIONS DANS L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. RIGA, LES 28 AVRIL, 20 MAI, 13 ET 18 AOUT 1932.

*Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 août 1933.*

I.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LETTONIE.
N° J.3/M.3/8851.

NOTE VERBALE

Se référant à la note verbale N° 1942 en date du 9 février 1932, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation de Pologne que les autorités compétentes lettonnes, bien qu'elles ne puissent adhérer entièrement à la manière de voir du Ministère de la Justice de Pologne, ont consenti, dans le but d'accélérer la signification, de transmettre aux destinataires, à titre de réciprocité, des actes judiciaires rédigés seulement dans la langue de l'Etat requérant, tout en se réservant le droit d'en demander, au besoin, une traduction dans la langue de l'Etat requis ou dans la langue française, conformément à l'article 3 de la Convention¹ de La Haye.

RIGA, le 28 avril 1932.

Légation de la République de Pologne
à Riga.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3254. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LATVIAN AND POLISH GOVERNMENTS WITH THE OBJECT OF INTRODUCING FURTHER SIMPLIFICATIONS, AS AN ADDITION TO THE CIVIL PROCEDURE CONVENTION CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, IN RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. RIGA, APRIL 28, MAY 20, AUGUST 13 AND 18, 1932.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 31, 1933.

I.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.

LATVIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. J.3/M.3/8851.

NOTE VERBALE.

With reference to the Note Verbale No. 1942 of February 9, 1932, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Polish Legation that the competent Latvian authorities, although they cannot altogether agree with the views of the Polish Ministry of Justice, have consented, for the purpose of expediting service of documents, and subject to reciprocity, to forward to the addressees judicial documents drawn up solely in the language of the applicant State. They reserve the right to require, if necessary, a translation into the language of the State applied to or in French in accordance with Article 3 of the Hague Convention².

RIGA, April 28, 1932.

To the Legation of the Polish Republic
at Riga.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

II.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LETTONIE.

N° J.3./M.3/10466.

NOTE VERBALE

Se référant à la correspondance antérieure concernant le mode suivant lequel la Convention relative à la procédure civile signée à La Haye, le 17 juillet 1905, devra être appliquée dans les rapports de la Lettonie avec la Pologne, le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation de Pologne ce qui suit :

Le Gouvernement letton accepte les propositions du Gouvernement polonais faites par la note verbale N° 350/28 du mois de décembre 1928, à l'exception d'une seule, notamment quant à l'application de l'article premier, alinéa premier, de ladite convention : les demandes de signification d'actes à destination de personnes se trouvant en Lettonie devraient être adressées au Ministère de la Justice de Lettonie, comme il en est des commissions rogatoires (article 9, alinéa premier), les autorités compétentes lettonnes étant d'avis qu'il n'est pas désirable d'appliquer pour les demandes de signification d'actes (article premier) un mode de transmission différent de celui adopté pour les commissions rogatoires (article 9), ce que le Ministère des Affaires étrangères a voulu dire dans l'alinéa 2 de sa note verbale N° A.L.244/21881 en date du 3 novembre 1930 : l'alinéa premier de cette note verbale, visant les dispositions de l'article 18 de la Convention de La Haye, n'a aucun rapport avec l'alinéa 2 de la même note verbale, le dernier, ne se rapportant qu'aux articles premier et 9 de la convention.

Vu ce qui précède, le mode selon lequel la Convention de La Haye sera appliquée de la part de la Lettonie dans ses rapports avec la Pologne est le suivant :

Ad article premier, alinéa premier.

Les demandes de signification d'actes judiciaires à destination des personnes se trouvant en Lettonie devraient être adressées par les consuls de Pologne au Ministère de la Justice de Lettonie.

Ad article 9, alinéa premier.

Les commissions rogatoires à exécuter en Lettonie devraient être transmises par les consuls de Pologne au Ministère de la Justice de Lettonie.

Ad article 6.

Sous réserve de réciprocité, le Gouvernement letton consent à ce que les significations d'actes judiciaires soient effectuées de la manière visée par les paragraphes premier et 3 de l'article 6, alinéa premier ; par contre, il ne peut accepter que ces significations soient effectuées de la manière prévue au paragraphe 2 du même alinéa.

Ad article 18, alinéa 3.

Le Gouvernement letton consent à ce que sur le territoire letton les demandes d'exequatur, dont il est question dans cet article, puissent être adressées directement par les parties intéressées aux autorités compétentes.

II.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.

LATVIAN
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
No. J.3./M.3/10466.

NOTE VERBALE.

With reference to previous correspondence concerning the method in which the Convention on Civil Procedure signed at The Hague, July 17, 1905, should be applied in the relations of Latvia with Poland, the Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Polish Legation as follows :

The Latvian Government accepts all the proposals put forward by the Polish Government in its Note Verbale No. 350/28 of December 1928, save one, namely, that which refers to the application of Article 1, paragraph 1, of the Convention. Applications for service of documents on persons in Latvia should be made to the Latvian Ministry of Justice as in the case of letters of request (Article 9, paragraph 1), the competent Latvian authorities being of opinion that it is not desirable, in the case of applications for service of documents (Article 1), to use a method of forwarding different from that adopted in the case of letters of request (Article 9). This was what the Ministry of Foreign Affairs intended to convey in paragraph 2 of its Note Verbale No. A.L.244/21881 of November 3, 1930. Paragraph 1 of this Note Verbale, which refers to the provisions of Article 18 of the Hague Convention, has no connection with paragraph 2 of the same Note, since the latter only refers to Articles 1 and 9 of the Convention.

In view of the above, the way in which the Hague Convention will be applied by Latvia in her relations with Poland will be as follows :

Ad Article 1, Paragraph 1.

Applications for service of judicial documents on persons in Latvia should be made by the Polish Consuls to the Latvian Ministry of Justice.

Ad Article 9, Paragraph 1.

Letters of request for execution in Latvia should be forwarded by the Polish Consuls to the Latvian Ministry of Justice.

Ad Article 6.

Subject to reciprocity, the Latvian Government agrees that service of judicial documents should be made in the manner laid down in paragraphs 1 and 3 of Article 6, Section 1. On the other hand, it cannot allow such service to be made in the manner laid down in paragraph 2 of the same Section.

Ad Article 18, Paragraph 3.

The Latvian Government agrees that on Latvian territory the requests for enforcement dealt with in this Article may be addressed by the interested parties direct to the competent authorities.

En ce qui concerne la langue dans laquelle devraient être rédigées les traductions accompagnant les actes à signifier, les commissions rogatoires et les dispositifs des décisions relatives aux frais et dépens, conformément aux articles 3 et 10 et au paragraphe 3 de l'alinéa 2 de l'article 19 de ladite convention, le Gouvernement letton aimerait que ce soit la langue française, à l'exception des cas prévus dans la note verbale du Ministère des Affaires étrangères, en date du 28 avril 1932, N° J.3./M.3/8851, dont copie ci-annexée.

Le Ministère prie la Légation de bien vouloir lui faire connaître la réponse du Gouvernement polonais à ce sujet, et, en particulier, quel mode doit être appliqué dans les rapports de la Lettonie avec la Ville Libre de Dantzig.

RIGA, le 20 mai 1932.

Légation de Pologne,
Riga.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

III.

POSELSTWO RZECZYPOSPOLITEJ
POLSKIEJ
W. RYDZE.
No. 2020.

NOTE VERBALE

En accusant réception de la note verbale du Ministère des Affaires étrangères N° I.3./M.3/10466, en date du 20 mai 1932, accompagnée d'une copie de la note verbale de ce Ministère I.3./M.3./8851 en date du 28 avril 1932, la Légation de Pologne a l'honneur de communiquer au Ministère des Affaires étrangères d'ordre de son gouvernement, que le Gouvernement polonais prend acte sans réserve de la teneur des notes précitées et considère, par conséquent, la question de l'exécution de la Convention de La Haye de 1905, relative à la procédure civile, dans les rapports entre la République de Pologne et la Lettonie, comme coordonnée et réglée.

Quant au mode de transmission des demandes de signification d'actes judiciaires et de commissions rogatoires dans les rapports entre la Ville libre de Dantzig et la Lettonie, le Gouvernement polonais est d'avis que le mode jusqu'ici observé à cet effet pourrait être maintenu par la suite.

RIGA, le 13 août 1932.

M. P.

Au Ministère des Affaires étrangères
à Riga.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

D^r J. Makowski,

Chef de la Section des Traités.

So far as concerns the language in which the translations accompanying documents, letters of request and texts of judgments concerning costs and expenses, in accordance with Articles 3 and 10 and paragraph 3 of Section 2 of Article 19 of the said Convention, the Latvian Government would prefer that the language used should be French, save in the cases provided for in the Note Verbale of the Ministry of Foreign Affairs dated April 28, 1932, No. J.3./M.3/8851, of which a copy is annexed hereto.

The Ministry requests the Legation to communicate to it the reply to the Polish Government on this matter and moreover to inform it what method should be applied in the relations of Latvia with the Free City of Danzig.

RIGA, May 20, 1932.

To the Polish Legation,
Riga.

III.

LEGATION
OF THE POLISH REPUBLIC
AT RIGA.
No. 2020.

NOTE VERBALE.

When acknowledging receipt of the Note Verbale of the Ministry of Foreign Affairs No. I.3./M.3/10466, of May 20, 1932, accompanied by a copy of the Note Verbale from that Ministry No. I.3./M.3./8851 of April 28, 1932, the Polish Legation, acting on the instructions of its Government, has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs that the Polish Government takes note without any reservation of the tenor of the above-mentioned Notes and therefore regards the question of the execution of the Hague Convention of 1905 on civil procedure in the relations between the Polish Republic and Latvia as agreed and settled.

So far as concerns the method of forwarding the applications for service of judicial documents and letters of request in the relations between the Free City of Danzig and Latvia, the Polish Government is of opinion that the method which has hitherto been followed for that purpose might be continued in future.

RIGA, August 13, 1932.

M. P.

To the Ministry for Foreign Affairs
at Riga.

IV.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.
N° J.3/M.3/16779.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la note verbale N° 2020 de la Légation de la République de Pologne, en date du 13 août 1932, concernant le mode suivant lequel la convention relative à la procédure civile signée à La Haye, le 17 juillet 1905, devra être appliqué dans les rapports de la Lettonie avec la Pologne et la Ville libre de Dantzig et de porter à la connaissance de ladite légation que le Ministère n'a pas manqué d'informer de la teneur de la susdite note verbale les autorités compétentes lettonnes.

RIGA, le 18 août 1932.

Légation de la République de Pologne,
Riga.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 1^{er} août 1933.

Dr J. Makowski,
Chef de la Section des Traités.

IV.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF LATVIA.
No. J.3/M.3/16779.

NOTE VERBALE.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge receipt of Note Verbale No. 2020 from the Legation of the Polish Republic, dated August 13, 1932, concerning the way in which the Convention on Civil Procedure signed at The Hague on July 17, 1905, should be applied in the relations of Latvia and the Free City of Danzig and to inform the said Legation that the Ministry has informed the competent Latvian authorities of the contents of this Note Verbale.

RIGA, *August* 18, 1932.

To the Legation of the Polish Republic,
Riga.

N° 3255.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

Accord concernant l'échange des
colis postaux. Signé à Copenha-
gue, le 9 décembre 1932, et à
Washington, le 28 décembre 1932.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

Agreement concerning the Exchange
of Parcel Post. Signed at Copen-
hagen, December 9, 1932, and at
Washington, December 28, 1932.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 3255. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DE FORENEDE STATER I AMERIKA OG DANMARK ANGAAENDE UDVEKSLING AF PAKKEPOST, UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 9. DECEMBER 1932 OG I WASHINGTON DEN 28. DECEMBER 1932.

Textes officiels danois et anglais communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 septembre 1933.

Undertegnede har, med Fuldmagt fra vore respektive Regeringer, efter fælles Aftale og under Forudsætning af vedkommende højere Myndigheders Ratifikation vedtaget følgende Overenskomst :

Artikel I.

OVERENSKOMSTENS FORMAAL.

Mellem Danmark (herunder Færøerne og Grønland) paa den ene Side og De Forenede Stater i Amerika (med Alaska, Puerto Rico, Virgin Øerne, Guam, Samoa og Hawaii) paa den anden Side kan der under Betegnelsen Pakkepost udveksles Pakker indenfor den Maksimumsvægt og de Maksimumsdimensioner, der er anført i Ekspeditionsreglementet.

Artikel II.

TRANSITPAKKER.

1. Hver Poststyrelse tilsikrer Ret til Transit ved sin Posttjenestes Mellemskomst for Pakker, der er bestemt til eller hidrører fra et hvilket som helst andet Land, med hvilket den har Udveksling af Postpakker, og som er indleveret til eller er bestemt til Udlevering gennem den anden kontraherende Poststyrelses Tjeneste.

2. Hver Poststyrelse skal meddele den anden, til hvilke Lande Pakker kan sendes med dens Posttjeneste som Mellemlid, og hvilke Transitafgifter der tilkommer den derfor, samt andre Betingelser.

3. For at kunne modtages til Viderebefordring skal Pakker, der sendes fra den ene kontraherende Styrelses Posttjeneste gennem den anden Styrelses Posttjeneste, opfylde de Betingelser, der til enhver Tid er foreskrevet af Styrelsen i Transitlandet.

¹ Cet accord a été ratifié par le Président des Etats-Unis d'Amérique le 9 janvier 1933, et par Sa Majesté le Roi de Danemark le 18 août 1933, date à laquelle il est entré en vigueur.

Selon un accord intervenu entre les Administrations postales des deux pays, les dispositions de l'accord ont été appliquées dès le 1er juillet 1932.

No. 3255. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND DENMARK CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST. SIGNED AT COPENHAGEN DECEMBER 9, 1932, AND AT WASHINGTON, DECEMBER 28, 1932.

Danish and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 2, 1933.

The undersigned, provided with full powers by their respective governments, have by common consent and subject to ratification by the competent superior authorities, drawn up the following Agreement :

Article I.

OBJECT OF THE AGREEMENT.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) on one hand, and Denmark, including Faroe Islands and Greenland, on the other hand, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

Article II.

TRANSIT PARCELS.

1. Each Postal Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel-post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the service of the other contracting Administration.

2. Each Postal Administration shall inform the other to which countries, parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediate Administration.

¹ This Agreement was ratified by the President of the United States of America on January 9, 1933, and by His Majesty the King of Denmark on August 18, 1933, when it came into force.

In consequence of an agreement arrived at between the Postal Administrations of the two countries, the provisions of the Agreement have been applied since July 1st, 1932.

Artikel III.

PORTO OG GEBYRER.

1. Styrelsen i Afganglandet har Ret til hos Afsenderen af en Pakke at opkræve Porto samt Gebyrer for Efterspørgsler angaaende en Pakke, der fremsættes efter Pakkens Indlevering, samt for Værdipakker de Værdigebyrer og Gebyrer for Modtagelsesbeviser, som til enhver Tid er fastsat i dens egne Bestemmelser.

2. Porto og de af de i foregaaende Stykke nævnte Gebyrer, der kommer til Anvendelse, skal betales forud med Undtagelse for returnerede og omekspererede Pakker.

Artikel IV.

PAKKERNES BESKAFFENHED.

Enhver Pakke skal være indpakket paa en under Hensyn til Befordringens Længde og Indholdets Beskyttelse forsvarlig Maade, saaledes som det fastsættes i Ekspeditions reglementet.

Artikel V.

FORBUDTE GENSTANDE.

I. Det er forbudt at forsende følgende Genstande i Pakkerne :

a) Breve eller Meddelelser, der har Karakter af Breve. Dog er det tilladt i en Pakke at indlægge en aaben Faktura, der ikke indeholder andre Angivelser end de for en Faktura almindelige, samt en Genpart af Pakkens Adresse, hvortil kan føjes Afsenderens Adresse.

b) Indlæg, der bærer en anden Adresse end den paa Pakken angivne.

c) Levende Dyr, undtagen Igler.

d) Enhver Genstand, hvis Forsendelse er forbudt af Toldvæsenet eller ved gældende Love eller Reglementer i et af de to Lande.

e) Alle eksplosive eller brandfarlige Genstande samt iøvrigt alle Genstande, hvis Befordring medfører Fare, derunder Genstande, som paa Grund af deres Beskaffenhed eller Indpakning kan frembyde Fare for Posttjenestemændene, eller som kan tilsnarve eller beskadige andre Pakker.

f) Usædelige eller usømmelige Genstande.

g) Endvidere er det forbudt i Pakker uden angiven Værdi at forsende Mønt, Pengesedler af enhver Art, alle Værdipapirer, der lyder paa Ihænde-haver, Platin, Guld og Sølv (saavel forarbejdet som uforarbejdet), Ædelstene, Juveler og anden Pretiosa.

Hvis en Pakke, som indeholder Mønt, Pengesedler af enhver Art, alle Værdipapirer, der lyder paa Ihænde-haver, Platin, Guld og Sølv (saavel forarbejdet som uforarbejdet), Ædelstene, Juveler og anden Pretiosa, er afsendt som Pakke uden angiven Værdi, skal den af Bestemmelseslandet behandles som Værdipakke.

2. Saafremt en Pakke, hvis Indhold er i Strid med disse Forbudsbestemmelser, overleveres fra det ene Land til det andet, skal sidstnævnte gaa frem i Overensstemmelse med sine Love og indenrigske Bestemmelser. Eksplosive eller brandfarlige Genstande samt Dokumenter, Billeder og andre Genstande, der strider imod almindelig Velanstændighed, kan tilintetgøres paa Stedet af det Postvæsen, der forefinder den i Posten.

Den Omstændighed, at en Pakke indeholder et Brev eller en Meddelelse, der har Karakter af et Brev, kan dog ikke i noget Tilfælde medføre, at Pakken tilbagesendes til Afsenderen. Brevet sættes i Porto efter almindelige Regler, der opkræves hos Adressaten.

Article III.

POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, the insurance fees and the fees for return receipts, that may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, must be prepaid.

Article IV.

PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article V.

PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal, except leeches.

(d) Any article the admission of which is forbidden by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article, and in general, any article the conveyance of which is dangerous, including articles which from their nature or packing may be a source of danger to postal employees or may soil or damage other parcels.

(f) Obscene or immoral articles.

(g) It is, moreover, forbidden to send coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer, platinum, gold or silver (whether manufactured or unmanufactured), precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels.

If a parcel which contains coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer, platinum, gold or silver (whether manufactured or unmanufactured), precious stones, jewels, or other precious articles is sent uninsured, it shall be placed under insurance by the country of destination and treated accordingly.

2. When a parcel contravening any of those prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures and other articles injurious to public morals may be destroyed on the spot by the Administration which has found them in the mails.

The fact that a parcel contains a letter, or a communication having the nature of a letter, may not, in any case, entail the return of the parcel to the sender. The letter, is, however, marked for the collection of postage due from the addressee at the regular rate.

De to Poststyrelser underretter hinanden om alle forbudte Genstande ved Hjælp af den af Verdenspostforeningens internationale Bureau offentliggjorte Fortegnelse over forbudte Genstande. De paatager sig dog ikke herved noget Ansvar over for Toldvæsen, Politimyndigheder eller Afsenderne.

Artikel VI.

VÆRDIANGIVELSE.

Paa Pakker kan angives Værdi indtil et Beløb af 500 Guldfrancs eller det hertil i Afsendelseslandets Mønt svarende Beløb. Poststyrelserne i de to kontraherende Lande kan dog efter fælles Overenskomst forhøje eller nedsætte dette Maksimum for Værdiangivelse.

Forsendelsen af en Pakke giver ikke Ret til Erstatning udover den virkelige Værdi af dens Indhold, men det er tilladt at angive en lavere Værdi.

Artikel VII.

ERSTATNING.

1. Med Undtagelse af de i næste Punkt nævnte Tilfælde er Poststyrelserne ansvarlige for Bortkomst af Pakker med angiven Værdi, der er indleveret i det ene af de kontraherende Lande og bestemt til Udlevering i det andet, og for Bortkomst, Berøvelse eller Beskadigelse af Pakkernes Indhold, helt eller delvist.

Afsenderen eller en anden dertil legitimeret Person er som Følge heraf berettiget til en Erstatning, der svarer til Bortkomstens, Indholdsberøvelsens eller Beskadigelsens virkelige Beløb. Erstatningsbeløbet beregnes paa Grundlag af den virkelige Værdi (Fakturapris eller, hvis en saadan ikke opgives, almindelig Vurderingspris) paa det Tidspunkt og det Sted, hvor Pakken indleveredes, dog med det Forbehold, at Erstatningen ikke i noget Tilfælde kan overstige den paa Pakken angivne Værdi, for hvilken Værdigebyr er betalt, og højst kan udgøre 500 Guldfrancs.

I Tilfælde, hvor der skal betales Erstatning for en bortkommen Pakke eller for Ødelæggelse eller Berøvelse af hele dens Indhold, er Afsenderen, saafremt han fremsætter Begæring derom, berettiget til at faa Portoen tilbagebetalt. Værdigebyret tilbagebetales dog ikke i noget Tilfælde.

Med mindre der foreligger særlig Overenskomst om det modsatte mellem de interesserede Lande, betales der ikke Erstatning af noget af de kontraherende Lande for transiterende Pakker med angiven Værdi, der er bestemt til et af de to kontraherende Lande, og som hidrører fra et Land, der ikke er Deltager i denne Overenskomst.

Naar en Pakke med angiven Værdi, der er indleveret i det ene Land og bestemt til Udlevering i det andet Land, omadresseres fra sidstnævnte Land til et tredie Land eller tilbagesendes til et tredie Land paa Afsenderens eller Adressatens Begæring, kan den, der er berettiget til Erstatning, i Tilfælde af Bortkomst, Indholdsberøvelse eller Beskadigelse, som er sket efter Omekspeditionen eller Tilbagesendelsen fra det oprindelige Bestemmelsesland, i saadanne Tilfælde kun kræve den Erstatning, som det Land, i hvilket Bortkomsten, Indholdsberøvelsen eller Beskadigelsen er sket, indvilliger i at yde, eller som dette Land er forpligtet til at yde i Overensstemmelse med den mellem de i Omekspeditionen eller Tilbagesendelsen direkte interesserede Lande bestaaende Overenskomst. Hvert af denne Overenskomsts to Signatarlande, som ved en Fejl videresender en Pakke med angiven Værdi til et tredie Land, er ansvarlig overfor Afsenderen i samme Udstrækning som Afsendelseslandet, d. v. s. inden for de i nærværende Overenskomst fastsatte Grænser.

2. Poststyrelserne er fritaget for ethvert Ansvar :

a) Med Hensyn til Pakker, som Adressaten har modtager uden Bemærkninger.

b) I Tilfælde af Bortkomst eller Beskadigelse, der skyldes force majeure ; dog staar det hver Poststyrelse frit for men uden Regres til den anden Poststyrelse at yde Erstatning for Bortkomst eller Beskadigelse, der skyldes *force majeure*, selv i Tilfælde, hvor

The two Administrations advise each other, by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not assume, on that account, any responsibility towards the customs or police authorities, or the sender.

Article VI.

INSURANCE.

Parcels may be insured up to the amount of 500 francs gold or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease this maximum amount of insurance.

A parcel cannot give rise to the right to an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure it for only part of that value.

Article VII.

INDEMNITY.

1. Except in the cases mentioned in the Sections following, the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of or damage to their contents, or a part thereof.

The sender, or other rightful claimant, is entitled on this account to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price, or, in the absence of current price, at the ordinary estimated value) at the time and place of mailing, of the parcel, provided in any case that the indemnity shall not exceed the amount for which the parcel was insured and on which the insurance fee has been collected, or the maximum of 500 francs gold.

In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to the return of the postal charges, if claimed. However, the insurance fees are not in any case returned.

In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved no indemnity will be paid by either country for the loss of transit insured parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries.

When an insured parcel originating in one country and addressed for delivery in the other country is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or addressee, the party entitled to the indemnity, in case of loss, rifling or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such cases, only to the indemnity which the country where the loss, rifling or damage occurred consents to pay, or which that country is obligated to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limit of the present Agreement.

2. The Administrations are relieved of all responsibility.

(a) In case of parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation.

(b) In case of loss or damage through force majeure (causes beyond control) although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to *force majeure* even in cases where the

Poststyrelsen i det Land, i hvis Posttjeneste Bortkomsten eller Beskadigelsen er sket, betragter Skaden som foraarsaget ved *force majeure*.

c) Naar de er ude af Stand til at gøre Rede for Pakkernes Skæbne som Følge af tjenstlige Dokumenters Ødelæggelse ved *force majeure*.

d) Naar Skaden er foraarsaget ved en af Afsenderen, Adressaten eller en Repræsentant for en af disse begaaet Fejl eller Forsømmelse, eller naar den skyldes Forsendelsens Beskaffenhed.

e) For Pakker, som indeholder forbudte Genstande.

f) I Tilfælde, hvor Afsenderen af en Pakke med angiven Værdi i svigagtig Hensigt har angivet Værdien af Indholdet til et højere Beløb end dets virkelige Værdi; denne Regel skal dog ikke være til Hinder for en offentlig Indskriden i Henhold til Afsendelseslandets Lovgivning.

g) For Pakker, der beslaglægges af Toldvæsenet paa Grund af falsk Angivelse af Indhold.

h) Naar den berettigede eller hans Repræsentant ikke har fremsat Begæring om Undersøgelse eller om Erstatning inden 1 Aar, regnet fra Dagen efter Værdipakkens Indlevering.

i) For Pakker, der indeholder Genstande uden indre Værdi eller letfordærlige Genstande, eller som ikke er behandlet i Overensstemmelse med Bestemmelserne i denne Overenskomst, eller som ikke er afgivet til Postbesørgelse paa den foreskrevne Maade. Det Land, der er ansvarlig for Bortkomsten, Indholdsberøvelsen eller Beskadigelsen kan dog yde Erstatning for saadanne Pakker, men uden Regres til den anden Poststyrelse.

3. Der gives ikke Godtgørelse for indirekte Tab eller for Tab af Vinding med Hensyn til Pakker, der befordres i Henhold til denne Overenskomst.

4. Udbetaling af Erstatning for en Pakke med angiven Værdi skal ske til den berettigede saa snart som muligt og senest inden 1 Aar, regnet fra Dagen efter Erstatningsbegæringens Fremsættelse.

Dog kan den Poststyrelse, der skal udrede Erstatningen, undtagelsesvis udsætte Betalingen udover den fastsatte Frist, hvis den inden denne Fristes Udløb ikke har været i Stand til at fastslaa den paagældende Pakkes Skæbne eller det Ansvar, den har paadraget sig.

5. Med Undtagelse af de Tilfælde, hvor Betaling undtagelsesvis bliver udsat som omhandlet i foregaaende Punkt, Stykke 2, er den Poststyrelse, som skal effektuere Erstatningsudbetalingen, berettiget til at udbetale Erstatning paa den Poststyrelses Regning, som efter at være blevet behørigt underrettet om Erstatningsbegæringens Fremsættelse, har ladet 9 Maaneder hengaa uden at bringe Sagen i Orden.

6. Forpligtelsen til at udbetale Erstatning paahviler den Poststyrelse, under hvilken Afsendelsesposthuset hører, dog med den Ændring, at Forpligtelsen i de Tilfælde hvor Erstatning skal udbetales til Adressaten i Overensstemmelse med Reglen i Punkt 1, Stykke 2, paahviler Bestemmelseslandets Poststyrelse.

Den udbetalende Poststyrelse har Ret til Regres mod den ansvarlige Poststyrelse.

7. Indtil det modsatte godtgøres, paahviler Ansvaret for en Pakke med angiven Værdi den Poststyrelse, som har modtaget Pakken uden Bemærkninger, og som efter at være forsynet med alle nødvendige Oplysninger ikke er i Stand til at godtgøre Pakkens rigtige Viderebehandling.

8. Ansvaret for en Værdipakkes Bortkomst, Indholdsberøvelse eller Beskadigelse, der opdages af det modtagende Udvekslingskontor ved Postens Aabning, og som behørigt meddeles det afsendende Udvekslingskontor ved Tilbage meldelse, falder paa den Poststyrelse, under hvilken det afsendende Udvekslingskontor hører, med mindre det godtgøres, at Skaden er indtruffet i den modtagende Poststyrelses Tjeneste.

9. Hvis Bortkomsten, Indholdsberøvelsen eller Beskadigelsen er sket under Befordringen, uden at det er muligt at godtgøre, i hvilken Posttjeneste Uregelmæssigheden har fundet Sted, bærer de vedkommende Poststyrelser Tabet i lige Dele.

Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*.

(c) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure*.

(d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or the addressee or the representative of either, or when it is due to the nature of the article.

(e) For parcels which contain prohibited articles.

(f) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin.

(g) For parcels seized by the customs because of false declaration of contents.

(h) When no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

(i) For parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter or which did not conform to the stipulations of this Agreement or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the loss, rifling or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

3. No compensation shall be given for indirect loss or loss of profits of any parcel transmitted under this Agreement.

4. The payment of compensation for an insured parcel shall be made to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the paying Postal Administration may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

5. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes the payment of compensation is authorised to pay indemnity on behalf of the office which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

6. The obligation of paying the indemnity shall rest with the Postal Administration to which the mailing office is subordinate, provided that in cases where the indemnity is paid to the addressee in accordance with the second paragraph of the first section, it shall rest with the Postal Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

7. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Postal Administration which having received the parcel without making any observation and being furnished all necessary particulars for inquiry is unable to show its proper disposition.

8. Responsibility for loss, abstraction or damage of an insured parcel discovered by the receiving office of exchange at the time of opening the receptacles and duly notified to the dispatching office of exchange by Bulletin of Verification shall fall upon the Postal Administration to which the dispatching office of exchange is subordinate unless it be proved that the damage occurred in the service of the receiving Administration.

9. If the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance, without its being possible to ascertain in which service the irregularity took place, the Postal Administrations concerned bear the loss in equal shares.

10. Den Poststyrelse, der er ansvarlig, eller paa hvis Regning Udbetaling er foretaget i Overensstemmelse med Reglen i Punkt 5, er forpligtet til at refundere den Poststyrelse, der har foretaget Udbetaling paa dens Regning, det udbetalte Erstatningsbeløb uden Ophold og ikke senere end 6 Maaneder efter Modtagelsen af Meddelelse om den skete Betaling.

11. Refusioner skal ske uden Omkostninger for Kreditorstyrelsen enten ved Postanvisning eller Check i en i Kreditorlandet gangbar Mønt eller paa anden Maade, hvorom Enighed maatte opnaas ved Korrespondance.

12. Refusioner af Erstatningsbeløb fra et Land til det andet skal ske paa Guldbasis.

13. Ansaret for, at Pakker med angiven Værdi er rigtigt lukket, indpakket og forseglet, paahviler Afsenderen, og Postvæsenet i de to Lande paatager sig ikke Ansvar for Bortkomst, Indholdsberøvelse eller Beskadigelse, der hidrører fra Mangler, som ikke maatte være bemærket ved Indleveringen.

14. Poststyrelserne i de to kontraherende Lande er ikke ansvarlig for Bortkomst, Indholdsberøvelse eller Beskadigelse af én almindelig Pakke; men det staar hver Styrelse frit for at yde Erstatning for Bortkomst, Indholdsberøvelse eller Beskadigelse, som maatte ske i dens Tjeneste, uden Regres til den anden Styrelse.

Artikel VIII.

POSTBEVISER.

Afsenderen erholder ved Indleveringen af en almindelig Pakke (uden angiven Værdi) paa Begæring et Postbevis fra Indleveringsposthuset paa en dertil indrettet Formular; hvert Land kan fastsætte et passende Gebyr derfor.

Afsenderen af en Pakke med angiven Værdi erholder ved Indleveringen et Postbevis for sin Pakke uden Gebyr.

Artikel IX.

MODTAGELSESBEVISER OG EFTERSPØRGLER.

1. Afsenderen af en Pakke med angiven Værdi kan erholde Underretning om dens Udlevering eventuelt mod Betaling af et af Afsendelseslandet fastsat Tillægsgebyr og paa de i Ekspeditionsreglementet fastsatte Betingelser.

2. Der kan efter Afsendelseslandets Bestemmelse opkræves et Gebyr for Efterspørgsel af en almindelig Pakke og ligeledes for Efterspørgsel af en Pakke med angiven Værdi, naar Begæring fremsættes efter dens Indlevering, hvis ikke Afsenderen allerede har betalt det særlige Gebyr for at erholde et Modtagelsesbevis.

3. Et Gebyr kan ligeledes efter Afsendelseslandets Bestemmelse opkræves for Klager over Uregelmæssigheder, som ikke paa Forhaand maa antages at være begrundet ved nogen i Posttjenesten begaaet Fejl.

Artikel X.

BEGÆRING OM TILBAGELEVERING ELLER FORANDRING I ADRESSEN.

Saa længe en Pakke ikke er udleveret til Adressaten, kan Afsenderen begære den tilbagesendt eller forlange dens Adresse ændret. Poststyrelsen i Afsendelseslandet kan for det hermed forbundne Arbejde opkræve og udelt beholde det i dets egne Bestemmelser fastsatte Gebyr. Begæringer om Tilbagelevering eller Forandring i Adressen vedrørende Pakker til De Forenede Stater i Amerika adresseres til Centraladministrationen i Washington og vedrørende Pakker til Danmark til Pakkens Bestemmelsesposthus.

10. The Postal Administration responsible or on whose account payment is made in accordance with Section 5 is bound to repay to the country making payment on its behalf, without delay and within not more than six months after receiving notice of payment, the amount of indemnity paid.

11. Repayments are to be made free of cost to the creditor Administration by means of either a money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by such other means as may be mutually agreed upon by correspondence.

12. Repayments of indemnity by one country to the other will be made on the gold basis.

13. The responsibility of properly enclosing, packing and sealing insured parcels rests upon the sender, and the postal service of neither country will assume liability for loss, rifling or damage arising from defects which may not be observed at the time of posting.

14. The Postal Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss, abstraction or damage of an ordinary parcel ; but either Administration is at liberty to indemnify for the loss, abstraction or damage which may occur in its service, without recourse to the other Administration.

Article VIII.

CERTIFICATE OF MAILING. RECEIPTS.

The sender will, on request at the time of mailing an ordinary (uninsured) parcel, receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose ; and each country may fix a reasonable fee therefor.

The sender of an insured parcel receives without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article IX.

RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charge, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate and under the conditions laid down in the Regulations.

2. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also of an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

3. A fee may also be charged, at the option of the country of origin, in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

Article X.

RECALLS AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain, for this service, the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington ; those relating to parcels for delivery in Denmark shall be addressed to the office of destination of the parcel.

Artikel XI.

TOLDAFGIFTER.

Pakkerne er underkastet alle Bestemmelseslandets gældende Toldlove og andre Toldbestemmelser. De Afgifter, der er at opkræve som Følge heraf, opkræves hos Adressaten ved Pakkens Udlevering i Overensstemmelse med Toldvæsenets Bestemmelser.

Artikel XII.

OPHÆVELSE AF TOLDAFGIFTER.

Toldafgifter for Pakker, der tilbagesendes til Afsendelseslandet eller omadresseres til et andet Land, skal ophæves saavel i Danmark som i De Forenede Stater i Amerika.

Artikel XIII.

GEBYRER FOR TOLDKLARERING.

Det udleverende Postvæsen kan for Aflevering til Toldvæsenet og for Toldklarering eller alene for Aflevering til Toldvæsenet hos Adressaten opkræve et Gebyr, der ikke maa overskride 10 cents (50 centimes) pr. Pakke.

*Artikel XIV.*UDLEVERING TIL ADRESSATEN.
GEBYR FOR UDLEVERING PAA BOPÆLEN M. M.

Pakkerne udleveres til Adressaten saa hurtigt som muligt i Overensstemmelse med de i Bestemmelseslandet gældende Bestemmelser. Dette Land kan for Udlevering af Pakker til Adressaterne opkræve et Gebyr, der ikke maa overskride 10 cents (50 centimes) pr. Pakke. Samme Gebyr kan i paakommende Tilfælde opkræves for hver Præsentation efter den første paa Adressatens Bopæl eller i hans Forretningslokale.

Artikel XV.

LAGERAFGIFTER.

Bestemmelseslandet bemyndiges til at opkræve de i dets Lovgivning fastsatte Lagerafgifter for Pakker, der er adresseret »poste restante«, eller som ikke er afhentet inden den fastsatte Frist. Denne Afgift maa ikke i noget Tilfælde overstige 1 Dollar (5 Francs).

Artikel XVI.

FEJLSENDTE PAKKER.

Almindelige Pakker, der er fejlsendt, videresendes til det rigtige Bestemmelsessted ad den korteste Rute, der staar til det videresendende Postvæsens Disposition. De maa ikke af dette Postvæsen belastes med Toldafgifter eller andre Afgifter. Pakker med angiven Værdi, der er fejlsendt, maa videresendes til deres Bestemmelsessted som Værdipakker. Hvis dette er umuligt, skal de tilbagesendes til Afsendelseslandet.

Naar Videresendelsen medfører Tilbagesendelse til Afsendelseslandet, refunderer det videresendende Postvæsen Afsendelseslandets Postvæsen de modtagne Portoandele og giver Meddelelse om Fejlen ved Tilbagemeldelse.

Article XI.

CUSTOMS CHARGES.

The parcels are subject to all customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the customs regulations.

Article XII.

CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

The customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be cancelled both in Denmark and the United States of America.

Article XIII.

FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The office of delivery may collect from the addressee either in respect of delivery to the customs and clearance through the customs or in respect of delivery to the customs only, a fee not exceeding 10 cents (50 centimes) per parcel.

Article XIV.

DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. This country may collect, in respect of delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 10 cents (50 centimes) per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article XV.

WAREHOUSING CHARGES.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed "Poste Restante" or which are not claimed within the prescribed period. This charge may in no case exceed one dollar (5 francs).

Article XVI.

MISSENT PARCELS.

Ordinary parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with customs or other charges by that Administration. Insured parcels, when missent, may not be reforwarded to their destination except as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

When the reforwarding involves the return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a Bulletin of Verification.

Naar Videresendelsen medfører Forsendelse af en Pakke til et tredje Land, og det Portobeløb, der er godskrævet det videresendende Postvæsen, er utilstrækkeligt til at dække Udgifterne ved Videresendelsen, som det skal bestride, erholder det videresendende Postvæsen Dækning for det manglende Beløb ved at kræve det hos det Udvekslingskontor, fra hvilket den fejlsendte Pakke modtoges direkte. Grundlaget for Kravet meddeles det nævnte Kontor ved Tilbagemeldelse.

Artikel XVII.

OMEKSPEDITION.

1. En Pakke kan paa Begæring af Afsenderen eller Adressaten omekspederes som Følge af Adressatens Adresseforandring inden for Bestemmelseslandet.

For Pakker, som omekspederes inden for Bestemmelseslandets Territorium, kan Poststyrelsen i dette Land opkræve de Tillægstakster, som maatte være fastsat i dens indenrigske Bestemmelser. Disse Takster ophæves ikke, selv om Pakken tilbagesendes til Afsendelseslandet eller videresendes til et andet Land.

2. En Pakke kan kun efter Afsenderens eller Adressatens Begæring omekspederes udover det oprindelige Bestemmelseslands Territorium og kun under den Forudsætning, at Pakken opfylder de for dens videre Befordring gældende Betingelser. Pakker med angiven Værdi maa kun omekspederes til et andet Land som Værdipakker.

Ny Porto og, for Pakker med angiven Værdi, ny Værdiporto kan, hvis Forudbetaling ikke sker, opkræves ved Udleveringen.

Afsenderen er berettiget til ved Forholdsordre paa Adressekortet og Pakken at forbyde Omekspedition.

Artikel XVIII.

BORTSALG ELLER TILINTETGØRELSE.

1. Genstande, der er udsat for Forringelse eller Fordærvelse, men ogsaa kun saadanne, kan bortsælges straks, ogsaa under selve Befordringen, uden forudgaaende Varsel eller Iagttagelse af juridiske Formaliteter til Fordel for den berettigede.

Hvis Bortsalg af en eller anden Grund er umuligt, vil de ødelagte eller værdiløse Genstande være at tilintetgøre. Der skal optages Protokol over Salget eller Tilintetgørelsen. Protokollen tilstilles Poststyrelsen i Afsendelseslandet.

2. Efter 30 Dages Forløb, regnet fra Datoen for Ankomsten til Bestemmelseskontoret, kan ubesørgelige Pakker, paa hvilke Afsenderen ved Paategning har givet Afkald, bortsælges ved Auktion eller behandles som foreskrevet i Bestemmelseslandets Lovgivning. Hvis det drejer sig om Pakker med angiven Værdi, skal fornøden Protokol optages, og Poststyrelsen i Afsendelseslandet underrettes om Pakkernes Behandling. Poststyrelsen i Afsendelseslandet underrettes ligeledes, naar en Pakke med angiven Værdi, der ikke er udleveret, af en hvilken som helst anden Grund ikke tilbagesendes til Afsendelseslandet.

Artikel XIX.

UBESØRGELIGHED.

1. Afsenderen af en Pakke kan ved Afsendelsen afgive Forholdsordre om Behandlingen af Pakken for det Tilfælde, at den ikke skulde kunne udleveres fter Adressen. De nærmere Regler herom fastættes i Ekspeditionsreglementet.

2. Hvis Afsenderen ikke afgiver Forholdsordre i Henhold til foregaaende Punkt, eller hvis hans Forholdsordre ikke har ført til Udlevering, tilbagesendes ubesørgelige Pakker til Afsenderen uden fordgaaende Meddelelse efter 30 Dages Forløb, medens Pakker, hvis Modtagelse er nægtet af Adressaten, derimod tilbagesendes straks.

When the reforwarding involves the dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a Bulletin of Verification.

Article XVII.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

For the parcels redirected in its territory, the Postal Administration of the country of destination may collect additional charges fixed by its internal regulations. These charges shall not be cancelled even in case the parcel is returned to origin or reforwarded to another country.

2. A parcel may be redirected out of the country of original address only at the sender's or the addressee's request and provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance. Insured parcels shall not be redirected to another country except as insured mail.

New postage, as well as new insurance fees, in the case of insured parcels, may, if not prepaid, be collected upon delivery.

The sender is entitled to forbid, by means of a suitable entry on the dispatch note and on the parcel, any redirection.

Article XVIII.

SALE OR DESTRUCTION.

1. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right party.

If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Postal Administration of the country of origin.

2. After the expiration of thirty days from the date of receipt at the office of destination, undeliverable parcels which the sender has marked "Abandon" may be sold at auction or otherwise disposed of as provided by the legislation of the country of destination. When insured parcels are involved, proper record will be made and the Administration of the country of origin notified as to the disposition made of the parcels. The Administration of the country of origin shall also be notified when for any other reason an insured parcel which is not delivered is not returned to the country of origin.

Article XIX.

NONDELIVERY.

1. The sender of a parcel may make a request at the time of mailing, as to the disposal of the parcel in the event of it not being deliverable as addressed, the particulars of which are set forth in the Regulations.

2. If the sender does not make any request in accordance with the foregoing Section, or the sender's request has not resulted in delivery, undeliverable parcels will be returned to the sender without previous notification at the expiration of thirty days, while parcels refused by the addressee will be returned at once.

3. Bestemmelserne i Artikel XX, Punkt 3, anvendes for Pakker, der tilbagesendes til Afsendelseslandet som Følge af Ubesørgelighed.

Ny Porto og, for Pakker med angiven Værdi, ny Værdiporto kan, hvis Forudbetaling ikke sker, opkræves hos Afsenderen ved Pakkens Tilbagekomst.

Artikel XX.

PORTOANDELE.

1. For hver Pakke, der udveksles mellem de kontraherende Lande (Artikel I) godskrives det afsendende Postvæsen det modtagende Postvæsen i Pakkepostkarterne de det sidstnævnte Postvæsen tilkommende Portoandele, der er angivet i Ekspeditionsreglementet.

2. De Beløb, der skal betales for Pakker i Transit, d. v. s. Pakker, der er bestemt til en Besiddelse eller til et tredie Land, er ligeledes angivet i Ekspeditionsreglementet.

3. Hvis der i Tilfælde af Videre sendelse eller Tilbage sendelse til Afsendelseslandet af en Pakke af det videre sendende eller tilbagesendende Postvæsen er opkrævet ny Porto og, for Pakker med angiven Værdi, ny Værdiporto, behandles Pakken, som om den var indleveret til nævnte Postvæsen. Ellers erholder det videre sendende eller tilbagesendende Postvæsen Dækning for de det tilkommende Portoandele hos det andet Postvæsen, nemlig alt efter det foreliggende Tilfælde :

a) de i foregaaende Punkt I foreskrevne Portoandele ;

b) Portoandele for Videre sendelse eller Tilbage sendelse ;

c) de i Artiklerne XIII, XIV og XV fastsatte Gebyrer for Toldklarering og Udlevering samt Lagerafgift.

I Tilfælde af Videre sendelse eller Tilbage sendelse til et tredie Land skal de paaløbne Porto- og Gebyrbeløb, d. v. s. saadanne af de ovenforunder Litra a), b) og c) anførte, der kommer til Anvendelse, stadig hvile paa Pakken, men i Tilfælde af, at vedkommende tredie Land nægter at overtage de paagældende Beløb, fordi de ikke kan opkræves henholdsvis hos Adressaten eller Afsenderen, eller af anden Grund, skal de atter debiteres det oprindelige Afsendelsesland.

I Tilfælde af, at en Pakke tilbagesendes eller videre sendes i Transit gennem et af de to Lande til eller fra det andet Land, kan Transitlandet ligeledes gøre Fordring paa de det tilkommende Beløb for udført Land- eller Søbefordring tillige med de ethvert andet Land tilkommende Beløb.

Artikel XXI.

ANDRE POSTALE AFGIFTER END DE FORESKREVNE MAA IKKE OPKRÆVES.

De Pakker, paa hvilke nærværende Overenskomst finder Anvendelse, kan ikke underkastes andre postale Afgifter end de, der er omhandlet i Overenskomstens forskellige Artikler.

Artikel XXII.

LUFTPAKKER.

Poststyrelserne i de to kontraherende Lande har Ret til efter fælles Aftale at fastsætte Luftposttillægstakster og andre Betingelser i Tilfælde, hvor Pakkerne beføres ad Luftpostruter.

Artikel XXIII.

MIDLERTIDIG OPHÆVELSE AF UDVEKSLINGEN.

Under saadanne ekstraordinære Forhold, der kan berettige dertil, kan hver af Poststyrelserne midlertidigt ophæve Pakkepostudvekslingen, enten helt eller delvist, paa Betingelse af, at den straks, om fornødent ad telegrafisk Vej, underretter den anden Poststyrelse.

3. The provisions of Article XX, Section 3, shall be applied to a parcel to be returned to the country of origin in consequence of nondelivery.

New postage, as well as new insurance fees, in the case of insured parcels, may, if not prepaid, be collected from the sender upon the return of his parcel.

Article XX.

CHARGES.

1. For each parcel exchanged between the contracting countries (Article I) the dispatching office credits to the office of destination, in the parcel bills, the quotas due to the latter, and indicated in the Regulations of Execution.

2. The sums to be paid for a parcel in transit, that is, parcels destined either for a possession or for a third country, are likewise indicated in the Regulations of Execution.

3. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispaching office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching office recovers from the other office the quota due to it, namely, as the case may be :

- (a) the charges prescribed by Section 1 above ;
- (b) the charges for reforwarding or return ;
- (c) the customs clearance, delivery and storage charges provided for by Articles XIII, XIV and XV.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in (a), (b) and (c) above as are applicable, shall follow the parcel, but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charges back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Administrations to or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article XXI.

POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different articles hereof.

Article XXII.

AIR PARCELS.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by the air routes.

Article XXIII.

TEMPORARY SUSPENSION OF SERVICE.

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Administration may temporarily suspend the parcel post service, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

Artikel XXIV.

SPØRGSMÅAL, SOM IKKE ER BEHANDLET I NÆRVÆRENDE OVERENSKOMST.

1. Alle Spørgsmaal angaaende Begæringer om Tilbagesendelse af Pakker samt, for saa vidt angaar Pakker med angiven Værdi, angaaende Modtagelsesbeviser og Behandling af Erstatningskrav ordnes, hvis der ikke er truffet Bestemmelse om dem i nærværende Overenskomst, efter Bestemmelserne i Verdenspostkonventionen og dennes Ekspeditionsreglement for saa vidt disse er anvendelige og ikke strider imod de foregaaende Bestemmelser. Hvis der overhovedet ikke findes nogen Bestemmelse om et Spørgsmaal, anvendes henholdsvis Danmarks eller De Forenede Staters indre Lovgivning eller de Bestemmelser, der maatte træffes af Landene.

2. Enkelthederne med Hensyn til Anvendelsen af nærværende Overenskomst fastsættes af de to Poststyrelser i et Ekspeditionsreglement, hvis Bestemmelser kan ændres eller suppleres efter fælles Aftale ved Skriftveksling. En lignende Aftale ved Skriftveksling kan træffes angaaende Udveksling af Pakker med Postoprævning.

3. De to Poststyrelser underretter gensidigt hinanden om deres Love, Anordninger og Takstbestemmelser angaaende Pakkeudvekslingen, samt om alle Takstændringer, der senere maatte blive foretaget.

Artikel XXV.

OVERENSKOMSTENS IKRAFTTRÆDEN OG VARIGHED.

1. Denne Overenskomst ophæver og træder i Stedet for den i København den 28. April 1922 og i Washington den 8. Juni 1922 underskrevne Overenskomst¹.

2. Den bliver gyldig ved Ratifikation, men den kan, indtil Ratifikation finder Sted, sættes i Kraft administrativt fra en ved gensidig Aftale mellem Poststyrelserne i de to Lande fastsat Dato.

Den skal forblive i Kraft, indtil Poststyrelsen i et af de to kontraherende Lande 6 Maaneder forud har givet den anden Poststyrelse Varsel om sin Hensigt at ophæve den.

3. Udfærdiget i to Eksemplarer og underskrevet i København den 9. December 1932 og i Washington den 28. December 1932.

(Sign.) C. MONDRUP,
*Generaldirektør for Post- og Telegrafvæsenet
i Danmark.*

(Sign.) Walter F. BROWN,
*Generalpostmester i De Forenede Stater
i Amerika.*

¹ Vol. XI, page 311, de ce recueil.

Article XXIV.

MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE PRESENT AGREEMENT.

1. Unless they are provided for in the present Agreement, all questions concerning requests for recall or return of parcels and the obtaining and disposition of return receipts and adjustment of indemnity claims in connection with insured parcels, shall be governed by the provisions of the Universal Postal Convention and its Regulations of Execution, in so far as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at all, the domestic legislation of the United States or of Denmark, or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by common consent by way of correspondence. A similar agreement through correspondence may be made with a view to the exchange of collect-on-delivery parcels.

3. The two Administrations shall notify each other mutually of their laws, ordinances and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

Article XXV.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement substitutes and abrogates that signed at Copenhagen the twenty-eighth day of April, one thousand nine hundred and twenty-two, and at Washington¹ the eighth day of June, one thousand nine hundred and twenty-two.

2. It shall become effective on ratification, but pending ratification it may be put into force administratively on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

It shall remain in force until one of the Administrations of the two contracting countries has given notice to the other, six months in advance of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Copenhagen, the ninth day of December 1932, and at Washington, the twenty-eighth day of December 1932.

(Signed) G. MONDRUP,

The Director General of Posts of Denmark.

(Signed) Walter F. BROWN,

*The Postmaster General
of the United States of America.*

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire-général
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ Vol. XI, page 311, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3255. — ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE DANEMARK, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 9 DÉCEMBRE 1932 ET A WASHINGTON, LE 28 DÉCEMBRE 1932.

Les soussignés, munis de pleins pouvoirs par leurs gouvernements respectifs, ont d'un commun accord et sous réserve de la ratification des autorités supérieures compétentes, arrêté les dispositions de l'accord suivant :

Article premier.

OBJET DE L'ACCORD.

Entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï), d'une part, et le Danemark (y compris les Îles Féroé et le Groenland) d'autre part, il pourra être échangé, sous la dénomination de colis postaux, des colis jusqu'à concurrence du poids et des dimensions spécifiés dans le Règlement d'exécution.

Article II.

COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit par l'intermédiaire de son service, à destination ou en provenance de tous les pays avec lesquels elle échange des colis postaux, de colis provenant du service de l'autre administration contractante ou devant être remis au destinataire par les soins de l'autre administration.

2. Chaque administration postale fera connaître à l'autre quels sont les pays dans lesquels des colis postaux peuvent être envoyés par son intermédiaire, le montant des taxes qui lui sont dues à cet effet, ainsi que toutes autres conditions.

3. Pour être acceptées aux fins de transmission ultérieure, les colis que l'une des administrations contractantes expédie par l'intermédiaire du service de l'autre doivent remplir les conditions fixées de temps à autre par l'administration intermédiaire.

Article III.

AFFRANCHISSEMENT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine est autorisée à percevoir de l'expéditeur de chaque colis la taxe d'affranchissement ainsi que les droits relatifs aux demandes de renseignements présentées postérieurement au dépôt du colis et concernant le sort de celui-ci, et, dans le cas de colis avec valeur déclarée, les droits d'assurance et les droits d'avis de réception qui pourront être fixés de temps à autre par son règlement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Sauf dans le cas de colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'affranchissement et, le cas échéant, les droits mentionnés dans le paragraphe précédent doivent être acquittés à l'avance.

Article IV.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui en préserve le contenu ainsi qu'il est spécifié dans le Règlement d'exécution.

Article V.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit de transmettre par colis postal les articles suivants :

a) Toute lettre ou note ayant le caractère d'une correspondance. Toutefois, il est permis d'insérer dans le colis une facture sous pli ouvert, réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Des objets portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis ;

c) Des animaux vivants, à l'exception des sangsues ;

d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou règlements de douane ou autres en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

e) Des matières explosives ou inflammables et, en général, tous les articles dont le transport est dangereux, y compris ceux qui, en raison de leur nature ou de leur mode d'emballage, constituent un danger pour les employés de la poste ou sont susceptibles de salir ou de détériorer d'autres colis ;

f) Des objets obscènes ou de caractère immoral ;

g) Il est, en outre, interdit d'expédier sous forme de colis sans valeur déclarée des pièces de monnaie, des billets de banque, de la monnaie papier ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent (manufacturés ou non), des pierreries, des bijoux ou d'autres articles précieux.

Si un colis contenant des pièces de monnaies, des billets de banque, de la monnaie papier ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent (manufacturés ou non), des pierreries, des bijoux, ou d'autres articles précieux, est expédié comme colis sans valeur déclarée, il sera assuré d'office par le pays de destination et traité en conséquence.

2. Si un colis contrevenant à l'une quelconque des interdictions susmentionnées est remis par l'une des administrations à l'autre administration, celle-ci procédera conformément aux dispositions de ses lois et règlements intérieurs. Les explosifs ou matières inflammables, ainsi que les documents, images ou autres articles contraires à la morale publique, pourront être détruits sur place par l'administration qui les aura découverts dans les courriers.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication présentant le caractère d'une lettre, ne devra en aucun cas entraîner le retour du colis à l'expéditeur. Toutefois, la lettre sera frappée d'une marque indiquant la taxe à percevoir du destinataire, au taux réglementaire.

Les deux administrations se feront connaître mutuellement au moyen de la Liste des articles interdits publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, tous les articles frappés d'interdiction. Toutefois, elles n'assument à cet égard aucune responsabilité envers les autorités douanières et de police, ni envers l'expéditeur.

Article VI.

DÉCLARATION DE VALEUR.

Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence de 500 francs or ou de l'équivalent de cette somme dans la monnaie du pays d'origine. Toutefois, les directeurs des administrations postales des deux Etats contractants peuvent, d'un commun accord, élever ou abaisser le maximum ainsi fixé pour la déclaration de valeur.

Aucun colis ne peut donner droit à une indemnité plus élevée que la valeur réelle du contenu, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Article VII.

INDEMNITÉS.

1. A l'exception des cas mentionnés aux paragraphes suivants, les administrations répondent de la perte des colis avec valeur déclarée, expédiés de l'un des deux pays contractants pour être remis dans l'autre pays, ainsi que de la perte, du vol ou de l'avarie totale ou partielle du contenu de ces colis.

L'expéditeur ou tout autre ayant droit peut recevoir une indemnité correspondant au montant réel de la perte, du vol ou de l'avarie. Le montant de l'indemnité est calculé sur la base de la valeur réelle (prix courant ou à défaut de prix courant de la valeur ordinaire d'évaluation) au lieu et au moment où le colis a été accepté au transport, sous réserve qu'en aucun cas l'indemnité ne sera supérieure au montant de la déclaration de valeur pour laquelle a été perçu le droit, ni au maximum de 500 francs or.

Dans le cas où une indemnité est due pour la perte d'un colis, ou pour la destruction ou le vol de tout le contenu du colis, l'expéditeur a droit au remboursement des taxes postales acquittées, s'il en fait la demande. Toutefois, les droits d'assurance ne sont, en aucun cas, remboursés.

A défaut d'accord contraire intervenu spécialement entre les pays intéressés, aucune indemnité ne sera payée par l'un ou par l'autre pays pour la perte des colis en transit avec valeur déclarée provenant d'un pays contractant non partie au présent accord, expédié à destination de l'un des deux pays contractants.

Si un colis avec valeur déclarée provenant d'un pays déterminé et devant être remis au destinataire dans l'autre pays, est réexpédié de ce pays à destination d'un pays tiers ou retourné dans un pays tiers à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, l'ayant-droit en cas de perte, de vol ou de dommage survenus postérieurement à la réexpédition ou au retour du colis par le pays de destination primitif, ne pourra réclamer que l'indemnité que le pays dans lequel a eu lieu la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu de l'accord intervenu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au retour. Si l'un des deux pays parties au présent accord transmet par erreur un colis avec valeur déclarée à destination d'un pays tiers, sa responsabilité sera engagée envers l'expéditeur dans la mesure où le pays d'origine est tenu, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de l'indemnité fixée par le présent accord.

2. Les administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a) Dans le cas de colis dont le destinataire a pris livraison sans formuler de réserve.
- b) Dans le cas de perte ou d'avarie par force majeure. Toutefois, chaque administration peut, à son gré et sans consulter l'autre, payer l'indemnité pour cause de perte ou d'avarie par force majeure, même dans les cas où l'administration du pays dans le service de laquelle la perte ou l'avarie a eu lieu reconnaît que le dommage est dû à un cas de force majeure.
- c) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.
- d) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, du destinataire ou de leurs représentants ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet.

- e) Pour les colis qui contiennent des articles prohibés.
- f) Dans les cas où l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée déclare dans une intention frauduleuse le contenu du colis pour une valeur supérieure à sa valeur réelle ; toutefois cette règle ne fera pas obstacle à l'exercice des poursuites légales prévues par la législation du pays d'origine.
- g) Pour les colis saisis par la douane en raison de fausses déclarations concernant leur contenu.
- h) Lorsque l'ayant droit ou son représentant n'a pas présenté de demande de renseignements ou d'indemnité dans un délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt du colis avec valeur déclarée.
- i) Pour les colis qui contiennent des matières sans valeur intrinsèque ou des matières périssables, ou qui ne remplissent pas les conditions prévues dans le présent accord ou qui n'ont pas été déposés à la poste dans les formes prescrites ; néanmoins, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie aura la faculté de payer une indemnité pour ces colis, sans consulter l'autre administration.

3. Les colis transmis conformément au présent accord ne donneront pas droit à indemnité pour cause de perte indirecte ou de manque à gagner.

4. L'indemnité concernant un colis avec valeur déclarée sera versée à l'ayant droit le plus tôt possible et au plus tard dans le délai d'un an, à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'administration postale effectuant le versement peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai spécifié lorsqu'à l'expiration de ce délai elle n'a pas pu découvrir ce qu'il est advenu de l'objet en question ou déterminer les responsabilités.

5. Sauf dans les cas où le règlement est exceptionnellement différé comme il est prévu au second alinéa de la clause précédente, l'administration postale qui se charge de verser l'indemnité est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'administration qui, après avoir été dûment avisée de la demande d'indemnité, a laissé s'écouler un délai de neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

6. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration postale dont relève le bureau expéditeur. Toutefois, dans les cas où l'indemnité est versée au destinataire comme il est dit au second alinéa du premier paragraphe, cette responsabilité incombe à l'administration postale du pays de destination.

L'administration qui effectue le versement de l'indemnité conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

7. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité afférente à un colis avec valeur déclarée incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis sans formuler de réserve et ayant été mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir que le colis a été régulièrement transmis ou remis.

8. Lorsque la perte, le vol ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée a été constatée par le bureau d'échange réceptionnaire au moment de l'ouverture des récipients et a été dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification, la responsabilité incombe à l'administration postale dont dépend le bureau d'échange expéditeur à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, le vol ou l'avarie a eu lieu dans le service de l'administration du pays de réception.

9. Si la perte, le vol ou l'avarie s'est produite au cours du transport, sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays a eu lieu l'irrégularité, les administrations postales en cause supportent le dommage par parts égales.

10. L'administration postale responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à la clause 5 est tenue de rembourser au pays qui effectue le paiement en son nom, sans retard et dans un délai de six mois au plus après notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée.

11. Les remboursements s'effectuent sans frais pour l'administration créditrice, soit par mandat-poste, soit par traite, en espèces ayant cours dans le pays créancier ou par tel autre moyen dont il peut être convenu d'un commun accord par correspondance.

12. Les remboursements d'indemnité d'un pays à l'autre s'effectuent sur la base de l'or.

13. C'est à l'expéditeur qu'il incombe d'emballer et de sceller convenablement les colis avec valeur déclarée ; le service postal de l'un ou l'autre pays n'assume aucune responsabilité pour la perte, le vol ou l'avarie par suite de défauts qui auraient pu être constatées au moment du dépôt du colis.

14. Les administrations postales des deux pays contractants ne sont pas responsables de la perte, du vol ou de l'avarie d'un colis ordinaire, mais chacune a la faculté de verser une indemnité, sans consulter l'autre administration, en cas de perte, de vol ou d'avarie survenue dans son service.

Article VIII.

CERTIFICAT DE DÉPÔT. RÉCÉPISSÉS.

L'expéditeur peut, sur demande formulée au moment du dépôt d'un colis ordinaire (sans valeur déclarée), recevoir du bureau où est déposé le colis un certificat de dépôt établi sur un formulaire spécial et chaque pays est autorisé à fixer un droit raisonnable à cet effet.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son colis.

Article IX.

AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée peut obtenir un avis de réception en acquittant le cas échéant la surtaxe que le pays d'origine du colis pourra fixer et dans les conditions prévues par le Règlement.

2. Il peut être perçu, au gré du pays d'origine, un droit sur toute demande de renseignements concernant le sort d'un colis ordinaire, ainsi que celui d'un colis avec valeur déclarée, présentée postérieurement au dépôt du colis, si l'expéditeur n'a pas déjà payé le droit spécial prévoyant la remise d'un avis de réception.

3. Il peut également être perçu, au gré du pays d'origine, un droit spécial lors de toute réclamation concernant une irrégularité qui, de prime abord, ne semble pas due à une faute du service postal.

Article X.

RETRAITS ET CHANGEMENT D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut en demander le retrait ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à percevoir et à retenir, pour ce service, le droit fixé par son règlement. Les demandes de retrait ou de changement d'adresse de colis à remettre dans les Etats-Unis d'Amérique doivent être adressées à l'administration centrale de Washington. Celles qui ont trait aux colis à remettre dans le Danemark doivent être adressées au bureau de destination du colis.

Article XI.

DROITS DE DOUANE.

Les colis sont assujettis à toutes les lois et règlements douaniers en vigueur dans le pays de destination. Les droits à percevoir à ce titre sont perçus du destinataire, lors de la remise des colis, conformément au règlement douanier.

Article XII.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane afférents aux colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays seront annulés, tant au Danemark qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Article XIII.

DROITS DE DÉDOUANEMENT.

L'administration du pays destinataire est autorisée à percevoir du destinataire, soit pour la remise au bureau de la douane et le dédouanement, soit pour le dédouanement seulement, un droit qui ne peut dépasser 10 cents (50 centimes) par colis.

Article XIV.

REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT POUR REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible et conformément aux conditions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis à domicile, un droit maximum de 10 cents (50 centimes) par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, pour toute présentation autre que la première faite au domicile personnel ou commercial du destinataire.

Article XV.

DROITS DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « poste restante » ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut en aucun cas dépasser un dollar (5 francs).

Article XVI.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires acheminés dans une fausse direction sont réexpédiés à leur destination véritable par la route la plus directe dont dispose l'administration qui réexpédie le colis. Ils ne doivent pas être grevés par cette administration de droits de douane ou d'autres taxes. Les colis avec valeur déclarée qui auraient été acheminés dans une fausse direction ne pourront être réexpédiés à leur destination véritable que sous forme d'envoi avec valeur déclarée. S'il est impossible de le faire, ils seront renvoyés au pays d'origine.

Lorsque la réexpédition comporte le retour du colis au bureau d'origine, l'administration réexpéditrice rembourse à ce bureau les sommes créditées et signale l'erreur sur un bulletin de vérification.

Lorsque la réexpédition comporte l'envoi d'un colis dans un pays tiers et que le montant inscrit au crédit de l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition, l'administration réexpéditrice se crédite du montant dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis dans une fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

Article XVII.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis, par suite du changement de résidence du destinataire dans le pays de destination, peut être faite, soit sur la demande de l'expéditeur, soit sur celle du destinataire.

Pour les colis réexpédiés dans son territoire, l'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir les taxes additionnelles fixées par son règlement intérieur. Ces taxes ne pourront pas être annulées, même dans le cas où le colis serait renvoyé au pays d'origine ou réexpédié vers un autre pays.

2. Un colis ne peut être réexpédié hors du pays de destination primitive qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire et à condition que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport. Les colis avec valeur déclarée ne seront réexpédiés vers un autre pays que sous forme d'envois avec valeur déclarée.

Un nouveau droit d'affranchissement, ainsi qu'un nouveau droit d'assurance, s'il s'agit de colis avec valeur déclarée, peut, s'il n'est pas acquitté au préalable, être perçu lors de la remise.

L'expéditeur est autorisé à interdire toute réexpédition au moyen d'une annotation appropriée sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

Article XVIII.

VENTE OU DESTRUCTION.

1. Les articles sujets à détérioration ou à corruption pourront seuls être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus seront détruits. Procès-verbal sera dressé de la vente ou de la destruction et rapport sera fait à l'administration postale du pays d'origine.

2. A l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de réception au bureau de destination, les colis munis par l'expéditeur de la mention « à abandonner » et dont la remise n'a pu être effectuée peuvent être vendus aux enchères publiques ou être traités autrement selon les dispositions des lois du pays de destination. Lorsqu'il s'agit de colis avec valeur déclarée, procès-verbal sera dressé en bonne et due forme et on fera connaître à l'administration du pays d'origine le sort fait aux colis. Notification sera également adressée au pays d'origine toutes les fois que, pour un motif quelconque, un colis avec valeur déclarée qui n'a pas été remis au destinataire, n'est pas renvoyé au pays d'origine.

Article XIX.

NON REMISE.

1. L'expéditeur d'un colis peut demander, au moment du dépôt, que le colis soit traité, au cas où il ne pourrait être remis à son adresse, selon les modalités prévues dans le règlement d'application.

2. Si l'expéditeur ne formule pas de demande, conformément au paragraphe précédent, ou si la demande de l'expéditeur n'a pas abouti à une remise, les colis qu'il a été impossible de remettre seront renvoyés à l'expéditeur sans avis préalable, à l'expiration d'un délai de trente jours, tandis que les colis refusés par le destinataire seront renvoyés immédiatement.

3. Les dispositions de l'article XX, paragraphe 3, s'appliqueront aux colis renvoyés au pays d'origine pour cause de non remise.

Un nouveau droit d'affranchissement, ainsi que de nouveaux droits d'assurance, dans le cas des colis avec valeur déclarée, pourront, s'ils n'ont pas été acquittés au préalable, être perçus de l'expéditeur lors du retour de son colis.

Article XX.

DROITS.

1. Pour chaque colis échangé entre les pays contractants (article premier), le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire, dans les feuilles de route, les quotes-parts dues à ce dernier et spécifiées dans le règlement d'exécution.

2. Les sommes à payer pour un colis en transit, c'est-à-dire pour les colis à destination soit d'une possession, soit d'un pays tiers sont de même spécifiées dans le règlement d'exécution.

3. Dans le cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis, s'il est perçu par l'administration réexpéditrice un nouveau droit d'affranchissement et un nouveau droit d'assurance (dans le cas des colis avec valeur déclarée), le colis est traité comme s'il avait ce pays pour origine. Autrement dit, l'administration réexpéditrice recouvre de l'autre administration la quote-part qui lui est due à savoir, selon le cas :

a) Les droits prescrits au paragraphe 1 ci-dessus ;

b) Les droits de réexpédition ou de renvoi à l'expéditeur ;

c) Les droits de dédouanement, de remise et d'entreposage prévus aux articles XIII, XIV et XV.

En cas de réexpédition ou de renvoi dans un pays tiers les droits qui sont dus, c'est-à-dire les droits mentionnés sous a), b) et c) ci-dessus applicables en l'espèce, suivent le colis, mais, dans le cas où le pays tiers intéressé refuse de prendre ces droits à sa charge parce qu'ils ne peuvent être perçus du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas ou pour d'autres motifs, c'est au pays d'origine qu'ils doivent être alors imputés.

Dans le cas d'un colis renvoyé à l'expéditeur ou réexpédié en transit par l'intermédiaire de l'une des deux administrations à destination ou en provenance de l'autre, l'administration intermédiaire est autorisée à reprendre également la somme qui lui est due pour tout service additionnel par terre ou par mer assuré par elle ainsi que toutes les sommes dues à toute autre administration ou administrations intéressées.

Article XXI.]

INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI ONT ÉTÉ PRESCRITES.

Les colis auxquels s'applique le présent accord ne seront assujettis à aucune taxe postale autre que celles qui sont prévues par les différents articles dudit accord.

Article XXII.

COLIS POSTAUX-AVION.

Les Directeurs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer d'un commun accord la surtaxe aérienne, ainsi que les autres conditions applicables dans le cas où les colis sont acheminés par la voie de l'air.

Article XXIII.

SUSPENSION TEMPORAIRE DU SERVICE.

Dans des circonstances extraordinaires justifiant cette mesure, chacune des administrations peut suspendre temporairement le service des colis postaux soit en totalité soit en partie, à condition d'en aviser l'autre administration immédiatement et, s'il le faut, par la voie télégraphique.

Article XXIV.

QUESTIONS NON PRÉVUES DANS LE PRÉSENT ACCORD.

1. Toutes les questions relatives aux demandes de retrait ou de renvoi de colis, aux formalités concernant les accusés de réception, au règlement des demandes d'indemnité présentées, au sujet de colis avec valeur déclarée, lorsqu'elles ne sont pas réglées par le présent accord, seront régies par les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et du Règlement d'exécution de ladite convention dans la mesure où elles sont applicables et ne sont pas incompatibles avec celles du présent accord. A défaut de toute disposition visant un cas particulier, les dispositions du droit interne des Etats-Unis ou du Danemark ou les décisions formulées par l'un ou l'autre pays seront applicables dans le pays en question.

2. Les dispositions de détail relatives à l'application du présent accord seront fixées par les deux administrations dans leur règlement d'exécution, dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées d'un commun accord par voie de correspondance. Un accord analogue au présent pourra être conclu par voie de correspondance en vue de l'échange de colis postaux grevés de remboursement.

3. Les deux administrations se communiqueront les dispositions de leurs lois, ordonnances et tarifs concernant l'échange des colis postaux, ainsi que toutes les modifications de taxes qui pourront être ultérieurement effectuées.

Article XXV.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU PRÉSENT ACCORD.

1. Le présent accord remplace et abroge celui qui a été signé à Copenhague, le 28 avril 1922, et à Washington, le 8 juin 1922.

2. Il entrera en vigueur dès qu'il sera ratifié mais, en attendant sa ratification, il pourra être mis en vigueur administrativement à une date à fixer d'un commun accord entre les administrations des deux pays.

Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des administrations des deux parties contractantes ait notifié à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Copenhague, le 9 décembre 1932, et à Washington, le 28 décembre 1932.

*Le Directeur général
des postes du Danemark :*
(Signé) C. MONDRUP.

*Le Directeur général
des postes des Etats-Unis d'Amérique :*
(Signé) Walter F. BROWN.

ERRATA

Volume XXII, N° 553.

Page 2, page 25, page 42, 3^e ligne et page 52, 6^e ligne, Page 3, page 25, and page 43, 3rd line,

Au lieu de : « 23 juin », Instead of : “ June 23 ”,

Lire : « 22 juin ». Read : “ June 22 ”.

Page 53, 7th line,

Instead of : “ third day of June ”.

Read : “ second day of June ”.

Page 26, 3^e ligne et page 34, dernière ligne du texte, Page 26, 3rd line and page 34, last line of text,

Au lieu de : « 23. Juni ».

Instead of : “ 23. Juni ”,

Lire : « 22. Juni ».

Read : “ 22. Juni ”.

Page 27, 3^e ligne et page 35, avant dernière ligne du texte,

Page 27, 3rd line and page 35, penultimate line of the text,

Au lieu de : « 23 czerwca ».

Instead of : “ 23 czerwca ”.

Lire : « 22 czerwca ».

Read : “ 22 czerwca ”.

Volume XCIV, N° 2152, page 345.

1^{re} et 28^e lignes :

1st and 28th lines :

Au lieu de :

Instead of :

“ ...the existence of such a treaty shall not debar the Union of Soviet Socialist Republics from enjoying the treatment *accorded to the most favoured nation...* ”

Lire :

Read :

“ ...the existence of such a treaty shall not debar the Union of Soviet Socialist Republics from enjoying the treatment *of a specially privileged nation...* ”

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

